GLOBAL AFRICA

Indexée sur /Indexed on
AJOL
DOAJ
Scopus

À PROPOS

La revue *Global Africa* accueille des réflexions sur les enjeux globaux et leurs défis saisis à partir de l'Afrique et de ses diasporas. Ce contexte de défis anciens, nouveaux et futurs est celui dans lequel il faut penser de manière critique le Continent et ses trajectoires sociales, politiques, culturelles, économiques, scientifiques.

Global Africa est portée par le Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, au Sénégal avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France, le Laboratoire d'Études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger et l'Université internationale de Rabat (UIR) au Maroc. *Global Africa* est une revue pluridisciplinaire, à partir et au-delà du champ des sciences sociales, et publie des textes originaux et/ou traduits en français, arabe, anglais et swahili. En prise avec les enjeux globaux, soucieuse de s'inscrire dans la « science de la durabilité » et dans la recherche prospective, *Global Africa* est un lieu d'analyses et de débats sur la place de l'Afrique dans le Monde.

Dans l'optique de renforcer l'écosystème de la publication de savoirs scientifiques en Afrique, les textes publiés par *Global Africa* répondent à une exigence majeure : investir des sujets qui font progresser les connaissances, la compréhension du réel, dans un champ qu'il soit disciplinaire ou thématique, ceci à partir de constructions théoriques et conceptuelles ainsi que de données empiriques solides, éprouvées. À titre d'exemple, sont attendues à la fois des contributions originales et critiques sur les problématiques inscrites dans les agendas internationaux (sécurité humaine, migrations, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, démographie, genre, inégalités, urbanisation, démocratie, etc.), et des réflexions sur les rationalités, les valeurs et les pratiques à l'œuvre dans la problématisation même de questions ayant la prétention de dessiner les «trajectoires de développement» du Continent. Mieux encore, les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la quatrième révolution industrielle, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de big data, de trans-post-humanisme, de nanotechnologies, de technologies numériques, de biopolitique, de gouvernance mondiale, de société de contrôle etc. seront explorés à partir du Continent. De ce point de vue, *Global Africa* considère que pour penser le monde d'aujourd'hui et celui à venir, il est fécond de mettre en dialogue les sciences humaines et sociales avec les sciences digitales.

Au-delà des incantations à l'interdisciplinarité, l'objectif est concrètement d'accueillir des analyses émanant de divers espaces disciplinaires dès lors que – dans une démarche réflexive ou appliquée – elles permettent d'enrichir les réflexions qui visent à comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le Continent. Située dans le champ des études globales, la revue accorde pourtant une grande attention à ce qui se passe au niveau local. *Global Africa* juge indispensable de s'approprier des sujets qui font écho à des préoccupations « locales », émanant du corps social – qu'il s'agisse des personnes ou des groupes qui les vivent quotidiennement ou qui les organisent et les gouvernent – y compris celles des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées. La revue s'ouvre dès lors aux arts, cultures, techniques et savoirs extra académiques, en discutant avec des experts reconnus dans leur domaine.

La gouvernance de *Global Africa* repose sur un dispositif de programmation et d'évaluation scientifique autonome – engageant un comité de rédaction, un conseil scientifique, et un collège d'évaluateurs externes anonymes – qui aboutit, après un travail éditorial scrupuleux géré par un dispositif de production éditoriale, de traduction et de diffusion assuré par le LASPAD (Université Gaston-Berger de Saint-Louis), à une livraison de haute qualité scientifique. Disponible en ligne en open access, *Global Africa* publie quatre fois par an un numéro thématique, incluant des textes hors dossier (varia), des points de vue d'experts en prise avec l'actualité et des recensions d'ouvrages.

Directrice éditoriale
Fatimatou Dia

Secrétaire d'édition
Mamadou Lamine Diandy

Responsable de la production éditoriale
Mouhamed K. Amoussa

Responsable traduction
Fatimatou Dia

Traductions en anglais/français
Mame Codou Ndiaye a traduit les textes de Fadel S. Bah et de Assiene Bissossoli & Loumou Mondoleba.
Yankhoba Seydi a traduit les textes de Minale, de Folarori & Onifade et de Gonon.
Khardiata Ba a traduit les textes de Dieng et al., de l'éditorial et du fil iconographique.
Bassirou Mboup a traduit le texte de Cheikh Cissé.

Traductions en arabe
Mohamed Jouili

Traductions en swahili
Elvis Gakunzi

Copy editing et relecture en français
Mamadou Lamine Diandy
Mouhammad Dieng
Stéphanie Quillon
Mame-Penda Ba

Copy editing et relecture en anglais
Bassirou Mboup
Yankhoba Seydi
Khardiata Ba

Iconographie
Mame-Penda Ba
Mouhamed K. Amoussa

Maquette
Mouhamed K. Amoussa

La lecture des articles en arabe suit la numérotation de page de l'ensemble de la revue, de gauche à droite.

Crédits photographiques
Les images qui accompagnent ce numéro proviennent du Festival international des Masques du Bénin et ont été mises à disposition par la Présidence de la République du Bénin. À travers cette sélection visuelle, nous célébrons la richesse culturelle et spirituelle de ces traditions, témoins d'un patrimoine vivant qui façonne l'imaginaire collectif béninois. Ces photographies sont protégées par le droit d'auteur et relèvent du copyright de la Présidence de la République du Bénin.

Le logo de Global Africa est emprunté au signe Nsibidi qui représente le savoir et le partage.

Le collège des évaluateurs étant anonyme, nous ne publions pas les noms de ses membres. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble des évaluateurs pour leur disponibilité et leurs fécondes contributions.

Revue *Global Africa*
numéro 11
Septembre 2025
Périodicité : *quatre numéros annuels*
(deux pour les deux premières années 2022, 2023)
Propriété *: Université Gaston Berger, Sénégal*
Éditeur : *Université Gaston Berger, Sénégal*
Directeur de la publication : Magatte Ndiaye, *Recteur de l'Université Gaston Berger*
ISSN : 3020-0458

Programmation et évaluation
Coordinateurs du numéro
Sara Mejdoubi
Mame-Penda Ba

Secrétaire de rédaction
Fatimatou Dia

Comité de rédaction
Mame-Penda Ba *(Rédactrice en chef), Science politique, Université Gaston Berger*
Toussaint Murhula Kafarhire, *Sc. po, ASAA, ULC, UPN*
Uchenna Okeja, *Philosophie, Nelson Mandela Univ.*
Olivier Dangles, *Biodiversité, Sc. de la durabilité, IRD*
Sara Mejdoubi, *Linguiste, UIR*
Faisal Garba, *Sociologie, UCT*
Mohamed Jouili, *Anthropologie, ULM*
Nadine Machikou, *Sc. politique, Université de Yaoundé*
Frédérique Louveau, *Anthropologie, UGB*
Mireille Razafindrakoto, *Économie, IRD*
Philippe Lavigne-Delville, *Anthropologie, IRD*
Cheikh Sadibou Sakho, *Sociologie, Anthropologie, UGB*

Conseil scientifique
Akosua Adomako Ampofo *(Présidente), Gender studies, ASAA*
Paul Tiyambe Zeleza, *Économie, USIU*
Souleymane Bachir Diagne, *Philosophie, CU*
Mamadou Diouf, *Histoire, CU*
Cecelia Lynch, *Science politique, UCI*
Estienne Rodary, *Géographie et science politique, IRD*
Célestin Monga, *Économie, World Bank/Harvard*
Bouchra Sidi Hida, *Sc. soc. et gouvernance, Codesria*
Philippe Peycam, *Histoire, IIAS*
Ibrahima Thioub, *Histoire, UCAD*
Fatima Sadiqi, *Ling. études de genre, Université de Fes*
Cheikh Thiam, *Etudes africaines, Amherst College*
François Roubaud, *Économie, IRD*
Felwine Sarr, *Économie, Duke University*
Stefan Ouma, *Géographie, University of Bayreuth*
Fatou Sow, *Gender studies, CNRS/UCAD*
Pap Ndiaye, *Histoire, SciencePo / MNHI*
Foued Laroussi, *Linguistique, Université de Rouen*
Zahia Jouirou, *Études islamiques et religions comparées, Université de La Manouba*
Ibrahima Kane, *Droits humains, OSF/UA*
Reda Benkirane, *Université M.VI Polytechniques*
Walter Mignolo, *Anthropologie, Duke University*
Dominique Darbon, *Science politique, LAM*
Mbissane Ngom, *Droit, UGB*
Fatima Harrak, *Histoire et science politique, Institut d'études africaines, Université Mohammed V*

Global Africa est une revue en libre accès distribuée selon les termes de la licence d'attribution Creative Commons Attribution Non-Commercial (CC BY-NC 4.0) (https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0). Cette licence autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sur tout support, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.

GLOBAL AFRICA

متفرقات

Varia

Miscellaneous

Vinginevyo

Sommaire

Varia

Éditorial 6-8

Catalogue des résumés 20-30

Fulbert Rodrigue Adjimehossou 32-33
Porto-Novo, ville-théâtre des masques africains

Kalewongel Minale 41-56
Décrypter la singularité démocratique du Somaliland dans la Corne de l'Afrique

Morgane Gonon 74-87
Quels savoirs économiques pour informer l'action internationale pour la biodiversité ? Questionnements épistémologiques à partir de l'exemple de la priorisation spatiale

Titilayo Shakirat Folarori & Temitayo Alice Onifade 103-119
Réinventer l'inclusion numérique pour promouvoir une économie durable au Nigéria

Fadel Soubiane Bah 136-151
La Tijâniyya et le bien-être économique au Cameroun

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo & Mame-Penda Ba 168-185
Chômage et emploi des jeunes au Sénégal : une revue de portée des réalisations, déficiences et limites structurelles des politiques publiques

Prisca Hélène Assiene Bissossoli & Alain-Patrick Loumou Mondoleba 204-216
Ce que «vouloir voir ses enfants grandir» veut dire pour les jeunes investis dans le champ politique camerounais post-autoritaire

Cheikh Cissé 232-240
Diamniadio Smart City : entre concept et réalité

Miscellaneous
Vinginevyo
متفرقات

Editorial 9-11 12-14 15-17

Abstracts Catalog 20-30 20-30 20-30

Fulbert Rodrigue Adjimehossou 34-35 36-37 38-39
Porto-Novo, City-Theater of African Masks

Kalewongel Minale 57-71
Deciphering Somaliland's Democratic Rarity in the Horn of Africa

Morgane Gonon 88-101
Economic Knowledge for Nature Preservation: An Epistemic Inquiry into Spatial Prioritization and International Action

Titilayo Shakirat Folarori & Temitayo Alice Onifade 120-134
Reinventing Digital Inclusion to Promote a Sustainable Economy in Nigeria

Fadel Soubiane Bah 152 -166
The Tijâniyya and Economic Well-Being in Cameroon

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo & Mame-Penda Ba 186-202
Unemployment and Youth Employment in Senegal: A Review of the Scope of Achievements, Shortcomings, and Structural Limitations of Public Policies

Prisca Hélène Assiene Bissossoli & Alain-Patrick Loumou Mondoleba 217-229
What "Wanting to See One's Children Grow Up" Means for Youth Engaged in Cameroon's Authoritarian Political Field

Cheikh Cissé 241-249
Diamniadio Smart City: Between Concept and Reality

Éditorial

Global Africa
Le numéro *varia* est dirigé par Sara Mejdoubi, rédactrice adjointe de la revue
Chercheure au Center for Global Studies, Université Internationale de Rabat
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

Avec ce troisième numéro *varia*, *Global Africa* poursuit son engagement à offrir un espace de débats et d'analyses, consacré à la pluralité des approches et des problématiques qui traversent les disciplines scientifiques sur et depuis l'Afrique. Le premier numéro *varia* avait posé, en effet, les jalons de cette ouverture ; le deuxième avait mis en avant des formes de lutte contre les violences liées au genre, en Afrique ; ce nouveau numéro vient confirmer le dynamisme des domaines du savoir, en constante évolution, marqués par la diversité des objets, des terrains et des méthodes. Les contributions, rassemblées ici, reflètent cette dynamique et leur hétérogénéité apparente ne doit pas voiler ce qu'elles ont en commun : chacune, à sa manière, interpelle une transformation. Cette idée de transformation, le passage d'un état à un autre, explore des domaines aussi variés que l'urbanisme, la gouvernance, l'économie, la religion ou la participation politique.

Et c'est dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme que les enjeux de la transformation se cristallisent et notamment avec le concept de « ville intelligente ». Cette idée cherche à modifier l'expérience de l'individu dans la ville. Architectes et urbanistes, à travers le monde, proposent constamment des idées innovantes, s'insérant dans des projets de modernisation. Par ailleurs, la question de l'inclusion numérique apparaît décisive pour l'avenir économique des nations et celui de l'Afrique en particulier ; que peut-on en attendre comme changement ? Parle-t-on d'une réelle inclusion ou s'agit-il, une fois de plus, d'un indicateur révélateur de l'incapacité des États à transformer le potentiel technologique en véritable levier de durabilité ? À l'autre extrémité du spectre, le Somaliland incarne la complexité des trajectoires politiques africaines. Cette république autoproclamée interpelle le regard étranger à bien des égards : la volonté d'afficher un réel revirement démocratique est présente malgré l'absence de reconnaissance internationale et la présence de nombreuses tensions intestines. Pour leur part, les savoirs économiques, appliqués à la biodiversité, connaissent un essor certain, malgré la difficulté d'une mise en œuvre. Le changement est observé notamment à travers l'étude des dynamiques religieuses. Ces dernières, comme structures spirituelles anciennes, influencent encore les équilibres sociopolitiques contemporains. Or, à l'ère de la globalisation, se pose la question de leur adaptation et de leur recomposition ; c'est le cas, à titre d'exemple, de la confrérie soufie *Tijâniyya.* Enfin, il y a le changement que nous pouvons observer à travers la socialisation politique de la jeunesse. Quel modèle offrons-nous à nos jeunes, à travers le monde, comme modèle politique ? Quel rôle joue, par l'instantanéité, les réseaux sociaux dans la conscience politique ?

How to cite this paper:
Mejdoubi, S. (2025). Éditorial. *Global Africa*, (11), pp. 6-8.
https://doi.org/10.57832/sh8a-d222

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Ce *varia* ouvre le débat avec l'article de Cheikh Cissé qui propose une analyse critique du projet de Diamniadio, emblème sénégalais de la « ville intelligente ». L'auteur montre que ce concept de « smart city », promu par des entreprises technologiques et adopté par de nombreux décideurs africains, oscille entre horizon politique et réalité opérationnelle. Diamniadio incarne une ambition nationale : bâtir une technopole moderne pour décongestionner Dakar et attirer investisseurs et institutions internationales. Pourtant, l'étude révèle un décalage persistant entre discours et mise en œuvre : retards dans le déploiement numérique, insuffisance des infrastructures de base, faible implication citoyenne. La recherche souligne également la dépendance du projet aux financements extérieurs, rendant sa viabilité fragile face aux aléas politiques et économiques. En situant Diamniadio dans le sillage d'autres initiatives africaines (Konza Technopolis, Eko Atlantic City), l'auteur montre que le modèle de smart city, souvent pensé comme vitrine internationale, tend à privilégier une clientèle solvable au détriment des populations locales. Le cas de Diamniadio invite ainsi à repenser la « ville intelligente » comme un processus hybride et incrémental, capable d'articuler innovations technologiques et réalités sociales.

L'article de Kalewongel Minale qui suit, consacré au Somaliland, propose de considérer l'avènement d'une expérience démocratique atypique, dans un espace marqué par l'instabilité régionale. Depuis 1991, cette république autoproclamée, bien qu'ignorée par la communauté internationale, a consolidé des institutions électives relativement fonctionnelles et a connu des alternances pacifiques. L'analyse met en évidence l'hybridation entre structures claniques, légitimités coutumières et mécanismes électoraux, qui fonde la singularité de ce modèle. Toutefois, cette trajectoire demeure fragile : l'absence de reconnaissance diplomatique, la dépendance à l'aide extérieure et les contestations territoriales récurrentes constituent des facteurs de vulnérabilité. Plus largement, le cas du Somaliland invite à repenser la démocratie non pas comme un idéal normatif importé, mais comme un processus endogène, ancré dans des pratiques sociales et culturelles spécifiques. Il contribue ainsi à nourrir une réflexion plus générale sur les conditions de faisabilité et de durabilité des expériences démocratiques dans le continent africain.

Signé par Titilayo Shakirat Folarori et Temitayo Alice Onifade, le troisième article examine les liens entre inclusion numérique et durabilité économique, dans le contexte nigérian, où l'accès aux infrastructures et aux compétences numériques demeure fortement inégal. En mobilisant une enquête empirique auprès d'universitaires, de petites entreprises et de ménages ruraux, l'étude met en évidence le rôle décisif de trois dimensions : l'entrepreneuriat numérique, les services financiers digitaux et l'adoption des technologies. Les résultats montrent que chacune de ces variables exerce un effet significatif sur la capacité du pays à construire une économie plus résiliente et inclusive. Les auteurs soulignent notamment que le numérique favorise la réduction des écarts urbain–rural, en ouvrant des opportunités entrepreneuriales aux populations traditionnellement marginalisées. Toutefois, l'analyse rappelle que l'existence d'outils technologiques ne garantit pas leur usage effectif, des obstacles persistants tenant à l'accessibilité, au coût et aux compétences. Ce constat invite à dépasser une approche techniciste de la transformation numérique pour intégrer les enjeux de gouvernance, d'éducation et de justice sociale. En ce sens, les auteurs plaident pour une compréhension holistique de l'inclusion numérique, conçue comme levier de durabilité économique mais également de cohésion sociale.

Morgane Gonon examine, pour sa part, la mobilisation des savoirs économiques pour orienter l'action internationale en faveur de la biodiversité, en prenant pour exemple les méthodes de priorisation spatiale. Elle montre que les analyses coût-bénéfice et coût-efficacité favorisent mécaniquement les zones économiquement moins productives, souvent situées dans les pays du Sud, reproduisant ainsi des inégalités globales. Ces approches ignorent les déterminants économiques de la destruction des habitats naturels et les transformations systémiques nécessaires pour freiner la perte de biodiversité. La restauration y est envisagée comme un simple changement d'écosystème, valorisé par des services écosystémiques spatialisés, au détriment de la complexité socio-économique et institutionnelle des territoires. Morgane Gonon soutient que l'économie appliquée à la biodiversité devrait intégrer les dimensions géopolitiques, sociales et distributives des politiques environnementales. Elle propose un agenda de recherche centré sur les dépendances économiques et les chaînes de valeur mondiales, afin de soutenir des actions écologiques contextualisées. Cette approche permettrait

de relier efficacité économique et justice environnementale. Elle insiste sur l'importance d'une analyse intégrée et multiscalaire pour guider l'action. La perspective qu'elle développe souligne la nécessité de dépasser les cadres économiques classiques. L'objectif est de construire des stratégies de conservation adaptées aux réalités locales et globales.

Fadel Soubiane Bah explore la *Tijâniyya*, une confrérie soufie présente au Cameroun depuis le XIXe siècle, et qui illustre comment une institution religieuse peut influencer le développement socio-économique local. À travers ses réseaux communautaires, elle organise la redistribution des ressources, soutient l'éducation et favorise l'entrepreneuriat collectif. Son éthique du travail et sa solidarité interne permettent d'allier spiritualité et initiatives économiques, offrant une alternative aux modèles purement étatiques ou marchands. L'expérience camerounaise met en lumière le rôle des pratiques religieuses dans la structuration sociale et la promotion du bien-être collectif, tout en posant la question de l'équilibre entre intérêts individuels et projets communautaires.

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo et Mame-Penda Ba proposent une revue de portée sur les politiques d'emploi des jeunes au Sénégal entre 1999 et 2024. Leur analyse met en évidence trois avancées notables : la création d'emplois, l'amélioration de l'employabilité et l'accompagnement des porteurs de projets. Cependant, ils soulignent six limites structurelles majeures : un déficit de communication et de transparence, la faiblesse du suivi-évaluation, le manque de coordination, des perceptions négatives, la prédominance de mesures conjoncturelles et l'insuffisance de données fiables ainsi que de ressources. Les auteurs insistent sur le paradoxe d'une croissance économique soutenue mais faiblement créatrice d'emplois durables, et sur l'écart entre les ambitions affichées et les résultats obtenus. Ils appellent à une gouvernance publique repensée, fondée sur une planification stratégique de long terme, une culture de l'évaluation et une meilleure prise en compte de l'hétérogénéité des jeunesses sénégalaises. Une telle refondation permettrait de dépasser les réponses fragmentées et conjoncturelles, pour construire des politiques structurelles capables de relier efficacité économique et justice sociale dans la lutte contre le chômage des jeunes.

Le dernier article de ce *varia*, des auteurs Prisca Hélène Assiene Bissossoli et Alain-Patrick Loumou Mondoleba, revient sur la peur et la prudence qui structurent l'engagement politique des jeunes au Cameroun. L'auteur explique que les jeunes se socialisent à la peur à travers assassinats, arrestations arbitraires et répressions de manifestations. La famille joue un rôle central, entre soutien et dissuasion, tandis que la socialisation autoritaire et la précarité juridique de l'opposition limitent la participation. Certains surmontent cette peur grâce à la solidarité et à la détermination, rejoignant des idéaux de justice et de démocratie. Cette formule incarne ainsi désillusion, prudence et engagement militant, révélant la complexité de la socialisation politique des jeunes et les effets paradoxaux de la violence sur leurs trajectoires.

En définitive, ce nouveau numéro *varia* confirme l'engagement de *Global Africa* à explorer les transformations africaines. Les contributions montrent que le changement traverse les dimensions sociale, politique, économique et culturelle. De Diamniadio, la ville intelligente, à l'expérience démocratique du Somaliland, les initiatives illustrent la diversité des trajectoires. L'inclusion numérique et la gestion de la biodiversité révèlent l'interaction entre innovation et réalités locales. La transformation apparaît comme un processus hybride, combinant adaptation, compromis et recomposition, tel que le montre le cas de la confrérie Tijâniyya. Cette transformation invite à dépasser les modèles importés pour penser des solutions endogènes et progressives. Les études soulignent l'importance de relier les changements technologiques et économiques à la participation citoyenne et à la justice sociale.

 https://doi.org/10.57832/sh8a-d222

Editorial

Global Africa
This *varia* issue is edited by Sara Mejdoubi, Deputy Editor-in-Chief of the journal
Researcher at the Center for Global Studies, International University of Rabat
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

With this third *varia* issue, *Global Africa* continues its commitment to providing a space for debate and analysis devoted to the plurality of approaches and issues that cut across scientific disciplines in and from Africa. The first *varia* issue indeed laid the foundations for this opening; the second highlighted forms of resistance against gender-based violence in Africa; this new issue reaffirms the dynamism of the fields of knowledge, in constant evolution, characterized by the diversity of objects, terrains, and methods. The contributions, gathered here, reflect this dynamic, and their apparent heterogeneity does not conceal the coherence of the whole: each, in its own way, engages with transformation. This idea of transformation—the passage from one state to another—extends to domains as varied as urban planning, governance, economics, religion, and political participation.

It is in the fields of architecture and urban planning that the challenges of transformation become most tangible, particularly through the concept of the "smart city." This idea seeks to transform the individual's experience of the city. Architects and urban planners around the world continuously propose innovative ideas, integrated into modernization projects. At the same time, the issue of digital inclusion appears decisive for the economic future of nations, and of Africa in particular. What kinds of change can we expect from it? Are we speaking of genuine inclusion, or is this, once again, an indicator of states' inability to transform technological potential into a true lever for sustainability? At the other end of the spectrum, Somaliland embodies the complexity of African political trajectories. This self-proclaimed republic nonetheless captures foreign attention. The determination to demonstrate a genuine democratic shift is evident, despite the lack of international recognition and the persistence of numerous internal tensions. Economic knowledge applied to biodiversity has experienced notable growth, despite the challenges of implementation. Change is observed in particular through the study of religious dynamics. These, as ancient spiritual structures, continue to influence contemporary sociopolitical balances. Yet, in the era of globalization, the question arises of their adaptation and recomposition; this is the case, for example, of the *Tijâniyya* Sufi brotherhood. Finally, there is the change that can be observed through the political socialization of youth. What political model do we offer our youth worldwide as a model of politics? What role do social media, through their immediacy, play in political consciousness?

How to cite this paper:
Mejdoubi, S. (2025). Editorial. *Global Africa*, (11), pp. 9-11.
https://doi.org/10.57832/qy8p-9h14

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

This *varia* issue opens the debate with an article by Cheikh Cissé, which offers a critical analysis of the Diamniadio project, Senegal's emblem of the "smart city." The author shows that this concept, promoted by technology companies and adopted by many African policymakers, oscillates between political horizon and operational reality. Diamniadio embodies a national ambition: to build a modern technopolis that would decongest Dakar and attract investors and international institutions. Yet the study reveals a persistent gap between discourse and implementation: delays in digital deployment, inadequate basic infrastructure, and limited citizen involvement. The research also highlights the project's dependence on external financing, rendering its viability fragile in the face of political and economic uncertainties. By situating Diamniadio within the scope of other African initiatives (Konza Technopolis, Eko Atlantic City), the author shows that the smart city model, often conceived as an international showcase, tends to favor an affluent clientele at the expense of local populations. The case of Diamniadio thus calls for rethinking the "smart city" as a hybrid and incremental process, capable of linking technological innovations with social realities.

The following article by Kalewongel Minale, devoted to Somaliland, invites consideration of the emergence of an atypical democratic experience in a context marked by regional instability. Since 1991, this self-proclaimed republic, although ignored by the international community, has consolidated relatively functional electoral institutions and experienced peaceful transfers of power. The analysis highlights the hybridization of clan structures, customary legitimacies, and electoral mechanisms, which underpins the uniqueness of this model. However, this trajectory remains fragile: the absence of diplomatic recognition, dependence on external aid, and recurrent territorial disputes constitute major factors of vulnerability. More broadly, the case of Somaliland invites a rethinking of democracy, not as a normative ideal imported from elsewhere, but as an endogenous process anchored in specific social and cultural practices. It thus contributes to a broader reflection on the conditions for the feasibility and sustainability of democratic experiences on the African continent.

Authored by Titilayo Shakirat Folarori and Temitayo Alice Onifade, the third article examines the links between digital inclusion and economic sustainability in the Nigerian context, where access to infrastructure and digital skills remains deeply unequal. Drawing on an empirical survey of academics, small businesses, and rural households, the study highlights the crucial role of three dimensions: digital entrepreneurship, digital financial services, and technology adoption. The results show that each of these variables exerts a significant effect on the country's ability to build a more resilient and inclusive economy. The authors underscore that digital technologies foster the reduction of urban–rural divides by opening entrepreneurial opportunities to traditionally marginalized populations. Yet the analysis recalls that the existence of technological tools does not guarantee their effective use, with persistent obstacles linked to accessibility, cost, and skills. This observation calls for moving beyond a technicist approach to digital transformation in order to integrate the issues of governance, education, and social justice. In this sense, the authors advocate a holistic understanding of digital inclusion, conceived as a lever not only for economic sustainability but also for social cohesion.

Morgane Gonon, for her part, examines the mobilization of economic knowledge to orient international action in support of biodiversity, using the example of spatial prioritization methods. She shows that cost–benefit and cost–effectiveness analyses mechanically favor economically less productive areas, often located in the Global South, thereby reproducing global inequalities. These approaches ignore the economic determinants of natural habitat destruction and the systemic transformations necessary to slow biodiversity loss. Restoration is conceived as a mere ecosystem change, valued through spatialized ecosystem services, at the expense of the socio-economic and institutional complexity of territories. Morgane Gonon argues that economics applied to biodiversity should incorporate the geopolitical, social, and distributive dimensions of environmental policies. She proposes a research agenda centered on economic dependencies and global value chains, in order to support contextualized ecological action. This approach would make it possible to connect economic efficiency and environmental justice. She emphasizes the importance of an integrated,

multi-scalar analysis to guide action. The perspective she develops underscores the need to move beyond conventional economic frameworks. The objective is to build conservation strategies adapted to local and global realities.

Fadel Soubiane Bah explores the *Tijâniyya*, a Sufi brotherhood present in Cameroon since the nineteenth century, which illustrates how a religious institution can shape local socio-economic development. Through its community networks, it organizes the redistribution of resources, supports education, and fosters collective entrepreneurship. Its work ethic and internal solidarity make it possible to combine spirituality and economic initiatives, offering an alternative to purely state-led or market-based models. The Cameroonian experience underscores the role of religious practices in social structuring and the promotion of collective well-being, while also raising the question of balancing individual interests and community projects.

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo, and Mame-Penda Ba conduct a scoping review of youth employment policies in Senegal between 1999 and 2024. Their analysis highlights three notable areas of progress: the creation of jobs, the improvement of employability, and support for project initiators. However, they identify six major structural limitations: insufficient communication and lack of transparency, weak monitoring and evaluation, poor coordination, negative perceptions, the predominance of ad hoc measures, and limited availability of reliable data and resources.

The authors emphasize the paradox of sustained economic growth that has generated few durable jobs, and the gap between stated ambitions and actual outcomes. They call for rethinking public governance, based on long-term strategic planning, a culture of evaluation, and greater consideration of the heterogeneity of Senegalese youth. Such a reconfiguration would make it possible to move beyond fragmented and short-term responses, and instead build structural policies capable of linking economic efficiency with social justice in the fight against youth unemployment.

The final article in this *varia*, by Prisca Hélène Assiene Bissossoli and Alain-Patrick Loumou Mondoleba, revisits the fear and caution that structure young people's political engagement in Cameroon. The author explains that young people are socialized into fear through assassinations, arbitrary arrests, and the repression of demonstrations. The family plays a central role, oscillating between support and deterrence, while authoritarian socialization and the legal precarity of the opposition limit participation. Some overcome this fear through solidarity and determination, embracing ideals of justice and democracy. This formulation embodies disillusionment, caution, and activist engagement, revealing the complexity of young people's political socialization and the paradoxical effects of violence on their trajectories.

Ultimately, this new varia issue reaffirms *Global Africa*'s commitment to exploring African transformations. The contributions show that change cuts across social, political, economic, and cultural dimensions. From Diamniadio, the smart city, to the democratic experiment in Somaliland, these initiatives illustrate the diversity of trajectories. Digital inclusion and biodiversity management reveal the interaction between innovation and local realities. Transformation appears as a hybrid process, combining adaptation, compromise, and recomposition, as illustrated by the case of the Tijâniyya brotherhood. This transformation invites moving beyond imported models to conceive endogenous and incremental solutions. The studies highlight the importance of linking technological and economic change to citizen participation and social justice.

Tahiri

Global Africa
Toleo hili la *Varia* limeharirіwa na Sara Mejdoubi, Mhariri Mshiriki wa jarida hilo
Mtafiti katika Kituo cha Mafunzo ya Kimataifa, Chuo Kikuu cha Kimataifa cha Rabat
sara.mejdoubi@uir.ac.ma

Kwa toleo hili la tatu la *Varia*, *Global Africa* inaendelea na dhamira yake ya kutoa nafasi ya mjadala na uchambuzi, inayojitolea kwa wingi wa mikabala na masuala yanayovuka taaluma za kisayansi ndani na kutoka Afrika. Toleo la kwanza la Varia liliweka misingi ya uwazi huu; pili iliangazia aina za kupambana na unyanyasaji wa kijinsia barani Afrika; toleo hili jipya linathibitisha nguvu ya nyanja hizi za maarifa, zinazoendelea kubadilika, zikiwa na utofauti wa masomo, nyanja, na mbinu. Michango iliyokusanywa hapa inaonyesha nguvu hii, na utofauti wao unaoonekana haupaswi kuficha kile wanachofanana: kila mmoja, kwa njia yake mwenyewe, anahitaji mabadiliko. Wazo hili la mabadiliko, mabadiliko kutoka jimbo moja hadi jingine, huchunguza nyanja tofauti kama vile upangaji miji, utawala, uchumi, dini na ushiriki wa kisiasa.

Na ni katika nyanja za usanifu na upangaji miji ambapo changamoto za mabadiliko zinazidi kupamba moto, haswa kwa dhana ya «mji mwema.» Wazo hili linataka kubadilisha uzoefu wa mtu binafsi katika jiji. Wasanifu wa majengo na wapangaji miji kote ulimwenguni wanapendekeza kila wakati mawazo ya ubunifu, yanayofaa katika miradi ya kisasa. Zaidi ya hayo, suala la ushirikishwaji wa kidijitali linaonekana kuwa suluhu kwa mustakabali wa kiuchumi wa mataifa, na hasa yale ya Afrika; ni mabadiliko gani tunaweza kutarajia kutoka kwake? Je, tunazungumza kuhusu ushirikishwaji halisi, au ni, kwa mara nyingine tena, kiashiria kinachoonyesha kutoweza kwa mataifa kubadilisha uwezo wa kiteknolojia kuwa lever ya kweli ya uendelevu? Kwa upande mwingine wa wigo, Somaliland inajumuisha utata wa mwelekeo wa kisiasa wa Kiafrika. Jamhuri hii inayojiita inachangamoto uchunguzi wa kigeni kwa njia nyingi: hamu ya kuonyesha mabadiliko ya kweli ya kidemokrasia iko licha ya ukosefu wa kutambuliwa kimataifa na uwepo wa mivutano mingi ya ndani. Kwa upande wake, maarifa ya kiuchumi yanayotumika kwa bayoanuwai yanakabiliwa na ongezeko la uhakika, licha ya ugumu wa utekelezaji. Mabadiliko haya yanazingatiwa hasa kupitia utafiti wa mienendo ya kidini. Hizi, kama miundo ya zamani ya kiroho, bado huathiri mizani ya kisasa ya kijamii na kisiasa. Hata hivyo, katika zama za utandawazi, suala la kubadilika kwao na kuunda upya linaibuka; hivi ndivyo ilivyo, kwa mfano, udugu wa Kisufi wa *Tijâniyya*. Hatimaye, kuna mabadiliko ambayo tunaweza kuona kupitia ujamaa wa kisiasa wa vijana. Je, ni kielelezo gani tunachowapa vijana wetu, kote ulimwenguni, kama kielelezo cha kisiasa? Je, mitandao ya kijamii ina nafasi gani, kupitia upesi, katika ufahamu wa kisiasa?

How to cite this paper:
Mejdoubi, S. (2025). Tahariri. *Global Africa*, (11), pp. 12-14.
https://doi.org/10.57832/wqxe-zb21

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Makala haya yanafungua mjadala kwa makala ya Cheikh Cissé, ambayo yanatoa uchambuzi wa kina wa mradi wa Diamniadio, nembo ya Senegal ya «mji wenye akili.» Mwandishi anaonyesha kwamba dhana hii ya «mji mwema,» iliyokuzwa na makampuni ya teknolojia na kupitishwa na wafanya maamuzi wengi wa Kiafrika, inatofautiana kati ya upeo wa kisiasa na ukweli wa uendeshaji. Diamniadio inajumuisha nia ya kitaifa: kujenga bustani ya teknolojia ya kisasa ili kupunguza msongamano wa Dakar na kuvutia wawekezaji na taasisi za kimataifa. Hata hivyo, utafiti unaonyesha pengo linaloendelea kati ya mazungumzo na utekelezaji: ucheleweshaji wa usambazaji wa kidijitali, miundombinu ya kimsingi isiyotosheleza, na ushiriki mdogo wa raia. Utafiti huo pia unaangazia utegemezi wa mradi kwa ufadhili wa nje, na kufanya uwezekano wake kuwa dhaifu licha ya kutokuwa na uhakika wa kisiasa na kiuchumi. Kwa kuweka Diamniadio kufuatia mipango mingine ya Kiafrika (Konza Technopolis, Eko Atlantic City), mwandishi anaonyesha kuwa mtindo wa jiji mahiri, ambao mara nyingi hubuniwa kama onyesho la kimataifa, huelekea kupendelea mteja wa kutengenezea kwa madhara ya wakazi wa eneo hilo. Kwa hivyo kesi ya Diamniadio inatualika kufikiria upya «mji mahiri» kama mchakato mseto na wa nyongeza, wenye uwezo wa kueleza ubunifu wa kiteknolojia na hali halisi za kijamii.

Nakala ifuatayo ya Kalewongel Minale, inayojitolea kwa Somaliland, inapendekeza kuzingatia ujio wa jaribio la kidemokrasia lisilo la kawaida katika nafasi iliyoashiriwa na ukosefu wa utulivu wa kikanda. Tangu mwaka wa 1991, jamhuri hii inayojiita yenyewe, ingawa imepuuzwa na jumuiya ya kimataifa, imeunganisha taasisi zinazofanya kazi kwa kiasi fulani na uzoefu wa mabadiliko ya amani ya mamlaka. Uchanganuzi unaangazia mseto kati ya miundo ya koo, uhalali wa kimila, na mifumo ya uchaguzi, ambayo inasisitiza upekee wa muundo huu. Hata hivyo, mwelekeo huu unasalia kuwa tete: ukosefu wa utambuzi wa kidiplomasia, utegemezi wa misaada kutoka nje, na migogoro ya mara kwa mara ya eneo hujumuisha sababu za mazingira magumu. Kwa upana zaidi, kesi ya Somaliland inatualika kutafakari upya demokrasia si kama kanuni ya kawaida iliyoagizwa kutoka nje, lakini kama mchakato wa asili, unaojikita katika mazoea mahususi ya kijamii na kitamaduni. Kwa hivyo inachangia kutafakari kwa ujumla zaidi juu ya masharti ya uwezekano na uendelevu wa majaribio ya kidemokrasia katika bara la Afrika.

Imeandikwa na Titilayo Shakirat Folarori na Temitayo Alice Onifade, makala ya tatu yanachunguza uhusiano kati ya ujumuishaji wa kidijitali na uendelevu wa kiuchumi katika muktadha wa Nigeria, ambapo ufikiaji wa miundomsingi na ujuzi wa kidijitali unasalia kuwa usio sawa. Kwa kutumia uchunguzi wa kitaalamu wa wasomi, biashara ndogo ndogo na kaya za mashambani, utafiti unaonyesha jukumu muhimu la nyanja tatu: ujasiriamali wa kidijitali, huduma za kifedha za kidijitali, na kupitishwa kwa teknolojia. Matokeo yanaonyesha kuwa kila moja ya vigezo hivi vina athari kubwa katika uwezo wa nchi kujenga uchumi shirikishi na thabiti zaidi. Waandishi wanaangazia, haswa, kwamba teknolojia ya dijiti husaidia kupunguza mapengo ya mijini na vijijini kwa kufungua fursa za ujasiriamali kwa watu waliotengwa kimila. Hata hivyo, uchanganuzi unaangazia kuwa kuwepo kwa zana za kiteknolojia hakuhakikishii utumiaji wao mzuri, kukiwa na vizuizi vinavyoendelea vinavyohusiana na ufikivu, gharama na ujuzi. Uchunguzi huu unahitaji kusonga mbele zaidi ya mbinu ya kiteknolojia kwa mabadiliko ya kidijitali ili kuunganisha masuala ya utawala, elimu na haki ya kijamii. Kwa maana hii, waandishi wanatetea uelewa kamili wa ujumuishaji wa kidijitali, unaofikiriwa kama kigezo cha uendelevu wa kiuchumi lakini pia kwa uwiano wa kijamii.

Morgane Gonon anachunguza uhamasishaji wa maarifa ya kiuchumi ili kuongoza hatua za kimataifa katika kupendelea bayoanuwai, kwa kutumia mbinu za kipaumbele za anga kama mfano. Anaonyesha kuwa uchanganuzi wa faida na ufaafu wa gharama unapendelea moja kwa moja maeneo ambayo hayana tija kiuchumi, ambayo mara nyingi yanapatikana katika Global South, na hivyo kuzalisha usawa wa kimataifa. Mbinu hizi hupuuza viashiria vya kiuchumi vya uharibifu wa mazingira asilia na mabadiliko ya kimfumo yanayohitajika ili kuzuia upotevu wa bayoanuwai. Urejeshaji unatazamwa kama badiliko rahisi la mfumo ikolojia, linaloimarishwa na huduma za mfumo ikolojia zilizowekwa anga, kwa madhara ya uchangamano wa kijamii na kiuchumi na kitaasisi wa maeneo. Morgane Gonon anasema kuwa uchumi unaotumika kwa bayoanuwai unapaswa kujumuisha vipengele vya kijiografia, kijamii, na usambazaji wa sera za mazingira. Anapendekeza ajenda ya utafiti inayolenga utegemezi wa kiuchumi na minyororo ya

thamani ya kimataifa, ili kuunga mkono vitendo vya ikolojia vilivyowekwa. Mbinu hii ingewezesha kuunganisha ufanisi wa kiuchumi na haki ya mazingira. Anasisitiza umuhimu wa uchanganuzi jumuishi na wa viwango vingi ili kuongoza hatua. Mtazamo anaokuza unasisitiza haja ya kwenda zaidi ya mifumo ya jadi ya kiuchumi. Madhumuni ni kujenga mikakati ya uhifadhi ili kuendana na hali halisi ya ndani na kimataifa.

Fadel Soubiane Bah anachunguza *Tijâniyya*, udugu wa Kisufi uliopo Kamerun tangu karne ya 19, ambao unaonyesha jinsi taasisi ya kidini inaweza kuathiri maendeleo ya kijamii na kiuchumi ya mahali hapo. Kupitia mitandao yake ya jumuiya, inapanga ugawaji upya wa rasilimali, inasaidia elimu, na kukuza ujasiriamali wa pamoja. Maadili yake ya kazi na mshikamano wa ndani huchanganya mipango ya kiroho na kiuchumi, ikitoa njia mbadala kwa miundo ya serikali au ya kibiashara. Uzoefu wa Kameruni unaonyesha dhima ya desturi za kidini katika muundo wa kijamii na kukuza ustawi wa pamoja, huku pia ikiibua swali la uwiano kati ya maslahi ya mtu binafsi na miradi ya jumuiya.

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo, na Mame-Penda Ba wanatoa mapitio ya upeo wa sera za ajira kwa vijana nchini Senegal kati ya 1999 na 2024. Uchambuzi wao unaangazia maendeleo matatu muhimu: uundaji wa nafasi za kazi, kuboreshwa kwa uwezo wa kuajiriwa, na usaidizi kwa viongozi wa mradi. Hata hivyo, yanaangazia vikwazo sita vikuu vya kimuundo: ukosefu wa mawasiliano na uwazi, ufuatiliaji na tathmini dhaifu, ukosefu wa uratibu, mitazamo hasi, ukuu wa hatua za mzunguko, na ukosefu wa data na rasilimali za kuaminika. Waandishi wanasisitiza kitendawili cha ukuaji endelevu wa uchumi ambao hutengeneza ajira kidogo endelevu, na pengo kati ya matarajio yaliyotajwa na matokeo halisi. Wanatoa wito kwa muundo mpya wa utawala wa umma kulingana na upangaji mkakati wa muda mrefu, utamaduni wa kutathmini, na kuzingatia zaidi utofauti wa vijana wa Senegal. Mawazo hayo mapya yatawezesha kuvuka majibu yaliyogawanyika na ya mzunguko ili kujenga sera za kimuundo zenye uwezo wa kuunganisha ufanisi wa kiuchumi na haki ya kijamii katika vita dhidi ya ukosefu wa ajira kwa vijana.

Makala ya mwisho katika toleo hili la Varia, na waandishi Prisca Hélène Assiene Bissossoli & Alain-Patrick Loumou Mondoleba, inachunguza hofu na tahadhari ambayo inaunda ushiriki wa kisiasa wa vijana nchini Kamerun. Mwandishi anaeleza kuwa vijana wanajamiiana kwa hofu kupitia mauaji, kukamatwa kiholela, na ukandamizaji wa maandamano. Familia ina jukumu kuu, kutoa usaidizi na kuzuia, wakati ujamaa wa kimabavu na usalama wa kisheria wa ushiriki wa kikomo cha upinzani. Wengine hushinda hofu hii kwa mshikamano na azma, wakikumbatia maadili ya haki na demokrasia. Kwa hivyo fomula hii inajumuisha kukatishwa tamaa, tahadhari, na kujitolea kwa kijeshi, ikifichua utata wa ujamaa wa kisiasa wa vijana na athari za vurugu za vurugu kwenye mikondo yao.

Hatimaye, toleo hili jipya la *Varia* linathibitisha dhamira ya *Global Africa* katika kuchunguza mabadiliko ya Afrika. Michango inaonyesha kuwa mabadiliko yanahusu nyanja za kijamii, kisiasa, kiuchumi na kiutamaduni. Kuanzia Diamniadio, jiji lenye akili, hadi majaribio ya kidemokrasia ya Somaliland, mipango inaonyesha utofauti wa mapito. Ujumuisho wa kidijitali na usimamizi wa bayoanuwai hufichua mwingiliano kati ya uvumbuzi na hali halisi ya ndani. Mabadiliko yanaonekana kuwa mchakato mseto, unaochanganya upatanisho, mapatano, na utungaji upya, kama inavyoonyeshwa na kisa cha udugu wa Tijâniyya. Mabadiliko haya yanatualika kuvuka miundo iliyoagizwa kutoka nje ili kuzingatia suluhu za asili na zinazoendelea. Tafiti zinaangazia umuhimu wa kuunganisha mabadiliko ya kiteknolojia na kiuchumi na ushiriki wa raia na haki ya kijamii.

© Présidence du Bénin

© Présidence du Bénin

Catalogue des résumés

Abstracts Catalog

Deciphering Somaliland's Democratic Rarity in the Horn of Africa

Kalewongel Minale

Abstract

In a region often characterized by undemocratic and authoritarian regimes, Somaliland, a self-proclaimed republic in northwest Somalia, stands out as a democratic anomaly. The recent presidential election in November 2024, noted for its free and fair process and the peaceful transfer of power from the incumbent to the opposition, has been hailed as remarkable. This study investigates the conditions that have fostered this nascent democratic experiment in Somaliland and considers potential lessons for other countries in the region. The research is based on a review of primary and secondary literature, along with an extensive study of the region's and Somaliland's political landscape.

Résumé

Dans une région souvent caractérisée par des régimes autoritaires et peu démocratiques, le Somaliland, république autoproclamée située au nord-ouest de la Somalie, se distingue comme une anomalie démocratique. La récente élection présidentielle de novembre 2024, saluée pour son déroulement libre et équitable ainsi que pour le transfert pacifique du pouvoir entre le président sortant et l'opposition, a été considérée comme un événement remarquable. Cette étude examine les conditions ayant favorisé cette expérience démocratique naissante au Somaliland et explore les enseignements potentiels pour d'autres pays de la région. La recherche s'appuie sur une analyse de la littérature primaire et secondaire, ainsi que sur une étude approfondie du paysage politique de la région et du Somaliland.

الملخص

في منطقةٍ تسيطر عليها في الغالب أنظمة حكم مستبدّة وغير ديمقراطية، تُشكّل الصومالاند (Somaliland) الجمهورية التي أعلنت على وجودها وغير المعترف بها دوليًا والواقعة في شمال غرب الصومال، حالةً استثنائية تثير الاهتمام بوصفها ظاهرة ديمقراطية نادرة في القرن الإفريقي.

فقد لفتت الانتخابات الرئاسية التي أُجريت في الصومالاند في نوفمبر 2024 الأنظار إقليميًا ودوليًا، لما تميزت به من قدر عالٍ من النزاهة، وحرية الاقتراع، والتنظيم الجيد، علاوة على الانتقال السلمي للسلطة بين الرئيس المنتهية ولايته ومرشّح المعارضة، في مشهدٍ يُعدّ استثنائيًا في السياق السياسي الإقليمي.

تهدف هذه الدراسة إلى تحليل الظروف الموضوعيّة التي أدّت إلى إفراز هذه التجربة الديمقراطية الناشئة في هذه الربوع وإبراز الدروس المستخلصة التي تقدّمها إلى بقية بلدان المنطقة بالاعتماد على تحليل معمّق للمصادر الأولية والثانوية، إلى جانب استقراء شامل لبنية النظام السياسي في الصومالاند ولمجمل التفاعلات الإقليمية التي تؤثر في ديناميات الحكم في القرن الإفريقي.

Muhtasari

Katika eneo ambalo mara nyingi lina sifa ya tawala zisizo za kidemokrasia na za kimabavu, Somaliland, jamhuri inayojitangaza yenyewe iliyoko kaskazini-magharibi mwa Somalia, inajitokeza kama mkanganyiko wa kidemokrasia. Uchaguzi wa rais wa hivi majuzi wa Novemba 2024, uliotambuliwa kwa mwenendo wao huru na wa haki na uhamishaji wa madaraka kwa amani kati ya rais aliye madarakani na upinzani, ulisifiwa kuwa tukio la kushangaza. Utafiti huu unachunguza hali ambazo zilikuza jaribio hili changa la kidemokrasia nchini Somaliland, huku pia ukichunguza mafunzo yanayoweza kutekelezwa kwa nchi nyingine katika eneo hilo. Utafiti unatokana na mapitio ya fasihi ya msingi na ya upili, pamoja na utafiti wa kina wa mandhari ya kisiasa ya eneo hilo na Somaliland.

Katalogi ya Muhtasari

كتالوج الملخصات

አህጽሮት[1]

በሰሜን ምስራቅ አፍራካ አቅጣጫ የሚገኝው የአፍራካ ቀንድ ኢ-ዲሞክራሲያዊ እና አምባገነን መንግስታት እና ስርአቶች ስር ሰደው እና ነግሰው የሚገኝበት፣ ያልተረጋጋ፤ በግጭት የሚታወቅ ቀጠና ነው። ይሁን እንጅ ራሷን ነጻ ሀገረ-መንግስት ብላ ያወጅችው፣ አለም አቀፍ እውቅና የሌላት የሶማሊላንድ ግዛት፣ በገንባችው የተረጋጋ እና ተስፋ ሰጭ የዲሞክራሲ ስርአት፣ በቀጠናው በልዩነት የምትታወቅ እና የምትጠቀስ ሀገር ናት። ሶማሊላንድ ባለፉት ሰላሳ በላይ ዓመታት፣ ነጻ እና ፍትሃዊ፣ በፍክክር የሚታወቅ፣ ሰላማዊ የስልጣን ሽግግር የሚካሄድበት የዲሞክራሲ ስርአት ገንብታለች። በቅርቡም እንደ ጎራሳሮሳዊያን አቆጣጠር፤ በህዳር 2024 የተካሄደው ፕሬዚዳንታዊ ምርጫ፣ በነጻና እና ፍትሃዊ ሂደቱ፣ በታየው ጠንካራ ፍክክር፤ የምርጫውን ውጤት ተቀብሎ፣ ከግዥው ፓርቲ ወደ አሸናፊው የተቃዋሚ ፕራዚዳንታዊ ተወዳዳሪ በተካሄደው ሰላማዊ የስልጣን ሽግግር ፤ሃገሪቱ የብዙዎችን አድናቆት እና ትኩረት አግኝታለች። ይህ ጥናት በሶማሊላንድ ይህ ያልተለመደ የዲሞክራሲ ልምምድን ያስቻለውን ሁኔታ ይመረምራል፣ ለሌሎች ጎረቤት እና የአካባቢው ሀገራትም ሊኖረው የሚችለውን ፍይዳ ፣ ተያያዥ ልምድና ተሞክሮ ይዳስሳል። ጥናቱ በክልሉ እና በሶማሊላንድ የፖለቲካ ምህዳር ላይ ለዓመታት በተደረገ ጥናትና ምርምር፣ እንዲሁም በእንደኛ እና በሁለተኛ ደረጃ መረጃ ላይ የተመሰረተ ነው።

Quels savoirs économiques pour informer l’action internationale pour la biodiversité ?

Questionnements épistémologiques à partir de l’exemple de la priorisation spatiale

Morgane Gonon

Résumé

La perte de biodiversité et d’habitats naturels s’accélère à l’échelle mondiale. Face à ce constat, la recherche en économie mobilise, entre autres, des outils de priorisation spatiale afin d'orienter les efforts de restauration et de conservation. Ces méthodes, fondées sur des analyses coût-bénéfice et de coût-efficacité, identifient les zones où les gains écologiques seraient maximisés pour un coût minimal. Leurs résultats privilégient mécaniquement les pays dits du Sud ou les régions considérées comme économiquement moins productives. Cet article revient sur les hypothèses qui sous-tendent ces analyses et questionne leur capacité à informer l’action écologique internationale. Trois limites principales sont développées dans cette contribution : la reproduction des inégalités économiques existantes, la réduction des causes structurelles de l’érosion de la biodiversité à des arbitrages localisés, et l’exclusion des dimensions géopolitiques et ontologiques liées à la souveraineté et à la pluralité des rapports entre sociétés et milieux. L’article dessine les contours d'un nouvel agenda de recherche en économie, plaçant la protection de la biodiversité au cœur de l’économie politique des chaînes de valeur mondiales, des dépendances financières et des enjeux de justice distributive.

Abstract

Biodiversity loss is accelerating worldwide, and economic research has increasingly turned to spatial prioritisation tools to guide restoration and conservation efforts. These methods, often based on cost–benefit and cost-effectiveness analyses, aim to identify areas where ecological gains can be maximised at minimal cost. Their results systematically highlight so-called developing countries or economically less productive regions as global priorities for restoration. This article conducts an epistemic inquiry into the assumptions underpinning such analyses and their implications for international ecological action. We identify three main limitations. First, prioritisation is constructed as the inverse of existing global inequalities, since economic and accounting cost data reflect wage gaps and disparities in value-added production. Second, the pixel-based framework overlooks the structural economic drivers of biodiversity decline, reducing transformative change to localised trade-offs. Third, the alleged objectivity of efficiency metrics excludes geopolitical and ontological complexities,

1 Amharic is an Ethio-Semitic language. It is spoken as a first language by the Amhara people, and serves as a lingua franca for all other metropolitan populations in Ethiopia.

neglecting questions of sovereignty, development trajectories, and plural relationships between societies and their environments. By interrogating the conceptual limits of techno-economic reasoning, this contribution argues for a new research agenda in economics. Such an agenda would situate biodiversity protection within the political economy of global value chains, financial dependencies, and distributive justice.

ملخّص

يشهد العالم تسارعًا مطّردًا في فقدان التنوع البيولوجي وفي مواجهة هذا التدهور، فإنّ الدراسات العلميّة في المجال الاقتصادي تحشد ضمن أدواتها المختلفة، منهجية لتحديد الأماكن الأولى من غيرها بالعناية بهدف توجيه الجهود المكرّسة لحفظ الأنظمة البيئية أو لاستعادة طبيعتها التي افتقدتها. وتعتمد هذه المنهجيات، أساسًا، على تحليلات قائمة على مبدأي الكلفة-المنفعة والفعالية من حيث التكلفة، بغرض تحديد المناطق التي يمكن فيها تحقيق أكبر المكاسب البيئية بأدنى التكاليف. تقود هذه التحليلات من الناحية العملية، إلى ترجيح كفّة البلدان المُصنَّفة ضمن "الجنوب العالمي" أو المناطق التي تُعتبر أقل إنتاجية من الناحية الاقتصادية.

في هذا المقال ننشغل بالرجوع إلى الفرضيات التي تستند إليها هذه التحليلات بالتمحيص الدقيق، ونطرح تساؤلات نقدية حول مدى قدرتها الفعلية على إرشاد العمل البيئي على المستوى الدولي. تُبرز هذه المساهمة ثلاثة حدود جوهرية لمثل هذه المقاربات:

إعادة إنتاج التفاوتات الاقتصادية القائمة.

الاختزال المفرط للأسباب البنيوية المؤدية إلى تآكل التنوع البيولوجي، من خلال التركيز على قرارات محلية منعزلة

تجاهل الأبعاد الجيوسياسية والأنطولوجية المتعلقة بمفهومي السيادة والتنوع في علاقة المجتمعات بالأنظمة البيئية.

وهكذا يرسم هذا المقال ملامح أجندة بحثية جديدة في علم الاقتصاد، تضع حماية التنوع البيولوجي في صميم الاقتصاد السياسي العالمي، من خلال تحليل بنية سلاسل القيمة العابرة للحدود، وآليات التبعية المالية بين الدول، والتفاوتات القائمة في توزيع المنافع والموارد البيئية.

Muhtasari

Upotevu wa viumbe hai na makazi asilia unaongezeka kwa kasi duniani kote. Katika kukabiliana na uchunguzi huu, utafiti wa kiuchumi unatumia, miongoni mwa mambo mengine, zana za kipaumbele za anga ili kuongoza juhudi za kurejesha na kuhifadhi. Mbinu hizi, kulingana na uchanganuzi wa faida na ufaafu wa gharama, hubainisha maeneo ambapo manufaa ya kiikolojia yangeongezwa kwa gharama ndogo. Matokeo yao yanapendelea nchi zinazoitwa katika Ukanda wa Kusini mwa Ulimwengu kiotomatiki au kanda zinazochukuliwa kuwa hazina tija kiuchumi. Makala haya yanapitia upya mawazo yanayotokana na uchanganuzi huu na kuhoji uwezo wao wa kufahamisha hatua za kimataifa za kimazingira. Vikwazo vitatu vikuu vinatengenezwa katika mchango huu: kuzaliana kwa ukosefu wa usawa wa kiuchumi uliopo, kupunguza sababu za kimuundo za mmomonyoko wa viumbe hai kwa biashara za ndani, na kutengwa kwa vipimo vya kijiografia na kiontolojia vinavyohusishwa na uhuru na wingi wa mahusiano kati ya jamii na mazingira. Makala haya yanaangazia ajenda mpya ya utafiti wa kiuchumi, ikiweka ulinzi wa bayoanuwai katika moyo wa uchumi wa kisiasa wa minyororo ya thamani ya kimataifa, utegemezi wa kifedha, na masuala ya haki ya usambazaji.

Reinventing Digital Inclusion to Promote a Sustainable Economy in Nigeria

Titilayo Shakirat Folarori & Temitayo Alice Onifade

Abstract

This study investigated digital inclusion to promote a sustainable economy in Nigeria. The objectives are to ascertain the relationship exists between digital entrepreneurship, digital financial services and technology adoption. Data were collected from primary sources using a questionnaire survey, administered to academic staff of selected private universities in Ogun State Nigeria. A simple random sampling technique was adopted for the study. A total of three hundred and thirty-two copies of the questionnaire were distributed to the selected respondents as arrived at using the Taro Ya-mane formula. Questionnaires were successfully retrieved from the respondents and analyzed using the statistical package for social sciences (SPSS). The hypotheses of the study were tested using the multiple regression analysis to determine whether to accept or reject the null hypotheses (H0). The study tested three hypotheses on the role of digital transformation in promoting a sustainable economy. Results from regression analysis revealed that digital entrepreneurship ($B = 0.318$, $p < 0.001$), digital financial services ($B = 0.274$, $p < 0.001$), and technology adoption ($B = 0.292$, $p < 0.001$) each had positive and statistically significant effects on sustainable economy. From the findings of the study, it was recommended that entrepreneurs should encourage the adoption of digital tools to improve productivity, institutions should provide access to digital investment platforms that allow small-scale investments, offering opportunities for wealth accumulation, government and institutions should integrate digital literacy into the school curriculum to ensure that young people in rural areas develop these skills from an early age, lastly community leaders and stakeholders should plan and implement digital initiatives to ensure they meet the community's needs.

Résumé

Cette étude vise à examiner l'inclusion numérique en tant que levier pour promouvoir une économie durable au Nigéria. Elle a pour objectif de déterminer la relation entre l'entrepreneuriat numérique, les services financiers numériques et l'adoption des technologies. Les données ont été recueillies à partir de sources primaires, à l'aide d'un questionnaire administré au personnel académique de certaines universités privées de l'État d'Ogun, au Nigéria. Une technique d'échantillonnage aléatoire simple a été adoptée pour l'étude. Au total, 332 questionnaires ont été distribués aux répondants sélectionnés à l'aide de la formule de Taro Yamane. Les questionnaires récupérés ont été analysés à l'aide du logiciel statistique pour les sciences sociales (SPSS). Les hypothèses de l'étude ont été testées au moyen d'une analyse de régression multiple, afin de déterminer s'il convenait d'accepter ou de rejeter les hypothèses nulles (H0). L'étude a testé trois hypothèses sur le rôle de la transformation numérique dans la promotion d'une économie durable. Les résultats de l'analyse de régression ont révélé que l'entrepreneuriat numérique ($B = 0{,}318$, $p < 0{,}001$), les services financiers numériques ($B = 0{,}274$, $p < 0{,}001$) et l'adoption des technologies ($B = 0{,}292$, $p < 0{,}001$) avaient chacun des effets positifs et statistiquement significatifs sur l'économie durable. À la lumière de ces résultats, l'étude recommande aux entrepreneurs d'encourager l'adoption d'outils numériques pour améliorer la productivité, aux institutions de fournir un accès à des plateformes d'investissement numérique permettant des investissements à petite échelle et offrant des opportunités d'accumulation de richesse, au gouvernement et aux institutions d'intégrer la culture numérique dans les programmes scolaires afin de garantir que les jeunes des zones rurales acquièrent ces compétences dès leur plus jeune âge, et enfin aux dirigeants communautaires et aux parties prenantes de planifier et de mettre en œuvre des initiatives numériques afin de répondre aux besoins de la communauté.

ملخص

تهدف هذه الدراسة إلى استقصاء الإدماج الرقمي باعتباره عاملًا حاسمًا في دفع عجلة الاقتصاد المستدام في نيجيريا. وغايتنا من ذلك تتمثّل في فهم العلاقة بين ريادة الأعمال الرقمية، والخدمات المالية الرقمية، والوقوف على مدى مستوى تبنّي التكنولوجيا في هذا الإطار.

تم جمع البيانات من مصادر أولية اعتمادا على استبيان تم توزيعه على أعضاء الهيئة التدريسية في عدد من الجامعات الخاصة بولاية أوغون (Ogun) في نيجيريا. وقد تمّ توخّي أسلوب العينة العشوائية البسيطة، حيث تم توزيع ما مجموعه 332 استبيانًا على المشاركين المختارين، وفقًا لمعادلة "تارو يامانى". هذا وقد استند تحليل البيانات التي جُمعت باستخدام البرنامج الإحصائي للعلوم الاجتماعية (SPSS)، في حين وقع الاختبار على فرضيات الدراسة من خلال تحليل الانحدار المتعدد، لتقرير ما إذا كان ينبغي قبول أو رفض الفرضيات الصفرية (H0). اختبرت الدراسة ثلاث فرضيات رئيسية تتعلق بدور التحول الرقمي في دعم تحقيق الاقتصاد المستدام. وكشفت نتائج تحليل الانحدار أن ريادة الأعمال الرقمية ($B = 0.318$، $p < 0.001$)، والخدمات المالية الرقمية ($B = 0.274$، $p < 0.001$)، وتبنّي التكنولوجيا ($B = 0.292$، $p < 0.001$)، جميعها تُسهم بشكل إيجابي وذو دلالة إحصائية في دعم الاقتصاد المستدام.

واستنادًا إلى هذه النتائج، توصي الدراسة بما يلي:

يتعيّن على رواد الأعمال تشجيع استخدام الأدوات الرقمية لزيادة الكفاءة الإنتاجية كما ينبغي على المؤسسات توفير منصات استثمار رقمية تُسهّل عمليات الاستثمار على نطاق ضيّق، وتُعزّز فرص تراكم الثروة. أمّا على الحكومة والمؤسسات التعليمية، فيتعيّن عليها إدماج الثقافة الرقمية ضمن المناهج الدراسية، لضمان تمكين الشباب، لاسيّما في المناطق الريفية، من اكتساب المهارات الرقمية في سن مبكرة. كما توصي الدراسة المسؤولين المحليين وكلّ من يهمّهم الأمر بتصميم مبادرات رقمية والسهر على تنفيذها ومن شأنها أن تراعي احتياجات المجتمعات المحلية وتسهم في تنميتها الشاملة.

Muhtasari

Utafiti huu unalenga kuchunguza ujumuishaji wa kidijitali kama kigezo cha kukuza uchumi endelevu nchini Nigeria. Lengo lake lilikuwa kubainisha uhusiano kati ya ujasiriamali wa kidijitali, huduma za kifedha za kidijitali, na kupitishwa kwa teknolojia. Data ilikusanywa kutoka vyanzo vya msingi kwa kutumia dodoso lililosimamiwa kwa wafanyakazi wa kitaaluma wa vyuo vikuu vya kibinafsi vilivyochaguliwa katika Jimbo la Ogun, Nigeria. Mbinu rahisi ya sampuli nasibu ilipitishwa kwa ajili ya utafiti. Jumla ya hojaji 332 zilisambazwa kwa wahojiwa waliochaguliwa kwa kutumia fomula ya Taro Yamane. Hojaji zilizorejeshwa zilichanganuliwa kwa kutumia Programu ya Kitakwimu ya Sayansi ya Jamii (SPSS). Nadharia za utafiti zilijaribiwa kwa kutumia uchanganuzi mwingi wa urejeleaji ili kubaini kama dhahania potofu (H0) zinapaswa kukubaliwa au kukataliwa. Utafiti huo ulijaribu dhahania tatu juu ya jukumu la mabadiliko ya kidijitali katika kukuza uchumi endelevu. Matokeo ya uchanganuzi wa urejeshaji nyuma yalifichua kuwa ujasiriamali wa kidijitali (B = 0.318, p <0.001), huduma za kifedha za kidijitali (B = 0.274, p <0.001), na kupitishwa kwa teknolojia (B = 0.292, p <0.001) kila moja ilikuwa na athari chanya na muhimu za takwimu kwenye uchumi endelevu. Kwa kuzingatia matokeo haya, utafiti unapendekeza kwamba wafanyabiashara wahimize utumiaji wa zana za kidijitali ili kuboresha tija; kwamba taasisi hutoa ufikiaji wa majukwaa ya uwekezaji wa kidijitali ambayo yanawezesha uwekezaji mdogo na kutoa fursa za kukusanya mali; kwamba serikali na taasisi ziunganishe ujuzi wa kidijitali katika mitaala ya shule ili kuhakikisha kwamba vijana wa vijijini wanapata stadi hizi tangu wakiwa wadogo; na kwamba viongozi wa jumuiya na washikadau wanapanga na kutekeleza mipango ya kidijitali ili kukidhi mahitaji ya jamii.

Àkójọ ìṣàlẹ[2]

Ìwádìí yìí ṣe àyẹ̀wò nípa ìfaramọ́ dídítàlì láti mú ìṣèlú ajé alágbára títẹ̀síwájú ní Nàìjíríà. Àfojúsùn ni láti pinnu ìbáṣepọ̀ tó wà láàárín onísòwò dídítàlì, iṣẹ́ ìní owó dídítàlì àti ìtẹ̀wọ́gbà ìmọ̀ ẹ̀rọ tuntun. A kó àlàyé jọ láti orísun àkọ́kọ́ nípasẹ̀ ìbéèrè lọ́nà ìwé ìdánilẹ́kọ̀ọ́ (questionnaire) tí a fi fún àwọn olùkọ́ ní yunifásítì aládàáni kan ní Ìpínlẹ̀ Ògùn, Nàìjíríà. A lo ọ̀nà ayẹyẹ àyẹ̀wò àyẹ̀wò àtọka (simple random sampling) fún ìwádìí yìí. Ìyé gbogbo ìwé ìbéèrè tó jẹ́ ọ̀ọ́dúnrún àti ọgbọ̀n méjì [332] ni a fi sílẹ̀ fún àwọn tó yàn gẹ́gẹ́ bí ìṣirò Taro Yamane formula ṣe fi hàn. A gba gbogbo ìwé ìbéèrè tí a fi sílẹ̀ padà, a sì ṣe àtúpalẹ̀ wọn nípasẹ̀ SPSS (statistical package for social sciences).

A ṣe ìdánwò àwọn ìpinnu (hypotheses) nípasẹ̀ àyẹ̀wò àkànṣe àpọ̀pọ̀ (multiple regression analysis) láti pinnu bóyá a ó gba tàbí kọ́ null hypotheses (H0). Ìwádìí yìí dájú àwọn ìpinnu méta nípa ipa ìyípadà dídítàlì nínú fífi ìṣèlú ajé títẹ̀síwájú lọ́wọ́. Ìtẹ̀síwájú láti inú àyẹ̀wò fi hàn pé onísòwò dídítàlì (B = 0.318, p < 0.001), iṣẹ́ ìní owó dídítàlì (B = 0.274, p < 0.001), àti ìtẹ̀wọ́gbà ìmọ̀ ẹ̀rọ tuntun (B = 0.292, p < 0.001) ní ipa rere àti ìtọ́kasi pataki lórí ìṣèlú ajé títẹ̀síwájú. Láti inú èrò àti àbájáde ìwádìí yìí, a ṣe àbá pé: Kí àwọn onísòwò máa gbìmọ̀ kí wọ́n sì lo irinṣẹ́ dídítàlì láti pọ̀si ìṣejádé. Kí àwọn ilé-ẹ̀kọ́ àti ilé-èto owó pèsè àǹfààní fún àwọn pẹpẹ ìdoko-owó dídítàlì tó jẹ́ kí àwọn ìdoko-owó kéékèèké lè rọrùn, tí yóò sì dá àǹfààní fún ìkójọpọ̀ ọ̀rọ̀. Kí ìjọba àti ilé-ẹ̀kọ́ kọ́ ìmọ̀ ìkànsí dídítàlì sínú ètò ẹ̀kọ́, kí àwọn ọdọ́ ní agbègbè abúlé lè kọ́ ẹ̀kọ́ yìí látọ̀jọ́ kékeré. Ní ìkeyìn, kí àwọn olórí ìbílẹ̀ àti alákóso àwùjọ gbìmọ̀ kí wọ́n sì ṣe àtẹ̀jáde ìmúlò dídítàlì tó bá ẹ̀tọ́ àti ìbéèrè àwùjọ mu.

2 Yorùbá (also spelled Yoruba) belongs to the Niger-Congo language family, specifically the Benue–Congo branch within the Defoid subgroup. Yorùbá is spoken mainly in Southwestern Nigeria (states such as Lagos, Ogun, Oyo, Osun, Ondo, Ekiti, Kwara, and parts of Kogi). It is also spoken in neighboring countries like Benin Republic and Togo, with significant diaspora communities in the Caribbean (e.g., Cuba, Brazil,Trinidad) and North America due to historical migration.

La Tijâniyya et le bien-être économique au Cameroun

Fadel Soubiane Bah

Résumé

La Tijâniyya, confrérie soufie d'origine maghrébine, a joué un rôle historique essentiel dans le façonnement des dynamiques sociopolitiques et religieuses au Cameroun, notamment dans les villes à majorité musulmane. En tant qu'actrice spirituelle et communautaire, elle propose une vision du monde fondée sur la solidarité, l'entraide et la justice sociale, des valeurs qui résonnent particulièrement dans le contexte économique actuel. Cette réflexion, visant à diffuser l'idée de réinvention de l'économie en vue d'en proposer une version explorable et réalisable, interroge la capacité de la Tijâniyya à offrir une alternative économique crédible, favorisant le bien-être durable de ses adeptes. En lien avec la thématique des nouveaux chemins de l'économie mondiale, il s'agit de montrer en quoi la Tijâniyya peut constituer un levier économique pour le Cameroun. En mobilisant les concepts d'« économie morale » et de « spiritualité économique », cette contribution se propose d'analyser les pratiques économiques, la gestion communautaire des ressources, ainsi que la mise en place de réseaux de solidarité financière et commerciale. Cette réflexion tend à démontrer qu'au Cameroun, la Tijâniyya peut puiser dans sa force collective pour permettre la création de nouvelles dynamiques économiques où la redistribution des richesses, l'éducation et l'autonomisation collective sont centrales. Ainsi, l'argument central de cette étude repose sur l'hypothèse selon laquelle la Tijâniyya peut proposer un modèle économique alternatif, ancré dans une éthique de la solidarité et du partage, capable de transformer positivement l'environnement socio-économique des adeptes qui se réclament de cette obédience. Ce modèle, bien qu'informel et négligé, peut apparaître comme une réponse potentielle aux dysfonctionnements des économies modernes en Afrique, en particulier dans des contextes de crises économiques et d'inégalités structurelles. Cette contribution questionne ainsi la place des confréries religieuses musulmanes dans la réinvention des modèles économiques en Afrique. Ceci, en offrant des solutions durables aux défis du développement. La méthodologie adoptée repose principalement sur une approche qualitative, avec pour techniques l'entretien, la recherche documentaire et l'observation directe.

Abstract

The Tijâniyya, a Sufi brotherhood of Maghrebian origin, has played a crucial historical role in shaping sociopolitical and religious dynamics in Cameroon, particularly in predominantly Muslim cities. As a spiritual and community-based actor, it offers a worldview grounded in solidarity, mutual aid, and social justice, values that resonate within the current economic context. This study, which seeks to promote the idea of reinventing the economy by proposing an explorable and achievable version of it, questions the Tijâniyya's capacity to propose a credible economic alternative by fostering sustainable economic well-being for and among its followers. In line with the broader theme of new pathways in the global economy, the central aim is to demonstrate how the Tijâniyya can serve as an economic lever for Cameroon. By drawing on the concepts of "moral economy" and "economic spirituality," this contribution aims to analyze economic practices, community-based economic resource management, and the establishment of financial and commercial solidarity networks. It argues that in Cameroon, the Tijâniyya can draw upon its collective strength to generate new economic dynamics where wealth redistribution, education, and collective empowerment are essential. Thus, the central argument of this study is based on the hypothesis that the Tijâniyya can put forward an alternative economic model, rooted in an ethic of solidarity and sharing, capable of positively transforming the socioeconomic environment of followers who claim allegiance to this order. Although informal and often overlooked, this model may represent a potential response to the dysfunctions of modern African economies, particularly in contexts of economic crisis and structural inequality. In this way, the contribution will question the place of Muslim religious brotherhoods in reimagining economic models in Africa. This will be achieved by offering sustainable solutions to development challenges. The primary method employed is qualitative research, using interviews, documentary research, and direct observation as techniques.

ملخص

لعبت الطريقة التيجانية، وهي جماعة صوفية ذات جذور مغاربية دورا تاريخيًا أساسيّا في تشكيل الديناميات الاجتماعية والسياسية والدينية في الكاميرون، لا سيما في المدن التي يدين أغلب سكانها بالإسلام. وباعتبارها فاعلًا روحيًا ومجتمعيًا، توفّر التيجانية لمريديها رؤية شاملة للعالم ترتكز على قيم التضامن والتكافل والعدالة الاجتماعية، وهي قيم تتناغم بصفة كبير مع التحديات الاقتصادية الراهنة.

تهدف هذه الدراسة إلى استكشاف إمكانية إعادة صياغة الاقتصاد من منظور جديد، من خلال النظر إلى التيجانية باعتبارها إطارا بديلا واقعيّا وقابلا للتطبيق، يمكن أن يسهم في تحقيق رفاهية اقتصادية مستدامة لمريديها والمنتمين إليها في مجتمعهم. وفي علاقة بالبحث عن مسارات مبتكرة للاقتصاد العالمي، تسعى هذه الدراسة كذلك إلى إبراز الدور المحتمل للتيجانية في خلق اقتصاد فاعل وناجع في الكاميرون يستند إلى قيمها ومبادئها في التضامن والعدالة الاجتماعيّة.

فمن خلال توظيف مفاهيم "الاقتصاد الأخلاقي" والروحانية الاقتصاديّة" يهدف هذا المقال إلى تحليل الممارسات الاقتصادية المختلفة والإدارة الجماعيّة للموارد الماليّة بالإضافة إلى بناء شبكات متينة من التضامن المالي والتجاري مع العمل على إثبات أنّ الطريقة التيجانية في الكاميرون قادرة من خلال قوتها الجماعية وروحها التشاركية على إحداث تحولات نوعية تتمثّل في خلق ديناميات اقتصادية جديدة ترتكز بالأساس على إعادة توزيع الثروات، وتعزيز التعليم، وتحقيق الرفاهيّة للجميع بصفة مستدامة. وعليه، تقوم الفرضية المركزية لهذه الدراسة على أن التيجانية تقدم نموذجًا اقتصاديًا بديلًا متينًا، يستمد جذوره من قيم أخلاقية راسخة تقوم على التضامن والتشارك، مما يجعلها قادرة على إحداث تغيير إيجابي ومستدام في البنية الاجتماعية والاقتصادية لأتباعها ومريديها .ورغم طابعه غير الرسمي وتعرّضه للتجاهل في كثير من الأحيان، يمكن اعتبار هذا النموذج ردّا محتملاً على الإخفاقات التي تعاني منها الاقتصادات الحديثة في إفريقيا، لا سيما في ظلّ الأزمات الاقتصادية والتفاوتات الهيكلية العميقة التي تعاني منها القارة.

و على هذا النحو يمكن لهذه الدراسة أن تساهم من جانبها في إعادة التفكير في الدور الذي تلعبه الطرق الصوفية في إعادة صياغة نماذج اقتصادية على مستوى أفريقيا من خلال تقديم حلول مستدامة وفعالة

Muhtasari

Tijâniyya, udugu wa Kisufi wenye asili ya Maghreb, umekuwa na jukumu muhimu la kihistoria katika kuunda mienendo ya kijamii na kisiasa nchini Kamerun, haswa katika miji yenye Waislamu wengi. Kama kiongozi wa kiroho na jumuiya, inatoa mtazamo wa ulimwengu kwa msingi wa mshikamano, usaidizi wa pande zote, na haki ya kijamii-maadili ambayo yanaangaziwa katika muktadha wa sasa wa kiuchumi. Tafakari hii, yenye lengo la kueneza wazo la kurejesha uchumi kwa nia ya kupendekeza toleo linaloweza kuchunguzwa na kufikiwa, inatilia shaka uwezo wa Tijâniyya wa kutoa njia mbadala ya kuaminika ya kiuchumi kwa kukuza ustawi endelevu wa kiuchumi kwa na miongoni mwa wafuasi wake. Kwa kuzingatia mada ya njia mpya katika uchumi wa dunia, lengo kuu ni kuonyesha jinsi Tijâniyya inavyoweza kuwa kielelezo cha kiuchumi kwa Kamerun. Kwa kuhamasisha dhana za "uchumi wa kimaadili" na "kiroho wa kiuchumi," mchango huu unalenga kuchanganua mazoea ya kiuchumi, usimamizi wa uchumi wa jamii wa rasilimali, pamoja na uanzishaji wa mitandao ya mshikamano wa kifedha na kibiashara. Tafakari hii inaelekea kuonyesha kwamba nchini Kamerun, Tijâniyya inaweza kutumia nguvu zake za pamoja ili kuwezesha kuundwa kwa mienendo mipya ya kiuchumi ambapo ugawaji upya wa mali, elimu, na uwezeshaji wa pamoja ni muhimu. Kwa hivyo, hoja kuu ya utafiti huu imejikita katika dhana kwamba Tijâniyya inaweza kutoa mfano mbadala wa kiuchumi, unaojikita katika maadili ya mshikamano na ushirikiano, wenye uwezo wa kubadilisha vyema mazingira ya kijamii na kiuchumi ya wafuasi wanaodai kuwa wafuasi wa utii huu. Mtindo huu, ingawa si rasmi na uliopuuzwa, unaweza kuonekana kama jibu linalowezekana kwa matatizo ya uchumi wa kisasa barani Afrika, hasa katika miktadha ya migogoro ya kiuchumi na kutofautiana kwa kimuundo. Kwa njia hii, mchango huu utatilia shaka nafasi ya udugu wa kidini wa Kiislamu katika ufufuaji wa mifumo ya kiuchumi barani Afrika, huku ukitoa masuluhisho endelevu kwa changamoto za maendeleo. Mbinu kuu inayotumiwa ni mbinu ya uchunguzi wa ubora, kwa kutumia mahojiano, utafiti wa hali halisi, na mbinu za uchunguzi wa moja kwa moja.

Kootol (dammitinki)[3]

Tijjaaniya, ɗum mooɓre suufi marnde iima. Iwwde muuɗum woni Magriib, nde huuwi masin nder joonde ɓiɓɓe lesdi Kamerun haa darnde diina e siyaasa, ɓurna man fuu nder berniiji ɗi limgal juulɓe ɗuuɗi e muuɗum. Nde laati ko waddi waaliinde ruuhiŋkeere e lesdiŋkeere, tiɗɗini waŋgingo joonde yimɓe nde ballotiral nokku e gondal ne”iiŋgal, e adilaare nder lesdi, samanji ɗi jonnde riskuuji hanndeere nafrori haa jonta. Numo ko’o dukki sankititgo (wooynugo) haala omtugo riskuuji lesdi ngam waŋgingo riskuuji baɗeteeɗi soosay, ko yamti baawɗe Tijjaaniya ngam hokkugo riskuuji ko’anɗi babal ɓooymaaji, bee tabitingo risku njamu tabitiiŋgu ngam tokkiiɓe Tijjaaniya. Nder meem-meemtiral bee bee hoore wolde, laabi kesi ceekanaaɗi risku duniyaaru, sey kollen no Tijjaaniya waawan laataago ufmminanɗum risku lesdi Kamerun. Nder kawtal kalimaaji “ risku ne”oowol” e “ruuhinkeejum risku”, ko min nufi ɗo’o, lincitan ko huuwete nder risku lesdi, e jahargal seɓooje risku yimɓe nder nokkuure maɓɓe, bee jo”inki resooji ballotial bee mardi e sanahaaji. Numooji ɗi’i ɗaɓɓi hollugo no nder lesdi Kamerun, Tijjaaniya waawi nyeɗugo nder semmbe muuɗum hawtaade, ngam haa yimɓe naftoro nden mbaŋgina joole kese ɗe risku lesdi malla no riskuuji ɗi’i cenndirte, jaŋngirde, e no mooɓe keynitirte. Kuugal nga’al holli no Tijjaaaniya waŋginiri nufayeere malla misaalu pottuŋgu caɓɓiiŋgu dow ne’oowol sennsdugo riskuuji, kanjum waawata waylitiɗgo tokkiiɓe Tijjaaniya. Koo to ɗum waŋgaay bana huunde annddaande malla wooɗnde, ammaa yimɓe ngeebi nde, foti ɗum wona ko lesɗe Afrika ɓurna maaje fuu mari haaje ngam wurtaago suŋgurlaaji feere feere e saɗirma ka ɗe ngontiri nder jamanuuru hanndeeru ndu’u. Ko waŋgi haa ɗo foti walla juulɓe lesdi, Kamerun nder ɗaɓɓuki dabareeji kesi ngam riskingo lesdi Afrika. Ɗum waɗirte bee dabareeji tabitanɗi fodde ko haala mawninki lesdi yami. Jahargal kuuwtiraaŋgal haa ɗo woni yamɗe dow kalite, bee gewte, lincititki defte e daarɗe joonde yimɓe.

3 Le fulfulde, langue transfrontalière majeure en Afrique de l’Ouest et du Centre, dont l’aire s’étend du Sénégal au Soudan, constitue la langue véhiculaire dominante dans le Nord-Cameroun. Il y occupe une place centrale dans la communication interethnique, notamment dans les régions de l’Adamaoua, du Nord et de l’Extrême-Nord. Son usage s’étend bien au-delà des locuteurs peuls pour devenir un véritable outil d’intégration socio-culturelle et économique dans l’espace sahélien et soudano-sahélien.

Chômage et emploi des jeunes au Sénégal

Une revue de portée des réalisations, déficiences et limites structurelles des politiques publiques

Mouhammad Dieng, Mamadou Aliou Diallo & Mame-Penda Ba

Résumé

La population du Sénégal est essentiellement jeune, avec la moitié de ses habitants âgés de moins de 19 ans. La dynamique actuelle, soutenue par un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 2,9 %, projette un maintien durable de cette structure démographique. Cependant, ce dividende reste entravé par des difficultés persistantes d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Pour avoir joué un rôle déterminant dans la troisième alternance démocratique récente du pays, les jeunes espèrent que des politiques publiques seront mises en place pour multiplier les opportunités d'emploi. Dans cet article, nous procédons à une revue de portée des politiques déjà mises en œuvre afin d'identifier les dynamiques, les obstacles et les avancées des politiques d'emploi des jeunes au Sénégal sur la période 1999-2024.

La recherche dans les bases de données a permis de recenser 153 études publiées dans des bases indexées, dont 63 ont finalement satisfait aux critères d'inclusion. L'analyse des données a permis de mettre en évidence trois grands ensembles de réussites des politiques : 1) la création d'emplois directs et indirects ; 2) l'amélioration de l'employabilité ; 3) l'accompagnement des porteurs de projets. En parallèle, six lacunes majeures ont été identifiées : 1) une communication insuffisante et un manque de transparence ; 2) un déficit dans le suivi-évaluation des programmes et précarité des emplois créés ; 3) une faible coordination des politiques ; 4) des perceptions négatives sur les politiques mises en œuvre ; 5) la prédominance de mesures ponctuelles plutôt que structurelles ; 6) une faible disponibilité des données et des ressources.

Abstract

Senegal's population is predominantly young, with half of its inhabitants under the age of 19. The current trend, supported by an average annual population growth rate of 2.9%, suggests that this demographic structure will remain stable in the long term. However, this dividend remains hampered by persistent difficulties in integrating young people into the labor market. Having played a decisive role in the country's recent third democratic transition, young people hope that public policies will be put in place to increase employment opportunities. In this article, we conduct a scoping review of policies already implemented in order to identify the dynamics of obstacles and progress in youth employment policies in Senegal between 1999 and 2024.

Database searches yielded 153 studies published in indexed databases, of which 63 ultimately met the inclusion criteria. The data analysis highlighted three major areas of policy success: 1) The creation of direct and indirect jobs; 2) Improved employability; 3) Support for project initiators. At the same time, six major gaps were identified: 1) Insufficient communication and lack of transparency; 2) Weak program monitoring and evaluation, and the precarious nature of the jobs created; 3) Poor coordination of policies; 4) Negative perceptions of the implemented policies; 5) A predominance of ad hoc measures over structural ones; 6) Limited availability of data and resources.

ملخّص

يُعتبر المجتمع السنغالي مجتمعًا فتِيًّا في تركيبته السكانية، إذ إن نصف متساكنيه لا تتجاوز أعمارهم تسعة عشر عامًا. ومن المتوقع أن تستمر هذه البنية الديموغرافية في النموّ خلال العقود القادمة، بمعدل يُقدَّر بـ 2.9%، إلا أنّ هذا العائد الديموغرافي لا يزال تأثيره التنموي الإيجابي محدودا بسبب العوائق التي تحول دون اندماج الشباب بصفة فعّالة في سوق العمل. ولمساهمة الشباب بصفة فعّالة في إنجاح ثالث عملية انتقال ديمقراطي شهدتها البلاد في السنوات الأخيرة، فهم يتوقون إلى سياسات عمومية شاملة تُفضي إلى توسيع آفاق التوظيف وخلق فرص عمل مستدامة. في هذا السياق. وعليه فإنّ هذا المقال يروم إلى تقديم مراجعة تحليلية شاملة للسياسات العمومية المعتمدة في مجال تشغيل الشباب خلال الفترة الممتدة من سنة 1999 إلى سنة 2024، وذلك بغرض الوقوف بنفس القدر على مكامن التقدّم فيها ، وتشخيص أوجه القصور والعوائق التي تحدّ من نجاعة هذه السياسات وفعاليتها.

فقد أسفرت عملية البحث المنهجي في قواعد البيانات العلمية المفهرسة عن جمع ما مجموعه مائة وثلاثة وخمسون دراسة منشورة، تم اعتماد ثلاثة وستيّن منها فقط بعد التحقق من استيفائها لمعايير الاختيار المعتمدة في إطار هذا البحث. وقد مكّن تحليل البيانات من استخلاص ثلاثة محاور كبرى تعكس أبرز جوانب النجاح التي حققتها السياسات العمومية في مجال تشغيل الشباب، وهي على النحو الآتي: -1 إحداث فرص عمل مباشرة وغير مباشرة -2 تعزيز فرص تشغيل الشباب، -3 رعاية حاملي المشاريع بالتوجيه والإرشاد.

وفي المقابل، أظهرت النتائج وجود ستّ نواقص رئيسية حدّت من فعالية تلك السياسات ونجاعتها، ويمكن تلخيصها كالآتي: -1 ضعف التواصل المؤسساتي وغياب الشفافية 2 - قصور آليات المتابعة والتقييم، بالإضافة إلى هشاشة الوظائف المستحدثة، مما يضعف من استدامتها وجودتها؛ -3غياب التنسيق بين مختلف الفاعلين والمؤسسات المعنية بالتشغيل-4 وجود تصوّرات سلبية لدى فئات من الشباب عن السياسات المتبعة في مجال التشغيل -5 التركيز على التدابير الظرفية والبرامج المؤقتة بدل الإصلاحات البنيوية 6 - ضعف في توفيرالبيانات وشُحّ الموارد المالية.

Muhtasari

Idadi ya watu nchini Senegali wengi wao ni vijana, huku nusu ya wakazi wake wakiwa na umri wa chini ya miaka 19. Mienendo ya sasa, inayoungwa mkono na wastani wa kiwango cha ukuaji wa idadi ya watu kwa mwaka wa 2.9%, ina mradi wa kudumisha muundo huu wa idadi ya watu. Hata hivyo, mgao huu unasalia kukwamishwa na matatizo yanayoendelea kuwajumuisha vijana katika soko la ajira. Baada ya kuchukua jukumu kubwa katika mpito wa tatu wa kidemokrasia hivi majuzi nchini, vijana wanatumai kuwa sera za umma zitatekelezwa ili kuongeza fursa za ajira. Katika makala haya, tunafanya mapitio ya upeo wa sera ambazo tayari zimetekelezwa ili kubainisha mienendo ya vikwazo na maendeleo katika sera za ajira kwa vijana nchini Senegal katika kipindi cha 1999-2024.

Utafutaji wa hifadhidata ulitoa tafiti 153 zilizochapishwa katika hifadhidata zilizoorodheshwa, 63 ambazo hatimaye zilikidhi vigezo vya ujumuishaji. Uchambuzi wa data uliangazia seti tatu kuu za mafanikio ya sera: 1) Uundaji wa kazi za moja kwa moja na zisizo za moja kwa moja; 2) Kuboresha uwezo wa kuajiriwa; 3) Msaada kwa viongozi wa mradi. Wakati huo huo, mapungufu makubwa sita yalitambuliwa: 1) Mawasiliano ya kutosha na ukosefu wa uwazi; 2) Mapungufu katika ufuatiliaji na tathmini ya programu na usalama wa kazi zilizoundwa; 3) Uratibu dhaifu wa sera; 4) Maoni hasi kuhusu sera zinazotekelezwa; 5) Kutawala kwa dharura badala ya hatua za kimuundo; 6) Upatikanaji duni wa data na rasilimali.

Ce que « vouloir voir ses enfants grandir » veut dire pour les jeunes investis dans le champ politique camerounais autoritaire

Prisca Hélène Assiene Bissossoli & Alain-Patrick Loumou Mondoleba

Résumé

À partir de la formule devenue célèbre de l'artiste Longué Longué, « je veux voir mes enfants grandir », cet article se propose d'examiner les logiques de conditionnement des acteurs impliqués dans le jeu politique camerounais, afin de mettre en lumière les ressorts du risque perçu face à l'investissement dans le champ politique. Il analyse comment ces dispositions traduisent une intériorisation des menaces associées à l'engagement partisan, révélant des *habitus* façonnés par une culture de la peur, où le coût de la participation devient un facteur structurant les trajectoires de mobilisation ou de démobilisation, particulièrement chez les jeunes. Saisir la teneur de cette position dans son rapport à la compétition politique constitue une entrée intéressante pour s'inscrire dans la continuité du débat de ce qu'être opposant veut dire pour les jeunes. En analysant ces réalités complexes sous le prisme de la construction sociale du champ politique, l'on souhaite fournir une perspective de lecture relative à la socialisation des jeunes au jeu politique camerounais. L'article s'ancre méthodologiquement dans un travail de collecte documentaire et d'archives numériques sur les événements susceptibles de renseigner sur la répression politique des opposants, ainsi que sur des témoignages médiatiques. Il se nourrit également des résultats d'entretiens menés entre mars et mai 2024 auprès de jeunes opposants politiques.

Abstract

Drawing on the now-famous phrase by artist Longué Longué, "I want to see my children grow up", this article examines the conditioning logics of actors involved in Cameroon's political arena, with the aim of shedding light on the mechanisms of perceived risk associated with political engagement. It analyzes how these dispositions reflect an internalization of the threats associated with partisan engagement, revealing a habitus shaped by a culture of fear, where the cost of participation becomes a structuring factor in the trajectories of mobilization or demobilization, particularly among young people. Understanding the substance of this position in relation to political competition provides an important entry point for continuing the debate on what it means for young people to be part of the opposition. By analyzing these complex realities through the lens of the social construction of the political field, the article seeks to offer an in-depth perspective on the political socialization of

youth in Cameroon. Methodologically, the article is grounded in documentary research and digital archival work on major events likely to shed light on the political repression of opponents, as well as media testimonies. It also draws on interviews conducted between March and May 2024 with young political opponents.

الملخّص

انطلاقاً من العبارة التي أصبحت مأثورة على لسان الفنان الكاميروني "لونغي لونغي" (Longué Longué) والتي يقول فيها: «أريد أن أرى أبنائي يكبرون»، يسعى هذا المقال إلى تفكيك منطق التمثلات الذهنية والسلوكية لدى الفاعلين الشباب المنخرطين في العمل السياسي في الكاميرون، وذلك في سياق ما بعد السلطوية. والهدف من ذلك يتمثّل في الكشف عن آليات إدراك المخاطر المتعلّقة بالانخراط في النشاط السياسي والعوامل التي من شأنها أن تحذّر منه. وتحاول هذه الدراسة تحليل الكيفية التي بواسطتها تعبّر هذه الخيارات عن تمثّل باطني للتهديدات التي تترتّب عن الانتماء الحزبي هو من إفرازات ثقافة الخوف باعتبارها إطارا مرجعيّا يعيد إنتاج أنماط من "الهابيتوس" السياسي يجعل من كلفة الممارسة السياسيّة مقياسا حاسماً للإقدام على الانخراط في مسارات فردية وجماعية تعبويّة أو في العدول عنها، خصوصاً لدى فئة الشباب. ويمثل تفكيك دلالات هذا الموقف—أي "الرغبة في رؤية الأبناء يكبرون"—ضمن علاقته بسياق التنافس السياسي، مدخلاً مهمّا لمواصلة النقاش حول ما يعني للشباب الكانميروني أن يقف المرء موقف "المعارض" للنظام السياسي القائم و إثراء هذا المعنى وتعميقه. وبالاستناد إلى مقاربة سوسيولوجية تنظر إلى الحقل السياسي باعتباره بناءً اجتماعياً للواقع، يسعى المقال إلى تقديم قراءة معمقة لمسار تنشئة الشباب سياسياً في السياق الكاميروني الراهن.

أمّا من الناحية المنهجية، فهذه الدراسة ترتكز على جمع معطيات وثائقية وأرشيفات رقمية تتعلق بالأحداث السياسية الكبرى التي يمكن أن تكشف عن أنماط القمع الممارس تجاه المعارضين ثمّ تحليلها لفهم خلفياتها السيوسيولوجيّة كما تستند إلى شهادات إعلاميين وصحفيين بالإضافة إلى نتائج مقابلات نوعية أجريت بين مارس ومايو 2024 مع شباب من المعارضة السياسية، سمحت بالكشف عن مسارات تنشئة سياسية قائمة على الخوف، قد تدفع الفاعلين الشباب إلى اتخاذ مواقف راديكالية يرونها الأفضل لتحقيق التغيير المنشود.

Muhtasari

Kulingana na msemo maarufu sasa wa msanii Longué Longué, "Nataka kuona watoto wangu wakikua," makala haya yanachunguza mantiki ya hali ya waigizaji wanaohusika na siasa za Kameruni, ili kutoa mwanga juu ya vichochezi vinavyoonekana kuwa hatari wanapojihusisha na siasa. Inachanganua jinsi mitazamo hii inavyoakisi utimilifu wa matishio yanayohusiana na ushiriki wa washiriki, ikifichua mazoea yaliyoundwa na utamaduni wa woga, ambapo gharama ya ushiriki inakuwa sababu ya muundo katika mwelekeo wa uhamasishaji au uondoaji, haswa miongoni mwa vijana. Kuelewa maudhui ya nafasi hii katika uhusiano wake na ushindani wa kisiasa ni njia ya kuvutia ya kuendeleza mjadala juu ya nini maana ya kuwa mpinzani kwa vijana. Kwa kuchambua hali hizi ngumu kupitia prism ya ujenzi wa kijamii wa ukweli wa uwanja wa kisiasa, tunalenga kutoa mtazamo wa kina juu ya ujamaa wa vijana katika siasa nchini Kamerun. Makala haya yamejikita katika mkusanyiko wa kumbukumbu na kumbukumbu za kidijitali za matukio makuu ambayo yanaweza kutoa mwanga kuhusu ukandamizaji wa kisiasa wa wapinzani, pamoja na akaunti za vyombo vya habari. Pia inatokana na matokeo ya mahojiano yaliyofanywa kati ya Machi na Mei 2024 na wapinzani wachanga wa kisiasa, uchambuzi ambao unafuatilia ujamaa wa kisiasa unaoweza kuwasukuma wahusika kuchukua hatua chini ya ushawishi wa itikadi kali kwa matumaini ya mabadiliko.

Diamniadio smart city : entre concept et réalité

Cheikh Cissé

Résumé

Le concept de « ville intelligente » est largement promu à l'échelle mondiale comme une marque de modernité et d'innovation, en particulier en Afrique, grâce à des campagnes de marketing comme celle d'IBM. Cette idée séduit les décideurs africains en quête de développement futuriste, attirant ainsi touristes et investisseurs avec la promesse de solutions technologiques avancées et d'une qualité de vie améliorée. Toutefois, la définition et l'application de ce concept varient considérablement, englobant diverses initiatives utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour optimiser la gestion urbaine, la mobilité, l'efficacité énergétique et la qualité de vie des citoyens. L'article se focalise sur Diamniadio, une nouvelle ville en construction à 30 kilomètres à l'est de Dakar, au Sénégal, qui illustre l'ambition de créer une cité moderne intégrant les dernières

technologies pour devenir un modèle de développement urbain durable. La démarche se distingue par une analyse croisée mobilisant à la fois la littérature internationale sur les smart cities dans les pays du Sud global et un matériau empirique original résultant d'entretiens semi-directifs individuels entre 2017 et 2020. L'objectif est non seulement de documenter l'expérience sénégalaise en démontrant les défis, les progrès et les perspectives de cette initiative, mais également d'interroger les conditions de viabilité et d'appropriation locale d'un modèle largement façonné par des logiques globalisées.

Abstract

The concept of smart city is strongly promoted on a global scale as a symbol of modernity and innovation, particularly in Africa, thanks to marketing campaigns by companies like IBM. This idea appeals to African decision-makers seeking futuristic development, attracting tourists and investors with the promise of advanced technological solutions and an improved quality of life. However, the definition and implementation of this concept vary considerably, encompassing a range of initiatives that leverage information and communication technologies (ICT) to optimize urban management, mobility, energy efficiency, and citizens' quality of life. This article focuses on Diamniadio, a new city under construction 30 kilometers east of Dakar, Senegal, which exemplifies the ambition to build a modern city integrating the latest technologies to serve as a model for sustainable urban development. The approach is distinguished by a cross-analysis that draws both on international literature concerning smart cities in the Global South and on original empirical data collected through semi-structured individual interviews conducted between 2017 and 2020. The objective is not only to document Senegal's experience by highlighting the challenges, progress, and prospects of this initiative, but also to examine the viability and local ownership of a model largely shaped by globalized logics.

الملخّص

يعتبر مفهوم "المدينة الذكية" على مستوى العالم أفضل ما يعبّر عن الحداثة و التجديد، لا سيما في القارة الإفريقية، وذلك من خلال حملات تسويق كبرى تقوم بها شركات عالمية مثل IBM. يستقطب هذا المفهوم اهتمام صناع القرار الأفارقة الطامحين إلى تحقيق نموذج تنموي مستقبلي و يُنظر إليه باعتباره وسيلة لجذب الاستثمارات والسياح، بفضل ما يعد به من حلول تكنولوجية متقدمة وتحسين ملموس في جودة الحياة. ومع ذلك، فإن تعريف "المدينة الذكية" وتطبيقاته العملية يختلفان من سياق إلى آخر، إذ يتضمن المفهوم مجموعة واسعة من المبادرات التي تعتمد تقنيات المعلومات والاتصال بهدف تحسين الإدارة الحضرية، وتنظيم التنقل الحضري، وتعزيز الفعالية في مجال الطاقة، والارتقاء بمستوى معيشة المواطنين.

يركّز هذا المقال على تجربة مدينة ديامنياديو(Diamniadio)، وهي مدينة جديدة في طورالتشييد تقع على بُعد ثلاثين كيلومتراً شرق العاصمة السنغالية دكار. وتجسّد هذه المدينة الطموح السنغالي في بناء حاضرة عصرية متكاملة تعتمد أحدث ما توصلت إليه التكنولوجيا الحديثة ، لتصبح نموذجاً يحتذى به في مجال التنمية الحضرية المستدامة. وقد اعتمدنا في هذا المقال على مقاربة تحليلية تجمع بين استقراء الأدبيات الدولية حول المدن الذكية في دول الجنوب العالمي، والاستناد إلى معطيات ميدانية أصلية تم جمعها من خلال مقابلات شبه موجهة، أُجريت بين عامي 2017 و2020. ولا تقتصر أهداف هذا البحث على توثيق التجربة السنغالية من حيث التحديات والإنجازات والآفاق المستقبلية، بل تمتد كذلك إلى طرح تساؤلات حول شروط ديمومة هذا النموذج وقدرته على التكيف مع الظروف و التجذّر في البيئة المحلّيّة باعتباره منبثقا إلى حد بعيد من تصوّر مُعَولم.

Muhtasari

Dhana ya "mji mwema" inakuzwa kote ulimwenguni kama alama ya kisasa na uvumbuzi, haswa barani Afrika, kutokana na kampeni za uuzaji kama vile IBM. Wazo hili linawavutia watoa maamuzi wa Kiafrika wanaotafuta maendeleo ya baadaye, kuvutia watalii na wawekezaji kwa ahadi ya ufumbuzi wa hali ya juu wa kiteknolojia na ubora wa maisha ulioboreshwa. Hata hivyo, ufafanuzi na matumizi ya dhana hii hutofautiana kwa kiasi kikubwa, ikijumuisha mipango mbalimbali ya kutumia teknolojia ya habari na mawasiliano (ICT) ili kuboresha usimamizi wa miji, uhamaji, ufanisi wa nishati, na ubora wa maisha ya wananchi. Makala haya yanaangazia Diamniadio, jiji jipya linalojengwa kilomita 30 mashariki mwa Dakar, Senegal, ambalo linaonyesha nia ya kuunda jiji la kisasa linalounganisha teknolojia za hivi karibuni ili kuwa kielelezo cha maendeleo endelevu ya mijini. Mtazamo huu unatofautishwa na uchanganuzi mtambuka unaohamasisha fasihi ya kimataifa kuhusu miji mahiri katika nchi za Global South na nyenzo asilia za majaribio zinazotokana na usaili wa watu binafsi wa muundo nusu uliofanywa kati ya 2017 na 2020. Lengo si tu kuandika uzoefu wa Senegal kwa kuonyesha changamoto, maendeleo, na matarajio ya mpango huu, lakini pia kuhoji uwezekano wa kuwepo kwa mfano wa kimataifa wa hali ya kimataifa ya biashara mantiki.

Porto-Novo, ville-théâtre des masques africains

Fulbert Rodrigue Adjimehossou
Journaliste scientifique, IMO Sciences
Cotonou, Bénin
fulbertadjim@gmail.com

Capitale politique du Bénin, Porto-Novo, s'impose désormais aussi comme une ville-théâtre des masques africains. L'édition des 2 et 3 août 2025 du festival des Masques a une fois de plus plongé la « ville aux trois noms » dans une atmosphère où le sacré dialogue avec l'art, au cœur du *Bénin vodoun*.

Située à trente kilomètres de Cotonou et à cent vingt de Lagos, Porto-Novo devient, en août, au lendemain de la fête de l'indépendance, une escale incontournable. Le samedi 2 août, la ville entière vibrait au rythme des tambours et des clochettes, animée par des parades où les déités, dans une mise en scène spectaculaire, transforment le rituel en célébration collective. La prédominance de la couleur rouge, symbole de puissance et de vitalité, qui accompagne les processions accroche les regards. L'apogée de l'événement réside dans la grande parade de la cité des Aïnonvi, rassemblant plusieurs centaines de déités dans une mise en scène de Didier Sèdoha Nassegandé.

Cette édition 2025 a mis en lumière les femmes pour leur rôle central dans les rites vodoun, à travers leurs chants, gestes et savoirs. Les enfants, porteurs de l'avenir spirituel, étaient également honorés, rappelant l'importance de la transmission intergénérationnelle.

Une mosaïque de traditions et de symboles

La procession a transfiguré les cadres, ancrant les cultes dans la terre nourricière. Bassins de purification et dunes ont servi d'espaces symboliques aux divinités venues de diverses régions du Bénin et de l'Afrique de l'Ouest, captivant le public, sans dénaturer la dimension sacrée des pratiques.

Les masques N'nawi du Nigéria, incarnant les esprits de la brousse, les forces protectrices, l'autorité et la cohésion sociale, côtoyaient le Gounouko, imposant masque de tradition nago et yoruba, révélé par la voix et le chant de sa prêtresse. Les masques Guèlèdè, inscrits depuis 2008 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco, ont apporté leur énergie et leur

How to cite this paper:
Adjimehossou, F. R. (2025). Porto-Novo, ville-théâtre des masques africains. *Global Africa*, (11), pp. 32-33.
https://doi.org/10.57832/0xyv-hj83

Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

poésie au son du « gangan ». Quant au Zaouli de Côte d'Ivoire, également reconnu par l'Unesco, il demeure unique par ses danses rapides et son esthétique raffinée, symbole de beauté et de cohésion communautaire.

Les Zangbéto, « gardiens de la nuit » de Porto-Novo, étaient aussi présents, offrant des démonstrations impressionnantes. Les Egungun, revenants magnifiquement parés, rappelant dans leurs danses et leurs chants que « les morts ne sont pas morts ». Ces tableaux culturels ont égayé la marée humaine qui a fait le déplacement.

Entre art, science et spiritualité

Le festival des Masques de Porto-Novo ne se réduit pas à un spectacle. C'est aussi un espace de réflexion, de science et de transmission des savoirs. Dans la même ville, un colloque international s'est tenu le 2 août 2025 à l'École du patrimoine africain autour du thème : « IFA ƆRUNMILA : Introduction à une épistémologie ».

Des Bokonon ou Babalawo (prêtres du Fâ), venus principalement du Bénin, du Nigéria et du Togo, ont confronté leurs savoirs à ceux des scientifiques et universitaires. Ils ont questionné les pratiques, la déontologie, ainsi que l'universalité du Fâ.

Face à une modernité qui regarde souvent avec dédain les héritages du passé, le professeur titulaire de littérature africaine et président du comité des rites vodun du Bénin, Mahougnon Kakpo, assène que « le Fâ n'est pas une superstition, mais une sagesse universelle ». Dans la même veine, le professeur nigérian Kayode Eesuola a souligné les liens que les masques Ifa établissent entre le ciel et la terre en Afrique de l'Ouest. Selon Jean-Michel Abimbola, ministre béninois du Tourisme, de la Culture et des Arts, « Ifa constitue bien plus qu'un héritage spirituel. Il est une épistémologie à part entière, fondée sur l'observation, le symbole, la narration orale et la logique analogique ».

À l'issue de ces échanges, l'annonce a été faite de l'ouverture prochaine à Porto-Novo de la Maison Ifa, centre d'interprétation destiné à renforcer le dialogue entre chercheurs, praticiens, artistes et citoyens. En attendant, la cité historique de Ouidah s'apprête, en janvier 2026, à accueillir les Vodun Days, autre moment majeur de l'identité, de célébration du patrimoine spirituel et culturel africain.

Porto-Novo, City-Theater of African Masks

Fulbert Rodrigue Adjimehossou
Science Journalist, IMO Sciences
Cotonou, Benin
fulbertadjim@gmail.com

Since 2023, every year on the day after the national holiday, Porto-Novo transforms into a city-theater of African masks. The August 2–3, 2025 edition once again immersed the "city of three names" in an atmosphere where the sacred entered into dialogue with art, at the heart of *Vodoun in Benin*.

Located thirty kilometers from Cotonou and one hundred and twenty from Lagos, Porto-Novo becomes an essential stopover each August. On Saturday, August 2, the entire city throbbed to the rhythm of drums and bells, animated by parades in which divinities, through spectacular staging, transformed the ritual into a collective celebration. One element is immediately striking: the predominance of the color red, a symbol of power and vitality, which accompanied the processions. The climax of the event lies in the grand parade in the city of Aïnonvi, which brings together several hundred divinities.

This 2025 edition brought to light women for their central role in Vodun rites, expressed through their songs, gestures, and knowledge. Children, bearers of spiritual heritage, were also honored, underscoring the importance of intergenerational transmission.

A Mosaic of Traditions and Symbols

The procession transformed the settings, rooting the cults in the nurturing earth. Purification basins and dunes served as symbolic spaces for deities from various regions of Benin and West Africa, captivating the audience without compromising the sacred dimension of the practices.

The N'nawi masks of Nigeria, embodying forest spirits, protective forces, authority, and social cohesion, stood alongside the Gounouko, an imposing mask of Nago and Yoruba tradition, revealed through the voice and song of its priestess. The Guèlèdè, inscribed on UNESCO's Intangible Cultural Heritage list since 2008, brought their energy and poetry to life through the sound of the gangan. The Zaouli of Côte d'Ivoire, also recognized by UNESCO, remains unique for its rapid dances and refined aesthetics, symbolizing beauty and community cohesion.

How to cite this paper:
Adjimehossou, F. R. (2025). Porto-Novo, City-Theater of African Masks. *Global Africa*, (11), pp. 34-35.
https://doi.org/10.57832/c6vp-4k37

Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

The Zangbéto, Porto-Novo's "guardians of the night," were present as well, offering impressive demonstrations. The parade also welcomed the Egungun, magnificently adorned ancestors, whose dances and songs reminded that "the dead are not dead."

Between Art, Science, and Spirituality

The Festival of Masks is not merely a spectacle; it is also a space for reflection and the transmission of knowledge. This is why an international symposium was held on August 2, 2025, at the School of African Heritage, on the theme: "*Ifa, an Introduction to an Epistemology.*" Researchers and practitioners from Benin and the subregion discussed the scientific relevance of endogenous knowledge and examined questions of practice, ethics, and the universality of Ifa.

Professor Mahougnon Kakpo, president of the Vodun Rites Committee of Benin, reminded participants that "Ifa is not a superstition, but a universal wisdom." In the same vein, Nigerian professor Kayode Eesuola emphasized the links that Ifa masks establish between heaven and earth in West Africa. According to Jean-Michel Abimbola, Benin's Minister of Tourism, Culture, and the Arts, "Ifa is much more than a spiritual heritage. It is a full-fledged epistemology, grounded in observation, symbolism, oral narrative, and analogical logic."

At the conclusion of these discussions, the forthcoming opening of the Maison Ifa in Porto-Novo was announced, an interpretation center designed to strengthen dialogue among researchers, practitioners, artists, and citizens. Meanwhile, the city of Ouidah is preparing to host the Vodun Days in January 2026, another major occasion celebrating Africa's spiritual and cultural heritage.

Porto-Novo, mji wa maonyesho ya barakoa za Kiafrika

Fulbert Rodrigue Adjimehossou
Mwandishi wa habari za kisayansi, IMO Sciences, Cotonou, Benin
fulbertadjim@gmail.com

Kila mwaka tangu 2023, siku moja baada ya likizo ya kitaifa, Porto-Novo imebadilishwa kuwa jiji la maonyesho la barakoa za Kiafrika. Toleo la Agosti 2 na 3, 2025 kwa mara nyingine tena lilizamisha "mji wenye majina matatu" katika mazingira ambapo mazungumzo matakatifu na sanaa, katikati mwa *Benin Vodoun*.

Iko kilomita thelathini kutoka Cotonou na mia moja na ishirini kutoka Lagos, Porto-Novo inakuwa, mnamo Agosti, kituo muhimu. Siku ya Jumamosi, Agosti 2, jiji zima lilitetemeka hadi mdundo wa ngoma na kengele, zilizohuishwa na gwaride ambapo miungu, katika onyesho la kuvutia, hugeuza ibada hiyo kuwa sherehe ya pamoja. Kipengele kimoja mara moja hupiga: kutawala ya rangi nyekundu, ishara ya nguvu na uhai, ambayo inaambatana na maandamano. Kilele cha tukio kiko katika gwaride kuu la jiji la Aïnonvi, likileta pamoja miungu mia kadhaa.

Toleo hili la 2015 liliangazia wanawake kwa jukumu lao kuu katika ibada za Vodun, kupitia nyimbo zao, ishara na maarifa. Watoto, wabebaji wa mustakabali wa kiroho, pia waliheshimiwa, wakikumbuka umuhimu wa maambukizi kati ya vizazi.

Musa wa Mila na Alama

Maandamano hayo yaligeuza mazingira, yakiimarisha madhehebu katika ardhi yenye lishe. Vidimbwi vya utakaso na vilima vilitumika kama nafasi za ishara kwa miungu kutoka maeneo mbalimbali ya Benin na Afrika Magharibi, na kuwavutia watazamaji bila kupotosha mwelekeo mtakatifu wa mazoea.

Vinyago vya N'nawi kutoka Nigeria, vinavyojumuisha roho za msituni, nguvu za ulinzi, mamlaka, na mshikamano wa kijamii, vikiwa vimeshikana mabega na Gounouko, kinyago kikubwa cha utamaduni wa Nago na Kiyoruba, kilichofichuliwa na sauti na wimbo wa kasisi wake wa kike. Guèlèdè, iliyoorodheshwa kama Tovuti ya Turathi Zisizogusika ya UNESCO tangu 2008, ilileta nguvu

How to cite this paper:
Adjimehossou, F. R. (2025). Porto-Novo, mji wa maonyesho ya barakoa za Kiafrika. *Global Africa*, (11), pp. 36-37.
https://doi.org/10.57832/cdzn-6s79
Published: June 20, 2025
© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

na ushairi wao kwa sauti ya «gangan.» Kuhusu Zaouli ya Ivory Cost, inayotambuliwa pia na UNESCO, inasalia kuwa ya kipekee kwa densi zake za kasi na urembo ulioboreshwa, ishara ya urembo na mshikamano wa jamii.

Zangbéto, «walinzi wa usiku» wa Porto-Novo, pia walikuwepo, wakitoa maonyesho ya kuvutia. Gwaride hilo kwa kawaida pia lilikaribisha Egungun, makumbusho yaliyopambwa kwa uzuri, na kutukumbusha katika ngoma zao na nyimbo kwamba «wafu hawajafa.»

Kati ya Sanaa, Sayansi, na Kiroho

Tamasha la Mask ni zaidi ya utendaji tu: pia hutoa nafasi ya kutafakari na usambazaji wa ujuzi. Hii ndiyo sababu mkutano wa kimataifa ulifanyika tarehe 2 Agosti 2025, katika Shule ya Urithi wa Kiafrika, ukilenga mada: «*Ifa, Utangulizi wa Epistemology*.» Watafiti na watendaji kutoka Benin na eneo jirani walijadili umuhimu wa kisayansi wa maarifa asilia na kutilia shaka mazoea, maadili, na ulimwengu wa Fa.

Profesa Mahougnon Kakpo, Rais wa Kamati ya Maadili ya Vodun ya Benin, alisisitiza kwamba «Fa sio ushirikina, lakini hekima ya ulimwengu wote.» Katika hali kama hiyo, Profesa Kayode Eesuola wa Nigeria aliangazia uhusiano ambao vinyago vya Ifa huanzisha kati ya mbingu na dunia katika Afrika Magharibi. Kulingana na Jean-Michel Abimbola, Waziri wa Utalii, Utamaduni, na Sanaa wa Benin, «Ifa inajumuisha zaidi ya urithi wa kiroho. Ni epistemolojia kwa haki yake yenyewe, inayojikita kwenye uchunguzi, ishara, masimulizi ya mdomo, na mantiki ya mlinganisho.»

Kufuatia mijadala hii, tangazo lilitolewa kuhusu ufunguzi ujao katika Porto-Novo ya Ifa House, kituo cha ukalimani kilichoundwa ili kuimarisha mazungumzo kati ya watafiti, watendaji, wasanii, na wananchi. Wakati huo huo, mji wa Ouidah unajiandaa kuandaa Siku za Vodun mnamo Januari 2026, sherehe nyingine kuu ya urithi wa kiroho na kitamaduni wa Kiafrika.

بورتو نوفو (Porto-Novo): مدينة الأقنعة

فولبير رودريغ أَدجيمِهوسو (Fulbert Rodrigue Adjimehossou)
صحفي علمي، IMO Sciences، بنين
fulbertadjim@gmail.com

منذ عام 2023، تتحوّل مدينة بورتو نوفو (Porto-Novo) كلّ سنة غداة العيد الوطني، إلى مسرح مفتوح يحتفي بالأقنعة الإفريقية. ومرّة أخرى أضفت الدورة التي انتظمت بين الثاني والثالث من أغسطس/آب 2025 على هذه المدينة المكنّاة ب «ذات الأسماء الثلاثة» أجواء روحانية تتناغم فيها القداسة مع الفن مستلهمة من تقاليد الفودون (vodoun) في البنين (Bénin).

تقع « بورتو نوفو «على بُعد ثلاثين كيلومتراً فقط من كوتونو (Cotonou)، وعلى مسافة مئةٍ وعشرين كيلومتراً من لاغوس (Lagos)، وتتحوّل خلال شهر أغسطس إلى محطة لا مفرّ من الوقوف فيها وعليها في المشهد الثقافي الإقليمي. في يوم السبت، الثاني من أغسطس، كانت المدينة بأسرها تنبض على إيقاع الطبول ورنين الأجراس في أجواء احتفاليّة تخلّلتها مواكب استعراضية وأحيتها كائنات روحيّة بعروض مسرحية وفرجوية مبهرة تحوّلت إلى طقس جماعي. وأول ما يلفت الانتباه في هذا المشهد هو الحضور الطاغي للّون الأحمر، إذ يغلب على ملابس المحتفلين ويتصدّر المشهد البصري لمواكبهم بكلّ ما يحمله هذا اللون من رمزية للقوة والحيوية، وتبلغ الاحتفالات ذروتها في العرض الكبير الذي تحتضنه مدينة آينونفي (Aïnonvi)، حيث تتجمّع مئات الكائنات الروحيّة في مشهد احتفالي مهيب، يُجسّد غنى الموروث الروحي وعراقة الطقوس الدينية لدى الشعوب التي ما تزال تحافظ على صلتها العميقة بالمقدّس.

أبرزت دورة سنة 2025 مكانة النسوة بوصفهنّ المحور الأساس الذي تدور عليه الطقوس الفودونية (vodoun)، وذلك من خلال أناشيدهنّ وإيماءاتهنّ الطقسية، ومعارفهنّ المتجذّرة في الذاكرة الجماعية. لقد أُعيد الاعتبار لدورهنّ في الحفاظ على هذه الطقوس وصونها من التلاشي والضياع دون إغفال دور الأطفال، الذين يعتبرون حَمَلة المستقبل الروحي وضمانة استمرارية هذا الموروث الرمزي من جيل إلى آخر. فنالوا، بدورهم، التكريم الذي يليق بمكانتهم.

فسيفساء من الرموز والتقاليد الإفريقية

لقد أضفى الموكب الاحتفالي طابعاً خاصا على المكان وجعله محمّلا بالرموز والمعاني الروحية. ورُسّخت الطقوس في الأرض الأم، حيث تحوّلت الأحواض المائية المُخصّصة للتطهير والكثبان الرملية إلى مسارح رمزية لظهور الكائنات الروحيّة التي قدمت إلى المدينة من مختلف مناطق «البنين» وغرب إفريقيا، في عروض استقطبت اهتمام الحاضرين دون أن تُفرغ الممارسات الاحتفاليّة من طابعها

How to cite this paper:
(Adjimehossou, F. R. (2025 .بورتو نوفو (Porto-Novo): مدينة الأقنعة
.Global Africa, (11), pp. 38-39
Published: September 20, 2025
https://doi.org/10.57832/rt21-na02
© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

القُدسي. وقد برزت، على وجه الخصوص، أقنعة نناوي (N'nawi) القادمة من نيجيريا (Nigéria)، والتي تُجسّد أرواح الأحراش والقوى الحامية والسلطة المجتمعية والتضامن الجماعي جنبا إلى جنب مع قناع غونوكو (Gounouko) المهيب، المنتمي إلى تقاليد الناغو (nago) واليوروبا (yoruba)، وقد رافقته الكاهنة بصوتها وإيقاعاتها، لتُعيد إليه قداسته من خلال أداء صوتي مُفعم بالقوة والرهبة. أمّا طقوس غيليدي (Guèlèdè)، المدرَجة منذ سنة 2008 ضمن قائمة التراث الثقافي غير المادي للإنسانية لدى منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلوم والثقافة: اليونسكو، فقد أضفت على الاحتفال أبعاداً شعرية وروحية استثنائية، حيث امتزجت الإيقاعات النابضة لطبلة «غانغان (gangan)» مع الحركات الرمزية للأقنعة، في مشهد يُجسّد الحكمة النسائية والخصوبة والتوازن الكوني. ومن الكوت دي فوار (Côte d'Ivoire)، فقد شارك في هذه الدورة قناع الزاولي (Zaouli)، المُعترف به هو أيضاً من قِبل اليونسكو، ليُبهر الحاضرين برقصاته السريعة، وتناسقه الحركي الفريد، وجمالياته الفائقة التي تجعل منه رمزا للجمال والتضامن بين أفراد الجماعة.

من جهة أخرى كان للزانغبيتو (Zangbéto)، المعروفين بـ«حرّاس الليل» لبورتو نوفو (Porto-Novo)، حضور بارز ومؤثر بتقديمهم عروضًا مدهشة كما احتفت المواكب، بطبيعة الحال، بالإيغونغون (Egungun)، الأرواح العائدة من عالم الأسلاف، الذين تألقوا بأزياءٍ رائعة وزخارفٍ بديعة، مؤكدين من خلال رقصاتهم وأناشيدهم أن «الأموات ليسوا أمواتًا» بل هم أحياء في الذاكرة و ومن خلال الطقوس.

بين الفن والعلم والروحانية

لا يمكن اختزال مهرجان الأقنعة في مجرّد حدث فرجوي وعرض فنّيً فحسب، وإنّما ينبغي النظر إليه بوصفه فضاءً معرفيًا تأمليًا للتفكير ونقل المعارف. لذلك، عُقد في 2 أغسطس/آب 2025 مؤتمرٌ دولي في مدرسة التراث الإفريقي (École du patrimoine africain) تحت عنوان: «الإفا (Ifa)، مدخل إلى إبستمولوجيا [مخصوصة] شارك فيه باحثون أكاديميون وحملة معارف طقسيّة وتقليديّة من «البنين» ومن منطقة غرب إفريقيا عموما تناولوا بالبحث أبعاد المعارف المحلّية وطرق تحليلها وفهمها علميّا وناقشوا الممارسات والضوابط الأخلاقية ذات الصلة، إضافة إلى التساؤل عن مدى شمولية منظومة الفا (Fa)وذيوعها .وقد أتاح هذا اللقاء فرصة لإعادة تقييم قيمة المعرفة التقليدية من منظور أكاديمي معاصر، مع التأكيد على عمق الأبعاد الروحية والإنسانية لهذه المنظومة.

الفا (Fa): منطقُ الحكمة، لا خرافة العادات

في أشغال هذا المؤتمر أكّد البروفيسور ماهوغنون كاكبو (Mahougnon Kakpo)، رئيس لجنة الطقوس الفودونية في «البنين»، خلال مداخلته، أنّ «الإفا (IFa) ليست من جنس المعتقدات الباطلة والبالية، بل هي حكمةٌ كونيةٌ قائمة على أسس معرفية متينة». وفي الاتجاه ذاته، أبرز البروفيسور النيجيري كايوودي إيسوالا (Kayode Eesuola) الوظيفة الرمزية لأقنعة الإفا (Ifa)، مبيّنًا أنها تمثّل وسيلة لربط الروحاني بالمادّي في تقاليد شعوب غرب إفريقيا. أمّا وزير السياحة والثقافة والفنون في بنين، جان-ميشيل أبيمبولا (Jean-Michel Abimbola)، فقد ذهب أبعد من ذلك، مؤكّدًا « أنّ « الإفا (Ifa) ليست مجرّد تراث روحي، بل هي منظومة معرفية مكتملة الأركان (إبستمولوجيا)، تستند على الملاحظة، والرمزية، والسرد الشفهي، والمنطق التمثيلي «.

وفي ختام النقاشات العلمية والفكرية التي شهدها المؤتمر، أُعلِن رسميًّا عن مشروع افتتاح «بيت الفا» (Maison Ifa) في مدينة «بورتو نوفو» خلال الأشهر المقبلة ليكون مركزا تفسيريًا غايته تعزيز التفاعل والحوار بين الباحثين والحاملين للمعارف والطقوس التقليديّة والفنانين والمواطنين. وفي الأثناء، تستعد مدينة ويداه (Ouidah) لاحتضان فعالية «أيام الفودون» (Vodun Days) في يناير/كانون الثاني 2026 لتضرب موعدًا مآخر في رزنامة الاحتفالات بالتراث الروحي والثقافي الإفريقي.

©Présidence du Bénin

Décrypter la singularité démocratique du Somaliland dans la Corne de l'Afrique

Kalewongel Minale
Université de Baher Dar, Ethiopian Civil Society Organizations Council (ECSOC), Éthiopie
kalewongel@gmail.com

How to cite this paper:
Minale, K. (2025). Décrypter la singularité démocratique du Somaliland dans la Corne de l'Afrique. *Global Africa*, (11), pp. 41-56.
https://doi.org/10.57832/8t5r-tp94

Received: April 26, 2025
Accepted: August 14, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Dans une région souvent caractérisée par des régimes autoritaires et peu démocratiques, le Somaliland, république autoproclamée située au nord-ouest de la Somalie, se distingue comme une anomalie démocratique. La récente élection présidentielle de novembre 2024, saluée pour son déroulement libre et équitable ainsi que pour le transfert pacifique du pouvoir entre le président sortant et l'opposition, a été considérée comme un événement remarquable. Cette étude examine les conditions ayant favorisé cette expérience démocratique naissante au Somaliland et explore les enseignements potentiels pour d'autres pays de la région. La recherche s'appuie sur une analyse de la littérature primaire et secondaire, ainsi que sur une étude approfondie du paysage politique de la région et du Somaliland.

Mots-clés

Somaliland, démocratie électorale, rareté, Corne de l'Afrique, élections démocratiques

Introduction

Dans une région largement marquée par les conflits et une pratique généralisée de l'autoritarisme, le Somaliland représente une exception notable. Bien qu'il ne soit pas officiellement reconnu par la communauté internationale, il s'est imposé comme une entité politique pacifique, stable et démocratique. Des observateurs chevronnés, fascinés par son histoire à succès, ont décrit cette petite entité politique en termes élogieux, la qualifiant notamment de « rare réussite » (Bryden, 2005), de « pays qui a réussi » (Shinn, 2002), de « merveille africaine méconnue » (Aboa-Bradwell, 2011), de « secret le mieux gardé d'Afrique » (Jhazbhay, 2003), de « chef-d'œuvre des élections africaines » (Medhane, 2010), etc. Cependant, ces caractérisations ne doivent pas conduire à des attentes trop optimistes concernant le Somaliland car elles, occultent non seulement les défis et les limites importants inhérents aux processus démocratiques du pays, mais contribuent également à une perception exagérée des progrès politiques du pays.

Le Somaliland reste un État fragile et sous-financé, doté d'infrastructures rudimentaires et de ressources limitées. Bien qu'il jouisse d'une paix et d'une stabilité généralisées, celles-ci restent insuffisamment développées. La transition démocratique, bien que prometteuse, demeure partielle et chaotique (Walls, 2014). Le gouvernement est faible et limité tant dans ses pouvoirs despotiques que dans ses infrastructures. L'économie repose essentiellement sur le secteur privé, qui exerce une influence considérable sur le gouvernement. Sa quête de reconnaissance politique reste difficile à atteindre, ce qui entrave la croissance économique et la prospérité en limitant l'accès à l'aide au développement et aux prêts internationaux.

Malgré ces défis, le Somaliland a accompli des progrès notables. Contrairement à son voisin méridional et à de nombreux autres pays de la région, il a réalisé des avancées substantielles en matière de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de démocratisation. Il s'est remis avec succès des crises sécuritaires du début des années 1990, mettant en place un gouvernement fonctionnel et un environnement pacifique propice à la relance économique. Au cours des quinze dernières années, le Somaliland a montré son engagement en faveur de la démocratisation en organisant une série d'élections réussies et en formant un gouvernement démocratique, un exploit que peu d'autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient ont réussi à accomplir (Hansen & Bradbury, 2007, p. 461).

Si les progrès en matière de construction de l'État et de consolidation de la paix sont significatifs, cette étude se concentre sur ses avancées en matière de démocratie. Elle examine comment le Somaliland est devenu une entité politique démocratique et explore les enseignements potentiels pour d'autres pays de la région.

L'étude est structurée en cinq sections. La première section présente une analyse conceptuelle et théorique des régimes démocratiques, jetant les bases pour considérer le Somaliland comme une démocratie électorale. La deuxième section offre un aperçu du contexte politique et de la situation du Somaliland. La troisième section examine la démocratisation dans la Corne de l'Afrique et explique en quoi le Somaliland se distingue. La quatrième section analyse les facteurs qui favorisent la consolidation de la démocratie au Somaliland. Enfin, la dernière section examine les enseignements qui peuvent être tirés et questionne la transférabilité de l'expérience du Somaliland à d'autres contextes régionaux.

Cadre théorique

Les critères utilisés pour distinguer les démocraties des autocraties oscillent entre des approches minimalistes, maximalistes et hybrides. L'approche minimaliste, influencée par la théorie démocratique du célèbre économiste autrichien Joseph Schumpeter (1883-1950), conçoit les régimes démocratiques comme des démocraties électorales. Schumpeter définissait la démocratie comme « le système institutionnel permettant de prendre des décisions politiques dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de décider au moyen d'une lutte concurrentielle pour obtenir les suffrages du peuple » (Schumpeter, 2003, p. 269). Dans cette perspective, les démocraties sont des régimes dans lesquels les postes clés du gouvernement sont pourvus par le biais d'élections multipartites, concurrentielles, libres et équitables. Dans les démocraties électorales, les élections sont véritablement disputées et les titulaires cèdent pacifiquement le pouvoir lorsqu'ils sont battus (Bidner et al., 2014, p. 2). Selon Diamond (1996, p. 21 ; 2002, pp. 21-22), les démocraties électorales contemporaines garantissent également un minimum de libertés civiles et politiques, notamment la liberté d'organisation, d'expression et de réunion, qui sont nécessaires à la tenue d'élections significatives, au débat politique et à la campagne électorale. Cependant, ces libertés ne sont que partielles. Les démocraties électorales prêtent généralement peu d'attention aux droits fondamentaux des individus et des minorités (Diamond, 1996, p. 21 ; Morlino, 2008, p. 9 ; Mukand & Rodrik, 2015, p. 1).

L'approche maximaliste, en revanche, repose sur une conception beaucoup plus large et étendue de la démocratie. Elle critique l'approche minimaliste, jugée trop restrictive car centrée sur les élections (Merkel, 2004). La démocratie est plutôt largement comprise comme comprenant des élections

compétitives et d'autres institutions essentielles à la sauvegarde des droits civils et politiques des citoyens et des groupes minoritaires. Selon cette approche, les démocraties se distinguent par les élections multipartites compétitives qu'elles organisent et par la garantie qu'elles offrent des droits civils et politiques plus substantiels dans le cadre d'un état de droit fort (Diamond, 2002, p. 25). Ces formes de régimes démocratiques sont généralement qualifiées de démocraties libérales (Mukand & Rodrik, 2015, p. 1) et correspondent à plusieurs pays occidentaux classés comme libres par Freedom House.

Une troisième approche, largement connue sous le nom d'approche hybride, s'est récemment imposée comme une perspective très utile pour comprendre les régimes politiquement ambigus qui ne sont ni démocratiques (libéraux ou électoraux) ni totalement autocratiques. La littérature sur les régimes hybrides propose toute une série de conceptions de ces régimes, et les sous-types identifiés sont nombreux (voir Collier & Levitsky, 1997 ; Levitsky & Way, 2002, p. 51). Cependant, ces régimes sont largement identifiés en fonction de leurs caractéristiques mixtes, combinant certaines règles, procédures et institutions démocratiques à des degrés variables de gouvernance autoritaire (Levitsky & Way, 2002, p. 51). Les régimes hybrides ont été considérés comme des formes de démocraties transitionnelles, mais ils sont également de plus en plus considérés comme des variantes de l'autoritarisme (Levitsky & Way, 2010, p. 4).

Dans la plupart des régimes hybrides, les élections multipartites sont courantes. Cependant, ces élections sont organisées dans le but principal de légitimer le pouvoir en place et de masquer la réalité de la domination autoritaire (Ekman, 2009, p. 9 ; Diamond, 2002, p. 24). Les partis d'opposition et leurs partisans sont soumis à de fortes pressions , et lorsque les résultats des élections menacent le pouvoir en place, alors le processus est manipulé.

Si ces travaux ont permis de mieux distinguer les démocraties des régimes non démocratiques, ils ont été largement critiqués en raison de leur orientation principalement occidentalo-centrée. En réponse, un nombre croissant de travaux universitaires menés à travers le continent africain plaident en faveur de l'intégration des normes et pratiques africaines indigènes et traditionnelles comme éléments fondamentaux de la gouvernance. L'une de ces perspectives souligne la valeur des systèmes décisionnels traditionnels africains, en particulier ceux fondés sur le consensus, comme alternative viable aux modèles démocratiques libéraux dominants en Occident.

Parmi les penseurs de la question, il y a notamment le philosophe Kwasi Wiredu (1995) qui remet en question la légitimité des partis politiques formels et du système multipartite, arguant qu'il s'agit là d'impositions occidentales inadaptées au contexte sociopolitique africain. Il propose un « système consensuel sans partis » comme modèle de gouvernance plus conforme à la culture locale. Contrairement aux principes majoritaires de la démocratie libérale, Wiredu affirme que le consensus est la marque distinctive de la vie politique africaine traditionnelle. Il déclare : « La prise de décision dans la vie et la gouvernance traditionnelles africaines repose généralement sur le consensus. » S'appuyant sur les pratiques de diverses communautés africaines, notamment les Ashanti du Ghana, Wiredu reconnaît les limites des systèmes traditionnels pour faire face à la complexité de la gouvernance moderne. Néanmoins, il soutient qu'un système consensuel non partisan mérite d'être « pris au sérieux » en Afrique (Wiredu, 1995).

La proposition de Wiredu a suscité un débat important sur le rôle des systèmes et des acteurs traditionnels africains dans les processus démocratiques contemporains. De nombreux chercheurs ont salué ses efforts pour ancrer la gouvernance dans les structures indigènes, considérant son travail comme une contribution significative à la recherche de modèles démocratiques durables, ancrés localement et enracinés dans la culture (Fayemi, 2010, p. 218 ; Olanipekun, 2020, pp. 6-8). Cependant, des critiques ont émis des réserves quant à l'adéquation des structures traditionnelles pour relever les défis contemporains en matière de gouvernance. Certains ont remis en question les hypothèses fondamentales de la démocratie consensuelle, en particulier l'existence présumée d'un intérêt commun et les cadres normatifs qui facilitent le consensus (Fayemi, 2010, pp. 218-2019 ; Eze, 1997).

Si l'analyse de Wiredu se concentre sur les Ashanti, des caractéristiques similaires peuvent être observées dans le système de gouvernance du Somaliland. Son système démocratique est en effet profondément imprégné de structures traditionnelles, en particulier le système Xeer, qui joue un rôle central dans la résolution des conflits. La chambre haute du parlement du Somaliland, le Guurti, est composée d'anciens issus des clans, illustrant l'intégration de l'autorité coutumière dans la gouvernance formelle. Par ailleurs, bien que le Somaliland fonctionne comme une démocratie électorale avec des partis politiques, la concurrence entre les partis est limitée à trois entités politiques afin de favoriser le consensus entre les clans. Ce dispositif hybride, combinant institutions traditionnelles et pratiques de gouvernance modernes a contribué à maintenir la stabilité et à renforcer l'ancrage des pratiques démocratiques dans cette république non reconnue.

Dans cette étude, le Somaliland est considéré comme un exemple de démocratie électorale émergente. Ce petit État non reconnu est en effet le seul pays de la région classé comme partiellement libre dans le rapport 2016 de Freedom House. Au cours des quinze dernières années, il a organisé une série d'élections, largement considérées comme compétitives, libres et équitables (Abokor et al., 2006, p. 8 ; Hansen & Bradbury, 2007, p. 465). Contrairement à de nombreux autres pays de la région, le processus électoral y a permis une alternance du pouvoir et une transition pacifique. Néanmoins, plusieurs lacunes persistent : la faible participation des femmes et des groupes marginalisés, la persistance de pratiques autoritaires, une gouvernance patrimoniale et de fréquentes violations constitutionnelles, autant de facteurs qui fragilisent l'intégrité de ses institutions démocratiques.

Ces lacunes font que le Somaliland ne peut être considéré comme une démocratie libérale. Cependant, il est également loin d'être un régime hybride, principalement parce que, contrairement à de nombreux régimes de ce type, l'élite politique du Somaliland a fait preuve d'un engagement remarquable en faveur de la gouvernance démocratique. En outre, les élections au Somaliland se sont distinguées par une concurrence intense et significative, une alternance du pouvoir et une transition postélectorale sans heurts.

Le Somaliland : État et politique

Le récit de l'émergence de l'État moderne a été articulé à travers divers prismes théoriques et historiques. Ceux-ci vont des théories hypothétiques du contrat social à des récits plus fondés sur l'histoire, tels que la conception de la guerre comme moyen de construction de l'État. Charles Tilly, dans son célèbre dicton « la construction de l'État comme moyen de faire la guerre », propose une explication historiquement nuancée de la formation de l'État, soulignant le rôle central de la guerre dans le développement des États modernes.

Selon Tilly, l'expérience de la guerre a joué un rôle déterminant dans la consolidation du pouvoir étatique. Les sociétés européennes, confrontées à des luttes incessantes pour leur survie dans un contexte darwinien où les plus faibles étaient inévitablement marginalisés, ont été contraintes de développer des structures étatiques efficaces pour se défendre contre les menaces extérieures. Ces dernières ont poussé à la création d'États tout aussi robustes par les sociétés rivales (Clapham, 2001, p. 1). Dans ce processus, la conduite de la guerre a facilité la centralisation de l'autorité, réduisant l'autonomie des vassaux quasi indépendants et imposant la nécessité d'un système d'encadrement efficace, grâce auquel les ressources sociales pouvaient être mobilisées et organisées (Clapham, 2001, p. 2).

Cette nécessité impérative de mobiliser des ressources, principalement à des fins militaires, a catalysé l'émergence de bureaucraties nationales capables d'extraire des ressources, en particulier de la main-d'œuvre par la conscription et des actifs financiers par la fiscalité. Ces bureaucraties ont permis le déploiement d'armées citoyennes, qui ont joué un rôle central dans la formation de l'État-nation européen moderne entre 1792 et 1945. Ce processus a surtout contribué à la formation de ce qu'on appelle la « communauté imaginée », laquelle a conféré à l'appareil coercitif de l'État une légitimité morale, favorisant ainsi la participation volontaire et, dans de nombreux cas, le

sacrifice de soi parmi les citoyens (Clapham, 2001, p. 1). Cette communauté imaginée a ensuite sous-tendu le développement de la participation publique, de la responsabilité gouvernementale et de la fourniture de services sociaux par l'État (Clapham, 2001).

Si cette trajectoire caractérise l'émergence de l'État moderne en Europe, la genèse de la plupart des États africains — à l'exception de l'Éthiopie et du Libéria — peut être attribuée à l'imposition coloniale. Ces États n'ont pas connu de processus de formation étatique par la guerre ; ils sont plutôt le produit de conquêtes extérieures menées par des puissances impériales dont les capacités militaires surpassaient largement celles des sociétés africaines indigènes (Clapham, 2001). La Corne de l'Afrique constitue toutefois une exception notable. Clapham soutient que cette région présente une relation plus intense et plus prolongée entre la guerre et la formation de l'État que toute autre partie du continent, offrant ainsi un contexte unique dans lequel cette relation peut être examinée plus efficacement (Clapham, 2001, p. 2).

Néanmoins, l'impact des conflits armés dans la Corne de l'Afrique est complexe et multiforme, et la corrélation entre les conflits et la formation des États est loin d'être déterministe (Clapham, 2001, p. 9). Des États, tels que Djibouti, la Somalie, le Somaliland et le Soudan, à l'instar de leurs homologues ailleurs en Afrique, ont été initialement façonnés par l'héritage colonial (Bereketeab, 2007, pp. 39-40). Cependant, l'expérience de la guerre fournit une explication rudimentaire sur l'émergence d'États tels que l'Éthiopie et les entités sécessionnistes de l'après-guerre froide que sont l'Érythrée, le Somaliland et le Soudan du Sud (Dias, 2013 ; Clapham, 2001).

De plus, les trajectoires divergentes des États de la Corne de l'Afrique illustrent que la guerre a produit des résultats variés : la formation réussie d'un État (par exemple, l'Érythrée, le Soudan du Sud, le Somaliland), la désintégration d'un État (la Somalie), ou encore l'affaiblissement d'un État (comme l'Éthiopie et l'Érythrée après le conflit de 1998-2000) (Dias, 2013, p. 5).

L'émergence de nouveaux États dans la Corne de l'Afrique pendant la période post-guerre froide est étroitement liée à la récurrence des conflits violents dans la région (Clapham, 2001 ; Jacquin-Berdal, 2002, cité dans Dias, 2013, p. 5). Des guerres prolongées, parfois sur plusieurs décennies, ont joué un rôle déterminant dans la création de nouveaux États. L'Érythrée et le Soudan du Sud, par exemple, ont vu le jour à la suite de deux des conflits les plus longs et les plus dévastateurs d'Afrique (Dias, 2013, p. 5). De même, la formation du Somaliland a été précipitée par une guerre qui a conduit à la désintégration et à l'effondrement de la Somalie, entraînant l'émergence d'entités autonomes autoproclamées.

Bien qu'elle ait brièvement existé en tant qu'État souverain en 1960, la République du Somaliland a été créée en mai 1991. L'indépendance a été proclamée lors d'une grande conférence nationale des peuples du Nord à laquelle ont participé des représentants des clans du Somaliland et du Mouvement national somalien (MNS), mouvement nordiste qui a pris le contrôle de la majeure partie du nord-ouest après la chute du régime de Siad Barre. La conférence a abrogé l'acte d'union qui unissait le Somaliland au territoire sous tutelle italienne dans le sud et a proclamé la (re)naissance de la République du Somaliland. Depuis lors, le Somaliland est devenu l'un des États les plus pacifiques et les plus stables de la région. Cependant, la reconnaissance politique de la république reste difficile à obtenir, plus d'un quart de siècle après la déclaration d'indépendance du pays en 1991.

D'une superficie comparable à celle de l'Angleterre et du Pays de Galles, la République du Somaliland est bordée à l'ouest par Djibouti, au nord par le golfe d'Aden, à l'est par l'Éthiopie et au sud par le Puntland. Le territoire est divisé en six régions : Woqooy Galbeed, Awdal, Togdheer, Sahil, Sannag et Sool. Bien que le gouvernement du Somaliland revendique la souveraineté sur l'ensemble de ces régions, son autorité sur certaines parties du Sannag et du Sool reste très contestée par l'État autonome du Puntland en Somalie. Ce conflit de juridiction empêche le Somaliland d'étendre les avancées réalisées en matière de paix et de démocratie à l'ensemble du territoire.

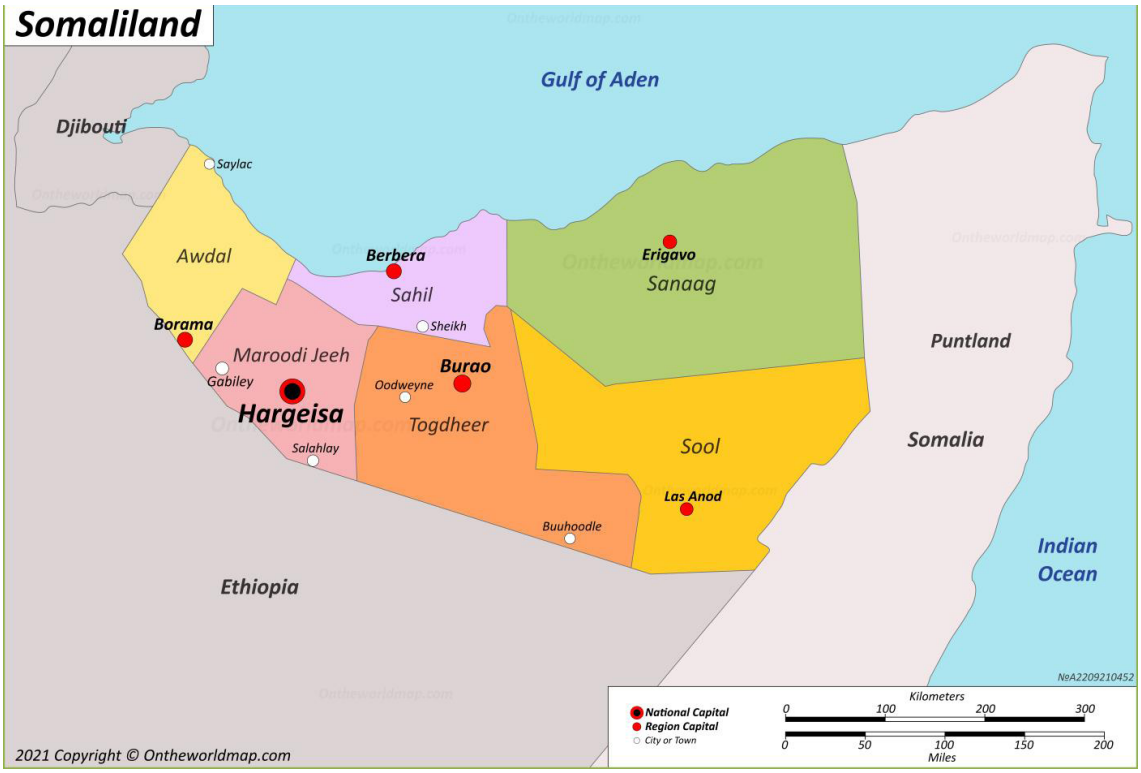

Figure 1 : Carte du Somaliland
Source : Ontheworldmap.com (2021)

La population du Somaliland est estimée à 3,4 millions d'habitants (Somaliland Government, 2010, p. 63). La grande majorité appartient à cinq clans principaux : les Issaq, les Issa, les Gadabursi (Sommoron), les Dhulbahante et les Warsengli (Bradbury, 2008, p. 52). Les Issaq constituent le groupe le plus nombreux et le plus influent sur les plans politique et économique. Cependant, les Issaq ne constituent pas une entité unifiée. Ils se divisent en six sous-clans principaux : les Habar Yunis et les Idagalle (souvent regroupés sous l'appellation Garhajis), les Habar Ja'lo, les Habar Awal (Issa Mussa et Sa'ad Mussa), les Arabes et les Ayuub.

Pendant plus d'une décennie, le Somaliland a été administré selon un système politique hybride, connu localement sous le nom de « système beel », combinant des éléments du système traditionnel, discursif, consensuel et clanique, avec des structures institutionnelles modernes telles que la présidence exécutive, le cabinet et un parlement bicaméral. Ce système hybride de gouvernance est largement considéré comme le facteur déterminant de la paix et de la stabilité dont jouit aujourd'hui le pays. En outre, les progrès réalisés en matière de gouvernance et de consolidation de la paix ont servi de base au processus de transition démocratique engagé au début des années 2000.

La transition vers un régime démocratique a commencé par la mise en place des cadres juridiques et institutionnels nécessaires. La Constitution, adoptée en 2001 à une majorité écrasante de 97 % des électeurs, prévoit un système multipartite fondé sur trois partis politiques officiels qui seraient déterminés en fonction des résultats des élections locales. Les partis politiques claniques sont interdits. Ils doivent avoir une assise nationale.

Tableau 1 : Partis politiques nationaux du Somaliland

2003-2011	**2012-2022**
Parti démocratique populaire uni (Udub)	Parti Kulimye (unité)
Parti Kulimye (unité)	Parti pour la justice et le développement
Parti pour la justice et le bien-être (Ucid)	Parti Wadani (national)

Outre la Constitution, plusieurs autres instruments juridiques ont défini les dispositions légales nécessaires à la bonne tenue des élections. Il s'agit notamment de la loi sur les associations et les partis politiques, de la loi sur les élections présidentielle et municipales (2001), de la loi sur les élections législatives (2005) et de la loi sur l'inscription des électeurs (2007) (Interpeace & APD, 2015, p. 40). Si ces lois électorales ont sans conteste contribué à définir la trajectoire démocratique du Somaliland, elles ont néanmoins été critiquées pour être « faibles, incomplètes et incohérentes » (Interpeace & APD, 2015, p. 12).

Sur le plan institutionnel, la Commission électorale nationale (NEC) constitue l'organe principal chargé d'organiser et de superviser les élections. La NEC a été créée en 2001. Cependant, elle a été largement sous-financée et a manqué de personnel permanent qualifié et formé (Interpeace et APD, 2015, p. 36), ce qui a constitué un défi majeur pour la conduite des élections au Somaliland (Abokor et al., 2006, p. 14 ; Walls & Kibble, 2011, p. 36).

Les Somalilandais ont, dans l'ensemble, manifesté un vif intérêt pour la vie politique et participé largement aux élections nationales. Les femmes et les jeunes, notamment, se sont mobilisés en nombre lors des différentes élections. Néanmoins, en raison de l'absence de recensement et de registre électoral fiable, il a été difficile d'évaluer le taux de participation.

Tableau 2 : Participation électorale au Somaliland

Élections	Suffrages exprimés
Le référendum constitutionnel (2001)	1,19 million
Les premières élections régionales (2002)	440 067
La première élection présidentielle (2003)	488 039
Les premières élections législatives (2005)	670 328
La deuxième élection présidentielle (2010)	538 246
Les deuxièmes élections régionales (2012)	810 858
L'élection présidentielle (2017)	555 142

Source : Abokor et al. (2006), Interpeace and APD (2015), et Wall et Kibble (2011), Pegg et Walls (2018).

Le contexte de la Corne de l'Afrique et la singularité du Somaliland

La Corne de l'Afrique est considérée comme le berceau de certains des régimes les plus répressifs et antidémocratiques au monde (Irin, 2003). Trois des pays les plus autoritaires — l'Érythrée, la Somalie et le Soudan — s'y trouvent. Bien qu'ils soient considérés comme les pires, les autres États de la région n'affichent guère de meilleurs résultats en matière de démocratie et de droits humains.

L'Érythrée est officiellement un État à parti unique. Aucune élection nationale n'a été organisée depuis l'indépendance. Le parti au pouvoir, le Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), réincarnation de l'ancien mouvement de guérilla, le Front populaire de libération de l'Érythrée (EPLF), est désormais au pouvoir depuis plus d'un quart de siècle. Le régime dirigé par le PFDJ a été accusé de violations massives des droits de l'homme, et dernièrement, l'ONU a accusé les responsables érythréens de crimes contre l'humanité et a recommandé à la communauté internationale de recourir à la Cour pénale internationale (CPI) ainsi qu'à d'autres mécanismes disponibles pour faire de la reddition des comptes une réalité en Érythrée.

La Somalie continue d'illustrer les caractéristiques d'un État défaillant, en proie à une instabilité politique persistante, à des conflits civils et à une insécurité généralisée. Dans leur analyse de la transition démocratique en Somalie, Biyo et al. (2023) reconnaissent certains progrès, mais soulignent des lacunes importantes. Parmi celles-ci figurent l'achat de votes, la vulnérabilité de l'électorat face à la manipulation par des démagogues ou des populistes, et le risque d'une « tyrannie de la majorité », où les intérêts des minorités sont systématiquement marginalisés ou ignorés.

Depuis les années 1990, le Soudan et l'Éthiopie sont dominés par des régimes autoritaires qui se maintiennent au pouvoir depuis longtemps. Bien que des élections aient régulièrement lieu, les candidats sortants remportent systématiquement des victoires écrasantes. Les partis d'opposition et les médias indépendants sont victimes d'une répression systématique. L'Éthiopie, en particulier, est considérée comme un régime électoral autoritaire (Aalen & Tronvoll, 2008). Les élections ont été largement orchestrées pour assurer la domination du parti au pouvoir (Aalen & Tronvoll, 2008). La seule élection véritablement disputée en Éthiopie après 1991 a eu lieu en 2005 et a débouché sur des violences postélectorales qui ont coûté la vie à plus de 200 personnes. Le Soudan, quant à lui, est connu pour son terrorisme d'État, ses conflits prolongés et ses violations flagrantes des droits humains. Bien que des élections aient eu lieu, elles ont été largement symboliques et dépourvues de véritable substance démocratique.

En 2018 et 2019, une vague de manifestations antigouvernementales et de mouvements menés par la société civile en Éthiopie et au Soudan a entraîné la chute de régimes bien établis ouvrant une période de réformes politiques et de libéralisation. Cependant, l'optimisme initial s'est rapidement estompé. Les transitions démocratiques attendues dans les deux pays ont pris une autre tournure, laissant place à des crises politiques et à une reprise des conflits civils. Les observateurs ont qualifié ce revirement de tragique. Dans une étude comparative, Michael Woldemariam a déclaré : « L'effondrement des transitions politiques de 2018-2019 en Éthiopie et au Soudan a été l'une des grandes tragédies africaines de la dernière décennie. » Ce que l'on espérait largement être des transitions réussies a finalement dégénéré en violence et en instabilité.

Djibouti, petit État côtier de la mer Rouge, est resté relativement stable en comparaison de ses voisins (Bereketeab, 2013, p. 14). Néanmoins, son paysage politique est fortement dominé par le clan Issa, reléguant le groupe ethnique Afar dans une situation de marginalisation persistante (Bereketeab, 2013, p. 14). Le parti au pouvoir, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), et son leader, Ismaïl Omar Guelleh, qui a succédé à son cousin Hassan Gouled en 1999, sont au pouvoir depuis des décennies. Lors des élections nationales qui se sont tenues en avril 2016, Guelleh et le RPP ont obtenu 87 % des voix.

Le Soudan du Sud, qui a accédé à l'indépendance en 2011 après l'une des plus longues guerres civiles d'Afrique, a d'abord été accueilli avec un optimisme généralisé. Cependant, le pays a rapidement sombré dans un nouveau conflit civil. Les causes de la crise sont multiples, mais l'un des principaux déclencheurs fut la rivalité politique entre le président Salva Kiir et le vice-président Riek Machar à l'approche de l'élection présidentielle de 2015. Les deux dirigeants, représentant le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), se sont présentés comme candidats, ce qui a conduit à une lutte acharnée pour le pouvoir qui a ravivé la guerre civile. Bien que la guerre ait officiellement pris fin avec l'accord de partage du pouvoir négocié par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en 2013, beaucoup continuent de craindre que les rivalités de longue date ne resurgissent et ne replongent le pays dans un conflit civil.

En résumé, bien que les élections ne soient pas rares dans la Corne de l'Afrique, elles manquent souvent de crédibilité, de transparence et d'inclusivité. Les partis politiques dominants, tels que le Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ) en Érythrée et le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP) à Djibouti, sont au pouvoir depuis des décennies, étouffant ainsi toute concurrence politique et empêchant l'instauration d'une véritable démocratie multipartite. Les violentes répercussions des élections éthiopiennes de 2005 et des élections kenyanes de 2007 soulignent encore davantage les défis que représente la transition pacifique du pouvoir dans la région, en particulier lorsque les partis d'opposition sont en passe de remporter les élections.

En revanche, le Somaliland constitue une exception notable au déficit démocratique de la région. Cette république autoproclamée a organisé une série d'élections largement considérées comme compétitives et crédibles. De plus, elle a fait preuve d'un engagement rare en faveur de transferts de pouvoir pacifiques et ordonnés, ce qui la distingue de la plupart des États voisins. L'exemple le plus récent remonte à 2024, lorsque le président sortant, Muse Bihi Abdi, du parti Kulmiye, a été battu par le candidat de l'opposition Abdirahman Mohamed Abdullahi, du parti Waddani, ouvrant la voie à une alternance pacifique et ordonnée.

Élections successives et réussies

Le processus officiel de transition démocratique au Somaliland a débuté en 2001 avec un vote populaire sur la première constitution indépendante du pays. Ce vote a été suivi de cinq élections successives couronnées de succès. Les premières élections organisées, dans une région qui avait connu une pénurie de démocratie pendant plus de trois décennies, furent les élections municipales et de district, tenues en 2002.

Contrairement aux élections similaires organisées dans d'autres pays, les élections de district au Somaliland ont un double objectif : constituer des structures administratives locales et municipales et déterminer les trois partis politiques nationaux du pays. La loi électorale du Somaliland permet aux trois premiers partis politiques ayant remporté le plus grand nombre de voix lors des élections de district de devenir éligibles aux élections présidentielle et parlementaires. Malgré d'énormes défis financiers, techniques et logistiques, les élections de district de 2002 se sont déroulées avec succès. Selon Renders (2012), elles se sont déroulées dans une ambiance relativement bonne et avec une organisation satisfaisante. Les observateurs ont tous émis un avis positif sur le déroulement de ces élections.

Quatre mois plus tard, des élections ont été organisées pour désigner le président et le vice-président (Abokor et al., 2006, p. 7). L'élection présidentielle s'est avérée très disputée, l'opposition étant largement favorite. Cependant, le président sortant, Dahir Riyale Kahin, du parti Udub, a conservé son poste battant de justesse son rival, Ahmed Mohamed Mohamoud « Silanyo », président et candidat du principal parti d'opposition, Kulmiye, avec une marge de seulement 0,01 % des suffrages exprimés. Sans surprise, le résultat a été brièvement contesté par le Kulmiye, mais il a finalement été accepté et le processus de transition s'est déroulé pacifiquement.

En septembre 2005, les premières élections législatives ont eu lieu. Ces élections concernaient la chambre basse, à savoir la Chambre des représentants. La chambre haute, communément appelée Guurti, reste un organe non élu. Le vote s'est déroulé dans 982 bureaux de vote pour 82 sièges (Abokor et al., 2006, p. 5). Le parti au pouvoir Udub est sorti vainqueur avec 33 sièges (Abokor et al., 2006, p. 19). Néanmoins, les deux partis de l'opposition ayant remporté 49 sièges au total ont pris le contrôle du parlement, et le Somaliland est devenu le « seul pays » d'Afrique où l'opposition contrôlait le parlement (2005-2010) (Abokor et al., 2006, p. 19).

La deuxième élection présidentielle s'est tenue en 2010, avec plus de deux ans de retard sur le calendrier prévu. Trois candidats issus des trois partis politiques nationaux se sont présentés à l'élection. Au final, le principal candidat de l'opposition, Ahmed Mohamed Mohamoud « Silanyo », qui avait perdu de justesse l'élection présidentielle de 2003, s'est imposé haut la main, et sa victoire a été suivie d'un processus de transition du pouvoir remarquable qui a surpris de nombreux observateurs dans la région. Le président sortant, Dahir Riyale Kahin, a reconnu sa défaite avec sérénité et a cédé le pouvoir dans le calme.

En 2012, le deuxième tour des élections municipales et régionales a eu lieu. Cependant, ces élections ont une nouvelle fois été reportées de plus de deux ans, ce qui est devenu un phénomène récurrent qui compromet l'intégrité du processus électoral au Somaliland. Les deux partis politiques existants, Kulmiye et Ucid, ainsi que cinq associations politiques nouvellement créées, Wadani, Ummada, Rays, Xaqsoor et Dalsan, se sont disputé les sièges. Le parti au pouvoir, Kulmiye, est arrivé en tête, suivi

de Wadani et de l'Ucid, et les trois formations ont formé des partis politiques nationaux (Makokha & Ali, 2013, p. 6). Comme lors des élections précédentes, les élections régionales de 2012 ont également été jugées positives par les observateurs locaux et internationaux.

La troisième élection présidentielle, organisée en 2017, a également été saluée comme « pacifique », « festive » et « ordonnée » (Pegg & Walls, 2018). Une mission d'observation de l'équipe européenne dirigée par le Dr Walls a souligné : « La mission a été […] heureuse de pouvoir rendre compte d'un processus électoral qui s'est déroulé de manière généralement pacifique et efficace. » Elle a ensuite ajouté :

> Tout au long de la période électorale, les Somalilandais ont manifesté leur soutien à l'État de droit et au processus constitutionnel en votant pacifiquement et en grand nombre, et nous saluons cet engagement en faveur d'une participation pacifique à un système électoral remarquablement ouvert. À l'issue de la mission, nous avons constaté que les irrégularités observées et dénoncées par les partisans de l'opposition n'étaient pas suffisamment importantes pour avoir influé sur le résultat.

Ainsi, comme lors des processus précédents, le déroulement de la troisième élection présidentielle a été salué par les observateurs internationaux. Une partie des violences observées pendant la période postélectorale a été traitée en recourant aux traditions coutumières de résolution des conflits et, finalement, l'élection a été acceptée par toutes les parties, permettant au Somaliland de poursuivre son processus démocratique.

La quatrième élection présidentielle et législative s'est tenue le 13 novembre 2024. Il s'agissait de la quatrième élection présidentielle en deux décennies depuis 2003. Selon la Fondation Brenthurst (2024), l'élection présidentielle de 2024 a été « sans doute l'élection la plus disputée et la plus controversée de l'histoire du Somaliland », en partie parce qu'elle s'est tenue avec deux ans de retard et à la suite de débats politiques. Trois candidats issus de trois partis politiques se sont présentés à l'élection : le président sortant Muse Bihi Abdi du parti au pouvoir Kulmiye, Abdirahman Mohamed Abdullahi « Irro » du parti Waddani et Faysal Ali Warabe du parti Ucid (Fondation Brenthurst, 2024). L'élection s'est soldée par la victoire du candidat de l'opposition, Abdirahman Mohamed Abdullahi « Irro » du parti Waddani. Le président sortant, Muse Bihi Abdi, du parti au pouvoir Kulmiye, a reconnu sa défaite, garantissant ainsi une transition pacifique du pouvoir. L'élection a été saluée comme libre et équitable. L'équipe d'observation de la Fondation Brenthurst a déclaré que « malgré les contraintes financières et institutionnelles du Somaliland », « l'élection a été libre, équitable et crédible ». Dans son rapport préliminaire, la mission internationale d'observation électorale (Ieom) de l'University College de Londres a déclaré que les élections « se sont largement déroulées dans un environnement où les citoyens ont pu exercer leur droit de vote et ont manifesté leur enthousiasme pour la démocratie ». Le rapport a également souligné que « la période de campagne s'est déroulée dans un climat généralement pacifique, sans qu'aucun candidat n'ait été empêché de présenter librement ses opinions, ni aucun électeur d'être empêché de participer à des activités de campagne ou de s'informer sur les opinions des candidats ».

En résumé, sans reconnaissance ni soutien international significatif, le Somaliland a organisé successivement des élections présidentielles, parlementaires et régionales. Cependant, ce n'est pas la simple régularité de ces élections qui fait du Somaliland un symbole d'espoir dans la Corne de l'Afrique. En effet, de nombreux pays de la région organisent régulièrement des élections. Ce qui distingue le Somaliland comme une remarquable réussite, c'est la manière dont ces élections sont organisées. Contrairement à de nombreux autres pays de la région, les élections au Somaliland ont été très disputées. En outre, bien qu'il y ait eu des rapports faisant état de votes multiples, de bourrage d'urnes, d'achat de voix et d'autres formes d'irrégularités, les élections successives au Somaliland ont été largement considérées comme libres et crédibles. Les observateurs ont unanimement estimé qu'aucun incident majeur n'était venu compromettre la crédibilité globale des élections dans le pays. Surtout, le processus électoral du Somaliland bénéficie d'un large soutien de la part de la population. À l'exception de certaines parties des régions de Sool et de Saanag, à l'est, où l'autorité du

Somaliland est contestée et où la tenue d'élections complètes s'est avérée très difficile, les élections successives du Somaliland ont bénéficié d'une crédibilité et d'une légitimité largement reconnues par la population.

Alternance au pouvoir et transition politique en douceur

Les violences postélectorales constituent un défi majeur pour les élections en Afrique. De nombreuses élections sur le continent ont également été critiquées pour ne pas avoir permis l'alternance du pouvoir. En revanche, le Somaliland a fait preuve d'une différence notable. Malgré les tensions considérables qui ont souvent entouré ses élections (entraînant des reports répétés), les transitions politiques postélectorales au Somaliland se sont généralement déroulées sans heurts. Cela a été particulièrement évident lors des élections présidentielles de 2003 et de 2010.

L'élection présidentielle de 2003 au Somaliland a probablement été l'une des élections les plus disputées et les plus serrées d'Afrique. Selon les résultats de la Commission électorale nationale (NEC), le président sortant, Dahir Riyale Kahin, a battu son rival le plus proche, Ahmed Mohamed Mohamoud « Silanyo », avec une marge de seulement 80 voix. À tous égards, il s'agissait d'un résultat exceptionnellement serré qui pouvait ouvrir la voie à de nombreuses contestations.

L'annonce des résultats a immédiatement déclenché des manifestations à petite échelle de la part des partisans du Kulmiye dans les villes de Burco et Gabiley (Bradbury, 2008, p. 194 ; Renders, 2012, p. 245). Le gouvernement, pour sa part, a rapidement décrété l'état d'urgence, interdisant tout rassemblement et manifestation de l'opposition (Bradbury, 2008, p. 194). Kulmiye a contesté le résultat devant la Cour suprême, alléguant une erreur de calcul. La Cour suprême a toutefois confirmé le résultat initial. Certains membres de Kulmiye ont fait pression sur « Silanyo » pour qu'il forme un gouvernement alternatif (Bradbury, 2008, p. 194). D'autres, qui avaient investi leur fortune personnelle dans la campagne électorale du parti, n'ont pas pu surmonter la défaite de celui-ci (Bradbury, 2008, p. 194). Avec la polarisation croissante des deux camps, beaucoup craignaient un retour à la violence (Barnet & Woldemariam, 2011). Cela ne s'est toutefois pas produit. Les partis se sont réconciliés avec l'aide des anciens des clans, et le processus électoral s'est conclu pacifiquement (Barnet & Woldemariam, 2011).

Une transition politique tout aussi remarquable s'est produite lors de l'élection présidentielle de 2010, à la suite de la victoire du candidat de l'opposition, Ahmed Mohamed Mohamoud « Silanyo ». Contrairement à l'élection présidentielle de 2003, « Silanyo » était cette fois-ci clairement vainqueur, et peu après l'annonce des résultats par la NEC, le président sortant Dahir Riyale Kahin, à la surprise générale, a reconnu sa défaite et cédé le pouvoir. Une fois de plus, le processus de transition politique s'est déroulé sans aucun trouble.

Outre le processus pacifique de transition postélectoral, les élections au Somaliland se distinguent également par leur rôle dans l'alternance du pouvoir. Contrairement à de nombreuses autres élections dans la région et à travers l'Afrique, les élections au Somaliland ont permis à la population de constater et de profiter des avantages liés à l'alternance des partis politiques au pouvoir. Cela s'est produit lors de l'élection présidentielle de 2010 et des élections législatives de 2005.

Comprendre la démocratie émergente au Somaliland

Le Somaliland a accompli des progrès remarquables au cours de ses élections successives. Lorsqu'on leur demande comment leur système politique a permis de réaliser de telles avancées démocratiques, les Somalilandais, issus de tous horizons, répondent en évoquant leur culture, leurs institutions indigènes et le rôle des anciens des clans.

Cette étude suggère toutefois trois facteurs principaux pour expliquer les progrès démocratiques remarquables du Somaliland. Le premier concerne l'ingéniosité du peuple et des dirigeants du pays, qui ont su adapter la démocratie multipartite occidentale à la démocratie consensuelle traditionnelle,

discursive et clanique, que l'anthropologue britannique Ioan Lewis a passionnément qualifiée de « démocratie pastorale » ; les deux autres explications sont liées au contexte politique dans lequel le Somaliland évolue depuis 1991, notamment sa quête incessante de reconnaissance internationale.

Adaptation locale et contextualisation

Le débat reste ouvert quant à savoir si la démocratie, telle qu'elle est comprise dans son acception occidentale, est universelle ou si elle prend des formes différentes en fonction des valeurs et des normes culturelles relativement distinctes de chaque société. Dans son article très lu, intitulé « La démocratie comme valeur universelle », le célèbre économiste égyptien Amartya Sen (1999) conçoit la démocratie comme une valeur universelle. Selon lui, la démocratie, telle qu'elle est comprise dans la conception libérale occidentale, est une valeur universelle qui peut s'enraciner dans n'importe quelle culture.

D'autres, cependant, ont contesté l'affirmation de Sen. Claude Ake (1993) éminent politologue nigérian, souligne la nécessité d'un modèle unique de démocratie africaine bien ancré dans les réalités socioculturelles du continent. Selon lui, la démocratie libérale de type occidental, qui accorde une importance prépondérante aux intérêts et aux droits individuels, « n'a guère de sens en Afrique ». Une démocratie fonctionnelle en Afrique doit être conciliée avec le caractère communautaire de la société africaine.

Les deux séries d'arguments ont eu des implications complexes pour les processus de transition démocratique en Afrique. L'argument de l'universalité tend à imposer un modèle libéral occidental de démocratie comme un modèle universel applicable à tous, tandis que l'argument de la spécificité culturelle détrône certaines de nos hypothèses fondamentales sur la démocratie au nom d'une adaptation culturelle. Au Somaliland, cependant, les faits montrent que l'application pratique de la forme occidentale de la démocratie multipartite dans le contexte plus large des réalités socioculturelles somaliennes a été un facteur majeur de succès (Kibble & Walls, 2009). Bien qu'il reste incertain que ce système soit suffisamment solide pour répondre aux problèmes et défis futurs, l'intégration du système démocratique multipartite moderne dans le contexte général des valeurs traditionnelles de la société somalienne, malgré une tension inhérente entre les deux, a été une source de succès et de force pour la démocratie émergente du Somaliland.

Bien sûr, l'introduction du multipartisme, après une décennie de règne fondé sur un partage du pouvoir entre clans, visait à s'éloigner de la politique clanique existante. Dans la pratique, cependant, celle-ci a continué d'exercer une influence significative sur la démocratie multipartite nouvellement introduite dans le pays (Kibble & Walls, 2009, p. 3). Les partis politiques étaient et sont toujours identifiés aux clans et aux coalitions dépendant de leur soutien moral et financier. Les dirigeants des partis n'exerçaient que peu de contrôle sur la nomination des candidats ; ceux-ci étaient proposés par les clans ou devaient être approuvés par ces derniers.

Au milieu de tout cela, la démocratie multipartite fonctionnait plutôt bien. Chaque fois qu'elle se heurtait aux pratiques politiques traditionnelles des clans et aux perceptions de l'équilibre des pouvoirs, elle était réajustée. Les désaccords sur l'inscription des électeurs et l'opposition populaire au système de liste fermée, par exemple, étaient en partie dus au fait que ces deux éléments contredisaient les pratiques locales profondément enracinées de la politique clanique. Bien que la plupart des experts électoraux s'accordent sur la nécessité d'un enregistrement des électeurs précis, transparent et fiable pour des élections représentatives, crédibles et pacifiques (Interpeace & APD, 2015, p. 12), toutes les élections du Somaliland, à l'exception d'une seule (l'élection présidentielle de 2010), ont été organisées sans registre électoral. Un enregistrement clair et précis des électeurs était considéré comme une menace potentielle pour les perceptions traditionnelles de l'équilibre des pouvoirs. Le système de liste fermée, utilisé lors des élections de district de 2002, a dû être abandonné au profit d'une liste ouverte en 2012 en raison d'un tollé général contre ce système. Le système de liste fermée a été vivement contesté, car en renforçant le pouvoir des partis politiques, il sapait le pouvoir traditionnel des clans.

En résumé, le nouveau système multipartite introduit au Somaliland a bien fonctionné parce qu'il s'est adapté de manière pragmatique aux structures sociales, aux principes et aux normes sous-jacents de la société somalilandaise. Cependant, ce n'est pas seulement l'adaptation au contexte qui a permis le bon fonctionnement de la démocratie. Les valeurs et les normes propres à la société du Somaliland ont également joué un rôle déterminant dans le fonctionnement de la démocratie multipartite. Cela a été particulièrement le cas avec la culture de médiation, de négociation et de résolution pacifique des conflits du Somaliland.

Le Somaliland semble toujours au bord d'un conflit violent à l'approche des élections qui sont souvent accompagnées de tensions accrues, de désaccords et de retards fréquents. Cependant, toutes ces tensions et ces désaccords ont, à de nombreuses reprises, été résolus grâce à l'intervention des anciens et à la tradition de négociation et de médiation du pays. Cette culture a permis de sortir des impasses politiques, de prévenir la violence électorale et de garantir le bon déroulement du processus électoral.

Le contexte non électoral : politique de reconnaissance/non-reconnaissance

Dans son article sur l'impact du contexte non électoral sur la transition démocratique, Kjetil Tronvoll, l'un des doyens des études électorales en Éthiopie, soutient que, bien qu'ils soient souvent « négligés dans les études sur la démocratisation », le contexte non électoral et les événements clés qui se déroulent entre les élections ont une incidence significative sur la nature des transitions démocratiques. Tronvoll examine le conflit énigmatique entre l'Éthiopie et l'Érythrée (1998-2000) et la manière dont il a ouvert la voie à l'une des élections les plus contestées de l'histoire politique de l'Éthiopie après 1991. Selon lui, les divisions et les fractures internes qui ont éclaté au sein du parti au pouvoir après la fin de la guerre en 2001 ont conduit à l'affaiblissement du parti à l'intérieur et à la perte de sa légitimité à l'extérieur. En revanche, la résurgence du pan-éthiopianisme liée au déclenchement de la guerre a renforcé la popularité des partis politiques d'opposition défendant l'éthiopianisme par rapport au parti au pouvoir qui pratiquait une démocratie fondée sur l'ethnicité.

L'analyse de Tronvoll met en lumière l'effet des politiques et des événements non électoraux sur la qualité et l'intégrité des élections. Selon lui, pour bien comprendre le rôle des élections dans la transition démocratique, il faut des « descriptions denses » qui ne se limitent pas aux formalités électorales, mais qui prennent également en compte les contextes et les événements non électoraux. Cela représente toutefois une tâche ardue pour l'analyste, et trouver un équilibre entre les études sur les formalités électorales et l'analyse des facteurs contextuels reste un défi majeur pour la recherche sur la démocratisation (Tronvoll, 2009, p. 450).

L'analyse de Tronvoll s'applique tout particulièrement au Somaliland. Le contexte politique dans lequel le pays évolue depuis 1991, notamment sa quête incessante de reconnaissance internationale, a fortement influencé le pays à se démocratiser. La transition du système traditionnel des *beels* vers une démocratie multipartite a été considérée comme une stratégie pour obtenir cette reconnaissance. Beaucoup au Somaliland pensent que la transition démocratique du pays finira par convaincre la communauté internationale de reconnaître le Somaliland comme un État indépendant (Walls & Healy, 2010, p. 2). Cependant, ce n'est pas seulement la recherche de la reconnaissance qui a ouvert la voie à la démocratisation, mais aussi l'absence de reconnaissance. Bien qu'elle ait privé le pays des ressources financières et techniques indispensables (dont bénéficient souvent d'autres sociétés sortant d'un conflit), l'absence de reconnaissance internationale a donné au Somaliland l'occasion de mener un processus autonome de consolidation de la paix, de construction de l'État et de démocratisation. Elle a donné aux Somalilandais la latitude pour expérimenter leur propre État hybride, à leur manière et avec leurs propres ressources locales. De plus, en tant que programme national qui préoccupe les Somalilandais depuis plus d'un quart de siècle, la quête de la reconnaissance internationale a permis de maintenir l'unité nationale, contribuant ainsi à la paix du pays.

Cependant, la dépendance du processus de démocratisation du Somaliland à l'égard de la recherche de reconnaissance ou de l'absence de reconnaissance du pays soulève certaines inquiétudes quant à sa durabilité. Premièrement, le fait de considérer la démocratisation comme un moyen d'obtenir la reconnaissance internationale implique que le processus démocratique du Somaliland est destiné à l'étranger et non à répondre aux besoins démocratiques des Somalilandais. Deuxièmement, on craint que, si la reconnaissance finit par être obtenue, cela entraîne une dé-démocratisation, compromettant l'unité, la paix et la stabilité dont le pays a joui pendant des années.

Un engagement fort en faveur de la démocratie

Au cœur de l'intégrité électorale se trouvent des élections authentiques qui offrent aux électeurs la possibilité d'une participation politique significative (ACE, 1998). Des élections authentiques exigent un engagement de la part de l'élite politique et du public en faveur d'élections libres et équitables. Malheureusement, cet engagement n'existe pas dans de nombreux pays d'Afrique. Gyimah-Boadi (2015, p. 101), dans son analyse des principaux défis de la démocratisation en Afrique, note que le déclin de l'engagement démocratique parmi les élites est un facteur majeur responsable du ralentissement des progrès démocratiques sur le continent. Malgré le désir profond et généralisé d'une gouvernance démocratique de la part du grand public, l'engagement des élites africaines est resté ambigu (Gyimah-Boadi, 2015, p. 110).

Les élites du Somaliland semblent généralement s'écarter de cette tradition. En effet, l'un des principaux facteurs ayant permis l'instauration d'un gouvernement démocratique au Somaliland est l'engagement du peuple et des élites politiques en faveur d'un Somaliland démocratique. Aussi bien le peuple que les élites politiques ont « démontré » un engagement fort en faveur de la démocratie constitutionnelle (Abokor et al., 2005, p. 8). Cela est illustré par le dévouement du gouvernement du Somaliland à financer les élections, en particulier l'élection présidentielle, que la communauté internationale hésitait à soutenir en raison des difficultés du pays à obtenir une reconnaissance internationale. De plus, la détermination des élites politiques, toutes tendances confondues, à résoudre pacifiquement les conflits issus d'élections très disputées témoigne également de leur engagement en faveur de la gouvernance démocratique et de la transition pacifique du pouvoir politique.

Sans surprise, la quête de reconnaissance du pays constitue un facteur déterminant de l'engagement démocratique des élites et de la population. Le Somaliland espère gagner le cœur et l'esprit de la communauté internationale en démontrant ses qualités démocratiques. La démocratisation et l'instauration d'un régime constitutionnel sont censées faciliter les chances d'obtenir une reconnaissance internationale.

Des leçons pour les autres pays de la région ?

Après avoir organisé cinq élections multipartites successives et compétitives, largement qualifiées de libres et équitables, le Somaliland s'est imposé comme une démocratie électorale remarquable dans la Corne de l'Afrique au cours des quinze dernières années. Cette remarquable réussite a été rendue possible grâce à l'ingéniosité de la population somalienne, qui a su intégrer le modèle occidental de démocratie multipartite aux réalités sociostructurelles du pays et aux facteurs contextuels qui ont nécessité sa transformation démocratique. Cette dernière était perçue comme un instrument pour améliorer les chances du Somaliland d'être reconnu internationalement.

Les réalisations démocratiques du Somaliland sont donc ancrées dans les facteurs structurels et conjoncturels distincts du pays, laissant peu de chances de réplication. Néanmoins, sa trajectoire offre d'importants enseignements pour d'autres pays de la région et d'Afrique. Ces progrès démocratiques témoignent avant tout du fait que des élections démocratiques ont plus de chances d'avoir lieu lorsque les élites politiques sont engagées en faveur de la démocratie. À défaut, les élections resteraient de simples exercices de relations publiques. De plus, l'expérience relativement réussie du Somaliland prouve que la démocratie multipartite de type occidental a peut-être peu de chances de fonctionner correctement si elle n'est pas adaptée aux réalités socioculturelles de

l'Afrique. Conformément à l'argument des spécificités culturelles, la trajectoire démocratique du Somaliland nous enseigne que la démocratie multipartite en Afrique pourrait devoir s'adapter aux réalités socioculturelles sous-jacentes pour fonctionner efficacement.

Bibliographie

Aalen, L., & Tronvoll, K. (2008). The 2008 Ethiopian local elections: The return of electoral authoritarianism (Briefing). *African Affairs, 108*(430), 111–120.

Aboa-Bradwell, S. (2011). *An unsung African marvel: The case for Somaliland's recognition*. African Peoples Advocacy Policy Brief.

Abokor, A. Y., Kibble, S., Bradbury, M., Yusuf, H. A., & Barrett, G. (2006). *Further steps to democracy: The Somaliland parliamentary elections, September 2005*. Progressio.

ACE. (1998). *The ACE encyclopedia: Electoral integrity*. Ace Electoral Knowledge Network.

Ake, C. (1993). The unique case of African democracy. *International Affairs, 69*(3), 239–244.

Arriola, L. R., & Lyons, T. (2016). Ethiopia: The 100% election. *Journal of Democracy, 27*(1), 76–88.

Bereketeab, R. (2007). State-building project of peace building in the Horn of Africa. Dans U. J. Dahre (Ed.), *Post-conflict peacebuilding in the Horn of Africa: A report of the 6th annual conference on the Horn of Africa, Lund, 24–26 août, 2007*.

Bereketeab, R. (2013). Introduction. Dans R. Bereketeab (Ed.), *The Horn of Africa: Intra-state and inter-state conflict and security* (pp. 1–25). Pluto Press/Nordic Africa Institute.

Bidner, C., Francois, P., & Trebbi, F. (2014). *A theory of minimalist democracy*. National Bureau of Economic Research.

Biyo, M. A. A. M., Yusuf, M. S. A., & Warsame, M. B. H. (2023). Development of the democratic system in Somalia since the Carts reconciliation 2000. *International Journal of Education, Humanities and Social Science, 6*(4).

Bradbury, M. (2008). *Becoming Somaliland*. James Currey.

Bradbury, M., Abokor, A. Y., & Yusuf, H. A. (2003). Somaliland: Choosing politics over violence. *Review of African Political Economy, (97)*, 455–478.

Bryden, M. (2005). Foreword. Dans *Rebuilding Somaliland: Issues and possibilities*. WSP International Somali Program. Red Sea Press Inc.

Clapham, C. (2001). Rethinking African states. *African Security Review, 10*(3), 1–16.

Collier, D., & Levitsky, S. (1997). Democracies with adjectives: Conceptual innovation in comparative research. *World Politics, 49*(2), 430–451.

Diamond, L. (1996). Is the third wave over? *Journal of Democracy, 7*(3), 20–37.

Diamond, L. (2002). Thinking about hybrid regimes. *Journal of Democracy, 13*(2), 21–35.

Dias, M. A. (2013). Introduction: Understanding conflict and processes of state formation, reconfiguration and disintegration in the Horn of Africa. Dans M. A. Dias (Ed.), *State and societal challenges in the Horn of Africa: Conflict and processes of state formation, reconfiguration and disintegration* (pp. 3–13). Center for African Studies, ISCTE-IU.

Ekman, J. (2009). Political participation and regime stability: A framework for analyzing hybrid regimes. *International Political Science Review, 30*(1), 7–31.

Eze, E. C. (1997). Democracy or consensus? A response to Wiredu. Dans E. C. Eze (Ed.), *Postcolonial African philosophy: A critical reader* (pp. 313–323). Blackwell Publishers Ltd.

Fayemi, A. K. (2010). A critique of consensual democracy and human rights in Kwasi Wiredu's philosophy. *LWATI: A Journal of Contemporary Research, 7*(1), 211–224.

Fekade, T., & Zerihun, M. (2024). Election 2024: Once again, Somaliland back on track. *Good Governance Africa*. https://gga.org/analysis-somaliland-elections-2024

Foundation Brenthurst. (2024, 15 novembre). *Report of The Brenthurst Foundation Observer Mission*. https://www.thebrenthurstfoundation.org

Freedom House. (2016). *Freedom in the world: Somaliland*. https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/somaliland

Gyimah-Boadi, E. (2015). Africa's waning democratic commitment. *Journal of Democracy, 26*(1), 101–113.

Hansen, S. J., & Bradbury, M. (2007). Somaliland: A new democracy in the Horn of Africa. *Review of African Political Economy, 113*(3), 461–476.

Human Rights Council. (2016, 8 juin). *Detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea*. http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIEritrea/A_HRC_32_CRP.1_read-only.pdf

Interpeace & APD. (2015). *Pillars of peace: Confronting the future of Somaliland's democracy*. Interpeace and APD.

Irin. (2003, 15 avril). Eritrea, Somalia, Sudan among world's worst regimes, report says. *Irin*.

International Election Observation Mission. (2024). *Preliminary assessment*. University College de Londres.

Jhazbhay, I. (2003). Somaliland: Africa's best kept secret? A challenge to the international community? *African Security Review, 12*(4), 77–82.

Kaplan, S. (2008). The remarkable story of Somaliland. *Journal of Democracy*, *19*(3), 143-157.

Kibble, S., & Walls, M. (2009, décembre). Tradition and modernity in Somaliland: Beyond polarity: Negotiating a hybrid state. Paper presented at Lucas Conference, Leeds.

Levitsky, S., & Way, L. A. (2002). Elections without democracy: The rise of competitive authoritarianism. *Journal of Democracy, 13*(2), 51–65.

Levitsky, S., & Way, L. A. (2010). *Competitive authoritarianism: Hybrid regimes after the Cold War*. Cambridge University Press.

Makokha, J., & Ali, Y. (2013, avril). Somalilanders speak: Lessons from the 2012 local elections. Saferworld/Sonsaf. http://tinyurl.com/og7fkyt

Medhane, T. (2010). The Somaliland orchestra: An African masterpiece in democratic elections. *The Current Analyst*.

Merkel, W. (2004). Embedded and defective democracies. *Democratization, 11*(5), 33–58.

Morlino, L. (2008). *Hybrid regimes or regimes in transition?* (Fride Working Paper No. 70). Fride.

Mukand, S., & Rodrik, D. (2015). *The political economy of liberal democracy* (NBER Working Paper No. 21540).

Olanipekun, V. O. (2020). Democracy and consensus in traditional Africa: A critique of Kwasi Wiredu. *Inkanyiso: Journal of Humanities & Social Sciences, 12*(1).

Pegg, S., & Walls, M. (2018). Back on track? Somaliland after its 2017 presidential election. *African Affairs, 117*(467), 326–337.

Renders, M. (2012). *Consider Somaliland: State-building with traditional leaders and institutions*. Brill.

Schumpeter, J. (2003). *Capitalism, socialism and democracy* (New introduction by R. Swedburg). George Allen & Unwin.

Sen, A. (1999). Democracy as a universal value. *Journal of Democracy, 10*(3), 3–17.

Shinn, D. (2002, 9 novembre). The little country that could. *Africa Notes*.

Somaliland Government. (2010). *Somaliland in figures: 2010 (Edition 7)*. Government of Somaliland. http://www.somalilandlaw.com/Somaliland_in_Figures_20010.pdf

Tronvoll, K. (2009). Ambiguous elections: The influence of non-electoral politics in Ethiopian democratization. *The Journal of Modern African Studies, 47*(3), 449–474.

Tronvoll, K. (2010). The Ethiopian 2010 federal and regional elections: Re-establishing the one-party state. *African Affairs, 110*(438), 121–136.

Walls, M. (2014). *A Somali nation-state: History, culture and Somaliland's political transition*. Pisa: Ponte Invisible.

Walls, M., & Healy, S. (2010). *Another successful election in Somaliland* (Briefing Note). Chatham House.

Walls, M., & Kibble, S. (2011). *Somaliland: Change and continuity*. Progressio.

Walls, M., Heine, C., Klingel, A., Goggin, C., Farag, A., & Mwape, S. (Mars 2017). *The limits of consensus? Report on the Somaliland presidential election, 13th November 2017*. International Election Observation Mission. The Bartlett Development Planning Unit.

Wiredu, K. (1995). Democracy and consensus in African traditional politics: A plea for a non-party polity. *The Centennial Review, 39*(1), 53–64.

Woldemariam, M. (2025). The tragedy of transition in Ethiopia and Sudan. *Current History, 124*(862), 163–168. https://doi.org/10.1525/curh.2025.124.862.163

Deciphering Somaliland's Democratic Rarity in the Horn of Africa

Kalewongel Minale
Bahir Dar University, Ethiopian Civil Society Organizations Council (ECSOC), Ethiopia
kalewongel@gmail.com

How to cite this paper:
Minale, K. (2025). Deciphering Somaliland's Democratic Rarity in the Horn of Africa. *Global Africa*, (11), pp. 57-71.
https://doi.org/10.57832/ngz5-7p62

Received: April 26, 2025
Accepted: August 14, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

In a region often characterized by undemocratic and authoritarian regimes, Somaliland, a self-proclaimed republic in northwest Somalia, stands out as a democratic anomaly. The recent presidential election in November 2024, noted for its free and fair process and the peaceful transfer of power from the incumbent to the opposition, has been hailed as remarkable. This study investigates the conditions that have fostered this nascent democratic experiment in Somaliland and considers potential lessons for other countries in the region. The research is based on a review of primary and secondary literature, along with an extensive study of the region's and Somaliland's political landscape.

Keywords

Somaliland, Electoral Democracy, Rarity, Horn of Africa, Democratic Elections

Introduction

In a region widely epitomized by conflict and a pervasive practice of authoritarianism, Somaliland represents a considerable departure. Although not officially recognized by the international community, Somaliland has remarkably emerged as a peaceful, stable and democratic polity. Seasoned observers who had been fascinated by its story of success described the small polity in various positive terms, including as a "rare success story" (Bryden, 2005), "a country that could" (Shinn, 2002), "untold African Marvel" (Aboa-Bradwell, 2011), "Africa's best kept secret" (Jhazbhay, 2003), a "masterpiece in African elections" (Medhane, 2010) etc. However, such characterizations should not lead to overly optimistic expectations regarding Somaliland. These perspectives not only obscure the significant challenges and limitations inherent in Somaliland's democratic processes but also contribute to an exaggerated perception of the country's political progress.

Somaliland is still a weak and poorly funded state with rudimentary infrastructure and limited resources. Although it enjoys widespread peace and stability, this remains fragile and underdeveloped. The country's democratic transition has been a source of excitement, but it is still messy and incomplete (Walls, 2014). The government is weak and limited in both its despotic and infrastructural powers. The economy is driven by the private sector, which significantly influences the government. Its quest for political recognition has remained elusive, hindering economic growth and prosperity by limiting access to international development aid and loans.

Despite challenges, Somaliland has achieved remarkable progress. Unlike its southern neighbor and many other countries in the region, Somaliland has made substantial strides in peacebuilding, statebuilding, and democratization. It has successfully recovered from the security setbacks of the early 1990s, establishing a functioning government and a peaceful environment conducive to economic revival. Over the past decade and a half, Somaliland has demonstrated its commitment to democratization by conducting a series of successful elections and forming a democratic government, a feat matched by few other countries in Africa and the Middle East (Hansen & Bradbury, 2007, p. 461).

While Somaliland's achievements in state-building and peacebuilding are noteworthy, this study focuses on its progress in democracy. It examines how Somaliland emerged as a democratic polity and explores potential lessons for other countries in the region.

The study is structured into five sections. The first section provides a conceptual and theoretical discussion of democratic regimes, laying the groundwork for treating Somaliland as an electoral democracy. The second section offers an overview of politics and the state of Somaliland. The third section discusses the context of democratization in the Horn of Africa and why Somaliland is unique in this regard. The fourth section analyzes the factors driving Somaliland's thriving democracy. The final section considers the lessons that can be drawn and whether Somaliland's experience can be replicated elsewhere in the region.

Theoretical Framework

The standards employed for distinguishing democracies from autocracies vacillate between minimalist, maximalist, and hybrid approaches. The minimalist approach, influenced by the democratic theory of the famous Austrian economist, Joseph Schumpeter (1883–1950) conceives democratic regimes as electoral democracies. Schumpeter defined democracy as "that institutional arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a competitive struggle for the people's vote." (Schumpeter, 2003, p. 269). Democracies, in this perspective, are those regimes where the key positions of the government are filled through multiparty, competitive, free, and fair elections. Under electoral democracies, elections are often competitive, and incumbents cede power peacefully when they are defeated (Bidner et al., 2015, p. 2). According to Diamond (2002, pp. 21-22; 1996, p. 21), contemporary electoral democracies also provide for minimal civil and political freedoms, including freedom of organization, expression and assembly, which is necessary for meaningful elections, political debate and electoral campaigning. Yet, these are only partial. Electoral democracies largely fail to devote much attention to the fundamental human rights of individuals and minorities (Diamond, 1996, p. 21; Morlino, 2008, p. 9; Mukand & Rodrik, 2015, p. 1).

The maximalist approach, on the other hand, is founded on a much broader and extended conception of democracy. It challenges the minimalist approach's focus on elections as narrow (See Wolfgang Merkel [2004]). Democracy, rather, is broadly understood to constitute competitive elections and other institutions essential for safeguarding the civil and political rights of citizens and minority groups. In accordance with this approach, democracies are distinguished in the competitive multiparty elections they undertake and the guarantee they provide to more substantial civil and political rights under a strong rule of law (Diamond, 2002, p. 25). These forms of democratic regimes are widely identified as liberal democracies (Mukand & Rodrick, 2015, p. 1) and include several countries in the West that are classified by Freedom House as free.

A third approach, widely known as the hybrid approach, has recently emerged as a very useful perspective to be able to understand politically grey regimes that are neither democracy—liberal or electoral—nor fully autocratic. The literature on hybrid regimes posits a range of conceptions of hybrid regimes, and the subtypes identified are many (See, Collier & Levitsky, 1997; Levitsky & Way, 2002, p. 51). Yet, these regimes are widely identified in terms of their mixed characteristics combining certain democratic rules, procedures and institutions with varying degrees of authoritarian governance (Levitsky & Way, 2002, p. 51). Hybrid regimes have been considered forms of transitional democracies, yet they have also increasingly been regarded as variants of authoritarianism (Levitsky & Way, 2010, p. 4).

In most hybrid regimes, multiparty elections are not uncommon. Yet, elections are undertaken for the core purpose of legitimizing the incumbent and to mask realities of authoritarian domination (Ekman, 2009, p. 9; Diamond, 2002, p. 24). Opposition parties and their supporters face severe pressure and when elections are found to threaten the incumbents' own power, they are manipulated.

While this body of literature has been instrumental in delineating democracies from non-democracies, it has been widely critiqued for its predominantly Western-centric orientation. In response, a growing corpus of scholarship across the African continent advocates for the integration of indigenous and traditional African norms and practices as foundational elements of governance. One such perspective emphasizes the value of traditional African decision-making systems, particularly those rooted in consensus, as a viable alternative to Western liberal democratic models.

Notably, philosopher Kwasi Wiredu (1995) challenges the legitimacy of formal political parties and the multiparty system, arguing that these are Western impositions unsuited to the African sociopolitical context. He proposes a "consensual non-party system" as a more culturally congruent model of governance. In contrast to the majoritarian principles of liberal democracy, Wiredu asserts that consensus is the hallmark of traditional African political life. He states, "decision-making in traditional African life and governance, as a rule, is consensus." Drawing on the practices of various African communities—most notably the Ashanti of Ghana—Wiredu acknowledges the limitations of traditional systems in addressing the complexities of modern governance. Nevertheless, he contends that a consensual non-party system deserves to "be taken" "seriously" in Africa (Wiredu, 1995).

Wiredu's proposition has sparked significant debate regarding the role of traditional African systems and actors in contemporary democratic processes. Many scholars have praised his efforts to ground governance in indigenous structures, viewing his work as a meaningful contribution to the search for locally embedded, culturally rooted, and sustainable democratic models (Fayemi, 2010, p. 218; Olanipekun, 2020, pp. 6-8). However, critics have raised concerns about the adequacy of traditional structures in addressing contemporary governance challenges. Some have questioned the foundational assumptions of consensus democracy, particularly the presumed existence of a common interest and the normative frameworks that facilitate consensus (Fayemi, 2010, pp. 218-2019; Eze, 1997).

While Wiredu's analysis centers on the Ashanti, similar attributes can be observed in the governance system of Somaliland. The democratic system in Somaliland is deeply informed by traditional structures, particularly the Xeer system which plays a central role in conflict resolution. The upper house of Somaliland's parliament, the Guurti, is composed of clan elders, reflecting the integration of customary authority into formal governance. Although Somaliland operates as an electoral democracy with political parties, it has limited party competition between three political entities in order to foster consensus across clan lines. This mix of traditional institutions with forms and practices of governance has been instrumental in maintaining stability and embedding democratic practices in the unrecognized republic.

Somaliland, in this study, is treated as a case of an emerging electoral democracy. The small unrecognized polity is, indeed, the only country in the region classified as partly free by the 2016 Freedom House report. In the past decade and half, Somaliland has undertaken a series of successive and successful elections that are widely deemed competitive, free and fair (Abokor et al., 2006, p. 8; Hansen & Bradbury, 2007, p. 465). Moreover, unlike elections in many other states in the region, the electoral process in Somaliland has also been marked by alteration of power and a smooth transition

of power. Nevertheless, Somaliland›s democratic system exhibits several significant deficiencies, notably its inability to ensure the equitable participation of women and other marginalized groups. Furthermore, the persistence of authoritarian practices, patrimonial governance, and frequent breaches of constitutional provisions continue to undermine the integrity of its democratic institutions.

These shortcomings mean Somaliland is ruled out as a liberal democracy. Somaliland, however, is also far from a hybrid regime, primarily, because in contrast to many hybrid regimes, the political elite in Somaliland have demonstrated a remarkable commitment for democratic governance. Besides, Somaliland's elections have also been markedly distinguished by extensive and meaningful competition, alternation of power and a smooth post-electoral transition.

Somaliland: State and Politics

The narrative surrounding the emergence of the modern state has been articulated through various theoretical and historical lenses which range from hypothetical social contract theories to more historically grounded and cogent accounts, such as the conception of war-making as state-making. Charles Tilly, in his renowned dictum "state-making as war-making," offers a historically nuanced explanation of state formation, emphasizing the central role of warfare in the development of modern states.

According to Tilly, the experience of warfare has been instrumental in consolidating state power. European societies, confronted with relentless struggles for survival in a Darwinian context—where the weakest were inevitably marginalized—were compelled to develop effective state structures to defend themselves against external threats. These threats necessitated the creation of similarly robust states by rival societies (Clapham, 2001, p. 1). In this process, the conduct of war facilitated the centralization of authority, diminishing the autonomy of quasi-independent vassals and imposing the imperative for an effective system of encadrement through which societal resources could be mobilized and organized (Clapham, 2001, p. 2).

This imperative for resource mobilization, primarily for military purposes, catalyzed the emergence of national bureaucracies capable of extracting resources—particularly manpower through conscription and financial assets through taxation. These bureaucracies enabled the deployment of citizen armies which were pivotal in shaping the modern European nation-state between 1792 and 1945. Crucially, this process contributed to the formation of the so-called "imagined community," which endowed the coercive apparatus of the state with a moral foundation, thereby fostering voluntary participation and, in many cases, self-sacrifice among citizens (Clapham, 2001, p. 1). This imagined community subsequently underpinned the development of public participation, governmental accountability, and the provision of social welfare by the state (Clapham, 2001).

While this trajectory characterizes the emergence of the modern state in Europe, the genesis of most African states—excluding Ethiopia and Liberia—can be attributed to colonial imposition. These states did not undergo a process of state formation through warfare; rather, they were products of external conquest by imperial powers whose military capabilities vastly outmatched those of indigenous African societies (Clapham, 2001). The Horn of Africa, however, presents a notable exception. Clapham asserts that this region exhibits a more intensive and prolonged relationship between warfare and state formation than any other part of the continent, thereby offering a unique context in which this relationship can be more effectively examined (Clapham, 2001, p. 2).

Nevertheless, the impact of warfare in the Horn of Africa is complex and multifaceted, and the correlation between conflict and state formation is far from deterministic (Clapham, 2001, p. 9). States such as Djibouti, Somalia, Somaliland, and Sudan like their counterparts elsewhere in Africa, were initially shaped by colonial legacies (Bereketeab, 2007, pp. 39–40). However, the experience of warfare in the region provides a rudimentary explanation for the emergence of states such as Ethiopia and the post–Cold War secessionist entities of Eritrea, Somaliland, and South Sudan (Dias, 2013; Clapham, 2001).

Furthermore, the divergent trajectories of states in the Horn of Africa illustrate that warfare has produced varied outcomes: successful state formation (e.g., Eritrea, South Sudan, Somaliland), state disintegration (e.g., Somalia), and state weakening (e.g., Ethiopia and Eritrea following the 1998–2000 conflict) (Dias, 2013, p. 5).

The emergence of new states in the Horn of Africa during the post–Cold War period is closely linked to the recurrence of violent conflict in the region (Clapham, 2003; Jacquin-Berdal, 2002, as cited in Dias, 2013, p. 5). Protracted wars, some spanning several decades, were instrumental in the creation of new states. Eritrea and South Sudan, for instance, emerged following two of the longest and most devastating conflicts in Africa (Dias, 2013, p. 5). Similarly, the formation of Somaliland was precipitated by a war that led to the disintegration and collapse of Somalia, resulting in the emergence of self-declared autonomous entities.

Although it had a brief history of existence as a sovereign state in 1960, the republic of Somaliland was created in May 1991. Independence was declared at a Grand National conference of Northern peoples attended by representatives of Somaliland clans and the Somali National Movement (SNM)—the northern movement that took control of most of the northwest following the downfall of Siad Barre's regime. The conference revoked the act of Union that united Somaliland with the Italian trust territory in the south and declared the (re) birth of the republic of Somaliland. Since then, Somaliland has developed into one of the most peaceful and stable polities in the region. The political recognition of the republic, however, has remained elusive for more than a quarter of a century since the country declared its independence in 1991.

Roughly the size of England and Wales, the republic of Somaliland borders Djibouti to the west, the Gulf Aden to the north, Ethiopia to the west and Puntland to the East. Its territory is divided into six regions: Woqooy Galbeed, Awdal, Togdheer, Sahil, Sannag and Sool. Though Somaliland's government claims sovereignty all over these regions, authority over parts of Sannag and Sool remains highly contested with the autonomous Puntland state of Somalia, and this contest over jurisdiction means that some of the progresses Somaliland has made in peace and democracy could not be extended into parts of these regions.

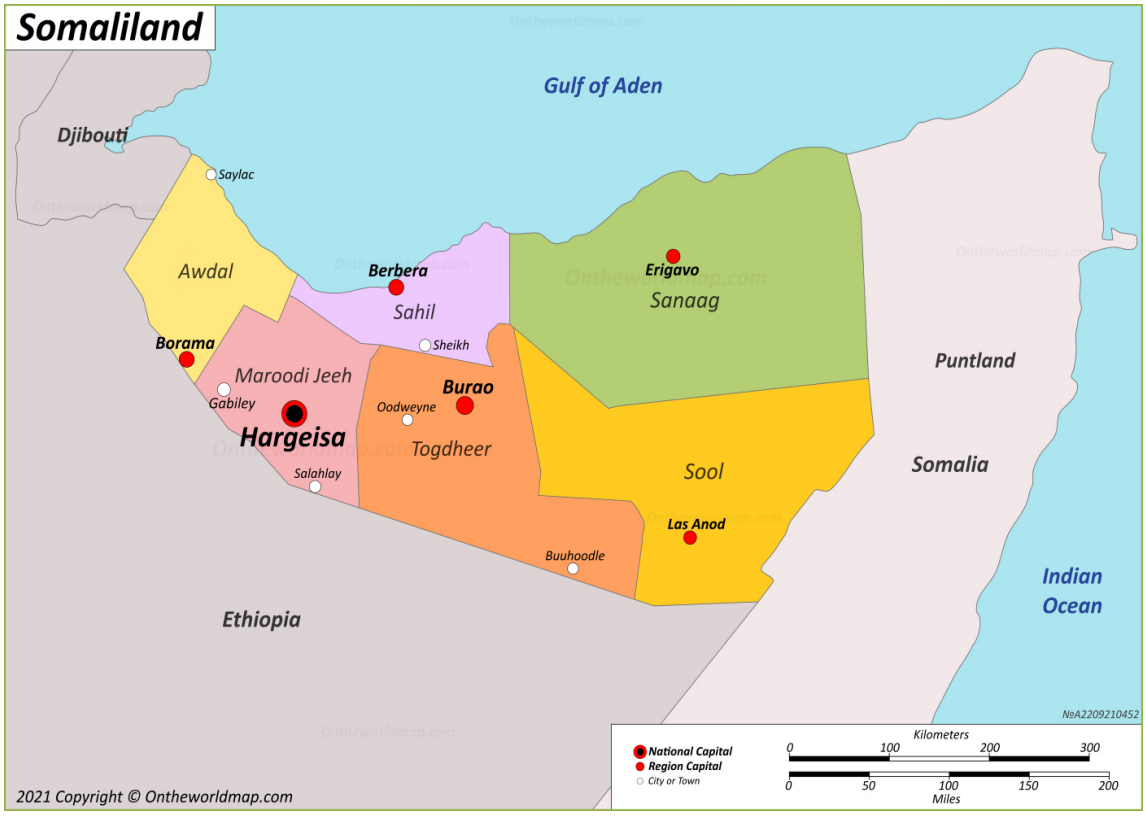

Figure 1: Map of Somaliland
Source : Ontheworldmap.com (2021)

The population of Somaliland is estimated to be 3.4 million (Government of Somaliland, 2010, p. 63). The vast majority of the people come from five main clans: Issaq, Issa, Gadabursi (Sommoron), Dhulbahante and Warsenegli (Bradbury, 2008, p. 52). The Issaq are the most populous and politically and economically dominant clan in Somaliland. Yet, Issaqs are not unified entities themselves. They are divided into six main sub-clan entities: Habar Yunis and Idagalle (together known as Garhajis), Habar Ja'lo, Habar Awal (Issa Mussa and Sa'ad Mussa), Arab, and Ayuub.

For over a decade, Somaliland had been administered by a hybrid political arrangement, locally known as the *beel* system, combining parts of the traditional, discursive, consensual and clan-based governance system with modern institutional forms of rule such as executive president, cabinet and a bicameral parliament. This hybrid system of governance has widely been credited to the peace and stability the country enjoys today. Besides, the progress made in governance and peacebuilding had served as a foundation for the democratic transition process the country launched at the beginning of the new millennium.

The transition into democratic rule started with the development of the necessary legal and institutional frameworks. The constitution, overwhelmingly endorsed by 97% of the voters in 2001, provides for a multi-party democracy based on three official political parties which would be determined in accordance with the results of district-level elections. Clan-based political parties are banned. Political parties are required to have a national basis.

Table 1: National Political Parties in Somaliland

2003- 2011	2012 - 2022
United Democratic People's Party (UDUB)	Kulimye (Unity) Party
Kulimye (Unity) Party	Justice and Development Party
Justice and Welfare Party (UCID)	Wadani (National) Party

Aside from the constitution, a series of other legal instruments have laid out the legal provisions needed for the successful undertaking of elections. These included the political associations and parties' law, the presidential and local council elections law (2001), the parliamentary elections law (2005) and the voter registration law (2007) (Interpeace and APD, 2015, p. 40). While these electoral laws were certainly useful in terms of spelling out Somaliland's democratic trajectory, they were, nonetheless, criticized for being "weak, incomplete and incoherent" (Interpeace and APD, 2015, p. 12).

Institutionally, Somaliland's Electoral Commission (NEC) is the chief institution entrusted with organizing and conducting elections. The NEC was established in 2001. Yet, the NEC has been largely poorly funded and lacked well qualified and trained permanent staff (Interpeace and APD, 2015, p. 36). This lack of well qualified and permanent staff has been a serious institutional challenge for the conduct of elections in Somaliland (Abokor et al., 2006, p. 14; Walls & Kibble, 2011, p. 36).

Somalilanders, in general, have demonstrated a strong interest in the polity's political affairs and widely taken part in the country's elections. Women and the youth, for instance, voted in numbers during the country's successive elections. Nevertheless, due to the country's absence of a census and a reliable voter registry, it has been difficult to effectively understand the level of voter turnout.

Table 2: Voter turnout in Somaliland

Election	**Votes Casted**
The constitutional referendum (2001)	1.19 million
The first district elections (2002)	440,067
The first presidential election (2003)	488,039
The first Parliamentary election (2005)	670, 328
The Second Presidential election (2010)	538,246
The Second District elections (2012)	810, 858
The 2017, Presidential Election	555,142

Source: Abokor et al. (2005), Interpeace and Academy of Peace and Development (2015), and Michael Wall and Steve Kibble (2011), Scott Pegg and Michael Walls (2018)

The Horn of Africa's Context and Somaliland's Rarity

The horn of Africa has been dubbed as home to some of the worst and undemocratic regimes in the world (IRIN, 2003). Among the world's worst, three—Eritrea, Somalia and Sudan—are said to be in the horn. Though these three are considered worse, the democratic and human rights records of other states in the region have not been different.

Eritrea is officially a one-party state. National elections have not been held since independence. The ruling party, the People's Front for Democracy and Justice (PFDJ)—the reincarnation of the former guerrilla Movement, the Eritrean People's Liberation Front (EPLF), has now been in power for more than a quarter of a century. The PFDJ-led regime has been accused of massive human rights violations, and in the latest twist of events; the UN has accused Eritrean officials of crimes against humanity and suggested for the international community to use the International Criminal Court (ICC) and other available mechanisms to ensure accountability in Eritrea.

Somalia continues to examplify the characteristics of a failed state, plagued by persistent political instability, civil conflict, and widespread insecurity. In their analysis of Somalia's democratic transition, Biyo et al. (2023) acknowledge some progress but highlight significant shortcomings. These include vote-buying, the susceptibility of the electorate to manipulation by demagogues or populists, and the risk of a "tyranny of the majority," where minority interests are systematically marginalized or ignored.

Since the 1990s, both Sudan and Ethiopia have been dominated by authoritarian regimes that maintained power for extended periods. Although periodic elections were held, incumbents consistently secured overwhelming victories. Opposition parties and independent media faced systematic suppression. Ethiopia, in particular, has been characterized as an electoral authoritarian regime (Aalen & Tronvoll, 2008). Elections have largely been orchestrated to ensure the ruling party's dominance (Aalen & Tronvoll, 2008). The only genuinely contested election in post-1991 Ethiopia occurred in 2005, which culminated in post-election violence that claimed the lives of over 200 individuals. Sudan, similarly, has been notorious for state-sponsored terrorism, protracted conflict, and egregious human rights violations. While elections have occurred, they have been largely symbolic and devoid of genuine democratic substance.

In 2018 and 2019, a wave of anti-government protests and civil society-led movements in Ethiopia and Sudan led to the downfall of entrenched regimes and ushered in a period of political reform and liberalization. However, the initial optimism quickly faded away. The anticipated democratic transitions in both countries reversed course, giving way to political crises and renewed civil conflict. Observers have described this reversal as tragic. In a comparative study, Michael Woldemariam remarked, "The collapse of the 2018–19 political transitions in Ethiopia and Sudan was one of the great African tragedies of the past decade." What had been widely hoped to be successful transitions ultimately devolved into violence and instability.

Djibouti, a small coastal state on the Red Sea, has remained relatively stable in comparison to its neighbors (Bereketeab, 2013, p. 14). Nonetheless, its political landscape is heavily dominated by the Issa clan, leaving the Afar ethnic group in a position of persistent marginalization (Bereketeab, 2013, p. 14). The ruling party, the People's Rally for Progress (RPP), and its leader, Ismail Omar Guelleh—who succeeded his cousin Hassan Gouled in 1999—have maintained power for decades. In the national elections held in April 2016, Guelleh and the RPP secured 87% of the vote.

South Sudan which gained independence in 2011 following one of Africa's longest civil wars, was initially met with widespread optimism. However, the country soon descended into renewed civil conflict. The roots of the crisis are multifaceted, but a key trigger was the political rivalry between President Salva Kiir and Vice President Riek Machar in the lead-up to the 2015 presidential election. Both leaders, representing the Sudan People's Liberation Movement (SPLM), nominated themselves as candidates, leading to a bitter power struggle that reignited civil war. Although the war formally ended with the IGAD-mediated power-sharing agreement in 2013, many continue to fear that longstanding rivalries are reemerging, raising concerns that South Sudan may once again descend into renewed civil conflict.

In summary, while elections are not uncommon in the Horn of Africa, they often lack credibility, transparency, and inclusivity. Dominant political parties such as the People's Front for Democracy and Justice (PFDJ) in Eritrea, and the RPP in Djibouti have remained in power for decades, effectively stifling political competition and preventing genuine multiparty democracy. The violent aftermath of the 2005 Ethiopian elections and the 2007 Kenyan elections further underscores the challenges of peaceful power transitions in the region, particularly when opposition parties are poised to win.

In contrast, Somaliland presents a notable exception to the region's democratic deficit. The self-declared republic has conducted a series of elections that have been widely regarded as competitive and credible. Moreover, Somaliland has demonstrated a rare commitment to peaceful and orderly transfers of power, distinguishing it from many of its regional counterparts. The most recent example occurred in 2024, when incumbent President Muse Bihi Abdi of the Kulmiye Party was defeated by opposition candidate Abdirahman Mohamed Abdullahi of the Waddani Party, followed by a peaceful and orderly transfer of power.

Successive and Successful Elections

The formal democratic transition process in Somaliland started in 2001 with a popular vote on the country's first independent constitution. This was followed by five successive and successful elections. The first to be held, in what was a paucity of democracy in the region for well over three decades, was district and municipal elections. They were held in 2002.

Unlike similar elections in other countries, district elections in Somaliland have dual objectives: constituting local and municipal administrative structures and determining the three national political parties of the country. Somaliland's electoral law qualifies the first three political parties winning many of the votes in the district elections to become national political parties eligible to run for presidential and parliamentary elections. Although there were enormous financial, technical and logistical challenges, the 2002 district elections were held successfully. According to Renders (2012), the district elections were held with relatively good spirits and organization. Observers were uniformly positive in their assessment of how these elections were held.

In four months, elections for the office of the president and the vice president followed (Abokor et al., 2006, p. 7). The presidential election turned out to be a closely contested race which the opposition was highly tipped to win. Yet, the incumbent President, Dahir Riyale Kahin of the UDUB party, retained his position. The result he won, however, was a very narrow one. Riyale defeated his rival, Ahmed Mohamed Mohamoud "Silanyo", chairman and candidate of the main opposition party, Kulmiye, in just a margin of 0.01 per cent of the votes casted. Not surprisingly, the result was briefly challenged by the Kulmiye. Yet it was accepted later, and the transition process proceeded peacefully.

In September 2005, the first parliamentary elections were held. These elections were for the lower house, namely the House of Representatives—the upper house, widely known as the *Guurti*, remains an unelected body. Voting took place in 982 polling stations for 82 seats (Abokor et al., 2006, p. 5). The incumbent UDUB party emerged as the winner taking 33 seats (Abokor et al., 2006, p. 19). Nevertheless, the opposition winning 49 seats altogether, the UDUB could not command a majority. Consequently, the two opposition parties took control of the parliament, and Somaliland became the "only country" in Africa where the opposition had controlled the parliament (2005–2010) (Abokor et al., 2006, p. 19).

The second presidential election was held in 2010, more than two years behind schedule. Three candidates from the three national political parties contested the election. In the outcome, the main opposition candidate, Ahmed Mohamed Mohamoud "Silanyo", who narrowly lost the presidential bid in 2003, comfortably emerged as a winner, and his victory was followed by a remarkable process of power transition that surprised many observers in the region. The incumbent president, Dahir Riyale Kahin, calmly accepted his loss and handed over office peacefully.

In 2012, the second-round district and municipal elections were held. The elections, however, were once again more than two years behind schedule—something which has become a recurrent phenomenon undermining the integrity of the electoral process in Somaliland. The two existing political parties, Kulmiye and UCID, and five newly established political associations—Wadani, UMMADA, Rays, Xaqsoor and DALSAN contested for seats. The ruling party, Kulmiye, emerged as a winner followed by Wadani and UCID, and the three formed as national political parties (Makokha & Ali, 2013, p. 6). As in other elections, the rating of the 2012 district elections was also positive among local and international observers.

The third presidential election which was held in 2017, was also hailed as "peaceful", "festive" and "Orderly" (Pegg & Walls, 2018). One Observer mission of European Team led by Dr. Walls Noted: "The mission was […] pleased to be able to report a polling day process that was generally conducted peacefully and efficiently." They went on to declare that:

> Throughout the election period, Somalilanders demonstrated their support for the rule of law and constitutional process, voting peacefully and in significant numbers, and we applaud this commitment to peaceful participation in an impressively open electoral system. At the conclusion of the mission, we noted that irregularities observed, and complained about by opposition supporters, were not of sufficient scale to have impacted the result.

Hence, as in the previous processes, the process of the third presidential election was hailed by international observers. Some of the violence seen in the post-election period was addressed with the use of customary traditions of conflict resolution and eventually, the election was accepted by all the parties and Somaliland was back on track of its democratic course.

The fourth presidential and party election was held on 13 November 2024. This marked the fourth presidential election in two decades since 2003. According to the Brenthurst Foundation, the 2024 presidential election was "arguably the most contested and contentious election in Somaliland's history", partly because it was held after two years of delay and political debate (Brenthurst Foundation, 2024). Three candidates from the three political parties contested the election: the incumbent President Muse Bihi Abdi of the ruling Kulmiye party, Abdirahman Mohamed Abdullahi "Irro" of the Waddani party, and Faysal Ali Warabe of the UCID party (Brenthurst Foundation, 2024). The election concluded with the victory of the opposition candidate, Abdirahman Mohamed

Abdullahi "Irro" of the Waddani party. The incumbent, Muse Bihi Abdi of the ruling Kulmiye party, conceded, ensuring a peaceful transfer of power. The election was hailed as free and fair. The Brenthurst observation team reported that "despite the constraints of Somaliland's financial and institutional means," the "election was free, fair, and credible." In its preliminary report, the University College London's International Election Observation Mission (IEOM) to Somaliland's presidential elections stated that the elections "largely took place in an environment where citizens were allowed to exercise their right to vote and demonstrated their enthusiasm for democracy." The report also noted that "the campaigning period was generally peaceful, with no observations of candidates being prevented from freely presenting their views, nor voters being hindered from engaging in campaign activities or learning about candidates' views."

In sum, without international recognition and any significant international support, Somaliland has held successive presidential, parliamentary, and district elections. Yet, it is not the successive undertaking of elections that identifies Somaliland as a beacon of hope in the horn of Africa. In fact, many countries in the region regularly carry out periodic elections. What distinguishes Somaliland as a remarkable story of success is the way these elections are held. In contrast to many other countries in the region, Somaliland elections have been highly competitive. In addition, although there were reports of multiple voting, ballot staffing, vote buying, and other forms of irregularities, Somaliland's successive elections have widely been regarded as free and credible. Observers were uniform in their assessment that no major incidents have happened to undermine the overall credibility of the country's elections. Above all, Somaliland's electoral process enjoys widespread support from much of the population. Except in parts of the Sool and Saanag regions in the east where Somaliland's authority is contested and the full undertaking of elections have been a very difficult task; Somaliland's successive elections had enjoyed widespread credibility and legitimacy by the general populace.

Alternation of Power and Smooth Political Transitioning

Post-electoral violence is a major challenge to elections in Africa. Many elections in Africa have also been criticized for failing to provide an opportunity for alternation of power. In contrast to this, Somaliland has displayed a significant deviation. Regardless of the enormous tensions that often surrounded its elections (prompting repeated postponements), post-electoral political transitions in Somaliland have generally been smooth. This was most conspicuously demonstrated in the two presidential elections in 2003 and 2010.

The 2003 presidential election in Somaliland was probably one of the most closely contested and narrowly won elections in Africa. According to NEC results, the incumbent president, Dahir Riyale Kahin, defeated his closest rival, Ahmed Mohamed Mohamoud "Silanyo", in just a margin of 80 votes (REF). By any standard, this was an unusually narrow result that could open up plenty of room for contestation (REF).

The announcement instantly triggered small scale protests from Kulmiye supporters in Burco and Gabiley cities (Bradbury, 2008, p. 194; Renders, 2012, p. 245). The government, in its part, quickly invoked a state of emergency proscribing any further opposition rallies and protests (Bradbury, 2008, p. 194). Kulmiye took the result to the Supreme Court alleging a summation error. The Supreme Court, however, upheld the original result. Some Kulmiye members pressured "Silanyo" to form an alternative government (Bradbury, 2008, p. 194). Others who invested their personal wealth for the party's electoral bid could not overcome the defeat of the party (Bradbury, 2008, p. 194). With the simmering polarization of the two camps, many feared a return to violence (Barnet & Woldemariam, 2011). This, however, did not happen. The parties were reconciled with the help of clan elders, and the electoral process was concluded peacefully (Barnet & Woldemariam, 2011).

A similar remarkable political transition occurred in the 2010 presidential election following the victory of the opposition candidate, Ahmed Mohamed Mohamoud "Silanyo. As opposed to the presidential contest in 2003, "Silanyo" this time was a clear winner, and shortly after the outcome was

announced by NEC, the incumbent president Dahir Riyale Kahin, to the surprise of many, conceded defeat and handed over power. The political transition process, once again, ensued without any disturbance.

Apart from the peaceful post-electoral transition process that marked its elections, Somaliland's elections are also markedly distinct for their role in providing an opportunity for alternation of power. Unlike many other elections in the region, and the wider Africa, Somaliland's elections have provided a platform for the people to see and enjoy the benefits that accrue with alternation of political parties in power. This happened in the 2010 and 2005 elections. In the 2010 presidential election, the opposition candidate won the presidency. In the 2005 parliamentary elections, the opposition swept the lower house of the parliament creating a situation where the parliament was controlled by the opposition—a situation which some authors described as unique in Africa.

Making Sense of Somaliland's Emerging Democracy

Somaliland has made remarkable progress in its successive elections. When asked about how their polity managed to achieve the democratic headway it has made, Somalilanders, from all walks of life, provide an account that begins and ends with their culture, indigenous institutions and the role of clan elders.

This study, however, suggests three major factors as explanations for Somaliland's remarkable democratic progress. The first relates with the ingenuity of the people and the leadership of Somaliland to functionally tame the Western multi-party form of democracy with elements of the traditional, discursive and clan-based consensual democracy, which the English anthropologist, Ioan Lewis, has passionately referred as "pastoral democracy"; while the latter two explanations relate to the political context within which Somaliland has been operating since 1991, particularly, to its relentless search for international recognition.

Local Adaptation and Contextualization

There still exists an ongoing debate whether democracy, understood in its Western style, is universal or if it takes different forms in reaction to the relatively distinct cultural values and norms of each society. In his widely read article, "Democracy as a Universal Value", the famous Egyptian economist, Amartya Sen, (1999) conceived democracy as universal value. According to Amartya Sen, democracy, as understood in the Western liberal conception, is a universal value that can take root in any culture.

Others, however, have contested Sen's assertion. Claude Ake, (1993), the renowned Nigerian political scientist, for example, talks about the need for a unique case of African democracy well versed with the socio-cultural realities of Africa. According to him, the Western-styled liberal democracy with its massive focus on individual interest and rights "makes little sense in Africa". A functioning democracy in Africa needs to be reconciled with the communal character of African society. Both sets of arguments have had difficult implications for the processes of democratic transition in Africa. The universality argument tends to impose a Western-styled liberal model of democracy as an all fit-in universal template, while the culture-specific argument dethrones some of our core assumptions of democracy in the name of a cultural adaptation. In Somaliland, nonetheless, evidence reveals that the practical application of the Western multiparty form of democracy in the broader context of Somali socio-cultural realities was a major factor of success (Kibble & Walls, 2009). Although, it remains uncertain if this system would be robust enough to respond to future problems and challenges, the accommodation of the modern multiparty democracy system within the general context of the traditional values of Somali society—despite an inherent tension between the two—has been a source of success and strength to Somaliland's emerging democracy.

Of course, the introduction of multi-party politics, following the spell of a decade-long rule under a clan power-sharing arrangement, was meant to move away from the existing clan politics. In practice, however, traditional clan politics continued to exert a significant influence over the country's newly introduced multi-party democracy (Kibble & Walls, 2009, p. 3). Political parties were/and still are

identified with clans and coalition of clans. Parties depended on their respective clans for moral and financial support. The parties' leadership exerted little control in the nomination of candidates; candidates were proposed by clans or needed to be endorsed by the clans.

Enmeshed in all this, the multiparty democracy functioned quite well. Whenever it runs against the traditional clan political practice and perceptions of power balance, it is readjusted. The disagreements over voter registration and popular opposition against the closed party list system, for instance, were partly caused because these two contradicted the deep-seated local practices of clan politics. Although most electoral experts agree on the need for an accurate, transparent and trusted voter registration for a representative, credible and peaceful elections (Interpeace & APD, 2015, p. 12), all but one of Somaliland's elections (the 2010 presidential election) was conducted with a voter register. Clear and accurate voter registration was viewed as a potential threat to traditional perceptions of power balance. The closed-party list system, used in 2002 district elections, on the other hand, had to be abandoned in favor of an open party list in 2012 due to a widespread public uproar against it. The closed list system was fiercely opposed because, by strengthening the power of political parties, it undermined the traditional power of clans.

In sum, the newly introduced multiparty system in Somaliland functioned well because it was pragmatically wedded with the underlining social structures, principles and norms of Somaliland's society. However, it wasn't only the contextual adaptation that provided for a functioning democracy. The very values and norms of Somaliland society have also been instrumental to the functioning of the country's multi-party democracy. This most particularly has been the case with Somaliland's culture of mediation, negotiation, and peaceful conflict resolution.

Somaliland always feels on the brink of violent conflict whenever elections are looming around the corner. Elections are frequently surrounded by heightened tensions, disagreements, and frequent delays. However, all these tensions and disagreements, on numerous occasions, were dealt with thanks to the intervention of the elders and through the country's tradition of negotiation and mediation. In the presence of the country's culture of negotiation and mediation, it has been possible to unlock political deadlocks, prevent electoral violence, and take the whole electoral process forward.

The non-electoral context—the politics of recognition/un-recognition

In his article on the impact of the non-electoral context on democratic transition, Kjetil Tronvoll, one of the doyens of electoral studies in Ethiopia, argues that though often are "overlooked in the democratization studies", the non-electoral context and key events unfolding between elections significantly impinge on the nature of democratic transitions. Tronvoll discusses the enigmatic Ethiopian and Eritrean conflict (1998–2000), and how it paved way to one of the most highly contested elections in the post-1991 political history of Ethiopia. According to him, the intra-party rift and fracture that unraveled within the ruling party following the end of the war in 2001 led to the weakening of the party within and loss of its legitimacy outside. In contrast, the resuscitation of pan-Ethiopianism in connection with the outbreak of the war had enhanced the popularity of opposition political parties championing Ethiopianism compared to the ruling party that has been practicing an ethnic-based democracy.

Tronvoll's analysis, interestingly, sheds light on the effect of non-electoral politics and events on the quality and integrity of elections. According to him, a full understanding of the role of elections in democratic transition requires "thick descriptions" referring to not only the formalities of elections but also the non-electoral contexts and events. This, however, poses a daunting task for the analyst, and balancing studies on electoral formalities with the analysis of contextual factors remains a key challenge to democratization research (Tronvoll, 2009, p. 450).

Kjetil Tronvoll's analysis significantly holds true for Somaliland. The political context within which Somaliland has been operating since 1991, and more specifically, its relentless search for international recognition, has had a strong influence on the country's motivation for democratization. Transition from the traditional *beel system* into a multiparty democracy was seen as a strategy to achieve

international recognition. Many in Somaliland believe that the polity's democratic transition will finally convince the international community to recognize Somaliland as an independent state (Walls & Healy, 2010, p. 2). Yet, it was not only the search for recognition that opened for democratization, but also the lack of recognition. Though it deprived critically needed financial and technical resources (which other post-conflict societies often receive), the absence of international recognition has provided Somaliland an opportunity for an autonomous process of peacebuilding, state-building and democratization. It gave Somalilanders the latitude to experiment with a hybrid state of their own in their own way and with their own local resources. Plus, as a national agenda that pre-occupied Somalilanders for more than a quarter of a century now, the quest for international recognition has kept Somalilanders of all walks of life united, contributing to the unity and peace of the country.

However, the dependence of Somaliland's process of democratization on the country's search for recognition and/or lack of recognition raises some concerns over its durability. First, the view of democratization as vehicle for international recognition implies that Somaliland's democratic process is meant for foreign consumption and is not well intended for serving the democratic needs of Somalilanders. Secondly, there is an emerging concern that if recognition is eventually realized, Somaliland's democratization process may be followed by de-democratization and the unity, peace and stability the country has enjoyed over the years may break down.

Strong Commitment to Democracy

At the heart of electoral integrity lies genuine elections which offer voters the opportunity for meaningful political participation (ACE, 1998). Genuine elections require commitment from the political elite and the public for free and fair elections. This commitment, unfortunately, does not exist in many countries in Africa. Gyimah-Boadi (2015, p. 101), in his discussion on the core challenges of democratization in Africa, notes that a waning democratic commitment among elites is a major factor responsible for the faltering of democratic progress in the continent. Despite the deepening and widespread desire for democratic governance by the wider public, commitment on the part of the elites in Africa has been ambiguous (Gyimah-Boadi, 2015, p. 110).

The elites in Somaliland generally seem to depart from this tradition. Indeed, one of the major factors that provided for a democratic government in Somaliland is the commitment of the people and the political elites of Somaliland for a democratic Somaliland. Both the people of Somaliland and the political elites have "demonstrated" a strong commitment to constitutional democracy (Abokor et al., 2005, p. 8). This has been illustrated in the devotion of the Somaliland government to fund the elections, particularly, the presidential elections which the international community was reluctant to support due to the country's woe with international recognition. In addition, the determination of the political elites across the political divide to peacefully resolve disputes arising from the tightly contested elections is also another case in point of the commitment of the elites for the democratic governance and peaceful transition of political power.

Not surprisingly, a major incentive for the democratic commitment of the elites and the public is the country's quest for recognition. Somaliland hopes to win the hearts and minds of the international community by demonstrating its qualities as a democratic country. Democratization and constitutional rule are presumed to facilitate the chances of the country for international recognition.

Lessons for other countries in the region?

Having undertaken five successive and competitive multiparty elections which widely have been described as free and fair, Somaliland has emerged as a noticeable electoral democracy in the horn of Africa in the past decade and half. This remarkable achievement of the country was made possible owing to the ingenuity of the people of Somaliland successfully accommodating the Western type of multiparty democracy within the socio-structural realities of the country, and contextual factors that necessitated the democratic transformation of the country. The democratic transformation of the country was seen as an instrument to enhance Somaliland's chances for international recognition.

Nevertheless, it was not only the absence of international recognition that helped Somaliland, but also the absence of international recognition. While lack of recognition has served as an inspiration for democratization, the absence of international recognition (and the subsequent international intervention that often associates it) had given Somalilanders the latitude to experiment their own peculiar model of democracy contributing to success.

To be contextually specific, the democratic achievements of Somaliland are, thus, rooted in the distinct structural and conjectural factors of the country leaving little chance for replication. Yet, short of replication, Somaliland's trajectory of democracy posits some important lessons for other countries in the region, and in Africa. Somaliland's democratic progress, first and foremost, attests to the fact that democratic elections are more likely to occur when political elites are committed to democracy. In the absence of such commitments, elections would remain mere exercises of public relations. Secondly, Somaliland's relatively successful experience is evidence that the Western-style multiparty democracy is perhaps unlikely to function properly unless adapted to socio-cultural realties of Africa. In consistent with the culture specific argument, Somaliland's democratic trajectory teaches us that multiparty democracy in Africa may have to be accommodated with underlining social— cultural realities to function effectively.

Bibliograhy

Aalen, L., & Tronvoll, K. (2008). The 2008 Ethiopian local elections: The return of electoral authoritarianism (Briefing). *African Affairs, 108*(430), 111–120.

Aboa-Bradwell, S. (2011). *An unsung African marvel: The case for Somaliland's recognition*. African Peoples Advocacy Policy Brief.

Abokor, A. Y., Kibble, S., Bradbury, M., Yusuf, H. A., & Barrett, G. (2006). *Further steps to democracy: The Somaliland parliamentary elections, September 2005*. Progressio.

ACE. (1998). *The ACE encyclopedia: Electoral integrity*. Ace Electoral Knowledge Network.

Ake, C. (1993). The unique case of African democracy. *International Affairs, 69*(3), 239–244.

Arriola, L. R., & Lyons, T. (2016). Ethiopia: The 100% election. *Journal of Democracy, 27*(1), 76–88.

Bereketeab, R. (2007). State-building project of peace building in the Horn of Africa. In U. J. Dahre (Ed.), *Post-conflict peacebuilding in the Horn of Africa: A report of the 6th annual conference on the Horn of Africa, Lund, August 24–26, 2007*.

Bereketeab, R. (2013). Introduction. In R. Bereketeab (Ed.), *The Horn of Africa: Intra-state and inter-state conflict and security* (pp. 1–25). Pluto Press/Nordic Africa Institute.

Bidner, C., Francois, P., & Trebbi, F. (2014). *A theory of minimalist democracy*. National Bureau of Economic Research.

Biyo, M. A. A. M., Yusuf, M. S. A., & Warsame, M. B. H. (2023). Development of the democratic system in Somalia since the Carts reconciliation 2000. *International Journal of Education, Humanities and Social Science, 6*(4).

Bradbury, M. (2008). *Becoming Somaliland*. James Currey.

Bradbury, M., Abokor, A. Y., & Yusuf, H. A. (2003). Somaliland: Choosing politics over violence. *Review of African Political Economy, (97)*, 455–478.

Brenthurst Foundation. (2024, November 15). *Report of The Brenthurst Foundation Observer Mission*. https://www.thebrenthurstfoundation.org

Bryden, M. (2005). Foreword. In *Rebuilding Somaliland: Issues and possibilities*. WSP International Somali Program. Red Sea Press Inc.

Clapham, C. (2001). Rethinking African states. *African Security Review, 10*(3), 1–16.

Collier, D., & Levitsky, S. (1997). Democracies with adjectives: Conceptual innovation in comparative research. *World Politics, 49*(2), 430–451.

Diamond, L. (1996). Is the third wave over? *Journal of Democracy, 7*(3), 20–37.

Diamond, L. (2002). Thinking about hybrid regimes. *Journal of Democracy, 13*(2), 21–35.

Dias, M. A. (2013). Introduction: Understanding conflict and processes of state formation, reconfiguration and disintegration in the Horn of Africa. In M. A. Dias (Ed.), *State and societal challenges in the Horn of Africa: Conflict and processes of state formation, reconfiguration and disintegration* (pp. 3–13). Center for African Studies, ISCTE-IU.

Ekman, J. (2009). Political participation and regime stability: A framework for analyzing hybrid regimes. *International Political Science Review, 30*(1), 7–31.

Eze, E. C. (1997). Democracy or consensus? A response to Wiredu. In E. C. Eze (Ed.), *Postcolonial African philosophy: A critical reader* (pp. 313–323). Cambridge, MA: Blackwell Publishers Ltd.

Fayemi, A. K. (2010). A critique of consensual democracy and human rights in Kwasi Wiredu's philosophy. *LWATI: A Journal of Contemporary Research, 7*(1), 211–224.

Fekade, T., & Zerihun, M. (2024). Election 2024: Once again, Somaliland back on track. *Good Governance Africa*. https://gga.org/analysis-somaliland-elections-2024

Freedom House. (2016). *Freedom in the world: Somaliland*. https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/somaliland

Gyimah-Boadi, E. (2015). Africa's waning democratic commitment. *Journal of Democracy, 26*(1), 101–113.

Hansen, S. J., & Bradbury, M. (2007). Somaliland: A new democracy in the Horn of Africa. *Review of African Political Economy, 113*(3), 461–476.

Human Rights Council. (2016, June 8). *Detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea*. http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIEritrea/A_HRC_32_CRP.1_read-only.pdf

Interpeace & APD (Academy for Peace and Development). (2015). *Pillars of peace: Confronting the future of Somaliland's democracy*. Interpeace and APD.

IRIN. (2003, April 15). Eritrea, Somalia, Sudan among world's worst regimes, report says. *IRIN*.

International Election Observation Mission. (2024). *Preliminary assessment*. University College London.

Jhazbhay, I. (2003). Somaliland: Africa's best kept secret? A challenge to the international community? *African Security Review, 12*(4), 77–82.

Kaplan, S. (2008). The remarkable story of Somaliland. *Journal of Democracy*, *19*(3), 143-157.

Kibble, S., & Walls, M. (2009, December). Tradition and modernity in Somaliland: Beyond polarity: Negotiating a hybrid state. Paper presented at LUCAS Conference, Leeds.

Levitsky, S., & Way, L. A. (2002). Elections without democracy: The rise of competitive authoritarianism. *Journal of Democracy, 13*(2), 51–65.

Levitsky, S., & Way, L. A. (2010). *Competitive authoritarianism: Hybrid regimes after the Cold War*. Cambridge University Press.

Makokha, J., & Ali, Y. (2013, April). Somalilanders speak: Lessons from the 2012 local elections. Saferworld/SONSAF. http://tinyurl.com/og7fkyt

Medhane, T. (2010). The Somaliland orchestra: An African masterpiece in democratic elections. *The Current Analyst*.

Merkel, W. (2004). Embedded and defective democracies. *Democratization, 11*(5), 33–58.

Morlino, L. (2008). *Hybrid regimes or regimes in transition?* (FRIDE Working Paper No. 70). FRIDE.

Mukand, S., & Rodrik, D. (2015). *The political economy of liberal democracy* (NBER Working Paper No. 21540).

Olanipekun, V. O. (2020). Democracy and consensus in traditional Africa: A critique of Kwasi Wiredu. *Inkanyiso: Journal of Humanities & Social Sciences, 12*(1).

Pegg, S., & Walls, M. (2018). Back on track? Somaliland after its 2017 presidential election. *African Affairs, 117*(467), 326–337.

Renders, M. (2012). *Consider Somaliland: State-building with traditional leaders and institutions*. Brill.

Schumpeter, J. (2003). *Capitalism, socialism and democracy* (New introduction by R. Swedburg). George Allen & Unwin.

Sen, A. (1999). Democracy as a universal value. *Journal of Democracy, 10*(3), 3–17.

Shinn, D. (2002, November 9). The little country that could. *Africa Notes*.

Somaliland Government. (2010). *Somaliland in figures: 2010 (Edition 7)*. Hargeisa: Government of Somaliland. http://www.somalilandlaw.com/Somaliland_in_Figures_20010.pdf

Tronvoll, K. (2009). Ambiguous elections: The influence of non-electoral politics in Ethiopian democratization. *The Journal of Modern African Studies, 47*(3), 449–474.

Tronvoll, K. (2010). The Ethiopian 2010 federal and regional elections: Re-establishing the one-party state. *African Affairs, 110*(438), 121–136.

Walls, M. (2014). *A Somali nation-state: History, culture and Somaliland's political transition*. Pisa: Ponte Invisible.

Walls, M., & Healy, S. (2010). *Another successful election in Somaliland* (Briefing Note). Chatham House.

Walls, M., & Kibble, S. (2011). *Somaliland: Change and continuity*. Progressio.

Walls, M., Heine, C., Klingel, A., Goggin, C., Farag, A., & Mwape, S. (2017, March). *The limits of consensus? Report on the Somaliland presidential election, 13th November 2017*. International Election Observation Mission. London: The Bartlett Development Planning Unit.

Wiredu, K. (1995). Democracy and consensus in African traditional politics: A plea for a non-party polity. *The Centennial Review, 39*(1), 53–64.

Woldemariam, M. (2025). The tragedy of transition in Ethiopia and Sudan. *Current History, 124*(862), 163–168. https://doi.org/10.1525/curh.2025.124.862.163

© Présidence du Bénin

Quels savoirs économiques pour informer l'action internationale pour la biodiversité ?

Questionnements épistémologiques à partir de l'exemple de la priorisation spatiale

Morgane Gonon
Doctorante, école doctorale Abies (alimentation, biologie, environnement et santé) université Paris-Saclay AgroParisTech, CNRS, École des Ponts ParisTech, Cirad, EHESS, UMR Cired, Nogent-sur-Marne, France
morgane.gonon@agroparistech.fr

How to cite this paper:
Gonon, M. (2025). Quels savoirs économiques pour informer l'action internationale pour la biodiversité? Questionnements épistémologiques à partir de l'exemple de la priorisation spatiale. *Global Africa*, (11), pp. 74-87.
https://doi.org/10.57832/j8ty-za02

Received: November 15, 2024
Accepted: September 10, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

La perte de biodiversité et d'habitats naturels s'accélère à l'échelle mondiale. Face à ce constat, la recherche en économie mobilise, entre autres, des outils de priorisation spatiale afin d'orienter les efforts de restauration et de conservation. Ces méthodes, fondées sur des analyses coût-bénéfice et de coût-efficacité, identifient les zones où les gains écologiques seraient maximisés pour un coût minimal. Leurs résultats privilégient mécaniquement les pays dits du Sud ou les régions considérées comme économiquement moins productives. Cet article revient sur les hypothèses qui sous-tendent ces analyses et questionne leur capacité à informer l'action écologique internationale. Trois limites principales sont développées dans cette contribution : la reproduction des inégalités économiques existantes, la réduction des causes structurelles de l'érosion de la biodiversité à des arbitrages localisés, et l'exclusion des dimensions géopolitiques et ontologiques liées à la souveraineté et à la pluralité des rapports entre sociétés et milieux. L'article dessine les contours d'un nouvel agenda de recherche en économie, plaçant la protection de la biodiversité au cœur de l'économie politique des chaînes de valeur mondiales, des dépendances financières et des enjeux de justice distributive.

Mots-clés

Analyse spatiale, biodiversité, économie internationale, coût-bénéfice, coût-efficacité

Introduction

Les populations de vertébrés sauvages ont décliné de 73 % entre 1970 et 2020[1], et un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction (IPBES, 2019). Plus de 35 % des milieux humides ont disparu depuis 1970, et la destruction des habitats naturels continue de s'accélérer. En accompagnement des initiatives et cadres internationaux pour la restauration de la biodiversité[2], la recherche en économie identifie les coûts de la

1 Rapport Planète vivante 2024, WWF.
2 Par exemple accord de Kunming-Montréal (2022), la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030), le Défi de Bonn.

dégradation des terres et les bénéfices de la restauration écologique (Nkonya et al., 2016 ; Giger et al., 2018 ; Mirzabaev & Wuepper, 2023 ; Bodin et al., 2022), visant à la fois à démontrer le bien-fondé économique d'une action écologique d'ampleur et à organiser sa mise en œuvre. L'évaluation des bénéfices directs — en valeur monétaire ou biophysique — et des coûts directs de la restauration des écosystèmes entend contribuer au cadre décisionnel par l'analyse coût-bénéfice, l'analyse coût-efficacité et l'évaluation multicritères[3].

Un nombre croissant de travaux spatialisent ces analyses afin d'informer sur la répartition géographique de l'effort de restauration de la biodiversité (figures 1 et 2). Ces analyses produisent des cartes à partir des caractéristiques écologiques et socio-économiques d'espaces géographiques variés pour prioriser efficacement les actions en faveur de l'environnement. La priorisation géographique est obtenue par la maximisation de rendements biophysiques ou de bénéfices socio-économico-écologiques[4] et par la minimisation des coûts. Cette méthode repose sur l'hypothèse d'une substituabilité, ou du moins d'une comparabilité, des actions écologiques entre les espaces géographiques, à une échelle nationale, régionale ou mondiale. Par exemple, Mirzabaev et al. publiaient en 2022 un article empirique identifiant les zones les plus efficientes économiquement pour la restauration des écosystèmes de la Grande Muraille verte[5] (figure 1). D'autres publications ont utilisé ces méthodes à l'échelle mondiale (figure 2). En 2020, Strassburg et al. publiaient une carte du monde de sites prioritaires à restaurer en optimisant trois critères — le gain de biodiversité, l'atténuation du changement climatique et les coûts — pour l'ensemble des biomes terrestres et selon 1 200 scénarios (encadré 1 ; figure 2 a). Autre exemple, l'économiste Jonah Busch et al. publiaient en 2024 une priorisation coût-efficacité de deux techniques de restauration écologique distinctes — la régénération naturelle et les plantations d'arbres — en intégrant l'utilisation de données spatialisées sur le stockage du carbone dans les sols à l'échelle globale (figure 2 b).

Les résultats de ces analyses spatialisées présentent comme efficace pour la préservation de la biodiversité la priorisation des pays dits du Sud ou des zones considérées comme moins développées économiquement. Les données disponibles, leurs périmètres, ainsi que les hypothèses intermédiaires des analyses de priorisation spatiale (encadré 1) conduisent mécaniquement à définir une restauration coût-efficace du vivant par la négative de la production de valeur économique. En d'autres termes, ces analyses présentent comme économiquement rationnelle la conduite d'une politique de restauration de la nature dans les régions où les gains économiques des terres sont les plus faibles.

La présente contribution entend d'abord questionner la validité de ces données et hypothèses pour informer la gouvernance des politiques écologiques internationales. La complexité à la fois des déterminants de la perte de biodiversité et des transformations à conduire pour une économie plus respectueuse du vivant appelle, selon une autre articulation des savoirs économiques, aux besoins de la décision publique. Notre contribution discute d'abord les hypothèses et implications des analyses spatialisées suivant trois points, détaillés ci-après. Nous mettons de côté les questions de robustesse des données (Armsworth, 2014), limites majeures à l'applicabilité de ces méthodes, mais qui nous semblent découler logiquement des limites plus conceptuelles que nous listons.

D'abord les préconisations concernant les zones à préserver reconduisent les inégalités économiques entre espaces. Les données de coûts mobilisées reflètent les écarts salariaux et de production de valeur ajoutée. La maximisation des gains ou du rendement écologique conduit mécaniquement à des résultats privilégiant la mise en conservation des zones moins intégrées aux sphères économiques et à l'échange.

Deuxièmement, la définition de ce qu'est la restauration écologique, le cadre méthodologique et les données considérées n'intègrent pas les causes — notamment les déterminants économiques — de la destruction des habitats naturels. La définition des coûts et l'approche localisée des analyses

3 Ce cadre méthodologique constitue également une base pour la construction de courbes de coûts marginaux d'abattement pour la biodiversité pour prioriser les espaces à restaurer — du moins coûteux au plus coûteux par unité de gain écologique. Cette frontière de recherche en économie de la biodiversité est actuellement débattue. (cf. Keynote de Ben Groom {University of Exeter) au premier congrès de Latin American Association of Environmental and Resources Economists (LAERE} 2025).

4 Les bénéfices peuvent être exprimés en services écosystémiques, en unité monétaire ou biophysique, ou en gain écologique.

5 La Grande Muraille verte est un programme africain de reboisement, dont le tracé historique s'étend sur les onze pays de la zone sahélienne, de Dakar à Djibouti.

spatialisées — au pixel — ne reflètent que partiellement les efforts nécessaires pour limiter la dégradation de la biodiversité, et n'intègrent pas ces efforts dans une transformation plus profonde du tissu économique et des chaînes de valeur.

Troisièmement, la prétendue positivité de ces méthodes refuse la complexité géopolitique et ontologique nécessaire pour appréhender les compromis à mettre en œuvre pour préserver le vivant non humain. La restauration ou l'usage des milieux naturels a directement trait à l'aménagement d'un territoire, prérogative de souveraineté, enjeu de luttes et espace de définition des relations entre les sociétés et leur environnement dans leur pluralité. L'analyse économique n'a pas immédiatement vocation à intégrer directement ces considérations, mais la question de son articulation avec d'autres savoirs pour informer la répartition spatiale de l'action écologique doit alors être explicitement posée. Si l'information produite par la priorisation spatiale peut sembler utile à première vue, en dépit de la non-prise en compte des contextes institutionnels et sociaux, nous défendons au contraire que les notions de coûts comme de gains ne peuvent être comprises hors du contexte dans lequel elles se déploient. Elles s'inscrivent dans une réflexion intégrée et multiscalaire sur le devenir des espaces et leur insertion dans l'économie internationale.

À partir de l'exemple des méthodes de priorisation spatiale, la présente contribution entend ouvrir un questionnement épistémologique sur la place et les limites de l'analyse technico-économique et instrumentale pour informer l'action écologique internationale. L'ampleur et la complexité des transformations systémiques à mener, l'absence de causalité simple appellent à explorer d'autres positionnements épistémiques, outils et méthodes. Cette contribution s'appuie sur les trois limites évoquées pour dessiner les contours d'un autre agenda de recherche en économie sur l'action internationale pour la sauvegarde de la biodiversité.

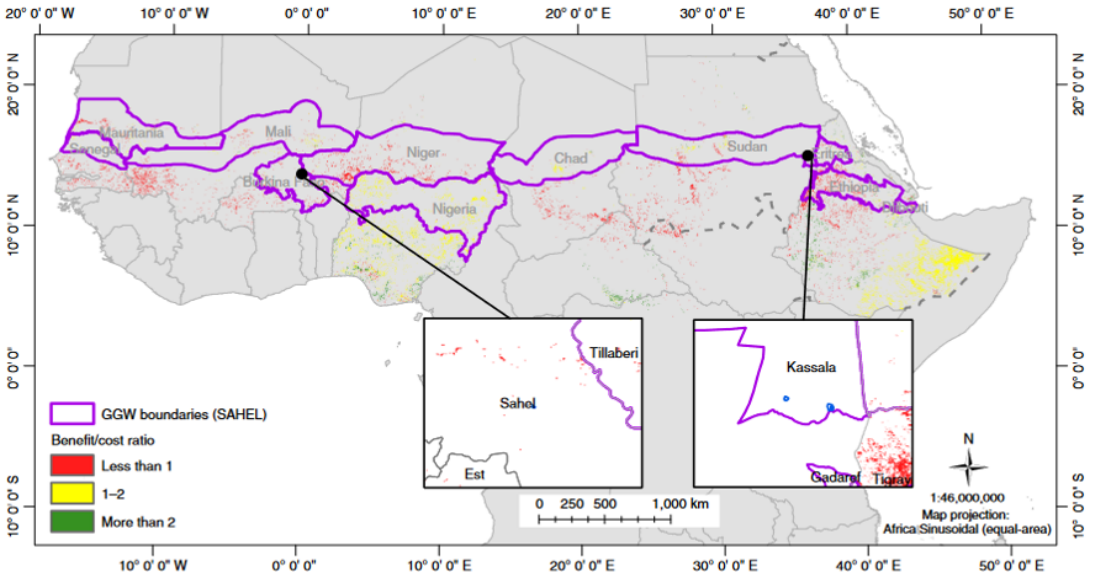

Figure 1 : Ratio coût/bénéfice de la restauration des terres sur les onze pays de la Grande Muraille verte.

Note de lecture : La carte présente les ratios coût/bénéfice projetés des activités futures de restauration des terres dégradées dans le Sahel entre 2001 et 2018 avec un taux d'actualisation de 10 %.

Source : Mirzabaev et al., 2022.

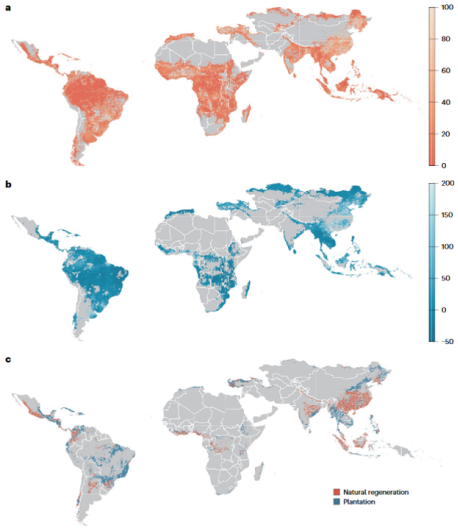

Figure 2a

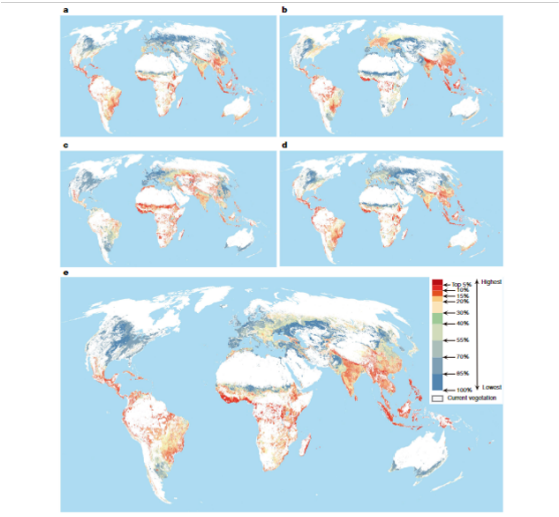

Figure 2b

Figure 2 : Exemples d'analyses coût-bénéfice et coût-efficacité avec multicritères.

Source : figure 2 a: Busch et al., 2024 ; figure 2 b : Strassburg et al., 2020.

Efficacité de la restauration écologique et écarts de richesse : quel monde est protégé ?

Les résultats des analyses spatialisées en coût-bénéfice et coût-efficacité priorisent systématiquement les politiques de restauration et de conservation dans les pays dits du Sud quand elles sont conduites à l'échelle mondiale (figure 2), ou dans les zones les plus pauvres quand les échelles sont plus grandes (figure 1). Quatre facteurs produisent mécaniquement ces résultats.

D'abord, les coûts comptables, c'est-à-dire les dépenses réelles engagées, sont significativement moins élevés dans les pays dits en développement que dans les pays développés (Bayraktarov, 2016), du fait notamment du différentiel de coût du travail, composante importante des coûts de mise en œuvre des projets de biodiversité (Giger et al., 2018 ; Su et al., 2021). Ces coûts comptables ne sont rien d'autre que les coûts de production de la restauration écologique, avec un écart salarial important entre les nations.

Ensuite, les coûts d'opportunité suivent mécaniquement la production de richesse. En reflétant la perte économique liée à la mise en œuvre d'une action écologique (encadré 1), ils sont d'autant plus élevés que l'activité est rémunératrice. En d'autres termes, dans le cas de la priorisation spatiale de la restauration écologique, les différentiels de coûts d'opportunité traduisent des écarts de productivité, et de productivité de la terre dans le cas des espaces agricoles (McAfee, 2012). À une échelle régionale ou mondiale, les gains économiques estimés des terres et du travail étant plus élevés dans les pays considérés comme plus développés, les coûts d'opportunité y sont plus élevés également. La notion de coût d'opportunité est intéressante en ce qu'elle illustre le fait qu'une protection de la biodiversité passe par le renoncement à une forme d'activité économique ; toutefois, la validité de la comparaison de ces coûts entre des espaces géographiques différents soulève d'autres questions.

Troisièmement, lorsque la restauration écologique est interprétée par les économistes comme visant l'augmentation de services écosystémiques (encadré 1), les bénéfices socio-économiques sont d'autant plus élevés que la dépendance aux services écosystémiques des populations est importante[6]. Or cette dépendance évaluée est en moyenne plus importante dans les zones considérées comme moins développées[7] (Whitehorn et al., 2019), du fait du moindre équipement en infrastructures, du rôle immédiat joué par les écosystèmes pour garantir les conditions de survivance, des principaux types d'emplois — notamment agricoles ou sylvicoles — dans les zones considérées[8].

Enfin, les gains écologiques potentiels sont plus élevés, ou au moins plus certains, dans des écosystèmes moins dégradés ou intégrés à des trames de connectivité écologique[9]. Or les écosystèmes encore « intègres » se situent principalement dans les espaces considérés comme moins développés économiquement. L'approximation de la restauration par un changement d'écosystème (encadré 1) et sa valorisation par des services écosystémiques spatialisés ou la capacité de stockage du carbone sont structurellement à l'avantage de la restauration en zones forestières. Les zones agricoles ou urbaines, pourtant soumises à érosion et génératrices de pressions, affichent un coût plus important pour un gain écologique plus incertain.

En somme, en l'état, la restauration coût-efficace du vivant est définie par la négative de la production de valeur économique, notamment par l'intermédiaire du coût d'opportunité. Mécaniquement, il est coût-efficace de sauvegarder ce qui n'a pas déjà été détruit, dans des zones peu anthropisées, en maintenant en parallèle, ou en intensifiant les zones déjà productives économiquement. Cela traduit également la difficulté de la discipline économique à saisir les formes intégrées et multiples d'usage des terres.

Les préconisations politiques que l'on peut déduire de ces résultats rejoignent celles de l'approche conservationniste de la biodiversité, également appelée *half-earth* (Kok, 2022) ou *spared land* (Kremen, 2015), « terres séparées » : la promotion de la stricte séparation des usages des terres[10]. La minimisation des coûts amène à prioriser l'intensification des zones productives et la mise en conservation ou restauration des agricultures vivrières ou familiales (McAfee, 2012). Ces résultats sont devenus recommandations dans certaines publications d'économistes (Bateman & Balmford, 2023). Cette répartition efficace reproduit, ou plutôt se construit en miroir de l'organisation spatiale de la production de valeur ajoutée. Sa logique propre renforce l'accumulation financière et entérine les inégalités économiques existantes entre espaces ou entre nations. Les coûts de mise en œuvre et d'opportunité découlent en réalité des prix de marché de la terre, du travail et des commodités, et particulièrement des commodités destinées à l'exportation ; ils reflètent non seulement les préférences, mais aussi les différentiels de pouvoir d'achat, les pouvoirs de négociation et la dépendance entre les parties (Kvangraven, 2021).

Faire advenir cette répartition efficace ou optimale encourage une rétribution de l'effort de préservation par des zones économiquement plus riches, par exemple via des marchés de compensation, des garanties ou des paiements pour services écosystémiques. La logique de séparation des espaces productifs et conservés pousse, dans sa mise en œuvre, à une mise en dépendance des espaces « restés » naturels, au versement de *rente contre le développement* (Karsenty, 2004). Le carbone ou la biodiversité peuvent alors être envisagés comme des commodités, virtuellement exportées[11] pour compenser — c'est-à-dire permettre et entretenir — un processus de production dans les zones

6 La restauration écologique n'est pas systématiquement bénéfique pour les populations vulnérables. La restauration d'une zone humide peut améliorer certains services de filtration ou de stockage d'eau, mais peut aussi favoriser le retour de certaines maladies (voir les travaux de Jeanne de Montalembert sur la malaria dans les aires protégées). Mais les analyses spatialisées coût-bénéfice et coût-efficacité à grande échelle que nous évoquons ne reflètent pas ces arbitrages à notre connaissance.

7 Voir la note d'Harold Levrel « D'une économie de la biodiversité à une économie de la conservation de la biodiversité. » sur les liens entre évaluation de la dépendance aux écosystèmes et équipement industriel (Levrel, 2020). Voir également David Simpson « The ecosystem service framework: a critical assessment » (Simpson, 2010).

8 Cette dépendance est statique et ne compare pas les bénéfices entre différentes trajectoires de développement. Ce point est traité en section 2.

9 Certains travaux ont toutefois montré une plus grande efficacité de la restauration dans les zones très anthropisées du fait d'une considération du gain écologique marginal de la mise en restauration. Ces analyses n'incluent pas le coût, et ces résultats sont discutés du fait des risques d'échec de la restauration écologique dans des espaces trop dégradés.

10 Nous ne traiterons pas ici des débats en écologie et science de la conservation sur la validité de l'approche conversationniste. Il est de plus en plus débattu, dans un contexte d'érosion des sols, de pollution des eaux, de résistance aux pesticides et aux antibiotiques, de disparition des populations d'insectes qu'une séparation géographique stricte soit écologiquement viable.

11 Le fonctionnement se rapproche de celui de l'eau virtuelle décrite dans les travaux de John Anthony Allan (1993).

déjà industrialisées[12]. Les coûts de production plus faibles d'une unité de biodiversité restaurée donnent lieu à une forme de plus-value écologique captée dans les pays à bas salaires. Dans le cas d'un marché de compensation, elle est transférée via l'échange international vers les pays davantage industrialisés. Plus généralement, le refus d'une escalade dans la destruction des biotopes conduit à figer l'existant, à figer une structure hiérarchique du développement économique en échange de garanties, nous permettant de faire l'analogie avec la rationalité de la non-prolifération[13]. Ce modèle de répartition mondiale de l'action écologique soulève des interrogations, à l'image de Guillaume Blanc (2022) se demandant : « Quel monde est protégé ? » par ces préconisations.

Les invisibles déterminants économiques de la perte de biodiversité

La sous-représentation des facteurs de destruction des écosystèmes naturels dans les analyses de priorisation spatiale constitue un obstacle à leur capacité à informer les politiques écologiques. Les estimations de coûts n'intègrent pas les déterminants de la dégradation écologique des habitats naturels (Spangenberg, 2007). Le coût d'opportunité — défini par la cessation d'une activité économique sur la parcelle considérée (encadré 1) — n'est pas suffisant pour rendre compte des changements transformateurs à conduire pour enrayer la perte de biodiversité, et ce, pour deux raisons : la concentration des analyses et des données à un niveau très local et l'absence de lien entre le besoin de restauration écologique et le système productif. Cette limite fait écho à l'approche conservationniste sous-jacente — la vision terre séparée ou *half-earth* mentionnée précédemment — dont la mise en œuvre ne nécessite pas, théoriquement, une transformation des systèmes productifs ou de consommation au-delà de l'intensification[14].

Le calcul des coûts d'opportunité est micro-économique, il véhicule l'idée que la dégradation a lieu « à la parcelle », localement, et résulte d'un arbitrage entre exploitation et protection de la terre en fonction du bénéfice perçu. Il s'agirait de renoncer à la rente de terre sur la parcelle restaurée pour améliorer l'état de la biodiversité. Les analyses spatialisées, en traitant pratiquement[15] indépendamment chaque pixel — le décrivant par un écosystème, un type de commodité ou une technique de gestion des ressources, un coût associé prédéfini (encadré 1) — ne peuvent fournir une vision dynamique ou transformative plus systématique. Les couches cartographiques réalisées ne peuvent pas tenir compte de la structure du système agricole, de sa résilience et de sa capacité à répondre aux besoins domestiques ou à l'export. Quelles structures d'emplois, quels régimes alimentaires ? Quelle inflation et quelle dépendance en cas de réduction de l'agriculture vivrière ? Les coûts d'opportunité sont une indication statique, hors de toute trajectoire de développement, sans mise en lien avec les besoins nationaux ou les vulnérabilités socio-économiques des espaces considérés.

Plusieurs travaux ont pourtant démontré la complexité des déterminants socio-économiques de l'usage des terres (Lambin & Meyfroidt, 2010 ; Meyfroidt et al., 2018) et de la perte de biodiversité (Spangenberg, 2007). Des analyses empiriques mettent par exemple en évidence les liens entre destruction des écosystèmes et chaînes de valeur mondiales et des exportations[16] (Arto et al., 2022 ; Hoang & Kanemoto, 2021 ; Mittempergher et al., 2023 ; Moran & Kanemoto, 2017 ; Pendrill et al., 2019), et distinguent les pays exportateurs nets ou importateurs nets de biodiversité (Lenzen et al., 2012). Plus précisément, l'adossement de la réussite des programmes de conservation aux modalités d'insertion dans le commerce international a été étudié, par exemple pour le Costa Rica (Jadin et al., 2016). Dans le cas des économies ouvertes et soumises à une contrainte forte sur leur balance des paiements — le cas de la plupart des pays dits en développement — les tendances des marchés internationaux influencent la production de commodités — donc l'usage des terres et

12 En fonction du cadre réglementaire (neutralité carbone, responsabilité sociale et environnementale des entreprises), ces commodités, biodiversité ou carbone, sont un intrant à la production pour assurer sa conformité.

13 Cette analogie est déjà utilisée par l'écologie politique concernant la non-prolifération des énergies fossiles.

14 L'hypothèse d'intensification de l'activité économique mériterait toutefois davantage d'analyses économiques sur ces conséquences en termes d'emploi, de prix et de concentration du capital.

15 « Pratiquement » signifie ici que les analyses spatialisées peuvent prendre en compte les pixels entourant le pixel considéré, par exemple pour définir des trames écologiques. C'est le cas de Strassburg et al. (2020).

16 Dasgupta dédie un des chapitres de sa revue (2021) à l'impact du commerce international.

la biodiversité (Althouse & Svartzman, 2022). Comme pour la transition bas-carbone, enrayer la perte de biodiversité passe par une transformation profonde des chaînes de valeur, des modèles de production et de consommation (Kok, 2022), et des institutions politiques, économiques et financières qui les structurent (Olk, 2024). La profondeur des transformations socio-économiques et institutionnelles à conduire, les conflictualités associées, semblent difficilement réductibles à une donnée de coût, même un coût économique étendu dans le cadre de l'économie du bien-être.

Complexité ontologique et géopolitique de la responsabilité écologique

Coordonner l'action internationale pour la biodiversité à l'échelle du globe implique des considérations « supra-économiques », parmi d'autres, ontologiques et géopolitiques. Les analyses économiques sur la priorisation efficace des zones de sauvegarde de la biodiversité reposent sur l'hypothèse que ces considérations sont de second ordre. L'efficacité est objectivée, elle détermine la meilleure répartition possible, qui sera ensuite entachée et révisée du fait de compromis politiques. Nous défendons qu'une autre articulation des savoirs économiques avec les autres savoirs, ainsi qu'avec un cadre normatif et éthique pour la protection du vivant, soit possible et souhaitable pour informer ces enjeux de gouvernance complexes.

La définition même des coûts et des gains est subordonnée à un contexte socio-économique. Leur estimation requiert une compréhension fine des liens entre les sociétés et leur environnement, puis dans une réflexion intégrée, dynamique et multiscalaire sur le devenir des espaces. Des analyses coût-efficacité, sous des formes plus intégrées au contexte, au croisement entre analyse institutionnaliste et développement d'outils de planification, à l'échelle de territoires circonscrits peuvent être des outils d'aide à la négociation (Claron et al., 2022). Mais une détermination technico-économique des coûts et des gains, privée de contenu politique, social et institutionnel par réduction de l'information et abstraction des contextes, ne peut informer l'action écologique, encore moins à une échelle internationale.

La répartition mondiale de l'action écologique et des compromis qui l'accompagnent touche aux différentes manières d'habiter la terre, à la pluralité des liens entre les sociétés humaines et leurs territoires, et aux interactions entre ces modes d'existence, bien au-delà de l'efficacité économique et écologique. Matérialiser, faire advenir la préservation du vivant non humain à l'échelle du globe demande de considérer la pluralité des modes de vie, d'organisation et de rapport au vivant. « On ne saurait réduire la Terre à un seul oïkos global » (Ferdinand, 2022), et donc sa gestion à une seule *oikonomia*, un seul régime de règles, à une seule conception de l'efficacité. Dans cet exemple encore, c'est la capacité du savoir économique à la pluralité des contextes[17] qui est en jeu (Alves & Dutt, 2024).

La répartition entre des États ou des entités politiques d'une responsabilité d'action écologique est une question géopolitique. La protection de la biodiversité a directement trait à l'aménagement du territoire, attribut d'une souveraineté politique[18] qu'une efficacité écologico-économique globalisée invisibilise. Les enjeux géopolitiques de la protection du vivant incluent des questionnements par nature économiques, comme les enjeux distributifs liés à l'accès au développement, à la prospérité et aux ressources naturelles (Charbonnier, 2024). Concrètement, le renoncement à une forme de développement économique — qu'induirait pour une entité politique, la mise en conservation ou restauration écologique de son territoire — peut être synonyme de perte actuelle et future d'indépendance et de capacité à définir les termes de l'échange. Le contexte de fragmentation de l'ordre international n'encourage pas à déléguer sa subsistance économique à la volonté de payer pour l'environnement de puissances occidentales. Cette répartition géographique de la responsabilité de l'action écologique est, selon nous, un exemple de ce qu'Amartya Sen nomme à la fin de *Éthique et*

17 On peut faire référence comme piste de recherche aux récents développements de l'économie anthropologique. S'appuyant sur l'idée fondamentale de Sraffian selon laquelle les déterminants ultimes de la distribution sont institutionnels plutôt que purement « économiques », l'économie anthropologique vise à mettre en lumière la manière dont les pratiques et les idées politiques, sociales et morales façonnent la distribution du surplus (Stanley, 2025).

18 Cette même raison empêche en droit international la reconnaissance de la responsabilité commune, mais différenciée pour la biodiversité (Tomoi et al., 2022) : il est difficile d'attribuer l'état des paysages d'un territoire à l'influence d'un autre espace. Historiquement, l'impact de la colonisation européenne sur les milieux naturels des Caraïbes, de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie a pourtant été largement démontré (Ferdinand, 2022 ; Haraway, 2015 ; Raja, 2022), ainsi que la subsistance dans le temps de ces dégradations écologiques.

économie « un problème éthique comportant des aspects mécaniques et faisant appel à des relations économiques » (Sen, 2012, p. 83). Par la même, ces questionnements dessinent les contours d'un autre rôle pour la discipline, au service de la définition de cadres multilatéraux, dont la priorisation des zones à préserver, au nom d'une répartition coût-efficacité globale, ne saurait constituer l'entièreté du programme de travail. Face à l'ampleur et la complexité des transformations systémiques à mener, l'absence de causalité simple amène à explorer d'autres positionnements, outils et méthodes. Si la discipline économique peut accompagner la mise en œuvre de cet agenda international, c'est à condition de dépasser l'optimisation d'un budget écologique global et d'informer la dimension distributive des politiques écologiques[19] (Myrdal, 1973). Dans une perspective davantage gestionnaire, elle se voit assignée à un rôle d'ordre technique, explorant les savoirs et savoir-faire liés à l'allocation des ressources et à la production de biens économiques (Sarr, 2016).

Construire une économie internationale écologique dans un monde pluriel et fragmenté

Un autre agenda de recherche en économie pour informer l'action internationale pour la biodiversité pourrait être défini ainsi : accepter comme point de départ le lien entre insertion dans les chaînes de valeur mondiales, capacité de subvenir aux besoins, et destruction des milieux naturels, et s'attacher à dresser la carte des intérêts, concevoir les conséquences géopolitiques et géo-économiques des transformations des systèmes de production et de consommation pour les anticiper, et proposer des instruments ou régulations permettant de les amortir, de les distribuer[20]. En d'autres termes, il s'agit de travailler à proposer une insertion différente dans l'économie-monde des différents espaces économiques, une insertion qui permet et engage une action écologique adaptée à leur contexte, à leurs socio-écosystèmes, et aux vulnérabilités socio-économiques auxquelles ils font face. Cet agenda de recherche part du constat du lien étroit entre les dépendances économiques et les conditions de l'action écologique : le contrôle des termes de l'échange est un préalable, nécessaire, bien que non suffisant, à la capacité de prendre soin de son propre sol et territoire.

Comme exemple de littérature — en partie empirique — qui entend informer cette insertion différente à l'économie monde, nous citons les travaux existants sur la transformation de l'architecture financière internationale au nom de la capacité d'action écologique des pays, en termes de vulnérabilités (Althouse et al., 2025), d'investissement (Gallagher et al., 2023, 2024), et de solvabilité (Volz et al., 2020 ; Zucker-Marques et al., 2025). La mise en évidence des interdépendances et des chaînes de valeur par les analyses entrée-sortie, multirégion (Oppon et al., 2018), voire multi-échelle et multirégion (Bachmann et al., 2015) servent également à dessiner cette cartographie. D'un point de vue plus normatif, un lien peut être tissé avec les travaux sur l'économie des réparations (Sylla et al., 2024).

Cet agenda de recherche ne demande pas prioritairement de rendre visibles ou d'intégrer les dynamiques du vivant non humain, piste généralement envisagée pour une refonte ontologique de la discipline face à la perte de biodiversité. Autrement dit, l'horizon qu'il dessine porte davantage sur les objets classiques de l'économie — la distribution de la valeur produite et l'accès au développement — en intégrant les contraintes d'usage des ressources naturelles et d'impact environnemental, que sur l'avènement d'une science bioéconomique (Jean & Mouysset, 2022). Il ne s'agit pas d'inverser l'ordre éthique et l'ordre économique et de demander à l'économie, comme discipline, d'interpréter les besoins des entités non humaines, même si l'éthique sous-jacente les reconnaît. Cela ne signifie pas pour autant que les transformations épistémologiques à opérer, pour réarticuler la production de savoirs économiques à un cadre éthique et normatif écologique, soient moins ambitieuses.

19 « Le problème environnemental [...] est présenté comme un problème mondial. Mais il comporte une dimension distributive : qui détient le pouvoir sur les ressources ? Négliger cette question rend une grande partie des déclarations désormais fréquentes, ambitieuses et générales, totalement superficielles et trompeuses, voire dépourvues de sens. Pour donner un sens, une consistance et une pertinence à nos affirmations sur le problème mondial de l'épuisement des ressources, il nous faut poser comme hypothèse préalable — nécessaire pour fonder nos inférences — une condition précise relative à la question distributive. » (Myrdal, 1973, p. 7, traduction de l'éditeur).

20 La formulation est reprise de Charbonnier (2024, p. 241) et adaptée aux enjeux de biodiversité dans notre texte.

Encadré n° 1 :

Déterminer l'efficacité économique de la restauration écologique des écosystèmes

Le calcul d'une efficacité économique différenciée de la restauration d'écosystèmes entre des espaces géographiques suit schématiquement trois étapes : (1) la mesure des coûts de la restauration ; (2) la définition des critères d'efficacité et l'estimation des bénéfices ; (3) la valeur actualisée nette de la restauration. Cet encadré détaille ces étapes, sans prétendre couvrir exhaustivement les méthodes présentes dans la littérature.

Il est important de comprendre que, dans le cas des analyses spatialisées sur lesquelles nous nous concentrons, chaque pixel est généralement associé à un type d'écosystèmes que ces étapes permettent successivement de caractériser par un coût, un potentiel écologique ou un bénéfice.

Étape 1 : Estimation des coûts de restauration

Selon les études, les coûts de restauration peuvent intégrer tout ou partie des coûts suivants : acquisition, établissement, maintenance, coûts de transaction et coûts d'opportunité (Iftekhar et al., 2017 ; Mirzabaev & Wuepper, 2023). Ces coûts recouvrent à la fois des coûts comptables et économiques ou socio-économiques. Le coût comptable correspond à l'ensemble des dépenses réelles engagées. Le coût économique intègre les coûts comptables mais y ajoute des coûts d'opportunité et les coûts implicites, jusqu'à la perte de bien-être. Le coût économique traduit une vision prospective visant la gestion optimale. Le périmètre des coûts considérés traduit des réalités différentes et varie entre les publications.

Les coûts comptables comprennent les coûts d'acquisition, d'établissement et de maintenance. Les coûts d'acquisition correspondent aux dépenses engagées pour acquérir des terres en vue de leur conservation ou de leur restauration. Les coûts d'établissement sont ceux nécessaires à la mise en œuvre des pratiques et technologies de restauration écologique (préparation du site, semis ou plantation). Les coûts de maintenance désignent les dépenses récurrentes engagées par la suite pour entretenir ces plantations.

Entre les coûts comptables et les coûts économiques, il y a les coûts de transaction, qui, en fonction de l'approche théorique, peuvent être ou non comptabilisés (Coggan et al., 2010 ; Falconer & Saunders, 2002 ; McCann, 2013 ; Gonon et al., 2025). Les coûts de transaction au sens comptable englobent les dépenses associées à l'identification de sites adaptés à la restauration, à la planification, à la négociation, à l'organisation des programmes. Les coûts de transaction au sens économique, suivant davantage les travaux de Ronald Coase, concernent les risques inhérents à la transaction, gênant ou ralentissant les échanges sur un marché.

Les coûts d'opportunité correspondent à la perte des bénéfices liés à l'usage antérieur des terres restaurées. Par exemple, si un programme de reforestation est mis en œuvre sur des terres agricoles, les revenus agricoles antérieurement générés doivent être comptabilisés comme des coûts d'opportunité dans l'analyse économique. Les coûts d'opportunité peuvent compter jusqu'à 87 % des coûts totaux dans ces analyses (Strassburg et al., 2020).

Les coûts considérés pour la restauration écologique varient entre les publications. Certaines analyses comprennent uniquement les coûts d'opportunité (Jakovac et al., 2020), d'autres ne les considèrent pas (Bayraktarov et al., 2016). Certains font varier les coûts en fonction des écosystèmes ou biomes (Mirzabaev et al., 2022), d'autres selon la méthode de restauration (régénération passive, plantation) quels que soient le biome ou l'écosystème concerné (Brancalion et al., 2016). Les coûts associés au travail, au salariat ou équivalent sont une part conséquente des coûts d'établissement et de maintenance, mise en évidence dans plusieurs méta-analyses (Su et al., 2021 ; van Kooten et al., 2004).

La spatialisation de ces coûts demande de construire des couches cartographiques à partir des données sur la productivité et les caractéristiques écologiques. Strassburg et al. (2020) (figure 2) mentionnent par exemple dans les annexes de leur étude : « Nous avons utilisé chaque valeur actualisée nette [le profit agricole] pour convertir les cartes de la productivité actuelle de chaque culture dans chaque cellule de la grille, de la quantité produite par zone à la valeur de production par zone. […] Nous avons ajouté les cartes résultantes pour obtenir la couche des coûts d'opportunité pour l'agriculture[21].»

Étape 2 : Définition et estimation des bénéfices ou de l'efficacité

Les bénéfices et coûts de la dégradation[22] sont estimés par la somme des variations de la valeur économique totale (VET) qui représente la somme des services écosystémiques pris en compte dans l'analyse, sur un intervalle de temps tel que :

$$C_{LULC} = \sum_{i}^{k} (\Delta a_1 . p_1 - \Delta a_1 . p_2)$$

Avec :

C_{LULC} : *Changement d'écosystème par dégradation ou restauration*

a_1 : *Surface de l'écosystème 1 remplacée par l'écosystème 2*

p_1 : *VET de l'écosystème 1*

p_2 : *VET de l'écosystème 2*

Cette étape demande donc que chaque unité statistique géographique (pixel) soit identifiée par un écosystème, et chaque type d'écosystème à une VET.

Si $p_1 > p_2$ alors, il y a eu dégradation et le coût équivaut au différentiel de VET. À l'inverse, l'augmentation de la VET traduit le gain estimé de la restauration. Cela sous-entend que la restauration équivaut à un changement d'écosystème, par exemple l'écosystème 1 est une « savane arborée » et l'écosystème 2 une « forêt ». Le différentiel de VET est ensuite intégré au calcul de bénéfice (étape 3).

La mesure de l'efficacité de la restauration écologique fonctionne sur une logique similaire, mais utilise d'autres critères et métriques, permettant une information moins agrégée ou s'interdisant certaines mises en équivalence[23]. La restauration écologique est régulièrement associée aux bénéfices en termes de séquestration de carbone et d'un indice de biodiversité comme, par exemple, le risque d'extinction (UICN).

21 « Nous avons utilisé chaque VNA (Valeur Nette Actualisée) pour convertir les cartes de référence de la productivité actuelle de chaque culture, dans chaque maille, de la quantité produite par surface à la valeur de production par surface. Nous avons supposé une marge bénéficiaire de 20 % afin d'obtenir le coût d'opportunité pour chaque produit, ce qui constitue probablement une estimation prudente (c'est-à-dire élevée) fondée sur les marges bénéficiaires observées aux États-Unis (hors petites exploitations), dans certains pays de l'UE et au Canada. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'une hypothèse simplifiée et que, dans la réalité, les marges bénéficiaires varient fortement, en particulier selon la taille des exploitations. Nous avons ensuite additionné les cartes obtenues afin de produire la couche de coût d'opportunité pour l'agriculture. » (Annexe)

22 Les coûts de dégradation au sens économique sont une perte de valeur économique totale, ils ne sont pas des coûts au sens comptable du terme.

23 Nous faisons ici référence aux débats sur la mesure des services écosystémiques ou de l'état de la biodiversité, et sur l'usage des unités monétaires ou biophysiques pour les qualifier.

Pour le carbone, une méthode classique revient à échantillonner les cartes des stocks de carbone actuels afin d'obtenir les valeurs moyennes des stocks de carbone de la végétation indigène restante, puis d'extrapoler ces valeurs aux zones restaurables de la même zone géographique sur la base d'une typologie d'écosystèmes. Ces estimations de gains sont donc approximées par la typologie (d'un type d'écosystème à un autre), non par la dynamique écologique des écosystèmes considérés. En d'autres termes, à chaque type d'écosystème correspond un potentiel de séquestration, et la restauration équivaut à un changement de type d'écosystème.

Les indicateurs de gains de biodiversité sont multiples. Par exemple, dans Strassburg et al. (2020), les données de la liste rouge de l'UICN sur les plages d'altitude et les préférences d'habitat de chaque espèce menacée d'extinction sont reclassées pour correspondre à une typologie simplifiée d'écosystèmes (qui détermine également les gains en carbone et les coûts). Pour estimer les bénéfices potentiels de la restauration pour la biodiversité, la réduction du risque d'extinction de chaque espèce est quantifiée par l'augmentation de sa surface d'habitat, c'est-à-dire une augmentation du nombre de pixels associés à l'écosystème concerné.

Étape 3 : Évaluation de l'efficacité de la restauration par scénario

Le bénéfice de la restauration s'obtient par la valeur actualisée nette (π_{it}) de la restauration des terres à l'année t sur l'horizon de planification T de l'utilisateur des terres.

$$\pi_t^i = \frac{1}{\rho^t} \sum_{t=0}^{T} (PY_t^i + IV_t^i - lm_t^i - c_t^i)$$

Avec $\rho = 1 + r$, r étant le taux d'actualisation de l'utilisateur des terres ; Y_{it} la production de services écosystémiques d'usage direct après restauration des terres (nourriture, fourrage, bois, produits forestiers non ligneux, etc.), ces services écosystémiques peuvent inclure des dimensions culturelles ou patrimoniales en fonction des analyses ; P le prix unitaire de Y_{it} ; IV_{it} la valeur des services écosystémiques d'usage indirect (par exemple, la séquestration du carbone) ; lm_{it} les coûts liés à la restauration des terres ; c_{it} les coûts directs de production. L'exposant i renvoie au biome restauré. Des scénarios permettent de faire varier le taux d'actualisation et les horizons temporels pour correspondre aux choix et priorités des décideurs. La différence par rapport à $\overrightarrow{\pi_t^a}$ sans restauration donne le bénéfice net de l'action de restauration.

L'optimisation multicritères peut se faire de plusieurs manières. Dans Strassburg et al. (2020) la proportion d'un type d'écosystème à restaurer dans chaque unité de planification (i) est déterminée afin de maximiser les bénéfices (en matière de biodiversité ou d'atténuation du changement climatique) ou de minimiser les coûts (coûts d'opportunité et de restauration).

$$Max \sum_{i}^{np} x_i \cdot \left(\frac{(w_b \cdot b_i + w_s \cdot s_i)}{c_i} \right)$$

avec :

$x_i \in [0, u_i]$: proportion de l'unité i à restaurer

b_i : bénéfice en biodiversité (par \$/km²)

s_i : bénéfice en carbone (tonnes par \$/km²)

c_i : coût total (opportunité + restauration) pour l'unité i (en \$/km²)

w_b, w_s : poids attribués à la biodiversité et au climat

np : nombre total d'unités de planification

La fonction objective est contrainte par une surface maximale à restaurer et par une contrainte de restaurabilité par unité $0 \leq x_i \leq u_i \; \forall \; i$, avec u_i la proportion maximale de l'unité i pouvant être restaurée (par exemple en cas de zone urbaine).

Remerciements

L'auteure remercie Felwine Sarr et l'équipe de *Global Africa*, ainsi que Pierre Charbonnier, Hugo Mosneron Dupin, Harold Levrel, Yann Kervinio et Antoine Godin pour leurs commentaires. Le manuscrit est de la responsabilité de l'auteure.

Bibliographie

Allan, J. A. (1998). Virtual water: a strategic resource. *Ground water*, *36*(4), 545-547.

Althouse, J., Bedossa, B., Espagne, E., Faucher, L., Gonon, M., Kedward, K., Scala, A. M., & Poupard, A. (2025). *From climate to nature macro-criticality : Exploring new scenarios and modeling frameworks*. CEPR Discussion Paper No. 19987. CEPR Press. https://cepr.org/publications/dp19987

Althouse, J., & Svartzman, R. (2022). Bringing subordinated financialisation down to earth : The political ecology of finance-dominated capitalism. *Cambridge Journal of Economics*, *46*(4), 679-702. https://doi.org/10.1093/cje/beac018

Alves, C., & Dutt, D. (2024). *Decolonizing economics : An introduction*. Polity Press.

Armsworth, P. R. (2014). Inclusion of costs in conservation planning depends on limited datasets and hopeful assumptions. *Annals of the New York Academy of Sciences*, *1322*(1), 61-76. https://doi.org/10.1111/nyas.12455

Arto, I., Cazcarro, I., Garmendia, E., Ruiz, I., & Sanz, M. J. (2022). A new accounting framework for assessing forest footprint of nations. *Ecological Economics*, *194*, 107337. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2021.107337

Bachmann, C., Roorda, M. J., & Kennedy, C. (2015). Developing a Multi-Scale Multi-Region Input–Output Model. *Economic Systems Research*, *27*(2), 172-193. https://doi.org/10.1080/09535314.2014.987730

Bateman, I., & Balmford, A. (2023). Current conservation policies risk accelerating biodiversity loss. *Nature*, *618*(7966), 671-674. https://doi.org/10.1038/d41586-023-01979-x

Bayraktarov, E., Saunders, M. I., Abdullah, S., Mills, M., Beher, J., Possingham, H. P., Mumby, P. J., & Lovelock, C. E. (2016). Supplementary materials-The cost and feasibility of marine coastal restoration. *Ecological Applications*, *26*(4), 1055-1074. https://doi.org/10.1890/15-1077

Blanc, G. (2022). *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Flammarion.

Bodin, B., Garavaglia, V., Pingault, N., Ding, H., Wilson, S., Meybeck, A., Gitz, V., d'Andrea, S., & Besacier, C. (2022). A standard framework for assessing the costs and benefits of restoration : Introducing The Economics of Ecosystem Restoration. *Restoration Ecology*, *30*(3), e13515. https://doi.org/10.1111/rec.13515

Brancalion, P. H. S., Schweizer, D., Gaudare, U., Mangueira, J. R., Lamonato, F., Farah, F. T., Nave, A. G., & Rodrigues, R. R. (2016). Balancing economic costs and ecological outcomes of passive and active restoration in agricultural landscapes : The case of Brazil. *Biotropica*, *48*(6), 856-867. https://doi.org/10.1111/btp.12383

Busch, J., Bukoski, J. J., Cook-Patton, S. C., Griscom, B., Kaczan, D., Potts, M. D., Yi, Y., & Vincent, J. R. (2024). *Cost-effectiveness of natural forest regeneration and plantations for climate mitigation. Nat. Clim. Chang. 14*, 996–1002 . https://doi.org/10.1038/s41558-024-02068-1

Charbonnier, P. (2024). *Vers l'écologie de guerre : une histoire environnementale de la paix*. La Découverte.

Claron, C., Mikou, M., Levrel, H., & Tardieu, L. (2022). Mapping urban ecosystem services to design cost-effective purchase of development rights programs : The case of the Greater Paris metropolis. *Land Use Policy*, *122*, 106349. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2022.106349

Coggan, A., Whitten, S. M., & Bennett, J. (2010). Influences of transaction costs in environmental policy. *Ecological Economics*, *69*(9), 1777-1784. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.04.015

Falconer, K., & Saunders, C. (2002). Transaction costs for SSSIs and policy design. *Land Use Policy*, *19*(2), 157-166. https://doi.org/10.1016/S0264-8377(02)00007-8

Ferdinand, M. (2022). *Decolonial ecology : Thinking from the Caribbean world* (P. A. Smith, Trad.). Polity Press.

Gallagher, K. P., Bhandary, R. R., Ray, R., & Ramos, L. (2023). Reforming Bretton Woods institutions to achieve climate change and development goals. *One Earth*, *6*(10), 1291-1303. https://doi.org/10.1016/j.oneear.2023.09.009

Gallagher, K. P., Ramos, L., Were, A., & Marques, M. Z. (2024). Debt Distress and Climate-Resilient Development in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, *33*(Supplement 2), ii8-ii25. https://doi.org/10.1093/jae/ejae028

Giger, M., Liniger, H., Sauter, C., & Schwilch, G. (2018). Economic Benefits and Costs of Sustainable Land Management Technologies : An Analysis of WOCAT's Global Data: Benefits and Costs of Sustainable Land Management Technologies. *Land Degradation & Development*, *29*(4), 962-974. https://doi.org/10.1002/ldr.2429

Gonon, M., Prudhomme, R., Ba, M., Diop, P., Mbaye, T., Levrel, H., & Comte, A. (2025). Selective carbon credits : Market preferences and ecosystem restoration in Senegal. *Ecological Economics*, *235*, 108626. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2025.108626

Haraway, D. (2015). Anthropocene, Capitalocene, Plantationocene, Chthulucene : Making Kin. *Environmental Humanities*, *6*(1), 159-165. https://doi.org/10.1215/22011919-3615934

Hoang, N. T., & Kanemoto, K. (2021). Mapping the deforestation footprint of nations reveals growing threat to tropical forests. *Nature Ecology & Evolution*, *5*(6). https://doi.org/10.1038/s41559-021-01417-z

Iftekhar, M. S., Polyakov, M., Ansell, D., Gibson, F., & Kay, G. M. (2017). How economics can further the success of ecological restoration. *Conservation Biology: The Journal of the Society for Conservation Biology*, *31*(2), 261-268. https://doi.org/10.1111/cobi.12778

IPBES. (2019). *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services*. Zenodo. https://doi.org/10.5281/zenodo.3553579

Jadin, I., Meyfroidt, P., & Lambin, E. F. (2016). International trade, and land use intensification and spatial reorganization explain Costa Rica's forest transition. *Environmental Research Letters*, *11*(3), 035005. https://doi.org/10.1088/1748-9326/11/3/035005

Jakovac, C. C., Latawiec, A. E., Lacerda, E., Leite Lucas, I., Korys, K. A., Iribarrem, A., Malaguti, G. A., Turner, R. K., Luisetti, T., & Baeta Neves Strassburg, B. (2020). Costs and Carbon Benefits of Mangrove Conservation and Restoration : A Global Analysis. *Ecological Economics*, *176*, 106758. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106758

Jean, S., & Mouysset, L. (2022). Bioeconomic Models for Terrestrial Social–Ecological System Management : A Review. *International Review of Environmental and Resource Economics, 16*(1), 43-92. http://dx.doi.org/10.1561/101.00000131

Karsenty, A. (2004). Des rentes contre le développement ? Les nouveaux instruments d'acquisition mondiale de la biodiversité et l'utilisation des terres dans les pays tropicaux. *Mondes en développement*, *127*(3), 61-74. https://doi.org/10.3917/med.127.0061

Kok, M. (2022). Exploring Nature-Positive Pathways.

A contribution to the implementation of the CBD Post-2020 Global Biodiversity Framework. PBL Netherlands Environmental Assessment Agency.

Kremen, C. (2015). Reframing the land-sparing/land-sharing debate for biodiversity conservation. *Annals of the New York Academy of Sciences*, *1355*(1), 52-76. https://doi.org/10.1111/nyas.12845

Kvangraven, I. H. (2021). Beyond the Stereotype : Restating the Relevance of the Dependency Research Programme. *Development and Change*, *52*(1), 76-112. https://doi.org/10.1111/dech.12593

Lambin, E. F., & Meyfroidt, P. (2010). Land use transitions : Socio-ecological feedback versus socio-economic change. *Land Use Policy*, *27*(2), 108-118. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2009.09.003

Lenzen, M., Moran, D., Kanemoto, K., Foran, B., Lobefaro, L., & Geschke, A. (2012). International trade drives biodiversity threats in developing nations. *Nature*, *486*(7401). https://doi.org/10.1038/nature11145

Levrel, H. (2020). D'une économie de la biodiversité à une économie de la conservation de la biodiversité. *Fondation pour la recherche sur la biodiversité, 35*.

McAfee, K. (2012). The Contradictory Logic of Global Ecosystem Services Markets. *Development and Change*, *43*(1), 105-131. https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2011.01745.x

McCann, L. (2013). Transaction costs and environmental policy design. *Ecological Economics*, *88*, 253-262. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.12.012

Meyfroidt, P., Roy Chowdhury, R., de Bremond, A., Ellis, E. C., Erb, K.-H., Filatova, T., Garrett, R. D., Grove, J. M., Heinimann, A., Kuemmerle, T., Kull, C. A., Lambin, E. F., Landon, Y., le Polain de Waroux, Y., Messerli, P., Müller, D., Nielsen, J. Ø., Peterson, G. D., Rodriguez García, V., … Verburg, P. H. (2018). Middle-range theories of land system change. *Global Environmental Change*, *53*, 52-67. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2018.08.006

Mirzabaev, A., Sacande, M., Motlagh, F., Shyrokaya, A., & Martucci, A. (2022). Economic efficiency and targeting of the African Great Green Wall. *Nature Sustainability*, *5*(1), 17-25. https://doi.org/10.1038/s41893-021-00801-8

Mirzabaev, A., & Wuepper, D. (2023). Economics of Ecosystem Restoration. *Annual Review of Resource Economics*, *15*(1), 329-350. https://doi.org/10.1146/annurev-resource-101422-085414

Mittempergher, D., Vergez, A., & Puydarrieux, P. (2023). Commerce international et déforestation : méthode et calcul d'une empreinte déforestation des nations. *Revue d'économie du développement, 31*(1), 5-53. https://doi.org/10.3917/edd.371.0005.

Moran, D., & Kanemoto, K. (2017). Identifying species threat hotspots from global supply chains. *Nature Ecology & Evolution*, *1*(1). https://doi.org/10.1038/s41559-016-0023

Myrdal, G. (1973). Economics of an improved environment. *World Development*, *1*(1), 102-114. https://doi.org/10.1016/0305-750X(73)90225-8

Nkonya, E., Mirzabaev, A., & von Braun, J. (Éds.). (2016). *Economics of Land Degradation and Improvement – A Global Assessment for Sustainable Development*. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-19168-3

Olk, C. (2024). How much a dollar cost : Currency hierarchy as a driver of ecologically unequal exchange. *World Development*, *180*, 106649. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106649

Oppon, E., Acquaye, A., Ibn-Mohammed, T., & Koh, L. (2018). Modelling Multi-regional Ecological Exchanges : The Case of UK and Africa. *Ecological Economics*, *147*, 422-435. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.01.030

Pendrill, F., Persson, U. M., Godar, J., & Kastner, T. (2019). Deforestation displaced : Trade in forest-risk commodities and the prospects for a global forest transition. *Environmental Research Letters*, *14*(5), 055003. https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab0d41

Raja, N. B. (2022). Colonialism shaped today's biodiversity. *Nature Ecology & Evolution*, *6*(11), 1597-1598. https://doi.org/10.1038/s41559-022-01903-y

Sarr, F. (2016). *Afrotopia*. Philippe Rey.

Sen, A. (2012). *Éthique et économie : et autres essais* (5e éd.). PUF.

Simpson, R. D. (2010). The "ecosystem service framework" : A critical assessment. Dans *Valuation of Regulating Services of Ecosystems*. Routledge.

Spangenberg, J. (2007). Biodiversity pressure and the driving forces behind. *Ecological Economics*, *61*, 146-158. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2006.02.021

Stanley, I. (2025). Oikos and Surplus : The Search for an Anthropological Economics. *Review of Political Economy*, *0*(0), 1-21. https://doi.org/10.1080/09538259.2025.2458125

Strassburg, B. B. N., Iribarrem, A., Beyer, H. L., Cordeiro, C. L., Crouzeilles, R., Jakovac, C. C., Braga Junqueira, A., Lacerda, E., Latawiec, A. E., Balmford, A., Brooks, T. M., Butchart, S. H. M., Chazdon, R. L., Erb, K.-H., Brancalion, P., Buchanan, G., Cooper, D., Díaz, S., Donald, P. F., … Visconti, P. (2020). Global priority areas for ecosystem restoration. *Nature*, *586*(7831). https://doi.org/10.1038/s41586-020-2784-9

Su, J., Friess, D., & Gasparatos, A. (2021). A meta-analysis of the ecological and economic outcomes of mangrove restoration. *Nature Communications*, *12*, 5050. https://doi.org/10.1038/s41467-021-25349-1

Sylla, N. S., Fischer, A. M., Kaltenbrunner, A., & Sathi, S. (2024). Global Reparations within Capitalism : Aspirations and Tensions in Contemporary Movements for Reparatory Justice. *Development and Change*, dech.12855. https://doi.org/10.1111/dech.12855

Tomoi, H., Ohsawa, T., Quevedo, J. M. D., & Kohsaka, R. (2022). Is "Common But Differentiated Responsibilities" principle applicable in biodiversity? – Towards approaches for shared responsibilities based on updated capabilities and data. *Ecological Indicators*, *145*, 109628. https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2022.109628

van Kooten, G. C., Eagle, A. J., Manley, J., & Smolak, T. (2004). How costly are carbon offsets? A meta-analysis of carbon forest sinks. *Environmental Science & Policy*, *7*(4), 239-251. https://doi.org/10.1016/j.envsci.2004.05.006

Volz, U., Akhtar, S., Gallagher, K. P., & Haas, J. (2020). *Debt Relief for a Green and Inclusive Recovery*. *Recovery: A Proposal*. Heinrich-Böll-Stiftung; SOAS, University of London; and Boston University.

Whitehorn, P. R., Navarro, L. M., Schröter, M., Fernandez, M., Rotllan-Puig, X., & Marques, A. (2019). Mainstreaming biodiversity : A review of national strategies. *Biological Conservation*, *235*, 157-163. https://doi.org/10.1016/j.biocon.2019.04.016

Zucker-Marques, M., Gallagher, K. P., & Volz, U. (2025). Debt Sustainability Analysis as if Development Really Mattered. *Development*, *67*, 158-166. https://doi.org/10.1057/s41301-025-00438-6

Economic Knowledge for Nature Preservation

An Epistemic Inquiry into Spatial Prioritisation and International Action

Morgane Gonon
PhD Candidate, Ecole doctorale Abies (alimentation, biologie, environnement et santé)
Paris-Saclay University, AgroParisTech, CNRS, Ecole des Ponts ParisTech, Cirad, EHESS, UMR Cired, Nogent-sur-Marne, France
morgane.gonon@agroparistech.fr

How to cite this paper:
Gonon, M. (2025). Economic Knowledge for Nature Preservation: An Epistemic Inquiry into Spatial Prioritisation and International Action. *Global Africa*, (11), pp. 88-101.
https://doi.org/10.57832/4gcb-e751

Received: November 15, 2024
Accepted: September 10, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

Biodiversity loss is accelerating worldwide, and economic research has increasingly turned to spatial prioritisation tools to guide restoration and conservation efforts. These methods, often based on cost–benefit and cost-effectiveness analyses, aim to identify areas where ecological gains can be maximised at minimal cost. Their results systematically highlight so-called developing countries or economically less productive regions as global priorities for restoration. This article conducts an epistemic inquiry into the assumptions underpinning such analyses and their implications for international ecological action. We identify three main limitations. First, prioritisation is constructed as the inverse of existing global inequalities, since economic and accounting cost data reflect wage gaps and disparities in value-added production. Second, the pixel-based framework overlooks the structural economic drivers of biodiversity decline, reducing transformative change to localised trade-offs. Third, the alleged objectivity of efficiency metrics excludes geopolitical and ontological complexities, neglecting questions of sovereignty, development trajectories, and plural relationships between societies and their environments. By interrogating the conceptual limits of techno-economic reasoning, this contribution argues for a new research agenda in economics. Such an agenda would situate biodiversity protection within the political economy of global value chains, financial dependencies, and distributive justice.

Keywords

Biodiversity, Spatial prioritisation, Cost–benefit analysis, Cost-effectiveness analysis, International governance

Introduction

Wild vertebrate populations declined by 73% between 1970 and 2020[1], and one million animal and plant species are threatened with extinction (IPBES 2019). More than 35% of wetlands have disappeared since 1970, and the destruction of natural habitats continues to accelerate. In order to

1 Living Planet Report 2024, WWF.

support international initiatives[2] for biodiversity restoration and, more broadly, nature protection, economic research seeks to identify the costs of land degradation and the benefits of ecological restoration, aiming both to demonstrate the positive value of large-scale ecological action and to organise its implementation (Nkonya et al., 2016; Giger et al., 2018; Mirzabaev & Wuepper 2023; Bodin et al., 2022). The assessment of the ecological and social benefits and costs of ecosystem restoration is intended to contribute to decision-making by cost-benefit analysis, cost-effectiveness analysis, and multi-criterion evaluation[3].

An increasing number of economic studies are producing spatialized analyses to inform an effective distribution of land dedicated to biodiversity protection (Figure 1 and Figure 2). These analyses compare the ecological and socio-economic characteristics of various geographical areas in order to target environmental actions for greater ecological gain and at a lower cost. In other words, so-called cost-effective prioritisation maximises ecological gains and/or socio-economic-ecological benefits and minimises the costs of project implementation; the results allow the publication of maps highlighting the areas where it would be most effective to restore or conserve natural environments. Therefore, this method assumes that ecological actions are substitutable - or at least comparable - across different geographical areas at national, regional, or global scales.

To give an example of regional analysis, Alisher Mirzabaev et al. published in 2022 an empirical article - *Economic Efficiency and Targeting of the African Great Green Wall* - identifying the most economically efficient areas for the restoration of the Great Green Wall ecosystems[4] (Figure 1). Other publications have used these methods globally (Figure 2). In 2020, Strassburg et al. published a world map of priority sites for ecological restoration by optimising three criteria – biodiversity gain, climate change mitigation and costs – across all terrestrial biomes and based on 1,200 scenarios (Box 1) (Figure 2 a). In 2024, economist Jonah Busch et al. published a cost-effectiveness prioritisation of two distinct ecological restoration techniques - natural regeneration and tree plantations - by integrating spatialized data on soil carbon storage on a global scale (Figure 2 b).

The findings of these spatialized analyses consistently indicate that biodiversity preservation is more cost-effective in southern countries or regions regarded as economically less developed. The available data and underlying assumptions (Box 1) mechanically frame cost-effective restoration of nature as the inverse of economic value creation. In other words, these analyses systematically suggest that the most economically rational strategy is to restore nature in areas where the economic returns from land use are the lowest.

This contribution questions the validity of such reasoning and the results it produces when used to inform international ecological action. We do not focus on the robustness of the data (Armsworth, 2014), a major limitation to the applicability of these methods, but rather on the more fundamental conceptual limitations that, in our view, underlie them. Beyond the issue of data availability, the complexity of both the drivers of biodiversity loss and the transformations required for an international economy that better integrates ecological imperatives calls for a different way of connecting economic knowledge production with the needs of public decision-making. Thus, our contribution examines the assumptions behind economic analyses of spatial prioritisation and their implications, organised into three main points, which are presented below and developed in detail throughout the article.

First, the recommendations for which areas to preserve tend to perpetuate existing economic inequalities. The cost data reflect differences in wages and in value-added production. Maximising ecological gains while minimising costs automatically leads to prioritising the ecological conservation of areas that are less integrated into the economic and trade system.

2 For example, the Kunming Montreal Agreement (2022), the United Nations Decade of Ecological Restoration (2021-2030), and the Bonn challenge.

3 This methodological framework also provides a basis for the construction of marginal biodiversity abatement cost curves to prioritize the spaces to be restored – from the least expensive to the most expensive per unit of ecological gain. This frontier of research in the economics of biodiversity is currently being debated. (cf. Keynote by Ben Groom (University of Exeter) at the first congress of the Latin American Association of Environmental and Resources Economists (LAERE) 2025.

4 The Great Green Wall is an African reforestation programme, whose historical route extends over the eleven countries of the Sahel zone, from Dakar to Djibouti.

Second, the methodological framework and the data do not take into account the causes – including the economic drivers – of natural habitat destruction. The definition of costs and the localised, pixel-by-pixel approach fall far short of capturing the full scope of efforts needed to curb biodiversity loss. They emphasise the restoration of natural environments, but only partially address the deeper causes of degradation. The efforts, measured in accounting or economic costs, are not conceived as part of a broader transformation of economic systems and value chains.

Third, the alleged positivity of these methods rejects the geopolitical and ontological complexity necessary to understand the compromises to be implemented in order to preserve non-human life. The restoration or repurposing of natural ecosystems is inherently tied to territorial development, a sovereign prerogative, a stake in conflict, and a forum for shaping societal relationships with their environment in its diversity. While economic analysis is not immediately intended to directly integrate these considerations, the question of how it can be linked to other forms of knowledge to guide the spatial distribution of ecological action must be explicitly addressed. At first glance, the information produced may seem useful, even though it neglects institutional and social contexts. Yet we argue that notions of costs and gains cannot be dissociated from the contexts in which they are deployed. Beyond costs and gains, defining a path to prosperity compatible with the preservation of natural environments can only be done through an integrated and multi-scalar reflection on the future of territories and their insertion into the international economy.

Using the example of spatial prioritisation methods, this contribution opens an epistemological inquiry into the role and limitations of techno-economic and instrumental analysis in informing international ecological action. The systemic nature of the necessary transformations and the lack of straightforward causal relationships warrant the examination of different epistemic viewpoints, tools, and methods. Building on the three limitations identified, this contribution seeks to outline the contours of a new economic research agenda on international action to safeguard biodiversity.

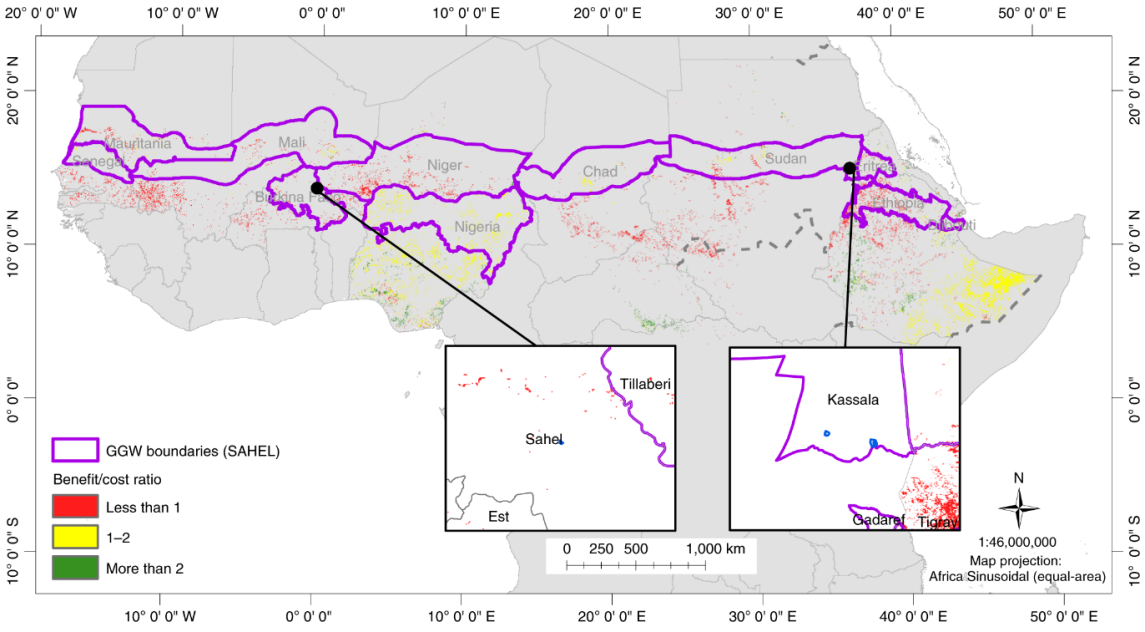

Figure 1: Cost-benefit ratio of land restoration in the eleven countries of the Great Green Wall.

Reading note: The map presents the projected benefit/cost ratios of future degraded land restoration activities in the Sahel between 2001 and 2018. Scenario 1 is based on a 10% discount rate and a planning horizon corresponding to the year of establishment of each restored biome.

Source: Mirzabaev et al., 2022.

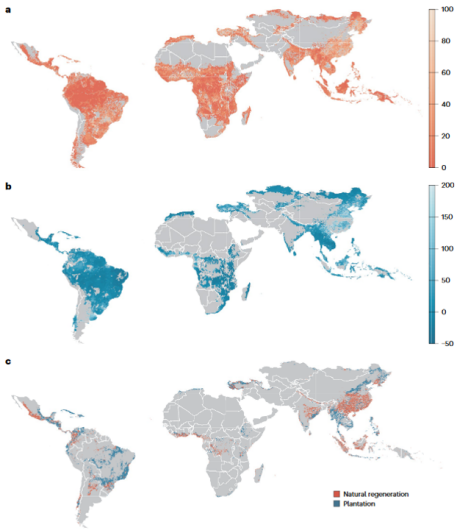

Figure 2a

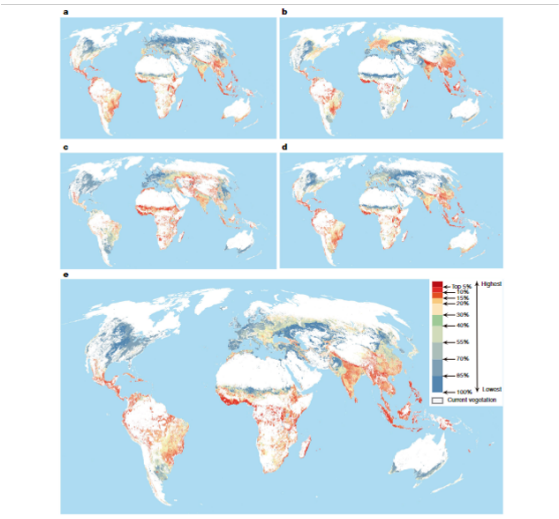

Figure 2b

Figure 2: Examples of cost-benefit and cost-effectiveness analyses with multi-criteria.

Source: Figure 2 a: Busch et al., 2024; Figure 2 b: Strassburg et al 2020.

Efficiency in Ecological Restoration: What World is protected?

The results of the spatialized cost-benefit and cost-effectiveness analyses systematically prioritize restoration and conservation policies in the so-called southern countries when conducted on a global scale (Figure 2), or in the poorest areas when applied at larger scales (Figure 1). Four factors mechanically produce these results.

First, accounting costs, the actual expenses incurred, are substantially lower in so-called developing countries than in developed countries (Bayraktarov, 2016). This is primarily due to the gap in labour costs, which constitute a major cost component of biodiversity projects (Giger et al., 2018; Su et al., 2021). In essence, these accounting costs are nothing more than the production costs of one unit of ecological restoration, with a significant wage gap between nations.

Second, opportunity costs mechanically follow economic value creation. They reflect the economic loss associated with implementing an ecological action (Box 1) and therefore increase with the profitability of the foregone activity. In other words, in the case of spatial prioritisation for ecological restoration, differences in opportunity cost reflect differences in income across land uses, and across land productivity when it comes to agricultural land (McAfee, 2012). At regional or global scales, estimated economic gains from land and labour are higher in countries considered more developed, resulting in proportionally higher opportunity costs. The notion of opportunity cost helps illustrate the fact that nature protection requires foregoing certain economic activities; however, the validity of comparing these costs across different geographical areas raises additional questions.

Third, when economists interpret ecological restoration as increasing nature's contribution to people or ecosystem services (Box 1), the greater the local dependence on these services, the higher the estimated socio-economic benefits of restoration[5]. However, assessed dependence on ecosystem services is, on average, higher in areas considered less developed[6] (Whitehorn et al., 2019). This reflects limited infrastructure, the immediate role played by ecosystems in guaranteeing the conditions for survival, and the main types of employment - particularly agricultural or forestry - in these regions[7].

Finally, potential ecological gains tend to be higher, or at least more predictable, in ecosystems that are less degraded or integrated into ecological corridors critical for ecosystem functioning and resilience[8]. Yet, such ecosystems are mainly located in areas considered to be less economically developed. The approximation of ecological restoration by an ecosystem change (Box 1) and its valuation through spatialized ecosystem services or carbon storage capacity structurally favour restoration in forested areas. In contrast, agricultural or urban areas, although generating pressures, entail higher costs for more uncertain ecological gains.

In other words, as it stands, cost-effective nature restoration is defined as the inverse of economic value creation, in particular through the lens of opportunity cost. Mechanistically, it is less costly and more effective to safeguard areas that have not already been degraded and altered by human activity by maintaining or intensifying the use of already economically productive areas. This also reflects the difficulty that economics researchers face in grasping the reality of integrated and multifunctional land use.

The recommendations derived from these spatialized analyses are in line with those of the conservationist approach to biodiversity - also known as the *half-earth* (Kok, 2022) or *spared land* (Kremen, 2015), "separate lands" - in the promotion of the strict separation of land uses[9]. Cost minimisation leads to prioritisation of the intensification of productive areas and the conservation of areas currently used for small-scale agriculture (McAfee, 2012). These results have been translated into policy recommendations in some economists' publications (Bateman & Balmford, 2023). This alleged economically efficient distribution reproduces, or rather is constructed as a mirror of, the spatial organisation of value-added production. Its own logic reinforces financial accumulation and ratifies existing economic inequalities between regions or nations. Implementation and opportunity costs are derived from market prices of land, labour, and commodities—particularly export commodities—and, even before considering restoration protocol effectiveness, these costs reflect disparities in purchasing power, wages, and living standards.

Implementing this efficient or optimal distribution encourages a reward by economically richer areas via compensation markets, guarantees, or payments for ecosystem services. The logic of separating productive and conserved spaces, when implemented, tends to make the "remaining" natural areas dependent on the payment of *Rent against development* (Karsenty, 2004). Carbon or biodiversity can then be considered as commodities, virtually exported[10] to compensate for - i.e. to enable and maintain - a production process in industrialised regions[11]. The lower production costs of a restored unit of biodiversity give rise to a form of ecological surplus value captured in low-wage

5 Ecological restoration is not always beneficial for vulnerable populations. The restoration of a wetland can improve certain water filtration or storage services, but can also promote the return of certain diseases (see Jeanne de Montalembert's work on malaria in protected areas). But the large-scale cost-benefit and cost-efficiency analyses we are discussing do not reflect these trade-offs to our knowledge.

6 See Harold Levrel's note «D'une économie de la biodiversité à une économie de la conservation de la biodiversité» on the links between assessment of ecosystem dependence and industrial equipment (Levrel, 2020). See also David Simpson "The ecosystem service framework: a critical assessment" (Simpson 2010)2008.

7 This dependence is static and does not compare benefits across different development trajectories. This point is treated in section 2.

8 However, some studies have shown a greater effectiveness of restoration in highly anthropized areas due to a consideration of the marginal ecological gain of restoration. These analyses do not include cost, and these results are discussed because of the risks of failure of ecological restoration in areas that are too degraded.

9 We will not deal here with the debates in ecology and conservation science on the validity of the conversationist approach. It is increasingly debated in a context of soil erosion, water pollution, resistance to pesticides and antibiotics, and the disappearance of insect populations that a strict geographical separation is ecologically viable.

10 The operation is similar to that of virtual water described in the work of John Anthony Allan (1998).

11 Depending on the regulatory framework (carbon neutrality, corporate social and environmental responsibility), these biodiversity or carbon commodities are an input to production to ensure compliance.

countries. In the case of an offset market, it is transferred through international exchange to more industrialised countries. More broadly, preventing further destruction of biotopes leads to freezing the status quo, that is, a hierarchical structure of economic development in exchange for guarantees, allowing us to make the analogy with the rationality of non-proliferation[12]. This model of global distribution of ecological action raises questions, as Guillaume Blanc (2020) puts it, *"what world is protected?"* by these recommendations.

The Hidden Economic Drivers of Biodiversity decline

The under-representation of factors driving biodiversity loss - such as pollution, fragmentation of natural habitats, overexploitation, or invasive species - in spatial prioritisation analyses is an obstacle to their ability to inform ecological policy. Economic interests implicated in biodiversity loss are only marginally reflected by the cost estimates, and not at all by the environmental indicators used by these analyses (Spangenberg, 2007). Opportunity cost – defined by the cessation of an economic activity on a given plot (Box 1) – is insufficient to account for the transformative changes required to halt the loss of biodiversity, for two reasons detailed in this section: (1) the concentration of analyses and data at a highly local scale, and (2) the lack of connection between the need for ecological restoration and broader production systems.

The calculation of opportunity costs is micro-economic, conveying the idea that degradation occurs "at the plot" level and results from a trade-off between exploitation and protection of the land according to the perceived benefit (Giger et al., 2018). Spatialized analyses, by treating[13] each pixel virtually independently – describing it by ecosystem type, management practices, a predefined associated cost (Box 1) – cannot provide a systematic or transformative view. The resulting map layers cannot take into account the structure of the agricultural system, its resilience, and its ability to meet domestic needs and/or export demands. What are the structures of jobs? What dietary changes are expected? Will a reduction in subsistence agriculture lead to inflationary pressures? Opportunity costs are a static indication, detached from development trajectory, national priorities, or the socio-economic vulnerabilities of the regions under consideration.

However, several studies have demonstrated the complexity of the socio-economic drivers of land use (Lambin et al., 2001; Lambin & Meyfroidt, 2010)and biodiversity loss (Spangenberg, 2007). For instance, empirical analyses highlight the links between the ecosystems destruction and global value chains and exports[14] (Arto et al., 2022; Mittempergher et al., 2023; Hoang & Kanemoto, 2021; Moran & Kanemoto, 2017; Pendrill et al., 2019), and distinguish between "net exporters" or "net importers" of biodiversity - *i.e.* countries that degrade their natural environments primarily for the export of commodities, or those whose domestic demand is met by the exploitation of natural environments outside their borders (Lenzen et al., 2012). Specifically, the connection between the success of conservation programs and the modalities of integration into international trade has been studied, for instance, in Costa Rica (Jadin et al., 2016). In open economies with strong balance of payment constraints, international market trends shape the production of commodities – and, by extension, land use and biodiversity (Shandra et al., 2010; Althouse & Svartzman, 2022). Analogous to the low-carbon transition, halting nature loss requires a profound transformation of value chains, production and consumption models (Kok, 2022), and the political, economic, and financial institutions that structure them (Olk, 2024)I propose testable hypotheses that explain why countries that issue internationally acceptable currencies create net inflows of embodied labour, land, energy, raw materials, and carbon from countries whose currencies lack international acceptability: Countries with lower-ranking currencies face higher interest rates, which constrain their policy space, drive income outflows, and necessi tate resource exports. Such countries also tend to have lower price levels (measured as the ratio between ex change rates and purchasing power parity rates. The depth of these socio-economic and institutional transformations, along with the associated

12 This analogy is already used by political ecology regarding the non-proliferation of fossil fuels.
13 "Practically" here means that spatial analyses can take into account the pixels surrounding the pixel in question, for example to define ecological grids. This is the case of Strassburg et al. (2020).
14 Dasgupta dedicates one of the chapters of its review (2021) to the impact of international trade.

conflicts, cannot be reduced to a cost metric, even within an extended economic cost framework focused on well-being. This limitation echoes the conservationist assumptions that are underlying spatial prioritisation analyses - the separate earth or half earth mentioned earlier - which, in theory, do not require transformation of production systems[15].

Responsibility for Ecological Action: Ontological and Geopolitical Complexities

Coordinating international action for biodiversity on a global scale involves "supra-economic" considerations, including ontological and geopolitical ones. Economic analyses on the effective prioritization of conservation areas assume that these considerations are second-order. Effectiveness is an objective criterion that determines the best spatial distribution, which is then adjusted and revised due to political compromises. We argue that an alternative articulation of economic reasoning with a normative and ethical framework for the protection of living species is necessary to guide decision-making in these complex governance contexts.

The very definition of costs and gains is contingent upon the socio-economic context. Their estimation requires a detailed understanding of the relationships between societies and their environment, followed by an integrated, dynamic and multi-scalar reflection on the future of spaces. When more closely embedded in context (Olivier de Sardan, 2021), at the crossroads between institutionalist analysis and the development of planning tools, at the scale of circumscribed territories, cost-effectiveness analyses can be tools to support decision-making (Claron et al., 2022). However, a techno-economic determination of costs and gains deprived of political, social and institutional content and abstracted from context cannot inform ecological action, even less at the international level.

The global distribution of ecological action and the trade-offs it entails engages the diverse ways of inhabiting the Earth, the plurality of relationships between human societies and their territories, and the interactions among these modes of existence, far beyond questions of economic and ecological efficiency. Implementing, making happen, effective biodiversity preservation on a global scale requires consideration of the plurality of ways of life, social organisation and relations with the living world (IPBES, 2019). *"The Earth cannot be reduced to a single global oikos"* (Ferdinand, 2022), and thus its management cannot be confined to a single *oikonomia,* a single regime of rules, or a single conception of efficiency. Once again, this example highlights the challenge for economic knowledge to address the plurality of contexts[16] (Alves & Dutt, 2024)

The distribution of responsibility for ecological action among states or political entities is a geopolitical issue. Nature protection is closely linked to land use planning, an attribute of political sovereignty[17] that is overlooked by concerns for globalized ecological-economic efficiency. The geopolitics of nature protection involves questions that are intrinsically economic, such as distributional issues related to access to development, prosperity and natural resources (Charbonnier, 2024). In practical terms, foregoing a form of economic development to establish ecological conservation or restoration within a territory can result in immediate and future losses of independence and bargaining power

15 However, the hypothesis of an intensification of economic activity deserves more economic analysis of its consequences in terms of employment, prices and capital concentration.

16 We can refer to recent developments in anthropological economics as a line of research. Building on Sraffian's fundamental idea that the ultimate determinants of distribution are institutional rather than purely "economic," anthropological economics aims to shed light on how political, social, and moral practices and ideas shape the distribution of surplus (Stanley, 2025)building on recent contributions from Cesaratto and Di Bucchianico, explores the possibilities offered by an 'anthropological economics'. De L'Estoile has highlighted economic anthropology's problematic tendency to self-define in opposition to the study of 'modern' economy, and the risks of depoliticisation engendered by a reliance on the category of the 'economic'. As an alternative, he proposes an anthropology of oikonomia — the practices and imaginaries through which people 'govern the house' (oikos.

17 This same reason prevents the recognition of common but differentiated responsibility for biodiversity in international law (Tomoi et al., 2022)we reviewed existing relevant publications by quantifying and evaluating the responsibility of different countries under various categories (i.e., low-, middle-, and high-income: it is difficult to attribute the state of the landscapes of one territory to the influence of another space. Historically, the impact of European colonization on the natural environments of the Caribbean, Africa, Latin America and Asia has been widely demonstrated (Ferdinand, 2022; Haraway, 2015; Raja, 2022), as well as the persistence over time of these ecological degradations.

in international trade. In a fragmented international order, relying on the willingness of Western powers to pay for environmental protection seems precarious. This geographical distribution of responsibility for ecological action exemplifies what Amartya Sen describes as "an ethical problem with mechanical aspects and involving economic relations" (Sen, 2012, p. 83).

At the same time, these questions suggest another role for economics, in support of defining multilateral governance frameworks. Given the scale and complexity of the systemic transformations required, the absence of simple causality, other positions, tools, and methods must be explored. Economics can contribute to this international agenda—but only if it moves beyond optimizing a global ecological budget to inform the distributive dimensions of ecological policies[18] (Myrdal, 1973). From a stewardship perspective, economics is then assigned a technical role, exploring the knowledge and know-how related to the allocation of resources and the production of economic goods (Sarr, 2016)

International Economics for Sustainability in a Plural and Fragmented World

Another economic research agenda to inform international action for biodiversity could be defined as follows: accept as a starting point the link between integration into global value chains, human needs, and nature loss. It would focus on mapping economic interests, conceive the geopolitical and geoeconomic consequences and tensions that rise from the transformations of production and consumption systems in order to anticipate them, and to propose instruments or regulations to cushion and distribute them[19]. In other words, economists can work on a different integration into the world economy of the different economic spaces, an integration that allows and engages ecological action adapted to their context, their socio-ecosystems, and the socio-economic vulnerabilities they face. This research agenda is based on the observation of the close link between economic dependencies and the conditions of ecological action: the bargaining power in international trade is a prerequisite, necessary, although not sufficient, for the ability to take care of one's own soil and territory.

As an example of existing work that can be connected to this research agenda, a strand of literature seeks to inform a sustainable integration into the world economy by examining the transformation of the international financial architecture so as to enhance green investment (Gallagher et al., 2023; 2024), mitigate macro-financial vulnerabilities associated with the green transition (Althouse et al., 2025) and improve solvency conditions (Volz et al., 2020; Zucker-Marques et al., 2025). Other strands of work focus on interdependencies and value chains through multi-region input-output analyses (Oppon et al., 2018), or even multi-scale and multi-region (Bachmann et al., 2015) to provide a more systemic mapping of ecological-economic relations. From a more normative perspective, this agenda also resonates with the literature on the economics of global reparations (Sylla et al., 2024).

This research agenda does not primarily depend on making the dynamics of non-human life visible or integrating them directly, as is generally proposed in efforts to ontological recast economics in response to biodiversity loss. Rather, its horizon remains oriented toward the classic objects of economic inquiry—namely, the distribution of value and access to development—while integrating the constraints imposed by natural resource use and environmental impacts, rather than towards the establishment of a bioeconomic science (Jean & Mouysset, 2022). It is therefore not a matter of inverting the ethical and economic order by asking economics, as a discipline, to interpret the needs of non-human entities, even if the underlying ethical frameworks acknowledge them. This does not imply, however, that the epistemological transformations required to rearticulate the production of economic knowledge within an ecological, ethical, and normative framework are any less ambitious.

18 "The environmental problem [...] is discussed as a global problem. But there is a distributional issue involved: who has the power over the resources? The disregard of this issue makes much of the now common brave and broad pronouncements utterly superficial and misleading, indeed meaningless. To give meaning, concreteness and relevance to our pronouncements on the global problem of resource depletion, we have to lay down as an assumption, needed for drawing our inferences, a definite condition in regard to the distributional issue." (Myrdal, 1973).

19 The wording is taken from Pierre Charbonnier (2024, p. 241).

Box 1: Measuring the Economic Effectiveness of Ecosystem Restoration

The calculation of a differentiated economic efficiency of ecosystem restoration across geographical areas follows three steps: (1) the measurement of the costs of restoration, (2) the definition of efficiency criteria and the estimation of benefits, and (3) the net present value of restoration. This box details these steps, without claiming to exhaustively cover the methods present in the literature.

In the case of the spatialized analyses we focus on, each pixel is generally associated with a type of ecosystem that these steps successively allow to characterize it by a cost, an ecological potential and/or a benefit.

Step 1: Estimating Restoration Costs

Depending on the studies, restoration costs can include some or all of the following costs: acquisition, establishment, maintenance, transaction costs and opportunity costs (Iftekhar et al., 2017; Mirzabaev & Wuepper, 2023). These costs cover both accounting and economic or socio-economic costs. The accounting cost corresponds to the actual expenses incurred (wages, equipment, etc.). The economic cost includes accounting costs but adds opportunity costs and implicit costs, up to and including the loss of welfare. The economic cost reflects a forward-looking vision aimed at optimal management. The scope of the relevant costs reflects different realities and varies across publications.

Accounting costs include acquisition, establishment and maintenance costs. Acquisition costs are the expenses incurred to acquire land for conservation or restoration. Establishment costs are those required to implement ecological restoration practices and technologies (site preparation, seeding, or planting). Maintenance costs refer to the recurring expenses incurred afterwards to maintain these plantations.

Between accounting costs and economic costs, there are transaction costs, which, depending on the theoretical approach, may or may not be accounted for (Coggan et al., 2010; Falconer & Saunders, 2002; McCann, 2013; Gonon et al., 2025). In accounting terms, transaction costs include expenses associated with identifying suitable sites for restoration, planning, negotiation, and program organization. In economic terms, following the work of Ronald Coase, transaction costs refer to the risks inherent in the transaction, hindering or slowing down exchanges on a market.

Opportunity costs are the loss of economic benefits from the previous use of the restored land. For example, if a reforestation program is implemented on agricultural land, the foregone farm income should be accounted for as opportunity costs in the economic analysis. In some cases, opportunity costs can account for up to 87% of total costs in these analyses (Strassburg et al., 2020).

The costs considered for ecological restoration vary across publications. Some analyses include only opportunity costs (Jakovac et al., 2020), while others exclude them (Bayraktarov et al., 2016). Some vary the costs according to ecosystems or biomes (Mirzabaev et al., 2022), others depending on the restoration method (passive regeneration, planting) regardless of the biome or ecosystem concerned (Brancalion et al., 2016). The costs associated with work, salaried employment or equivalent, are a significant part of the costs of establishment and maintenance, as highlighted in several meta-analyses (Su et al., 2021; van Kooten et al., 2004).

The spatialization of these costs requires the construction of cartographic layers from data on productivity and ecological characteristics. For instance, Strassburg et al. (2020) (Figure 2) mention in the appendices of their study, "We used each net present value [farm profit] to convert the maps of each crop's current productivity in each grid cell, from the quantity produced per area to the value of production per area. [...] We added the resulting maps to get the opportunity cost layer for agriculture.[20] ".

Step 2: Defining and Quantifying Benefits or Effectiveness

The benefits and costs of degradation are estimated by the sum of the changes in the Total Economic Value (VET), which represents the sum of the ecosystem services taken into account in the analysis, over a time interval such as:

$$C_{LULC} = \sum_{i}^{k} (\Delta a_1 . p_1 - \Delta a_1 . p_2)$$

Avec :

C_{LULC}: Ecosystem change through degradation or restoration

$p_1 : VET\ of\ ecosystem\ 1$

$p_1 : VET\ of\ ecosystem\ 1$

$p_2 : VET\ of\ ecosystem\ 2$

This step therefore requires that each geographic statistical unit (pixel) be identified by an ecosystem, and each type of ecosystem to a VET.

If then, there has been degradation[21], and the cost is equivalent to the VET differential. Conversely, the increase in VET reflects the estimated gain in catering. This implies that restoration is equivalent to ecosystem change, for example, ecosystem 1 is a "tree savannah" and ecosystem 2 is a "forest". The VET differential is then integrated into the profit calculation (Step 3). $p_1 > p_2$

The measurement of the effectiveness (rather than benefits) works on a similar logic, but uses other criteria and metrics, allowing for less aggregated information or prohibiting certain equivalence statements . Ecological restoration is associated with benefits in terms of carbon sequestration and a biodiversity index, such as extinction risk (IUCN).

For carbon, a conventional method is to sample maps of current carbon stocks to obtain average carbon stock values of the remaining native vegetation, and then extrapolate these values to restorable areas in the same geographic area based on an ecosystem typology. These estimates of gains are therefore approximated by the typology (from one type of ecosystem to another), not by the ecological dynamics of the ecosystems considered. In other words, each type of ecosystem corresponds to a potential for sequestration, and restoration is equivalent to a change in the type of ecosystem.

20 "We used each NPV to convert the ref. maps of current productivity of each crop in each grid cell from produced quantity per area to production value per area. We assumed a 20% margin of profit to obtain the opportunity cost for each commodity, as a likely conservative (that is, high) estimate based on profit margins in the USA (non-small farms), some EU countries and Canada. We recognize this is a simplified assumption and that in reality profit margins vary greatly, in particular with farm sizes. We added the resulting maps to obtain the opportunity cost layer for agriculture." (Appendix)

21 Degradation costs in the economic sense are a total loss of economic value, they are not costs in the accounting sense of the term.

There are many indicators of biodiversity gains. For example, in Strassburg et al. (2020), IUCN Red List data on the high-altitude ranges and habitat preferences of each endangered species are reclassified to correspond to a simplified typology of ecosystems (which also determines carbon gains and costs). To estimate the potential benefits of restoration for biodiversity, the reduction in the risk of extinction of each species is quantified by the increase in its habitat area, i.e. an increase in the number of pixels associated with the relevant ecosystem.

Step 3: Assessing the Effectiveness of Ecological Restoration through Scenarios

The benefit of restoration is obtained by the Net Present Value (πit) of land restoration in year t over the planning horizon T of the land user.

$$\pi_t^i = \frac{1}{\rho^t} \sum_{t=0}^{T} (PY_t^i + IV_t^i - lm_t^i - c_t^i)$$

With π_t^d 1 + r , r is the land user's discount rate; Yt the production of ecosystem services for direct use after land restoration (food, fodder, wood, non-timber forest products, etc.), these ecosystem services may include cultural or heritage dimensions depending on the analyses; P is the unit price of Yit; IVit the value of ecosystem services of indirect use (e.g. carbon sequestration); lmit the costs of land restoration; cit the direct costs of production. The exponent i refers to the restored biome. Scenarios allow the discount rate and time horizons to be varied to match the choices and priorities of decision-makers. The difference compared to π_t^d without restoration gives the net profit of the restoration action.

Multi-criteria optimization can be done in several ways. In Strassburg et al. (2020), the proportion of an ecosystem type to be restored in each planning unit (i) is determined in order to maximise benefits (in terms of biodiversity and/or climate change mitigation) and/or minimise costs (opportunity and restoration costs).

$$Max \quad \sum_{i}^{np} x_{\mathrm{i}} \cdot \left(\frac{(w_b \cdot b_{\mathrm{i}} + w_s \cdot s_{\mathrm{i}})}{c_{\mathrm{i}}} \right)$$

with:

xi ∈ [0, IU]: proportion of unit I to be restored

BI: biodiversity benefit (per $/km²)

if: carbon benefit (tonnes per $/km²)

CI: Total cost (opportunity + restoration) for Unit I (in $/km²) w_b, w_s: weight attributed to biodiversity and climate

NP: Total number of planning units

The objective function is constrained by a maximum area to be restored, and a restorability constraint per unit 0 ≤ xi ≤ ui ∀ i, with ui the maximum proportion of unit i that can be restored , and a restorability constraint per unit 0 ≤ xi ≤ ui ∀ i, with ui the maximum proportion of unit i that can be restored (e.g. in the case of an urban area).

Acknowledgements

The author thanks Felwine Sarr and the Global Africa team, Pierre Charbonnier, Hugo Mosneron Dupin, Harold Levrel, Yann Kervinio, and Antoine Godin for their comments. The manuscript is the responsibility of the author.

Bibliography

Allan, J. A. (1998). Virtual water: a strategic resource. *Ground water*, *36*(4), 545-547.

Althouse, J., Bedossa, B., Espagne, E., Faucher, L., Gonon, M., Kedward, K., Scala, A. M., & Poupard, A. (2025). *From climate to nature macro-criticality : Exploring new scenarios and modeling frameworks*. CEPR Discussion Paper No. 19987. CEPR Press. https://cepr.org/publications/dp19987

Althouse, J., & Svartzman, R. (2022). Bringing subordinated financialisation down to earth: The political ecology of finance-dominated capitalism. *Cambridge Journal of Economics*, *46*(4), 679-702. https://doi.org/10.1093/cje/beac018

Alves, C., & Dutt, D. (2024). *Decolonizing economics: An introduction*. Polity Press.

Armsworth, P. R. (2014). Inclusion of costs in conservation planning depends on limited datasets and hopeful assumptions. *Annals of the New York Academy of Sciences*, *1322*(1), 61-76. https://doi.org/10.1111/nyas.12455

Arto, I., Cazcarro, I., Garmendia, E., Ruiz, I., & Sanz, M. J. (2022). A new accounting framework for assessing forest footprint of nations. *Ecological Economics*, *194*, 107337. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2021.107337

Bachmann, C., Roorda, M. J., & Kennedy, C. (2015). Developing a Multi-Scale Multi-Region Input–Output Model. *Economic Systems Research*, *27*(2), 172-193. https://doi.org/10.1080/09535314.2014.987730

Bateman, I., & Balmford, A. (2023). Current conservation policies risk accelerating biodiversity loss. *Nature*, *618*(7966), 671-674. https://doi.org/10.1038/d41586-023-01979-x

Bayraktarov, E., Saunders, M. I., Abdullah, S., Mills, M., Beher, J., Possingham, H. P., Mumby, P. J., & Lovelock, C. E. (2016). Supplementary materials _ The cost and feasibility of marine coastal restoration. *Ecological Applications*, *26*(4), 1055-1074. https://doi.org/10.1890/15-1077

Blanc, G. (2022). *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*. Flammarion.

Bodin, B., Garavaglia, V., Pingault, N., Ding, H., Wilson, S., Meybeck, A., Gitz, V., d'Andrea, S., & Besacier, C. (2022). A standard framework for assessing the costs and benefits of restoration: Introducing The Economics of Ecosystem Restoration. *Restoration Ecology*, *30*(3), e13515. https://doi.org/10.1111/rec.13515

Brancalion, P. H. S., Schweizer, D., Gaudare, U., Mangueira, J. R., Lamonato, F., Farah, F. T., Nave, A. G., & Rodrigues, R. R. (2016). Balancing economic costs and ecological outcomes of passive and active restoration in agricultural landscapes: The case of Brazil. *Biotropica*, *48*(6), 856-867. https://doi.org/10.1111/btp.12383

Charbonnier, P. (2024). *Vers l'écologie de guerre : Une histoire environnementale de la paix*. La Découverte.

Claron, C., Mikou, M., Levrel, H., & Tardieu, L. (2022). Mapping urban ecosystem services to design cost-effective purchase of development rights programs: The case of the Greater Paris metropolis. *Land Use Policy*, *122*, 106349. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2022.106349

Coggan, A., Whitten, S. M., & Bennett, J. (2010). Influences of transaction costs in environmental policy. *Ecological Economics*, *69*(9), 1777-1784. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.04.015

Falconer, K., & Saunders, C. (2002). Transaction costs for SSSIs and policy design. *Land Use Policy*, *19*(2), 157-166. https://doi.org/10.1016/S0264-8377(02)00007-8

Ferdinand, M. (2022). *Decolonial ecology: Thinking from the Caribbean world* (P. A. Smith, Trad.). Polity Press.

Gallagher, K. P., Bhandary, R. R., Ray, R., & Ramos, L. (2023). Reforming Bretton Woods institutions to achieve climate change and development goals. *One Earth*, *6*(10), 1291-1303. https://doi.org/10.1016/j.oneear.2023.09.009

Gallagher, K. P., Ramos, L., Were, A., & Marques, M. Z. (2024). Debt Distress and Climate-Resilient Development in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, *33*(Supplement_2), ii8-ii25. https://doi.org/10.1093/jae/ejae028

Giger, M., Liniger, H., Sauter, C., & Schwilch, G. (2018). Economic Benefits and Costs of Sustainable Land Management Technologies: An Analysis of WOCAT's Global Data: Benefits and Costs of Sustainable Land Management Technologies. *Land Degradation & Development*, *29*(4), 962-974. https://doi.org/10.1002/ldr.2429

Gonon, M., Prudhomme, R., Ba, M., Diop, P., Mbaye, T., Levrel, H., & Comte, A. (2025). Selective carbon credits: Market preferences and ecosystem restoration in Senegal. *Ecological Economics*, *235*, 108626. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2025.108626

Haraway, D. (2015). Anthropocene, Capitalocene, Plantationocene, Chthulucene: Making Kin. *Environmental Humanities*, *6*(1), 159-165. https://doi.org/10.1215/22011919-3615934

Hoang, N. T., & Kanemoto, K. (2021). Mapping the deforestation footprint of nations reveals growing threat to tropical forests. *Nature Ecology & Evolution*, *5*(6), Article 6. https://doi.org/10.1038/s41559-021-01417-z

Iftekhar, M. S., Polyakov, M., Ansell, D., Gibson, F., & Kay, G. M. (2017). How economics can further the success of ecological restoration. *Conservation Biology: The Journal of the Society for Conservation Biology*, *31*(2), 261-268. https://doi.org/10.1111/cobi.12778

IPBES. (2019). *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services*. Zenodo. https://doi.org/10.5281/zenodo.3553579

Jadin, I., Meyfroidt, P., & Lambin, E. F. (2016). International trade, and land use intensification and spatial reorganization explain Costa Rica's forest transition. *Environmental Research Letters*, *11*(3), 035005. https://doi.org/10.1088/1748-9326/11/3/035005

Jakovac, C. C., Latawiec, A. E., Lacerda, E., Leite Lucas, I., Korys, K. A., Iribarrem, A., Malaguti, G. A., Turner, R. K., Luisetti, T., & Baeta Neves Strassburg, B. (2020). Costs and Carbon Benefits of Mangrove Conservation and Restoration : A Global Analysis. *Ecological Economics*, *176*, 106758. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106758

Jean, S., & Mouysset, L. (2022). Bioeconomic Models for Terrestrial Social–Ecological System Management: A Review. *International Review of Environmental and Resource Economics*, *16*(1), 43-92. http://dx.doi.org/10.1561/101.00000131

Karsenty, A. (2004). Des rentes contre le développement ? Les nouveaux instruments d'acquisition mondiale de la biodiversité et l'utilisation des terres dans les pays tropicaux. *Mondes en développement*, *127*(3), 61-74. https://doi.org/10.3917/med.127.0061

Kok, M. (2022). Exploring Nature-Positive Pathways. *A contribution to the implementation of the CBD Post-2020 Global Biodiversity Framework.* PBL Netherlands Environmental Assessment Agency.

Kremen, C. (2015). Reframing the land-sparing/land-sharing debate for biodiversity conservation. *Annals of the New York Academy of Sciences*, *1355*(1), 52-76. https://doi.org/10.1111/nyas.12845

Kvangraven, I. H. (2021). Beyond the Stereotype: Restating the Relevance of the Dependency Research Programme. *Development and Change*, *52*(1), 76-112. https://doi.org/10.1111/dech.12593

Lambin, E. F., & Meyfroidt, P. (2010). Land use transitions: Socio-ecological feedback versus socio-economic change. *Land Use Policy*, *27*(2), 108-118. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2009.09.003

Lenzen, M., Moran, D., Kanemoto, K., Foran, B., Lobefaro, L., & Geschke, A. (2012). International trade drives biodiversity threats in developing nations. *Nature*, *486*(7401), Article 7401. https://doi.org/10.1038/nature11145

Levrel, H. (2020). D'une économie de la biodiversité à une économie de la conservation de la biodiversité. *Fondation pour la recherche sur la biodiversité*, *35*.

McAfee, K. (2012). The Contradictory Logic of Global Ecosystem Services Markets. *Development and Change*, *43*(1), 105-131. https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2011.01745.x

McCann, L. (2013). Transaction costs and environmental policy design. *Ecological Economics*, *88*, 253-262. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.12.012

Meyfroidt, P., Roy Chowdhury, R., de Bremond, A., Ellis, E. C., Erb, K.-H., Filatova, T., Garrett, R. D., Grove, J. M., Heinimann, A., Kuemmerle, T., Kull, C. A., Lambin, E. F., Landon, Y., le Polain de Waroux, Y., Messerli, P., Müller, D., Nielsen, J. Ø., Peterson, G. D., Rodriguez García, V., … Verburg, P. H. (2018). Middle-range theories of land system change. *Global Environmental Change*, *53*, 52-67. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2018.08.006

Mirzabaev, A., Sacande, M., Motlagh, F., Shyrokaya, A., & Martucci, A. (2022). Economic efficiency and targeting of the African Great Green Wall. *Nature Sustainability*, *5*(1), 17-25. https://doi.org/10.1038/s41893-021-00801-8

Mirzabaev, A., & Wuepper, D. (2023). Economics of Ecosystem Restoration. *Annual Review of Resource Economics*, *15*(1), 329-350. https://doi.org/10.1146/annurev-resource-101422-085414

Mittempergher, D., Vergez, A., & Puydarrieux, P. (2023). Commerce international et déforestation : méthode et calcul d'une empreinte déforestation des nations. *Revue d'économie du développement, 31*(1), 5-53. https://doi.org/10.3917/edd.371.0005

Moran, D., & Kanemoto, K. (2017). Identifying species threat hotspots from global supply chains. *Nature Ecology & Evolution*, *1*(1), Article 1. https://doi.org/10.1038/s41559-016-0023

Myrdal, G. (1973). Economics of an improved environment. *World Development*, *1*(1), 102-114. https://doi.org/10.1016/0305-750X(73)90225-8

Nkonya, E., Mirzabaev, A., & von Braun, J. (Éds.). (2016). *Economics of Land Degradation and Improvement – A Global Assessment for Sustainable Development*. Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-19168-3

Olk, C. (2024). How much a dollar cost : Currency hierarchy as a driver of ecologically unequal exchange. *World Development*, *180*, 106649. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106649

Oppon, E., Acquaye, A., Ibn-Mohammed, T., & Koh, L. (2018). Modelling Multi-regional Ecological Exchanges : The Case of UK and Africa. *ECOLOGICAL ECONOMICS*, *147*, 422-435. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.01.030

Pendrill, F., Persson, U. M., Godar, J., & Kastner, T. (2019). Deforestation displaced : Trade in forest-risk commodities and the prospects for a global forest transition. *Environmental Research Letters*, *14*(5), 055003. https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab0d41

Raja, N. B. (2022). Colonialism shaped today's biodiversity. *Nature Ecology & Evolution*, *6*(11), 1597-1598. https://doi.org/10.1038/s41559-022-01903-y

Sarr, F. (2016). *Afrotopia*. Philippe Rey.

Sen, A. (2012). *Éthique et économie : et autres essais* (5e éd.). PUF.

Simpson, R. D. (2010). The "ecosystem service framework": A critical assessment. In *Valuation of Regulating Services of Ecosystems*. Routledge.

Spangenberg, J. (2007). Biodiversity pressure and the driving forces behind. *Ecological Economics*, *61*, 146-158. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2006.02.021

Stanley, I. (2025). Oikos and Surplus: The Search for an Anthropological Economics. *Review of Political Economy*, *0*(0), 1-21. https://doi.org/10.1080/09538259.2025.2458125

Strassburg, B. B. N., Iribarrem, A., Beyer, H. L., Cordeiro, C. L., Crouzeilles, R., Jakovac, C. C., Braga Junqueira, A., Lacerda, E., Latawiec, A. E., Balmford, A., Brooks, T. M., Butchart, S. H. M., Chazdon, R. L., Erb, K.-H., Brancalion, P., Buchanan, G., Cooper, D., Díaz, S., Donald, P. F., … Visconti, P. (2020). Global priority areas for ecosystem restoration. *Nature*, *586*(7831), Article 7831. https://doi.org/10.1038/s41586-020-2784-9

Su, J., Friess, D., & Gasparatos, A. (2021). A meta-analysis of the ecological and economic outcomes of mangrove restoration. *Nature Communications*, *12*, 5050. https://doi.org/10.1038/s41467-021-25349-1

Sylla, N. S., Fischer, A. M., Kaltenbrunner, A., & Sathi, S. (2024). Global Reparations within Capitalism : Aspirations and Tensions in Contemporary Movements for Reparatory Justice. *Development and Change*, dech.12855. https://doi.org/10.1111/dech.12855

Tomoi, H., Ohsawa, T., Quevedo, J. M. D., & Kohsaka, R. (2022). Is "Common But Differentiated Responsibilities" principle applicable in biodiversity? – Towards approaches for shared responsibilities based on updated capabilities and data. *Ecological Indicators*, *145*, 109628. https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2022.109628

van Kooten, G. C., Eagle, A. J., Manley, J., & Smolak, T. (2004). How costly are carbon offsets? A meta-analysis of carbon forest sinks. *Environmental Science & Policy*, *7*(4), 239-251. https://doi.org/10.1016/j.envsci.2004.05.006

Volz, U., Akhtar, S., Gallagher, K. P., & Haas, J. (2020). *Debt Relief for a Green and Inclusive Recovery : A proposal*. Heinrich-Böll-Stiftung; SOAS, University of London; and Boston University.

Whitehorn, P. R., Navarro, L. M., Schröter, M., Fernandez, M., Rotllan-Puig, X., & Marques, A. (2019). Mainstreaming biodiversity : A review of national strategies. *Biological Conservation*, *235*, 157-163. https://doi.org/10.1016/j.biocon.2019.04.016

Zucker-Marques, M., Gallagher, K. P., & Volz, U. (2025). Debt Sustainability Analysis as if Development Really Mattered. *Development*, *67*, 158-166. https://doi.org/10.1057/s41301-025-00438-6

© Présidence du Bénin

Réinventer l'inclusion numérique pour promouvoir une économie durable au Nigéria

Titilayo Shakirat Folarori
Doctorante, département d'Administration des affaires, faculté des Sciences de gestion
Bells University of Technology, Ota, État d'Ogun, Nigéria
folaroritititilayo@gmail.com

Temitayo Alice Onifade
Professeure en marketing, département d'Administration des affaires, faculté des Sciences de gestion
Bells University of Technology, Ota, État d'Ogun, Nigéria
taonifade@bellsuniversity.edu.ng

How to cite this paper:
Folarori, T. S., & Onifade, T. A. (2025). Réinventer l'inclusion numérique pour promouvoir une économie durable au Nigéria. *Global Africa*, (11), pp. 103-119.
https://doi.org/10.57832/0p99-7968

Received: September 2, 2024
Accepted: August 25, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Cette étude vise à examiner l'inclusion numérique en tant que levier pour promouvoir une économie durable au Nigéria. Elle a pour objectif de déterminer la relation entre l'entrepreneuriat numérique, les services financiers numériques et l'adoption des technologies. Les données ont été recueillies à partir de sources primaires, à l'aide d'un questionnaire administré au personnel académique de certaines universités privées de l'État d'Ogun, au Nigéria. Une technique d'échantillonnage aléatoire simple a été adoptée pour l'étude. Au total, 332 questionnaires ont été distribués aux répondants sélectionnés à l'aide de la formule de Taro Yamane. Les questionnaires récupérés ont été analysés à l'aide du logiciel statistique pour les sciences sociales (SPSS). Les hypothèses de l'étude ont été testées au moyen d'une analyse de régression multiple, afin de déterminer s'il convenait d'accepter ou de rejeter les hypothèses nulles (H0). L'étude a testé trois hypothèses sur le rôle de la transformation numérique dans la promotion d'une économie durable. Les résultats de l'analyse de régression ont révélé que l'entrepreneuriat numérique ($B = 0{,}318$, $p < 0{,}001$), les services financiers numériques ($B = 0{,}274$, $p < 0{,}001$) et l'adoption des technologies ($B = 0{,}292$, $p < 0{,}001$) avaient chacun des effets positifs et statistiquement significatifs sur l'économie durable. À la lumière de ces résultats, l'étude recommande aux entrepreneurs d'encourager l'adoption d'outils numériques pour améliorer la productivité, aux institutions de fournir un accès à des plateformes d'investissement numérique permettant des investissements à petite échelle et offrant des opportunités d'accumulation de richesse, au gouvernement et aux institutions d'intégrer la culture numérique dans les programmes scolaires afin de garantir que les jeunes des zones rurales acquièrent ces compétences dès leur plus jeune âge, et enfin aux dirigeants communautaires et aux parties prenantes de planifier et de mettre en œuvre des initiatives numériques afin de répondre aux besoins de la communauté.

Mots-clés

Inclusion numérique, économie durable, entrepreneuriat numérique, services financiers numériques, adoption des technologies

Introduction

Le développement durable est un processus visant à élargir l'éventail des choix offerts aux individus. La durabilité correspond donc au développement d'une personne et de ses capacités, indépendamment de son genre (Ashami & Nuri, 2019). Le commerce, la production, le travail et la prestation de services connaissent tous une transformation numérique accélérée, désormais largement reconnue comme essentielle à la croissance (Banque mondiale, 2016). La question de savoir comment garantir que chacun puisse bénéficier de manière significative des technologies numériques a été un sujet clé dans le débat sur l'inclusion numérique. Deux changements importants sont intervenus dans la littérature de longue date sur l'inclusion numérique. Premièrement, l'accent mis sur les différences en matière d'accès et d'utilisation s'est élargi pour inclure la qualité de l'accès et de l'utilisation, l'accessibilité financière et les compétences numériques. Deuxièmement, Internet est devenu le point central, alors que les téléphones mobiles recevaient auparavant la plupart de l'attention (du moins dans les pays en développement). Internet a été qualifié de « technologie polyvalente la plus importante de ces derniers temps » (Bauer & Latzer, 2016). Le développement est souvent décrit comme un processus plutôt que comme un produit fini. Cela signifie qu'aucun pays ne peut affirmer avoir atteint le sommet de sa croissance à ce stade ; au contraire, chacun s'efforce en permanence d'atteindre un niveau plus élevé, meilleur et plus durable (Angalapu & Ikporukpo, 2019).

Les objectifs de développement durable (ODD) ont été officiellement adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies et les États membres en septembre 2015. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un programme mondial axé sur « la prospérité économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale » (Nations unies, département des Affaires économiques et sociales, 2018 ; Ifla Wlic, 2019). La Commission du haut débit pour le développement durable a été créée en 2010 par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en réponse à cette évolution. Sa mission est de promouvoir le développement et l'autonomisation de tous en tirant parti des avantages du haut débit (Unesco, 2019).

L'existence et l'impact de l'économie numérique soutiennent les économies durables. Par rapport aux économies traditionnelles, l'économie numérique a amélioré l'efficacité économique, optimisé la structure de l'économie et s'est fortement imbriquée dans l'économie réelle (Gao et al., 2022 ; Niu et al., 2024).

Selon Sahut et al. (2019), l'entrepreneuriat numérique désigne le processus consistant à initier une activité entrepreneuriale afin de produire de la valeur en mobilisant diverses infrastructures sociotechniques numériques pour permettre un traitement, une diffusion et une consommation efficaces de l'information. Le comportement entrepreneurial des populations rurales s'est amélioré grâce aux services financiers numériques qui ont contribué à égaliser les chances entrepreneuriales et à réduire l'écart entre les zones urbaines et rurales (Xie et al., 2020 ; Li, 2018). Les liens entre les activités économiques interrégionales et urbaines/rurales ont également été renforcés par la diffusion des technologies numériques. La recherche sur les *5A*[1] du cadre d'accès à la technologie menée par Roberts et Hernandez (2019) identifie la disponibilité, l'accessibilité financière, la capacité, la sensibilisation et l'accessibilité comme les cinq principales catégories d'obstacles à l'adoption de la technologie. Ces obstacles peuvent limiter l'accès aux téléphones mobiles et à Internet. De plus, la simple disponibilité de ces outils ne garantit pas leur utilisation à des fins spécifiques, par exemple les réseaux sociaux ou la messagerie texte.

Les avantages potentiels d'Internet pour le développement ont fait l'objet de nombreuses conjectures au cours des dernières décennies. Cependant, des estimations fiables de son impact causal dans les pays en développement ne sont apparues que récemment dans la littérature. Des études récentes ont montré que ces initiatives ont un impact positif majeur sur la prestation des services publics, la santé, l'éducation, les marchés du travail, la démocratie, l'inclusion financière, ainsi que sur la réduction de la pauvreté (Hjort & Tian, 2021 ; Zhuravskaya et al., 2020). Il est également devenu plus

1 Les *5A* correspondent en anglais à : *availability, affordability, ability, awareness, and accessibility.*

évident que les pays pauvres ne peuvent pas bénéficier des technologies numériques, du commerce des services ou passer à une économie fondée sur la connaissance sans une connexion Internet fiable et rapide.

Selon cette étude, les données actuellement disponibles sur l'inclusion numérique posent de nombreux problèmes de validité et de fiabilité. Elle souligne également que, malgré des tentatives pour évaluer l'accessibilité financière et l'accès à Internet, d'autres dimensions essentielles de l'inclusion numérique, telles que l'entrepreneuriat numérique, les services financiers numériques, les obstacles à l'adoption des technologies et les avantages de l'inclusion numérique, n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. L'argument principal est que, malgré les efforts notables pour harmoniser les questions relatives à l'inclusion numérique dans les pays en développement, les concepteurs d'enquêtes doivent tenir compte des usages spécifiques de la technologie dans ces contextes, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des instruments conçus dans les pays à revenu élevé. Enfin, le rapport souligne qu'au-delà des disparités entre pays, la mesure des initiatives et des progrès en matière d'inclusion numérique devrait adopter une approche plus holistique en tenant compte de l'économie durable au sein de chaque pays. La mesure dans laquelle l'inclusion numérique favorise une économie durable au Nigéria reste indéterminée. Cette recherche a donc été menée afin de combler cette lacune.

Question de recherche

i) L'entrepreneuriat numérique contribue-t-il à favoriser une économie durable ?

ii) L'accès aux services financiers numériques contribue-t-il à une économie durable ?

iii) Quels sont les obstacles à l'adoption des technologies dans une économie durable ?

Objectifs de la recherche

i) Déterminer l'impact de l'entrepreneuriat numérique sur l'économie durable.

ii) Évaluer l'effet des services financiers numériques sur l'économie durable.

iii) Examiner l'influence de l'adoption des technologies sur l'économie durable.

Revue de la littérature

Clarifications conceptuelles

- **Inclusion numérique**

Pour participer pleinement à la vie sociale, économique et civique, les individus doivent pouvoir accéder aux technologies numériques, telles qu'Internet et les appareils mobiles, et les utiliser (Unesco, 2019). C'est ce qu'on appelle l'inclusion numérique. Morte-Nadal et Esteban-Navarro (2022) définissent cette expression comme le fait de fournir des connaissances et des compétences en matière de technologies de l'information et de la communication à ceux qui n'en disposent pas. L'inclusion numérique est une notion multiforme qui englobe la culture et les compétences numériques, la connectivité Internet et l'accès aux appareils, ainsi que la disponibilité d'informations et de services numériques pertinents (Commission européenne, 2019). Elle est essentielle pour comprendre que les peuples autochtones vivant dans les zones rurales s'adaptent et utilisent les technologies numériques d'une manière qui convient à leur environnement social unique. L'inclusion numérique dans les zones rurales reste un défi mondial. Campbell-Meier et al. (2020) attribuent cela au fait que les peuples autochtones ont souvent été généralisés et que leurs expériences ont été considérées comme universelles aux niveaux national, continental ou régional, où l'accès à Internet a été priorisé au détriment de la confiance, de la motivation et du développement des compétences. Selon Adam et Alhassan (2021), la promotion de l'inclusion numérique dépend davantage de l'utilisation

des technologies de l'information et de la communication, que de leur disponibilité. Ainsi, lorsque les gens apprennent à les utiliser efficacement, l'inclusion numérique peut devenir une réalité et contribuer à combler la fracture numérique.

L'inclusion numérique consiste à utiliser pleinement la technologie pour faciliter le travail, améliorer la qualité de vie, renforcer les interactions sociales et l'intégration sociale. L'utilisation des avancées technologiques dans l'apprentissage est susceptible de contribuer à la réussite personnelle des élèves, tandis que la réduction du coût des services publics permet aux entreprises et aux organisations d'offrir des avantages à leur clientèle. L'inclusion numérique dans le secteur public s'applique à la numérisation des services de santé et peut également permettre de réaliser des économies. La technologie permettant aux individus de s'exprimer et de communiquer entre eux, l'inclusion numérique peut renforcer l'engagement social et l'intégration au sein des communautés (Noh, 2019).

Selon GOV.UK (2014), l'inclusion numérique est une composante de l'inclusion sociale, car elle permet aux individus d'accéder au monde numérique pour leur développement intellectuel et de créer des espaces pour des pratiques culturelles qui leur permettent d'acquérir des compétences numériques. Le site précise que l'inclusion numérique signifie avoir la capacité de créer et de produire du sens et des émotions dans le cyberespace, en plus d'avoir les compétences technologiques nécessaires pour y évoluer. L'inclusion numérique, toujours selon GOV.UK, est la capacité à utiliser les TIC pour accéder à de nouvelles informations, les modifier et en produire. Quatre catégories de ressources sont essentielles à l'inclusion numérique : les ressources physiques (ordinateurs et connectivité), les ressources numériques (accès en ligne aux ressources numériques), les ressources humaines (alphabétisation et éducation) et les ressources sociétales (structures de la société et institutions de communication). Il est possible de mettre en œuvre et de concrétiser l'inclusion numérique si ces ressources sont bien alignées. Quatre formes de capital y contribuent : social (leur pouvoir et leur identité en politique), intellectuel (capacité individuelle), culturel (mémoire d'une société) et technologique (capacité d'agir et de communiquer).

- **Entrepreneuriat numérique**

Les entreprises innovantes contribuent de manière significative au développement économique global de tous les pays. L'entrepreneuriat est considéré comme l'un des domaines les plus importants et prometteurs de l'économie des pays développés et en développement. Ces initiatives sont également considérées comme le fondement du développement des petites et grandes entreprises (Al-Najjar & Al-Ali, 2019).

Le monde de l'investissement connaît aujourd'hui un développement rapide, avec les entrepreneurs qui apparaissent comme étant l'un des principaux moteurs. Cela se traduit par une tendance à l'entrepreneuriat et ses nombreuses applications dans divers secteurs. L'entrepreneuriat est défini comme toute activité qui vise à lancer un nouveau projet commercial, à accroître l'efficacité économique en utilisant judicieusement les ressources et à introduire ou créer de nouvelles activités administratives et économiques (Al-Shamimary & Al-Mubarik, 2019).

Une sous-catégorie de l'entrepreneuriat, appelée « entrepreneuriat numérique », consiste à utiliser les médias et les technologies numériques pour numériser tout ou partie de ce qui serait physique dans un contexte traditionnel (Davidson & Vaast, 2010). Elle peut également faire référence au lancement de nouvelles entreprises et à la transformation d'entreprises existantes grâce au développement de nouvelles technologies numériques ou à l'expérimentation de technologies nouvelles (Zhao & Collier, 2016).

Toutes les nouvelles entreprises et transformations commerciales qui génèrent une valeur économique et sociale grâce au développement et à l'application de nouvelles technologies numériques, à de nouvelles activités commerciales, à l'amélioration de l'intelligence économique et à l'engagement des parties prenantes et des clients sont considérées comme des formes d'entrepreneuriat numérique. Ces initiatives ouvrent des perspectives de croissance et créent des emplois pour l'avenir (Zhao & Collier, 2016).

• Services financiers numériques

Selon Ramli (2020), la définition des services financiers numériques reste diverse parmi les universitaires et les praticiens. Les différents gouvernements et autorités monétaires ont des points de vue divergents sur ce qui constitue la finance numérique, notamment en ce qui concerne la classification des données de paiement, certaines autorités continuant à les intégrer aux transactions électroniques. Selon Durai et Stella (2019), la finance numérique implique la fourniture de services financiers par le biais d'appareils mobiles, d'ordinateurs, d'Internet, de portefeuilles mobiles, de portefeuilles électroniques, de cartes de crédit et de cartes de débit.

Les services financiers numériques, tels que définis par Pazarbasioglu et al. (2020), sont des services financiers (tels que les paiements, les transferts de fonds et les crédits) accessibles et utilisables via des canaux numériques, tels que les appareils mobiles et les instruments préexistants (comme les cartes de débit et de crédit) principalement fournis par les banques. Par ailleurs, la finance numérique, telle que définie par Ozili (2018), désigne toute combinaison d'infrastructures, de technologies, de services ou de produits qui permettent aux particuliers et aux entreprises d'accéder à des options de crédit, d'épargne et de paiement en ligne sans avoir à traiter directement avec des prestataires de services financiers ou à se rendre dans des agences bancaires.

Les dernières avancées techniques ont conduit à l'inclusion de la technologie financière (Fintech) dans la catégorie de la finance numérique. La Fintech propose une gamme de produits d'investissement, notamment des actions, des matières premières, des produits financiers dérivés et de l'or numérique. En outre, les entreprises de Fintech fonctionnent comme un marché financier, coordonnant le financement participatif et les prêts entre particuliers afin de faciliter les relations directes entre prêteurs et emprunteurs. Ce rôle sur le marché financier fait encore l'objet de débats en tant qu'outil financier numérique favorisant l'inclusion financière.

• Adoption des technologies

Les technologies, en permettant aux organisations de fonctionner de manière plus efficace, constituent l'un des éléments les plus importants de leur compétitivité dans le monde des affaires moderne. Les entreprises qui n'utilisent pas les technologies prendront du retard sur leurs concurrents (Cotera et al., 2015). Cependant, l'adoption et la mise en œuvre réussie des TIC posent divers défis aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Ces inconvénients potentiels peuvent être attribués en partie à la technologie elle-même ou au secteur dans lequel elle est utilisée (Albar & Hoque, 2019).

En plus de réduire les coûts de transaction et d'accélérer les transactions commerciales entre entreprises et consommateurs, les TIC peuvent améliorer tous les aspects de la gestion des connaissances et de l'information au sein d'une entreprise. D'autre part, l'adoption de ce type de technologie stimule la productivité de l'entreprise, l'efficacité opérationnelle, la création de nouveaux marchés et modèles commerciaux, ainsi que la qualité des services offerts aux clients, et contribue à l'amélioration des communications externes. De plus, en concentrant les ressources humaines, elles augmentent l'efficacité et l'efficience (Thrassou et al., 2020). Étant donné que les MPME jouent un rôle important dans toute économie, elles doivent être conscientes que l'élargissement de leur clientèle leur permettra de générer des profits qui leur seront non seulement directement profitables, mais qui contribueront également au développement économique du pays (Ramdani et al., 2022 ; Tan et al., 2022).

• Économie durable

Une économie capable de maintenir un niveau de vie élevé pour l'ensemble de la population est considérée comme durable. La durabilité économique repose sur le bien-être de la société. Trois facteurs peuvent être utilisés pour évaluer ce bien-être : le facteur économique — cette composante comprend l'emploi, le revenu et la stabilité économique — le facteur investissement — développé par des politiques et des programmes qui garantissent le bien-être et le progrès de la société, ces secteurs comprennent les infrastructures, la santé et l'éducation — le facteur cohésion — les trois éléments que sont l'égalité, une société civile solide et un gouvernement impartial et efficace sont mis en avant

comme ayant un effet positif sur les perspectives d'intégration sociale. Le développement capable de répondre aux besoins de la société moderne est appelé développement durable. Cependant, répondre à ces demandes ne doit pas compromettre les capacités des générations futures. Afin d'améliorer le bien-être de tous et de protéger la planète, le développement durable doit aborder toutes les questions liées à l'éradication de la pauvreté, à la croissance économique, aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi, à la protection sociale et au changement climatique, ainsi qu'à la préservation de l'environnement et de l'écologie. L'identification des problèmes environnementaux croissants qui menacent la capacité de la société à maintenir une croissance économique durable et qui nécessitent des solutions globales et innovantes aux niveaux national et supranational est liée à l'introduction du concept de développement durable dans la pratique internationale. Afin de répondre aux besoins toujours croissants de la société, une économie durable suppose l'expansion des infrastructures publiques et nécessite des investissements substantiels. Cependant, il est évident que les investissements ne peuvent à eux seuls garantir le développement durable des États. Il faut plutôt adopter une approche intégrée qui tienne compte de toutes les voies actuelles menant au développement durable, en examinant leur potentiel et leur importance et en évaluant les implications financières de l'introduction de nouvelles formes et instruments qui favorisent le bien-être de tous les segments de la société et la croissance d'une économie durable (Boston Consulting Group, 2018).

Le Nigéria et l'inclusion numérique

Les infrastructures technologiques du Nigéria, qui compte 36 États et 774 collectivités locales, ne sont disponibles que dans les zones urbaines, à des coûts exorbitants que seules les classes moyennes et supérieures peuvent supporter. En conséquence, de nombreuses zones rurales et périurbaines ne peuvent pas participer pleinement à l'économie de l'information émergente. Le concept d'inclusion numérique repose sur trois catégories consécutives : les infrastructures (indicateurs et indices de réseau), l'utilisation (fréquence et qualité des technologies) et les opportunités liées à la fracture numérique (accessibilité et abordabilité). Le Nigéria est l'un des pays ayant un faible score sur l'indice des opportunités numériques. Il a été classé 31e en Afrique par l'Union internationale des télécommunications (UIT), avec des scores respectifs de 0,41, 0,03 et 0,01 pour les opportunités, les infrastructures et l'utilisation (UIT, 2020). Les progrès technologiques mondiaux ont creusé la fracture numérique au Nigéria. Celle-ci englobe plusieurs facteurs tels que l'accès à Internet, la maîtrise de l'informatique et les compétences requises pour naviguer dans le monde numérique. Le Nigéria, comme d'autres pays en développement, peine à rattraper son retard en raison de la faiblesse de ses infrastructures TIC, tandis que les pays développés mettent au point de nouvelles technologies qui vont propulser l'ère numérique. Par exemple, la plupart des discussions dans le secteur mondial du haut débit portent sur la 5G et ses nombreux avantages. Cependant, les efforts du Nigéria pour exploiter pleinement le potentiel de la 5G continuent d'accuser un retard en raison du faible taux de pénétration des smartphones dans le pays, lié à la pauvreté, à l'analphabétisme et au manque de sensibilisation. Selon les données les plus récentes de la Commission nigériane des communications (NCC), en décembre 2023, 57,84 % des 224,7 millions d'abonnements mobiles au Nigéria concernaient encore des réseaux 2G, ce qui indique que la technologie 2G reste le leader du marché mobile dans le pays. Malgré les améliorations continues apportées au réseau par des entreprises de télécommunications telles que MTN, l'enquête a montré que seuls 31,33 % de ces abonnements concernaient la 4G, 9,80 % la 3G et 1,04 % la 5G. Cela indique que le taux de possession de smartphones est faible dans le pays. Une étude réalisée en 2023 par DataReportal (2023) révèle qu'il y avait 122,5 millions d'internautes au Nigéria, sur une population d'environ 211 millions d'habitants, et qu'entre 11,8 et 18,9 % des Nigérians avaient accès à un smartphone. Cela malgré le fait que le PDG de MTN Nigéria ait déclaré que l'un des obstacles à l'inclusion numérique au Nigéria est le prix élevé des téléphones portables. Par exemple, en novembre 2023, les smartphones compatibles avec la 5G sont devenus plus largement disponibles au Nigéria, offrant une connectivité haut débit. Cependant, leur coût, variant entre 120 000 et plus de 2 millions de nairas, reste largement au-dessus des moyens des 88,4 millions de Nigérians vivant dans l'extrême pauvreté (Ibeh, 2023).

Revue théorique

La théorie de l'inclusion sociale

Selon Foster et Seth (2014), la théorie de l'inclusion sociale met en avant la nécessité d'offrir à chacun les mêmes chances de participer à la société et d'avoir accès aux ressources essentielles à son bien-être, indépendamment de son milieu social, économique ou culturel. L'adoption de cette approche par un État repose en partie sur l'idéologie néolibérale, qui a gagné en popularité dans les années 1980. Cette idéologie soutient que combler le déficit de compétences et investir dans le capital humain constituent des mesures nécessaires pour accroître l'inclusion sociale et favoriser la croissance économique. Cela s'inscrit dans le cadre d'une initiative nationaliste visant à accroître sa compétitivité sur le marché international. L'inclusion sociale concerne un certain nombre de groupes sociaux, parmi lesquels : les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes en situation de vulnérabilité liée à la santé, la culture, le statut socio-économique et la religion.

La théorie de la fracture numérique

Selon Van Dijk (2019), l'inégalité a servi de base à la théorie de la fracture numérique. Cette théorie définit l'inégalité comme des différences en matière de participation, de compétences et de culture numérique. Le terme « fracture numérique » fait référence à la division qui existe entre les personnes qui possèdent et utilisent les TIC et celles qui n'en disposent pas et ne les utilisent pas. La définition de la fracture numérique, telle qu'elle a été convenue par Esteban-Navarro et al. (2020), repose sur trois aspects de l'inégalité : l'inégalité des chances en matière d'accès aux technologies et de connectivité aux appareils et réseaux, y compris Internet ; et, plus récemment, l'inégalité des compétences numériques requises pour utiliser les TIC dans des situations complexes telles que les affaires, l'éducation et le commerce électronique. Contrairement à 28 % des foyers dans les zones urbaines, seuls 6,3 % des ménages en Afrique rurale ont accès à Internet à domicile, selon l'UIT (2020).

Examen empirique

Williams (2023) examine comment l'inclusion financière et les innovations dans le domaine du commerce numérique ont influencé la croissance économique du Nigéria, à la suite du développement de programmes d'inclusion financière et de la contribution des technologies numériques au progrès économique. Le rapport met en évidence les obstacles à l'adoption des services bancaires numériques au Nigéria, notamment les disparités dans l'accès aux technologies numériques, les contraintes réglementaires et l'absence de comptes bancaires traditionnels chez certains groupes de personnes. Afin de promouvoir un environnement bancaire numérique plus équitable, Williams recommande d'accélérer le développement des infrastructures financières et de réviser les cadres réglementaires.

L'étude d'Al-Nsour et Khleifat (2020) visait à déterminer la relation et l'impact entre l'entrepreneuriat numérique, en tant que variable indépendante, et la performance organisationnelle en tant que variable dépendante, en appliquant l'entrepreneuriat numérique à la haute performance dans les entreprises industrielles. Les résultats de l'étude ont montré que l'application de l'entrepreneuriat numérique dans ses différentes dimensions avait un effet statistiquement significatif sur la performance organisationnelle, telle que mesurée par le tableau de bord prospectif. Les dimensions ayant le plus grand impact sur la performance organisationnelle étaient la gestion des connaissances numériques et la gestion de l'environnement commercial numérique. Ces dimensions renforçaient également les capacités des départements de recherche et développement des entreprises industrielles, leur permettant d'obtenir un financement suffisant pour améliorer la compétitivité et la satisfaction des clients.

L'étude d'Awawdeh et al. (2022) visait à analyser l'effet de l'entrepreneuriat numérique sur les chaînes d'approvisionnement numériques et à examiner le rôle de médiateur des applications de veille économique dans cette relation. L'entrepreneuriat numérique a été mesuré à l'aide de trois dimensions, et les chaînes d'approvisionnement numériques à travers quatre dimensions. Les conclusions les plus notables de l'étude ont indiqué que les applications de veille économique jouaient un rôle important en tant que variable intermédiaire dans les chaînes d'approvisionnement numériques. Les auteurs ont recommandé de renforcer l'entrepreneuriat numérique en mettant l'accent sur la perspective globale de l'organisation et de son environnement, la nécessité d'utiliser pleinement les éléments de l'entrepreneuriat numérique tels que l'orientation de la créativité numérique vers l'étude de l'environnement interne et externe et son impact sur les variables externes environnantes afin de faire face aux menaces potentielles, que l'environnement externe apporte des opportunités et des défis ou que l'environnement interne se concentre sur les forces et les faiblesses.

Selon une étude réalisée en 2019 par le Pew Research Center, les habitants des zones rurales ont moins accès à l'Internet haut débit que ceux des zones urbaines, car ils ont un niveau d'utilisation et de compétences numériques moins élevé. De plus, l'un des principaux obstacles à l'inclusion numérique dans les zones rurales du Nigéria est le manque d'accès aux appareils numériques et à la connectivité Internet, comme l'a constaté Akpan-Obong (2020). Le rapport conclut également que, pour réduire la fracture numérique, des programmes supplémentaires de formation à la culture numérique sont nécessaires dans les zones rurales.

L'étude de Zhang et al. (2022) s'est penchée sur l'impact des technologies numériques sur l'entrepreneuriat national et sur leur interaction avec les autres composantes de l'écosystème. Selon les conclusions empiriques de leur étude, la production des écosystèmes entrepreneuriaux nationaux est positivement corrélée au degré de technologie numérique, et cette corrélation est plus forte dans les pays qui disposent d'une culture favorable, d'institutions réputées, de lois incitatives, de ressources facilement accessibles et de secteurs de services développés. Ces résultats soulignent l'importance de la technologie numérique et offrent de nouvelles perspectives sur les mécanismes causaux et les interdépendances entre les composantes des écosystèmes entrepreneuriaux nationaux.

Selon les études sur l'écosystème entrepreneurial, comme le soulignent Bouncken et Kraus (2021), les technologies numériques améliorent les connexions entre les différents acteurs de l'écosystème et modifient la nature des interactions entre eux. On peut en conclure que les technologies numériques créent de nouvelles opportunités dont les entrepreneurs peuvent tirer parti, en plus de modifier la fabrication, la commercialisation et la distribution des biens et des services.

Lyons et al. (2020) ont utilisé les données des enquêtes InterMedia's Financial Inclusion Insights (FII) de 2017 pour examiner la relation entre la pauvreté, l'inclusion financière et l'inclusion numérique dans sept pays en développement d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne. Ils ont constaté une forte corrélation entre l'amélioration d'un certain nombre de paramètres d'inclusion financière et numérique et une réduction significative de la pauvreté, notamment de l'insécurité alimentaire.

L'étude d'Akinwale et al. (2020) explore la manière dont les téléphones mobiles contribuent à favoriser l'inclusion numérique dans les communautés rurales du Nigéria. Elle révèle que les téléphones mobiles jouent un rôle crucial dans la promotion de l'inclusion numérique dans les zones rurales en permettant aux utilisateurs l'accès à des services et à des informations tels que le commerce électronique, les services bancaires mobiles et les données agricoles. Le rapport recommande la mise en place de programmes et de politiques visant à encourager l'utilisation des téléphones mobiles et des applications connexes dans les zones rurales. De nombreux Nigérians bénéficient de l'échange d'informations pour leurs activités sociales et commerciales, d'une plus grande productivité et d'un meilleur accès à l'information grâce aux téléphones mobiles, qui favorisent l'inclusion numérique. Les utilisateurs de téléphones mobiles peuvent réduire leurs frais de transaction, de communication et de déplacement en utilisant ces services.

Bello et al. (2021) ont découvert dans une autre étude que des éléments sociaux et culturels tels que les normes de genre, les convictions religieuses et les valeurs communautaires jouent un rôle important dans l'inclusion numérique des communautés rurales nigérianes. L'étude suggère que pour surmonter ces obstacles et encourager l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans l'adoption des technologies numériques, il convient de mettre en place des politiques et des programmes.

Afin d'étudier la relation entre les progrès des TIC et l'inclusion financière, Beyene et Makina (2019) ont utilisé des données transversales provenant de 168 pays, dont 48 en Afrique. Ils ont découvert que la technologie, notamment l'accès à Internet et aux distributeurs automatiques de billets, pouvait améliorer considérablement l'accès et l'utilisation des services financiers, ce qui aurait à son tour un effet positif sur la portée socio-économique des communautés.

Selon une autre étude menée par Idowu et al. (2020), l'un des principaux obstacles à l'inclusion numérique dans les zones rurales est le manque de connaissances sur les avantages et les applications des technologies numériques. Il a été démontré que le coût élevé des appareils numériques et de la connexion Internet a un impact sur l'inclusion numérique dans les communautés rurales du Nigéria. Les gadgets numériques, tels que les ordinateurs portables et les téléphones cellulaires, sont trop chers pour de nombreux ménages ruraux, et le problème est aggravé par le coût élevé de l'accès à Internet. Selon Ojebisi et al. (2019), des politiques et des programmes devraient être élaborés afin de réduire le coût des appareils numériques et de la connectivité Internet pour les populations rurales. Ils affirment également que l'accessibilité financière est un obstacle majeur à l'inclusion numérique dans les zones rurales.

Méthodologie

L'étude a été réalisée à l'aide d'un modèle de recherche descriptive, parfois appelé «modèle d'enquête». Elle a été menée dans l'État d'Ogun, au Nigéria, qui est divisé en trois districts sénatoriaux (Ogun-Est, Ogun-Ouest et Ogun-Centre). Ce lieu a été choisi en raison de son caractère cosmopolite et de son accessibilité pour les répondants potentiels. L'approche descriptive a été privilégiée car elle permet de traiter de grands échantillons de manière flexible, ce qui rend les résultats statistiquement significatifs, même lors de l'analyse des variables de la recherche. Cette étude a utilisé un questionnaire structuré comme principal outil de collecte de données. Le questionnaire comprenait six sections portant sur les informations démographiques, l'accès et l'utilisation du numérique, l'accessibilité financière des outils numériques, les compétences numériques et les résultats de l'inclusion numérique. La plupart des items ont été évalués à l'aide d'une échelle de Likert à cinq points, et un test pilote a été réalisé afin de garantir la clarté, la fiabilité et la validité des questions. Les variables ont été mesurées à l'aide d'un questionnaire structuré basé sur des échelles validées, mesurées sur une échelle de Likert à cinq points (1 = Pas du tout d'accord à 5 = Tout à fait d'accord). L'entrepreneuriat numérique a été évalué à l'aide de cinq éléments axés sur l'innovation tirée des TIC, l'expansion des activités en ligne et la créativité (alpha de Cronbach = 0,86). Les services financiers numériques ont été mesurés à l'aide de cinq éléments portant sur l'argent mobile, les services bancaires en ligne et l'accès au crédit (α = 0,83). L'adoption des technologies a été évaluée à l'aide de cinq éléments portant sur l'utilisation des TIC, l'efficacité et la volonté d'adopter les technologies (α = 0.85). La variable dépendante, l'économie durable, a été mesurée à l'aide de six éléments reflétant la résilience économique, l'inclusivité, la croissance à long terme et la durabilité environnementale (α = 0,88).

Les répondants ont été sélectionnés parmi trois catégories : le personnel universitaire, les propriétaires de MPME et les ménages ruraux. L'étude a couvert les trois districts sénatoriaux de l'État d'Ogun, représentés par l'université Crescent (urbaine, Ogun-Centre), l'université technologique Bells (périurbaine, Ogun-Ouest) et l'université Babcock (semi-rurale, Ogun-Est). Au total, 332 répondants ont été ciblés, dont 146 membres du personnel universitaire, 98 propriétaires de MPME et 88 ménages ruraux. Un échantillonnage stratifié a été utilisé, avec des méthodes de sélection aléatoires et systématiques appliquées au sein de chaque strate.

Les données ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives et d'une analyse de régression afin d'identifier les facteurs prédictifs des résultats en matière d'inclusion numérique. La fiabilité a été évaluée à l'aide du coefficient alpha de Cronbach, tandis que la validité a été garantie par un examen d'experts et une analyse factorielle. Les considérations éthiques, notamment le consentement éclairé, la confidentialité et la participation volontaire, ont été strictement respectées.

Résultats

L'étude a utilisé le logiciel *Statistical Package for the Social Sciences* (IBM-SPSS, version 27). Les données ont été analysées sous deux formes : descriptive et inférentielle. Les statistiques descriptives ont été utilisées pour analyser les caractéristiques sociodémographiques des répondants, tandis que les statistiques inférentielles et l'analyse de régression multiple ont été utilisées pour tester les trois hypothèses de l'étude. Au préalable, une analyse préliminaire, comprenant notamment la recherche de données manquantes et des tests de normalité univariée et multivariée, a également été effectuée sur les données, lesquelles se situaient dans les limites acceptables.

Analyses descriptives des caractéristiques démographiques des participants

Au total, 332 participants ont répondu à l'enquête. Leurs caractéristiques démographiques sont résumées ci-dessous.

Tableau 1 : Caractéristiques démographiques des répondants (N = 332)

Variables	**Catégories**	**Fréquences (n)**	**Pourcentages (%)**
Sexe	Homme	176	53,0
	Femme	156	47,0
Tranche d'âge	18–25 ans	64	19,3
	26–35 ans	122	36,7
	36–45 ans	82	24,7
	46 ans et plus	64	19,3
Niveau d'études	Diplôme/OND	46	13,9
	Licence	148	44,6
	Master	94	28,3
	Doctorat (PhD)	44	13,3
Profession	Personnel universitaire	144	43,4
	Propriétaires de MPME	112	33,7
	Ménages ruraux	76	22,9
Localisation	Ogun-Centre (Crescent)	112	33,7
	Ogun-Ouest (Bells Tech)	104	31,3
	Ogun-Est (Babcock)	116	34,9

Variables démographiques : sur les 332 personnes interrogées, 53 % étaient des hommes et 47 % des femmes, ce qui montre une répartition relativement équilibrée entre les sexes. La majorité (36,7 %) appartenait à la tranche d'âge des 26-35 ans, tandis que 24,7 % avaient entre 36 et 45 ans. Les répondants plus jeunes, âgés de 18 à 25 ans, représentaient 19,3 %, et ceux âgés de 46 ans et plus représentaient également 19,3 %.

En ce qui concerne le niveau d'études, la plupart des répondants étaient titulaires d'une licence (44,6 %), suivis de ceux ayant une maîtrise (28,3 %), un doctorat (13,3 %) et un diplôme/OND (13,9 %). En termes de profession, le personnel universitaire constituait le groupe le plus important (43,4 %), suivi des propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises (33,7 %) et des ménages ruraux (22,9 %). Sur le plan géographique, les participants étaient répartis de manière relativement homogène dans l'État d'Ogun : 33,7 % provenaient du centre d'Ogun, 31,3 % de l'ouest d'Ogun et 34,9 % de l'est d'Ogun.

Analyse de régression

Pour tester les objectifs de l'étude, un modèle de régression multiple a été utilisé. La variable dépendante est l'économie durable, tandis que les variables indépendantes sont l'inclusion numérique (entrepreneuriat numérique, services financiers numériques et adoption des technologies). La spécification du modèle est la suivante :

$$Y = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_3 X_3 + \epsilon$$

$$Y=\beta 0+\beta 1X\ 1+\beta 2X2+\beta 3X3+\epsilon$$

Où :

- Y = Économie durable
- X_1 = Entrepreneuriat numérique
- X_2 = Services financiers numériques
- X_3 = Adoption des technologies
- β_0 = Constante
- $\beta\ \beta_1 \square\ \beta_3$ = Coefficients de régression
- ϵ = Terme d'erreur

Résumé du modèle

Modèle	R	R au carré	R au carré ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	0,742	0,551	0,547	0,41235

Le résumé du modèle montre que le coefficient de corrélation multiple (R) est de 0,742, ce qui indique une forte relation positive entre les prédicteurs « entrepreneuriat numérique », « services financiers numériques » et « adoption des technologies » et la variable dépendante « économie durable ». Le coefficient de détermination (R carré) est de 0,551, ce qui signifie que 55,1 % de la variance de l'économie durable peut être expliquée par les prédicteurs. La valeur ajustée de R carré de 0,547 suggère qu'après ajustement du nombre de prédicteurs et de la taille de l'échantillon, le modèle explique toujours environ 54,7 % de la variance, ce qui indique que le modèle est à la fois stable et fiable. L'erreur type de l'estimation est de 0,41235, ce qui montre qu'en moyenne, les prédictions du modèle s'écartent des valeurs observées d'environ 0,41 unité, ce qui suggère des prédictions relativement précises.

ANOVA

Modèle	Somme des carrés	df	Carré moyen	F	Sig.
Régression	89,241	3	29,747	175,063	0,000b
Résidu	72,379	328	0,221	Résidu	
Total	161,620	331			

a. Variable dépendante : économie durable

b. Prédicteurs : (constante), adoption des technologies, services financiers numériques, entrepreneuriat numérique

Le tableau ANOVA teste si le modèle de régression global est statistiquement significatif. La somme des carrés de la régression est de 89,241 avec 3 degrés de liberté, ce qui représente la variation de l'économie durable expliquée par les trois prédicteurs (entrepreneuriat numérique, services financiers numériques et adoption des technologies). La somme des carrés résiduels est de 72,379 avec 328 degrés de liberté, ce qui représente la variation inexpliquée. La variation totale de la variable dépendante est de 161,620.

La moyenne quadratique pour la régression est de 29,747, tandis que la moyenne quadratique pour le résidu est de 0,221. En divisant la moyenne quadratique de la régression par la moyenne quadratique résiduelle, on obtient une statistique F de 175,063, ce qui est très élevé. Le niveau de signification associé (Sig.) est de 0,000, soit moins de 0,05, ce qui indique que le modèle global est statistiquement significatif.

Ce résultat signifie que la combinaison de l'entrepreneuriat numérique, des services financiers numériques et de l'adoption des technologies permet de prédire de manière significative l'économie durable au Nigéria.

Coefficients

Variables prédictives	Coefficients non standardisés (B)	Erreur standardisée	Bêta standardisé (β)	Valeur t	Sig. (p)
Interception	0,824	0,112	-	7,357	0,000
Entrepreneuriat numérique (X_1)	0,318	0,051	0,362	6,235	0,000
Services financiers numériques (X_2)	0,274	0,047	0,311	5,872	0,000
Adoption des technologies (X_3)	0,292	0,056	0,298	5,214	0,000

a. Variable dépendante : économie durable

Le tableau des coefficients fournit des informations sur la contribution de chaque variable indépendante à la prédiction de l'économie durable. La constante (interception) a un coefficient non standardisé (B) de 0,824, qui est statistiquement significatif (t = 7,357, p < 0,001). Cela indique le niveau de référence de l'économie durable lorsque tous les prédicteurs sont maintenus constants.

Pour l'entrepreneuriat numérique (X_1), le coefficient non standardisé (B) est de 0,318 avec un bêta standardisé (β) de 0,362. Cela suggère que pour chaque augmentation d'une unité de l'entrepreneuriat numérique, l'économie durable augmente de 0,318 unité, les autres variables restant constantes. La valeur t de 6,235 et la valeur p de 0,000 indiquent que cet effet est statistiquement significatif.

Les services financiers numériques (X_2) ont un coefficient non standardisé (B) de 0,274 et un bêta standardisé (β) de 0,311. Cela signifie qu'une augmentation d'une unité des services financiers numériques entraîne une augmentation de 0,274 unité de l'économie durable, en contrôlant les autres facteurs. L'effet est statistiquement significatif (t = 5,872, p < 0,001).

L'adoption des technologies (X_3) présente un coefficient non standardisé (B) de 0,292 et un bêta standardisé (β) de 0,298, ce qui indique qu'une augmentation d'une unité dans l'adoption des technologies entraîne une augmentation de 0,292 unité dans l'économie durable. Ce prédicteur est également statistiquement significatif (t = 5,214, p < 0,001).

Parmi les prédicteurs, les coefficients standardisés (β) montrent que l'entrepreneuriat numérique (β = 0,362) contribue le plus fortement à prédire l'économie durable, suivi des services financiers numériques (β = 0,311) et de l'adoption des technologies (β = 0,298).

Hypothèse 1 : H_1 : L'entrepreneuriat numérique a un impact significatif sur l'économie durable.

Les résultats de la régression confirment cette hypothèse. L'entrepreneuriat numérique a eu un effet positif et statistiquement significatif sur l'économie durable (B = 0,318, β = 0,362, t = 6,235, p < 0,001). Cela implique qu'une augmentation des activités entrepreneuriales numériques contribue de manière significative à la promotion d'une économie durable. Par conséquent, H_1 est acceptée.

Hypothèse 2 : H_2 : Les services financiers numériques ont un impact significatif sur l'économie durable.

Cette hypothèse est également corroborée par les résultats. Les services financiers numériques ont démontré un effet positif et significatif sur l'économie durable (B = 0,274, β = 0,311, t = 5,872, p < 0,001). Cela suggère qu'un meilleur accès et une meilleure utilisation des services financiers numériques renforcent la durabilité économique en facilitant l'inclusion et l'égalité des chances. L'hypothèse H_2 est donc acceptée.

Hypothèse 3 : H_3 : L'adoption des technologies influence considérablement l'économie durable.

Les résultats montrent un effet positif significatif de l'adoption des technologies sur l'économie durable (B = 0,292, β = 0,298, t = 5,214, p < 0,001). Cela signifie qu'une adoption plus importante des technologies numériques favorise des résultats économiques durables, confirmant l'importance de l'intégration des technologies dans la promotion du développement à long terme. Par conséquent, l'hypothèse H_3 est acceptée.

Discussion des résultats

L'objectif de cette étude était d'examiner l'inclusion numérique (entrepreneuriat numérique, services financiers numériques, adoption des technologies) dans la promotion de l'économie durable au Nigéria, à partir d'un échantillon de 332 répondants. Les résultats de la régression ont révélé que les trois prédicteurs avaient une influence significative et positive sur l'économie durable.

Tout d'abord, les résultats ont confirmé que l'entrepreneuriat numérique a un impact significatif sur l'économie durable. Les résultats (B = 0,318, β = 0,362, p < 0,001) indiquent que les activités entrepreneuriales rendues possibles par les plateformes numériques contribuent au développement économique durable. Ce résultat rejoint celui de Sahut et al. (2019), qui soulignent que l'entrepreneuriat numérique crée de la valeur numérique grâce à des systèmes sociotechniques, favorisant ainsi l'innovation et l'inclusion. Il corrobore également les travaux de Xie et al. (2020), qui ont souligné que les opportunités numériques réduisent l'écart entre les zones urbaines et rurales en matière d'opportunités entrepreneuriales. Dans le contexte nigérian, cela se traduit par la création d'emplois, l'évolution des petites entreprises et l'intégration au marché numérique mondial.

Deuxièmement, l'étude a établi que les services financiers numériques ont une incidence significative sur l'économie durable (B = 0,274, β = 0,311, p < 0,001). Cela implique que les services bancaires mobiles, les paiements numériques et les plateformes financières en ligne jouent un rôle déterminant dans la promotion de l'inclusion et la participation économique de différents groupes socio-économiques. Ce résultat concorde avec celui de Li (2018), qui a noté que la finance numérique autonomise les populations rurales et défavorisées en améliorant leur accès au crédit et à l'éducation financière. De même, en Afrique subsaharienne, Tay et al. (2022) ont observé que l'inclusion financière numérique a été un facteur clé de la croissance durable grâce à l'amélioration de l'épargne, des investissements et des activités entrepreneuriales. Ainsi, l'écosystème financier numérique nigérian est essentiel pour favoriser la résilience économique et réduire les inégalités.

Troisièmement, les résultats ont révélé que l'adoption des technologies influence considérablement l'économie durable (B = 0,292, β = 0,298, p < 0,001). Cela démontre que l'intégration des technologies numériques telles que les plateformes de commerce électronique, les systèmes cloud et les infrastructures TIC joue un rôle central pour garantir l'efficacité et la durabilité des activités économiques. Ce résultat corrobore les conclusions d'Okpalaoka et al. (2022), qui soulignent que l'innovation technologique améliore les performances organisationnelles et la compétitivité à long terme. Cela corrobore également la théorie de la diffusion de l'innovation de Rogers, qui postule que les sociétés qui adoptent plus rapidement les nouvelles technologies connaissent une accélération de leur développement. Pour le Nigéria, l'adoption généralisée des technologies numériques pourrait transformer la production, la distribution et la prestation de services, renforçant ainsi les systèmes économiques durables.

Dans l'ensemble, l'étude confirme que l'entrepreneuriat numérique, les services financiers numériques et l'adoption des technologies contribuent collectivement et individuellement à l'économie durable au Nigéria. Parmi les facteurs prédictifs, l'entrepreneuriat numérique est apparu comme le facteur le plus influent, soulignant l'importance croissante de l'innovation entrepreneuriale à l'ère numérique. Cela suggère que les politiques et les interventions visant à renforcer les compétences numériques, à développer les infrastructures numériques et à améliorer l'accès au financement seront cruciales pour que le Nigéria parvienne à un développement économique durable.

Conclusion

Cette étude a évalué l'influence de l'inclusion numérique sur la promotion d'une économie durable au Nigéria à l'aide d'une analyse de régression. Les résultats ont révélé que ces trois facteurs ont tous un impact significatif et positif sur les résultats économiques durables, l'entrepreneuriat numérique exerçant l'influence la plus forte, suivi des services financiers numériques et de l'adoption des technologies.

Les résultats soulignent l'importance de la transformation numérique en tant que moteur clé du développement économique durable. Plus précisément, l'entrepreneuriat numérique crée des opportunités d'innovation, de création d'emplois et de participation inclusive aux activités économiques. Les services financiers numériques améliorent l'accès aux services financiers et l'inclusion, comblant ainsi le fossé entre les populations urbaines et rurales. De même, l'adoption des technologies numériques favorise l'efficacité, la compétitivité et la durabilité à long terme.

En conclusion, l'étude souligne que pour parvenir à une économie durable au Nigéria, il est nécessaire d'investir de manière délibérée dans les compétences numériques, de développer les infrastructures numériques et de mettre en place des politiques favorables à l'entrepreneuriat et à l'inclusion financière. En tirant parti des opportunités numériques, le Nigéria peut accélérer la diversification économique, réduire les inégalités et bâtir une économie plus résiliente et durable.

Recommandations

L'étude formule les recommandations suivantes sur la base de ses conclusions :

i) Les entrepreneurs devraient promouvoir l'adoption d'outils et de plateformes numériques qui rationalisent les opérations, réduisent les coûts et améliorent la productivité.

ii) Les institutions devraient donner accès à des plateformes d'investissement numériques qui permettent des investissements à petite échelle, offrant ainsi des opportunités d'accumulation de richesse.

iii) Le gouvernement et les institutions devraient intégrer la culture numérique dans les programmes scolaires afin de garantir que les jeunes des zones rurales acquièrent ces compétences dès leur plus jeune âge.

Bibliographie

Adam, I. O., & Alhassan, M. D. (2021). Bridging the global digital divide through digital inclusion: The role of ICT access and ICT use. *Transforming Government: People, Process and Policy, 15*(4), 580–596. https://doi.org/10.1108/TG-06-2020-0114

Ahmad, S. Z., Bakar, A. R. A., & Ahmad, N. (2015). Social media adoption and its impact on firm performance: The case of the UAE. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research, 21*(2), 163–186.

Akinwale, A. A., Oladele, P. O., Adigun, M. O., & Olajide, T. A. (2020). The role of mobile phones in promoting digital inclusion in rural areas of Nigeria. *Journal of Telecommunications and the Digital Economy, 8*(4), 9–24.

Akpan-Obong, P. (2020). Information and communication technologies in rural Nigeria: Promises, problems and prospects. *Information Development, 36*(1), 74–84.

Al-Najjar, F., & Al-Ali, A. (2019). *Entrepreneurship and small business management*. Dar Al-Hamid for Publishing and Distribution.

Al-Nsour, B., & Khalifat, I. (2020). The impact of digital entrepreneurship on organizational performance from the perspective of managers of Jordanian pharmaceutical companies within the perspective of social network theory. *The Jordanian Journal of Business Administration, 16*(1), 260–284.

Al-Shmaimari, A., & Al-Mubarik, W. (2019). *Entrepreneurship businesses*. Obeikan Publishing and Distribution.

Albar, A. M., & Hoque, M. R. (2019**).** Factors affecting the adoption of information and communication technology in small and medium enterprises: A case from rural Saudi Arabia. *Information Technology for Development, 25*(4), 715–738.

Angalapu, D., & Ikporukpo, I. (2019). Socialization and the question of development in Nigeria. *Verstehen Journal of Social Research, 1*(2), 11–22.

Ashami, H., & Nuri, I. (2019). The reality of sustainable development in Iraq: Constraints, challenges and development strategies. *Journal of Economic Sciences, 8*, 2019.

Awawdeh, H., Abulaila, H., Alshanty, A., & Alzoubi, A. (2022). Digital entrepreneurship and its impact on digital supply chains: The mediating role of business intelligence applications. *International Journal of Data and Network Science, 6*(1), 233-242.

Banque mondiale. (2016). *World development report 2016: Digital dividends*. World Bank Publications.

Bauer, J. M., & Latzer, M. (2016). *Handbook on the economics of the Internet*. Edward Elgar Publishing.

Bello, R. A., Ogunleye, A. O., & Adebowale, O. (2021). Social and cultural determinants of digital inclusion in rural Nigeria. *Journal of Rural Studies, 82*, 109–117.

Beyene Fanta, A., & Makina, D. (2019). The relationship between technology and financial inclusion: Cross-sectional evidence. Dans *Extending financial inclusion in Africa* (pp. 211–230). Elsevier. https://doi.org/10.1016/B978-0-12-814164-9.00010-4

Boston Consulting Group (2018). *Digital innovation and the future of work: Opportunities for small businesses*. BCG Report.

Bouncken, B., & Kraus, S. (2021). Entrepreneurial ecosystems in an interconnected world: Emergence, governance and digitalization. *Review of Managerial Science*. https://doi.org/10.1007/s11846-021-00444-1

Campbell-Meier, J., Bertot, J. C., & McClure, C. R. (2020). Indigenous peoples and libraries: A perspective on digital inclusion and information policy. *Journal of Librarianship and Information Science, 52*(4), 1030–1045

Cotera, L., Barrena, R., & García, T. (2015). ICT adoption and organizational performance: A comparative analysis. *Journal of Business Research, 68*(7), 1501–1507

DataReportal. (2023). *Digital 2023: Nigeria* [Data set]. Global Digital Insights. Retrieved from https://datareportal.com/reports/digital-2024-nigeria

Davidson, E., & Vaast, E. (2010). Digital entrepreneurship and its sociomaterial enactment. *2010 43rd Hawaii International Conference on System Sciences* (pp. 1–10). IEEE. https://doi.org/10.1109/HICSS.2010.150

Durai, T., & Stella, G. (2019). Digital finance and its impact on financial inclusion. *Journal of Emerging Technologies and Innovative Research, 6*(1), 122–127.

Esteban-Navarro, M. A., García-Madurga, M. Á., Morte-Nadal, T., & González, A. (2020). The digital divide and social work: A qualitative study on the experiences of low-income families in Spain. *Social Work Education, 39*(2), 232–247

Foster, M., & Seth, M. J. (2014). Social inclusion of persons with disabilities in India: The role of ICTs. Dans *ICTs and sustainable solutions for the digital divide* (pp. 83–96). Springer.

Gao, D., Li, G., & Yu, J. (2022). Does digitization improve green total factor energy efficiency? Evidence from Chinese 213 cities. *Energy, 247*, 123395. https://doi.org/10.1016/j.energy.2022.123395

GOV.UK. (2014). *Government digital inclusion strategy*. https://www.gov.uk/government/publications/government-digital-inclusion-strategy

Hjort, J., & Tian, L. (2021). The economic impact of internet connectivity in developing countries. *INSEAD Working Paper*.

Ibeh, R. (2023). Bridging tech gap for sustainable digital inclusion in Nigeria. *Leadership*. https://leadership.ng/bridging-tech-gap-for-sustainable-digital-inclusion

Idowu, A. O., Adewoyin, O. O., & Adewumi, O. A. (2020). Digital inclusion in rural Nigeria: A qualitative study of challenges and opportunities. *International Journal of Advanced Computer Science and Applications, 11*(12), 401–407.

Ifla Wlic. (2019). *International Telecommunication Union, ICT facts and figures*.

Li, F. (2018). The digital transformation of business models in the creative industries: A holistic framework and emerging trends. *Technovation, 92*, 102012.

Lyons, A., Kass-Hanna, J., & Greenlee, A. (2020). Impacts of financial and digital inclusion on poverty in South Asia and Sub-Saharan Africa. *Social Science Research Network*. http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3684265

Morte-Nadal, T., & Esteban-Navarro, M. A. (2022). Digital competences for improving digital inclusion in e-government services: A mixed-methods systematic review protocol. *International Journal of Qualitative Methods, 21*(1), 1–9.

Niu, X., Ma, Z., Ma, W., Yang, J., & Mao, T. (2024). The spatial spillover effects and equity of carbon emissions of digital economy in China. *Journal of Cleaner Production, 434*, 139885. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.139885

Noh, Y. (2019). A comparative study of public libraries' contribution to digital inclusion in Korea and the United States. *Journal of Librarianship and Information Science*, *51*(1), 59–77. https://doi.org/10.1177/0961000616668571

Ojebisi, A. O., Ajiboye, E. A., & Akinleye, G. T. (2019). Affordability as a barrier to digital inclusion in rural Nigeria. *Journal of Information Technology and Economic Development, 10*(2), 46–62.

Okpalaoka, C., Ogunnaike, O., Kalu, A., Yaya, T., Usendiah, E., & Emmanuel, E. (2022). Effect of technological innovation capabilities on the performance of selected manufacturing small and medium enterprises in Lagos State. *F1000Research 11,* 256 https://doi.org/10.12688/f1000research.76130.1

Ozili, P. K. (2018). Impact of digital finance on financial inclusion and stability. *Borsa Istanbul Review, 18*(4), 329–340

Pazarbasioglu, C., Garcia Mora, A., Uttamchandani, M., Natarajan, H., Feyen, E., & Saal, M. (2020). *Digital financial services*. World Bank.

Pew Research Center. (2019). *Digital gap between rural and nonrural America persist.*

Ramdani, B., Raja, S., & Kayumova, R. (2022). Digital technologies and SMEs' resilience: Evidence from emerging markets. *Technological Forecasting and Social Change, 182*, 121780

Ramli, Y. (2020). Adopting digital payment based on the features and benefits provided by the application. *European Journal of Business and Management Research, 5*(3).

Roberts, T., & Hernandez, K. (2019). Digital access is not binary: The 5'A's of technology access in the Philippines. *The Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries, 85*(4), e12084. https://doi.org/10.1002/isd2.12084

Sahut, J. M., Iandoli, L., & Teulon, F. (2019). The age of digital entrepreneurship. *Small Business Economics*. https://doi.org/10.1007/s11187-019-00260-8

Tan, J., Tyler, K., & Manica, A. (2010). Business-to-business adoption of eCommerce in China. *Information & Management, 47*(3), 150–157.

Tay, L.-Y., Tai, H.-T., & Tan, G.-S. (2022). Digital financial inclusion: A gateway to sustainable development. *Heliyon, 8*(6), e09766. https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e09766

Thrassou, A., Vrontis, D., & Shams, S. M. R. (2020). Strategic marketing, digital technologies, and organizational transformation. *Journal of Strategic Marketing, 28*(7), 583–590

Unesco. (2019). *Digital inclusion* https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367416

Union internationale des télécommunications. (2020). *Measuring digital development: Facts and figures*. ITU.

Van Dijk, J. (2019). The evolution of the digital divide: The digital divide turns to inequality of skills and usage. Dans *The Routledge handbook of global public policy and administration* (pp. 270–282). Routledge.

Williams, M. (2023). A digital business innovation and financial inclusion: Panacea to Nigeria's economic growth. *International Journal of Innovation and Business Strategy (IJIBS), 18*(2), 49–62.

Xie, X., Huo, J., & Zou, H. (2020). Green process innovation, green product innovation, and corporate financial performance: A content analysis method. *Journal of Business Research, 121*, 338–350.

Zhang, J., van Gorp, D., & Kievit, H. (2022). Digital technology and national entrepreneurship: An ecosystem perspective. *The Journal of Technology Transfer*. https://doi.org/10.1007/s10961-022-09934-0

Zhao, F., & Collier, A. (2016). Digital entrepreneurship: Research and practice. Dans *Proceedings of the 9th Annual Conference of the EuroMed Academy of Business*. Warsaw, Poland.

Zhuravskaya, E., Petrova, M., & Enikolopov, R. (2020). Political effects of the internet and social media. *Annual Review of Economics, 12*, 415–438.

Reinventing Digital Inclusion to Promote a Sustainable Economy in Nigeria

Titilayo Shakirat Folarori
PhD student
Department of Business Administration, College of Management Sciences,
Bells University of Technology, Ota, Ogun State, Nigeria
folaroritititilayo@gmail.com

Temitayo Alice Onifade
Associate Professor of Marketing
Department of Business Administration, College of Management Sciences,
Bells University of Technology, Ota, Ogun State, Nigeria
taonifade@bellsuniversity.edu.ng

How to cite this paper:
Folarori, T. S., & Onifade, T. A. (2025). Reinventing Digital Inclusion to Promote a Sustainable Economy in Nigeria. *Global Africa*, (11), pp. 120-134.
https://doi.org/10.57832/3cdg-k939

Received: September 2, 2024
Accepted: August 25, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

This study investigated digital inclusion to promote a sustainable economy in Nigeria. The objectives are to ascertain the relationship exists between digital entrepreneurship, digital financial services and technology adoption. Data were collected from primary sources using a questionnaire survey, administered to academic staff of selected private universities in Ogun State Nigeria. A simple random sampling technique was adopted for the study. A total of three hundred and thirty-two copies of the questionnaire were distributed to the selected respondents as arrived at using the Taro Ya-mane formula. Questionnaires were successfully retrieved from the respondents and analyzed using the statistical package for social sciences (SPSS). The hypotheses of the study were tested using the multiple regression analysis to determine whether to accept or reject the null hypotheses (H0). The study tested three hypotheses on the role of digital transformation in promoting a sustainable economy. Results from regression analysis revealed that digital entrepreneurship ($B = 0.318$, $p < 0.001$), digital financial services ($B = 0.274$, $p < 0.001$), and technology adoption ($B = 0.292$, $p < 0.001$) each had positive and statistically significant effects on sustainable economy. From the findings of the study, it was recommended that entrepreneurs should encourage the adoption of digital tools to improve productivity, institutions should provide access to digital investment platforms that allow small-scale investments, offering opportunities for wealth accumulation, government and institutions should integrate digital literacy into the school curriculum to ensure that young people in rural areas develop these skills from an early age, lastly community leaders and stakeholders should plan and implement digital initiatives to ensure they meet the community's needs.

Keywords

Digital inclusion, sustainable economy, Digital Entrepreneurship, Digital Financial service, Technology adoption

Introduction

Sustainable development is the process of expanding the group of people's choices, then sustainability is the development of a person and his capabilities, regardless of gender (Ashami & Nuri, 2019). Trade, production, labour, and service delivery are all undergoing fast-paced digital transformation, which is quickly being acknowledged as essential to growth (World Bank, 2016). How to ensure that everyone can meaningfully benefit from digital technologies has been a key subject in the discussion of how to achieve digital inclusion. Two significant changes have occurred in the long-standing literature on digital inclusion: ~~f~~irst, the focus on differential access/usage rates has expanded to include quality of access/use, affordability, and digital skills.

Second, the internet has become the focal point, with mobile phones receiving most of the earlier attention (at least in developing countries); the internet has been dubbed «the single most important general-purpose technology of recent times» (Bauer & Latzer, 2016). Development is frequently described as a process as opposed to a finished good. This means that no country can say that it has reached the apex of its growth process at this point; rather, every country is always working to advance to a higher, better, and more sustainable level (Angalapu & Ikporukpo, 2019).

The Sustainable Development Goals (SDGs) were formally agreed upon by the United Nations General Assembly and member States in September 2015. The 2030 Agenda for Sustainable Development is a global development agenda centered on «economic prosperity, social inclusion, and environmental sustainability» (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2018; Ifla Wlic, 2019). The UN's Broadband Commission for Sustainable Development was created in 2010 by the International Telecommunication Union (Itu) and the United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (Unesco) in response to this development. Its mission is to promote the development and empowerment of all individuals and society by utilizing the benefits of broadband (UNESCO, 2019).

The existence and impact of the digital economy support sustainable economies; in comparison to traditional economies, the digital economy has improved economic efficiency, improved the structure of the economy, and is strongly interwoven with the actual economy (Gao et al., 2022; Niu et al., 2024).

According to Sahut et al. (2019), digital entrepreneurship refers to the process of taking an entrepreneurial initiative to produce digital value by utilizing a variety of socio-technical digital facilities to enable effective digital information processing, dissemination, and consumption. Rural people's entrepreneurial behaviour has improved as a result of digital financial services, which has helped to equalize entrepreneurial chances and lessen the gap between urban and rural areas (Xie et al., 2020; Li, 2024). The connections between interregional and urban-rural economic activity have also been reinforced by the spread of digital technologies. The research on the 5As of the technology access framework by Roberts and Hernandez (2019) identifies availability, affordability, ability, awareness, and accessibility as the five main categories of barriers to technology adoption that impact technology access. These obstacles may make it difficult to access mobile phones and the Internet. Moreover, the availability of mobile phones and the Internet does not guarantee their utilization for particular purposes (such as social media or text messaging).

The potential advantages of the internet for development have been the subject of much conjecture in recent decades. However, reliable estimates of how internet access affects developing nations causally have just lately surfaced in the literature. Studies conducted recently on developing nations have shown that these initiatives have a major positive impact on public service delivery, health, education, labour markets, democracy, and financial inclusion as well as on poverty reduction (Hjort & Tian, 2021; Zhuravskaya et al., 2020). It has also become more evident that poor nations cannot benefit from digital technologies, trade in services, or make the shift to knowledge-based economies without dependable and fast internet connectivity.

According to the research, there are numerous measurement problems with validity and reliability when it comes to the data on digital inclusion that are currently accessible. It also makes the case that, despite (inadequate) attempts to gauge internet affordability and access, other crucial elements of digital inclusion, such as digital entrepreneurship, digital financial services, barriers to technology adoption and benefits of digital inclusion, have not gotten the attention they merit. The main contention is that, despite significant efforts to harmonize questions about digital inclusion for use in representative surveys in developing nations, survey designers should be mindful that the technology may be utilized in specific ways in these nations that are not adequately represented by questions directly lifted from surveys conducted in high-income nations. Lastly, the report argues that, in addition to cross-country disparities, measuring initiatives and progress targets linked to digital inclusion should take a more holistic approach by taking into account the sustainable economy inside each nation. The extent to which digital inclusion promotes a sustainable economy in Nigeria remains undetermined. This research was conducted to address this knowledge gap.

Research Question

i. Does digital entrepreneurship play a role in fostering sustainable economy?
ii. Does access to digital financial services contribute to sustainable economy?
iii. What are the barriers to technology adoption on sustainable economy?

Research objective

i. Ascertain the impact between digital entrepreneurship and sustainable economy.
ii. Assess the effect of digital financial services and sustainable economy.
iii. Examine the influence of technology adoption and sustainable economy.

Literature Review

Conceptual Clarifications

• Digital Inclusion

In order to fully engage in social, economic, and civic life, people must be able to access and use digital technologies, such as the internet and mobile devices (UNESCO, 2019). This is known as digital inclusion. The phrase is defined by Morte-Nadal and Esteban-Navarro (2022) as providing information and communication technologies knowledge and use to those who do not currently have it. Digital inclusion is a multifaceted notion that includes digital literacy and skills, internet connectivity and device access, as well as the availability of pertinent digital information and services (European Commission, 2019). Digital inclusion is critical to recognize that indigenous peoples who live in rural areas adapt and utilize digital technology in ways that are appropriate for their unique social environments. Digital inclusion in rural areas has always been a global struggle. Campbell-Meier et al. (2020) attribute this to the fact that indigenous peoples were often generalized and their experiences were assumed to be universal at the national, continental, or regional levels, where Internet access is prioritized above trust, motivation, and skill development. According to Adam and Dzang Alhassan (2021), the promotion of digital inclusion is contingent upon the utilization of information communication technology, rather than the availability of such technology itself. Thus, when people learn how to utilize them successfully, digital inclusion can be attained and the digital divide can be closed.

Digital inclusion is the full use of technology to support work, a better quality of living, social interaction, and social integration, using technology breakthroughs for learning and academic performance will likely lead to personal achievement for pupils on an individual basis, by cutting the price of delivering public services, corporations and organizations can benefit their clientele.

Digital inclusion in the public sector is applicable to the digitization of health services as well as perhaps saving money, because technology allows people to express themselves and communicate with one another, digital inclusion may enhance social engagement and integration in communities (Noh, 2019).

According to GOV.UK (2014), digital inclusion is a component of social inclusion since it gives people the proper access to the digital world for intellectual growth and creates venues for important cultural practices that enable people to be digitally literate. It went on to say that being digitally inclusive meant having the ability to create and produce meanings and emotions in cyberspace in addition to having the technological ability to operate in it. Digital inclusion, according to GOV.UK, is also the capacity to use ICT to access, modify, and produce new information. Being digitally inclusive means being able to navigate the ICT environment both technically and operationally. Four categories of physical resources are crucial to digital inclusion (computers and connectivity), digital (online access to digital materials), and human (literacy and education), societal (structures of society and institutions of communication). It is not impossible to implement and make digital inclusion a reality if these resources are well-aligned. Four forms of capital are the source of the digital inclusion process: social (their power and identity in politics), intellectual (capacity on an individual basis), cultural (a society's memory), technological (ability to act and communicate).

• Digital Entrepreneurship

Innovative ventures significantly contribute to the development of complete economic development in all nations. Entrepreneurship is regarded as one of the significant and promising fields in the economies of both developed and developing nations. These initiatives are also regarded as the foundation for developing both small and large corporate entities (Al-Najjar & Al-Ali, 2019).

The world of investment is undergoing rapid development today, with entrepreneurs serving as one of its main drivers. This is evident in the trend toward entrepreneurship and its many applications across a range of industries. Entrepreneurship is defined as any activity that focuses on starting a new business project, adds additional economic effectiveness by using resources wisely, and introduces or creates new administrative and economic activities (Al-Shamimary & Al-Mubarik, 2019).

A subset of entrepreneurship known as «digital entrepreneurship» involves using digital media and technologies to digitize all or part of what would otherwise be physical in traditional settings (Davidson & Vaast, 2010). It can also refer to the launch of new ventures and the transformation of already-existing companies via the development of new digital technologies or the experimentation with new ones (Zhao & Collier, 2016).

All new ventures and business transformations that drive economic and social value through the development and application of new digital technologies, new business, improving business intelligence, and engaging with stakeholders and customers are considered forms of digital entrepreneurship. These endeavors also create future growth prospects and jobs (Zhao & Collier, 2016).

• Digital Financial Service

According to Ramli (2020), there is still diversity in the definition of digital finance services among academics and practitioners. Different governments and monetary authorities have different perspectives on what constitutes digital finance, and this includes the way payment data is classified, with some still integrating it with electronic transactions. According to Durai and Stella (2019), digital finance involves the provision of financial services through mobile devices, computers, the internet, mobile wallets, e-wallets, credit cards, and debit cards.

Digital financial services, as defined by Pazarbasioglu et al. (2020), are financial services (like payments, remittances, and credits) that can be accessed and sent through digital channels, such as mobile devices and pre-existing instruments (like debit and credit cards) that are primarily provided by banks. In the meantime, digital finance, as defined by Ozili (2018), is any combination

of infrastructure, technology, services, and/or products that allow people and businesses to access credit, savings, and payment options online without having to deal with financial service providers directly or visit bank branches.

The latest technical advancements have led to the inclusion of financial technology (fintech) in the category of digital finance. Fintech provides a range of investment products, including equities, commodities, financial derivatives, and digital gold, which is a type of gold. In addition, fintech companies operate as a financial marketplace, coordinating crowdfunding and peer-to-peer lending to facilitate direct connections between lenders and borrowers. This role in the financial marketplace is still up for debate as a digital financial tool that promotes financial inclusion.

Technology Adoption

Since technology makes it possible for organizations to operate more effectively and efficiently, it is one of the most crucial components of their competitiveness in the modern business world. Businesses will fall behind their rivals if they don't use technology (Cotera et al., 2015). However, adopting and successfully implementing ICTs presents a variety of problems for micro, small, and medium-sized organizations. These possible downsides can be attributed in part to the technology and in part to the sector in which they are used (AlBar & Hoque, 2019).

In addition to lowering transaction costs and accelerating business-to-business and business-to-consumer commercial transactions, ICT can enhance all facets of knowledge and information management within a corporation. On the other hand, the adoption of this kind of technology boosts the productivity of the business, the efficacy of specific operations, the creation of new markets and business models, and the quality of services offered to clients and assist in the enhancement of external communications. Additionally, by focusing human resources, it increases efficacy and efficiency (Thrassou et al., 2020). Since MSMEs play a significant role in any economy, they should be aware that expanding their customer base will enable them to earn profits that will not only benefit them directly but also aid in the nation's economic development (Ramdani et al., 2022; Tan et al., 2010).

Sustainable Economy

An economy that can maintain a high standard of living for the general public is considered sustainable. Economic sustainability is predicated on societal well-being. Three factors can be used to assess well-being. (Economic) This component consists of employment, income, and economic stability. (Investments) Developed by policies and programs that guarantee the welfare and advancement of society, these sectors include infrastructure, health, and education. (Consistency) the three elements of equality, a robust civil society, and impartially sound government are highlighted as having a favorable effect on the prospects of social integration. Development that can meet the needs of the modern society is called sustainable development. Meeting these demands, though, shouldn't jeopardize the capacities of coming generations. In order to achieve universally improved welfare and planet protection, sustainable development must address all issues related to poverty eradication, economic growth, health care, education, employment, social protection, and climate change as well as the preservation of the environment and ecology. The identification of expanding environmental issues that pose a threat to society's ability to sustain economic growth and necessitate all-encompassing, creative solutions at the national and supranational levels is linked to the introduction of the concept of sustainable development into international practice. In order to meet society's ever-increasing needs, a sustainable economy envisions the expansion of public infrastructure and requires substantial investment. However, it is evident that investment on its own cannot guarantee the sustainable development of States. Instead, an integrated approach is required to take into account all current paths of progress towards sustainable development, investigate the potential and importance of each of these paths, and evaluate the financial implications of introducing new forms and instruments that enhance the well-being of all societal segments and foster the growth of a sustainable economy. (Boston Consulting Group, 2018)

Nigeria and Digital Inclusion

The technological facilities in Nigeria, comprising 36 states and 774 local government council areas, are only available in urban areas at exorbitant costs that are affordable for the middle and upper classes of society. As a result, many rural and suburban areas are unable to fully participate in the emerging information economy. The concept of digital inclusion is based on three consecutive categories: infrastructure (network indicators and indices), utilization (technological usage and quality), and the digital divide opportunity (accessibility and affordability). Nigeria is one of the nation's having a low score on the digital opportunity index. Nigeria was rated 31st in Africa according to the International Telecommunication Union's digital opportunity index scores, which were 0.41, 0.03, and 0.01 for opportunity, infrastructure, and utilization, respectively (International Telecommunication Union, 2015).

The improvements in global technology have led to a widening of the digital divide or technology gap in Nigeria. This gap encompasses several factors such as internet access, computer literacy, and skills required to traverse the digital world. Nigeria and other developing countries are struggling to catch up, owing to weak ICT infrastructure, while developed nations are developing new technologies that will drive the digital age. For example, the majority of discussions in the global broadband industry center around 5G and its many benefits; however, Nigeria's efforts to fully realize the potential that comes with 5G continue to lag behind because of the low rate of smartphone penetration in the nation, which is caused by poverty, illiteracy, and ignorance. According to the most recent data from the Nigerian Communications Commission (NCC), as of December 2023, 57.84 percent of Nigeria's 224.7 million mobile subscriptions were on 2G networks, indicating that 2G technology remains the industry leader in the country's mobile market. Despite ongoing network improvements by telecom companies like MTN, the survey showed that only 31.33 percent of those subscriptions were on 4G, 9.80 percent were on 3G, and 1.04% were on 5G. This indicates that smartphone ownership is low in the nation. A 2023 research by DataReportal indicates that there are 122.5 million internet users in Nigeria, based on a population of approximately 211 million, and that between 11.8 and 18.9 percent of Nigerians have access to smartphones. This is despite the fact that MTN Nigeria's CEO, has stated that one barrier to digital inclusion in Nigeria is the high price of cell phones. For example, in November 2023, 5G-enabled smartphones became more widely available in Nigeria, providing high-speed connectivity. However, the cost of these smartphones, which can range from N120,000 to over N2 million, is significantly higher than what the 88.4 million Nigerians living in extreme poverty can afford (Ibeh, 2023).

Theoretical Review

Social Inclusion Theory

According to Foster and Seth (2014), social inclusion theory highlights the requirement of providing everyone with equal opportunity to engage in society and have access to resources that are essential to their well-being, regardless of their social, economic, or cultural background. A state's adoption of social inclusion is based on the neoliberal ideology that gained popularity in the 1980s. Neoliberal ideology holds that closing the skills gap and investing in human capital are necessary steps toward increasing social inclusion and advancing economic growth. This is being done as part of a nationalist push to boost the economy of the nation in order to increase its competitiveness in the international market. A number of social groups are included in social inclusion: gender, children, youth, health, culture, socioeconomic status, and religion, to name a few.

Digital Divide Theory

According to Van Dijk (2019), inequality served as the foundation for the digital divide theory. This theory defines inequality as differences in participation, skills, and digital literacy. The term «digital divide» refers to the division that exists between individuals who possess and utilize information and communication technologies and those who do not. The definition of the digital divide, as

agreed upon by Esteban-Navarro et al. (2020), is based on three aspects of inequality: inequality in opportunities for technological access and connectivity to devices and networks, including the internet and, more recently, inequality in the digital competencies required for using ICT in complex situations like business, education, and e-commerce. In contrast to 28% of homes in urban areas, just 6.3% of households in rural Africa have access to the Internet at home, according to ITU (2020).

Empirical Review

Williams (2023) examines how financial inclusion and innovations in digital business have affected Nigeria's economic growth, following the development of financial inclusion programs and the contribution of digital technologies to economic advancement. The report highlights obstacles to digital banking adoption in Nigeria, including disparities in access to digital technologies, regulatory obstacles, and the absence of traditional bank accounts in some groups of people. In order to promote a more equitable digital banking environment, Williams recommends quickening the development of financial infrastructure and modifying regulatory frameworks.

The goal of Al-Nesour and Khleifat's (2020) study was to determine the relationship and impact between digital entrepreneurship as an independent variable and organizational performance as a dependent variable by applying digital entrepreneurship to high performance in industrial companies. The findings of the study showed that applying digital entrepreneurship in its dimensions to organizational performance as measured by the balanced scorecard in industrial companies had a statistically significant effect, and that the two areas with the greatest impact on organizational performance were digital knowledge management and digital business environment management, which also strengthened the capacity centers of research and development departments by the departments of industrial companies in order to obtain sufficient financial funding to improve the competitiveness of companies and customer satisfaction.

The study conducted by Awawdeh et al. (2022) sought to determine how digital entrepreneurship affected digital supply chains and how business intelligence applications mediated this relationship. The study measured digital entrepreneurship using three dimensions and supply chains using four. The most noteworthy findings of the study indicated that business intelligence applications played a significant role as an intermediary variable in digital supply chains, and it recommended that digital entrepreneurship be enhanced by emphasizing the organization's overall perspective and its surroundings, the need to fully utilize the elements of digital entrepreneurship such as directing digital creativity to study the internal and external environment and its impact on the surrounding external variables in order to face potential threats, whether the external environment brings opportunities and challenges or the internal environment focuses on strengths and weaknesses.

According to a Pew Research Center study from 2019, rural residents are less likely than urban residents to have access to broadband internet because they have lower levels of digital use and skills. Moreover, one of the main obstacles to digital inclusion in Nigeria's rural areas is the lack of access to digital devices and internet connectivity, as found by Akpan-Obong (2020). The report also concludes that in order to close the digital divide, additional digital literacy training programs are required in rural areas.

Zhang et al. (2022) study looked at how digital technology affects national entrepreneurship as well as how it interacts with other ecosystem components. According to their study's empirical findings, the output of national entrepreneurial ecosystems is positively correlated with the degree of digital technology, and this correlation is stronger in countries with supportive cultures, reputable institutions, encouraging laws, easily accessible resources, and developed service sectors. These results highlight the significance of digital technology and offer new perspectives on the causal mechanisms and interdependencies among components of national entrepreneurial ecosystems.

Digital technology improves the connections between various ecosystem actors and modifies the nature of interactions among actors in the business ecosystem, according to studies on the entrepreneurial ecosystem, as noted by Bouncken and Kraus (2021). From the foregoing, it can

be concluded that digital technologies are creating new opportunities for entrepreneurs to take advantage of in addition to altering the manufacturing, marketing, and distribution of goods and services.

Lyons, et al. (2020) used data from the 2017 Inter Media Financial Inclusion Insights surveys to examine the relationship between poverty, financial inclusion, and digital inclusion across seven developing nations in South Asia and Sub-Saharan Africa in order to understand the impacts of these factors on poverty in these regions. They found a strong correlation between improvements in a number of financial and digital inclusion parameters and a significant decline in poverty, notably food insecurity.

Akinwale et al.'s (2020) study explores how mobile phones help to foster digital inclusion in Nigeria's rural communities. It is found that mobile phones play a crucial role in promoting digital inclusion in rural areas by giving users access to services and information like e-commerce, mobile banking, and agricultural data. The report recommends that programs and policies be created to encourage the usage of mobile phones and related applications in rural areas. Many Nigerians benefit from information exchange for social and commercial activities, more productivity, and better information access thanks to mobile phones, which promote digital inclusion. Mobile users can reduce transaction, communication, and travel expenses by utilizing these services.

Bello, et al. (2021) discovered in another study that social and cultural elements like gender norms, religious convictions, and community values have a significant role in determining digital inclusion in rural Nigerian communities. The study suggests that in order to address these social and cultural barriers and encourage gender equality and social inclusion in the adoption of digital technology, policies and programs should be created.

In order to investigate the relationship between advancements in ITC and financial inclusion, Beyene and Makina (2019) used cross-sectional data from 168 countries, 48 of which are in Africa. They discovered that technology, in particular internet access and ATMs, could significantly improve both access and use of financial services, which, in turn, would positively affect the socioeconomic scope in communities.

A key obstacle to digital inclusion in rural areas, according to a different study by Idowu et al. (2020), is a lack of knowledge about the advantages and applications of digital technology. It has been discovered that the high cost of digital devices and internet connectivity has an impact on digital inclusion in Nigeria's rural communities. Digital gadgets like laptops and cellphones are too expensive for many rural households to purchase, and the issue is made worse by the high cost of internet access. According to Ojebisi et al. (2019), policies and programs should be developed to lower the cost of digital devices and internet connectivity for rural people. They also assert that affordability is a major barrier to digital inclusion in rural areas.

Methodology

The study was carried out using descriptive research design which is sometimes called survey design. The study was carried out in Ogun state, in Nigeria, which is divided into three senatorial districts (Ogun East, Ogun West and Ogun Central). This location was chosen for the research because of its cosmopolitan nature and it is easily accessible to prospective respondents. This design (descriptive design) is preferred because very large samples are flexible, making the results statistically significant even when analyzing variables of the research. This study employs a structured questionnaire as the primary instrument for data collection. The questionnaire consists of six sections covering demographic information, digital access and usage, affordability of digital tools, digital skills, outcomes of digital inclusion. Most items were measured on a five-point Likert scale, with a pilot test conducted to ensure clarity, reliability, and validity. Variables were measured through a structured questionnaire based on validated scales, measured on a 5-point Likert scale (1 = Strongly Disagree to 5 = Strongly Agree). Digital entrepreneurship was assessed with five items focusing on ICT-driven innovation, online business expansion, and creativity (Cronbach's Alpha = 0.86). Digital financial services were measured with five items on mobile money, online banking, and

access to credit (α = 0.83). Technology adoption was captured with five items on ICT use, efficiency, and willingness to embrace innovations (α = 0.85). The dependent variable, sustainable economy, was measured with six items reflecting economic resilience, inclusiveness, long-term growth, and environmental sustainability (α = 0.88).

Respondents were drawn from three categories: academic staff, MSME owners, and rural households. The study covered the three senatorial districts of Ogun State, represented by Crescent University (urban, Ogun Central), Bells University of Technology (peri-urban, Ogun West), and Babcock University (semi-rural, Ogun East). A total of 332 respondents were targeted, consisting of 146 academic staff, 98 MSMEs, and 88 rural households. Stratified sampling was used, with random and systematic selection methods applied within each stratum.

Data were analyzed using descriptive statistics, and regression analysis to identify predictors of digital inclusion outcomes. Reliability was assessed through Cronbach's Alpha, while validity was ensured through expert review and factor analysis. Ethical considerations including informed consent, confidentiality, and voluntary participation was strictly upheld.

Results

The study employed the Statistical Package for Social Sciences (IBM-SPSS, version 27). Data was analyzed in two forms, namely descriptive and inferential. Descriptive statistics was used to analyze the respondents' socio- demographic characteristics while the inferential statistics, multiple regression analysis were used to test the three hypotheses in the study. Prior to that, preliminary analysis such as missing data screening, univariate and multivariate normality tests were also performed on the data and they were within the acceptable threshold.

Descriptive Analyses of Participants' Demographic Characteristics

A total of 332 participants responded to the survey. Their demographic characteristics are summarized below.

Table 1: Demographic Characteristics of Respondents (N = 332)

Variable	Category	Frequency (n)	Percentage (%)
Gender	Male	176	53.0
	Female	156	47.0
Age Group	18–25 years	64	19.3
	26–35 years	122	36.7
	36–45 years	82	24.7
	46 years and above	64	19.3
Educational Level	Diploma/OND	46	13.9
	Bachelor's Degree	148	44.6
	Master's Degree	94	28.3
	Doctorate (PhD)	44	13.3
Occupation	Academic Staff	144	43.4
	MSME Owners	112	33.7
	Rural Households	76	22.9
Location	Ogun Central (Crescent)	112	33.7
	Ogun West (Bells Tech)	104	31.3
	Ogun East (Babcock)	116	34.9

Demographic variables: of the 332 respondents, 53% were male and 47% female, showing a relatively balanced gender distribution. The majority (36.7%) was within the age group of 26–35 years, while 24.7% were between 36–45 years. Younger respondents aged 18–25 years represented 19.3%, and those aged 46 years and above accounted for 19.3%.

Regarding education, most respondents held a bachelor's degree (44.6%), followed by master's degree holders (28.3%), doctorate degree holders (13.3%), and diploma/OND holders (13.9%). In terms of occupation, academic staff constituted the largest group (43.4%), followed by MSME owners (33.7%) and rural households (22.9%). Geographically, participants were fairly distributed across Ogun State: 33.7% from Ogun Central, 31.3% from Ogun West, and 34.9% from Ogun East.

Regression Analysis

To test the study objectives, a multiple regression model was employed. The dependent variable is Sustainable Economy, while the independent variables digital inclusion (Digital Entrepreneurship, Digital Financial Services, and Technology Adoption). The model specification is given as:

$Y = \beta_0 + \beta_1X_1 + \beta_2X_2 + \beta_3X_3 + \epsilon$

Where:

- Y = Sustainable Economy
- X_1 = Digital Entrepreneurship
- X_2 = Digital Financial Services
- X_3 = Technology Adoption
- β_0 = Intercept
- β_1–β_3 = Regression coefficients
- ϵ = Error term

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	0.742	0.551	0.547	0.41235

The model summary shows that the multiple correlation coefficient (R) is 0.742, indicating a strong positive relationship between the predictors digital entrepreneurship, digital financial services, and technology adoption and the dependent variable, sustainable economy. The coefficient of determination (R Square) is 0.551, which means that 55.1% of the variance in sustainable economy can be explained by the predictors. The Adjusted R Square value of 0.547 suggests that after adjusting for the number of predictors and the sample size, the model still explains about 54.7% of the variance, indicating that the model is both stable and reliable. The standard error of the estimate is .41235, showing that on average, the model's predictions deviate from the observed values by about 0.41 units, which suggests relatively precise predictions.

ANOVA

Model	Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
Regression	89.241	3	29.747	175.063	0.000b
Residual	72.379	328	0.221	Residual	
Total	161.620	331			

a. Dependent Variable: Sustainable Economy

b. Predictors: (Constant), Technology Adoption, Digital Financial Services, Digital Entrepreneurship

The ANOVA table tests whether the overall regression model is statistically significant. The regression sum of squares is 89.241 with 3 degrees of freedom, representing the variation in sustainable economy explained by the three predictors (digital entrepreneurship, digital financial services, and technology adoption). The residual sum of squares is 72.379 with 328 degrees of freedom, representing the unexplained variation. The total variation in the dependent variable is 161.620.

The mean square for regression is 29.747, while the mean square for residual is 0.221. Dividing the regression mean square by the residual mean square yields an F-statistic of 175.063, which is very high. The associated significance level (Sig.) is 0.000, which is less than 0.05, indicating that the overall model is statistically significant.

This result means that the combination of digital entrepreneurship, digital financial services, and technology adoption significantly predicts sustainable economy in Nigeria.

Coefficients

Predictor Variables	Unstandardized Coefficients (B)	Std. Error	Standardized Beta (β)	t-value	Sig. (p)
Constant	0.824	0.112	–	7.357	0.000
Digital Entrepreneurship (X_1)	0.318	0.051	0.362	6.235	0.000
Digital Financial Services (X_2)	0.274	0.047	0.311	5.872	0.000
Technology Adoption (X_3)	0.292	0.056	0.298	5.214	0.000

a. Dependent Variable: Sustainable Economy
The coefficients table provides information on the contribution of each independent variable to the prediction of sustainable economy. The constant (intercept) has an unstandardized coefficient (B) of 0.824, which is statistically significant ($t = 7.357$, $p < 0.001$). This indicates the baseline level of sustainable economy when all predictors are held constant.
For digital entrepreneurship (X_1), the unstandardized coefficient (B) is 0.318 with a standardized beta (β) of 0.362. This suggests that for every one-unit increase in digital entrepreneurship, sustainable economy increases by 0.318 units, holding other variables constant. The t-value of 6.235 and p-value of 0.000 indicates that this effect is statistically significant.
Digital financial services (X_2) has an unstandardized coefficient (B) of 0.274 and a standardized beta (β) of 0.311. This means that a one-unit increase in digital financial services leads to a 0.274 unit increase in sustainable economy, controlling for other factors. The effect is statistically significant ($t = 5.872$, $p < 0.001$).
Technology adoption (X_3) shows an unstandardized coefficient (B) of 0.292 and a standardized beta (β) of 0.298, indicating that a one-unit increase in technology adoption results in a 0.292 unit increase in sustainable economy. This predictor is also statistically significant ($t = 5.214$, $p < 0.001$).
Among the predictors, the standardized coefficients (β) show that digital entrepreneurship (β = .362) makes the strongest contribution to predicting sustainable economy, followed by digital financial services (β = .311) and technology adoption (β = .298).

Hypothesis one: H_1: Digital entrepreneurship has a significant impact on sustainable economy.
The regression results support this hypothesis. Digital entrepreneurship had a positive and statistically significant effect on sustainable economy ($B = 0.318$, $\beta = 0.362$, $t = 6.235$, $p < 0.001$). This implies that an increase in digital entrepreneurship activities significantly contributes to the promotion of a sustainable economy, hence, H_1 is accepted.

Hypothesis Two: H_2: Digital financial services significantly affect sustainable economy.

This hypothesis is also supported by the findings. Digital financial services demonstrated a positive and significant effect on sustainable economy ($B = 0.274$, $\beta = 0.311$, $t = 5.872$, $p < 0.001$). This suggests that improved access to and usage of digital financial services enhance economic sustainability by facilitating inclusiveness and equal opportunities. Thus, H_2 is accepted.

Hypothesis Three: H_3: Technology adoption significantly influences sustainable economy.

The results show a significant positive effect of technology adoption on sustainable economy ($B = 0.292$, $\beta = 0.298$, $t = 5.214$, $p < 0.001$). This means that greater adoption of digital technologies drives sustainable economic outcomes, confirming the importance of technology integration in fostering long-term development. Therefore, H_3 is accepted.

Discussion of Findings

The objective of this study was to investigate digital inclusion (digital entrepreneurship, digital financial services, technology adoption) and sustainable economy in Nigeria, using a sample of 332 respondents. The regression results revealed that all three predictors significantly and positively influenced sustainable economy.

Firstly, the findings confirmed that digital entrepreneurship significantly impacts sustainable economy. The results ($B = 0.318$, $\beta = 0.362$, $p < 0.001$) indicate that entrepreneurial activities enabled through digital platforms contribute to sustainable economic development. This finding aligns with Sahut et al. (2019), who emphasized that digital entrepreneurship creates digital value through socio-technical systems, enhancing innovation and inclusiveness. It also supports Xie et al. (2020),

who highlighted that digital opportunities reduce the urban–rural gap in entrepreneurial chances. In the Nigerian context, digital entrepreneurship provides avenues for job creation, scalability of small businesses, and integration into the global digital market, thereby driving sustainability.

Secondly, the study established that digital financial services significantly affect sustainable economy ($B = 0.274$, $\beta = 0.311$, $p < 0.001$). This implies that mobile banking, digital payments, and online financial platforms are instrumental in promoting inclusiveness and enabling economic participation across different socio-economic groups. The result is consistent with Li (2018), who noted that digital finance empowers rural and underserved populations by improving access to credit and financial literacy. Similarly, in sub-Saharan Africa, Tay et al. (2022) observed that digital financial inclusion has been a key enabler of sustainable growth through enhanced savings, investments, and entrepreneurial activities. Thus, the Nigerian digital financial ecosystem is critical for fostering economic resilience and reducing inequalities.

Thirdly, the findings revealed that technology adoption significantly influences sustainable economy ($B = 0.292$, $\beta = 0.298$, $p < 0.001$). This demonstrates that the integration of digital technologies such as e-commerce platforms, cloud systems, and ICT infrastructures plays a pivotal role in ensuring efficiency and sustainability in economic activities. The result corroborates Okpalaoka et al. (2022), who emphasized that technological innovation enhances organizational performance and long-term competitiveness. It also supports Rogers' Diffusion of Innovation theory, which posits that societies that adopt new technologies more rapidly experience accelerated development outcomes. For Nigeria, widespread adoption of digital technologies has the potential to transform production, distribution, and service delivery, ultimately strengthening sustainable economic systems.

Overall, the study confirms that digital entrepreneurship, digital financial services, and technology adoption collectively and individually drive sustainable economy in Nigeria. Among the predictors, digital entrepreneurship emerged as the most influential factor, underscoring the growing importance of entrepreneurial innovation in the digital age. This suggests that policies and interventions aimed at enhancing digital skills, expanding digital infrastructure, and improving access to finance will be crucial for Nigeria to achieve sustainable economic development.

Conclusion

This study assessed the influence of digital inclusion to promote a sustainable economy in Nigeria using regression analysis. The findings revealed that all three factors significantly and positively impact sustainable economic outcomes, with digital entrepreneurship exerting the strongest influence, followed by digital financial services and technology adoption.

The results highlight the importance of digital transformation as a key driver of sustainable economic development. Specifically, digital entrepreneurship creates opportunities for innovation, job creation, and inclusive participation in economic activities. Digital financial services enhance financial access and inclusivity, bridging the gap between urban and rural populations. Similarly, the adoption of digital technologies fosters efficiency, competitiveness, and long-term sustainability.

In conclusion, the study underscores that achieving a sustainable economy in Nigeria requires deliberate investment in digital skills, expansion of digital infrastructure, and supportive policies that promote entrepreneurship and financial inclusion. By leveraging digital opportunities, Nigeria can accelerate economic diversification, reduce inequalities, and build a more resilient and sustainable economy.

Recommendations

The study makes the following recommendation based on its findings;

i. Entrepreneurs should encourage the adoption of digital tools and platforms that streamline operations, reduce costs, and improve productivity.

ii. Institutions should provide access to digital investment platforms that allow small-scale investments, offering opportunities for wealth accumulation

iii. Government and institutions should integrate digital literacy into the school curriculum to ensure that young people in rural areas develop these skills from an early age.

Bibliography

Adam, I. O., & Alhassan, M. D. (2021). Bridging the global digital divide through digital inclusion: The role of ICT access and ICT use. *Transforming Government: People, Process and Policy, 15*(4), 580–596. https://doi.org/10.1108/TG-06-2020-0114

Ahmad, S. Z., Bakar, A. R. A., & Ahmad, N. (2015). Social media adoption and its impact on firm performance: The case of the UAE. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research, 21*(2), 163–186.

Akinwale, A. A., Oladele, P. O., Adigun, M. O., & Olajide, T. A. (2020). The role of mobile phones in promoting digital inclusion in rural areas of Nigeria. *Journal of Telecommunications and the Digital Economy, 8*(4), 9–24.

Akpan-Obong, P. (2020). Information and communication technologies in rural Nigeria: Promises, problems and prospects. *Information Development, 36*(1), 74–84.

Al-Najjar, F., & Al-Ali, A. (2019). *Entrepreneurship and small business management*. Dar Al-Hamid for Publishing and Distribution.

Al-Nsour, B., & Khalifat, I. (2020). The impact of digital entrepreneurship on organizational performance from the perspective of managers of Jordanian pharmaceutical companies within the perspective of social network theory. *The Jordanian Journal of Business Administration, 16*(1), 260–284.

Al-Shmaimari, A., & Al-Mubarik, W. (2019). *Entrepreneurship businesses*. Obeikan Publishing and Distribution.

Albar, A. M., & Hoque, M. R. (2019**).** Factors affecting the adoption of information and communication technology in small and medium enterprises: A case from rural Saudi Arabia. *Information Technology for Development, 25*(4), 715–738.

Angalapu, D., & Ikporukpo, I. (2019). Socialization and the question of development in Nigeria. *Verstehen Journal of Social Research, 1*(2), 11–22.

Ashami, H., & Nuri, I. (2019). The reality of sustainable development in Iraq: Constraints, challenges and development strategies. *Journal of Economic Sciences, 8*, 2019.

Awawdeh, H., Abulaila, H., Alshanty, A., & Alzoubi, A. (2022). Digital entrepreneurship and its impact on digital supply chains: The mediating role of business intelligence applications. *International Journal of Data and Network Science, 6*(1), 233-242.

Banque mondiale. (2016). *World development report 2016: Digital dividends*. World Bank Publications.

Bauer, J. M., & Latzer, M. (2016). *Handbook on the economics of the Internet*. Edward Elgar Publishing.

Bello, R. A., Ogunleye, A. O., & Adebowale, O. (2021). Social and cultural determinants of digital inclusion in rural Nigeria. *Journal of Rural Studies, 82*, 109–117.

Beyene Fanta, A., & Makina, D. (2019). The relationship between technology and financial inclusion: Cross-sectional evidence. In *Extending financial inclusion in Africa* (pp. 211–230). Elsevier. https://doi.org/10.1016/B978-0-12-814164-9.00010-4

Boston Consulting Group (2018). *Digital innovation and the future of work: Opportunities for small businesses*. BCG Report.

Bouncken, B., & Kraus, S. (2021). Entrepreneurial ecosystems in an interconnected world: Emergence, governance and digitalization. *Review of Managerial Science*. https://doi.org/10.1007/s11846-021-00444-1

Campbell-Meier, J., Bertot, J. C., & McClure, C. R. (2020). Indigenous peoples and libraries: A perspective on digital inclusion and information policy. *Journal of Librarianship and Information Science, 52*(4), 1030–1045

Cotera, L., Barrena, R., & García, T. (2015). ICT adoption and organizational performance: A comparative analysis. *Journal of Business Research, 68*(7), 1501–1507

DataReportal. (2023). *Digital 2023: Nigeria* [Data set]. Global Digital Insights. Retrieved from https://datareportal.com/reports/digital-2024-nigeria

Davidson, E., & Vaast, E. (2010). Digital entrepreneurship and its sociomaterial enactment. *2010 43rd Hawaii International Conference on System Sciences* (pp. 1–10). IEEE. https://doi.org/10.1109/HICSS.2010.150

Durai, T., & Stella, G. (2019). Digital finance and its impact on financial inclusion. *Journal of Emerging Technologies and Innovative Research, 6*(1), 122–127.

Esteban-Navarro, M. A., García-Madurga, M. Á., Morte-Nadal, T., & González, A. (2020). The digital divide and social work: A qualitative study on the experiences of low-income families in Spain. *Social Work Education, 39*(2), 232–247

Foster, M., & Seth, M. J. (2014). Social inclusion of persons with disabilities in India: The role of ICTs. In *ICTs and sustainable solutions for the digital divide* (pp. 83–96). Springer.

Gao, D., Li, G., & Yu, J. (2022). Does digitization improve green total factor energy efficiency? Evidence from Chinese 213 cities. *Energy, 247*, 123395. https://doi.org/10.1016/j.energy.2022.123395

GOV.UK. (2014). *Government digital inclusion strategy*. https://www.gov.uk/government/publications/government-digital-inclusion-strategy

Hjort, J., & Tian, L. (2021). The economic impact of internet connectivity in developing countries. *INSEAD Working Paper*.

Ibeh, R. (2023). Bridging tech gap for sustainable digital inclusion in Nigeria. *Leadership*. https://leadership.ng/bridging-tech-gap-for-sustainable-digital-inclusion

Idowu, A. O., Adewoyin, O. O., & Adewumi, O. A. (2020). Digital inclusion in rural Nigeria: A qualitative study of challenges and opportunities. *International Journal of Advanced Computer Science and Applications, 11*(12), 401–407.

IFLA WLIC. (2019). *International Telecommunication Union, ICT facts and figures*.

Li, F. (2018). The digital transformation of business models in the creative industries: A holistic framework and emerging trends. *Technovation, 92*, 102012.

Lyons, A., Kass-Hanna, J., & Greenlee, A. (2020). Impacts of financial and digital inclusion on poverty in South Asia and Sub-Saharan Africa. *Social Science Research Network*. http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3684265

Morte-Nadal, T., & Esteban-Navarro, M. A. (2022). Digital competences for improving digital inclusion in e-government services: A mixed-methods systematic review protocol. *International Journal of Qualitative Methods, 21*(1), 1–9.

Niu, X., Ma, Z., Ma, W., Yang, J., & Mao, T. (2024). The spatial spillover effects and equity of carbon emissions of digital economy in China. *Journal of Cleaner Production, 434*, 139885. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.139885

Noh, Y. (2019). A comparative study of public libraries' contribution to digital inclusion in Korea and the United States. *Journal of Librarianship and Information Science, 51*(1), 59–77. https://doi.org/10.1177/0961000616668571

Ojebisi, A. O., Ajiboye, E. A., & Akinleye, G. T. (2019). Affordability as a barrier to digital inclusion in rural Nigeria. *Journal of Information Technology and Economic Development, 10*(2), 46–62.

Okpalaoka, C., Ogunnaike, O., Kalu, A., Yaya, T., Usendiah, E., & Emmanuel, E. (2022). Effect of technological innovation capabilities on the performance of selected manufacturing small and medium enterprises in Lagos State. *F1000Research 11,* 256 https://doi.org/10.12688/f1000research.76130.1

Ozili, P. K. (2018). Impact of digital finance on financial inclusion and stability. *Borsa Istanbul Review, 18*(4), 329–340

Pazarbasioglu, C., Garcia Mora, A., Uttamchandani, M., Natarajan, H., Feyen, E., & Saal, M. (2020). *Digital financial services*. World Bank.

Pew Research Center. (2019). *Digital gap between rural and nonrural America persist.*

Ramdani, B., Raja, S., & Kayumova, R. (2022). Digital technologies and SMEs' resilience: Evidence from emerging markets. *Technological Forecasting and Social Change, 182*, 121780

Ramli, Y. (2020). Adopting digital payment based on the features and benefits provided by the application. *European Journal of Business and Management Research, 5*(3).

Roberts, T., & Hernandez, K. (2019). Digital access is not binary: The 5'A's of technology access in the Philippines. *The Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries, 85*(4), e12084. https://doi.org/10.1002/isd2.12084

Sahut, J. M., Iandoli, L., & Teulon, F. (2019). The age of digital entrepreneurship. *Small Business Economics*. https://doi.org/10.1007/s11187-019-00260-8

Tan, J., Tyler, K., & Manica, A. (2010). Business-to-business adoption of eCommerce in China. *Information & Management, 47*(3), 150–157.

Tay, L.-Y., Tai, H.-T., & Tan, G.-S. (2022). Digital financial inclusion: A gateway to sustainable development. *Heliyon, 8*(6), e09766. https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e09766

Thrassou, A., Vrontis, D., & Shams, S. M. R. (2020). Strategic marketing, digital technologies, and organizational transformation. *Journal of Strategic Marketing, 28*(7), 583–590

Unesco. (2019). *Digital inclusion* https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367416

Union internationale des télécommunications. (2020). *Measuring digital development: Facts and figures*. ITU.

Van Dijk, J. (2019). The evolution of the digital divide: The digital divide turns to inequality of skills and usage. In *The Routledge handbook of global public policy and administration* (pp. 270–282). Routledge.

Williams, M. (2023). A digital business innovation and financial inclusion: Panacea to Nigeria's economic growth. *International Journal of Innovation and Business Strategy (IJIBS), 18*(2), 49–62.

Xie, X., Huo, J., & Zou, H. (2020). Green process innovation, green product innovation, and corporate financial performance: A content analysis method. *Journal of Business Research, 121*, 338–350.

Zhang, J., van Gorp, D., & Kievit, H. (2022). Digital technology and national entrepreneurship: An ecosystem perspective. *The Journal of Technology Transfer*. https://doi.org/10.1007/s10961-022-09934-0

Zhao, F., & Collier, A. (2016). Digital entrepreneurship: Research and practice. In *Proceedings of the 9th Annual Conference of the EuroMed Academy of Business*. Warsaw, Poland.

Zhuravskaya, E., Petrova, M., & Enikolopov, R. (2020). Political effects of the internet and social media. *Annual Review of Economics, 12*, 415–438.

©Présidence du Bénin

La Tijâniyya et le bien-être économique au Cameroun

Fadel Soubiane Bah (PhD)
Chercheur, histoire des religions (islam confrérique, soufisme), histoire politique et des relations internationales (polémologie, irénologie)
Université de Ngaoundéré, Cameroun
fadelsoubianebah@gmail.com

How to cite this paper:
Bah, F. S. (2025). La Tijâniyya et le bien-être économique au Cameroun. *Global Africa*, (11), pp. 136-151.
https://doi.org/10.57832/2mw9-z611

Received: October 31, 2024
Accepted: August 7, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

La Tijâniyya, confrérie soufie d'origine maghrébine, a joué un rôle historique essentiel dans le façonnement des dynamiques sociopolitiques et religieuses au Cameroun, notamment dans les villes à majorité musulmane. En tant qu'actrice spirituelle et communautaire, elle propose une vision du monde fondée sur la solidarité, l'entraide et la justice sociale, des valeurs qui résonnent particulièrement dans le contexte économique actuel. Cette réflexion, visant à diffuser l'idée de réinvention de l'économie en vue d'en proposer une version explorable et réalisable, interroge la capacité de la Tijâniyya à offrir une alternative économique crédible, favorisant le bien-être durable de ses adeptes. En lien avec la thématique des nouveaux chemins de l'économie mondiale, il s'agit de montrer en quoi la Tijâniyya peut constituer un levier économique pour le Cameroun. En mobilisant les concepts d'« économie morale » et de « spiritualité économique », cette contribution se propose d'analyser les pratiques économiques, la gestion communautaire des ressources, ainsi que la mise en place de réseaux de solidarité financière et commerciale. Cette réflexion tend à démontrer qu'au Cameroun, la Tijâniyya peut puiser dans sa force collective pour permettre la création de nouvelles dynamiques économiques où la redistribution des richesses, l'éducation et l'autonomisation collective sont centrales. Ainsi, l'argument central de cette étude repose sur l'hypothèse selon laquelle la Tijâniyya peut proposer un modèle économique alternatif, ancré dans une éthique de la solidarité et du partage, capable de transformer positivement l'environnement socio-économique des adeptes qui se réclament de cette obédience. Ce modèle, bien qu'informel et négligé, peut apparaître comme une réponse potentielle aux dysfonctionnements des économies modernes en Afrique, en particulier dans des contextes de crises économiques et d'inégalités structurelles. Cette contribution questionne ainsi la place des confréries religieuses musulmanes dans la réinvention des modèles économiques en Afrique. Ceci, en offrant des solutions durables aux défis du développement. La méthodologie adoptée repose principalement sur une approche qualitative, avec pour techniques l'entretien, la recherche documentaire et l'observation directe.

Mots-clés

Tijâniyya, économie alternative, solidarité communautaire, bien-être économique, Cameroun

Introduction

Au regard de l'influence croissante des mouvements religieux dans le renouvellement socio-économique des sociétés contemporaines, les relations entre « religion et développement », deux thématiques galvaudées et imbriquées qui traduisent des réalités singulièrement différentes, ont fait l'objet de nombreux débats. Pour appréhender les contours, la réflexion menée par Henri Desroche (1961)[1], qui analyse les effets des rapports entre religion et développement, est fondamentale. Bien qu'il soit établi que les traditions religieuses aient grandement contribué au travail de transformation sociétale, la religion avait longtemps été exclue des études sur le développement. Abordée désormais dans la littérature contemporaine, à la fois dans une perspective critique et en termes dithyrambiques, cette approche thématique n'a cessé de susciter un intérêt croissant dans le champ académique. C'est notamment le cas en Afrique, où la religion demeure un cadre de référence essentiel pour son développement (Ezra et al., 2020, p. 15), différentes contributions de chercheuses comme Marshall et Van Saanen (2007) ou Tomalin (2013, 2015) ont vu le jour. Bien que ces recherches novatrices aient permis de mieux clarifier le lien entre religion et développement, elles ne sont pas exhaustives, car elles abordent de manière marginale le rôle de l'islam[2] dans le développement. Ce « vide » scientifique a été alors comblé par les réflexions de Kurshid (1985), de Mannan (1981, 1984) ou celles de Diouf (2008). S'inscrivant dans la perspective de décloisonner la connaissance sur la thématique « Islam et développement », il ressort de leurs travaux qu'en Afrique, l'islam, tout en influençant le processus de développement, joue un rôle crucial dans la structuration des dynamiques socio-économiques.

Malgré cet apport historiographique, dans le monde musulman[3], il existe un tableau sombre digne d'un spectacle de désolation dont faisaient preuve plusieurs États qui se réclament de l'Islam. La persistance de slogans et propagandes qui considèrent l'Islam comme essentiellement fataliste, rétrograde, ennemi de tout progrès et symbole de stagnation, corrobore les visions réductrices d'une certaine littérature occidentale. Considérée à juste titre comme une entrave au progrès économique et social, cette déficience de l'esprit d'entreprise marquée par des siècles de comportement de « fatalisme nonchalant des musulmans[4] » (Destanne de Bernis, 1960, p. 110), sont autant d'interprétations tendancieuses sur ou de l'Islam à partir d'une réalité sociale marquée par le sous-développement et la misère. Qu'en est-il des visions essentialistes qui concluaient hâtivement à l'incapacité de l'Islam à évoluer avec le temps, et encore moins à porter en lui un dynamisme susceptible de générer le progrès ? Avec la montée en puissance des études sur « islam

1 Pour cet auteur, les relations entre « religion et développement » sont conçues selon trois schémas, à savoir : « en termes positifs, la religion est un facteur de développement qui implique un essor ou un renouveau de la religion ; en termes négatifs, la religion est un obstacle au développement qui implique le déclin de la religion et de ses institutions ; en termes différenciés où religion et développement sont relativement étrangers l'un à l'autre. Leurs relations dépendent des types, des phases ou niveaux de religions et des types ou phases ou niveaux de développement ».

2 Il convient de souligner, dès l'abord, une distinction d'une grande importance entre Islam (avec majuscule initiale) et islam (en minuscule) qui dépasse la seule convenance typographique pour revêtir une portée épistémologique déterminante. Le recours à cette distinction entre islam (religion ou foi révélée) et Islam (civilisation ou construction historique de la civilisation islamique) est non seulement une exigence de rigueur conceptuelle, mais aussi un préalable méthodologique à toute analyse pertinente de la pluralité des expériences musulmanes. En effet, islam — avec une minuscule — désigne avant tout la religion musulmane dans son acception théologique et normative, à savoir l'adhésion à un dogme fondé sur la foi en un Dieu unique (*tawḥîd*), la prophétie de Muḥammad, et l'observance des cinq piliers (*arkân al-islâm*). Il s'agit ici d'un système de croyance, de rites et de prescriptions morales qui se présente comme universel, transcendant les contingences spatio-temporelles. De son côté, Islam — avec majuscule — renvoie à un objet plus vaste et plus composite : il désigne l'ensemble des formations historiques, culturelles, sociales, intellectuelles, politiques et artistiques qui se sont constituées autour de cette religion, dans la diversité des contextes où elle s'est implantée. Il s'agit ainsi d'un construit civilisationnel pluriel, façonné au fil des siècles par les dynamiques propres aux sociétés musulmanes, incluant aussi bien les traditions savantes (théologie, droit, mystique), les institutions politiques (califats, sultanats, États islamiques) que les expressions culturelles localisées (arts, langues, littérature, pratiques confrériques, etc.).

3 Très vaste, l'aire géographique musulmane s'étend du Maghreb (« le couchant ») avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, au Machrek (« le levant ») composé de l'Égypte, la péninsule arabique (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Yémen, Oman et Koweït), la Jordanie, le Liban, la Syrie, l'Irak et les territoires palestiniens, mais aussi la Turquie et le Caucase, ainsi que l'Asie médiane, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Indonésie, la Malaisie et une grande partie de l'Afrique subsaharienne (du Sénégal à la Somalie).

4 Ce terme péjoratif de la littérature européenne employé par Maxime Robinson constitue une sorte de déficience de l'esprit d'entreprise constatée à l'époque médiévale en Orient musulman. Il s'agissait de dénoncer une attitude de l'Islam qui s'en remet à Dieu de pourvoir l'homme des biens nécessaires à la vie si toutefois Il le juge utile et approprié. Lire à ce sujet : Rodinson, M. (1966). *Islam et Capitalisme.* Éditions du Seuil.

et développement », il devient difficile de prolonger cette controverse. En effet, l'interaction entre ces deux dimensions met en évidence des dynamiques complexes qui ont un impact tangible sur le bien-être matériel et social des communautés musulmanes.

Pourtant, la question des rapports logiques entre « islam et développement » propose des grilles de lecture sur la question de la promotion de l'éducation, ainsi que celle de l'amélioration des conditions de vie. Dans ce contexte, d'origine maghrébine, la Tijâniyya, une confrérie religieuse musulmane influente au Cameroun, et qui peut agir à la fois comme un cadre spirituel soufi et un levier économique, mérite une attention singulière. Institutionnalisé depuis le XIX^{e} siècle, cet ordre confrérique majoritaire au Cameroun, qui se distingue par son ancrage et son déploiement, a su établir, à travers ses adeptes, un réseau au sein de la société musulmane camerounaise, caractérisée par un véritable éclatement de son paysage religieux. Ceci, à travers la multiplication des associations cultuelles et par une lente décomposition des territoires ethno-régionaux, socles des grandes organisations chrétiennes et musulmanes historiques (Lasseur, 2005, p. 93).

Au Cameroun, pays laïc, le christianisme et l'islam sont les religions monothéistes les plus répandues. En l'absence d'un véritable recensement religieux, une lecture de la démographie religieuse ainsi que celle de la carte géo-religieuse s'impose. Selon les estimations du gouvernement des États-Unis[5], à la mi-2022, 60,2 % de la population est chrétienne, 32 % musulmane, 5,6 % animiste, 1 % appartient à d'autres confessions, et 1,2 % sans religion déclarée. Pour une population totale estimée à près de 30 millions d'habitants, Lasseur (2010) propose une sorte de géographie des religions. Il souligne que « les territoires d'islam majoritaire se confondent avec ceux de certains groupes ethniques du Nord (Peul, Mandara, Kotoko, Choua, Kanuri), du Sud (Haoussa) et de l'Ouest (Gassfields, Bamoun) ». Lasseur (2010) insiste également sur les diverses dénominations chrétiennes qui fusionnent avec les Douala du Littoral (baptisme), les Béti du Centre-Sud (catholicisme), les Bulu du Sud (presbytérianisme) et les groupes soudanais non islamisés du Nord (luthéranisme). Toutefois, il convient de préciser que les musulmans sunnites — composés majoritairement de soufis, de wahhabites et de *tabligh*s[6] — se trouvent en grande partie dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, de l'Adamaoua, de l'Est et de l'Ouest. Ainsi, avec une présence diluée dans les différentes régions, « l'islam fit son entrée au Cameroun par les voies soudano-sahéliennes du Nord, tandis que le christianisme arrivait des côtes, avec les colonisateurs » (Lasseur, 2005, p. 94).

Il est entendu que plusieurs études, comme celles de Depont et Coppolani (1897), O'Brien (1970, 1971), de Popovic et Veinstein (1996), de Mulago (2005) ainsi que celle de Fitouri (1982), montrent que l'islam confrérique, en tant qu'acteur économique important, contribue activement à la dynamisation de l'économie locale grâce à la pratique de l'entraide communautaire, à la promotion de l'éducation et à la redistribution des ressources entre ses membres. Dans ce contexte, au-delà de la centralité de sa dimension spirituelle, les confréries soufies à l'instar de la Tijâniyya semblent utiliser les ressources économiques comme socle de leur influence au sein des communautés. Dès lors, il importe de jeter un regard croisé et synoptique afin de savoir si la Tijâniyya, en tant qu'ordre confrérique capable d'offrir une économie alternative, utilise l'économie comme levier pour accroître ou consolider son influence au Cameroun. Cette complexité soulève alors une question essentielle : comment la Tijâniyya peut-elle contribuer au bien-être économique dans un contexte de mondialisation et de reconfiguration des dynamiques économiques ?

L'objet de cette réflexion est d'explorer en quoi la Tijâniyya peut être perçue comme un levier économique, en lien avec la thématique des nouveaux chemins de l'économie mondiale[7]. À travers une analyse approfondie de ses pratiques économiques, cette contribution vise à montrer que la Tijâniyya favorise l'entraide communautaire, l'éducation et la redistribution des ressources, créant ainsi une forme de bien-être économique au sein des communautés qui la suivent au Cameroun. Les

5 Voir le rapport 2022 sur la liberté de religion dans le monde – Cameroun de l'ambassade des États-Unis au Cameroun du 13 juillet 2023 en ligne à l'adresse : https://cm.usembassy.gov/fr/rapport-2022-sur-la-liberte-de-religion-dans-le-monde-cameroun/.

6 Le *tabligh* (*Jamâ'at al-Tablîgh wa al-Da'wa*, littéralement Communauté pour la prédication et l'appel) est un mouvement missionnaire et spirituelqui cherche à renouveler la piété des musulmans par la prédication de proximité et l'imitation du modèle prophétique, tout en restant apolitique, non violent et universel.

7 À l'initiative de l'École doctorale conjointe des Ateliers de la Pensée et Global Africa, à Dakar, du 8 au 13 juillet 2024, 14 candidats retenus ont été encadrés par 7 mentors dans le cadre de leurs communications sur la thématique : « Les nouveaux chemins de l'économie : repenser et réinventer l'ordre économique ».

 https://doi.org/10.57832/2mw9-z611

hypothèses de travail soutiennent que, dans un monde en perpétuelle mutation, l'islam confrérique soufi est invité à se repenser et à se réinventer. Autrement dit, l'engagement de la Tijâniyya dans le développement économique ne doit pas être strictement motivé par des considérations religieuses, mais peut également constituer un moyen stratégique devant renforcer les liens sociaux, tout en améliorant la qualité de vie de ses membres. La Tijâniyya pourra ainsi contribuer aux nouveaux chemins de l'économie. La démarche adoptée repose principalement sur une enquête qualitative, privilégiant la compréhension en profondeur des dynamiques socio-économiques liées à la Tijâniyya au Cameroun. La méthode utilisée est principalement basée sur l'entretien, la recherche documentaire et l'observation directe comme techniques de collecte.

Les entretiens semi-directifs ont permis de recueillir les discours des acteurs impliqués (leaders religieux, fidèles et acteurs économiques) afin de comprendre leurs représentations du bien-être et de l'autonomisation économique. La recherche documentaire s'est appuyée sur les sources bibliographiques, archivistiques et les travaux antérieurs relatifs à la Tijâniyya et à l'économie religieuse en Afrique. Enfin, l'observation directe a constitué un atout méthodologique majeur, en donnant accès aux pratiques concrètes, aux rituels communautaires et aux initiatives économiques portées par la confrérie. Cette triangulation méthodologique a permis de croiser les données, d'assurer leur validité et de dégager une analyse nuancée des mécanismes par lesquels la Tijâniyya contribue au bien-être économique de ses membres. Dès lors, le présent travail s'articule autour de trois axes principaux. La première partie s'intéresse aux fondements sociohistoriques et économiques de la Tijâniyya au Cameroun. La deuxième partie dresse un état des lieux des principes de la Tijâniyya ainsi que leur impact sur le bien-être économique. La troisième partie, enfin, revient avec insistance sur la question de l'autonomisation économique de la confrérie au Cameroun. Il s'agit véritablement de proposer une réflexion qui permettra de repenser l'ordre économique camerounais à travers la Tijâniyya.

La Tijâniyya au Cameroun : contexte historique et fondements socio-économiques

Dans cette partie, nous revenons sur les fondements sociohistoriques et économiques de la Tijâniyya. Il s'agit d'une spiritualité soufie africaine qui tire son nom de son fondateur, le savant, mystique et jurisconsulte Cheikh Ahmad al-Tijânî. Ce dernier était le chef spirituel des *Chuyûkh* soufis (Abun-Nasr, 1965, p. 18). Spécifiquement, il est question de revenir sur l'historique de la confrérie au Cameroun, en particulier au Nord-Cameroun, et de mettre en lumière le profil socio-économique des communautés affiliées à cette spiritualité.

Origines et expansion de la Tijâniyya au Cameroun

L'itinéraire et le cheminement de la *tariqa* Tijâniyya permettent d'appréhender sa genèse ainsi que sa trajectoire historique. L'apport des leaders religieux dans la diffusion des valeurs de cette confrérie n'est plus à démontrer. Il convient de souligner que l'aboutissement des différentes étapes de la vie mystique de son fondateur constitue son véritable point de départ. Ainsi, à la suite d'une vision prophétique, en plein jour et en état de veille, la réalisation spirituelle (*fath*)[8] qui eut lieu en 1781-1782 dans l'oasis algérienne d'Abû Senghûm (Triaud & Robinson, 2000, p. 9) a permis le début de l'appel à l'affiliation à cette nouvelle *tariqa* soufie *muhammadiyya*. Dès son installation à Fès en 1789 (Abun-Nasr, 1965, p. 19), la Tijâniyya, qui tire son pouvoir de séduction du charisme de son fondateur, avait eu besoin de ce caractère pour s'imposer et s'étendre. À Fès, Cheikh Ahmad al-Tijânî se fit entourer de disciples et d'hommes de confiance à qui il confia une action missionnaire dans des pays lointains. En leur conférant le titre de *Muqaddam*[9], il leur donna pour mission de

8 De l'avis d'Ali Sukayrij, la réalisation du *fath* d'Ahmad al-Tijânî se fit auprès du tombeau de 'Abd al-Salâm ibn Mashîsh avant ses déplacements vers Tlemcen, Ayn Mâdî, etc. Il interdira la visite du tombeau d'ibn Mashîsh à Jabal al-'Alam dans le Sud-Ouest de Tétouan, de même que celui de Mawlay Idris à Fès. L'explication de cette interdiction semble être liée à l'influence somme toute des maîtres indiens ou maghrébins rencontrés par Ahmad al-Tijânî à La Mecque.

9 D'origine arabe, *Moqadam*, *Muqaddam*, *Moqadem* (pluriel : *Muqaddamûn*) désigne un Chef, un administrateur, un gérant des biens d'une communauté.

prêcher les vertus de la nouvelle confrérie. C'est ainsi qu'en Algérie, en Tunisie et en Mauritanie, la diffusion et l'implantation de la Tijâniyya ont été une réalité. Au sud du Sahara, la Tijâniyya a connu une expansion significative après les voyages de Mawlûd Faal al-Ya'qûbî qui visaient à propager la confrérie en Afrique de l'Ouest (Bah, 2024, p. 115). Cette expansion a été favorisée par le jihad « impérial » et « impérialiste » lancé par El Hajj 'Umar Tall (1797-1864) en 1852. Ce fut grâce à ses efforts, ses influences ainsi que ses diverses tournées de recrutements au sein de l'aristocratie locale que la Tijâniyya ouest-africaine fut consolidée (Bah, 2024, p. 111). D'ailleurs, c'est la venue de ce premier khalife tijânî d'Afrique de l'Ouest[10] au Nigéria (Bornou et Sokoto, entre 1830 à 1838) qui marque les débuts de l'histoire de la Tijâniyya dans ce pays. À travers diverses affiliations, El Hajj 'Umar Tall parvient à renforcer les rangs de la confrérie à Sokoto, où le sultan Muhammad Bello fut initié (Bah, 2024, p. 112). À partir de 1834, El Hajj 'Umar devint d'ailleurs son conseiller personnel. Avec cette affiliation du sultan Muhammad Bello de Sokoto à la Tijâniyya, toutes les entités politiques qui recevaient les consignes (politico-spirituelles) de Sokoto adoptèrent progressivement les valeurs de cette nouvelle voie. De la sorte, dès 1888, au sein de l'émirat de l'Adamawa, « les lettrés musulmans de la cour royale suivaient la Tijâniyya » (Mohammadou, 1992, p. 437).

Comme l'islam pratiqué au Cameroun provient de l'ouest, c'est-à-dire du Nigéria, il est tout aussi possible de cerner l'avènement de la Tijâniyya au Cameroun. Ainsi, avec l'énorme contribution des émissaires du califat de Sokoto sur l'implantation et la consolidation de l'islam dans le *Fombina*[11], il est alors possible d'admettre qu'avec les débuts de la *tariqa* Tijâniyya dans ce califat, tous les territoires sous sa dépendance, à l'instar de l'émirat du *Fombina*, allaient progressivement « adopter » ou embrasser la nouvelle confrérie (Bah, 2024, p. 119). Ce fut probablement de la sorte que Modibbo Adama adopta la Tijâniyya en l'imposant dans son émirat. Au XIX^{e} siècle, la Tijâniyya s'est répandue dans l'ensemble du territoire de l'empire et a investi les émirats de Zaria, Bauchi et Adamawa (Loimeier, 1997, p. 25). Dès le début de ce siècle, à l'initiative de Muhammad Bello, suzerain des *Laamiibe* de l'Adamawa, la Tijâniyya s'implanta dans cette entité sociopolitique (Frœlich, 1954, p. 70). Il en est de même dans les régions septentrionales du Cameroun où la Tijâniyya post-'Umarienne et Niassène[12], plus tard, allait faire figure de référence.

Caractéristiques socio-économiques des communautés affiliées à la Tijâniyya

Avec la Mouridiyya[13], la *tariqa* Tijâniyya apparaît comme l'un des ordres confériques suscitant le « plus d'enthousiasme en Afrique » (Wane, 2010, p. 118). Dans la sphère islamique publique au Cameroun, la Tijâniyya semble être « en apparence » la voie initiatique la mieux acceptée. C'est du

10 De la Guinée au Niger, en passant par le Sénégal, le Mali et le Nigéria actuels.

11 C'est un mot d'origine peule qui désigne le point cardinal sud. Il s'agit de tous les territoires périphériques Sud par rapport au centre qui était Sokoto. L'émirat de l'Adamawa aussi appelé émirat de *Fombina* avec pour capitale Yola, était à la fois une province de l'immense empire peul de Sokoto, et, une vaste entité sociopolitique qui s'étendait du nord du Nigéria jusqu'à l'actuel Adamaoua (Cameroun).

12 L'influence de la branche *Fayḍa* de Shaykh Ibrahima Niasse (1900–1975), éminent maître soufi de Kaolack (Sénégal), au Cameroun est à la fois religieuse, sociale, intellectuelle et transnationale. Elle s'inscrit dans un réseau d'expansion de la Tijâniyya qui dépasse les affiliations nationales, mobilisant spiritualité, mobilité, solidarité économique et autorité morale dans l'espace subsaharien islamisé. À cet effet, de nombreux *Chuyûkh* tijânîs camerounais se reconnaissent dans la *Fayḍa* qui structure encore aujourd'hui la formation religieuse, les prêches, les rituels (*dhikr, Mawlid*) et les chaînes d'initiation (*silsila*). La doctrine de la *Fayḍa* valorise la science (la centralité de la connaissance [*'ilm*], considérée comme la voie de la liberté intérieure et de l'autorité), l'universalité (l'accessibilité directe à la proximité divine (*ma'rifa*) et l'émancipation pour tous. Ainsi, certains leaders communautaires affiliés à la *Fayḍa* jouent un rôle discret mais réel dans la médiation sociale ou la négociation entre pouvoirs publics et communautés musulmanes. L'influence de la *Fayḍa* repose sur la création de structures économiques collectives autour des *zawâya* ; un réseau d'entraide transnational où les disciples camerounais échangent avec leurs frères du Sénégal, du Nigéria, du Niger ou de la diaspora (Europe, États-Unis) et l'émergence d'un entrepreneuriat religieux (vente de livres soufis, vêtements, parfums, organisation de voyages spirituels).

13 La Mouridiyya ou Murîdiyya est une confrérie soufie d'origine sénégalaise fondée par Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké (1853-1927) à la fin du XIX^{e} siècle, avec pour capitale spirituelle et administrative la ville de Touba. Dérivée de l'arabe *murîd,* qui signifie « celui qui désire [Dieu] » ou disciple, la Mouridiyya s'inscrit dans le soufisme. Ses fondements spirituels et religieux reposent sur une quête spirituelle rigoureuse (purification de l'âme, la prière, le *dhikr*, la soumission à Dieu), la centralité du travail (manuel ou agricole comme forme d'adoration), la non-violence ainsi que la patience, une éthique de discipline, de dévouement et de service envers le *Cheikh*. Pour le fondateur, le travail est perçu comme une voie de sanctification. Chez les disciples, le travail est vu comme un prolongement de leur cheminement spirituel. La création des communautés rurales autogérées et de pôles économiques solidaires repose sur la doctrine de cette confrérie. Avec une organisation hiérarchisée, centrée autour du *Cheikh* et de ses héritiers, la Mouridiyya a développé un réseau de *daara* (école coranique) et de foyers d'adeptes, qui versent des dons (*hadiya*) à leurs guides, financent des projets communautaires, et participent au *Magal* (grand pèlerinage annuel) de Touba.

moins celle qui suscite une ferveur particulière chez une bonne frange des musulmans du Cameroun. Au regard de son ancrage et de son influence sur le vécu quotidien des habitants, de la ferveur et du zèle de ses membres et, surtout, du nombre sans cesse croissant de tijânîs observés lors des grandes manifestations cultuelles, la Tijâniyya semble être la confrérie majoritaire au Cameroun. Elle y joue un rôle spirituel et socio-économique crucial, en particulier dans les villes à majorité musulmane. Les communautés affiliées à cette voie initiatique sont organisées autour des *zawâya*[14] et des leaders religieux influents, qui agissent comme des médiateurs tant sur le plan spirituel et religieux qu'économique. C'est une confrérie collectiviste dans sa structure et ses rituels communautaires (mettant l'accent sur la fraternité, la solidarité et l'appartenance au groupe), mais elle n'abandonne pas l'importance de la pratique spirituelle individuelle (dans une logique de purification intérieure, la Tijâniyya invite aussi ses adeptes à renforcer leur *dhikr* et à pratiquer des *khalwa* [retraites spirituelles]). Autrement dit, cette confrérie encourage ses membres à renforcer leur foi aussi bien par la vie collective que par des retraites spirituelles ponctuelles, tout en privilégiant la régularité quotidienne du *wird* plutôt que des isolements prolongés. Avant d'aborder les pratiques socio-économiques des différentes communautés tijânîes au Cameroun, il importe au préalable de revenir sur le profil socio-économique des adeptes de la Tijâniyya.

Les adeptes de la Tijâniyya au Cameroun présentent des profils sociaux divers, bien qu'une forte proportion appartienne aux classes populaires et moyennes. Traditionnellement, ces communautés regroupent des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants, des artisans, des enseignants coraniques et des travailleurs du secteur informel. Toutefois, il convient de relever qu'il existe une élite tijânîe composée de lettrés musulmans, d'érudits-intellectuels, d'entrepreneurs qui exercent une influence socio-économique plurielle. Spécifiquement, la majorité des tijânîs de la partie septentrionale, de l'Est ainsi que ceux du Nord-Ouest du Cameroun sont des agriculteurs et des éleveurs qui vivent dans des zones périphériques très souvent reculées. Il convient de rappeler que leur organisation repose strictement sur une structure communautaire qui permet de compenser l'absence d'une institution formelle de protection sociale. Tout en respectant minutieusement le système des hiérarchies traditionnelles, les adeptes trouvent dans la Tijâniyya un cadre d'épanouissement sociopolitique et un cadre de soutien économique et moral, par l'intermédiaire de plusieurs *zawâya* disséminées qui fonctionnent comme des centres cléricaux d'entraide. Rappelons que ces différentes *zawâya* sont considérées à juste titre comme des centres de rayonnement et d'épanouissement spirituels, des cadres d'instruction, de lieux d'observance des rituels et de concentration de pouvoir charismatique des adeptes de la voie de Cheikh Ahmad al-Tijânî (Bah, 2024, pp. 137-138). Étant « une forme organisée du social » (Dassetto, 1997, p. 183), les *zawâya* « se nourrissent du monde et du temporel en vue de développer une doctrine et des pratiques » (Cottin, 2007, p. 69).

Afin d'être plus globalisant sur le profil socio-économique des adeptes[15], les religieux soufis tijânîs du Cameroun exercent, le plus souvent, les fonctions d'imams, de marabouts (guérisseurs, diseurs des « choses cachées », « faiseurs de miracles »), de conseillers religieux des *laamiibe* et sultans, de maîtres coraniques ou d'enseignants. Partisans de la conception éducative de l'islam, les tijânîs, dans l'optique de préparer leur intégration correcte au sein de la communauté musulmane, veillent à une meilleure formation morale et intellectuelle (Bah, 2022, p. 108). À côté des métiers de « marabouts

14 Généralement, les *zawâya*, fondées par un *Cheikh* ou à son intention, sont de véritables institutions où s'exercent la convivialité et le compagnonnage. Leur avènement s'explique par la volonté divine (l'ordre de la fondation vient du Prophète) et le nombre croissant des disciples. C'est un bâtiment religieux qui se découvre de l'intérieur qu'à travers trois espaces, à savoir : un espace réservé à la méditation et à l'éducation ; une salle de prière et de récitation des litanies ; les pièces réservées au *Cheikh* ainsi qu'à quelques disciples avancés en vue de la méditation et des activités d'écriture. Dans la *tariqa* Tijâniyya par exemple, la *zaouïa* représente à la fois une institution et une *'umma* regroupée en *zaouïa* principale et *zawâya* secondaires. Si la *zaouïa* principale, centre de l'élaboration doctrinale, désigne l'habitation ou le mausolée du *Cheikh*, les *zawâya* secondaires elles, tenues par les *Muqaddamûn*, constituent des annexes de la *zaouïa* principale.

15 Dans cette étude, l'accent est mis sur le profil masculin comme échantillon d'analyse. Ce choix découle du constat que, dans le contexte camerounais et dans le cadre spécifique de la Tijâniyya, les hommes occupent plus fréquemment des positions de visibilité et de responsabilité dans la gestion des activités religieuses, économiques et communautaires. Leur rôle, historiquement central dans l'organisation des réseaux confrériques et dans la structuration de certaines formes d'économie informelle, justifie l'orientation du présent travail. Cela ne signifie pas que la contribution féminine soit inexistante ou insignifiante. C'est pourquoi, cette réflexion privilégie l'analyse du profil masculin, tout en reconnaissant que des recherches complémentaires centrées sur les expériences féminines seraient nécessaires pour une compréhension plus globale et équilibrée des dynamiques en jeu.

rémunérés sur prestation » (Kane, 2009, p. 210) ou de « marabouts laboureurs[16] » (Fall, 2011, p. 51) qui combinaient à la fois « travail et religion », il existe des érudits musulmans tijânîs qui sont aussi des couturiers ou brodeurs, des tisserands et des artisans.

Rappelons que, certains adeptes d'obédience tijânîe au Cameroun sont des fonctionnaires de la République, des « grands » administrateurs, des personnes « nanties » qui sont de véritables opérateurs économiques (transporteurs, commerçants, éleveurs…). Cette dernière catégorie des tijânîs, qui font des sacrifices, des donations pieuses et octroient l'aumône légale, constitue une ressource essentielle pour la confrérie. Au Cameroun, la plupart des tijânîs sont des adeptes de « islam et travail ». Ce sont des musulmans qui vivent de leur religion ainsi que de leur « sueur ».

Par ailleurs, afin de mieux cerner les caractéristiques socio-économiques des tijânîs au Cameroun, il importe d'analyser les interactions entre la spiritualité soufie et les pratiques économiques traditionnelles dans les communautés tijânîes. Preuve que la Tijâniyya joue un rôle fondamental dans la structuration des pratiques économiques des adeptes de cette confrérie (activités économiques traditionnelles). L'éthique du travail et la gestion des affaires sont souvent encadrées par les principes religieux issus du soufisme. S'il est évident que l'éthique économique des tijânîs est influencée par la spiritualité soufie, il est aussi vrai que ceux-ci évoquent par exemple l'apport de la *baraka* (bénédiction divine) dans leurs activités économiques, à la lumière de la domination charismatique et traditionnelle combinée[17] (Weber, 1971). Dans ce contexte, la prospérité des tijânîs semble dépendante de leur piété et de leur adhésion aux valeurs soufies. Ainsi, la solidarité économique à travers l'aumône (volontaire et légale) est fortement encouragée par les érudits et leaders tijânîs du Cameroun. Pour démontrer comment la doctrine spirituelle se traduit en pratiques sociales concrètes de solidarité économique, au même titre que la Tijâniyya qui enseigne la générosité, les *Muqqadamûn* tijânîs, comme Cheikh Mohammadou Bachirou de Ngaoundéré (Cameroun), rappellent aux musulmans et adeptes de la confrérie l'importance de venir en aide aux nécessiteux, car la solidarité est ce qui maintient la cohésion. Mieux, à Douala et Yaoundé, les leaders tijânîs soutiennent que : « donner aux autres, c'est investir dans l'au-delà ». Comme l'affirme Saïdou Babba, « dans notre *zawiya*, on a mis en place une caisse de solidarité : chacun donne selon ses moyens, surtout les vendredis ». Il en est de même de la répartition équitable de ces ressources en promouvant le soutien aux plus vulnérables. Ces mécanismes de redistribution visent non seulement à renforcer la cohésion communautaire, mais surtout, à réduire les inégalités économiques.

Dès lors, dans les relations économiques quotidiennes, les valeurs soufies telles que l'honnêteté, la modération et la solidarité sont adoptées et intégrées. Les différentes pratiques économiques traditionnelles des communautés tijânîes reposent sur les activités agricoles, commerciales et pastorales. Si les agriculteurs tijânîs peuvent s'inspirer des enseignements soufis pour gérer de manière durable leurs terres en évitant la surexploitation des ressources, les éleveurs tijânîs des régions sahéliennes et du Nord-Ouest du Cameroun, eux, au nom de l'entraide communautaire, mobilisent dans le cadre de l'économie pastorale, les principes de solidarité soufie. Quant aux commerçants tijânîs, ils s'appuient sur des réseaux économiques transnationaux consolidés par le déploiement numérique des adeptes à travers le Cameroun et l'Afrique de l'Ouest. Ce qui facilite les échanges au-delà des frontières traversées par la confrérie. Ces différents réseaux permettent alors d'accroître la mobilité sociale et de renforcer la sécurité des transactions commerciales, à l'instar des échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigéria à travers Kano.

Qui plus est, au Cameroun, la Tijâniyya, à travers sa capacité de mobilisation, sa force de solidarité et le nombre de ses adeptes, peut contribuer au développement économique des communautés. En d'autres termes, il revient aux leaders tijânîs de lancer des initiatives locales et des projets (construction, rénovation d'écoles coraniques, de forages, de centres de santé communautaire) qui

16 Il s'agit d'une expression consacrée qui désigne au Sénégal les lettrés musulmans qui sont des enseignants/maîtres des écoles coraniques et qui exercent parallèlement le métier d'agriculteur ou d'éleveur. Leurs apprenants constituent alors une main d'œuvre, véritable force de production et un facteur évident de développement. Ces marabouts disposent d'un prestige et d'une influence auprès de la population.

17 Afin d'appréhender les fondements de l'autorité et de légitimité des tijânîs exercées par les *Chuyûkh* au Cameroun, il importe de convoquer la forme de domination charismatique et la forme de domination traditionnelle. La première repose sur la croyance au charisme d'un leader religieux pour sa *baraka* ou *karâmât* (miracles). La légitimité est liée à la personne elle-même. La seconde repose sur la croyance en la sainteté des traditions immémoriales et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité, liée à un lignage, le plus souvent.

seront réalisés grâce aux contributions des adeptes et aux dons volontaires. Capitaliser sur cette force de mobilisation humaine au sein de cette communauté permet de renforcer le développement local. Pour améliorer les conditions économiques des tijânîs du Cameroun, des mécanismes d'entraide et de financement informel (associations de crédit rotatif, création d'un fonds communautaire) peuvent être promus. Cela vise à renforcer la résilience économique des tijânîs du Cameroun face aux difficultés du marché.

Après l'étude des fondements sociohistoriques et économiques de la Tijâniyya au Cameroun, il est désormais essentiel de se pencher sur les principes fondamentaux de cette confrérie en démontrant comment ils peuvent profondément influencer le comportement économique de ses adeptes. Il s'agit d'analyser comment les principes tels que la solidarité, l'effort personnel favorisent leur bien-être économique.

Les principes de la Tijâniyya et leur impact sur le bien-être économique

De prime abord, à l'image de certaines confréries soufies, il faut relever que la Tijâniyya propose un modèle de société où la spiritualité se conjugue au bien-être matériel. Ses différents principes s'appréhendent à travers les enseignements doctrinaux de son fondateur, nourris des valeurs jurisprudentielles du rite malikite, ainsi que des liens classiques du *Cheikh*-fondateur avec l'expérience gnostique. La Tijâniyya s'illustre alors par un ensemble de principes spirituels et éthiques qui transcendent la simple dimension religieuse afin d'avoir un impact tangible sur le bien-être économique. C'est le lieu d'analyser les principes défendus par cette confrérie, laquelle incarne un modèle de cohésion sociale et de prospérité collective basé sur la solidarité, la redistribution, l'éducation et le développement économique.

Solidarité et redistribution dans la Tijâniyya

Au même titre que dans les confréries musulmanes soufies, la solidarité est au cœur des pratiques défendues par la Tijâniyya. La promotion d'une culture de partage et de soutien mutuel permet alors à cette spiritualité de répondre aux besoins économiques immédiats des adeptes. Ceci, en œuvrant pour la construction de communautés solides et résilientes. Preuve qu'en plus de la piété, du sens de dévouement envers Dieu à travers le *Cheikh*, les tijânîs du Cameroun sont vivement encouragés à développer un fort caractère philanthropique manifesté par l'esprit de partage, l'humilité et la douceur de l'âme. Façonnées socialement dans les *zawâya* de par le Cameroun, les relations sociales dynamiques qui s'y nouent reposent sur des liens sacrés enseignés par les normes et valeurs de la doctrine soufie qui prône « la fraternité, l'entraide et l'hospitalité » (Moussa, 2017, p. 2). Dans ce cadre, les *zawâya*, constituées de mosquées, de mausolées et de centres d'enseignements, sont des espaces d'échanges, qui jouent également un rôle social, d'entraide et de solidarité. Ces fonctions sont enracinées dans le spirituel, dans la mesure où celui-ci est l'élément fondamental qui normalise les rapports sociaux, régule les solidarités et motive les actions mutuelles (Moussa, 2017, p. 11). Dans ces espaces de solidarité et de promotion de la charité sociale (entraide et soutien mutuel) où des valeurs islamiques sont encouragées, dans le cadre d'un don (*zakat* : obligatoire et *sadaqa* : volontaire), d'une donation pieuse (construction et rénovation de mosquées, édification de forages, subventions pour la santé et l'éducation), et d'une offrande religieuse (*hadiyya*), par exemple, les *Chuyûkh* et *Muqqaddamûn* tijânîs du Cameroun reçoivent de l'argent, des présents, des biens alimentaires céréaliers, du bétail ainsi que tout autre produit destiné à la consommation et les dérivés des activités économiques telles l'élevage, le commerce ou le transport.

Quelles que soient leurs formes et leurs natures, ces donations, présents ou cadeaux sont remis en signe d'hommage aux *Chuyûkh* à la mesure de leurs moyens, à l'occasion des fêtes religieuses, du *Mawlid*[18], dans le cadre d'une visite pieuse (*Ziyâra* ou *Ziara*[19]) ou de l'organisation et de l'animation de la vie confrérique tijânîe. À ce sujet, Depont et Coppolani (1897) pensent que « les personnages religieux qui centralisaient tant de précieuses donations, qui les utilisaient ou les distribuaient dans un but humanitaire, augmentaient leur renom de sainteté avec le produit du bien de leurs serviteurs » (p. 231). Dans un contexte où les reproches sont formulés pour dénoncer le pillage, l'asservissement ou l'escroquerie des musulmans tijânîs, il est fondamental de questionner la symbolique du don ainsi que la valeur symbolique de l'argent. Quelle est la finalité du don ou de l'argent ? Doit-il servir la communauté pour l'investissement dans le cadre d'une économie fermée ? Est-il exclusivement destiné au bien-être d'un *Cheikh* tijânî en vue d'accroître sa notoriété, son prestige et son influence ? Comment comprendre la générosité des adeptes de la Tijâniyya au Cameroun ?

De toute évidence, d'après les entretiens réalisés, les fonds récoltés semblent être destinés aux besoins de la confrérie. Selon Nsangou Ibrahim de Foumban, « le don à l'endroit d'un *Cheikh* ou d'une *Zaouïa* se justifie par l'engagement dans la confrérie ». On donne par respect pour le *Cheikh* qui a la science, qui connaît les secrets du *wird*. Très écouté des autres *Chuyûkh*, il guide les fidèles et fait des choses pour la communauté. Un don est destiné à faire avancer la confrérie, à organiser les *Mawâlid*, les retraites spirituelles. De ce point de vue, la motivation des adeptes semble beaucoup plus attacher à l'obéissance (prise d'engagement), au respect profond (révérence) pour le *Cheikh*, craint et estimé en partie pour sa foi, son habileté dans les affaires confrériques courantes, son prestige auprès de ses pairs et pour ses exploits interprétatifs de la spiritualité. Cette réalité s'applique aussi chez les mourides, pour qui le travail, la prière, l'instruction religieuse sont fondamentaux, est complétée par une conviction selon laquelle « travailler dur pour son propre compte n'est approuvé que si [l'adepte] utilise les fruits de son travail dans un but religieux, en aumône aux pauvres et en offrandes au *Cheikh* » (O'Brien, 1970, p. 571). Cheikh Ibrahima Fall, le fondateur du mouvement Baay Faal, est le théoricien de la dévotion religieuse à travers le travail au sein du mouridisme. Ainsi, comme dans toutes les cultures soufies, les dons, présents ou offrandes religieuses, constituent l'expression de la dévotion du disciple. En référence au verset 12 de la sourate 58[20], qui évoque le fait d'apporter une aumône (*ṣadaqa*) avant d'avoir un entretien privé (*najwâ*) avec le Prophète, un don fait à son ou à un *Cheikh* ne constitue-t-il pas un investissement pour l'au-delà ? Quoi qu'il en soit, les différentes contributions se font sous trois formes principales. S'il y a des charités destinées ultimement aux pauvres, il existe celles qui sont réservées à l'usage exclusif du *Cheikh*, perçues comme l'expression d'une dépendance personnelle directe. Aussi, existe-t-il celles qui sont destinées à être transmises à une plus haute autorité. Ceci, en vue de renforcer l'appartenance du disciple à l'ensemble de la communauté tijânîe. D'après les entretiens réalisés, au Cameroun, cette dernière forme de contribution, constituant, par ailleurs, l'une des ressources de fonctionnement de la confrérie, semble être reversée aux foyers autonomes du Nigéria et du Sénégal ainsi qu'à tout autre pays, membre du vaste réseau transnational subsaharien de la Tijâniyya.

Évidemment, en plus du pouvoir charismatique, répondre aux interrogations *supra* nécessite un détour sur la convocation des différents cadres d'analyse d'une économie de type circulaire basée sur l'économie solidaire, l'économie morale et l'économie sociale et solidaire. Considérant les confréries soufies comme un acteur de transformation socio-économique, les théories mobilisées démontrent que, loin d'être une institution religieuse de spiritualité musulmane, la Tijâniyya, en se basant sur des valeurs de solidarité, de partage et d'entraide, devient alors une entité économique qui propose des alternatives pouvant répondre aux défis contemporains de développement économique au Cameroun. Dès lors, afin de constituer véritablement un modèle réussi de fraternité confrérique, le *Cheikh* à qui les contributions et donations sont confiées procède, le plus souvent, à

18 Mot d'origine arabe qui désigne un rituel religieux qui célèbre la naissance du Prophète Muhammad ou la fête d'anniversaire d'un saint.

19 Mot d'origine arabe issu de la racine « *Zara* » signifie une visite pieuse ou de respect à une personne d'un rang supérieur. L'action de rendre visite à un lieu saint, un tombeau, ou à une personnalité religieuse, vise le témoignage du respect. C'est un terme spécial employé alors pour indiquer la visite aux personnages religieux ou aux lieux saints. Les pèlerinages religieux, ailleurs qu'à la Mecque, traduisent aussi une *Ziara*, toujours accompagnée d'un cadeau. On reçoit et on fait la *Ziara*, on envoie un serviteur faire des *Ziara*, c'est-à-dire faire des quêtes religieuses.

20 Coran, Sourate 58 (*al-Mujādila*), verset 12 : « Ô vous qui avez cru ! Quand vous voulez conférer en particulier avec le Messager, faites précéder votre entretien d'une aumône… ».

 https://doi.org/10.57832/2mw9-z611

leur redistribution systématique. Dans ce cas de figure, il est important de souligner que le système spirituel tijânî encourage la redistribution des richesses au sein de la communauté, en particulier en faveur de ses membres les plus modestes et ceux en situation de précarité économique. Aussi, convient-il de relier la logique de solidarité spirituelle tijânîe à la structure symbolique et sociale du don observée par Griaule dans les sociétés africaines traditionnelles, où le don ne se réduit jamais à un simple transfert matériel, mais s'inscrit dans un univers de réciprocité, d'obligations et de spiritualité. Dans la logique des idées émises par Griaule (1948), le système spirituel de la Tijâniyya, en favorisant la redistribution volontaire ou obligatoire des biens entre ses membres, s'inscrit dans une logique symbolique du « don total », où l'acte d'aider les pauvres devient une forme d'investissement rituel dans l'ordre du monde. Le don y est à la fois signe de foi, outil de cohésion sociale, et mode de circulation de la *baraka* — qui irrigue les relations entre le *Cheikh*, ses disciples et l'ensemble de la *'umma* confrérique. En vue de promouvoir le renforcement du lien social de solidarité, cette sorte de redistribution a le mérite de pouvoir atténuer les inégalités économiques tout en favorisant le sentiment de responsabilité collective vis-à-vis des adeptes de la confrérie au Cameroun. Toutefois, le principe de redistribution équitable au sein de la communauté concerne la logique du partage qui s'accompagne du respect de l'autorité religieuse des leaders tijânîs. En général, les érudits tijânîs sont les gardiens des multiples œuvres des bienfaiteurs, qui visent à réaliser des projets communautaires, comme la construction et la rénovation des *zawâya* tijânîes ou des mosquées, ainsi que celles des infrastructures économiques, telles que les marchés locaux, le financement, la rénovation et l'équipement des centres de santé communautaires. Ils ne manquent jamais d'en faire profiter leurs adeptes.

Considérées à juste titre comme des structures d'entraide par excellence, ces œuvres qui contribuent au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie, participent à la réduction des inégalités au sein de la société. L'économie sociale et solidaire (Jany-Catrice et al., 2014), qui se concentre sur les initiatives collectives et citoyennes, vise à concilier activité économique et impact social. Dès lors, pour tous les projets économiques, la question de la redistribution équitable des ressources peut y être analysée. Il en est de même de l'économie morale (Thompson, 1991)[21], perçue comme une forme d'économie basée sur le bien commun plutôt que sur le profit individuel. Ces différents angles d'analyse démontrent que la Tijâniyya offre une alternative économique crédible pour ses membres.

Éducation et développement économique

Dans toute société humaine, l'éducation, un pilier fondamental pour la Tijâniyya, occupe un rang de choix dans le façonnement et le devenir des Hommes. Perçue comme une condition essentielle pour l'épanouissement spirituel et matériel, l'éducation es un moyen d'appréhender la connaissance religieuse, elle s'impose comme un levier pour le développement économique. C'est pour cette raison que les leaders tijânîs du Cameroun encouragent une formation dans les sciences religieuses et dans les disciplines séculières. Cela permettra certainement aux membres de la communauté spirituelle de contribuer activement au développement économique en acquérant des compétences pratiques. Étant adepte du « travail et islam », l'élite intellectuelle tijânîe encourage les disciples à vivre de leur religion ainsi que de leur « sueur ». Autrement dit, pour gagner en crédibilité auprès de son audience, il faut disposer, en plus du savoir religieux islamique, d'une activité professionnelle qui permet de se libérer de contingences matérielles.

Au Cameroun, les élites intellectuelles de la Tijâniyya considèrent que l'éducation constitue le socle sur lequel on peut affiner et préparer le disciple pour qu'il puisse atteindre la réalisation spirituelle sans obstacle. Elles ont donc mis sur pied un système permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour non seulement relever les défis spirituels et mondains, mais aussi pour assurer une intégration correcte de l'Homme au sein de la communauté. Ainsi, dès la cellule familiale, les disciples sont préparés en vue de l'acquisition des fondamentaux du système soufi qui repose, entre autres, sur « l'imitation du Prophète et de ses compagnons "bien guidés" dans leur morale et leur conduite ; le fait de se nourrir des choses licites ; et de mettre de la sincérité dans ses actes » (Bah, 2024, p. 22). Outre le foyer familial, les lieux privilégiés pour l'enseignement religieux islamique

21 Voir aussi Fassin (2009).

tijânî sont les écoles coraniques logées dans les *ja*^{n}*girle*[22], les *jawleeji*[23] des *Muqaddamûn,* les *madâris*, les mosquées et les *zawâya* qui « ouvraient de véritables trésors de grains aux faibles et aux nécessiteux » (Depont & Coppolani, 1897, p. 230). Les disciples tijânîs y passent alors par les cycles élémentaires, complémentaires, l'enseignement spontané et l'éducation de l'âme à travers le compagnonnage spirituel (*ṣuḥba*).

Toutes ces différentes structures d'éducation œuvrent en vue de la formation d'une génération tijânîe « pieuse ». À travers la formation et l'éducation spirituelle, le comportement souhaité des tijânîs du Cameroun vise l'attachement strict à la *sharîʿa*, à la purification spirituelle (*tazkiyya*) et à l'ouverture spirituelle (*fatḥ*) (Bah, 2024, p. 170). Cette forme particulière de « dressage spirituel », codifiée par le *Cheikh*-fondateur, semble s'intéresser particulièrement à l'idée d'une autonomisation du disciple du banal au spirituel à travers le concept de *tarbiya ruḥâniyya* (*lit*. éducation spirituelle) et de *taskiyyat al-Nafs* (purification de l'âme) (de Diego González, 2018, p. 71). Désormais, les rapports qui lient les tijânîs au maître sont régis par le respect des convenances ou l'*adab*, un code de conduite sacré auquel ils se conformeront en toutes circonstances (Moussa, 2017, p. 8).

L'éducation inculquée dès le foyer familial aux tijânîs du Cameroun les prédispose à avoir le goût du sacrifice, de l'assimilation des principes fondamentaux de l'éthique et de la morale islamique qui déterminent leur conduite en tant que musulmans et tijânîs exemplaires. Cette initiation permet de disposer des principes qui doivent régir les rapports entre les hommes et orienter les comportements qu'ils doivent adopter dans la vie. À côté des principes d'éducation, l'itinéraire spirituel du disciple le contraint à avoir des qualités lui permettant d'accueillir, de soigner les pauvres, et de ne jamais manger seul. La Tijâniyya n'exige-t-elle pas d'un maître spirituel qu'il fasse preuve de détachement des choses mondaines et de générosité envers les hommes en sacrifiant ses biens pour l'aspirant ? Tournés vers l'érudition et l'éducation religieuse, les programmes dispensés permettent de façonner, positivement, les mentalités des tijânîs. Tout au long du cheminement spirituel d'un disciple, un travail performatif de formation, d'éducation et d'apprentissage s'impose (Bah, 2024, p. 453). Ainsi, pour renforcer l'autonomie des adeptes, en plus de l'activité professionnelle, l'entrepreneuriat ou l'acquisition de toute autre compétence utile à leur intégration sur le marché du travail est promu. En mettant l'accent sur l'éducation, l'entrepreneuriat et la cohésion sociale, la Tijâniyya contribue à améliorer le bien-être et à offrir des opportunités économiques à ses adeptes. Cette approche, développée par Stiglitz et al. (2009), pourrait être analysée sous forme de développement inclusif pouvant privilégier la dignité et l'autonomisation.

L'implication de la Tijâniyya dans la formation d'une élite intellectuelle et économique au Cameroun n'étant plus à démontrer, il importe alors de retenir que les érudits tijânîs recommandent à leurs disciples d'adopter un mode de vie qui allie spiritualité et engagement dans le monde matériel. Comme le rapporte Mahmoudou Alfaki de Douala, « si la voie tijânîe enseigne que la science est un pilier de la foi et du progrès, la rigueur, la discipline et le sens de la *baraka* reçus lors de la *tarbiya*, aide [sic] à s'élever ». Pour ce jeune entrepreneur, plusieurs tijânîs qui ont reçu l'éducation islamique et confrérique comptent aujourd'hui parmi les grands acteurs économiques au Cameroun. L'exercice d'un travail, un impératif presque catégorique, devient à la fois un moyen de subvenir aux besoins — forme de service à la communauté — et un gage de développement personnel. Dans plusieurs régions du Cameroun, la confrérie encourage la mise en place de projets collectifs, tels l'actionnariat commercial, les coopératives agricoles et artisanales, gérées par les adeptes eux-mêmes. Ces initiatives, qui réduisent la pauvreté en augmentant la résilience économique, permettent surtout la mutualisation des ressources, l'optimisation de la production et la garantie d'une meilleure redistribution des profits. Par ses réseaux de solidarité et ses structures d'entraide communautaire (agricoles, commerciales), la Tijâniyya pourrait être considérée comme une confrérie qui prône une forme d'économie solidaire de base à travers des initiatives qui favorisent l'autonomie des adeptes tout en renforçant le bien-être collectif. En valorisant la solidarité, l'autogestion et la primauté de l'humain sur le capital, cette approche met l'accent sur la coopération et l'équité dans les pratiques économiques.

22 Mot d'origine peule qui désigne des lieux d'apprentissage et d'acquisition des connaissances.

23 *Jawleeji*, le pluriel du mot d'origine peule, *jawleeru*, désigne les vestibules. Généralement, dans la culture des Peuls du Cameroun, les *Moodibbe* ou *Muqaddamûn* dispensent les enseignements dans leurs vestibules qui servent aussi de salle de réception et de salle à manger.

Après avoir exploré les principes de la Tijâniyya et leur rôle dans la promotion du bien-être économique, il apparaît désormais essentiel d'analyser leur contribution à l'autonomisation économique des adeptes et des communautés. En quoi la Tijâniyya pourrait-elle constituer une réponse durable aux défis de développement économique ?

Tijâniyya et autonomisation économique : vers un modèle économique alternatif

Au Cameroun, la question de l'autonomisation des musulmans en général et des adeptes de la Tijâniyya, en particulier, demeure une préoccupation constante des élites intellectuelles. L'unanimité quant à la recherche du bien-être économique, étant faite, la spiritualité soufie s'impose alors comme un moyen de se défaire des difficultés matérielles. C'est le lieu de revenir sur l'analyse des projets et initiatives qui peuvent contribuer à l'autonomisation des tijânîs au Cameroun. Au préalable, il importe de poser un constat de contradiction pour inciter à une réflexion sur la gestion des ressources et à une réorientation vers des actions pérennes. Ceci, dans l'optique de faire des propositions pour la réinvention de l'ordre économique.

Projets économiques, initiatives communautaires de la Tijâniyya et importance des réseaux (commerciaux et financiers)

Au Cameroun, il est paradoxal de constater que la Tijâniyya, à travers ses adeptes, mobilise d'immenses ressources pour soutenir certains Chuyûkh tijânîs lors de séjours pieux, alors que certains adeptes vivent au seuil de la précarité, et que leurs besoins économiques essentiels restent insatisfaits. À chaque visite d'un Cheikh tijânî venu des contrées lointaines, des collectes atteignant parfois des dizaines de millions de francs CFA, voire plus, sont organisées. Ces sommes, qui témoignent d'une générosité inestimable, ne bénéficient pas directement à la communauté qui les rassemble. Dans ce cas, comment accepter que de telles ressources ne soient pas encadrées et orientées vers des investissements économiques et initiatives locales capables d'améliorer durablement les conditions de vie ? Ces contributions, au lieu de se diluer dans un système de dons sans impact structurant, pourraient servir à financer des centres commerciaux, des institutions de microfinance tijânîes, ou encore des coopératives agricoles, par exemple. En orientant ces fonds vers des projets économiques, il est possible de créer des opportunités d'emploi, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de renforcer la résilience de la communauté tijânîe face aux défis socio-économiques. Ce paradoxe soulève une question primordiale : la générosité des tijânîs ne devrait-elle pas être un moteur d'autonomisation et de développement communautaire plutôt qu'une perpétuelle charité « sans retour durable » ? Il semble très urgent de repenser cet élan de solidarité pour en faire un véritable levier de transformation sociale des communautés tijânîes.

Par ailleurs, selon les récits oraux recueillis à l'échelle locale, dans les périphéries rurales, particulièrement dans des milieux peuls et mbororo, il existe des guides religieux tijânîs qui s'impliquent dans le développement économique de leurs communautés. À Koinderi (nord du Cameroun), par exemple, les leaders tijânîs ne cessent de rappeler que la religion, c'est aussi le travail et le développement. C'est pourquoi il existe une coopérative agricole. Les jeunes cultivent ensemble et commercialisent ensemble leurs récoltes. À Mogom, à Rumde ou à Katouwal (extrême-nord du Cameroun), les *Chuyûkh* font pareil. Conscients que « le bien-être du corps aide à renforcer la foi », ils encouragent les tijânîs à se regrouper et à travailler la terre. C'est une preuve que la Tijâniyya a su adapter ses pratiques pour inciter et soutenir divers projets économiques ou initiatives locales (coopératives agricoles, mini-fermes, micro-entreprises commerciales, système de financements communautaires de marchés périodiques des villages ou de points d'eau) qui peuvent servir de levier d'autonomisation des adeptes. Rappelons que ces projets ou initiatives visent à répondre aux besoins spécifiques des populations locales marginalisées. Dans cette optique, il semble qu'à travers une sorte de tontine ou de redistribution des aumônes (obligatoires et volontaires), des microcrédits internes sont octroyés pour soutenir l'investissement dans des activités génératrices de revenus. À titre d'illustration, dans l'Adamaoua et l'Extrême-Nord, les parcelles de terre sont confiées aux

agriculteurs tijânîs en guise de soutien par les grands propriétaires ou les leaders tijânîs. Il en est de même des semences et du matériel agricole offerts pour agrandir les exploitations. Destiné à améliorer les conditions de vie, ce type d'initiatives vise tout aussi à renforcer la résilience locale à travers une culture d'entraide et d'appui financier renforcée par les réseaux financiers informels soufis devant créer des opportunités économiques, tant au niveau national qu'international. Dans ce sens, il n'est pas superflu de rappeler le rôle joué par la Tijâniyya dans la facilitation des échanges commerciaux au sein de ses communautés.

Les réseaux commerciaux, économiques et socioculturels servent de ponts pour établir une véritable « économie spirituelle de la foi » entre les différentes communautés. Reposant sur la confiance mutuelle, l'éthique et la transparence, cette typologie de l'économie circulaire est essentielle pour renforcer les liens entre les communautés, tout en favorisant l'émergence d'un lien de solidarité spirituelle. En s'appuyant sur ces réseaux nationaux et transnationaux, les tijânîs du Cameroun bénéficient des canaux privilégiés qui facilitent l'exportation de produits locaux (bétail, produits agricoles) et l'importation de biens nécessaires à la communauté. Ce qui permet évidemment de renforcer le poids économique des communautés tijânîes.

Repenser l'ordre économique à travers la Tijâniyya

L'ensemble des pratiques économiques, l'entraide financière et la force des réseaux (nationaux et transnationaux) promus par les confréries soufies, telle la Tijâniyya, contribuent à façonner un modèle économique alternatif. Lequel modèle invite à repenser et à réinventer l'ordre économique au Cameroun. Basé sur la solidarité communautaire, le développement local et le respect des valeurs spirituelles, ce modèle propose la vision d'un système plus humain, avec en toile de fond le bien-être collectif des tijânîs. En tant que spiritualité soufie, la Tijâniyya qui promeut une économie basée sur les principes d'équité, d'inclusion et de partage, tout en favorisant un développement harmonieux, offre une alternative crédible à toute la communauté. Ce qui démontre que la réussite matérielle et l'épanouissement spirituel peuvent être combinés pour offrir la vision d'une économie inspirante qui intègre les valeurs éthiques et spirituelles.

Comme les *zawâya* tijânîes sont au centre d'un processus de redistribution économique à l'intérieur de la communauté, le modèle qui témoigne de la capacité de cet ordre confrérique à enrichir le tissu socio-économique au Cameroun invite à une règlementation de toutes les ressources qui alimentent les caisses de la Tijâniyya. Autrement dit, la gestion des formes de donations (quêtes religieuses, octroi volontaire de la *sadaqa*, aumône légale, *waqf*, offrandes religieuses) doit évoluer vers un cadre plus productif. En plus des ressources « ordinaires » à systématiser, les tijânîs sont invités à développer d'autres sources de financement qui devraient constituer le trésor de cette confrérie.

Outre les contributions régulières qui sont proportionnelles à la fortune des tributaires, perçues par les *Chuyûkh* tijânîs du Cameroun, il est nécessaire d'en conserver une partie « pieusement » aux fins d'orienter et de les réutiliser vers des projets communautaires définis. À travers sa structuration hiérarchique, la Tijâniyya au Cameroun doit mettre sur pied un système de prélèvement de redevance auprès des membres devant servir à un but précis. Ce système assimilable à une sorte d'impôt personnel pourrait éventuellement reposer sur une contribution versée au *Muqaddam* par l'ensemble des affiliés. Ainsi, en signe de leur soumission et en échange de la bénédiction du *Cheikh,* une somme symbolique pourrait être donnée comme contribution ou offrande obligatoire. Dès lors, le fonctionnement de la Tijâniyya au Cameroun pourrait essentiellement reposer sur ce principe de prélèvement obligatoire assimilable à une sorte de « taxe divine », de manière régulière, auprès des musulmans tijânîs opulents. Le principe qui consiste alors à exiger un versement obligatoire fixe aux membres affiliés de la confrérie et aux différents chefs de familles tijânîs pour la cause d'une entreprise collective permettra certainement de multiplier la somme fixée par le nombre de personnes à leurs charges. Ce système de taxation religieuse pratique, justifié par le fait que les fonds collectés doivent être destinés à une entreprise collective déterminée à l'avance (O'Brien, 1970, p. 573), permettra alors de financer les investissements communautaires. Ce qui sera certainement une plus-value économique rendue possible grâce à l'accumulation.

La réinvention de l'économie pourrait consister à privilégier ce système de versements obligatoires de la part des affiliés tijânîs. Évidemment, ce système demande à être élargi aux droits d'initiation ou d'investiture[24] et aux frais de souscription dans les différentes *zawâya* ou associations tijânîes au Cameroun. Dans ce sens, le versement des adeptes ainsi que les contributions des *murîdûn*[25] tijânîs peuvent être des sommes d'argent à valeur symbolique allant de 1 000 à 5 000 francs. Il en est de même des visites pieuses et intéressées des fidèles à leurs *Chuyûkh* ou *Muqqaddamûn* qui génèrent des sommes considérables. Proportionnelle à la fortune du solliciteur, l'offrande pieuse et intéressée semble, le plus souvent, conséquente. De ce point de vue, elle doit être systématisée, collectée sur une période donnée et réorientée vers des initiatives locales et communautaires. Dès lors, il semble urgent pour la Tijâniyya de disposer et de générer des sources de revenus « supplémentaires », en s'appuyant sur des activités lucratives (commerce, agriculture locale, gérées par le *Cheikh* ou son mandataire) et les revenus seront redistribués à la communauté. En plus des versements périodiques destinés à soulager les plus démunis, en réduisant les inégalités au sein de la communauté, les *zawâya* doivent systématiquement générer des revenus.

Pour la Tijâniyya, dans le contexte des économies africaines en mutation, les défis et opportunités sont légion. Par l'exemple restreint du Cameroun, le potentiel pour promouvoir un modèle basé sur l'inclusion sociale, la résilience économique et le développement durable, existe. De ce point de vue, à travers sa stratification sociale à base économique, la Tijâniyya s'impose comme un modèle de l'économie durable et inclusive. L'efficacité et la réussite de ce modèle économique alternatif permettraient alors d'élargir les horizons. En fonction des réalités locales, du comportement des acteurs et des lois du marché, il semble possible d'émettre des propositions qui intègrent les valeurs soufies dans la réinvention de l'ordre économique continental et mondial. Dès lors, pour urgemment repenser l'ordre économique à travers le modèle alternatif proposé par la Tijâniyya, il devient urgent que la confrérie se réinvente en s'inspirant d'autres modèles économiques soufis, à l'instar de celui de la Mouridiyya au Sénégal, tout en tenant compte des spécificités locales. La création d'institutions de microfinance islamiques communautaires, la mise en place de coopératives agricoles et de centres commerciaux communautaires, le développement d'entreprises sociales ou encore l'investissement dans des infrastructures communautaires constituent autant de propositions pour une vision économique inclusive et durable. Ce qui fera de la Tijâniyya une force socio-économique capable de contribuer à l'amélioration du bien-être collectif.

Conclusion

Cette analyse a porté sur le rôle joué par la Tijâniyya dans le bien-être économique au Cameroun. Il en ressort que la Tijâniyya, bien présente et influente au Cameroun, est une confrérie religieuse musulmane qui peut contribuer à l'autonomisation économique et à la promotion du bien-être au sein des communautés. Grâce à un réseau d'entraide structuré et des initiatives économiques collectives, la Tijâniyya peut offrir un soutien concret à ses adeptes, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture, l'élevage, le commerce local et la microfinance. La Tijâniyya contribue ainsi à créer un modèle d'économie solidaire et durable, basé sur les valeurs soufies de partage, d'équité et de solidarité. Ce qui confère à la confrérie de Cheikh Ahmad al-Tijânî le statut potentiel de puissant levier économique alternatif, favorisant une résilience communautaire face aux défis socio-économiques. Bien que cette réflexion pionnière ait montré l'impact positif de la Tijâniyya sur le bien-être de ses adeptes au Cameroun, elle ouvre également des pistes intéressantes pour des recherches futures. Une profonde exploration de l'impact économique de toutes les confréries soufies en Afrique pourrait permettre de mieux appréhender les dynamiques entre spiritualité et économie dans des contextes marqués par la précarité. Il serait pertinent de voir si ou comment les confréries musulmanes soufies contribuent à la transformation socio-économique de leurs membres, en évaluant l'apport de ces modèles aux besoins des communautés. Toutefois, dans le contexte

24 Les néophytes et les adeptes élevés à une fonction supérieure offrent à leurs maîtres spirituels des présents destinés à célébrer leur admission ou leur élévation dans la confrérie, mais, en réalité, ces dons vont dans la caisse du *Cheikh*-khalife ou dans celle du *Muqaddam*-initiateur.

25 Mot d'origine arabe qui signifie les aspirants (sing. *Murîd*). C'est celui qui aspire à la connaissance de Dieu, à travers les enseignements, par l'intermédiaire des intercesseurs.

camerounais, ces perspectives de recherche, bien qu'intéressantes, soulèvent l'épineuse question de l'importabilité et de l'adaptabilité des modèles économiques innovants. D'ailleurs, dans un contexte marqué par la quête de modèles économiques durables et plus inclusifs, la Tijâniyya au Cameroun pourrait, davantage, mieux s'inspirer des initiatives similaires dans d'autres pays africains et au-delà, à condition de tenir compte des spécificités propres à chaque réalité. Par conséquent, pour favoriser l'épanouissement des musulmans de cette obédience et celui des communautés à l'échelle locale et globale, toutes les confréries religieuses soufies, à l'instar de la Tijâniyya, sont invitées à constamment se réinventer dans la perspective de repenser les fondements d'une économie alternative au service du bien-être. Ceci, en intégrant des valeurs morales et spirituelles dans leurs pratiques économiques, bien évidemment.

Bibliographie

Abun-Nasr, J. (1965). *The Tijaniyya: A Sufi order in the modern world*. Oxford University Press.

Bah, F. S. (2022). Itinéraire d'acquisition du savoir et éducation religieuse dans la Tijâniyya : état des lieux et analyse du curriculum dans l'Adamaoua au Cameroun. Dans A. Mahamat, M. Galy, & M. B. Arabo (Éds.), *Curriculum et problématique de l'évaluation des apprentissages dans les institutions éducatives : Pour une approche plurielle des intervenants* (pp. 105-122). Monange.

Bah, F. S. (2024). Avènement, religiosité et mécanismes d'adaptation de la Tijâniyya face aux contraintes dans l'Adamaoua (Cameroun) de 1809 à 2017 [Thèse de doctorat Ph. D. en histoire, université de Ngaoundéré].

Cottin, S. (2007). La Tijâniyya lyonnaise. Une voie dans son temps. *Archives de sciences sociales des religions*. http://journals.openedition.org/assr/11523

Dassetto, F. (1997). *La construction de l'islam européen. Approche socio-anthropologique*. L'Harmattan.

de Diego González, A. (2018). Between hagiography and historiography. An analysis of Shaykh Aḥmad Tijāni's figure and doctrine. *Anaquel de Estudios* Árabes*, 29*. http://dx.doi.org/10.5209/ANQE.58713

Depont, O., & Coppolani, X. (1897). *Les confréries religieuses musulmanes*. Typographie et Lithographie Adolphe Jourdan.

Desroche, H. (1961). Religion et développement. Le thème de leurs rapports réciproques et ses variations. *Archives de sociologie des religions, 12*, 3-34. https://doi.org/10.3406/assr.1961.2719

Destanne de Bernis, G. (1960). Islam et développement économique. L'islam, l'économie et la technique. *Cahiers de l'Institut de science économique appliquée, 106*(série V, 2), 105-146.

Diouf, M. (2008). *Islam et développement. Économie politique de la Charî'a : le Coran et la Sunna, Marx Weber et les autres*. Nouvelles Éditions numériques africaines.

Ezra, C., Masiiwa, R. G., & Lvemore, T. (Eds.). (2020). *Religion and development in Africa*. University of Bamberg Press.

Fall, B. (2011). *Le travail au Sénégal au xx^e siècle*. Karthala.

Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. *Annales. Histoire, Sciences sociales, 64*(6), 1237-1266.

Fitouri, C. (1982). Le dynamisme économique et social de l'Islam. *Tiers-Monde : L'islam et son actualité pour le Tiers Monde, 23*(92), 865-875. https://doi.org/10.3406/tiers.1982.4184

Frœlich, J.-C. (1954). Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua (Cameroun). *Études camerounaises*, 45-46, 4-90.

Griaule, M. (1948). *Dieu d'eau : Entretiens avec Ogotemmêli*. Fayard.

Jany-Catrice, F., Matyjasik, N., & Mazuel, P. (Éds.). (2014). *Économie sociale et solidaire. De nouveaux référentiels pour tempérer la crise*. Institut de la gestion publique et du développement économique.

Kane, O. (2009). Les marabouts sénégalais et leur clientèle aux États-Unis. Une économie spirituelle transnationale. *Afrique contemporaine, 231*(3), 209-228. http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2009-3-page-209.htm

Kurshid, A. (1985). Economic development in an Islamic framework. *Journal of Research in Islamic Economics, 2*(2), 5-22.

Lasseur, M. (2005). Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu. *Afrique contemporaine, 215*(3), 93-116. http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-3-page-93.htm

Lasseur, M. (2010). Islam et christianisme en mouvement. Mobilités géographiques et changement religieux au Cameroun. *Espace, populations, sociétés, 2010*(2-3), 179-191. https://doi.org/10.4000/eps.4079

Loimeier, R. (1997). *Islamic reform and political change in Northern Nigeria*. Northwestern University Press.

Mannan, A. M. (1981). *Institutional settings of Islamic economic order: A comparative analysis of economic processes*. ICRIE, King Abdulaziz University.

Mannan, A. M. (1984). *The making of Islamic economic society: Islamic dimension in economic analysis*. King Abdulaziz University.

Marshall, K., & Van Saanen, M. (2007). *Development and faith: Where mind, heart, and soul work together*. World Bank.

Mohammadou, E. (1992). Le soulèvement mahdiste de Goni Waday dans la Haute-Bénoué (juillet 1907). *Senri Ethnological Studies, 31*, 423-464.

Moussa, I. (2017). Sainteté et fraternité au sein de la zawiya Cheikh Youssouf de Zinder ou la dynamique d'une sociabilité confrérique. *Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales, 4*, 1-19. http://revues.imist.ma/?journal=REMSES&page=index

Mulago, J.-P. (2005). Les mourides d'Ahmadou Bamba : un cas de réception de l'islam en terre négro-africaine. *Laval théologique et philosophique, 61*(2), 291-303. https://doi.org/10.7202/011819ar

O'Brien, D. C. (1970). Le talibé mouride : la soumission dans une confrérie religieuse sénégalaise. *Cahiers d'études africaines, 10*(40), 562-578. https://doi.org/10.3406/cea.1970.2821

O'Brien, D. C. (1971). *The Mourides of Senegal. The political and economical organisation of an Islamic brotherhood*. Clarendon Press.

Popovic, A., & Veinstein, G. (Dirs.). (1996). *Les voies d'Allah. Les ordres mystiques dans le monde musulman des origines à aujourd'hui*. Fayard.

Stiglitz, J., Sen, A., & Fitoussi, J.-P. (2009). *Richesse des nations et bien-être des individus*. Odile Jacob.

Thompson, P. (1991). The moral economy reviewed. Dans *Customs in common* (pp. 259-351). The Merlin Press.

Tomalin, E. (2013). *Religions and development*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9780203831175

Tomalin, E. (2015). *Handbook of religions and development*. Routledge.

Triaud, J.-L., & Robinson, D. (Éds.). (2000). *La Tijâniyya. Une confrérie à la conquête de l'Afrique*. Karthala.

Wane, C. B. (2010). L'islam au Sénégal, le poids des confréries ou l'émiettement de l'autorité spirituelle [Thèse de doctorat en sociologie/anthropologie, université Paris-Est].

Weber, M. (1971). *Économie et société* (Tome 1, trad. J.-P. Grossein). Plon.

The Tijâniyya and Economic Well-Being in Cameroon

Fadel Soubiane Bah (PhD)
Researcher, History of Religions (Islamic Brotherhood, Sufism), Political History and International Relations (Polemology, Irenology)
University of Ngaoundéré (Cameroon)
fadelsoubianebah@gmail.com

How to cite this paper:
Bah, F. S. (2025). The Tijâniyya and Economic Well-Being in Cameroon. *Global Africa*, (11), pp. 152-166.
https://doi.org/10.57832/tjpp-pm38

Received: October 31, 2024
Accepted: August 7, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

The Tijâniyya, a Sufi brotherhood of Maghrebian origin, has played a crucial historical role in shaping sociopolitical and religious dynamics in Cameroon, particularly in predominantly Muslim cities. As a spiritual and community-based actor, it offers a worldview grounded in solidarity, mutual aid, and social justice, values that resonate within the current economic context. This study seeks to promote the idea of reinventing the economy by proposing an explorable and achievable version of it: It questions the Tijâniyya's capacity to propose a credible economic alternative by fostering sustainable economic well-being for and among its followers. In line with the broader theme of new pathways in the global economy, the central aim is to demonstrate how the Tijâniyya can serve as an economic lever for Cameroon. By drawing on the concepts of "moral economy" and "economic spirituality," this contribution aims to analyze economic practices, community-based economic resource management, and the establishment of financial and commercial solidarity networks. It argues that in Cameroon, the Tijâniyya can draw upon its collective strength to generate new economic dynamics where wealth redistribution, education, and collective empowerment are essential. Thus, the central argument of this study is based on the hypothesis that the Tijâniyya can put forward an alternative economic model, rooted in an ethic of solidarity and sharing, capable of positively transforming the socioeconomic environment of followers who claim allegiance to this order. Although informal and often overlooked, this model may represent a potential response to the dysfunctions of modern African economies, particularly in contexts of economic crisis and structural inequality. In this way, the contribution will question the place of Muslim religious brotherhoods in reimagining economic models in Africa. This will be achieved by offering sustainable solutions to development challenges. The primary approach employed is qualitative research, using interviews, documentary research, and direct observation as techniques.

Keywords

Tijâniyya, alternative economy, community solidarity, economic well-being, Cameroon

Introduction

Given the gradually increasing influence of religious movements in the socio-economic renewal of contemporary societies, the relationship between "*religion and development*", two overused and intertwined themes that reflect singularly different realities has been the subject of much debate. To understand their contours, the work of Henri Desroche (1961)[1], who analyzes the impacts of the relationship between religion and development, is fundamental. Although it is well known that religious traditions have significantly contributed to societal transformation, religion had long been excluded from development studies. Now addressed in modern literature, both critically and enthusiastically, this thematic approach has continued to spark growing academic interest. In Africa, where religion remains an essential frame of reference for development (Ezra et al., 2020, p. 15), various contributions of researchers such as Marshall and Van Saanen (2007), or Tomalin (2013, 2015), stand out. While these innovative studies contribute to clarifying the link between religion and development, they remain incomplete, as they only marginally address the role of Islam in development. This "scientific gap" was subsequently filled by the reflections of Kurshid (1985), Mannan (1981, 1984), and Diouf (2008). In line with the aim of breaking down barriers to knowledge on the theme of "Islam and development", their work shows that in Africa, Islam, while influencing the development process, plays a crucial role in structuring socio-economic dynamics.

Despite this historiographical contribution, in the Muslim[2] world, there is a bleak picture, evocative of desolation displayed in several states that identify with Islam. The persistence of slogans and propaganda that depict Islam as inherently fatalistic, backward, hostile to progress, and symbolic of stagnation reinforces the reductionist views found in certain strands of Western literature. Rightly considered an obstacle to economic and social progress, this deficit in entrepreneurial spirit, marked by centuries of "nonchalant fatalism among Muslims[3]" (Destanne de Bernis, 1960, p. 110) is all biased interpretations of and/or about Islam based on a reality marked by underdevelopment and poverty. What of the essentialist views that hastily concluded that Islam is incapable of evolving, let alone fostering the dynamism that could generate progress? With the growing body of studies on "Islam and development", it is increasingly difficult to maintain this line of controversy. In fact, the interaction between these two domains reveals complex dynamics that have a tangible impact on the material and social well-being of Muslim communities.

However, the question of the logical relationship between "Islam and development", offers insights into the promotion of education and the improvement of living conditions. Within this Maghrebian context, the Tijâniyya, an influential Muslim religious brotherhood in Cameroon, which can act both as a Sufi spiritual framework and as a potential economic lever, deserves special attention. Institutionalized since the 19th century, this brotherhood, now dominant in Cameroon, distinguishes itself through its strong roots and widespread presence. It has been able to establish, through its followers, a network within Cameroonian Muslim society, which itself is characterized by the fragmentation of its religious landscape. This has been achieved through the proliferation of religious associations and the slow breakdown of ethno-regional territories that once formed the foundations of large historical Christian and Muslim organizations (Lasseur, 2005, p. 93).

1 For this author, the relationship between "religion and development" can be, and is, conceived according to three models, namely: in positive terms, "Religion is a factor of Development, which entails a growth or renewal of Religion"; in negative terms, "Religion is an obstacle to development, which entails the decline of religion and its institutions"; and in differentiated terms, where Religion and Development are relatively unrelated to one another. Their relationship depends on the types, phases, or levels of religion, as well as the types, phases, or levels of development.

2 The Muslim geographical area is vast, stretching from the Maghreb ("the West") with Mauritania, Morocco, Algeria, Tunisia, and Libya, to the Mashreq ("the East"), comprising Egypt, the Arabian Peninsula (Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Bahrain, Qatar, Yemen, Oman, and Kuwait), Jordan, Lebanon, Syria, Iraq, and the Palestinian territories, but also Turkey and the Caucasus, as well as Central Asia, Iran, Pakistan, Afghanistan, Indonesia, Malaysia, and a large part of Sub-Saharan Africa (from Senegal to Somalia).

3 This pejorative term from European literature, employed by Maxime Rodinson, refers to a kind of deficiency in entrepreneurial spirit observed in the medieval Muslim East. It sought to denounce an attitude within Islam that entrusts God with providing human beings the goods necessary for life, if He deems it useful and appropriate. See on this subject: Rodinson, M. (1966). *Islam and Capitalism*. Éditions du Seuil.

In Cameroon, a secular country, Christianity and Islam are the most widespread monotheistic religions. In the absence of an official religious census, an analysis of the religious demographic and the geo-religious map is necessary. According to mid-2022 estimates by the U.S. government[4], 60.2% of the population identifies as Christian, 32% as Muslim, 5.6% as animist, 1% as adherents of other religions, and 1.2% with no declared religion. For a total population estimated at nearly 30 million, Lasseur (2010) proposes a kind of geography of religions. He points out that "territories of Islamic majority overlap with those of certain ethnic groups in the North (Peul, Mandara, Kotoko, Choua, Kanuri), the South (Hausa), and the West (Grassfields, Bamoun)". Lasseur (2010) adds to this by mentioning the various Christian denominations that merge with the Douala in the Littoral (Baptism), the Béti in the Centre-South (Catholicism), the Bulu in the South (Presbyterianism), and the non-Islamized Sudanese groups in the North (Lutheranism). However, it should be noted that Sunni Muslims—comprising mainly Sufis, Wahhabis, and Tablighs[5]—are concentrated in the North, Far North, North-West, Adamawa, East, and West regions. With a dispersed presence across regions, "Islam entered Cameroon through the Sahelian-Sudanese routes of the North, while Christianity arrived from the coasts with the colonizers" (Lasseur, 2005, p. 94).

It is understood that several studies, such as those by Octave Depont and Xavier Coppolani (1897), O'Brien (1970, 1971), Alexandre Popovic and Gilles Veinstein (1996), Jean-Pierre Mulago (2005), and Chadhy Fitouri (1982), show that Islam brotherhood, as an important economic actor, actively contribute to the revitalization of local economies through the practice of community mutual aid, the promotion of education and the redistribution of resources among members. In this context, beyond the centrality of its spiritual dimension, Sufi brotherhoods such as the Tijâniyya seem to use economic resources as the foundation of their influence within communities. It is therefore important to take a cross-cutting and synoptic view in order to determine whether the Tijâniyya, as a brotherhood capable of offering an alternative economic model, uses the economy as a lever to increase and/or consolidate its influence in Cameroon. This complexity raises an essential question: how can the Tijâniyya contribute to economic well-being in a context of globalization and the reconfiguration of economic dynamics?

The purpose of this study is to examine the extent to which the Tijâniyya can be perceived as an economic lever, in connection with the theme of new pathways in the global economy[6]. Through an in-depth analysis of its economic practices, this article seeks to demonstrate how the Tijâniyya fosters community solidarity, promotes education, and facilitates resource redistribution, thereby generating a form of economic well-being among its adherents in Cameroon. The working hypothesis argues that in a constantly changing world, Sufi brotherhood Islam is called upon to rethink and reinvent itself. In other words, the Tijâniyya's engagement in economic development should not be motivated solely by religious considerations but can, above all, be a strategic means of strengthening social ties while improving the quality of life of its members. In this way, the Tijâniyya could contribute to the emergence of new economic pathways. The methodological approach adopted in this research is primarily qualitative, focusing on an in-depth understanding of the socio-economic dynamics linked to the Tijâniyya in Cameroon. The method used is mainly qualitative, with techniques such as interviews, documentary research, and direct observation.

Semi-structured interviews were conducted with stakeholders, including religious leaders, followers, and economic actors, to gather their views on well-being and economic empowerment. Documentary research drew on bibliographic, archival, and prior academic work on the Tijâniyya and religious economies in Africa. Finally, direct observation proved to be a major methodological asset, providing access to concrete practices, community rituals, and economic initiatives undertaken

4 See the 2022 Report on Religious Freedom in Cameroon from the United States Embassy in Cameroon, dated July 13, 2023, available online at: https://cm.usembassy.gov/fr/rapport-2022-sur-la-liberte-de-religion-dans-le-monde-cameroun/.

5 The Tabligh (*Jamâ'at al-Tablîgh wa al-Da'wa*, literally "Community for Preaching and Call") is a missionary and spiritual movement that seeks to renew the piety of Muslims through grassroots preaching and the imitation of the Prophetic model, while remaining apolitical, non-violent, and universal.

6 At the initiative of the Joint Doctoral School of the Ateliers de la Pensée and Global Africa, held in Dakar from July 8 to 13, 2024, fourteen selected candidates were supervised by seven mentors as part of their presentations on the theme: *"New Pathways of the Economy: Rethinking and Reinventing the Economic Order".*

by the brotherhood. This methodological triangulation made it possible to cross-reference data, ensure its validity, and develop a nuanced analysis of the mechanisms through which the Tijâniyya contributes to the economic well-being of its members.

Accordingly, the present study is structured around three main axes. The first part examines the socio-historical and economic foundations of the Tijâniyya in Cameroon. The second part provides an overview of the principles of the Tijâniyya and their impact on economic well-being. The third and final part returns to the question of economic empowerment within the Tijâniyya in Cameroon. Ultimately, the aim is to provide a reflection that will enable us to rethink the Cameroonian economic order through the lens of the Tijâniyya.

The Tijâniyya in Cameroon: Historical Context and Socio-Economic Foundations

In this section, we examine the socio-historical and economic foundations of the Tijâniyya. This is an African Sufi spirituality that takes its name from its founder, the scholar, mystic, and jurist Sheikh Ahmad al-Tijânî. He was the spiritual leader of the Sufi *Chuyûkh* (Abun-Nasr, 1965, p. 18). Specifically, we will revisit the history of the brotherhood in Cameroon, and particularly in Northern Cameroon, while highlighting the socio-economic profile of the communities affiliated with this spirituality.

Origins and Expansion of the Tijâniyya in Cameroon

The itinerary and progression of the *tariqa* Tijâniyya help provide insight into its origins and historical trajectory. The contribution of religious leaders in the dissemination of the values of this brotherhood is undeniable. From the outset, it is worth noting that the culmination of the various stages of the mystical life of its founder constitutes its true starting point. Thus, following a prophetic vision, received in broad daylight and while awake, the spiritual realization (*fath*[7]) that occurred in 1781–1782 in the Algerian oasis of Abû Senghûm (Triaud & Robinson, 2000, p. 9) marked the beginning of the call to affiliation with this new Sufi tariqa Muhammadiyya. As soon as it was established in Fez in 1789 (Abun-Nasr, 1965, p. 19), the Tijâniyya, which drew its power of seduction from the charisma of its founder, needed this character to establish itself and expand. In Fez, Sheikh Ahmad al-Tijânî surrounded himself with disciples and trusted men to whom he entrusted with the missionary work in distant countries. By conferring upon them the title of *Muqaddam*[8], they were tasked with preaching the virtues of the new brotherhood. Thus, in Algeria, Tunisia, and Mauritania, the diffusion and implantation of the Tijâniyya became a reality. South of the Sahara, the Tijâniyya experienced significant expansion after the travels of Mawlûd Faal al-Ya'qûbî, who sought to spread the brotherhood across West Africa (Bah, 2024, p. 115). This expansion was further reinforced by the "imperial" and "imperialist" jihad launched by El Hajj 'Umar Tall (1797–1864) in 1852. It was thanks to his efforts, influence, and various recruitment tours among local aristocracies that West African Tijâniyya was consolidated (Bah, 2024, p. 111). Moreover, it was the arrival of this first Tijânî Caliph of West Africa [9]in Nigeria (Bornu and Sokoto, from 1830 to 1838) that marked the beginnings of the history of the Tijâniyya in this country. Through various affiliations, El Hajj 'Umar Tall managed to strengthen the ranks of the brotherhood in Sokoto, where Sultan Muhammad Bello was initiated (Bah, 2024, p. 112). From 1834 onward, El Hajj 'Umar became his personal advisor. With this affiliation of Sultan Muhammad Bello of Sokoto to the Tijâniyya, all the political entities that received (politico-spiritual) directives from Sokoto would gradually adopt the virtues of the new path. By 1888, within the Adamawa Emirate, "the Muslim scholars of the royal court followed the Tijâniyya" (Mohammadou, 1992, p. 437).

7 According to Ali Sukayrij, the realization of Ahmad al-Tijânî's *fath* took place at the tomb of 'Abd al-Salām ibn Mashīsh before his journeys to Tlemcen, Ayn Mâdî, and other places. He would later prohibit visits to the tomb of Ibn Mashīsh at Jabal al-'Alam in the southwest of Tetouan, as well as to that of Mawlay Idris in Fez. The explanation for this prohibition appears to be linked to the influence, ultimately, of the Indian or Maghrebi masters whom Ahmad al-Tijânî encountered in Mecca.

8 Of Arabic origin, *Moqadam*, *Muqaddam*, or *Moqadem* (plural: *Muqaddamûn*) designates a leader, an administrator, or a manager of a community's property.

9 From Guinea to Niger, passing through present-day Senegal, Mali, and Nigeria.

Since Islam as practiced in Cameroon was introduced from the west, namely Nigeria, it is equally possible to trace the advent of Tijâniyya in Cameroon along similar lines. Thus, with the substantial contribution of the emissaries from the Sokoto Caliphate to the establishment and consolidation of Islam in Fombina[10], it is possible to assume that with the beginnings of the *tariqa* Tijâniyya in this caliphate, all territories under its authority, such as the emirate of Fombina, would gradually "adopt" and/or embraced the new brotherhood (Bah, 2024, p. 119). This was probably how Modibbo Adama adopted the Tijâniyya and imposed it within his emirate.

In the 19th century, the Tijâniyya spread across the entire empire, establishing itself in the emirates of Zaria, Bauchi, and Adamawa (Loimeir, 1997, p. 25). From then on, at the beginning of the 19th century, under the initiative of Muhammad Bello, suzerain of the *Laamiibe* of Adamawa, the Tijâniyya was firmly implanted in this socio-political entity (Frœlich, 1954, p. 70). A similar process occurred in the northern regions of Cameroon, where the post-'Umarian and Niassene[11] branches of the Tijâniyya later became a reference point.

Socio-Economic Characteristics of Communities Affiliated with the Tijâniyya

Alongside the Mouridiyya[12], the *tariqa* Tijâniyya appears to be one of the brotherhood orders that generate the "greatest enthusiasm in Africa" (Wane, 2010, p. 118). Within the Islamic public sphere in Cameroon, the Tijâniyya seems to be, "on the surface", the most widely accepted of the existing initiatic paths. It is, at the very least, the one that elicits particular fervor among a significant segment of Cameroonian Muslims. Given its deep roots and influence on the daily lives of the population, the zeal and fervor of its members, and, above all, the ever-growing number of T*ijânîs* observed during major religious events, the Tijâniyya appears to be the largest brotherhood in Cameroon. It plays a crucial spiritual and socio-economic role, particularly in predominantly Muslim cities. Communities affiliated with this initiatic path are organized around *zawâya*[13] and influential religious leaders, who act as mediators on spiritual, religious, and economic levels. It is a collectivist brotherhood in its structure and community rituals (emphasizing fraternity, solidarity, and group belonging), but it does not abandon the importance of individual spiritual practice. In a logic of inner purification, the

10 It is a word of Fulani origin that designates the cardinal point south. It refers to all the southern peripheral territories in relation to the center, which was Sokoto. The Emirate of Adamawa, also called the Emirate of Fombina with Yola as its capital, was both a province of the vast Fulani empire of Sokoto and a large socio-political entity that extended from northern Nigeria to present-day Adamawa (Cameroon).

11 The influence of the Fayḍa branch of Shaykh Ibrahima Niasse (1900–1975), the eminent Sufi master from Kaolack (Senegal), in Cameroon is at once religious, social, intellectual, and transnational. It is part of a network of Tijâniyya expansion that transcends national affiliations, mobilizing spirituality, mobility, economic solidarity, and moral authority within the Islamized Sub-Saharan space. In this regard, many Cameroonian Tijânî *chuyûkh* identify with the Fayḍa, which continues to structure religious training, preaching, rituals (*dhikr*, *Mawlid*), and initiation chains (*silsila*). The doctrine of the Fayḍa emphasizes knowledge (the centrality of *'ilm*, considered the path to inner freedom and authority), universality (direct accessibility to divine proximity [*ma'rifa*] and emancipation for all). Thus, some community leaders affiliated with the Fayḍa play a discreet but real role in social mediation or in negotiations between public authorities and Muslim communities. The influence of the Fayḍa rests on the creation of collective economic structures around the *zawâya*: a transnational network of mutual assistance in which Cameroonian disciples interact with their brothers from Senegal, Nigeria, Niger, and the diaspora (Europe, the United States), and on the emergence of a form of religious entrepreneurship (the sale of Sufi books, clothing, perfumes, the organization of spiritual journeys).

12 The Mouridiyya, or Murîdiyya, is a Sufi brotherhood of Senegalese origin founded by Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké (1853–1927) at the end of the nineteenth century, with the city of Touba as its spiritual and administrative capital. Derived from the Arabic *murîd*, meaning "one who desires [God]" or disciple, the Mouridiyya is situated within Sufism. Its spiritual and religious foundations rest on a rigorous spiritual quest (purification of the soul, prayer, *dhikr*, submission to God), the centrality of work (manual or agricultural labor as a form of worship), non-violence, and patience, along with an ethic of discipline, devotion, and service toward the Cheikh. For the founder, work is understood as a path to sanctification. For the disciples, labor is viewed as an extension of their spiritual journey. The creation of self-managed rural communities and solidarity-based economic centers stems from the doctrine of this brotherhood. With a hierarchical organization centered around the Cheikh and his heirs, the Mouridiyya developed a network of *daara* (Qur'anic schools) and circles of disciples who make offerings (*hadiya*) to their guides, finance community projects, and take part in the *Magal* (the great annual pilgrimage) of Touba.

13 Generally, the *zawâya*, founded by a Cheikh or in his honor, are genuine institutions where conviviality and companionship are practiced. Their establishment is explained both by divine will (the order for their foundation is said to come from the Prophet) and by the growing number of disciples. A *zawiya* is a religious building whose interior is organized around three distinct spaces: an area reserved for meditation and education; a prayer hall and space for the recitation of litanies; and the quarters reserved for the Cheikh and a few advanced disciples for meditation and writing activities. In the Tijâniyya *ṭarīqa*, for example, the *zawiya* represents both an institution and an *umma* organized into a principal *zawiya* and secondary *zawâya*. While the principal *zawiya*—the center of doctrinal elaboration—refers to the residence and/or mausoleum of the Cheikh, the secondary *zawâya*, administered by the *Muqaddamûn*, constitute annexes of the principal *zawiya*.

Tijâniyya also encourages its followers to strengthen their *dhikr* and to undertake *khalwa* (spiritual retreats). In other words, this brotherhood calls its adherents to deepen their faith both through collective life and through occasional spiritual retreats, with a preference for the daily regularity of the *wird* rather than prolonged isolation. Before focusing on the study of the socio-economic practices of the various Tijânî communities in Cameroon, it is important first to review the socio-economic profile of Tijâniyya followers.

Upon observation, adherents of the Tijâniyya in Cameroon come from diverse social backgrounds, although a significant proportion belong to the working and middle classes. Traditionally, the various communities are composed of farmers, herders, traders, artisans, Qur'anic teachers, and workers in the informal sector. Nonetheless, it is worth noting the existence of a Tijânî elite composed of Muslim scholars, intellectuals, and entrepreneurs who exert multifaceted socio-economic influence. Specifically, the majority of *Tijânîs* in the northeastern and northwestern parts of the country (Cameroon) are farmers and herders who live in very remote peripheral areas. It should be noted that their organization relies strictly on community structures that compensate for the absence of formal social protection institutions. By adhering meticulously to the traditional hierarchical system, followers find in the Tijâniyya a framework for socio-political fulfillment and a structure of economic and moral support through numerous scattered *zawâya* that function as clerical centers of mutual aid. It is worth mentioning that these *zawâya* are rightly regarded as centers of spiritual flourishing and influence, places of instruction and ritual observance, and hubs of charismatic power for the followers of Sheikh Ahmad al-Tijânî (Bah, 2024, pp. 137–138). As "an organized form of the social" (Dassetto, 1997, p. 183), the *zawâya* "draw from the world and the temporal in order to develop a doctrine and practices" (Cottin, 2007, p. 69).

In order to provide a more comprehensive overview of the socio-economic profile of followers[14], Tijânî Sufi religious leaders in Cameroon often serve as imams, marabouts (healers, tellers of the "hidden things", "performers of miracles"), religious advisers to the *Laamiibe* and Sultans, Qur'anic masters, or teachers. As advocates of educational concepts of Islam, the Tijânîs, seeking proper integration into the Muslim community, ensure that their followers acquire sound moral and intellectual training (Bah, 2022, p. 108). Alongside the professions of "marabouts paid for their services" (Kane, 2009, p. 210) or "marabouts who are farmers[15]" (Fall, 2011, p. 51), who combined "work and religion", there are also Tijânî scholars who are tailors, embroiderers, weavers, and artisans.

Within the spectrum of Tijânî adherents in Cameroon, some are also civil servants of the Republic, "senior" administrators, or well-off economic actors (transporters, traders, herders). This last category of Tijaniyyah followers, who make sacrifices, pious donations, and the giving of mandatory alms (*zakat*), constitutes the resource of the brotherhood in Cameroon. It should be mentioned that in Cameroon, most Tijânîs embody the motto of "Islam and work." They are Muslims who live both from their religion and from the sweat of their labor.

Furthermore, to better understand the socio-economic characteristics of Tijânîs in Cameroon, it is essential to analyze the interactions between Sufi spirituality and the traditional economic practices of Tijânî communities. This demonstrates that the Tijaniyyah plays a fundamental role in structuring the economic practices of the followers of this brotherhood (traditional economic activities). Work ethic and business management are often framed by religious principles derived from Sufism. While it is evident that the economic ethics of the tijânîs are influenced by Sufi spirituality, it is equally true that they refer, for example, to the contribution of *baraka* (divine blessing) in their

14 In this study, the focus is placed on the male profile as the sample of analysis. This choice stems from the observation that, in the Cameroonian context and within the specific framework of the Tijâniyya, men more frequently occupy visible and responsible positions in the management of religious, economic, and community activities. Their historically central role in the organization of Sufi networks and in the structuring of certain forms of the informal economy justifies the orientation of this work. This does not mean, however, that women's contributions are non-existent or insignificant. For this reason, this reflection privileges the analysis of the male profile, while acknowledging that further research centered on women's experiences would be necessary for a more comprehensive and balanced understanding of the dynamics at play.

15 This is a conventional expression in Senegal used to designate Muslim scholars who are teachers/masters of Qur'anic schools and who simultaneously work as farmers or herders. Their students thus constitute a labor force, a real productive resource, and an evident factor of development. These marabouts hold prestige and influence within the population.

economic activities, in light of the combined charismatic and traditional domination[16] (Max Weber, 1971). In this context, the prosperity of the *Tijânîs* seems to depend on their piety and adherence to Sufi values. Thus, economic solidarity through almsgiving (voluntary and legal) within Tijânî communities is strongly encouraged by Tijânî scholars and leaders in Cameroon. To demonstrate how spiritual doctrine translates into concrete practices of economic solidarity, just as Tijaniyyah teaches generosity, Tijânî *Muqaddamûn* such as Sheikh Mohammadou Bachirou of Ngaoundéré (Cameroon) advise Muslims and followers of the brotherhood to help those in need, emphasizing that solidarity is what maintains cohesion. Better still, in Douala and Yaoundé, Tijânî leaders affirm that "giving to others is investing in the hereafter". As Saïdou Babba explains: "In our *zawiya*, we have established a solidarity fund: everyone contributes according to their means, especially on Fridays". The same applies to the equitable distribution of these resources by promoting support for the most vulnerable. These mechanisms of redistribution aim not only to reinforce community cohesion but also to reduce economic inequalities.

As a result, in everyday economic relations, Sufi values such as honesty, moderation, and solidarity are embraced and integrated. The various traditional economic practices of Tijânî communities are based on agriculture, trade, and pastoral activities. While Tijânî farmers can draw inspiration from Sufi teachings to manage their land sustainably and avoid overexploitation of resources, Tijânî herders in the Sahelian and northwestern regions of Cameroon apply Sufi principles within pastoral economies, in the spirit of community mutual aid. As for Tijânî traders, they benefit from transnational economic networks developed through the digital deployment of followers across Cameroon and West Africa. This facilitates trade across borders crossed by the brotherhood. These various networks thus increase social mobility and strengthen the security of commercial transactions, as exemplified by cross-border trade between Cameroon and Nigeria via Kano.

Furthermore, in Cameroon, the Tijâniyya, through its capacity for mobilization, its strength of solidarity, and the number of its followers, can contribute to the economic development of communities. In other words, it is up to Tijânî leaders to launch local initiatives and projects (construction, renovation of Qur'anic schools, boreholes, community health centers) that will be carried out thanks to contributions from followers and voluntary donations. Capitalizing on the power of human mobilization within this community helps strengthen local development. To improve the economic conditions of Tijânîs in Cameroon, mechanisms of mutual aid and informal financing (rotating credit associations, establishment of a community fund) can be promoted. These efforts aim to strengthen the economic resilience of the Tijanis in Cameroon against market challenges.

After studying the socio-historical and economic foundations of the Tijâniyya in Cameroon, it is now essential to examine the core principles of this brotherhood, demonstrating how they can profoundly influence the economic behavior of its followers. This involves analyzing how principles such as solidarity and personal effort promote their economic well-being.

The Principles of the Tijâniyya and Their Impact on Economic Well-Being

At first glance, and in line with certain other Sufi brotherhoods, the Tijâniyya proposes a model of society in which spirituality is combined with material well-being. Its various principles are understood through the doctrinal teachings of its founder, informed by the jurisprudential values of the Mālikī rite as well as the classical ties between the founding Sheikh and the gnostic experience. The Tijâniyya is thus distinguished by a set of spiritual and ethical principles that transcend the strictly religious dimension in order to have a tangible impact on economic well-being. This calls for

16 In order to grasp the foundations of the authority and legitimacy exercised by Tijânî *chuyûkh* in Cameroon, it is necessary to invoke the form of charismatic domination, which rests on belief in the charisma of a religious leader through his *baraka* or *karâmât* (miracles). Here, legitimacy is tied to the person himself. Alongside this is the form of traditional domination, which rests on belief in the sanctity of age-old traditions and in the legitimacy of those called to exercise authority, most often linked to lineage.

an analysis of the principles upheld by the Tijâniyya, a brotherhood that embodies a model of social cohesion and collective prosperity based on solidarity, redistribution, education, and economic development.

Solidarity and Redistribution in the Tijâniyya

As in Sufi Muslim brotherhoods, solidarity lies at the heart of practices advocated by the Tijâniyya. By promoting a culture of sharing and mutual support, this spirituality responds to the immediate economic needs of its adherents. This is achieved by building strong and resilient communities. This proves that, in addition to piety and devotion to God through the Sheikh, Cameroonian *Tijânîs* are strongly encouraged to cultivate a philanthropic character expressed through a spirit of sharing, humility, and gentleness of the soul. Socially shaped within the *zawâya* across Cameroon, the dynamic social relationships that are forged there are based on sacred bonds taught by the norms and values of Sufi doctrine, which advocate "brotherhood, mutual aid, and hospitality" (Moussa, 2017, p. 2).

In this particular case, *zawâya*, comprising mosques, mausoleums, and teaching centers, are spaces for exchange that also play a social role of mutual aid and solidarity. These functions are anchored in the spiritual, insofar as spirituality constitutes the essential element that regulates social relations, frames solidarities, and motivates mutual action (Moussa, 2017, p. 11). Within these spaces of solidarity and the promotion of social charity (mutual aid and support) where Islamic values are encouraged in the context of a donation (*zakat*: mandatory and *ṣadaqa*: voluntary), pious donations (constructions and renovations of mosque, wells, subsidies for health and education), and religious offerings (*hadiyya*), for example, the *Chuyûkh* and *Muqaddamûn* Tijânî in Cameroon receive money, gifts, livestock, grain, and other consumable goods, as well as resources from economic activities such as livestock farming, trade, and transportation.

Regardless of their form or nature, these donations, gifts, or presents are typically offered as a sign of homage to the *Chuyûkh* according to one's means during religious festivals, the Mawlid[17], as part of pious visits (*ziyâra or Ziara*[18]), and for the organization or animation of the Tijani brotherhood life. On this subject, Depont and Coppolani (1897, p. 231) believe that "religious leaders who centralized so many donations, who used or distributed them for humanitarian purposes, increased their reputation for holiness by the goods of their servants". In contexts where accusations are made denouncing the plundering, enslavement, and swindling of Tijânî Muslims, it becomes essential to question both the symbolism of giving and the symbolic value of money. What is the ultimate purpose of donations or money? Should money or gifts be used to serve the community for investment in a closed economy? Or are they intended exclusively for the well-being of a Tijani Sheikh with a view to increasing his notoriety while strengthening his prestige and influence? How can we understand the generosity of Tijâniyya followers in Cameroon?

Clearly, based on the interviews conducted, the funds collected and accumulated seem to be devoted to the needs of the brotherhood. According to Nsangou Ibrahim of Foumban, "donation to a Sheikh or a *zawiya* is justified by one's commitment to the brotherhood. Donations are made out of respect for the Sheikh who possesses knowledge, who knows the secrets of the Highly respected by other *Chuyûkh*, he guides the faithful and serves the community". Donations are intended to advance the brotherhood, to organize Mawâlid and spiritual retreats. From this perspective, the motivation of adherents seems to be much more attached to obedience (commitment) and great respect (reverence) for the Sheikh, who is feared and esteemed in part for his faith, his skills in the day-to-day affairs of the brotherhood, his prestige among his peers, and his interpretive exploits of spirituality. This reality also applies to Mourides, for whom work, prayer, and religious education are fundamental, and is complemented by a conviction that "working hard for one's own benefit is approved only if

17 A word of Arabic origin that designates a religious ritual celebrating the birth of the Prophet Muhammad or the anniversary of a saint.

18 A word of Arabic origin derived from the root *zara*, which means a pious or respectful visit to a person of higher rank. The act of visiting a holy place, a tomb, or a religious figure is intended as a gesture of respect. This term is specifically used to indicate visits to religious figures or sacred sites. Religious pilgrimages outside of Mecca are also described as a *ziara*, always accompanied by an offering. One may both receive and make a *ziara*, or send a servant to perform *ziara*, that is, to carry out religious offerings or quests.

the (follower) uses the fruits of his labor for religious purposes, giving alms to the poor and offerings to the Sheikh" (O'Brien, 1970, p. 571). Cheikh Ibrahima Fall, founder of the Baay Faal movement, was the theorist of religious devotion through work within Mouridism. Thus, as in many Sufi cultures, donations, gifts or presents, and religious offerings are an expression of the disciple's devotion. With reference to verse 12 of Sura 58[19], which refers to giving alms (*ṣadaqa)* before having a private conversation (*najwâ*) with the Prophet, is a gift made to him and/or a Sheikh not an investment in the hereafter? In any case, these various contributions fall into three main categories: some are destined ultimately for the poor, others are reserved for the Sheikh's exclusive use, as an expression of direct personal dependence ; and still others are intended to be transmitted to a higher authority. This was done with a view of belonging to the entire Tijânî community. According to the interviews conducted in Cameroon, this latter form of contribution, which also constitutes one of the brotherhood's operating resources, seems to be transferred to autonomous centers in Nigeria and Senegal, as well as to any other country that is part of the vast transnational sub-Saharan network of the Tijâniyya.

Obviously, in addition to charismatic power, addressing these dynamics requires engaging analytical frameworks of a circular economy based on the solidarity economy, moral economy, and the social and solidarity economy. Considering Sufi brotherhoods as actors of socio-economic transformation, the theories mobilized demonstrate that, far from being a religious institution of Muslim spirituality, the Tijâniyya, based on values of solidarity, sharing, and mutual assistance, functions as an economic entity that offers alternatives that can respond to the contemporary challenges of economic development in Cameroon. Therefore, to truly embody a successful model of brotherhood, the Sheikh to whom contributions and donations are entrusted, most often proceeds to their systematic redistribution. In this case, it is important to emphasize that the Tijânî spiritual system encourages the redistribution of wealth within the community, particularly to its most modest and economically vulnerable members. It is therefore appropriate to link the logic of Tijani spiritual solidarity to the symbolic and social structure of gift-giving observed by Griaule in traditional African societies, where gifts-giving is never reduced to mere material transfers but instead forms part of a universe of reciprocity, obligations, and spirituality. In line with ideas put forward by Griaule (1948), the spiritual system of the Tijaniyya, by promoting the voluntary or obligatory redistribution of goods among its members, is part of a symbolic logic of "total gift-giving" where the act of helping the poor becomes a form of ritual investment in the world order. Giving is both a sign of faith, a tool for social cohesion, and a means of circular baraka- which nourishes the relationship between the Sheikh, his disciples, and the entire brotherhood "umma". By reinforcing social solidarity, such redistribution has the merit of mitigating economic inequalities while fostering a sense of collective responsibility towards the brotherhood in Cameroon. However, the principle of equitable redistribution within the community is based on the logic of sharing, which goes hand in hand with respect for the religious authority of Tijânî leaders. In general, Tijani scholars are the guardians of the many works of benefactors, which aim to carry out community projects such as the construction and renovation of Tijani *zawâya* or mosques, as well as economic infrastructure like local markets, financing, renovation, and equipping community health centers. They never fail to share the benefits with their followers.

Rightly considered structures of mutual aid par excellence, these initiatives contribute to well-being, improve living conditions, and help to reduce inequalities within society. The social and solidarity economy (Jany-Catrice et al., 2014), which emphasizes collective and civic initiatives, aims to reconcile economic activity with social impact. Therefore, for all economic projects, the issue of equitable redistribution of resources can be analyzed. The same is true of moral economy (Thompson, 1991)[20], which is perceived as a form of economy based on the common good rather than individual profit. These different analytical lenses demonstrate that Tijaniyya offers a credible economic alternative for its members.

19 Qur'an, Surah 58 (*al-Mujādila*), verse 12: *"O you who believe! When you wish to confer privately with the Messenger, precede your consultation with a charity (almsgiving)…"*

20 See also Fassin (2009).

Education and Economic Development

In every human society, education, a foundational pillar of the Tijâniyya, plays a decisive role in shaping people's lives and futures. Regarded as an essential condition for both spiritual and material fulfillment, education, as a means of accessing religious knowledge, also serves as a lever for economic development. For this reason, Tijânî leaders in Cameroon encourage training in both religious sciences and in secular disciplines. This will enable members of the spiritual community to contribute actively to economic development by acquiring practical skills. As adherents of "work and Islam", the Tijânî intellectual elite in Cameroon encourage disciples to live by their religion as well as by hard work. In other words, to gain credibility with one's audience, one must possess, in addition to Islamic religious knowledge, a professional activity that frees one from material contingencies.

In Cameroon, the Tijâniyya's intellectual elites know that education is the foundation upon which the disciple can be refined and prepared to attain spiritual fulfillment without hindrance. They have therefore established a system that enables them to acquire the skills necessary not only to face spiritual and worldly challenges, but also to ensure proper integration of the individual into the community. Thus, starting in the family unit, disciples are prepared to acquire the fundamentals of the Sufi system, which is based, among other things, on "imitating the Prophet and his 'rightly guided' companions in their morals and conduct; nourishing oneself with lawful things; and acting with sincerity" (Bah, 2024, p. 22). Beyond the family, the preferred places for Tijânî Islamic education in Cameroon are Qur'anic schools housed in the *jangirle*[21], the *jawleeji*[22] of the *Muqaddamûn*, the *madāris*, the mosques, and the *zawâya,* which "opened up veritable treasure houses of grain to the weak and the needy" (Depont & Coppolani, 1897, p. 230). Tijânî disciples then pass through elementary and complementary cycles, spontaneous teaching, and the education of the soul through spiritual companionship (*ṣuḥba*).

All these educational structures work towards training a "pious" Tijânî generation. Through training and spiritual education, the desired behavior among Tijânîs in Cameroon is one of strict adherence to the *sharīʿa*, spiritual purification (*tazkiyya*), and spiritual openness (*fatḥ*) (Bah, 2024, p. 170). This form of "spiritual discipline", codified by the founding Sheikh, seems to be particularly interested in the idea of empowering the disciple to move from the mundane to the spiritual, through the concepts of *tarbiya rūḥāniyya* (lit. spiritual education) and *tazkiyat al-Nafs* (purification of the soul) (González, 2018, p. 71). Henceforth, the relations binding Tijânîs to the master are governed by respect of propriety or *adab*, a sacred code of conduct to which they must adhere in all circumstances (Moussa, 2017, p. 8).

The education instilled from the Tijânî family home predisposes adherents to a spirit of sacrifice and the assimilation of the foundational principles of Islamic ethics and morality that determine their conduct as exemplary Muslims and Tijânîs. This initiation provides them with the principles that should govern human relationships and the behavior they should adopt in life. Alongside educational principles, the disciple's spiritual journey requires him to have qualities that enable him to welcome and care for the poor and never eating alone. Does the Tijâniyya not require of a spiritual master the capacity to be disinterested in worldly things and generous toward others, sacrificing his goods for the aspirant? Focused on scholarship and religious education, the impact of the programs offered has a positive influence on the mindset of the Tijânî. Throughout a disciple's spiritual journey, effective training, education, and learning are essential (Bah, 2024, p. 453). Thus, to strengthen adherents' autonomy, in addition to professional activities, entrepreneurship or the acquisition of any other skills useful for labor-market integration is promoted. By focusing on education, entrepreneurship, and social cohesion, the Tijâniyya helps improve well-being and offer economic opportunities to its followers. This multidimensional approach, developed by Stiglitz et al. (2009), could be analyzed as a form of inclusive development that promotes dignity and empowerment.

21 A word of Fulani origin that designates places of learning and knowledge acquisition.

22 *Jawleeji*, the plural of the Fulani word *jawleeru*, designates vestibules. In the culture of the Cameroonian Fulani, the *Moodibbe* or *Muqaddamûn* generally provide instruction in their vestibules, which also serve as reception rooms and dining areas.

Given the well-established involvement of the Tijâniyya in cultivating an intellectual and economic elite in Cameroon, it should be emphasized that Tijânî scholars recommend that their disciples adopt a lifestyle that combines spirituality with engagement in the material world. In Cameroon, as reported by Mahmoudou Alfaki of Douala, "while the Tijânî path teaches that science is a pillar of faith and progress, the rigor, discipline, and sense of *baraka* received during *tarbiya* help one to rise. "For this young entrepreneur, many Tijânîs who have received Islamic and brotherhood education are today among Cameroon's major economic actors. Working, an almost categorical imperative, becomes both a means for providing for one's needs—a form of service to the community—and a guarantee of personal development. In several regions of Cameroon, the brotherhood encourages the creation of collective projects such as commercial shareholding schemes, agricultural and artisanal cooperatives managed by the adherents themselves. These economic initiatives, which reduce poverty by increasing economic resilience, enable, above all, the pooling of resources, the optimization of production, and the guarantee of a better profit distribution. Through its solidarity networks and community mutual-aid structures (agricultural, commercial), the Tijâniyya could be considered a brotherhood that promotes a form of basic solidarity economy through initiatives that foster adherents' autonomy while strengthening collective well-being. By valuing solidarity, self-management, and the primacy of the human over capital, this approach emphasizes cooperation and equity in economic practices.

After examining the principles of the Tijâniyya and their role in promoting economic well-being, it now seems essential to analyze their contribution to the economic empowerment of followers and communities. In what ways could the Tijâniyya constitute a sustainable response to economic development challenges?

Tijâniyya and Economic Empowerment: Toward an Alternative Economic Model

In Cameroon, the question of the empowerment of Muslims in general, and of Tijâniyya followers in particular, which constitutes a subject of constant debate, remains a persistent concern for intellectual elites. Based on observations, given the unanimous agreement on the pursuit of economic well-being, Sufi spirituality thus emerges as a means of overcoming material hardship. This section is the place to revisit the analysis of projects and initiatives that can contribute to the empowerment of Tijânîs in Cameroon. Before doing so, however, it is important to highlight a prevailing contradiction in order to encourage critical reflection on the management of resources and a reorientation toward sustainable actions. The aim here is to put forward proposals for the reinvention of the economic order.

Economic Projects, Community Initiatives of the Tijâniyya, and the Importance of Networks (Commercial and Financial)

In Cameroon, it is paradoxical to note that the Tijâniyya, through its followers, mobilizes immense resources to support certain Tijânî *Chuyûkh* during pious visits, while some disciples themselves live on the brink of poverty and their most pressing existential needs remain unmet. At every visit of a Tijânî Sheikh from distant regions, collections, sometimes amounting to tens of millions of CFA francs, if not more, are organized. These sums, which reflect immense generosity, do not directly benefit the community that assembles them. In this case, how can one accept that such resources are not managed and redirected toward economic investments and local initiatives capable of sustainably improving living conditions? Instead of being diluted in a system of donations with no structural impact, these contributions could be used to fund commercial centers, Tijânî microfinance institutions, or agricultural cooperatives, for instance. By directing this money into economic projects, it is possible to create employment opportunities, ensure food self-sufficiency, and strengthen the resilience of the Tijânî community in the face of socio-economic challenges. This paradox raises a fundamental question: should the generosity of Tijânîs not serve as a driver of

empowerment and community development, rather than perpetuating a cycle of charity "without lasting return"? It seems urgent to rethink this spirit of solidarity in order to transform it into a genuine lever for social transformation within the Tijani communities of Cameroon.

Furthermore, according to oral tradition, particularly in rural peripheries among Fulani and Mbororo communities, there are Tijânî religious leaders actively involved in the economic development of their people. In Koinderi (northern Cameroon), for example, Tijânî leaders constantly remind people that religion is also about work and development. This explains the presence of an agricultural cooperative. Young people farm together and sell together. The same practice is observed among the *Chuyûkh* in Mogom, Rumde, and Katouwal (in the Far North). Aware that physical "well-being helps to strengthen faith", they encourage Tijani to come together and work the land. This is proof that Tijaniyya has been able to adapt its practice to encourage and support various economic projects or local initiatives (agricultural cooperatives, mini farms, micro-businesses, community-financing systems for periodic village markets or water points) that can serve as vehicles for the empowerment of followers. It should be noted that these projects or initiatives aim to meet the specific needs of the marginalized local populations. With this in mind, it appears that through a kind of tontine or redistribution of alms (mandatory and voluntary), internal microloans are granted to support investment in income generating activities. In regions such as Adamawa and the Far North (Cameroon), plots of land are entrusted to Tijânî farmers by major landowners or Tijânî leaders as a form of support. Likewise, seeds and agricultural equipment are provided to expand production. Designed to improve living conditions, such initiatives also aim to reinforce local resilience by fostering a culture of mutual aid and financial support, strengthened by informal Sufi financial networks designed to create economic opportunities at both the national and international levels. In this respect, it is worth recalling the role played by the Tijâniyya in facilitating commercial trade within its communities.

Commercial, economic, and sociocultural networks serve as bridges to establish a true "spiritual economy of faith" between different communities. Grounded in mutual trust, ethics, and transparency, this form of circular economy is essential for strengthening ties between communities while fostering the emergence of a bond of spiritual solidarity. By relying on these national and transnational networks, the Tijânis of Cameroon benefit from privileged channels that facilitate the export of local products (livestock, agricultural products) and the import of goods necessary for the community. This obviously helps to strengthen the economic weight of Tijânî communities.

Rethinking the Economic Order Through the Tijâniyya

The economic practices, financial solidarity, and the strength of networks (both national and transnational) promoted by Sufi brotherhoods such as the Tijâniyya contribute to shaping an alternative economic model. This model invites us to rethink and reinvent the economic order in Cameroon. Based on community solidarity, local development, and respect for spiritual values, this model offers a vision of a more humane system centered on the collective well-being of Tijânîs. As a Sufi spirituality, Tijaniyya promotes an economy based on the principles of equity, inclusion, and sharing, while fostering harmonious development, offering a credible alternative for the entire community. This demonstrates that material success and spiritual fulfillment can be combined to offer the vision of an inspiring economy that integrates ethical and spiritual values.

Since Tijânî *zawâya* are at the heart of an economic redistribution process within the community, the model that demonstrates the ability of this brotherhood to enrich the socio-economic fabric in Cameroon calls for the regulation of all resources that feed the coffers of the Tijâniyya. In other words, the management of forms of donations (religious collections, voluntary granting of *sadaqa*, legal alms, *waqf*, and religious offerings) must evolve into a more productive framework. Beyond to the "ordinary" resources that should be systematized, Tijânîs are invited to create other resources that should constitute the treasury of this brotherhood in Cameroon.

In addition to the regular contributions proportional to at taxpayer's wealth, collected by *Chuyûkh* Tijânî of Cameroon, it is necessary to preserve these "piously" in order to redirect and reuse them for specific community projects. Through its hierarchical structure, the Tijâniyya in Cameroon

must set up a system for collecting fees from members to be used for a specific purpose. Such a system, comparable to a form of personal tax, could be based on a fee payable to the *Muqaddam* by all affiliates. Thus, as a sign of submission and in exchange for the Sheikh's blessing, a symbolic sum may be given as a mandatory contribution or offering. Consequently, the functioning of the Tijâniyya in Cameroon could essentially be based on this principle of mandatory contributions, comparable to a form of "divine tax", collected on a regular basis from wealthy Tijânî Muslims. This principle of requiring a fixed mandatory payment from affiliated members of the brotherhood and various Tijânî household heads for the cause of collective enterprises will certainly multiply the fixed amount by the number of dependents. This practical system of religious taxation, justified by the fact that collected funds must be used for a predetermined collective enterprise (O'Brien, 1970, p. 573), will then make it possible to finance community investments in Cameroon. This will certainly represent clear economic added value generated through accumulation.

The reinvention of the economy could consist in prioritizing this system of mandatory payments from Tijânî affiliates. Obviously, this system needs to be extended to initiation or investiture[23] fees ,as well as membership subscriptions within various *zawâya* or Tijânî associations in Cameroon. In this context, payments made by followers and contributions from Tijânî *murīdūn*[24] could take the form of symbolic sums ranging from 1,000 to 5,000 CFA francs. The same applies to the pious and self-interested visits of adherents to their *Chuyûkh* or *Muqaddamûn, which* generate substantial amounts of money. Proportional to the wealth of the solicitor, the pious and self-interested offering seems, in most cases, to be substantial. From this perspective, it should be systematized, collected over a period of time, and directed toward local and community initiatives.

Therefore, it seems urgent for the Tijâniyya in Cameroon to secure and generate "additional" revenue streams based on income-generating activities (commerce, local agriculture managed by the Sheikh or his representative) and thus redistribute the income within the community. In addition to periodic contributions aimed at supporting the most disadvantaged, encouraging the oppressed, and reducing inequalities within the community, the *zawâya* should systematically generate income.

For the Tijaniyya, in the shifting context of African economies, the challenges and opportunities are numerous. From the limited example of Cameroon, the potential to promote a model based on social inclusion, economic resilience, and sustainable development exists. From this perspective, through its economically based social stratification, the Tijâniyya positions itself as a model of a sustainable and inclusive economy. The effectiveness and success of this alternative economic model would open up broader horizons. Depending on local realities, actors' behaviors, and market conditions, it seems possible to put forward proposals that integrate Sufi values into the reinvention of the continental and global economic orders.

Therefore, to urgently rethink the economic order in Cameroon through the alternative model proposed by the Tijâniyya, the brotherhood must reinvent itself by drawing inspiration from Sufi economic models such as that of the Mouridiyya in Senegal, while taking into account local specificities. The creation of Islamic community microfinance institutions, the establishment of agricultural cooperatives and community shopping centers, the development of social enterprises, and investment in community infrastructure are all proposals for building an inclusive and sustainable economic vision. This would make the Tijâniyya in Cameroon a socio-economic force capable of contributing to the improvement of collective well-being.

23 Neophytes and disciples elevated to a higher function offer their spiritual masters gifts intended to celebrate their admission or promotion within the brotherhood. In reality, however, these offerings go to the treasury of the Cheikh-Caliph or that of the initiating *Muqaddam*.

24 A word of Arabic origin meaning "aspirants" (sing. *Murîd*). It designates one who aspires to the knowledge of God through teachings, by means of intermediaries.

Conclusion

This study analyzed the role played by the Tijâniyya in economic well-being in Cameroon. The findings show that the Tijâniyya, which is present and influential in Cameroon, is a Muslim religious brotherhood that can contribute to economic empowerment and the promotion of well-being within communities. Through a structured mutual aid network and collective economic initiatives, the Tijâniyya can offer concrete support to its followers, particularly in sectors such as agriculture, livestock farming, local trade, and microfinance. The Tijâniyya thus contributes to establishing a model of solidarity-based and sustainable economy rooted in the Sufi values of sharing, equity, and solidarity. This makes the brotherhood of Cheikh Ahmad al-Tijânî a potential and powerful alternative economic lever, promoting community resilience in the face of socio-economic challenges. Although this pioneering reflection has shown the positive impact of the Tijâniyya on the well-being of its followers in Cameroon, it also opens up interesting avenues for future research. An in-depth exploration of the economic impact of all the Sufi brotherhoods across Africa could provide a better understanding of the dynamics between spirituality and economics in contexts characterized by precariousness. It would be particularly relevant to assess whether and how Muslim Sufi brotherhoods contribute to the socio-economic transformation of their members by evaluating the contribution of these models to the needs of the communities. However, in the Cameroonian context, these research perspectives, though compelling, raise the complex question of the transferability and adaptability of innovative economic models. Moreover, in a context marked by the search for sustainable and more inclusive economic frameworks, the Tijâniyya in Cameroon could draw greater inspiration from similar initiatives in other African countries and beyond, provided that local specificities are duly considered. Consequently, to promote the fulfilment of Muslims within this order and that of communities at local and global level, all Sufi religious brotherhoods, such as the Tijâniyya, are invited to continuously reinvent themselves with a view to rethinking the foundations of an alternative economy in the service of well-being. This necessarily entails integrating moral and spiritual values into their economic practices.

Bibliography

Abun-Nasr, J. (1965). *The Tijaniyya: A Sufi order in the modern world*. Oxford University Press.

Bah, F. S. (2022). Itinéraire d'acquisition du savoir et éducation religieuse dans la Tijâniyya : État des lieux et analyse du curriculum dans l'Adamaoua au Cameroun. In A. Mahamat, M. Galy, & M. B. Arabo (Eds.), *Curriculum et problématique de l'évaluation des apprentissages dans les institutions éducatives : Pour une approche plurielle des intervenants* (pp. 105-122). Monange.

Bah, F. S. (2024). Avènement, religiosité et mécanismes d'adaptation de la Tijâniyya face aux contraintes dans l'Adamaoua (Cameroun) de 1809 à 2017 [Thèse de doctorat Ph. D. en histoire, Université de Ngaoundéré].

Cottin, S. (2007). La Tijâniyya lyonnaise. Une voie dans son temps. *Archives de sciences sociales des religions*. http://journals.openedition.org/assr/11523

Dassetto, F. (1997). *La construction de l'islam européen. Approche socio-anthropologique*. L'Harmattan.

De Diego González, A. (2018). Between hagiography and historiography. An analysis of Shaykh Aḥmad Tijāni's figure and doctrine. *Anaquel de Estudios Árabes, 29*. http://dx.doi.org/10.5209/ANQE.58713

Depont, O., & Coppolani, X. (1897). *Les confréries religieuses musulmanes*. Typographie et Lithographie Adolphe Jourdan.

Desroche, H. (1961). Religion et développement. Le thème de leurs rapports réciproques et ses variations. *Archives de sociologie des religions, 12*, 3-34. https://doi.org/10.3406/assr.1961.2719

Destanne de Bernis, G. (1960). Islam et développement économique. L'islam, l'économie et la technique. *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée, 106*(série V, 2), 105-146.

Diouf, M. (2008). *Islam et développement. Économie politique de la Charî'a : le Coran et la Sunna, Marx Weber et les autres*. Nouvelles Éditions Numériques Africaines.

Ezra, C., Masiiwa, R. G., & Lvemore, T. (Eds.). (2020). *Religion and development in Africa*. University of Bamberg Press.

Fall, B. (2011). *Le travail au Sénégal au XXe siècle*. Karthala.

Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. *Annales. Histoire, Sciences Sociales, 64*(6), 1237-1266.

Fitouri, C. (1982). Le dynamisme économique et social de l'Islam. *Tiers-Monde : L'islam et son actualité pour le Tiers Monde, 23*(92), 865-875. https://doi.org/10.3406/tiers.1982.4184

Frœlich, J.-C. (1954). Le commandement et l'organisation sociale chez les foulbé de l'Adamaoua (Cameroun). *Études camerounaises, 45-46*, 4-90.

Griaule, M. (1948). *Dieu d'eau : Entretiens avec Ogotemmêli*. Fayard.

Jany-Catrice, F., Matyjasik, N., & Mazuel, P. (Eds.). (2014). *Économie sociale et solidaire. De nouveaux référentiels pour tempérer la crise*. Institut de la gestion publique et du développement économique.

Kane, O. (2009). Les marabouts sénégalais et leur clientèle aux États-Unis. Une économie spirituelle transnationale. *Afrique contemporaine, 231*(3), 209-228. http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2009-3-page-209.htm

Kurshid, A. (1985). Economic development in an Islamic framework. *Journal of Research in Islamic Economics, 2*(2), 5-22.

Lasseur, M. (2005). Cameroun : Les nouveaux territoires de Dieu. *Afrique contemporaine, 215*(3), 93-116. http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-3-page-93.htm

Lasseur, M. (2010). Islam et christianisme en mouvement. Mobilités géographiques et changement religieux au Cameroun. *Espace, populations, sociétés, 2010*(2-3), 179-191. https://doi.org/10.4000/eps.4079

Loimeier, R. (1997). *Islamic reform and political change in Northern Nigeria*. Northwestern University Press.

Mannan, A. M. (1981). *Institutional settings of Islamic economic order: A comparative analysis of economic processes*. ICRIE, King Abdulaziz University.

Mannan, A. M. (1984). *The making of Islamic economic society: Islamic dimension in economic analysis*. ICRIE, King Abdulaziz University.

Marshall, K., & Van Saanen, M. (2007). *Development and faith: Where mind, heart, and soul work together*. World Bank.

Mohammadou, E. (1992). Le soulèvement mahdiste de Goni Waday dans la Haute-Bénoué (juillet 1907). *Senri Ethnological Studies, 31*, 423-464.

Moussa, I. (2017). Sainteté et fraternité au sein de la zawiya Cheikh Youssouf de Zinder ou la dynamique d'une sociabilité confrérique. *Revue des Études Multidisciplinaires en Sciences Économiques et Sociales (REMSES), 4*, 1-19. http://revues.imist.ma/?journal=REMSES&page=index

Mulago, J.-P. (2005). Les mourides d'Ahmadou Bamba : Un cas de réception de l'islam en terre négro-africaine. *Laval théologique et philosophique, 61*(2), 291-303. https://doi.org/10.7202/011819ar

O'Brien, D. C. (1970). Le talibé mouride : La soumission dans une confrérie religieuse sénégalaise. *Cahiers d'études africaines, 10*(40), 562-578. https://doi.org/10.3406/cea.1970.2821

O'Brien, D. C. (1971). *The Mourides of Senegal. The political and economical organisation of an Islamic brotherhood*. Clarendon Press.

Popovic, A., & Veinstein, G. (Dirs.). (1996). *Les voies d'Allah. Les ordres mystiques dans le monde musulman des origines à aujourd'hui*. Fayard.

Stiglitz, J., Sen, A., & Fitoussi, J.-P. (2009). *Richesse des nations et bien-être des individus*. Odile Jacob.

Thompson, P. (1991). The moral economy reviewed. In *Customs in common* (pp. 259-351). The Merlin Press.

Tomalin, E. (2013). *Religions and development*. Routledge. https://doi.org/10.4324/9780203831175

Tomalin, E. (2015). *Handbook of religions and development*. Routledge.

Triaud, J.-L., & Robinson, D. (Eds.). (2000). *La Tijâniyya. Une confrérie à la conquête de l'Afrique*. Karthala.

Wane, C. B. (2010). L'islam au Sénégal, le poids des confréries ou l'émiettement de l'autorité spirituelle [Thèse de doctorat en sociologie/anthropologie, Université Paris-Est].

Weber, M. (1971). *Économie et société* (Tome 1, trad. J.-P. Grossein). Plon.

Chômage et emploi des jeunes au Sénégal

Une revue de portée des réalisations, déficiences et limites structurelles des politiques publiques

Mouhammad Dieng[1]
Doctorant en science politique
Université Gaston Berger
dieng.mouhammad@ugb.edu.sn

Mamadou Aliou Diallo
Maître de conférences, département de Biologie animale, faculté des Sciences et techniques
Université Cheikh Anta Diop de Dakar
mamadou.diallo1@ird.fr

Mame-Penda Ba
Professeure assimilée de science politique
Université Gaston Berger
mame-penda.ba@ugb.edu.sn

How to cite this paper:
Dieng, M., Diallo, M. A., & Ba, M.-P. (2025). Chômage et emploi des jeunes au Sénégal : une revue de portée des réalisations, déficiences et limites structurelles des politiques publiques. *Global Africa*, (11), pp. 168-185
https://doi.org/10.57832/8g97-8479

Received: March 27, 2025
Accepted: July 30, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

La population du Sénégal est essentiellement jeune, avec la moitié de ses habitants âgés de moins de 19 ans. La dynamique actuelle, soutenue par un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 2,9 %, projette un maintien durable de cette structure démographique. Cependant, ce dividende reste entravé par des difficultés persistantes d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Pour avoir joué un rôle déterminant dans la troisième alternance démocratique récente du pays, les jeunes espèrent que des politiques publiques seront mises en place pour multiplier les opportunités d'emploi. Dans cet article, nous procédons à une revue de portée des politiques déjà mises en œuvre afin d'identifier les dynamiques, les obstacles et les avancées des politiques d'emploi des jeunes au Sénégal sur la période 1999-2024.

La recherche dans les bases de données a permis de recenser 153 études publiées dans des bases indexées, dont 63 ont finalement satisfait aux critères d'inclusion. L'analyse des données a permis de mettre en évidence trois grands ensembles de réussites des politiques : 1) la création d'emplois directs et indirects ; 2) l'amélioration de l'employabilité ; 3) l'accompagnement des porteurs de projets. En parallèle, six lacunes majeures ont été identifiées : 1) une communication insuffisante et un manque de transparence ; 2) un déficit dans le suivi-évaluation des programmes et précarité des emplois créés ; 3) une faible coordination des politiques ; 4) des perceptions négatives sur les politiques mises en œuvre ; 5) la prédominance de mesures ponctuelles plutôt que structurelles ; 6) une faible disponibilité des données et des ressources.

Mots-clés

Revue de portée, emploi, chômage, politiques d'emploi, jeunesse, insertion socioprofessionnelle, démographie, Sénégal, employabilité, entrepreneuriat

1 La présente recherche s'inscrit dans le cadre de la recherche doctorale de M. Dieng et dans la mise en place d'un axe de recherches transversal sur les politiques d'emploi au sein du Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'université Gaston Berger.

Introduction

Le chômage des jeunes constitue indéniablement l'un des défis les plus urgents pour le Sénégal contemporain. Ce phénomène est généralement appréhendé sous l'angle de ses manifestations sociales et de ses répercussions, et moins à travers une évaluation rigoureuse des programmes publics de lutte contre le chômage, fondée sur des données statistiques fiables. Bien que l'on reconnaisse aisément son ampleur, à travers sa récurrence dans le débat public, le déficit d'évaluations quantitatives persiste, alimenté par une insuffisance structurelle des données sur l'emploi (Tine & Sall, 2015 ; Akindes, 2022). Cette carence résulte à la fois d'un marché du travail peu structuré et de la difficulté à s'accorder sur une définition consensuelle du chômage, les référentiels conceptuels adoptés par des institutions internationales telles que le Bureau international du travail (BIT) étant souvent jugés restrictifs et difficilement adaptables à des économies majoritairement informelles (ANSD, 2024, p. 4). En effet, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, le Sénégal se heurte à la complexité de cerner avec précision les contours du chômage, notamment en raison de l'absence de données contextualisées sur le marché du travail (Fox & Thomas, 2016). L'absence d'une définition unanime du statut de chômeur complique souvent l'interprétation des réalités économiques et entrave la mise en place de dispositifs de mesure fiables.

Cependant, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), institution centrale dans la production de données au Sénégal, s'efforce de pallier cette carence en adoptant une définition du chômage qu'elle estime mieux adaptée aux réalités locales[2]. Sur la base des enquêtes successives menées par l'agence, il ressort que le taux de chômage a connu une évolution préoccupante au cours de la dernière décennie, passant de 10,2 % en 2012 (ANSD, 2015) à 23,2 % au premier trimestre de 2024 (ANSD, 2024). Cette augmentation exponentielle illustre la gravité du phénomène mais aussi un paradoxe frappant, celui du contraste entre les progrès macroéconomiques annoncés et la persistance du sous-emploi et du chômage des jeunes. En effet, entre 2014 et 2023, le pays a connu une croissance économique moyenne de 5,3 % par an (PSE, 2023, p. 1), mais celle-ci n'a pas été suffisante pour générer les emplois nécessaires à la réduction du chômage, et la qualité des emplois créés révèle un marché de l'emploi dominé par la précarité.

Face à ce chômage endémique, l'État du Sénégal a déployé des efforts considérables en mobilisant plus de 544 milliards de FCFA (soit 830 millions d'euros) entre 2010 et 2020 (Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, 2021). Mais les initiatives prises (formations, opportunités de placements et soutiens à l'entrepreneuriat) n'ont pas atteint leurs objectifs principaux. Les politiques d'emploi se heurtent systématiquement à des limites fortes, telles que l'instabilité institutionnelle, l'insuffisance des ressources allouées (Sané et al., 2023), la mauvaise gouvernance, notamment financière (Cabral et al., 2014), la politisation fréquente, ou encore l'absence de suivi et d'évaluation des programmes (Banque mondiale, 2007). Elles sont également confrontées à des incohérences comme le chevauchement des structures, de mauvais ciblages, des contradictions dans les objectifs, l'absence de coordination intersectorielle, qui affaiblissent leur impact. Un tel état de fait soulève des questions quant à l'efficacité, la pertinence et la cohérence des politiques publiques.

L'objectif de cette revue de portée est par conséquent d'analyser les dynamiques de réussites et d'obstacles qui ont caractérisé les politiques d'emploi en faveur des jeunes au Sénégal au cours des vingt dernières années, en mettant en lumière les facteurs structurels et conjoncturels qui ont influencé leur efficacité. Elle cherche à comprendre comment ces politiques ont évolué face aux transformations socio-économiques et aux besoins changeants de la jeunesse en matière d'insertion professionnelle.

Il s'agit aussi d'identifier les réussites et les échecs des politiques passées, en mettant en évidence les points de rupture ayant façonné l'approche de l'État dans la gestion de l'emploi des jeunes, de localiser les déficiences communes à l'ensemble des politiques et celles propres à certaines politiques, d'offrir une vue d'ensemble des évaluations réalisées par les chercheurs et de fournir des recommandations pour orienter les futures actions publiques.

2 Selon le BIT, est chômeur toute personne sans emploi, disponible et ayant recherché un travail. L'ANSD élargit cette définition au Sénégal, où le marché du travail est peu structuré, en y incluant les personnes qui, bien que disponibles, ne recherchent pas activement du travail pour des raisons jugées indépendantes de leur volonté.

État des connaissances

La question de l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes fait l'objet de controverses dans la littérature scientifique. Certains travaux mettent en avant des effets positifs en montrant comment les dispositifs d'appui parviennent à générer une dynamique favorable à la création d'emplois et à l'insertion professionnelle (Card et al., 2018). Toutefois, une part importante de la littérature fait état d'impacts plus nuancés. Plusieurs études soulignent en effet une efficacité limitée des politiques d'emploi, notamment en matière de réduction durable du chômage et d'amélioration de l'employabilité des jeunes (Kluve et al., 2019). Ce constat est particulièrement marqué dans les pays en développement, où l'efficacité de ces politiques est souvent contestée (McKenzie, 2017).

En ce qui concerne le Sénégal, la production scientifique sur l'impact des politiques d'emploi des jeunes reste encore peu étoffée (Échevin et al., 2013). La plupart des études disponibles soulignent principalement l'écart significatif entre les ressources financières et matérielles déployées et les résultats obtenus, jugés insuffisants (Barry & Kane, 2022).

Au-delà de ces constats empiriques, il importe de situer les politiques dans un horizon théorique pluriel, éclairant à la fois leurs épistémologies, leurs orientations programmatiques et leurs limites structurelles. La théorie du capital humain, qui postule une corrélation positive entre l'investissement en éducation/formation et la productivité individuelle (Becker, 1975), constitue le soubassement explicite ou latent de nombreuses initiatives centrées sur la professionnalisation des jeunes. Cette approche se heurte toutefois à la réalité d'un décalage entre les qualifications acquises et les compétences réellement demandées sur le marché du travail (Obadić, 2006), ce qui interroge la capacité des dispositifs de formation à répondre aux besoins du tissu économique.

Les approches en termes de segmentation du marché du travail (Doeringer & Piore, 1971) permettent de saisir les logiques de dualisation entre un segment formel, restreint et protégé, et un secteur informel largement dominé par des formes précaires d'insertion. Certains auteurs mettent l'accent sur le fait que les politiques d'emploi ont tendance à négliger ces dynamiques. En effet, elles ont tendance à considérer les jeunes comme un groupe homogène, sans tenir compte des inégalités sociales, territoriales et liées au genre qui influencent leur insertion professionnelle. En outre, l'opposition entre politiques actives (visant à accroître l'employabilité via la formation, l'accompagnement ou la création d'emplois) et politiques passives (telles que les mesures de soutien indirect) offre un cadre pertinent pour évaluer la cohérence des instruments mobilisés (Kraft, 1998).

Replacer l'analyse dans cette architecture théorique composite permet de dépasser la simple accumulation descriptive de programmes pour en interroger les fondements, les orientations normatives, ainsi que les angles morts. Il ne s'agit pas tant d'opposer des modèles que de construire une grille de lecture critique, permettant de mettre en évidence la disjonction fréquente entre le soubassement conceptuel, les ambitions affichées et les logiques concrètes de mise en œuvre, dans un contexte marqué par la fragmentation institutionnelle et la volatilité des priorités publiques. Nous montrerons ainsi que les dispositifs déployés au Sénégal s'accumulent sans articulation stratégique claire, traduisant davantage une logique de réponse conjoncturelle à des tensions sociales ou politiques qu'un projet d'insertion structuré, adossé à une vision unifiée du développement de l'emploi.

Implications pour la recherche

La recherche sur les politiques d'emploi des jeunes au Sénégal est caractérisée par une focalisation des auteurs sur l'analyse de politiques ou de programmes spécifiques. Rares sont les travaux qui offrent une vision des politiques d'emploi dans leur globalité. Cela s'explique, en partie, par la complexité de la mise en œuvre de telles études dans un contexte où les profils des jeunes sont profondément hétérogènes. Seulement, concentrer l'analyse sur une catégorie précise de politiques revient à cibler implicitement une population de jeunes aux caractéristiques correspondant à ces politiques, au risque de laisser dans l'ombre d'autres groupes tout autant concernés par les enjeux de l'emploi. Cette revue de portée ne prétend nullement atteindre l'exhaustivité ; elle ambitionne cependant de

compiler et de synthétiser les résultats des recherches menées sur des politiques spécifiques avec pour objectif de dégager des tendances transversales, essentielles pour une compréhension élargie des dynamiques et des défis liés aux politiques d'emploi des jeunes au Sénégal.

Méthode

L'étude adopte le cadre méthodologique d'Arksey et O'Malley (2005), une approche rigoureuse et reconnue pour cartographier l'état des connaissances dans un domaine de recherche. La flexibilité offerte par ce cadre permet d'explorer de manière exhaustive les études disponibles, tout en rendant visibles les angles morts et les pistes de recherche à investir.

Son déploiement se fait selon cinq étapes. Tout d'abord, la formulation de la question de recherche est élaborée de manière à couvrir un large spectre d'études menées sur la thématique. Ensuite, la recherche d'études pertinentes repose sur une stratégie documentaire qui mobilise des bases de données diversifiées et des critères d'inclusion clairement définis. Vient ensuite la sélection des études, basée sur un processus de filtrage garantissant que seules les études répondant aux critères définis sont retenues. Dans un quatrième temps, l'extraction et l'organisation des données visent à mettre au jour les informations essentielles afin de dresser un panorama des connaissances disponibles et des écarts observés. Enfin, l'analyse et la mise en perspective de ces données permettent de dégager les thématiques dominantes ainsi que les lacunes de la littérature.

La présente recherche s'articule autour de la question centrale suivante : quelles sont les réponses de l'État dans la lutte contre le chômage des jeunes au Sénégal ? À partir de cette interrogation, deux autres questions ont guidé l'analyse : comment ces dynamiques ont-elles évolué au cours des vingt dernières années ? Et quels sont les principaux succès et obstacles qui caractérisent les politiques d'emploi des jeunes au Sénégal ?

Un corpus d'études publiées entre 1999 et 2024 a été mobilisé. Ce choix se justifie par l'importance historique de cette période qui correspond à une séquence politique charnière, ouverte par la première alternance démocratique, laquelle a vu l'État investir plus vigoureusement le champ de l'emploi des jeunes, en réponse au rôle décisif qu'ils avaient joué dans la transition et aux attentes considérables qu'ils incarnaient.

La sélection a été opérée à partir de la consultation de bases de données en ligne : Google Scholar, HAL-SHS, ResearchGate, Bnucad et ScholarVox. Afin de cerner au mieux les publications pertinentes, nous avons eu recours à une combinaison de mots-clés (politiques d'emploi, emploi, chômage, jeunes, Sénégal, employabilité), articulés grâce aux opérateurs booléens usuels (AND, OR), ce qui a permis d'affiner progressivement les résultats. De plus, l'utilisation de troncatures a facilité l'élargissement des recherches en incluant les variations lexicales des termes retenus. D'autres mots-clés connexes ont aussi été mobilisés pour enrichir la portée de la recherche, notamment : insertion socioprofessionnelle, marché de l'emploi, accès à l'emploi, adéquation formation-emploi et auto-emploi.

Tableau 1 : Mots-clés et combinaisons de mots-clés

Mots-clés principaux	Emploi, politiques d'emploi, chômage, jeunesse, Sénégal, employabilité
Opérateurs booléens	(Politiques d'emploi OR Emploi OR Chômage) AND (Jeunes AND Sénégal), (Politiques d'emploi AND Employabilité) AND (Jeunes AND Sénégal), (Insertion socioprofessionnelle OR Marché de l'emploi) AND (Accès à l'emploi OR Adéquation formation-emploi)
Mots-clés connexes	Insertion socioprofessionnelle, marché de l'emploi, accès à l'emploi, entrepreneuriat, auto-emploi, adéquation formation-emploi, parcours professionnel
Troncatures	Emploi*, Chômage*, Jeun*, Employabilité* (Politique* AND Emploi*) AND (Chôm* AND Jeun*), Politiqu*

Les publications émanant des institutions nationales, ainsi que celles produites par les organisations internationales (OI) et les organisations non gouvernementales (ONG), ont également fait l'objet d'une consultation approfondie dans le but d'appréhender les perspectives non académiques. Cette diversité de publications enrichit l'analyse en fournissant une compréhension plus holistique des politiques d'emploi. Elle permet de saisir les aspects macro-économiques et institutionnels, ainsi que les dynamiques sociales et les contraintes locales qui influencent l'efficacité des politiques.

Dans le cadre de cette revue, nous avons choisi d'inclure toutes les études ayant examiné les politiques d'emploi mises en œuvre entre 1999 et 2024, un quart de siècle marqué par l'adoption de politiques publiques résolument volontaristes. Cette période correspond à une séquence paradigmatique dans la fabrique des politiques publiques d'emploi, caractérisée par un renforcement des initiatives dédiées à la lutte contre le chômage. Nous avons inclus non seulement les études portant sur des politiques spécifiques, mais également celles qui comparent les politiques mises en œuvre à des périodes différentes par des régimes politiques successifs. Cela nous permet de rendre compte de l'évolution des stratégies étatiques et de leur impact au fil du temps.

En revanche, nous avons exclu toutes les études qui abordaient le chômage ou l'emploi de manière générique, sans s'orienter spécifiquement vers une analyse des politiques publiques menées par l'État. Cette distinction est fondamentale, car elle permet de focaliser l'attention sur la portée et l'efficacité des actions étatiques, plutôt que sur des observations générales sur le marché du travail. Ainsi, les études qui se limitaient à l'analyse des parcours professionnels individuels de jeunes, sans lien avec les initiatives étatiques, ont été écartées.

Enfin, nous avons inclus toutes les études traitant exclusivement du Sénégal ou celles qui, bien que portant sur des ensembles géographiques plus larges, incluaient des éléments pertinents relatifs au contexte sénégalais. Nous avons cependant exclu toutes les études qui n'entraient pas dans le cadre géographique pertinent du sujet, même si elles satisfaisaient d'autres critères d'inclusion.

Cette revue de portée comporte une limite principale. Seules les études disponibles en ligne ont été incluses, ce qui peut créer un biais de sélection en écartant potentiellement des travaux pertinents publiés dans des revues locales ou dans des ouvrages imprimés non accessibles sur Internet.

Le processus de sélection des articles a suivi une démarche qui garantit la cohérence du corpus retenu. Dans un premier temps, nous avons procédé à une recension des études en fonction des critères d'inclusion établis. Cette étape a impliqué, entre autres, une phase de déduplication afin d'éliminer les occurrences redondantes et d'optimiser la fiabilité de la sélection initiale. Dans un second temps, nous avons entrepris une relecture critique des études présélectionnées. L'intervention visait trois objectifs majeurs : s'assurer de l'absence de doublons résiduels, évaluer la pertinence des critères d'exclusion appliqués, et examiner la conformité des études retenues aux critères d'inclusion définis en amont.

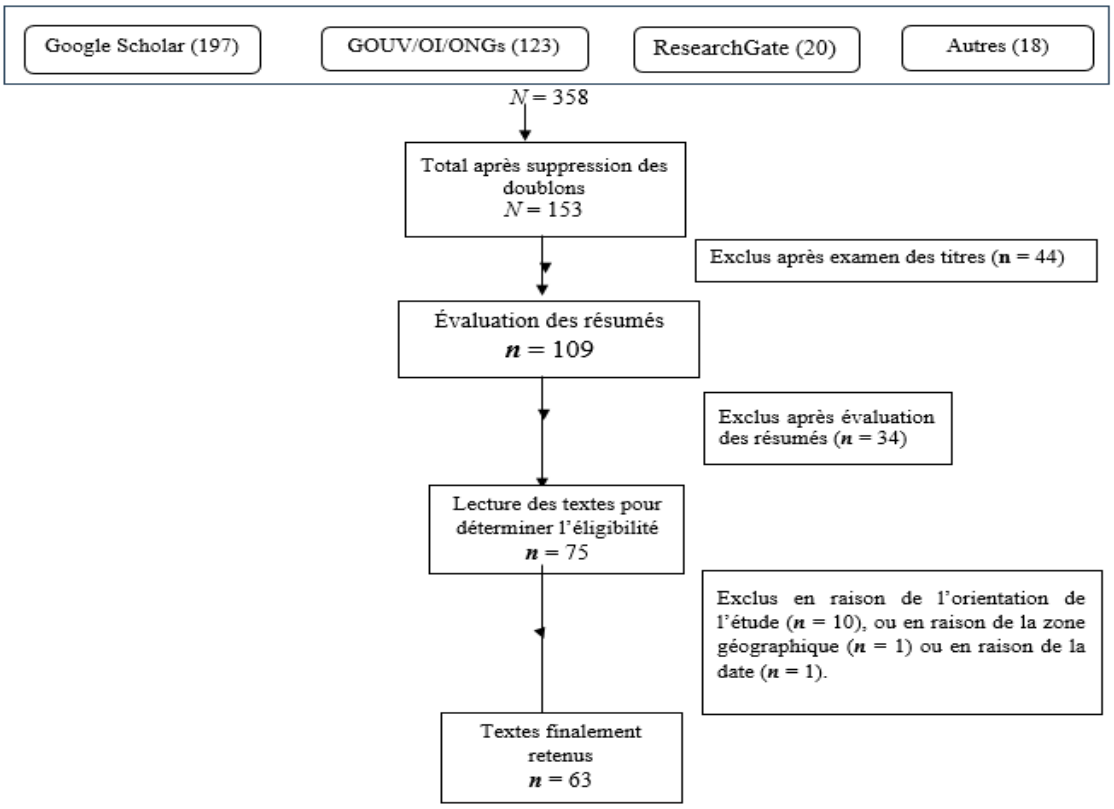

Figure 1 : Diagramme Prisma montrant le processus de sélection des études incluses

Résultats

À l'issue de la recherche bibliographique dans les bases de données électroniques sélectionnées, un total de 358 études a été initialement identifié. Une phase de déduplication a permis de réduire ce nombre à 153, en éliminant non seulement les doublons apparents, mais également les documents partageant un contenu identique malgré des titres différents, ceux ayant des versions provisoires et définitives, les documents publiés par plusieurs institutions sous des titres variés et des introductions souvent distinctes, ainsi que des études déjà intégrées et reproduites sous un autre format.

Un premier filtrage basé sur l'examen des titres a conduit à l'exclusion de 44 études, tandis qu'une évaluation des résumés a permis d'éliminer 34 autres études, jugées non pertinentes par rapport à l'objectif de la revue.

Après cette phase de tri, 75 études ont été sélectionnées pour une lecture intégrale. Cependant, 10 d'entre elles ont été écartées en raison de la focalisation de leur analyse sur l'insertion de profils spécifiques de jeunes (étudiants, jeunes ruraux, etc.) sans établir de lien direct avec les politiques d'emploi. De plus, deux autres études ont été exclues : l'une en raison de sa zone géographique, et l'autre en raison de sa période de publication non conforme aux critères de la revue de portée.

Ainsi, après ce processus de sélection, 63 études ont été retenues, fournissant une base documentaire représentative pour l'analyse (figure 1).

Caractéristiques des études

Le tableau 2 présente les caractéristiques des 63 études retenues, organisées selon différents critères. Les études ont d'abord été classées par type, puis catégorisées en fonction de leur contexte géographique de publication. Si la majorité des études (54) portent exclusivement sur le Sénégal, certaines adoptent une perspective plus large en englobant des contextes régionaux ou internationaux incluant le Sénégal. Enfin, les études ont été réparties selon leur période de publication, divisée en trois phases distinctes : 1999-2010, correspondant principalement aux recherches sur les politiques initiées au lendemain de la première alternance politique au Sénégal ; 2011-2020, en lien avec les évolutions sous la deuxième alternance ; et enfin, 2021-2024, période marquée par une intensification des préoccupations autour de l'emploi des jeunes dans un contexte social de vives contestations.

Le tableau 3 synthétise les principales faiblesses des politiques d'emploi ainsi que leurs avancées notables mises en lumière par les différentes études retenues. Chaque élément recensé s'appuie sur des références précises afin d'asseoir ces constats sur une base empirique vérifiable.

Quant au tableau 4, il dresse un panorama analytique des principales politiques d'emploi recensées dans les études examinées. Il identifie leurs réalisations et met en relief leurs insuffisances, qu'elles soient d'ordre structurel, financier ou conceptuel. Ensuite, il met en exergue les bénéfices qu'offrent ces politiques aux jeunes en matière d'insertion professionnelle et d'amélioration des conditions d'accès au marché du travail. Parallèlement, il souligne les contraintes spécifiques auxquelles ces derniers demeurent confrontés.

Tableau 2 : Caractéristiques des études retenues

Catégories	Détails	Total
Types d'étude	Étude théorique et analytique	15
	Policy Brief	4
	Étude empirique mixte	1
	Étude descriptive et situationnelle	9
	Évaluation d'impact (méthodologie quantitative)	6
	Étude de politique	14
	Étude empirique (quantitative)	5
	Enquête qualitative	2
	Document gouvernemental/institutionnel	6
	Étude mixte et comparative	1
Contexte géographique	Afrique	2
	Afrique subsaharienne	1
	Pays en développement	2
	Sénégal	54
	Afrique de l'Ouest	3
	Afrique francophone	1
Période de publication	1999–2010	7
	2011–2020	30
	2021–2024	26

Tableau 3 : Principaux thèmes tirés des études retenues

Thème principal	Sous-thèmes	Citations tirées d'études pertinentes
Lacunes	Communication insuffisante et manque de transparence	• Manque de transparence et faible accessibilité des comptes de gestion, existence insuffisante de rapports comptables, méconnaissance des programmes par les jeunes, constat de détournements d'objectifs, lacunes importantes en matière de communication, d'information et de sensibilisation (Diallo et al., 2023, p. 10 ; Timbuktu Institute, 2020, p. 1 ; Sané et al., 2023, p. 10 ; Kane et al., 2018, pp. 11-12 ; Diallo et al., 2023, p. 18 ; CFYE, 2021, p. 8 ; Sané et al., 2022, p. 31).
	Déficit du suivi-évaluation et précarité des emplois créés	• Faible intégration de la pratique du suivi-évaluation, des évaluations a posteriori peu nombreuses, absence de contrôle et de suivi-évaluation des programmes sur le terrain, peu d'indicateurs économiques sur l'impact des programmes, absence d'évaluation sur la pérennité et la qualité des emplois créés, précarité de la majorité des emplois créés (Diallo et al., 2023, p. 17 ; Baumann, 2016a, p. 223 ; Cabral et al., 2014, p. 53 ; Baumann, 2016b, p. 231 ; Banque mondiale, 2007, p. 85 ; Kane et al., 2021, p. 2 ; OIE, 2024, p. 34 ; Diagne, 2024, pp. 5-6 ; Banque mondiale, 2023).
	Multiplicité des politiques et manque de coordination	• Manque de coordination entre les structures, multiplicité des intervenants, chevauchement d'objectifs, manque de complémentarité, faible lisibilité de l'action publique, faible prise en compte des efforts antérieurs (Ndoye, 2020, p. 56 ; Tsambou et al., 2022, p. 4 ; Banque mondiale, 2007, p. 88 ; Tine & Sall, 2015, p. 7 ; Diallo & al., 2022, p. 60 ; (Loubna) Bourkane L et al., 2019, p. 12 ; Sané et al., 2022, p. 19 ; Diallo et al., 2023, p. 18 ; Ba et al., 2012, p. 17 ; Sarr, 2004, p. 11).
	Perceptions négatives	• Perceptions d'inefficacité des politiques, soupçons d'influence politique, critiques à l'endroit de politiques supposées détachées des réalités du terrain (Sambou, 2020, p. 6 ; Sané et al., 2023, p. 13 ; Diallo et al., 2023, p. 19 ; Kane et al., 2018, p. 24 ; Labrune-Badiane, 2016, p. 53 ; Diallo & . Diallo, 2021, p. 7 ; Timbuktu Institute, 2020, p. 1 ; Diallo, 2023, p. 4).
	Prédominance de mesures ponctuelles et non structurelles	• Politiques essentiellement liées aux mandats politiques, persistance de l'entrepreneuriat de subsistance (Tine & Sall, 2015, p. 6 ; Sylla, 2023, p. 21 ; Kane et al., 2020, p. 614).
	Faible disponibilité des données et des ressources	• Absence de données statistiques fiables, dispositifs relativement décontextualisés, manque de moyens et de partenaires, rareté des évidences empiriques sur l'évaluation des services publics d'emploi, fragilité des données existantes, faible part des ressources dans le PIB (Akindes, 2022, p. 11 ; Tine & Sall, 2015, p. 8 ; Sané et al., 2023, p. 10 ; Fox & Thomas, 2016 ; Baumann, 2016a, p. 220 ; Kamga, 2019, p. 23 ; Barlet et al., 2011, p. 33 ; Banque mondiale, 2007, pp. 87-88 ; Sylla, 2023, p. 19 ; Diallo & al., 2022, p. 60 ; Seck, 2004, p. 60 ; Massing et al., 2014, p. 14 ; Ndao, 2010, p. 7).

Réussites	Création d'emplois directs/indirects	• Créations d'emplois à travers l'aide à l'entrepreneuriat, les placements dans des entreprises, les investissements dans les secteurs prioritaires et le développement de projets agricoles (Ozor & Nyambane, 2024, p. 12 ; Ndoye, 2020, p. 200 ; Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des valeurs civiques, 2014, p. 52 ; (Loubna) Bourkane Ly et al., 2019, p. 15 ; Baumann, 2016a, p. 221 ; Conseil Économique Social et Environnemental, 2013, p. 144 ; Conseil Économique Social et Environnemental [Cese], 2021, p. 33 ; Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, 2021, p. 6 ; Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 2018, p. 102).
	Amélioration de l'employabilité	• Facilitation de l'accès à des emplois de qualité, influence positive sur l'obtention d'un CDI ou d'un CDD (Tsambou et al., 2022, p. 37 ; Kane et al., 2022, p. 74 ; Ndoye, 2020, p. 179 ; Tsambou et al., 2024, p. 16 ; Kane et al., 2018, p. 29 ; Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, 2021, p. 6 ; Busson, 2021, p. 18).
	Accompagnement de porteurs de projets	• Accompagnement d'entreprises innovantes, amélioration de l'écosystème entrepreneurial, financement de projets, création d'une législation favorable aux start-up (Kane et al., 2018, p. 4 ; DER/FJ, 2024, pp. 14-15 et 19 ; Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des valeurs civiques, 2014, p. 52 ; AUC & GIZ, 2020, p. 15).

Tableau 4 : Synthèse des principales politiques étudiées

Politiques	Gouvernement		Jeunes	
	Réalisations	Limites	Avantages	Limites
Convention État-employeurs (CEE)	Quel que soit le programme offert par la convention nationale État-employeur, 30 % des bénéficiaires travaillent avec un contrat à durée indéterminée, plus de 42 % avec un contrat à durée déterminée, 19 % avec un contrat verbal et seulement 8 % travaillent sans contrat.	Existence de biais de sélection des bénéficiaires.	Amélioration de l'employabilité, impact positif et significatif sur l'obtention d'un emploi.	Existence de déséquilibres dans les bénéfices entre hommes et femmes et échelle de déploiement pas assez grande.
Agence nationale de promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ)	Entre 2014 et 2021, l'ANPEJ a aidé plus de 16 000 jeunes à accéder à un emploi durable.	Faible maillage territorial, chevauchement de missions et absence de coordination avec les autres structures, et insuffisance des ressources financières et techniques.	Accompagnement personnalisé, facilitation de l'accès au financement et mise en réseau et opportunités.	Accès limité à l'information, capacité d'accueil limitée, disparités régionales et manque de suivi post-formation.

Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER/FJ)	- 115 milliards de FCFA investis dans l'accompagnement des initiatives entrepreneuriales ; - 252 657 initiatives entrepreneuriales financées dont 6 286 TPE et PME accompagnées ; - 15 437 bénéficiaires formés sur des compétences entrepreneuriales ; - 1 862 entreprises assistées techniquement ; - 500 start-up accompagnées, dont 300 financées.	Lenteurs dans le traitement des demandes, chevauchement de missions avec d'autres structures, insuffisances des ressources, et faible portée des nano-crédits.	Facilités de crédits, opportunités de formation managériale et technique, et mise en réseau.	Longs délais d'attente, faible faisabilité d'un entrepreneuriat rapide, persistances de lourdeurs dans les procédures.
Fonds de garantie des investissements prioritaires (Fongip)	Entre 2013 et 2020, 63 757 emplois ont été créés consolidés, principalement dans l'agriculture et l'agro-industrie.	Dépendance aux fonds publics, problèmes de suivi des projets financés, défis liés aux remboursements et risques de concentration sectorielle.	Soutien aux start-up et aux projets innovants, facilitation de l'accès au crédit, renforcement des capacités, appui aux femmes entrepreneures.	Manque de financement direct, montants de financement limités et critères d'éligibilité stricts.
Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT)	90 milliards mobilisés, près de 400 000 personnes formées et 676 projets financés en dix ans.	Dépendance aux ressources publiques.	- Le 3FPT finance jusqu'à 90 % ou 100 % des coûts de formation pour les jeunes âgés de 16 à 40 ans ; avec ou sans niveau d'études, facilitant ainsi leur insertion professionnelle ; - Diversité des formations ; -Soutien à l'auto-emploi.	Faible accès à l'information.
Agence nationale d'insertion et de développement agricole (Anida)	Depuis 2006, aménagement de fermes villageoises, de 15 à 100 ha, passant de 100 fermes en 2015, à 443 en 2021 et, pour plus de 35 000 emplois créés.	Retards dans la mise en œuvre et difficultés d'extension à un plus grand nombre de bénéficiaires.	Opportunités d'emploi à travers les exploitations agricoles modernes, acquisition de compétences techniques et entrepreneuriales, accès à des infrastructures, des équipements modernes et des financements.	Difficultés d'accès aux terres, défis logistiques pour les jeunes des zones rurales, défis liés à un marché limité, défis intrinsèques au secteur agricole.

Programme sénégalais pour l'entrepreneuriat des jeunes (PSEJ)	Depuis sa création jusqu'en 2018, le programme a pu former près de 2 000 diplômés de l'enseignement supérieur à l'entrepreneuriat et dans les domaines prioritaires du PSE tels que l'agriculture, les NTIC, le transport et la logistique, en plus de 20 entreprises innovantes accompagnées techniquement et financièrement.	Défaut de pertinence dans le ciblage des profils, insuffisances des ressources et faible publicité du programme.	Formation diplômante au métier d'entrepreneur assortie du Diplôme supérieur d'entrepreneur manager (Disem), facilités de financements, encouragement de l'innovation, formations et accompagnement.	Faible accès à l'information.
Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ)	Entre 2000 et 2012, près de 2 600 projets financés et plus de 12 626 emplois directs créés.	Échelle très petite et défaillances dans le système de suivi des remboursements.	Facilités de crédits.	Des interférences politiques dans l'octroi des crédits, selon le rapport de la Cour des comptes sur l'audit des comptes du FNPJ (2004), pages 58 à 64.

Réussites des politiques d'emploi des jeunes

Malgré leur incapacité à réduire de manière substantielle le chômage massif qui touche la jeunesse sénégalaise, les politiques d'emploi ont néanmoins généré certains résultats positifs, bien que leurs effets demeurent limités et fragmentés. Nous avons identifié trois principales réussites qui, sans résoudre la problématique en profondeur, représentent des avancées significatives : création d'emplois directs/indirects, amélioration de l'employabilité et accompagnement des porteurs de projets.

- **Création d'emplois directs/indirects**

Certaines politiques d'emploi ont pu démontrer leur capacité à générer des emplois, tant directs qu'indirects, constituant des réussites partielles mais significatives. Il y a donc un impact concret, quoique limité à certaines initiatives. À titre d'exemples, Ozor et Nyambane (2024), ont détaillé les postes générés par l'Anpej, tandis que le ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des valeurs civiques (2014) a quantifié les emplois créés dans le cadre de la Convention nationale État-employeur (Cnee). Dans « L'impact du Plan Sénégal Emergent (PSE) sur l'emploi », Bourkane Ly et al. (2019) soulignent, pour leur part, les opportunités d'emploi ayant découlé des investissements dans les secteurs prioritaires du PSE. Par ailleurs, le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (2021) a mis en relief les résultats de diverses initiatives telles que la DER/FJ, le Fongip, le Fonsis, l'Anida et l'Anpej, qui, malgré leurs disparités, contribuent toutes à la création d'emplois dans divers secteurs. Cependant, le nombre d'emplois générés, même lorsqu'on cumule les résultats de toutes ces initiatives, reste largement insuffisant pour absorber le chômage des jeunes à une échelle nationale.

- **Amélioration de l'employabilité**

Certains chercheurs ont avancé l'idée que le défi de l'emploi au Sénégal relève davantage de l'employabilité que de la disponibilité des postes. Pour eux, la majorité des jeunes, même en présence d'opportunités, n'atteignent pas le niveau d'employabilité requis. Ce constat a inspiré la création de politiques visant à renforcer l'employabilité des jeunes parmi lesquelles la Cnee comme

le soulignent Tsambou et al. (2022). De même, le Programme de formation école-entreprise (PF2E), étudié par Busson (2021) a démontré son importance pour combler les lacunes en compétences pratiques et établir des passerelles entre la formation théorique et les exigences des entreprises.

- **Accompagnement aux porteurs de projet**

Du fait de l'impossibilité pour les secteurs public et privé d'absorber l'ensemble du chômage, l'une des stratégies les plus récentes de l'État vise à promouvoir chez les jeunes l'esprit entrepreneurial et l'auto-emploi. Dans cette perspective, plusieurs structures d'accompagnement dédiées aux porteurs de projets ont été mises en place, parmi lesquelles figure en bonne place la DER/FJ, largement reconnue pour son action (DER/FJ, 2024 ; AUC & GIZ, 2020).

Faiblesses structurelles des politiques d'emploi des jeunes

L'analyse des études sélectionnées a permis de dégager six lacunes majeures des politiques d'emploi des jeunes au Sénégal : faible disponibilité des données et des ressources, communication insuffisante et manque de transparence, déficit dans le suivi-évaluation des programmes et précarité des emplois créés, mauvaise coordination des politiques, perceptions négatives et prédominance de mesures ponctuelles plutôt que structurelles.

- **Faible disponibilité des données et des ressources**

La maîtrise des données s'impose comme un préalable à l'efficacité des politiques d'emploi, car elle permet de comprendre précisément les besoins du marché et de suivre l'évolution des résultats obtenus. Ainsi, la fiabilité des données conditionne la pertinence et la contextualisation des interventions. Pourtant, comme le déplore Akindes (2022), les politiques d'emploi au Sénégal sont entravées par une faiblesse des données statistiques. Fox et Thomas (2016) notent que l'absence de données fiables compromet la contextualisation des politiques aux besoins réels des jeunes. En outre, les structures censées collecter et traiter ces informations peinent souvent à remplir leurs fonctions de manière optimale, comme le soulignent également Barlet et al. (2011). Parallèlement, le manque de ressources financières s'ajoute aux défis rencontrés par les structures. Selon la Banque mondiale (2007), l'insuffisance budgétaire est l'un des freins majeurs à l'impact des politiques d'emploi.

- **Communication insuffisante et manque de transparence**

Plusieurs études ont mis en évidence le fait que les politiques d'emploi des jeunes souffrent d'une visibilité limitée auprès de leur public cible. Kane et al. (2018) relèvent que les dispositifs demeurent souvent méconnus des jeunes, qui ignorent en grande partie les programmes mis en place pour faciliter leur insertion professionnelle. Timbuktu Institute (2020) souligne le fait que, malgré les efforts significatifs de l'État en termes de communication, ceux-ci s'avèrent inefficaces, illustrant une carence dans les stratégies de diffusion de l'information. La difficulté d'accès à l'information se trouve par ailleurs étroitement liée à un manque de transparence notamment en ce qui concerne la disponibilité et la clarté des rapports financiers des structures impliquées, comme le soulignent Diallo et al. (2023). La transparence limitée autour des objectifs et des résultats des programmes, combinée aux suspicions de détournement d'objectifs relevées par Sané et al. (2023), renforce un sentiment de méfiance envers ces dispositifs.

- **Déficit du suivi-évaluation et précarité des emplois créés**

La littérature met en évidence un déficit structurel de suivi-évaluation dans les politiques d'emploi, faiblesse maintes fois évoquée (Cabral et al., 2014 ; Kane et al., 2021 ; OIE, 2024 ; Diagne, 2024). Bien que l'intégration de pratiques de suivi-évaluation soit fréquemment évoquée par les structures responsables, celles-ci se limitent souvent à de simples déclarations d'intention, sans application concrète (Diallo et al., 2023). Cette carence complique toute tentative d'obtenir une vue d'ensemble fiable sur les dynamiques des politiques d'emploi (Baumann, 2016a). Au demeurant, l'absence d'évaluation rigoureuse empêche d'apprécier correctement l'impact réel des dispositifs sur la qualité des emplois créés. D'ailleurs, une proportion significative des emplois demeure caractérisée par la précarité d'après la Banque mondiale (2023), ce qui pose la question de la stabilité et de la durabilité de l'emploi pour les jeunes.

- **Multiplicité des politiques et manque de coordination**

Une problématique récurrente identifiée dans la littérature est celle de la dispersion des efforts déployés par l'État. Le rapport de la Banque mondiale de 2007, cité par Ndoye (2020), souligne cette dispersion comme l'une des causes fondamentales de l'inefficacité observée dans les dispositifs actuels et passés. Le véritable problème ne réside pas tant dans la multiplicité des politiques que dans l'absence de coordination entre elles. Sané et al. (2022) évoquent d'ailleurs un service public de l'emploi « balkanisé » pour illustrer le manque de synergie entre les différentes initiatives. Bien que des initiatives de rationalisation aient été observées, comme la création de l'Anpej, Tsambou et al. (2022) soutiennent que cette mesure n'a pas permis d'infléchir la tendance.

- **Perceptions négatives des politiques mises en œuvre**

Pour qu'une politique publique atteigne pleinement ses objectifs, son appropriation par les bénéficiaires est essentielle, car elle conditionne à la fois son efficacité et sa légitimité. Plusieurs études, notamment celles de Sambou (2020), Sané et al. (2023) et Kane et al. (2018), mettent en évidence des perceptions négatives qui freinent l'adhésion des jeunes aux politiques créées en leur faveur. Un tel état de fait s'explique par divers facteurs dont les soupçons de clientélisme politique, cités par Labrune-Badiane (2016) et Diallo et al. (2023), qui apparaissent parmi les plus récurrents. Ils alimentent un climat de méfiance envers les dispositifs publics d'emploi et rendent difficile la mobilisation de la jeunesse autour des mesures proposées.

- **Prédominance de mesures ponctuelles et non structurelles**

L'examen de la littérature révèle aussi une discontinuité dans les politiques, attribuable à une succession de mesures éphémères répondant davantage à des objectifs immédiats qu'à des enjeux de fond. Chaque régime politique tend en effet à instaurer des initiatives orientées vers des résultats visibles à court terme, sans suffisamment intégrer une vision structurelle durable de la problématique. Comme le soulignent Tine et Sall (2015), ces interventions conjoncturelles offrent des solutions temporaires mais échouent à s'attaquer aux problèmes de fond. Sylla (2023), déplore la dimension ponctuelle de l'initiative, dénuée d'un cadre pérenne permettant de garantir des retombées continues.

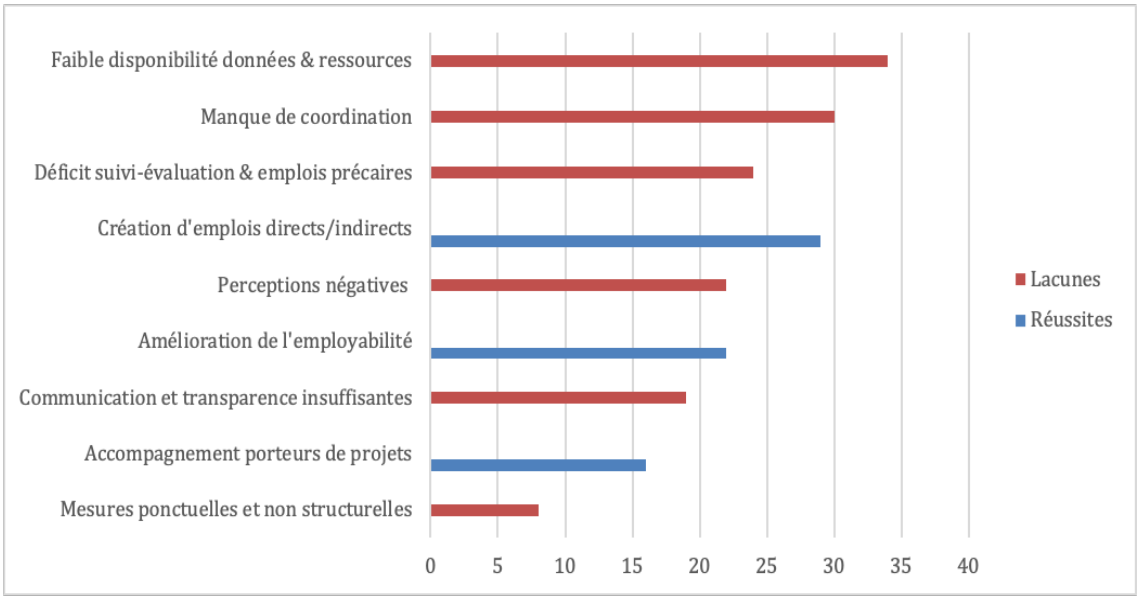

Figure 2 : Nombre d'articles par sous-thème (n sur les 63 articles retenus)

Le graphique ci-dessus illustre la distribution thématique des citations recensées dans le corpus analysé. Les nombres indiqués correspondent au nombre d'articles, parmi les 63 retenus, dans lesquels chaque sous-thème a été mentionné. Cette représentation est le fruit d'un encodage combiné, manuel et automatique, réalisé à l'aide du logiciel NVIVO.

Discussion

L'objectif central de cette étude consistait à examiner les dynamiques contrastées qui ont structuré les politiques publiques d'emploi des jeunes au Sénégal au cours des vingt dernières années. Les trois grandes réussites décelées témoignent du potentiel des politiques mises en œuvre à générer des emplois, aussi bien directs qu'indirects. Toutefois, la portée de celles-ci est tempérée par des limites dont l'insuffisance du volume d'emplois créés. Toutes les études convergent sur le constat d'une insuffisance du nombre d'emplois, même cumulés, largement en deçà des besoins structurels de l'économie, à tel point que certaines politiques aboutissent à des résultats presque dérisoires au regard des attentes placées en elles. Cela s'explique en grande partie par l'insuffisance des ressources allouées, mais également par l'absence de mécanismes de mutualisation entre les dispositifs. Cependant, des efforts ont été consentis, notamment dans l'amélioration de l'employabilité des jeunes. À cet égard, la CEE s'illustre comme une référence unanimement saluée par la littérature pour son efficacité en matière de renforcement des compétences et de création de passerelles d'insertion professionnelle. Elle se distingue également par sa longévité, dans un contexte où la discontinuité des politiques est plutôt la norme. Enfin, une autre avancée concerne le développement d'instruments d'appui aux porteurs de projets. L'essor des mécanismes financiers et techniques destinés à accompagner l'entrepreneuriat constitue un acquis indéniable, même si ces dispositifs souffrent des mêmes limites que celles évoquées précédemment, notamment leur faible envergure qui réduit considérablement leur impact sur l'écosystème économique global. Il convient, en outre, de rappeler que si l'entrepreneuriat et l'auto-emploi offrent des perspectives intéressantes, il serait illusoire et contre-productif d'en faire l'alpha et l'oméga des politiques d'emploi. La promotion de l'initiative privée ne saurait suppléer une stratégie plus large de développement économique, portée par une politique d'industrialisation capable d'orchestrer une croissance intensément créatrice d'emplois.

Quant aux lacunes des politiques d'emploi des jeunes au Sénégal, elles révèlent des défaillances systémiques qui interrogent tant la conception des dispositifs que leur mise en œuvre, et conduisent à écarter l'hypothèse d'erreurs d'ajustement marginales, pour révéler, au contraire, une fragilité de l'action publique sur le plan de la cohérence stratégique et de la capacité institutionnelle à en assurer l'effectivité. D'abord, l'opacité des comptes de gestion et la faible accessibilité des rapports comptables minent la crédibilité des programmes. Ils favorisent également un manque de transparence, surtout quand on sait que la grande majorité des jeunes ne connaissent pas bien ces dispositifs. Cela témoigne d'une grave insuffisance en matière de communication et d'information. Les détournements d'objectifs constatés dans certaines initiatives interrogent le degré d'autonomie de l'action publique à l'égard de logiques d'instrumentalisation politique qui discréditent la fonction redistributive des politiques d'emploi. Par ailleurs, la faible prégnance du suivi-évaluation constitue le véritable point névralgique. L'absence d'évaluations *a posteriori*, qui est une conséquence du manque d'indicateurs fiables sur la qualité et la pérennité des emplois créés, condamne l'action publique à une forme d'errance gestionnaire, déconnectée de ses propres finalités déclarées. De plus, la précarité des opportunités offertes montre une tendance des politiques à reconduire les logiques de précarisation qu'elles prétendent combattre.

Quant à la fragmentation institutionnelle, perceptible à travers la prolifération des intervenants, l'enchevêtrement des objectifs, le manque de coordination entre structures et la faible lisibilité de l'action publique, elle contribue à une dilution des efforts. L'absence de capitalisation sur les expériences antérieures limite l'efficacité cumulative des initiatives. Les politiques souffrent également d'une crise de légitimité grandement alimentée par les perceptions d'inefficacité et les soupçons d'un usage instrumental et clientélaire. Les mesures souvent jugées déconnectées des réalités du terrain traduisent une inadéquation entre les besoins des jeunes et les solutions apportées.

Cet état de fait est aggravé par des programmes étroits, liés aux cycles électoraux, qui privilégient des résultats à court terme. Le renforcement de l'ancrage participatif apparaît dès lors comme une condition essentielle pour restaurer la crédibilité des interventions et en améliorer la pertinence sociale. Enfin, l'insuffisance de données statistiques fiables et le manque de ressources privent les décideurs des outils nécessaires à une planification et un ajustement efficaces des stratégies aux réalités observées.

Toutefois, les politiques d'emploi ont pu créer des opportunités d'emplois au fil des années, témoignant de l'existence d'un potentiel d'action qu'il conviendrait de consolider. L'État a, en effet, progressivement intensifié ses efforts pour concevoir des initiatives qui prennent en compte la diversité des profils. Une volonté d'adaptation qui marque une avancée importante vers l'intégration d'une approche différenciée des jeunesses. Cependant, l'action publique est confrontée au défi de concilier la spécificité des parcours individuels avec une vision d'ensemble cohérente. S'il est impératif de répondre aux besoins particuliers des différents segments de la jeunesse, ceci ne doit pas conduire à une fragmentation, voire une atomisation des stratégies. Une meilleure alternative réside dans une articulation fine entre la reconnaissance des singularités et la poursuite d'objectifs globaux.

Il se pose également la question de l'équilibre entre solutions structurelles et conjoncturelles. Les solutions structurelles, qu'il s'agisse de la réforme du système éducatif, du développement d'infrastructures ou encore de la diversification économique, nécessitent un horizon temporel étendu. Cependant, face à une jeunesse de plus en plus pressée d'accéder au marché du travail, ces mesures à long terme risquent d'apparaître dissonantes par rapport aux urgences quotidiennes. Dans ce contexte, les solutions conjoncturelles, telles que les programmes de création rapide d'emplois ou les incitations fiscales pour les entreprises, offrent une réponse immédiate même si souvent limitée dans sa durabilité. L'État doit donc naviguer entre ces deux impératifs, en somme, construire une dialectique opératoire entre l'urgence de la réponse et la nécessité de la réforme. Il lui incombe de veiller à ce que la gestion du court terme, certes nécessaire pour répondre aux attentes urgentes, ne se fasse ni au détriment de la planification stratégique, ni de la soutenabilité institutionnelle. Cela implique une gestion stratégique des ressources et surtout une priorisation réfléchie des initiatives.

Enfin, il convient de souligner que la réussite des politiques d'emploi repose également sur leur capacité à s'inscrire dans une dynamique intersectorielle. L'emploi des jeunes ne saurait être abordé isolément des autres enjeux nationaux, tels que l'éducation, la santé ou encore le développement rural. Une mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles est essentielle pour répondre efficacement à la complexité du problème.

Conclusion

La question de l'emploi des jeunes connaît un regain d'intérêt dans l'agenda des politiques publiques au Sénégal sous l'effet, d'une part, de la centralité de cette frange démographique par son poids statistique et son rôle dans la structuration des équilibres sociaux, et d'autre part, de l'émergence de figures politiques jeunes, qui contribue à repositionner la problématique de l'insertion sur le devant de la scène politique. Si les politiques antérieures ont échoué à enrayer le chômage, il n'en demeure pas moins que toute reconfiguration ambitieuse de l'action publique dans ce domaine doit nécessairement s'appuyer sur les acquis mais aussi sur les errements du passé, ne serait-ce que pour éviter la reproduction circulaire des mêmes impasses. C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit la présente revue de portée, dont l'objectif central consistait à analyser, sur une période couvrant les deux dernières décennies, les dynamiques de réussite et les obstacles récurrents qui ont jalonné la mise en œuvre des politiques d'emploi des jeunes au Sénégal. Cette entreprise a permis de mettre en lumière un volontarisme étatique, se traduisant par des tentatives de réajustement opérées au fil des régimes, lesquels ont néanmoins permis d'enregistrer des résultats, notamment, en matière de création d'emplois, d'amélioration de l'employabilité et de promotion de l'auto-emploi. Toutefois, ces succès demeurent modestes au regard de l'ampleur des attentes et du caractère systémique des vulnérabilités du marché du travail. L'analyse des études retenues révèle

que les politiques souffrent de limites majeures, telles que la faible cohérence stratégique, le déficit de transparence, la faiblesse du suivi-évaluation et la précarité des opportunités créées. Répondre à ces impasses appelle en amont une réforme de la gouvernance publique de l'emploi qui suppose l'institutionnalisation d'une planification rompant avec les logiques réactives dictées par l'urgence ou la conjoncture politique, et le développement d'une culture de l'évaluation, indispensable pour construire une action publique apprenante. Un tel renouveau exige également une compréhension plus fine de la jeunesse elle-même, en cessant de la concevoir comme un bloc monolithique pour mieux reconnaître la pluralité de ses trajectoires, aspirations et vulnérabilités. Par ailleurs, il importe de restaurer une lisibilité de l'action publique. L'État se doit de clarifier la logique économique sous-jacente à ses interventions : entend-il jouer un rôle d'employeur direct, ou plutôt celui de catalyseur d'un secteur privé endogène, capable d'absorber durablement la main-d'œuvre ? L'ambiguïté des orientations actuelles, oscillant entre une injonction généralisée à l'entrepreneuriat et une valorisation de la formation professionnelle non adossée à un tissu productif viable, illustre cette absence de cap. L'analyse des résultats issus de cette revue de portée montre ainsi la nécessité de repenser conjointement la gouvernance, l'architecture des politiques et la gestion des ressources, afin de sortir d'un modèle d'intervention faiblement transformateur.

Bibliographie

Akindes, F. (2022). *Demography, Inclusive Growth and Youth Employment in Africa*. Institute for New Economic Thinking. https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/Africa-paper-3.pdf

ANSD (Agence nationale de la statistique et de la démographie). (2015). *Situation économique et sociale du Sénégal en 2012*. https://www.ansd.sn/sites/default/files/2022-12/4-emploi-SESN2012.pdf

ANSD (Agence nationale de la statistique et de la démographie). (2024). *Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal : peremier trimestre 2024, note d'information.* https://www.ansd.sn/sites/default/files/2024-07/Rapport_enes_T1_2024_VF.pdf

Arksey, H., & O'Malley, L. (2005). Scoping studies : Towards a methodological framework. *International Journal of Social Research Methodology*, *8*(1), 19-32. https://doi.org/10.1080/1364557032000119616

AUC & GIZ (African Union Commission & Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit). (2020). *Promoting youth entrepreneurship in Africa : A policy brief.* https://au.int/sites/default/files/documents/39541-doc-promoting_youth_entrepreneurship_in_africa_-_en.pdf

Ba, A., Bjornson, L., Fall, N. S., Gillis, K., Gorry, G., Koné, O., Robin, L., & Sow, A. (2012). *L'employabilité des jeunes du Sénégal* : séminaire International 2012. Une initiative du CECI et de l'EUMC. https://seminaireinternational2012.wordpress.com/wp-content/uploads/2012/04/rapport-final-ej.pdf

Banque mondiale. (2007). *Senegal Looking for Work—The road to prosperity* (volume I : Rapport principal 40344 ; numéro 40344). World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/51692681-8666-568f-bb28-5e3b3cd55163/content

Banque Mondiale. (2023). *Emplois vulnérables, total (% des emplois)— Sénégal*. World Bank Open Data. https://data.worldbank.org

Barlet, S., Baron, C., & Lejosne, N. (2011). *Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle.* Document de travail. Agence française de développement (AFD). https://gret.org/wp-content/uploads/2021/11/111-document-travail.pdf

Barry, I., & Kane, A. (2022). *Durée de transition école premier emploi au Sénégal*. *12*, 4-25.

Baumann, E. (2016a). Chapitre V : Les politiques publiques : inciter au travail. Dans *Sénégal, le travail dans tous ses états* (pp. 201-226). Presses universitaires de Rennes. https://doi.org/10.4000/books.pur.46805

Baumann, E. (2016b). Chapitre VI : Au fil du temps : des projets « au service » de l'emploi. Dans *Sénégal, le travail dans tous ses états* (pp. 227-248). Presses universitaires de Rennes. https://doi.org/10.4000/books.pur.46806

Becker, G. S. (1975). *Human capital : A theoretical and empirical analysis, with special reference to education* (2nd edition). National Bureau of Economic Research : distributed by Columbia University Press.

Bourkane Ly, L., Cabral, F. J., Mamno Wafo, V. L., & Diagne, K. (2019). *L'impact du Plan Sénégal Emergent (PSE) sur l'emploi.* Groupe de la Banque africaine de développement. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/rapport_emploi_senegal_10-12-2019.pdf

Busson, S. (2021). *Skills Development & Youth Employability In West Africa. Observations on the state of TVET and good practices from Senegal, Ghana, Ivory Coast and Nigeria.* https://www.adeanet.org/sites/default/files/resources/report_africavf_compressed.pdf

Cabral, F. J., Diakhaté, I., Gavlo, K., Fall, M., & Ndao, S. (2014). *Diagnostic sur l'emploi des jeunes au Sénégal.* https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-dakar/documents/publication/wcms_339500.pdf

Card, D., Kluve, J., & Weber, A. (2018). What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations. *Journal of the European Economic Association*, *16*(3), 894-931. https://doi.org/10.1093/jeea/jvx028

Cese (Conseil économique social et environnemental). (2013). *Rapport général des travaux de l'année 2013*. CESE. https://cesesenegal.sn/wp-content/uploads/2021/08/RAPPORT-GENERAL-2013_CESE.pdf

Cese (Conseil économique social et environnemental). (2021). *Rapport des travaux de la première session ordinaire du 23 février au 09 avril 2021*. CESE. https://cesesenegal.sn/wp-content/uploads/2021/09/rapport-session-2021-copie.pdf

CFYE (Challenge Fund for Youth Employment). (2021). *Scoping Report—Senegal*. Challenge Fund for Youth Employment (CFYE). https://fundforyouthemployment.nl/wp-content/uploads/2022/01/Scoping-Report-Senegal-2021-Challenge-Fund-for-Youth-Employment.pdf

DER/FJ (Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes). (2024). *La DER/FJ au service de l'entrepreneuriat (2018-2023).* https://www.der.sn/wp-content/uploads/2024/01/LA-DERFJ-AU-SERVICE-DE-LENTREPRENEURIAT-2018-2023.pdf

Diagne, K. B. (2024). *Migration et emploi des jeunes : Quelles alternatives ?* [Policy Brief]. https://www.ipar.sn/IMG/pdf/police_brief_-_policy_brief_migration_et_emploi_des_jeunes_def_indd.pdf

Diallo, M. A. (2023). Au centre des priorités des jeunes sénégalais : La gestion de l'économie, l'insécurité et l'emploi. *Afrobarometer*, *711*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/10/AD711-Priorites-des-jeunes-senegalais-Economie-insecurite-et-emploi-Afrobarometer-4oct23.pdf

Diallo, M. A., & Diallo, H. (2021). Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois. *Afrobarometer*, *499*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad499-senegalais_reclament_plus_defforts_du_gouvernement_en_matiere_de_creation_demplois-depeche_afrobarometer-17dec21.pdf

Diallo, M., Ndiaye, S., Diop, A. A., & Dior Diop, M. (2022). *Nouvelles modalités et nouveaux thèmes pour les avis scientifiques en Afrique de l'Ouest et du Centre : focus sur l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat féminin. Cas du Sénégal.* Conseil pour le développement de l'Afrique (CODE-Africa). https://www.code-africa.net/app/uploads/Rapport_Pays_Se%CC%81ne%CC%81gal_vf_ok.pdf

Diallo, T. M., Dieye, A., Ronconi, L., & Sinzogan, C. (2023). *What works for Youth Employment in Africa : A review of youth employment policies and their impact in Senegal.* Working Paper 2023-17. https://mastercardfdn.org/wp-content/uploads/2024/02/Youth-Employment-Senegal-Working-Paper.pdf

Doeringer, P. B., & Piore, M. J. (1971). *Internal Labor Markets and Manpower Analysis : With a New Introduction*. Routledge.

Échevin, D., Sylla, M. B., Ly, M. A., & Seck, F. G. C. (2013). *Youth employment in northern Senegal : Creating job opportunities for young people*. GLOBAL PARTNERSHIP FOR YOUTH EMPLOYMENT. https://iyfglobal.org/sites/default/files/GPYE_Assessment_Creating_Opportunities_for_Youth_6.pdf

Fox, L., & Thomas, A. (2016). Africa's Got Work To Do : A Diagnostic of Youth Employment Challenges in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, *25*(suppl_1), i16-i36. https://doi.org/10.1093/jae/ejv026

Kamga, F. (2019). *Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone*. Centre de recherches pour le développement international (CRDI). https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/b5ed8f47-3ddd-44bc-ade4-e412858bccb1/content

Kane, A., Ablouka, G., & Dogbe, A. K. (2020). *Les déterminants de l'arbitrage entre entrepreneuriat et salariat au Sénégal*. https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Actes/Conf_OFE_CIRPEC_2020/Texte44_Kane.pdf

Kane, A., Barry, I., Marone, M., Ndoye, M. L., Thiongane, M., & Seck, A. (2018). *Projet : améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone/RAPPORT ENQUÊTE SÉNÉGAL*. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/6a2269ad-456b-47a6-96cb-c4262e0961bd/content

Kane, A., Ndoye, M., & Dogbe, A. K. (2022). Programmes de stage et accès à l'emploi : une application à la Convention nationale État-employeurs du secteur privé au Sénégal. *Revue d'économie du développement*, *28*(4), 47-81. https://doi.org/10.3917/edd.344.0047

Kane, A., Ndoye, M. L., & Seck, A. (2021). Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal. *African Development Review*. https://doi.org/10.1111/1467-8268.12486

Kluve, J., Puerto, S., Robalino, D., Romero, J. M., Rother, F., Stöterau, J., Weidenkaff, F., & Witte, M. (2019). Do youth employment programs improve labor market outcomes? A quantitative review. *World Development*, *114*, 237-253. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.10.004

Kraft, K. (1998). An evaluation of active and passive labour market policy. *Applied Economics*, *30*(6), 783-793.

Labrune-Badiane, C. (2016). Parcours et portraits de la jeunesse au chômage en Casamance : expériences vécues et perspectives d'avenir. *Proceedings of the African Futures Conference*, *1*(1), 49-60. https://doi.org/10.1002/j.2573-508X.2016.tb00022.x

Massing, F. P. N., Kane, N. O. D., Sy, T., & Liboudou, L. (2014). Les déterminants de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique de l'Ouest : le cas de la Mauritanie et du Sénégal. *Fonds de Recherche sur le climat d'investissement et l'environnement des affaires (CIEA)*, *81/14*. https://pefop.iiep.unesco.org/en/system/files/resources/Pef000172_Kane_Sy_NtepMassing_Liboudou_Entreprenariat_Jeunes_AfriqueOuest_2014_0.pdf

McKenzie, D. (2017). How Effective Are Active Labor Market Policies in Developing Countries? A Critical Review of Recent Evidence. *The World Bank Research Observer*, *32*(2), 127-154. https://doi.org/10.1093/wbro/lkx001

Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des valeurs civiques. (2014). *L'emploi des jeunes au Sénégal : une priorité nationale.* Forum national sur l'emploi des jeunes. https://pefop.iiep.unesco.org/fr/system/files/resources/Pef000103_MJEPVC_Rapport_Forum_National_Emploi_Jeunes_SN_2014.pdf

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. (2018). *Rapport annuel d'activités—Édition 2018*. https://acces-universel-electricite.gouv.sn/IMG/pdf/rapport-annud4ed-2.pdf

Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. (2021). *Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes—Xeyu Ndaw* Ni. https://economie.gouv.sn/sites/default/files/2021-07/Brochure%20Xeyu%20Ndaw%20Gni-version-finale_compressed.pdf

Ndao, P. I. (2010). *Projet de politique nationale de l'emploi*. République du Sénégal - Bureau international du travail. https://webapps.ilo.org/static/english/emplab/download/nep/senegal/senegal_national_employment_policy_2010.pdf

Ndoye, M. L. (2020). *Efficacité du dispositif d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail au Sénégal* [université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad)]. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/2d28477a-8a72-4c1f-9b48-50333b116ccc/content

Obadić, A. (2006). Theoretical and empirical framework of measuring mismatch on a labour market. *Proceedings of Rijeka Faculty of Economics: Journal of Economics and Business* (zbornik@efri.hr), *24*(1), 24

OIE (Organisation internationale des employeurs). (2024). *Politiques de la jeunesse et de l'emploi en Afrique : Défis, aspirations et opportunités.* Organisation Internationale des Employeurs (OIE), Commission africaine de la jeunesse. https://www.ioe-emp.org/index.php?eID=dumpFile&t=f&f=159961&token=a9a76345735a0b81791f23521879fd15e49ce86f

Ozor, N., & Nyambane, A. (2024). *What is the place of science, technology, and innovation in youth employment in Senegal? 68*. https://atpsnet.org/wp-content/uploads/2024/02/Technopolicy-Brief-No.-68-What-is-the-Place-of-Science-Technology-and-Innovation-in-Youth-Employment-in-Senegal.pdf

PSE (Plan Sénégal émergent). (2023). *Plan Sénégal Émergent. Plan d'actions prioritaire 3 : 2024-2028*. https://www.finances.gouv.sn/app/uploads/PSE-PAP-3-2024-2028.pdf

Sambou, O. D. (2020). Insatisfaits de leur gouvernement, les jeunes sénégalais évoquent la recherche d'emploi comme principale raison d'émigrer. *Afrobarometer*, *405*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad405-migration_des_jeunes_senegalais-depeche_afrobarometer-bh-13nov20.pdf

Sané, S., Dione, D., & Sané, M. (2022). Service public de l'emploi pour une politique efficace en matière d'insertion professionnelle au Sénégal : une analyse des programmes de promotion d'emploi des jeunes. *Revue de gestion et d'économie*, *10*(1 & art 1 & 2. https://doi.org/10.34874/PRSM.jbe.36904

Sané, S., Dione, D., & Sané, M. (2023). *Politiques publiques et création d'emplois au Sénégal : une analyse en termes d'efficacité de programmes de promotion d'emplois des jeunes.* (37). *1*(37). https://revues.imist.ma/index.php/REGS/article/view/38066

Sarr, M. D. (2004). *Poverty Reduction Strategy and Youth Employment In Senegal*. https://www.un.org/esa/socdev/social/papers/urban_sarr_prsp.pdf

Seck, A. (2004). *Insertion professionnelle des jeunes diplômés au Sénégal : analyse de la situation. Contraintes et perspectives.* Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Monographie de fin d'étude pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'éducation populaire de la jeunesse et des sports. https://beep.ird.fr/collect/inseps/index/assoc/MO04-09.dir/MO04-09.pdf

Sylla, N. S. (2023). Pour un plein-emploi décent en Afrique : réflexions sur la garantie d'emploi. *Fondation Rosa Luxemburg (Bureau Afrique de l'Ouest)*. https://rosalux.sn/wp-content/uploads/2023/04/DOCUMENT_TRAVAIL_2023_RLS-002.pdf

Timbuktu Institute. (2020). *Échec des dispositifs pour l'emploi : une jeunesse sénégalaise « anxieuse », « abandonnée » et « sans horizon » (étude Timbuktu Institute)*. https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/376-echec-des-dispositifs-pour-l-emploi-une-jeunesse-senegalaise-anxieuse-abandonnee-et-sans-horizon-etude-timbuktu-institute

Tine, B., & Sall, A. (2015). *Les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal : entre emplois « faute de mieux » et projet professionnel. Série de documents de recherche (version provisoire)*. https://www.cres-sn.org/les-trajectoires-demplois-des-jeunes-au-senegal-entre-emplois-faute-de-mieux-et-projet-professionnel/

Tsambou, A. D., Diallo, T. M., & Benjamin, F. K. (2022). Programmes dappui à l'emploi et employabilité des jeunes dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois au Sénégal (note de politique générale). *Consortium pour la recherche économique en Afrique*. https://publication.aercafricalibrary.org/items/5bd610c5-f093-427e-b4eb-6a344623dbba

Tsambou, A. D., Diallo, T. M., Kamga, B. F., & Asongu, S. A. (2024). Impact of employment support programs on the quality of youth employment: Evidence from Senegal's internship program. *Sustainable Development, n/a(n/a)*. https://doi.org/10.1002/sd.291

Unemployment and Youth Employment in Senegal

A Scoping Review of Achievements, Shortcomings, and Structural Limitations of Public Policies

Mouhammad Dieng
PhD student in political science
Gaston Berger University
dieng.mouhammad@ugb.edu.sn

Mamadou Aliou Diallo
Associate professor, Department of Animal Biology, Faculty of Science and Technology
Cheikh Anta Diop University of Dakar, Senegal
mamadou.diallo1@ird.fr

Mame Penda Ba
Associate professor, political science
Gaston Berger University
mame-penda.ba@ugb.edu.sn

How to cite this paper:
Dieng, M., Diallo, M. A., & Ba, M.-P. (2025). Chômage et emploi des jeunes au Sénégal : une revue de portée des réalisations, déficiences et limites structurelles des politiques publiques. *Global Africa*, (11), pp. 186-202
https://doi.org/10.57832/833y-ek07

Received: March 27, 2025
Accepted: July 30, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

Senegal's population is predominantly young, with half of its inhabitants under the age of 19. The current trend, supported by an average annual population growth rate of 2.9%, suggests that this demographic structure will remain stable in the long term. However, this dividend remains hampered by persistent difficulties in integrating young people into the labor market. Having played a decisive role in the country's recent third democratic transition, young people hope that public policies will be put in place to increase employment opportunities. In this article, we conduct a scoping review of policies already implemented in order to identify the dynamics of obstacles and progress in youth employment policies in Senegal between 1999 and 2024.

Database searches yielded 153 studies published in indexed databases, of which 63 ultimately met the inclusion criteria. The data analysis highlighted three major areas of policy success: 1) The creation of direct and indirect jobs; 2) Improved employability; 3) Support for project initiators. At the same time, six major gaps were identified: 1) Insufficient communication and lack of transparency; 2) Weak program monitoring and evaluation, and the precarious nature of the jobs created; 3) Poor coordination of policies; 4) Negative perceptions of the implemented policies; 5) A predominance of ad hoc measures over structural ones; 6) Limited availability of data and resources.

Keywords

Scoping review, job, unemployment, employment policies, youth, socio-professional integration, demography, Senegal, employability, entrepreneurship

Introduction

Youth unemployment is undeniably one of the most pressing challenges facing contemporary Senegal. This phenomenon is typically understood in terms of its social manifestations and repercussions, rather than through a rigorous evaluation of public programs aimed at combating unemployment, based on reliable statistical data. Although its scale is readily recognized due to its recurrence in public debate, a lack of quantitative assessments persists, fueled by a structural shortage of employment data (Tine & Sall, 2015; Akindes, 2022). This deficiency stems both from a poorly structured labor market and from the difficulty of reaching a consensus on a definition of unemployment, as the conceptual frameworks adopted by international institutions such as the International Labour Organization (ILO) are often considered restrictive and difficult to adapt to predominantly informal economies (ANSD, 2024, p. 4). Indeed, like most Sub-Saharan African countries, Senegal faces the challenge of accurately defining unemployment, particularly due to the lack of contextualized labor market data (Fox & Thomas, 2016). The lack of a consensus definition of unemployment status often complicates the interpretation of economic realities and impedes the implementation of reliable measurement mechanisms.

However, the National Agency for Statistics and Demography (ANSD), a central institution in data production in Senegal, strives to address this deficiency by adopting a definition of unemployment that it considers better suited to local realities[1]. Based on successive surveys conducted by the agency, it appears that the unemployment rate has experienced a concerning trend over the past decade, rising from 10.2% in 2012 (ANSD, 2015) to 23.2% in the first quarter of 2024 (ANSD, 2024). This exponential increase illustrates the seriousness of the phenomenon but also a striking paradox: the contrast between the announced macroeconomic progress and the persistence of underemployment and youth unemployment. Indeed, between 2014 and 2023, the country experienced an average annual economic growth of 5.3% (PSE, 2023, p. 1); however, this was insufficient to generate the jobs needed to reduce unemployment and the quality of the jobs created reveals a labor market dominated by precarious employment.

Faced with this endemic unemployment, the Government of Senegal has made considerable efforts, mobilizing over 544 billion CFA francs (approximately 830 million euros) between 2010 and 2020 (Ministry of Economy, Planning, and Cooperation, 2021). However, the initiatives undertaken—including training programs, placement opportunities, and support for entrepreneurship—have not achieved their intended objectives. Employment policies systematically encounter significant obstacles such as institutional instability, insufficient resources (Sané et al., 2023), poor governance—particularly in financial management (Cabral et al., 2014)—frequent politicization, and a lack of program monitoring and evaluation (World Bank, 2007). They also face inconsistencies—such as overlapping structures, poor targeting, contradictory objectives, and a lack of intersectoral coordination—all of which undermine their impact. Such a situation raises questions regarding the effectiveness, relevance, and overall coherence of public policies.

The objective of this scoping review is therefore to analyze the dynamics of successes and obstacles that have characterized youth employment policies in Senegal over the past twenty years, highlighting the structural and cyclical factors that have influenced their effectiveness. It aims to understand how these policies have evolved in response to socio-economic transformations and the changing needs of youth regarding professional integration.

It also seeks to identify the successes and failures of past policies, highlight the turning points that have shaped the state's approach to youth employment management, pinpoint both the common shortcomings across all policies and those specific to individual ones, provide an overview of evaluations conducted by researchers, and offer recommendations to guide future public action.

1 According to the ILO, an unemployed person is anyone who is without work, available for work, and has sought work. The ANSD broadens this definition in Senegal, where the labor market is poorly structured, to include individuals who, although available, are not actively seeking work for reasons considered beyond their control.

State of Knowledge

The question of the effectiveness of youth employment policies is a subject of debate in the scientific literature. Some studies highlight positive effects, showing how support measures succeed in generating momentum conducive to job creation and professional integration (Card et al., 2018). However, a significant portion of the literature reports more nuanced impacts. Several studies point to the limited effectiveness of employment policies, particularly in terms of sustainably reducing unemployment and improving the employability of young people (Kluve et al., 2019). This observation is particularly striking in developing countries, where the effectiveness of these policies is frequently disputed (McKenzie, 2017).

With regard to Senegal, scientific research on the impact of youth employment policies remains limited (Échevin et al., 2013). Most of the available studies mainly highlight the significant gap between the financial and material resources deployed and the results obtained, which are considered insufficient (Barry & Kane, 2022).

Beyond these empirical findings, it is important to situate policies within a pluralistic theoretical framework, shedding light on their epistemologies, programmatic orientations, and structural limitations. Human capital theory, which posits a positive correlation between investment in education/training and individual productivity (Becker, 1975), forms the explicit or implicit foundation of many initiatives focused on youth professionalization. However, this approach is hampered by the reality of a mismatch between the qualifications acquired and the skills actually required in the labor market (Obadić, 2006), which calls into question the ability of training programs to meet the needs of the economy.

Approaches based on labor market segmentation (Doeringer & Piore, 1971) help to understand the logic of dualization between a formal, restricted, and protected segment and an informal sector largely dominated by precarious forms of integration. Some authors emphasize that employment policies tend to overlook these dynamics. Indeed, they tend to view young people as a homogeneous group, without taking into account the social, territorial, and gender inequalities that influence their integration into the labor market. Furthermore, the contrast between active policies (aimed at increasing employability through training, support, or job creation) and passive policies (such as indirect support measures) provides a relevant framework for assessing the consistency of the instruments used (Kraft, 1998).

Placing the analysis within this composite theoretical framework allows us to move beyond a simple descriptive accumulation of programs and, instead, question their foundations, normative orientations, and blind spots. The aim is not so much to pit models against each other as to construct a critical framework for analysis that highlights the frequent disconnect between the conceptual underpinnings, stated ambitions, and concrete implementation strategies in a context marked by institutional fragmentation and volatile public priorities. We will thus show that the measures deployed in Senegal are accumulating without any clear strategic articulation, reflecting more a logic of short-term response to social or political tensions than a structured integration project based on a unified vision of employment development.

Implications for Research

Research on youth employment policies in Senegal is characterized by a focus on the analysis of specific policies or programs. Few studies offer a comprehensive overview of employment policies. This can be partly explained by the complexity of conducting such studies in a context where youth profiles are highly heterogeneous. However, focusing the analysis on a specific category of policies implicitly targets a population of youth whose characteristics align with those policies, risking the exclusion of other groups equally affected by employment issues. This scoping review does not claim exhaustiveness; rather, it aims to compile and synthesize findings from research on specific policies, with the objective of identifying cross-cutting trends essential for a broader understanding of the dynamics and challenges related to youth employment policies in Senegal.

Method

The study adopts the methodological framework of Arksey and O'Malley (2005), a rigorous and well-recognized approach for mapping the state of knowledge in a research field. The flexibility offered by this framework allows for an exhaustive exploration of available studies, while highlighting blind spots and avenues for further research.

It unfolds through five distinct stages. First, the research question is defined in such a way as to cover a broad spectrum of studies conducted on the topic. Next, relevant studies are identified through a documentary strategy using multiple databases and explicit inclusion criteria. The next step is a filtering process that retains only studies meeting the inclusion criteria. Fourth, data are extracted and organized to highlight key information and map the available knowledge and gaps. Finally, analyzing and contextualizing the data highlights the dominant themes and gaps in the literature.

This study centers on the following central question: What are the responses of the State in addressing youth unemployment in Senegal? From this main question, two additional questions guided the analysis: How have these dynamics evolved over the past twenty years? What are the key achievements and challenges of youth employment policies in Senegal?

The review drew on studies published from 1999 to 2024. This timeframe is justified by its historical importance, corresponding to a pivotal political period initiated by the first democratic transition, during which the state intensified its involvement in youth employment in response to the decisive role young people played in the transition and the considerable expectations they embodied.

Studies were selected through searches in online databases, including Google Scholar, HAL-SHS, ResearchGate, BNUCAD, and Scholar Vox. To identify relevant publications, we combined keywords (employment policies, employment, unemployment, youth, Senegal, employability) using standard Boolean operators (AND, OR), progressively refining the results. Additionally, truncation was used to broaden the search by capturing lexical variations of the chosen terms. Additional related keywords were used to broaden the scope of the search, including: socio-professional integration, labor market, access to employment, training–employment alignment, and self-employment.

Table 1: Keywords and keywords combinations

Main keywords	Employment, employment policies, unemployment, youth, Senegal, employability
Boolean operators	(Employment policies OR Employment OR Unemployment) AND (Young people AND Senegal), (Employment policies AND Employability) AND (Young people AND Senegal), (Socio-professional integration OR Job market) AND (Access to employment OR Training-job match)
Related keywords	Social and professional integration, job market, access to employment, entrepreneurship, self-employment, training-employment match, career path.
Truncation	Employment*, Unemployment*, Youth*, Employability* (Policy* AND Employment*) AND (Unemployment* AND Youth*), Policy*

Publications issued by national institutions as well as those produced by international organizations (IOs) and non-governmental organizations (NGOs), were also thoroughly reviewed in order to capture non-academic perspectives. Such a diversity of sources enhances the analysis, offering a more holistic view of employment policies. It provides insight into macroeconomic and institutional factors along with social dynamics and local constraints affecting policy effectiveness.

For this review, we included all studies examining employment policies from 1999 to 2024, a period characterized by strongly proactive public interventions. This period represents a paradigmatic phase in public employment policy, marked by a governmental shift toward reinforcing initiatives

to tackle unemployment. We included not only studies focusing on specific policies, but also those comparing policies implemented at different times under successive political regimes. This enables us to trace the development of state strategies and their impact over time.

Conversely, we excluded studies that dealt with unemployment or employment in broad terms, without a specific focus on state-led public policy analysis. This distinction is crucial, as it directs focus toward the scope and effectiveness of state actions rather than broad labor market observations. Accordingly, studies focusing solely on individual career trajectories, without connection to state initiatives, were excluded. The same applies to studies that had no direct link to specific interventions by the Senegalese government in this area.

Finally, we considered both studies focused solely on Senegal and those covering broader regions that included relevant insights into the Senegalese context. We nonetheless excluded studies outside the relevant geographical scope, even when they satisfied other inclusion criteria.

A key limitation of this scoping review should be noted. Only studies available online were included, which may create a selection bias by potentially excluding relevant work published in local journals or in printed works not accessible on the internet.

The article selection process followed an approach that ensures the consistency of the selected corpus. First, we reviewed the studies based on the established inclusion criteria. This step involved, among other things, a deduplication phase to eliminate redundant occurrences and optimize the reliability of the initial selection. Second, we undertook a critical review of the preselected studies. This review had three main objectives: to ensure that there were no remaining duplicates, to assess the relevance of the exclusion criteria applied, and to examine the compliance of the selected studies with the inclusion criteria defined upstream.

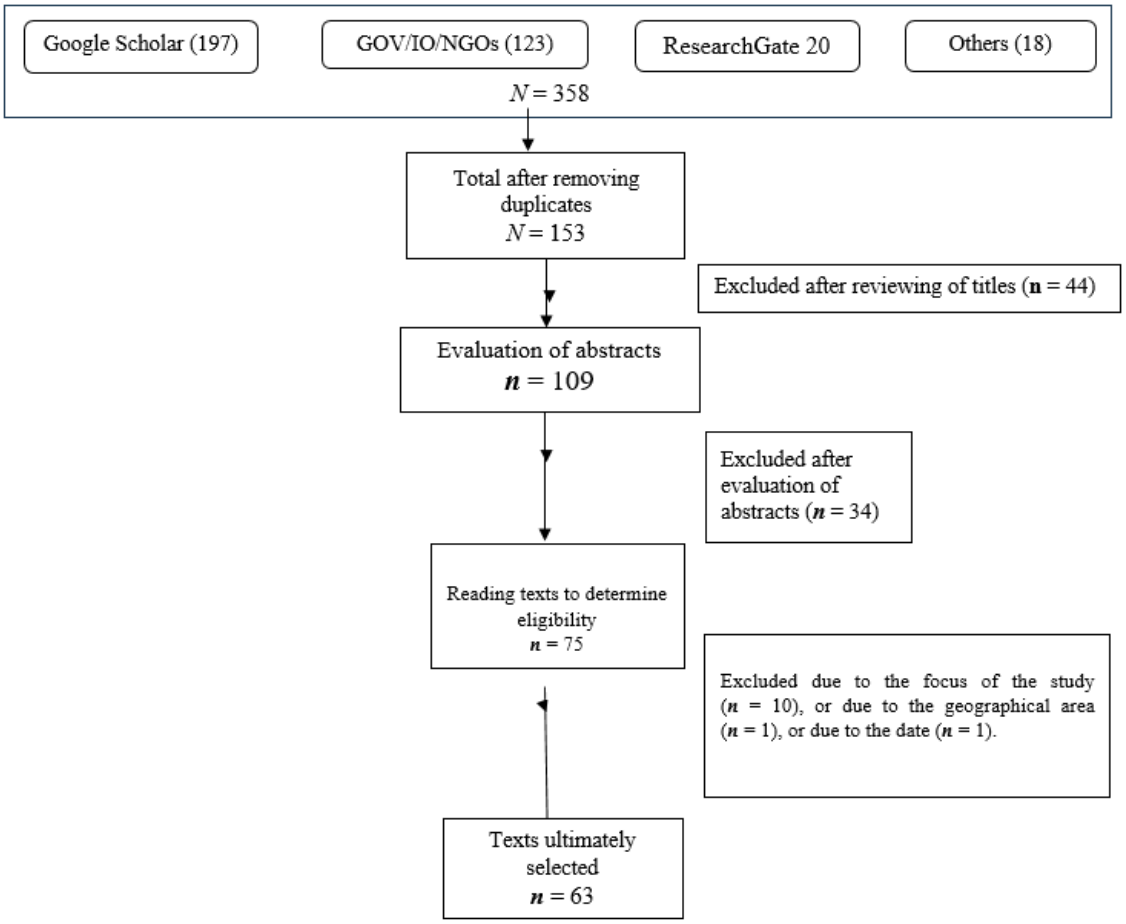

Figure 1: Prisma diagram showing the selection process for included studies

Results

Following the bibliographic search in the selected electronic databases, a total of 358 studies were initially identified. A deduplication phase reduced this number to 153 articles, eliminating not only apparent duplicates but also documents with identical content despite different titles, those with provisional and final versions, documents published by several institutions under various titles and often with distinct introductions, as well as studies already included and reproduced in another format. At the end of this stage, 153 unique studies were selected.

An initial screening based on an examination of the titles led to the exclusion of 44 studies, while an evaluation of the abstracts resulted in the elimination of 34 other studies, which were deemed irrelevant to the objective of the review.

After this sorting phase, 75 studies were selected for full reading. However, 10 of these were discarded because their analysis focused on the integration of different profiles of young people (students, rural youth, etc.) without establishing a direct link with employment policies. In addition, two other studies were excluded: one due to its geographical area, and the other due to its publication period not meeting the scope review criteria.

Thus, after this selection process, 63 studies were retained, providing a representative documentary basis for the analysis (Figure 1).

Study Characteristics

Table 2 presents the characteristics of the 63 studies selected, organized according to various criteria. The studies were first classified by type, then categorized according to their geographical context of publication. While the majority of studies (53) focus exclusively on Senegal, some take a broader perspective, encompassing regional or international contexts that include Senegal. Finally, the studies were divided according to their publication period, which was divided into three distinct phases: 1999-2010, corresponding mainly to research on policies initiated in the aftermath of the first political change in Senegal; 2011-2020, linked to developments under the second change of government; and finally, 2021-2024, a period marked by intensifying concerns about youth employment in a social context of fierce protest.

Table 3 summarizes the main weaknesses of employment policies as well as their notable advances highlighted by the various studies selected. Each item listed is supported by specific references in order to establish these findings on a verifiable empirical basis.

Table 4 provides an analytical overview of the main employment policies identified in the studies examined. It identifies their achievements and highlights their shortcomings, whether structural, financial, or conceptual. He then highlights the benefits these policies offer young people in terms of professional integration and improved access to the labor market. At the same time, he emphasizes the specific constraints they continue to face.

Table 2: Characteristics of the studies selected

Categories	Details	Total
Types of studies	Theoretical and analytical study	15
	Policy Brief	4
	Mixed empirical study	1
	Descriptive and situational study	9
	Impact assessment (quantitative methodology)	6
	Policy study	14

	Empirical (quantitative) study	5
	Qualitative survey	2
	Government/institutional document	6
	Mixed and comparative study	1
Geographical context	Africa	2
	Sub-Saharan Africa	1
	Developing countries	2
	Senegal	54
	West Africa	3
	French-speaking Africa	1
Publication period	1999 - 2010	7
	2011 - 2020	30
	2021 - 2024	26

Table 3: Main themes drawn from the selected studies

Main theme	Subtopics	Quotes from relevant studies
Gaps	Insufficient communication and lack of transparency	• Lack of transparency and poor accessibility of management accounts, insufficient accounting reports, lack of awareness of programs among young people, evidence of misappropriation of objectives, significant shortcomings in communication, information, and awareness-raising. (Diallo et al., 2023, p. 10), (Timbuktu Institute, 2020, p. 1), (Sané et al., 2023b, p. 10), (Kane et al., 2018, p. 11-12), (Diallo et al., 2023, p. 18), (CFYE, 2021, p. 8) et (Sané et al., 2022, p. 31)
	Deficiencies in monitoring and evaluation and precariousness of jobs created	• Poor integration of monitoring and evaluation practices, few ex-post evaluations, lack of control and monitoring and evaluation of programs in the field, few economic indicators on the impact of programs, lack of evaluation of the sustainability and quality of jobs created, precarious nature of the majority of jobs created. (Diallo et al., 2023, p. 17), (Baumann, 2016a, p. 223), (Cabral et al., 2014b, p. 53), (Baumann, 2016b, p. 231), (Banque Mondiale, 2007b, p. 85), (Kane et al., 2021, p. 2), (OIE, 2024, p. 34), (Diagne, 2024, p. 5-6) et Banque Mondiale, 2023)
	Multiple policies and lack of coordination	• Lack of coordination between structures, proliferation of stakeholders, overlapping objectives, lack of complementarity, poor visibility of public action, insufficient consideration of previous efforts (Ndoye, 2020, p. 56), (Tsambou et al., 2022, p. 4), (Banque Mondiale, 2007b, p. 88), (Tine & Sall, 2015b, p. 7), (Diallo & al., 2022, p. 60), (Ly Bourkane et al., 2019, p. 12), (Sané et al., 2022, p. 19), (Diallo et al., 2023, p. 18), (Ba et al., 2012, p. 17) et (Sarr, 2004, p. 11)
	Negative perceptions	• Perceptions of policy ineffectiveness, suspicions of political influence, criticism of policies perceived as detached from the realities on the ground (Sambou, 2020, p. 6), (Sané et al., 2023b, p. 13), (Diallo et al., 2023, p. 19), (Kane et al., 2018, p. 24), (Labrune-Badiane, 2016, p. 53), (M. A. Diallo & H. Diallo, 2021, p. 7), (Timbuktu Institute, 2020, p. 1) et (M. A. Diallo, 2023, p. 4)
	Predominance of ad hoc and non-structural measures	• Policies primarily linked to political mandates, persistence of subsistence entrepreneurship.(Tine & Sall, 2015b, p. 6), (Sylla, 2023, p. 21) et (Kane et al., 2020, p. 614)

	Low availability of data and resources	•	Lack of reliable statistical data, relatively decontextualized systems, lack of resources and partners, scarcity of empirical evidence on the evaluation of public employment services, fragility of existing data, low share of resources in GDP (Akindes, 2022b, p. 11), (Tine & Sall, 2015b, p. 8), (Sané et al., 2023b, p. 10), (Fox & Thomas, 2016), (Baumann, 2016a, p. 220), (Kamga, 2019, p. 23), (Barlet et al., 2011, p. 33), (Banque Mondiale, 2007b, p. 87-88), (Sylla, 2023, p. 19), (Diallo & al., 2022, p. 60), (Seck, 2004, p. 60), (Massing et al., 2014, p. 14) et (Ndao, 2010, p. 7)
Successes	Creation of direct/ indirect jobs	•	Job creation through support for entrepreneurship, investments in businesses, investments in priority sectors, and the development of agricultural projects. (Ozor & Nyambane, 2024, p. 12), (Ndoye, 2020, p. 200), (Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs civiques, 2014, p. 52), (Ly Bourkane et al., 2019, p. 15), (Baumann, 2016a, p. 221), (Conseil Economique Social et Environnemental, 2013, p. 144), (Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), 2021, p. 33), (Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération, 2021, p. 6) et (Ministère de l'économie, des finances et de plan, 2018, p. 102)
	Improved employability	•	Easier access to quality jobs, positive influence on obtaining permanent or fixed-term contracts. (Tsambou et al., 2022, p. 37), (Kane et al., 2022, p. 74), (Ndoye, 2020, p. 179), (Tsambou et al., 2024, p. 16), (Kane et al., 2018, p. 29), (Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération, 2021, p. 6), (Busson, 2021, p. 18)

Table 4: Summary of the main policies studied

Policies	Government		Young people	
	Achievements	Limits	Benefits	Limits
State-Employers Agreement (CEE)	Regardless of the program offered by the national State-employer agreement, 30 % of beneficiaries work on permanent contracts, over 42 % on fixed-term contracts, 19 % on verbal contracts, and only 8 % work without a contract.	Existence of beneficiary selection bias.	Improved employability, positive and significant impact on obtaining employment.	Existence of imbalances in profits between men and women and insufficient scale of deployment.
National Agency for the Promotion of Youth Employment (ANPEJ)	Between 2014 and 2021, ANPEJ helped more than 16,000 young people find sustainable employment.	Poor territorial coverage, overlapping missions and lack of coordination with other structures, and insufficient financial and technical resources.	Personalized support, facilitation of access to financing, networking, and opportunities.	Limited access to information, limited capacity, regional disparities, and lack of post-training follow-up.

General Delegation for Rapid Entrepreneurship among Women and Young People (DER/FJ)	- 115 billion CFA francs invested in supporting entrepreneurial initiatives - 252,657 entrepreneurial initiatives financed, including 6,286 microbusinesses and SMEs receiving support - 15,437 beneficiaries trained in entrepreneurial skills - 1,862 companies receiving technical assistance - 500 startups supported, including 300 funded	Slow processing of applications, overlapping responsibilities with other structures, insufficient resources, and limited scope of nano-loans.	Credit facilities, managerial and technical training opportunities, and networking.	Long waiting times, low feasibility of rapid entrepreneurship, persistent procedural burdens.
Priority Investment Guarantee Fund (FONGIP)	Between 2013 and 2020, 63,757 jobs were created and/or consolidated, mainly in agriculture and agribusiness.	Dependence on public funds, problems with monitoring funded projects, challenges related to repayments, and risks of sectoral concentration.	Support for startups and innovative projects, facilitation of access to credit, capacity building, support for women entrepreneurs.	Lack of direct financing, limited funding amounts, and strict eligibility criteria.
Vocational and Technical Training Financing Fund (3FPT)	90 billion mobilized, nearly 400,000 people trained, and 676 projects funded in ten years.	Dependence on public resources.	- The 3FPT funds up to 90 % or 100 % of training costs for young people aged 16 to 40, with or without educational qualifications, thereby facilitating their integration into the workforce. - Diversity of training programs - Support for self-employment	Limited access to information.
National Agency for Agricultural Integration and Development (ANIDA)	Since 2006, development of village farms ranging from 15 to 100 hectares, increasing from 100 farms in 2015 to 443 farms in 2021 and creating more than 35,000 jobs.	Delays in implementation and difficulties in extending to a larger number of beneficiaries.	Employment opportunities through modern farms, acquisition of technical and entrepreneurial skills, access to infrastructure, modern equipment, and financing.	Difficulties in accessing land, logistical challenges for young people in rural areas, challenges related to a limited market, challenges intrinsic to the agricultural sector.

Senegalese Program for Youth Entrepreneurship (PSEJ)	Since its inception until 2018, the program has trained nearly 2,000 higher education graduates in entrepreneurship and in priority areas of the PSE such as agriculture, ICT, transportation, and logistics, in addition to providing technical and financial support to more than 20 innovative companies.	Lack of relevance in targeting profiles, insufficient resources, and poor publicity for the program.	Certificate program in entrepreneurship leading to the Higher Diploma in Entrepreneurial Management (DISEM), financing facilities, encouragement of innovation, training, and support	Limited access to information.
National Youth Promotion Fund (FNPJ)	Between 2000 and 2012, nearly 2,600 projects were funded and more than 12,626 direct jobs were created.	Very small scale and failures in the reimbur-sement tracking system.	Credit facilities	Political interference in the granting of loans, according to the Court of Auditors' report on the audit of the FNPJ accounts (2004), pages 58 to 64.

The Successes of Youth Employment Policies

Despite their inability to substantially reduce the massive unemployment affecting Senegalese youth, employment policies have nevertheless generated some positive results, although their effects remain limited and fragmented. We have identified three main successes which, while not solving the problem in depth, represent significant progress: direct/indirect job creation, improved employability, and support for project leaders.

- **Direct/indirect job creation**

Certain employment policies have demonstrated their ability to generate both direct and indirect jobs, constituting partial but significant successes. There is therefore a concrete, albeit limited, impact from certain initiatives. For example, Ozor and Nyambane (2024) detailed the jobs generated by the ANPEJ[2], while the Ministry of Youth, Employment, and the Promotion of Civic Values (2014) quantified the jobs created under the National State-Employer Agreement (CNEE). Bourkane Ly et al. (2019) highlight the employment opportunities that have resulted from investments in the priority sectors of the Emerging Senegal Plan (PSE). Furthermore, the Ministry of Economy, Planning, and Cooperation (2021) highlighted the results of various initiatives such as the DER/FJ, FONGIP, FONSIS, ANIDA, and ANPEJ, which, despite their disparities, all contribute to job creation in various sectors. However, even when the results of all these initiatives are combined, the number of jobs generated remains largely insufficient to absorb youth unemployment on a national scale.

- **Improving employability**

Some researchers have suggested that the employment challenge in Senegal is more a question of employability than job availability. In their view, the majority of young people, even when opportunities are available, do not meet the required level of employability. This observation has inspired the formulation of policies aimed at strengthening the employability of young people, including the CNEE, as highlighted by Tsambou et al. (2022). Similarly, the School-Business Training Program (PF2E), studied by Busson (2021) has demonstrated its importance in filling gaps in practical skills and building bridges between theoretical training and the requirements of businesses.

2 ANPEJ is an agency that was set up under President Macky Sall to promote youth employment in Senegal

- **Support for project leaders**

Given that it is impossible for the public and private sectors to absorb all of the unemployed, one of the government's most recent strategies aims to promote entrepreneurship and self-employment among young people. With this in mind, several support structures dedicated to project leaders have been set up, including the DER/FJ, which is widely recognized for its work (see DER/FJ, 2024; AU and GIZ, 2020).

Structural Weaknesses in Youth Employment Policies

Analysis of the selected studies revealed six major shortcomings in youth employment policies in Senegal: insufficient communication and lack of transparency, inadequate program monitoring and evaluation, precariousness of the jobs created, poor policy coordination, negative perceptions, predominance of ad hoc rather than structural measures, and limited availability of data and resources.

- **Limited availability of data and resources**

Data management is essential for effective employment policies, as it provides a clear understanding of market needs and allows for monitoring of results. The reliability of data therefore determines the relevance and contextualization of interventions. However, as Akindes (2022) laments, in "Demography, inclusive growth and youth employment in Africa," employment policies in Senegal are hampered by weak statistical data. Fox and Thomas (2016), note that the lack of reliable data compromises the contextualization of policies to the real needs of young people. In addition, the structures responsible for collecting and processing this information often struggle to perform their functions optimally, as Barlet et al. (2011) show it. At the same time, the lack of financial resources adds to the challenges faced by these structures. According to the World Bank (2007), budgetary constraints are one of the major obstacles to the impact of employment policies.

- **Insufficient communication and lack of transparency**

Several studies have highlighted the fact that youth employment policies often suffer from a lack of awareness among their target audience. Kane et al. (2018), in their survey report, note that young people are often unaware of the measures in place, largely ignorant of the programs designed to facilitate their entry into the labor market. The Timbuktu Institute (2020) emphasizes that, despite significant efforts by the government in terms of communication, these efforts have proven ineffective, illustrating a shortcoming in information dissemination strategies. The difficulty in accessing information is also closely linked to a lack of transparency, particularly with regard to the availability and clarity of financial reports from the structures involved, as highlighted by Diallo et al. (2023) in their review. The limited transparency surrounding the objectives and results of the programs, combined with suspicions of misappropriation of objectives noted by Sané et al. (2023) reinforces a sense of mistrust toward these mechanisms.

- **Deficiencies in monitoring and evaluation and precariousness of jobs created**

The literature highlights a structural deficit in monitoring and evaluation in employment policies, a weakness that has been repeatedly mentioned (see Cabral et al., 2014; Kane et al., 2021; OIE, 2024; Diagne, 2024). Although the integration of monitoring and evaluation practices is frequently mentioned by the responsible bodies, these are often limited to mere declarations of intent, without any concrete application (Diallo et al., (2023). This shortcoming complicates any attempt to obtain a reliable overview of the dynamics of employment policies (Baumann [2016a] in "Chapter V: Public policies: encouraging work. In Senegal, work in all its forms"). Moreover, the lack of rigorous evaluation makes it impossible to properly assess the real impact of these measures on the quality of the jobs created. In fact, according to the World Bank (2023), a significant proportion of jobs remain precarious, which raises the issue of job stability and sustainability for young people.

- **Multiple policies and lack of coordination**

A recurring issue identified in the literature is the dispersion of efforts made by the State. The 2007 World Bank report, cited by Ndoye (2020) highlights this dispersion as one of the fundamental causes of the ineffectiveness observed in current and past systems. The real problem lies not so much in

the multiplicity of policies as in the lack of coordination between them. Sané et al. (2022) in their article, refer to a "balkanized" public employment service to illustrate the lack of synergy between the various initiatives. Although rationalization initiatives have been observed, such as the creation of the ANPEJ, in their note entitled "Programs to support youth employment and employability in job-creating sectors in Senegal," Tsambou et al. (2022) argue that this measure has not been able to reverse the trend.

- **Negative perceptions of implemented policies**

For a public policy to fully achieve its objectives, it is essential that beneficiaries embrace it, as this determines both its effectiveness and legitimacy. Several studies, notably those by Sambou (2020), Sané et al. (2023), and Kane et al. (2018), highlight negative perceptions that hinder young people's acceptance of policies created for their benefit. This situation can be explained by various factors, including suspicions of political patronage, cited by Labrune-Badiane (2016) and Diallo et al. (2023), which appear to be among the most recurrent ones. They fuel a climate of mistrust towards public employment schemes and make it difficult to mobilize young people around the proposed measures.

- **Predominance of ad hoc and non-structural measures**

A review of the literature also reveals a lack of continuity in policies, attributable to a succession of short-lived measures that respond more to immediate objectives than to fundamental issues. Each political regime tends to introduce initiatives geared toward short-term visible results, without sufficiently integrating a structural vision of the problem. As Tine and Sall (2015) point out, these short-term interventions offer temporary solutions but fail to address the underlying problems. Sylla (2023), while praising the territorial approach of the "Employment Hubs," deplores the ad hoc nature of the initiative which lacks a sustainable framework to guarantee ongoing benefits.

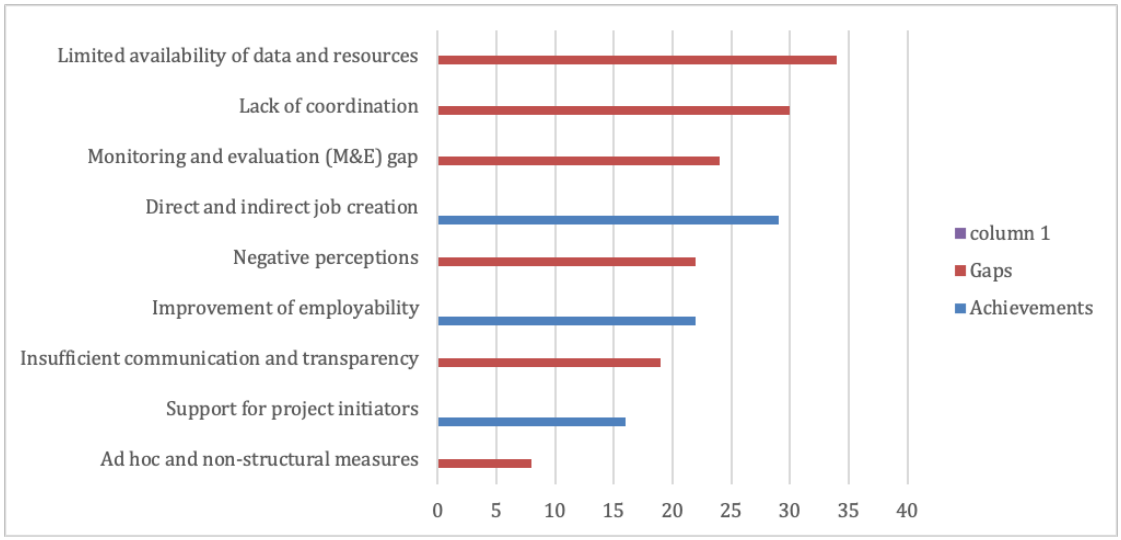

Figure 2: Number of articles per sub-theme (n out of the 63 articles selected)

The graph above illustrates the thematic distribution of citations identified in the analyzed corpus. The numbers shown correspond to the number of articles, among the 63 selected, in which each sub-theme was mentioned. This representation is the result of combined manual and automatic coding using NVIVO software.

Discussion

The main objective of this study was to examine the contrasting dynamics that have shaped public policies on youth employment in Senegal over the past 20 years. The three major successes identified demonstrate the potential of the policies implemented to generate both direct and indirect jobs.

However, their scope is tempered by limitations, including the insufficient number of jobs created. All studies agree that the number of jobs generated by these initiatives, even when combined, is insufficient and falls well short of the structural needs of the economy, to the extent that some policies have produced results that are almost negligible in relation to the expectations placed on them. This is largely due to the insufficiency of the resources allocated, but also to the lack of mechanisms for pooling resources between programs. However, efforts have been made, particularly in improving the employability of young people. In this regard, the CEE stands out as a benchmark unanimously praised in the literature for its effectiveness in strengthening skills and creating pathways to professional integration. It also stands out for its longevity in a context where policy discontinuity is the norm. However, the existence of selection bias in the choice of beneficiaries is a major obstacle highlighted in the literature, which calls into question the real scope of the scheme. Finally, another advance concerns the development of support instruments for project leaders. The rise of financial and technical mechanisms designed to support entrepreneurship is an undeniable achievement, even if these mechanisms suffer from the same limitations as those mentioned above, in particular their small scale, which considerably reduces their impact on the overall economic ecosystem. It should also be remembered that while entrepreneurship and self-employment offer interesting prospects, it would be illusory and counterproductive to make them the be-all and end-all of employment policies. The promotion of private initiative cannot replace a broader economic development strategy, driven by an industrialization policy capable of orchestrating intensive job-creating growth.

As for the shortcomings of youth employment policies in Senegal, they reveal systemic failures that call into question both the design of the measures and their implementation, and lead us to dismiss the hypothesis of marginal adjustment errors, revealing instead, the fragility of public action in terms of strategic coherence and institutional capacity to ensure its effectiveness. First, the lack of transparency in management accounts and the limited accessibility of accounting reports undermine the credibility of the programs. They also promote a lack of transparency, especially when we consider that the vast majority of young people are unfamiliar with these schemes. This reflects a serious shortcoming in terms of communication and information. The misappropriation of objectives observed in certain initiatives raises questions about the degree of autonomy of public action with regard to political instrumentalization, which discredits the redistributive function of employment policies. Furthermore, the lack of monitoring and evaluation is a real sticking point. The absence of ex-post evaluations, which is a consequence of the lack of reliable indicators on the quality and sustainability of the jobs created, condemns public action to a form of managerial drift, disconnected from its own stated objectives. Furthermore, the precarious nature of the opportunities offered shows a tendency for policies to perpetuate the very precariousness they claim to combat.

Institutional fragmentation, evident in the proliferation of stakeholders, the entanglement of objectives, the lack of coordination between structures, and the lack of clarity in public action, contributes to a dilution of efforts. The failure to capitalize on previous experiences limits the cumulative effectiveness of initiatives. Policies also suffer from a crisis of legitimacy, largely fueled by perceptions of inefficiency and suspicions of instrumental and clientelistic use. Measures often deemed disconnected from the realities on the ground reflect a mismatch between the needs of young people and the solutions provided. This situation is exacerbated by narrow programs linked to electoral cycles that prioritize short-term results. Strengthening participatory engagement therefore appears to be an essential condition for restoring the credibility of interventions and improving their social relevance. Finally, the lack of reliable statistical data and resources deprives decision-makers of the tools they need to effectively plan and adjust strategies to the realities on the ground.

However, employment policies have created job opportunities over the years, demonstrating that there is potential for action that should be consolidated. The government has gradually stepped up its efforts to develop initiatives that take into account the diversity of profiles. This willingness to adapt marks an important step toward integrating a differentiated approach to youth. However, public action faces the challenge of reconciling the specificity of individual trajectories with a coherent overall vision. While it is imperative to respond to the specific needs of different segments

of youth, this should not lead to fragmentation or even atomization of strategies. A better alternative lies in striking a careful balance between recognizing individual differences and pursuing overall objectives.

There is also the question of striking a balance between structural and short-term solutions. Structural solutions, whether they involve reforming the education system, developing infrastructure, or diversifying the economy, require a long-term perspective. However, with young people increasingly eager to enter the labor market, these long-term measures may seem out of step with the urgent issues of the day. In this context, short-term solutions, such as rapid job creation programs or tax incentives for businesses, offer an immediate response, even if they are often limited in their sustainability. The government must therefore navigate between these two imperatives, in short, build an operational dialectic between the urgency of the response and the need for reform. It is incumbent upon the government to ensure that short-term management, which is certainly necessary to meet urgent expectations, is not carried out at the expense of strategic planning or institutional sustainability. This implies strategic resource management and, above all, careful prioritization of initiatives.

Finally, it should be emphasized that the success of employment policies also depends on their ability to be part of a cross-sectoral dynamic. Youth employment cannot be addressed in isolation from other national issues, such as education, health, and rural development. Mobilizing all available levers is essential to effectively address the complexity of the problem.

Conclusion

The issue of youth employment is back on the public policy agenda in Senegal, partly due to the centrality of this demographic group in terms of its statistical weight and its role in structuring social balances, and partly due to the emergence of young political figures, which is helping to bring the issue of integration back to the forefront of the political scene. While previous policies have failed to curb unemployment, any ambitious reconfiguration of public action in this area must necessarily build on the achievements and mistakes of the past, if only to avoid repeating the same dead ends. It is precisely in this perspective that the present review was conducted, with the central objective of analyzing, over a period covering the last two decades, the dynamics of success and the recurring obstacles that have marked the implementation of youth employment policies in Senegal. This undertaking has highlighted a proactive approach on the part of the state, reflected in attempts at readjustment made over the course of successive administrations, which have nevertheless yielded results, particularly in terms of job creation, improving employability, and promoting self-employment. However, these successes remain modest given the scale of expectations and the systemic nature of labor market vulnerabilities. Analysis of the selected studies reveals that policies suffer from major limitations, including weak strategic coherence, a lack of transparency, poor monitoring and evaluation, and the precarious nature of the opportunities created. Addressing these shortcomings requires upstream reform of public employment governance, which involves institutionalizing planning that breaks with the reactive approaches dictated by urgency or the political climate, and developing a culture of evaluation, which is essential for building learning-based public action. Such a renewal also requires a more nuanced understanding of young people themselves, ceasing to view them as a monolithic bloc and instead recognizing the diversity of their trajectories, aspirations, and vulnerabilities. Furthermore, it is important to restore the clarity of public action. The state must clarify the economic logic underlying its interventions: does it intend to act as a direct employer, or rather as a catalyst for an endogenous private sector capable of absorbing labor on a sustainable basis? The ambiguity of current policy directions, oscillating between a generalized call for entrepreneurship and a focus on vocational training that is not backed by a viable productive fabric, illustrates this lack of direction. Analysis of the results of this scoping review thus shows the need to jointly rethink governance, policy architecture, and resource management in order to move away from a model of intervention that is weak in terms of transformation.

Bibliography

African Union Commission & Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). (2020). *Promoting youth entrepreneurship in Africa :* A policy brief. https://au.int/sites/default/files/documents/39541-doc-promoting_youth_entrepreneurship_in_africa_-_en.pdf

Akindes, F. (2022). Demography, Inclusive Growth and Youth Employment in Africa. *Institute for New Economic Thinking*. https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/Africa-paper-3.pdf

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2015). *Situation économique et sociale du Sénégal en 2012*. https://www.ansd.sn/sites/default/files/2022-12/4-emploi-SESN2012.pdf

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2024). *Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal : Premier trimestre 2024, Note d'information.* https://www.ansd.sn/sites/default/files/2024-07/Rapport_enes_T1_2024_VF.pdf

Arksey, H., & O'Malley, L. (2005). Scoping studies : Towards a methodological framework. *International Journal of Social Research Methodology*, *8*(1), 19-32. https://doi.org/10.1080/1364557032000119616

Ba, A., Bjornson, L., Fall, N. S., Gillis, K., Gorry, G., Koné, O., Robin, L., & Sow, A. (2012). L'Employabilité des jeunes du Sénégal : *Séminaire International 2012. Une initiative du CECI et de l'EUMC*. https://seminaireinternational2012.wordpress.com/wp-content/uploads/2012/04/rapport-final-ej.pdf

Banque mondiale. (2007). *Senegal Looking for Work—The road to prosperity* (Volume I : Main rapport 40344 ; Numéro 40344). World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/51692681-8666-568f-bb28-5e3b3cd55163/content

Banque Mondiale. (2023). *Emplois vulnérables, total (% des emplois)— Senegal*. World Bank Open Data. https://data.worldbank.org

Barlet, S., Baron, C., & Lejosne, N. (2011). Métiers porteurs : Le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle. *Document de travail. Agence Française de Développement (AFD)*. https://gret.org/wp-content/uploads/2021/11/111-document-travail.pdf

Barry, I., & Kane, A. (2022). *Durée de transition école premier emploi au Sénégal*. *12*, 4-25.

Baumann, E. (2016a). Chapitre V : Les politiques publiques : inciter au travail. In *Sénégal, le travail dans tous ses états* (pp. 201-226). Presses universitaires de Rennes. https://doi.org/10.4000/books.pur.46805

Baumann, E. (2016b). Chapitre VI : Au fil du temps : des projets « au service » de l'emploi. In *Sénégal, le travail dans tous ses états* (pp. 227-248). Presses universitaires de Rennes. https://doi.org/10.4000/books.pur.46806

Becker, G. S. (1975). *Human capital : A theoretical and empirical analysis, with special reference to education* (2nd edition). National Bureau of Economic Research : distributed by Columbia University Press.

Busson, S. (2021). *Skills Development & Youth Employability In West Africa. Observations on the state of TVET and good practices from Senegal, Ghana, Ivory Coast and Nigeria.* https://www.adeanet.org/sites/default/files/resources/report_africavf_compressed.pdf

Cabral, F. J., Diakhaté, I., Gavlo, K., Fall, M., & Ndao, S. (2014). *Diagnostic sur l'emploi des jeunes au Sénégal.* https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-dakar/documents/publication/wcms_339500.pdf

Card, D., Kluve, J., & Weber, A. (2018). What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations. *Journal of the European Economic Association*, *16*(3), 894-931. https://doi.org/10.1093/jeea/jvx028

Challenge Fund for Youth Employment (CFYE). (2021). *Scoping Report—Senegal*. Challenge Fund for Youth Employment (CFYE). https://fundforyouthemployment.nl/wp-content/uploads/2022/01/Scoping-Report-Senegal-2021-Challenge-Fund-for-Youth-Employment.pdf

Conseil Économique Social et Environnemental (CESE). (2013). *Rapport général des travaux de l'année 2013*. CESE. https://cesesenegal.sn/wp-content/uploads/2021/08/RAPPORT-GENERAL-2013_CESE.pdf

Conseil Économique Social et Environnemental (CESE). (2021). *Rapport des travaux de la première session ordinaire du 23 février au 09 avril 2021*. CESE. https://cesesenegal.sn/wp-content/uploads/2021/09/rapport-session-2021-copie.pdf

Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ). (2024). *La DER/FJ au service de l'entrepreneuriat (2018-2023).* https://www.der.sn/wp-content/uploads/2024/01/LA-DERFJ-AU-SERVICE-DE-LENTREPRENEURIAT-2018-2023.pdf

Diagne, K. B. (2024). *Migration et emploi des jeunes : Quelles alternatives ?* [Policy Brief]. https://www.ipar.sn/IMG/pdf/police_brief_-_policy_brief_migration_et_emploi_des_jeunes_def_indd.pdf

Diallo, M. A. (2023). Au centre des priorités des jeunes sénégalais : La gestion de l'économie, l'insécurité et l'emploi. *Afrobarometer*, *711*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/10/AD711-Priorites-des-jeunes-senegalais-Economie-insecurite-et-emploi-Afrobarometer-4oct23.pdf

Diallo, M. A., & Diallo, H. (2021). Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois. *Afrobarometer*, *499*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad499-senegalais_reclament_plus_defforts_du_gouvernement_en_matiere_de_creation_demplois-depeche_afrobarometer-17dec21.pdf

Diallo, M., Ndiaye, S., Diop, A. A., & Dior Diop, M. (2022). *Nouvelles modalités et nouveaux thèmes pour les avis scientifiques en Afrique de l'Ouest et du Centre : Focus sur l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat féminin. Cas du Sénégal.* Conseil pour le Dévelopement de l'Afrique (CODE-Africa). https://www.code-africa.net/app/uploads/Rapport_Pays_Se%CC%81ne%CC%81gal_vf_ok.pdf

Diallo, T. M., Dieye, A., Ronconi, L., & Sinzogan, C. (2023). *What works for Youth Employment in Africa : A review of youth employment policies and their impact in Senegal. Working Paper 2023-17*. https://mastercardfdn.org/wp-content/uploads/2024/02/Youth-Employment-Senegal-Working-Paper.pdf

Doeringer, P. B., & Piore, M. J. (1971). *Internal Labor Markets and Manpower Analysis :* With a New Introduction. Routledge.

Échevin, D., Sylla, M. B., Ly, M. A., & Seck, F. G. C. (2013). *Youth employment in northern Senegal : Creating job opportunities for young people*. GLOBAL PARTNERSHIP FOR YOUTH EMPLOYMENT. https://iyfglobal.org/sites/default/files/GPYE_Assessment_Creating_Opportunities_for_Youth_6.pdf

Fox, L., & Thomas, A. (2016). Africa's Got Work To Do : A Diagnostic of Youth Employment Challenges in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, *25*(suppl_1), i16-i36. https://doi.org/10.1093/jae/ejv026

Kamga, F. (2019). Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone. *Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI)*. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/b5ed8f47-3ddd-44bc-ade4-e412858bccb1/content

Kane, A., Ablouka, G., & Dogbe, A. K. (2020). *Les déterminants de l'arbitrage entre entrepreneuriat et salariat au Sénégal*. https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Actes/Conf_OFE_CIRPEC_2020/Texte44_Kane.pdf

Kane, A., Barry, I., Marone, M., Ndoye, M. L., Thiongane, M., & Seck, A. (2018). *Projet : Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone/RAPPORT ENQUÊTE SÉNÉGAL*. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/6a2269ad-456b-47a6-96cb-c4262e0961bd/content

Kane, A., Ndoye, M., & Dogbe, A. K. (2022). Programmes de stage et accès à l'emploi : Une application à la Convention nationale État-employeurs du secteur privé au Sénégal. *Revue d'économie du développement*, *Vol. 28*(4), 47-81. https://doi.org/10.3917/edd.344.0047

Kane, A., Ndoye, M. L., & Seck, A. (2021). Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal. *African Development Review*. https://doi.org/10.1111/1467-8268.12486

Kluve, J., Puerto, S., Robalino, D., Romero, J. M., Rother, F., Stöterau, J., Weidenkaff, F., & Witte, M. (2019). Do youth employment programs improve labor market outcomes? A quantitative review. *World Development*, *114*, 237-253. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.10.004

Kraft, K. (1998). An evaluation of active and passive labour market policy. *Applied Economics*, *30*(6), 783-793.

Labrune-Badiane, C. (2016). Parcours et portraits de la jeunesse au chômage en Casamance : expériences vécues et perspectives d'avenir. *Proceedings of the African Futures Conference*, *1*(1), 49-60. https://doi.org/10.1002/j.2573-508X.2016.tb00022.x

Ly Bourkane, L., Cabral, F. J., Mamno Wafo, V. L., & Diagne, K. (2019). *L'impact du Plan Sénégal Emergent (PSE) sur l'emploi.* Groupe de la Banque africaine de développement. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/rapport_emploi_senegal_10-12-2019.pdf

Massing, F. P. N., Kane, N. O. D., Sy, T., & Liboudou, L. (2014). Les déterminants de l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique de l'Ouest : le cas de la Mauritanie et du Sénégal. *Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA)*, *81/14*. https://pefop.iiep.unesco.org/en/system/files/resources/Pef000172_Kane_Sy_NtepMassing_Liboudou_Entreprenariat_Jeunes_AfriqueOuest_2014_0.pdf

McKenzie, D. (2017). How Effective Are Active Labor Market Policies in Developing Countries? A Critical Review of Recent Evidence. *The World Bank Research Observer*, *32*(2), 127-154. https://doi.org/10.1093/wbro/lkx001

Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs civiques. (2014). *L'emploi des jeunes au Sénégal : Une priorité nationale.* (Forum national sur l'emploi des jeunes). https://pefop.iiep.unesco.org/fr/system/files/resources/Pef000103_MJEPVC_Rapport_Forum_National_Emploi_Jeunes_SN_2014.pdf

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. (2018). *Rapport annuel d'activités—Edition 2018*. https://acces-universel-electricite.gouv.sn/IMG/pdf/rapport-annud4ed-2.pdf

Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération. (2021). *Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes—Xeyu Ndaw Ni*. https://economie.gouv.sn/sites/default/files/2021-07/Brochure%20Xeyu%20Ndaw%20Gni-version-finale_compressed.pdf

Ndao, P. I. (2010). *Projet de politique nationale de l'emploi*. République du Sénégal - Bureau international du Travail. https://webapps.ilo.org/static/english/emplab/download/nep/senegal/senegal_national_employment_policy_2010.pdf

Ndoye, M. L. (2020). *Efficacité du dispositif d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail au Sénégal* [Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)]. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/2d28477a-8a72-4c1f-9b48-50333b116ccc/content

Obadić, A. (2006). Theoretical and empirical framework of measuring mismatch on a labour market. *Proceedings of Rijeka Faculty of Economics: Journal of Economics and Business (zbornik@efri.hr); Vol.24 No.1*, *24*.

Organisation Internationale des Employeurs (OIE). (2024). *Politiques de la jeunesse et de l'emploi en Afrique : Défis, aspirations et opportunités.* Organisation Internationale des Employeurs (OIE), Commission africaine de la jeunesse. https://www.ioe-emp.org/index.php?eID=dumpFile&t=f&f=159961&token=a9a76345735a0b81791f23521879fd15e49ce86f

Ozor, N., & Nyambane, A. (2024). *What is the place of science, technology, and innovation in youth employment in Senegal? 68*. https://atpsnet.org/wp-content/uploads/2024/02/Technopolicy-Brief-No.-68-What-is-the-Place-of-Science-Technology-and-Innovation-in-Youth-Employment-in-Senegal.pdf

Plan Sénégal Émergent (PSE). (2023). *Plan Sénégal Émergent. Plan d'actions prioritaires 3 : 2024-2028*. https://www.finances.gouv.sn/app/uploads/PSE-PAP-3-2024-2028.pdf

Sambou, O. D. (2020). Insatisfaits de leur gouvernement, les jeunes sénégalais évoquent la recherche d'emploi comme principale raison d'émigrer. *Afrobarometer*, *405*. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad405-migration_des_jeunes_senegalais-depeche_afrobarometer-bh-13nov20.pdf

Sané, S., Dione, D., & Sané, M. (2022). Service public de l'emploi pour une politique efficace en matière d'insertion professionnelle au Sénégal : Une analyse des programmes de promotion d'emploi des jeunes. *Revue de Gestion et d'Économie*, *10*(1 & 2), Article 1 & 2. https://doi.org/10.34874/PRSM.jbe.36904

Sané, S., Dione, D., & Sané, M. (2023). *Politiques publiques et création d'emplois au Sénégal : Une analyse en termes d'efficacité de programmes de promotion d'emplois des jeunes.* (37). *1*(37), Article 37. https://revues.imist.ma/index.php/REGS/article/view/38066

Sarr, M. D. (2004). *Poverty Reduction Strategy and Youth Employment In Senegal*. https://www.un.org/esa/socdev/social/papers/urban_sarr_prsp.pdf

Seck, A. (2004). Insertion professionnelle des jeunes diplômés au Sénégal : analyse de la situation. Contraintes et perspectives. *Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Monographie de fin d'étude pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur de l'éducation populaire de lajeunesse et des sports*. https://beep.ird.fr/collect/inseps/index/assoc/MO04-09.dir/MO04-09.pdf

Sylla, N. S. (2023). Pour un plein-emploi décent en Afrique : réflexions sur la garantie d'emploi. *Fondation Rosa Luxemburg (Bureau Afrique de l'Ouest)*. https://rosalux.sn/wp-content/uploads/2023/04/DOCUMENT_TRAVAIL_2023_RLS-002.pdf

Timbuktu Institute. (2020). *Echec des dispositifs pour l'emploi : une jeunesse sénégalaise « anxieuse », « abandonnée » et « sans horizon » (Etude Timbuktu Institute)*. https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/376-echec-des-dispositifs-pour-l-emploi-une-jeunesse-senegalaise-anxieuse-abandonnee-et-sans-horizon-etude-timbuktu-institute

Tine, B., & Sall, A. (2015). *Les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal : entre emplois « faute de mieux » et projet professionnel. Série de documents de recherche (Version provisoire)*. https://www.cres-sn.org/les-trajectoires-demplois-des-jeunes-au-senegal-entre-emplois-faute-de-mieux-et-projet-professionnel/

Tsambou, A. D., Diallo, T. M., & Benjamin, F. K. (2022). Programmes dappui à l'emploi et employabilité des jeunes dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois au Sénégal (Note de politique générale). *Consortium pour la Recherche Economique en Afrique*. https://publication.aercafricalibrary.org/items/5bd610c5-f093-427e-b4eb-6a344623dbba

Tsambou, A. D., Diallo, T. M., Kamga, B. F., & Asongu, S. A. (2024). Impact of employment support programs on the quality of youth employment: Evidence from Senegal's internship program. *Sustainable Development,* n/a(n/a). https://doi.org/10.1002/sd.291

©Présidence du Bénin

Ce que « vouloir voir ses enfants grandir » veut dire pour les jeunes investis dans le champ politique camerounais autoritaire

Prisca Hélène Assiene Bissossoli
PhD en Science politique
Université de Yaoundé II, Cameroun
assieneprisca@gmail.com

Alain-Patrick Loumou Mondoleba
PhD en Science politique
Université de Douala
loumoupatrick16@gmail.com

How to cite this paper:
Assiene Bissossoli, P. H., & Loumou Mondoleba, A.-P. (2025). Ce que «vouloir voir ses enfants grandir» veut dire pour les jeunes investis dans le champ politique camerounais post-autoritaire. *Global Africa*, (11), pp. 204-216.
https://doi.org/10.57832/w7fy-8p09

Received: October 28, 2024
Accepted: September 1, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

À partir de la formule devenue célèbre de l'artiste Longué Longué, « je veux voir mes enfants grandir », cet article se propose d'examiner les logiques de conditionnement des acteurs impliqués dans le jeu politique camerounais, afin de mettre en lumière les ressorts du risque perçu face à l'investissement dans le champ politique. Il analyse comment ces dispositions traduisent une intériorisation des menaces associées à l'engagement partisan, révélant des *habitus* façonnés par une culture de la peur, où le coût de la participation devient un facteur structurant les trajectoires de mobilisation ou de démobilisation, particulièrement chez les jeunes. Saisir la teneur de cette position dans son rapport à la compétition politique constitue une entrée intéressante pour s'inscrire dans la continuité du débat de ce qu'être opposant veut dire pour les jeunes. En analysant ces réalités complexes sous le prisme de la construction sociale du champ politique, l'on souhaite fournir une perspective de lecture relative à la socialisation des jeunes au jeu politique camerounais. L'article s'ancre méthodologiquement dans un travail de collecte documentaire et d'archives numériques sur les événements susceptibles de renseigner sur la répression politique des opposants, ainsi que sur des témoignages médiatiques. Il se nourrit également des résultats d'entretiens menés entre mars et mai 2024 auprès de jeunes opposants politiques.

Mots-clés

Jeune, répression politique, champ politique, socialisation politique, opposition politique, Cameroun

Introduction

Dans le champ politique camerounais, l'usage des phrases telles que « On va faire comment ? », à laquelle s'est jointe la formule : « Je veux voir mes enfants grandir » constitue les éléments du langage populaire courant dans l'espace public. Comprendre cette dernière expression, rendue célèbre le 28 avril 2019 par l'artiste musicien engagé, Longué Longué, demandant pardon à mondovision et faisant aveu de soumission face au politique, a renforcé l'intérêt porté à cette formule qui relève d'un positionnement politique déjà répandu dans l'imaginaire populaire et s'est généralisée dans le discours des acteurs politiques. Le « je veux voir mes enfants grandir » symbolise ici une hésitation, voire une peur de ceux qui, pensant que la situation est mauvaise et injuste, choisissent néanmoins de ne point s'engager concrètement dans la vie politique[1]. Comme la formule précédente : « On va faire comment ? », cette formule camoufle un sentiment d'impuissance chez celui ou celle qui l'emploie. Si Calixthe Beyala y voit une forme de lâcheté, d'égoïsme et de nombrilisme[2] ; pour Valère Bessala[3], cela revient simplement à ne point s'opposer au régime au pouvoir, à se résigner à participer au jeu politique. Dès lors, l'enjeu de cette étude consiste à analyser comment les expériences effroyables vécues par les acteurs engagés politiquement influencent la socialisation politique des jeunes en contexte camerounais autoritaire.

En effet, la formule « voir ses enfants grandir » s'inscrit dans l'héritage des élans autoritaires et des violences du champ politique, ainsi que dans l'usage de la répression (Enoh Meyomesse, 2016) vis-à-vis des acteurs politiquement engagés depuis les années coloniales. Ces élans, déjà perceptibles durant la construction de l'État camerounais avec les luttes d'indépendances nationalistes, ont fortement marqué la mémoire collective. L'assassinat, le 13 septembre 1958, de Ruben Um Nyobe sous une répression brutale dans les forêts de la Sanaga-Maritime[4], fait de lui et de ses œuvres politiques l'objet d'une « immense admiration populaire » (Deltombe, 2008). Pour la seule raison qu'il a dénoncé le sort réservé aux indigènes ainsi que les bassesses et la corruption seule qui préféraient faire le jeu de l'adversaire politique plutôt que de s'engager dans la lutte pour la souveraineté nationale et la justice sociale. Plus récemment, le cas de Martinez Zogo, journaliste engagé, enlevé le 17 janvier 2023 et retrouvé mort le 22 janvier de la même année, constitue dans l'imaginaire populaire une illustration frappante de représailles politiques pour avoir trop parlé et dénoncé. Ces évènements ne constituent pas des cas isolés. Ils traduisent comme dans bien d'autres cas de violence observés dans le champ politique, l'inclusion de la force, comme levier de structuration de l'ordre politique. Ce jeu de force détermine les réticences des jeunes à s'investir politiquement. Félix Nyeck, membre du bureau politique du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN), corrobore cette hypothèse lorsqu'il soutient que :

> C'est vrai que nous n'avons pas des chiffres exacts, mais je puis vous assurer que le nombre de nos adhérents a considérablement baissé après les élections de 2018. Au départ, les jeunes ne connaissaient pas les difficultés qui les attendaient. Dès qu'ils ont été intimidés, ils ont déserté les rangs du parti [5].

1 Entretien avec Célin Kamche Wappi, docteur en science politique, jeune militant du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) « dès les premières heures de sa naissance » (dixit), secrétaire général adjoint des jeunes, 30 avril 2024, à Baganté.

2 https://web.facebook.com/100087601764175/posts/je-veux-voir-mes-enfants-grandir-ou-du-nombrilisme-super-mis%25C3%25A9rable-%25C3%25A0-la-cameroun/165784486351609/?_rdc=1&_rdr, consulté le 13 juin 2024.

3 Valère Bessala est le « guide » du parti Jouvence.

4 Robert Um Nyobe était un homme politique camerounais et une figure majeure du mouvement indépendantiste au Cameroun. Né le 13 septembre 1913 à Sangmélima, au sud du Cameroun, il est considéré comme le fondateur et le leader du mouvement nationaliste camerounais, l'Union des populations du Cameroun (UPC). En 1948, il a cofondé l'UPC, un parti politique qui visait à lutter pour l'indépendance du Cameroun et à promouvoir les droits et les intérêts des Camerounais. Durant ses premières années, l'UPC, dirigée par Um Nyobe, a adopté des méthodes de lutte non violentes, organisant des manifestations, des grèves et des campagnes de sensibilisation pour mobiliser la population camerounaise contre le colonialisme français. Cependant, la répression brutale exercée par les autorités coloniales a conduit à une radicalisation progressive du mouvement. Son discours nationaliste et ses efforts pour unir les différentes ethnies et régions du Cameroun ont fait de lui une figure charismatique et respectée. Le 13 septembre 1958, Robert Um Nyobe a été tué lors d'une opération militaire menée par l'armée française. Sa mort a été un coup dur pour le mouvement indépendantiste camerounais, mais son héritage en tant que leader visionnaire et défenseur des droits du peuple camerounais demeure intact.

5 Entretien avec Félix Nyeck, membre du bureau politique du PCRN, Soa, le 1er mai 2024.

La littérature autour du rapport au politique en contexte camerounais, qualifié de « post-autoritaire » (Pommerolle, 2008), « postmonopoliste » (Owona Nguini, 2004 ; Zélao, 2005 ; Owona Nguini & Menthong, 2018), ou « autoritaire » (Mbembe, 2020a), met en lumière l'oscillation entre inclusion et exclusion, méfiance et défiance dans le jeu politique. Ce contexte est fréquemment décrit comme un environnement dans lequel « (…) la politique fait aujourd'hui du meurtre de son ennemi son objectif premier et absolu, sous le couvert de la guerre, de la résistance ou de la lutte contre la terreur » (Mbembe, 2006, p. 26). La libéralisation du champ politique, espérée au lendemain de la tripartite de 1990, n'a malheureusement pas eu lieu. On a plutôt assisté à l'essor d'une démocratisation « passive » (Zelao, 2003) et « autoritaire » (Kamto, 1993) qui ne s'accommode pas du libre « agir politique ». Les violations répétées des droits, libertés et les assassinats divers suscitent des interrogations sur la responsabilité du gouvernement, les arrestations et détentions arbitraires (Amnesty International, 2023-2024), mais aussi le chômage, les scandales de détournements ou encore l'inflation provoquent ainsi « un rapport tendu aux autorités » (Pommerolle, 2008, p. 74). L'identification ou la considération de l'opposant comme un « ennemi » (Mbembe, 2016), un « homme déchet » (Mbembe, 2020b), celui qui doit être puni (Codaccioni, 2013) justifie les violences multiformes que l'on peut lui infliger. En tenant compte de cette réalité, Fabien Eboussi Boulaga (2014, p. 15) reconnaissait déjà que le vocable « opposant » peut être porteur d'une forte charge péjorative et conseillait d'ailleurs qu'« il n'est guère intelligible de se proclamer "opposant" quand, en face de soi, il n'y a pas de proposant ».

La répression longtemps exercée sur ceux qui ont tenté de s'investir avec audace dans l'opposition politique a, selon Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008, p. 74), amenuisé les aspirations militantes des générations suivantes. Le désir de s'éterniser fait de l'intimidation, de la censure, de la répression (Ela, 1990) et de « l'assimilation » (Bayart, 1979) les instruments privilégiés de contrôle de l'opposition à l'ordre régnant. Ce dernier « tend à exister en dépossédant les gens d'eux-mêmes ; il trouve sa nature et sa consistance dans le vide qu'il crée autour de lui » (Ela, 1990, p. 58). Dire ou faire de la politique avec un regard critique sur ce que l'ordre politique en place fait, expose le sujet à des réalités complexes, surtout lorsqu'il refuse tout marchandage (Sindjoun, 2003), dans un contexte où la loi constitutionnelle ne confère aucun statut à la figure de l'opposant politique (Guimdo Dongmo, 2014). Le mensonge des élites, leurs « promesses moribondes » (Talla, 2014, p. 29), les fraudes électorales (Eboussi Boulaga, 1998, p. 41) contribuent au désenchantement de la politique au Cameroun. L'État a hérité dans ses manières d'administrer la violence et la répression de l'ordre colonial. Ainsi, la socialisation à la violence politique et à la méfiance envers les institutions est profondément enracinée dans l'histoire coloniale et les dynamiques politiques qui ont suivi l'indépendance, caractérisées par l'éclosion des mouvements nationalistes (Deltombe et al., 2011 ; Mbembe, 1996). Cet héritage a façonné les institutions politiques, les comportements des élites et les interactions entre l'État et les citoyens en général, les jeunes en particulier. La violence politique observée dans le champ politique camerounais actuel constitue l'un des piliers sur lesquels l'État camerounais postcolonial s'est construit.

Par ailleurs, il existe une intersection entre la littérature sur le rapport des jeunes à la politique et celle sur la gouvernance du « gouvernement perpétuel » (Owona Nguini & Menthong, 2018). Celle qui met en relief la continuité autoritaire (Kojoué, 2020) qui les renforce à partir des politiques dédiées à la jeunesse, leur exclusion sociale et leur précarisation (Amougou, 2016) comme une condition indétrônable[6]. La crise de la gouvernance publique et des politiques publiques a provoqué, chez les jeunes, une désaffection à l'égard des institutions et des élites politiques (FES, 2014). Cette désaffection a un impact direct sur leur perception de la politique (Eboussi Boulaga, 2011 ; Loumou Mondoléba, 2020a) et pour laquelle ils éprouvent désormais pour la majorité, un désintérêt. L'étude menée par Fabien Eboussi Boulaga (2011), d'une part, sur les perceptions et les attitudes observées chez les jeunes concernant la politique et, d'autre part, sur leurs dynamiques d'engagement et de désengagement politique fait le constat que bien que les jeunes constituent la majorité de la démographique (65 %), ceux-ci représentent paradoxalement une minorité politique.

6 Ces paroles extraites d'un des morceaux du célèbre rappeur engagé camerounais, Général Valsero, en sont d'ailleurs une illustration : « Ce pays tue les jeunes ! Les vieux ne lâchent pas prise. Cinquante ans de pouvoir, après ça, ils ne lâchent pas prise. Le bled dénature. La jeunesse crève à petit feu tandis que les vieux, derrière leurs forteresses, se saoulent à l'eau-de-feu ». Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=QnUfznDIIkA

Perçus comme l'avenir et non le présent, les jeunes sont jugés dénués « des qualités de la maturité » (De Bonneval, 2011, p. 18) et donc, des aptitudes nécessaires pour parler de la politique ou faire de la politique. Dans une posture dénigrante, les seniors associent fréquemment la jeunesse à l'irresponsabilité, à l'étourderie, à la folie, etc. (De Bonneval, 2011, p. 18). Pour De Boeck et Honwana (2000), les jeunes en Afrique sont souvent perçus comme étant en marge de la société, économiquement et politiquement. Ils présentent en réalité de multiples facettes. Selon les cas, les jeunes sont perçus tantôt comme des cibles et des victimes, tantôt comme des combattants, des activistes, des entrepreneurs, mais aussi comme des rebelles, des hors-la-loi et des criminels. Leur position et leur rôle dans la société sont donc complexes et ambivalents.

À bien y regarder, la littérature sur le rapport des jeunes à la/au politique se concentre plus sur leur participation et leur représentation politiques que sur leur socialisation politique. La présente étude tente modestement de combler cet écart. Sa problématique est construite autour d'une question principale : comment le désir de « voir ses enfants grandir » se traduit-il dans l'engagement politique des jeunes au Cameroun en contexte autoritaire ? Cette question permet d'explorer plusieurs autres aspects, notamment les réalités que cache ladite formule. Elle met en évidence les dilemmes émotionnels et moraux auxquels sont confrontés ces citoyens, notamment leur responsabilité envers leur famille et leur désir de lutter pour la justice et la démocratie.

En plus d'un travail de collecte documentaires et d'archives numériques sur les événements majeurs susceptibles de renseigner sur la répression politique des opposants et des témoignages médiatiques, ce travail s'appuie sur des entretiens semi-directifs menés auprès de jeunes militants des partis de l'opposition (PCRN, SDF, MRC) sur la quotidienneté de leur engagement politique. Le partage d'expériences au sein de leurs mouvements partisans et la collecte de leurs récits sur la réalité politique ont été privilégiés. Une analyse des contenus de leurs récits a permis d'identifier les dynamiques politiques et les risques associés à l'engagement politique.

En analysant ces réalités complexes sous le prisme de la construction sociale du champ politique, cette réflexion souhaite fournir une perspective approfondie sur la socialisation politique des jeunes au Cameroun. La théorie de la construction sociale de la réalité (Berger & Luckmann, 1966) fournit un fondement théorique intéressant, car elle rappelle que le positionnement des jeunes dans leur interaction avec le politique n'est qu'une construction. Les dispositions liées au risque et à la peur de s'engager en politique seraient ainsi intériorisées comme des normes sociales, façonnant leur rapport à l'ordre politique (Konings, 1985) en tant que cadets sociaux.

Logiques de répression et socialisation politique à la peur

Les logiques de répression font référence aux différentes méthodes utilisées par l'ordre gouvernant pour réprimer les dynamiques de résistance ou de subversion politique. Plus précisément, la répression s'entend au sens de McAdam et al. (2001) comme l'ensemble des « efforts pour supprimer tout acte contestataire ou tout groupe ou organisation responsable de ces derniers » (p. 69). En contexte camerounais, elles incluent l'utilisation de la violence policière, des arrestations et emprisonnements arbitraires, de la censure, de la surveillance, de la répression économique, voire de l'assassinat, ainsi que d'autres mesures visant à dissuader, contrôler ou éliminer les individus ou les mouvements perçus comme une menace pour l'ordre établi (DIDR-OFPRA, 2022). La violence politique est comprise ici comme une ressource de pouvoir qui implique la menace ou l'usage effectif de la contrainte physique (Braud, 2002). En tant que ressource, elle peut être mobilisée dans le cadre de revendications ou dans celui du maintien du pouvoir. En effet, les pratiques répressives se caractérisent également par des restrictions des libertés civiles et politiques[7], ainsi que la violation permanente des droits civiques. Au Cameroun, la socialisation des jeunes à la violence et à la peur du champ politique trouve ses racines dans l'histoire et se transmet dans le tissu social à travers

7 Concrètement, cela se traduit par la limitation des libertés (liberté d'expression, liberté de manifester, liberté d'association), ainsi que par des contrôles stricts sur les médias et les activités politiques.

des événements historiques identifiables. De la période coloniale à la lutte pour l'indépendance, en passant par les conflits politiques et les défis sécuritaires contemporains, le Cameroun a été le théâtre de violences et de peurs qui ont façonné la perception et les comportements des jeunes.

Peurs héritées, peurs transmises

Plusieurs moments historiques majeurs ont suscité chez les jeunes Camerounais, à différentes époques, la peur de dénoncer, de contester et de manifester. La littérature sur les mouvements estudiantins au Cameroun (voir Fokwang, 2009 ; Konings, 2005, 2009 ; Mokam, 2012 ; Pommerolle, 2007 ; Morillas, 2015, 2018) montre que, par le passé, les jeunes se sont mobilisés à plusieurs reprises pour des causes sociales et politiques. Chronologiquement, les premières mobilisations des jeunes remontent à 1963, lorsqu'une grève des étudiants fut organisée à l'université fédérale du Cameroun. Les étudiants, réunis dans le cadre d'une association dénommée Fédération nationale des étudiants du Cameroun (Fenec), revendiquaient des bourses et un meilleur encadrement académique. En 1969, une autre grève des étudiants fut organisée et subit une répression « rapide et efficace ». Les étudiants grévistes furent renvoyés dans leurs villages (Bayart, 1979). De 1979 à 1981, plusieurs grèves étudiantes mirent en avant des contestations de nature économique et sociale plutôt que politique. Les étudiants de l'université de Yaoundé réclamèrent l'attribution de bourses à tous les étudiants et une augmentation au même titre que les salaires. Ils exigèrent également une amélioration des repas servis dans les restaurants universitaires, la prise en charge par l'État des loyers des étudiants résidant dans les mini-cités universitaires, ainsi qu'une réduction des loyers en résidences universitaires. Malgré le caractère purement corporatiste de leurs revendications, ces grèves ont été violemment réprimées par les forces de maintien de l'ordre (Morillas, 2018).

Le 18 décembre 1986, une autre mobilisation majeure des étudiants eut lieu à l'université et hors de l'université. Plus de 300 étudiants furent arrêtés (Amnesty International, 1987). Parmi eux, certains leaders étudiants furent exclus de l'université. En mai 1991, le Parlement estudiantin, également connu sous le nom de « Parlement », est associé à la Coordination nationale des partis politiques et des associations. Cette dernière va initier l'opération « villes mortes » dans plusieurs localités du pays en avril 1991. La répression politique à laquelle les manifestants ont fait face les a amenés à repenser leur mode d'action, l'option des « villes mortes » apparut comme une stratégie pouvant désamorcer les violences policières et minimiser les risques physiques.

Le « Parlement », dirigé par trois étudiants de l'université de Yaoundé (Corantin Talla surnommé Général Schwarzkopf, Waffo Wanto Robert alias Colin Powell et Yimga Yotchou Blaise alias Abou Nidal), va engager une manifestation contre la détérioration des conditions d'études due à la crise économique et aux mesures d'ajustement structurel, ainsi que l'annulation des élections étudiantes (Morillas, 2018). Le Parlement organisa des manifestations et boycotta les cours pour réclamer un véritable multipartisme et s'opposer à la réforme universitaire de 1993, qui supprima les bourses et augmenta les frais universitaires. Le mouvement reprit, entre avril et juin 1996, pour protester contre les frais universitaires et les charges supplémentaires. D'après les estimations, une centaine d'étudiants moururent lors de ces grèves étudiantes (Eteki-Otabela, 2001, p. 375), même si le ministre de la Communication de l'époque, Augustin Kontchou Kouomegni, affirme qu'il y eu « zéro mort ».

Les étudiants impliqués de près ou de loin dans les différentes grèves furent accusés d'avoir commis des infractions liées au non-respect des autorités universitaires et d'avoir participé directement ou indirectement à des activités subversives. Les sanctions prévues par les textes en vigueur, tant sous le régime du parti unique que sous le régime multipartite, étaient similaires. Il s'agit entre autres d'avertissement, de blâme, d'interdiction de se présenter aux examens, d'exclusion temporaire d'un ou deux ans, ou encore définitive des établissements universitaires nationaux. Beaucoup de jeunes d'aujourd'hui ont vécu ces moments effroyables, ponctués d'assassinats publics, certains y ont perdu leurs parents. Ils en sont sortis, pour la plupart, traumatisés (Ouambo Ouambo, 2020).

Trois autres séquences ont contribué à susciter chez les jeunes Camerounais la peur de s'engager dans la politique. Premièrement, les « émeutes de la faim » de 2008, au cours desquelles de nombreux jeunes ont perdu la vie, noyés dans le Wouri ou tués par balles. Étiquetés comme étant « des apprentis

sorciers » par le président Paul Biya, la répression des manifestants ne fera l'objet d'aucune retenue. Plus de 1 500 jeunes seront arrêtés et emprisonnés pour vandalisme, vols et troubles à l'ordre public (Sourna Loumtouang, 2015).

Deuxièmement, la crise postélectorale de 2018 s'est caractérisée par une forte répression des manifestants pro-MRC qui prenaient part aux « marches blanches » organisées par le parti. Plusieurs militants furent blessés au cours de ces marches (Jeune Afrique, 2019), plus d'une centaine furent interpellés et « détenus arbitrairement, simplement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique » (Amnesty International, 2019). Les motifs de leur détention variant entre « insurrection », « rébellion », « complicité de sécession » et « atteinte à la sûreté de l'État » (Amnesty International, 2019).

Troisièmement, il y a eu l'assassinat du journaliste Martinez Zogo, qui venait de dénoncer un fait de corruption et d'affairisme le 22 décembre 2022. Dans le cadre de son émission *Embouteillage*, Martinez Zogo avait l'habitude de dénoncer les actes de corruption et les tares de la société. Il fut enlevé le 17 janvier dans la banlieue de la capitale, devant un poste de gendarmerie, puis, retrouvé mort cinq jours plus tard. Son corps était en état de putréfaction et portait des traces de supplices. L'annonce publique de cette information a suscité une indignation nationale et internationale dénonçant la décomposition du régime en place (Le Monde Afrique, 2023). « C'est le règne de la terreur. On a l'impression que si un journaliste parle, il va mourir », déclara Prince Nguimbous (Le Monde Afrique, 2023). Ce qui fut ensuite appelé « l'affaire Martinez Zogo » va renforcer les représentations du pouvoir politique comme un « serpent affamé » (Alexandre, 2021), le « Moulinex prêt à malaxer les condiments[8] », ou encore à un « essaim d'abeilles » (Atanga Nji, 2020).

En effet, cette représentation qui réitère le discours du ministre de l'Administration territoriale, renseigne sur la nature du rapport de l'État à toutes dynamiques contraires, considérées comme subversives et identifiées ici à celles des « vendeurs d'œufs » (Alexandre, 2025). La politique est de ce fait, l'affaire des hommes corrompus, mafieux et qui ont « trempé[9] » dans « les mauvaises choses »[10]. Pour les jeunes témoins de ces réalités, la répression et la restriction de la liberté d'expression normalisent la peur et limitent la possibilité d'exprimer des opinions divergentes. De plus, ils redoutent les conséquences sociales de leur engagement politique, car souvent désapprouvé par les familles. La politique est généralement perçue comme dangereuse. L'opprobre encouru en s'engageant dans les rangs de l'opposition ne se limite pas simplement à l'individu, à sa seule personne ; il rejaillit sur sa famille, sa communauté. Face à cette peur généralisée qui caractérise la majorité des jeunes[11], Mebene, jeune militant du MRC, s'interroge : « Peut-on dire que nos enfants grandiront bien dans cet environnement où règnent la corruption, le népotisme et l'arbitraire ? Grandiront-ils bien s'ils risquent de se faire agresser et mourir bêtement à l'hôpital faute de 5 000 FCFA ? » Pour lui, l'on ne saurait répondre par l'affirmative.

8 Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, qualifiait de « condiments » certains conducteurs de moto taxis, responsables d'agressions, viols, accidents et détournements d'itinéraires à Yaoundé. Les extraits de son discours peuvent être consultés sur ce lien : Actu Cameroun, « Paul Atanga Nji : « le maintien de l'ordre, c'est le moulinex et les malfaiteurs sont des condiments », 2023, https://actucameroun.com/2023/09/27/paul-atanga-nji-le-maintien-de-lordre-cest-le-moulinex-et-les-malfaiteurs-sont-des-condiments/

9 Entretien avec Amélie Mouandjo, jeune étudiante à l'université de Douala, 2 juin 2024, à Douala.

10 Il s'agit ici des pratiques magico-religieuses, sectaires et mystiques.

11 Dans le cadre d'une étude récemment menée sur la participation politique des jeunes au Cameroun, nous avons recensé 94 jeunes sur les 100 avec lesquels nous avons fait un groupe de discussion, qui nous ont indiqué ne pas être prêts à dénoncer les tares observées dans la société de peur de subir des représailles.

La perception de l'engagement politique des jeunes par leurs familles

Les dilemmes émotionnels et moraux auxquels les jeunes engagés en politique sont confrontés commencent très souvent au sein de la famille[12]. En effet, lorsque les jeunes s'engagent en politique, les membres de leur famille sont les premières personnes qui leur rappellent la dangerosité du champ politique. L'engagement politique d'un jeune met aussi en danger son entourage (ami·e·s, famille). Par conséquent, il est fréquent qu'elles expriment leur désaccord, par souci de les protéger et de se protéger elles-mêmes. Il arrive que les membres de ces familles soient soumis à des jugements et aux regards désapprobateurs de la part de leurs employeurs et de leurs communautés[13]. Corinne Atima, diplômée de l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric) et jeune militante du MRC, raconte :

> Au départ, mon engagement était perçu comme un gros risque que je prenais. Ce n'était en tout cas pas la chose à faire. Tout mon entourage avait peur… peur que je sois menacée, violentée, emprisonnée et, au pire des cas, tuée. D'autant plus que même mystiquement, dans notre univers politique, les cas de décès sont légion dans ma localité [Yokadouma] [14].

D'autre part, une autre difficulté à laquelle les jeunes sont fréquemment confrontés lorsqu'ils s'engagent dans les rangs de l'opposition est le clivage idéologique entre eux et les membres de leur famille qui, eux, sont des « soutiens traditionnels » du parti au pouvoir. Ces discordances idéologiques et les perceptions variées de la/ou du politique entraînent des désaccords profonds et des tensions familiales, qui donnent lieu à des situations d'isolement, voire de rejet[15]. Elles peuvent également provoquer des ruptures et des divisions, mettant à l'épreuve les liens familiaux. C'est le cas du jeune militant du MRC, Jean-Paul Mouaffi, qui relate :

> Je fais partie de cette catégorie des jeunes qui ont longtemps milité pour le RDPC (…). Dès les départs de mon engagement, ma famille a pris peur ; ce n'est pas évident de militer dans les rangs de l'opposition au Cameroun. Je suis dans une famille où plusieurs personnes sont du RDPC. Les premières personnes à m'intimider étaient les membres de ma famille, mais dès que j'ai été interpellé et incarcéré, le militantisme pour le RDPC a pris un très grand coup dans ma famille. J'ai interdit aux membres de ma famille qui étaient du RDPC de venir me rendre visite en prison. J'ai même demandé à mon propre père qui était président de sous-section du RDPC de ne pas m'adresser une lettre s'il n'avait pas démissionné du RDPC[16].

Par méfiance, certaines familles excluent ou ostracisent les jeunes opposants politiques de certains événements familiaux, de peur qu'ils soient interprétés par le pouvoir en place comme des réunions politiques de l'opposition. Toutefois, la persévérance des jeunes dans leur engagement, associée à la détérioration de la gouvernance publique au Cameroun, finit par amener les familles à accepter leurs choix politiques et à les soutenir dans leur lutte, comme l'atteste ce témoignage de Corinne Atima :

> Mais peu à peu, au regard de l'assurance que je leur apporte de ma ténacité, ma motivation et de mes résultats progressifs, chacun m'apporte son soutien. Très peu restent sceptiques. Plusieurs m'encouragent à aller de l'avant et me croient désormais capable de plus grand[17].

Dans le même sens, Jean-Paul Mouaffi relate :

> Je crois qu'aujourd'hui, compte tenu de la dégradation progressive de tous les pans de notre société, nous ne faisons plus trop d'efforts pour que les gens, même au sein de ma famille, comprennent que le combat que nous menons est un combat noble. Il y a même comme un effet de contagion dans ma famille ; mon militantisme inspire mes proches[18].

12 Entretiens avec Célin Kamche Wappi, 30 avril 2024, à Baganté ; Félix Nyeck, 1er mai 2024, à Soa ; Ismael Mbock, jeune sympathisant de l'UPC, 12 mai 2024, à Yaoundé.
13 Entretien avec Célin Kamche Wappi, 30 avril 2024, à Baganté.
14 Entretien avec Corine Atima, diplômée de l'Iric et jeune militante du MRC, 10 mai 2024, à Douala.
15 Entretiens avec Félix Nyeck, 1er mai 2024, à Soa ; Ismael Mbock, 12 mai 2024.
16 Entretien téléphonique avec Jean-Paul Mouaffi, jeune militant du MRC, 27 juin 2024.
17 Entretien avec Corinne Atima, jeune militante du MRC, 12 avril 2024, à Douala.
18 Entretien téléphonique avec Jean-Paul Mouaffi, 27 juin 2024.

La précarité juridique du statut du jeune opposant politique

« Je veux voir mes enfants grandir » révèle les défis et les risques concrets auxquels les jeunes investis dans le champ politique camerounais sont confrontés au quotidien, surtout lorsqu'ils choisissent de militer dans les rangs de l'opposition. Cette vulnérabilité est tout d'abord liée à la précarité du statut juridique de l'opposition au Cameroun (Guimdo Dongmo, 2014).

Au Cameroun, l'absence d'un statut juridique conféré à l'opposition politique fait de la figure de l'opposant une figure vulnérable. Si dans les démocraties occidentales, critiquer, dénoncer et contester constituent l'essence même de l'opposition politique (Gicquel, 1993), dans d'autres contextes, comme c'est relativement le cas au Cameroun, « on trouve des systèmes politiques dans lesquels le pouvoir s'efforce de comprimer la contestation et, à la limite, de l'annihiler » (Gicquel, 1993, p. 23). Une consécration textuelle du statut d'opposition constituerait une acceptation de la parole contraire, de la dénonciation et de la contestation politique, piliers des sociétés libérales (Donfack Sokeng, 2003). Conférer un statut juridique à l'opposition politique passe nécessairement par au moins deux choses : d'une part, l'institutionnalisation des organismes reconnus pour parler et agir au nom de l'opposition et, d'autre part, l'instauration d'un cadre juridique et politique qui promeut la libre expression de l'opposant et le protège. Au Cameroun, « bien que les règles constitutionnelles contiennent des conditions d'émergence d'un statut de l'opposition politique, elles ne consacrent ni ne prévoient la reconnaissance d'un tel statut » (Guimdo Dongmo, 2014, p. 87).

La précarité de ce statut juridique expose les jeunes engagés dans les rangs de l'opposition à des violences politiques multiformes. Dans ce contexte, il est important de souligner que les défis auxquels ils sont confrontés ne se limitent pas seulement à ceux qui militent dans les rangs de l'opposition. Même parmi ceux qui soutiennent le parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), les jeunes sont confrontés à des difficultés particulières. En effet, au sein du RDPC, on observe une socialisation autoritaire qui prévaut. Les jeunes membres du parti font face à la pression des aînés, qui leur demandent constamment d'attendre leur tour sans faire preuve d'agitation, en utilisant fréquemment une formule couramment répandue : « Attends Ton Tour » (ATT). Cette expression symbolise une attitude de domination et de contrôle exercée par les aînés sur les jeunes membres du parti, les reléguant à un rôle subalterne et les empêchant de prendre une part active aux décisions politiques. Cette manière de fonctionner limite à coup sûr la participation des jeunes, en les maintenant dans une position d'attente perpétuelle, où leurs aspirations et leurs idées sont systématiquement reléguées au second plan. Cela engendre chez certains jeunes militants du RDPC un sentiment de frustration et de marginalisation, car ils se sentent exclus du processus décisionnel et voient leurs perspectives et leurs voix étouffées. De plus, cette socialisation autoritaire renforce les structures de pouvoir existantes au sein du parti, perpétuant ainsi un système hiérarchique où les aînés détiennent le contrôle absolu. Cela entraîne un manque de renouvellement générationnel et d'idées novatrices, et une stagnation politique.

Surmonter la peur ?

Malgré les risques considérables auxquels ils sont confrontés, certains jeunes parviennent à surmonter la peur des représailles et à militer activement dans les rangs de l'opposition. Motivés par « la force des convictions, la conscience de la nécessité de s'engager pour une transformation d'une société qui va au-delà [des intérêts égoïstes] »[19], ils sont engagés dans les luttes pour la justice et la démocratie. Conscients des dangers multiples auxquels ils s'exposent, certains jeunes nous ont rapporté que le simple fait de s'engager constitue déjà un acte de bravoure, une première manière de surmonter la peur.

Une autre stratégie utilisée par les jeunes opposants pour surmonter la peur est la formation de réseaux de soutien et de solidarité. Ces réseaux offrent un espace de partage d'expériences, de craintes et d'espoirs avec d'autres personnes ayant les mêmes idéaux. Ils créent un environnement de soutien émotionnel et de renforcement mutuel, leur permettant de puiser dans la force collective

19 Entretien avec Célin Kamche Wappi, 30 avril 2024, à Baganté.

pour faire face à l'adversité. Cependant, le constat que l'on peut établir en discutant avec ces jeunes engagés en politique, c'est que la peur n'est jamais totalement surmontée. Elle reste une réalité constante.

Désillusion, détermination et radicalisation politique

Les violences politiques peuvent engendrer, chez certains, un sentiment de désillusion les poussant à se désengager, tout en suscitant chez d'autres la détermination et la radicalisation. "Je veux voir mes enfants grandir" exprime une profonde préoccupation pour l'avenir, mais il révèle également les effets de l'oppression politique sur la perception et les actions des acteurs politiques. Lorsque les jeunes croupissent dans le chômage, la pauvreté, se sentent impuissants et frustrés face à l'oppression politique, certains peuvent être poussés à adopter des positions extrêmes pour lutter contre le système en place (Loumou Mondoléba, 2020b). La radicalisation peut prendre différentes formes, allant de la participation à des manifestations et à des mouvements de protestation violents, à l'adhésion à des idéologies extrémistes ou à des actes de violence politique (PNUD, 2017).

Désillusion et désengagement

« Le militantisme de l'opposition s'apparente à une défiance vis-à-vis du système politique établi »[20]. Raison pour laquelle, les jeunes qui y sont associés sont perçus comme des fauteurs de troubles et des subversifs de l'ordre établi. Cette perception du militantisme des jeunes semble partagée. Au cours de notre entretien avec Félix Nyeck, il nous confie que, face à la brutalité et à la violence vécue dans le champ politique, beaucoup de jeunes militants du parti PCRN ont remis en question leur engagement politique, soit après intimidation, soit après renonciation pour rejoindre les rangs du parti au pouvoir. « Très peu de jeunes militants et sympathisants, pourtant très engagés en 2019 dans le cadre du Mouvement 11 millions de citoyens, osent aujourd'hui se revendiquer, encore moins s'afficher ou être associés aux activités du parti depuis les dernières échéances électorales[21] . »Ce désengagement procède du constat selon lequel, de la période autoritaire à la période dite post-autoritaire, les ressources pourvues par l'opposition pour faire face à la répression de l'ordre politique dominant demeurent inchangées. L'opposition constitue toujours la catégorie dominée, dont les recours pour réparation en cas de violation des droits demeurent inaudibles. De fait, après les manifestations réprimées de 2019 et de 2020, le rapport de Human Rights Watch (2021) fait état d'environ 124 prisonniers politiques.

C'est cette réponse intransigeante par la violence aux manifestations pacifiques de l'opposition, et ce malgré les dénonciations faites par Humans Rights Watch, qui explique en partie cette désillusion et ce désengagement de la plupart des jeunes. Cette désillusion résulte de l'impuissance des jeunes en politique et de l'intériorisation de la répression. Militer au sein de l'opposition, c'est s'exposer à une violence du champ politique, empêchant ainsi de voir ses enfants grandir. Cet aveu d'impuissance ne remet pas en question l'échec politique ou la mauvaise gouvernance qui prévaut, mais illustre que, par peur de représailles, beaucoup optent pour une résignation à leurs engagements politiques. Cette formule utilisée dans le champ sociopolitique est donc « la consécration de l'ensauvagement de la scène politique camerounaise où militer contre le régime est synonyme de défiance politique[22] ». De même, pour Célin Wappi[23], « vouloir voir ses enfants grandir » est une formule utilisée de manière ironique qui consiste à choisir le silence par peur de représailles, plutôt que de risquer sa vie et celle de ses proches pour une cause politique juste ou une dénonciation publique à l'endroit du pouvoir[24].

Cette aporie est renforcée lorsqu'on interroge les « on va faire comment ? » qui rappellent déjà la désolation des jeunes dans un contexte où faire de la politique est avant tout un danger et que la survie relève en partie des actes de soumission et d'obéissance vis-à-vis du pouvoir dominant. Ces

20 Entretien téléphonique avec Jean-Paul Mouaffi, 27 juin 2024.
21 Entretien avec Félix Nyeck, 1er mai 2024, à Soa.
22 Entretien téléphonique avec Jean-Paul Mouaffi, 27 juin 2024.
23 Un jeune militant du parti d'opposition MRC.
24 Entretien avec Célin Kamche Wappi, 30 avril 2024, à Baganté.

actes sont d'abord cognitifs et participent à la fabrication de la mémoire collective qui œuvre à l'essor des catégories de perception ayant pour finalité, la désacralisation de l'« esprit d'État » dans son rôle d'encadrement de la compétition dans le champ politique. Dès lors, faire la politique revient aussi à se priver de rendre compte de la réalité politique telle qu'elle est perçue, mais plutôt comme on voudrait qu'elle soit. Pour les jeunes, cela constitue avant tout un mode de survie. Rendre donc compte de ces silences dans le champ politique, à partir du niveau d'investissement des jeunes dans l'imaginaire social, marque le processus de transformation de la société elle-même. Favoriser une analyse compréhensive des événements qui marquent le déroulement des transitions régressives permet de rendre progressivement compte de l'émergence d'un malaise symptomatique autoritaire, qui s'adapte et se révèle à la société par des formules comme celles mises en exergue ici.

Détermination et radicalisation

La violence politique produit des effets contradictoires sur les jeunes engagés. Si, d'une part, elle engendre un sentiment de peur et d'incertitude quant à leur sécurité et à celle de leur famille ; d'autre part, elle renforce parfois leur détermination à s'opposer au régime oppressif et à lutter pour la justice et la démocratie. Parler de l'engagement politique des jeunes, c'est avant tout rendre compte des nouvelles formes d'expression politique (Assiene Bissossoli & Salla Bezanga, 2023), des comportements et dispositions (in)formelles (Fillieule et al., 2017) qu'ils mobilisent et qui traduisent cette radicalisation. Ce surengagement sur fond de radicalisation peut aller jusqu'à la menace de se donner la mort pour ses convictions et de se constituer en martyrs pour entrer dans les rangs des figures marquantes de la lutte pour l'indépendance et la libération politique du Cameroun. Le caractère radical de ce positionnement tient aussi au fait que le souci de soi et l'estime de soi nourrissent de l'engagement pour autrui et les tiers (Machikou, 2024). La lettre écrite le 9 mai 2019 par Jean-Paul Mouaffi et publiée le 10 mai de la même année illustre bien les formes que peut prendre la radicalisation dans le champ politique. Détenu à la prison centrale de Yaoundé à cette période, pour se faire entendre, il promet de se suicider à l'occasion de la fête de l'unité nationale du 20 mai 2019. Des extraits de sa lettre témoignent bien de ce surengagement :

> « Malgré ma séquestration politique, les tortures quotidiennes et les menaces permanentes qu'inflige le régime de monsieur Biya, je me sens plus libre aujourd'hui au sein du MRC. »
>
> « Au même titre que les autres combattants pris en otages et gardés avec moi ici à la prison centrale de Yaoundé, je ne suis : ni terroriste, ni hostile à la patrie, ni destructeur de biens publics, ni rebelle… »
>
> « Si le régime de Biya persiste dans sa logique de sauvagerie politique et son indifférence face à la dégradation sociale qu'il a créée et entretient, je me donne la mort le 20 mai 2019 au nom de la libération du peuple camerounais. »
>
> « Rien ne m'empêchera de me donner en sacrifice suprême ce jour, si rien n'est fait dans le sens de l'amélioration du climat sociopolitique au Cameroun. Même ligoté, je réussirai à traverser pour l'au-delà, rester aux côtés des Um Nyobe, Ouandjie et les autres[25]. »

Le traitement des acteurs politiques de l'opposition constitue les premiers marqueurs des actes de rupture avec l'ordre politique. L'imposition de l'autorité politique en contexte post-autoritaire passe par plusieurs mécanismes selon les expériences et le niveau de responsabilisation chez les jeunes de l'opposition. Le tribut de ce militantisme pour les jeunes de l'opposition se décline à travers les arrestations, les menaces d'exécution, l'emprisonnement sur caution de charges judiciaires et pénales lourdes, voire la mort. Le discours de Félix Nyeck s'inscrit dans la même dynamique que celui de Jean-Paul Mouaffi lorsqu'il fait état de :

> Je rappelle à mon épouse tous les jours que je peux sortir un matin de chez moi et ne jamais rentrer à cause de mes positions politiques. Moi, je marche avec mon cercueil sur la tête parce que je suis prêt à mourir pour mes convictions et mon engagement politique ; ma femme le sait[26].

25 Tiré de la lettre de Mouaffi Djeukou Jean Paul, publié le 12 mai 2019 par Cameroon-info.net, www. Cameroon-info.net
26 Entretien avec Félix Nyeck, 1er mai 2024, à Soa.

Les jeunes dans le champ politique sont, au regard de cet exposé, le fruit d'un apprentissage et d'une expérience vécue de leur rapport au politique au sein des partis d'opposition, mais aussi sur la scène politique. S'ils se réapproprient les valeurs, les normes de fonctionnement et les schèmes de pensées des partis pour lesquels ils militent, cette transmission se traduit à travers les discours de dénonciation qu'ils mobilisent sur la scène publique et médiatique. Il y a donc une réelle socialisation qui se lit dans les prises de parole des jeunes politiciens de « carrière » (Combes & Fillieule, 2011). Ces facteurs permettent d'envisager le militantisme comme une ressource de positionnement et de classification des oppositions dans le champ politique. À partir de la réappropriation et de l'usage qui est fait de cette formule, on peut mesurer le niveau d'engagement politique des acteurs à défendre leurs positions. C'est donc un levier discursif intéressant qui sert aussi bien l'opposition que l'ordre dominant. Il ouvre la possibilité d'agencer analytiquement les raisons d'agir des jeunes, donnant ainsi matière à forger leur détermination et à faire preuve d'ingéniosité politique pour se faire entendre quant à la cause défendue pour le changement. Cela est tributaire de leur socialisation au rapport difficile avec le pouvoir. Tout comme pour le parti dominant, « vouloir voir ses enfants grandir » peut constituer un levier de mesure de soumission des adversaires politiques à la volonté de l'ordre dominant qu'il incarne.

En effet, l'engagement des jeunes dans le champ politique dépend des motivations qui les accompagnent. La carrière des jeunes en politique est révélatrice des adaptations, des reconfigurations des agents dans leur rapport à l'engagement. Elle permet de renseigner sur les logiques d'action à partir desquelles les jeunes inscrivent leurs projets à un moment donné et du degré d'adhésion aux principes qui les gouvernent. L'action politique questionne la prise de conscience de leur propre trajectoire de participation et les rétributions symboliques (Fillieule et al., 2017). L'analyse de la participation des jeunes permet de saisir la signification qu'ils accordent à leur engagement sur le terrain et l'effet des barrières institutionnelles sur leurs motivations.

Bibliographie

Alexandre, L. (2021). Atanga Nji à propos des auteurs de violences contre les agents de police : « Un serpent affamé viendra vous chercher dans votre cachette », *Actu Cameroun*. https://actucameroun.com/2021/09/12/atanga-nji-a-propos-des-auteurs-de-violencescontre-les-agents-de-police-un-serpent-affame-viendra-vous-chercher-dans-votre-cachette/

Alexandre, L. (2025). Paul Atanga Nji aux promoteurs des médias : « Celui qui vend des oeufs ne cherche pas la bagarre », *Actu Cameroun*. https://actucameroun.com/2025/07/17/paul-atanga-nji-aux-promoteurs-des-medias-celui-qui-vend-des-oeufs-de-cherche-pas-la-bagarre/

Amnesty International. (2019). *Libérez les personnes détenues pour avoir exprimé leurs opinions au Cameroun.* https://www.amnesty.org/fr/petition/liberez-les-personnes-detenues-pour-avoir-exprime-leurs-opinions-au-cameroun/ (consulté le 15 juin 2024)

Amnesty International. (2024/2025. *Cameroun 2024. Rapport sur la situation des droits de l'homme au Cameroun.* Amnesty International. https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/

Amougou, G. (2016). Jeunesse entreprenante et processus d'auto-prise en charge au Cameroun. *Revue Jeunes et Société, 1*(2), 79-97.

Assiene Bissossoli, P. H., & Salla Bezanga, E.V. (2023). Rumeurs sur la mort du président Paul Biya et usages politiques des réseaux sociaux. *Communication, technologies et développement, 202.* https://doi.org/10.4000/ctd.8943

Atanga Nji, P. (2020). Conférence de presse le 24 août. Yaoundé.

Bayart, J.-F. (1979). *L'État au Cameroun.* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Berger, P., & Luckmann, T. (1966). *La construction sociale de la réalité.* Méridiens Klincksieck.

Codaccioni, V. (2013). *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962).* CNRS Éditions.

Combes, H., & Fillieule, O. (2011). De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : modèles structuraux et interactions stratégiques. *Revue française de science politique, 61*(6), 1047-1072.

De Boeck, F., & Honwana, A. (2000). Faire et défaire la société : Enfants, jeunes et politique en Afrique. *Politique africaine, 80*(4), 5-11.

De Bonneval, E. (2011). *Contribution à une sociologie politique de la jeunesse : Jeunes, ordre politique et contestation au Burkina Faso* [Thèse de doctorat, université Montesquieu – Bordeaux IV / Sciences Po Bordeaux].

Deltombe, T. (2008, 13 septembre). Cameroun, il y a cinquante ans, l'assassinat de Ruben Um Nyobe. *Le Monde diplomatique.*

Deltombe, T., Domergue, M., & Tatsitsa, J. (2011). *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971).* La Découverte.

Donfack Sokeng, L. (2003), L'institutionnalisation de l'opposition : Une réalité objective en quête de consistance. Dans L. Sindjoun et al. (Dir), Comment *peut-on être opposant au Cameroun ? : Politique parlementaire et politique autoritaire*. Codesria Books Publication System.

Eboussi Boulaga, F. (1998). *Lignes de résistance.* Clé.

Eboussi Boulaga, F. (2011). *Les jeunes et la politique au Cameroun : Quelles perceptions pour quelle participation ?* Friedrich Ebert Stiftung.

Eboussi Boulaga, F. (2014). L'opposition, immobile à grand pas ? Dans F. Eboussi Boulaga et al. (dir.), *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise : Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 11-26). Terroirs.

Ela, J.-M. (1990). *Quand l'État pénètre en brousse : Les ripostes paysannes à la crise.* Karthala.

Enoh Meyomesse. (2016). *L'État et la répression de la démocratie au Cameroun.* CreateSpace Independent Publishing Platform.

Eteki-Otabela. (2001). *Le totalitarisme des États africains : Le cas du Cameroun.* L'Harmattan.

Fillieule, O. et Al. (2017). *Sociologie plurielle des comportements politiques*. Presses de Sciences Po, 398 p.

Fokwang, J. (2009). Student activism, violence and the politics of higher education in Cameroon: A case study of the University of Buea (1993-2003). Dans *Youth and higher education in Africa: The cases of Cameroon, South Africa, Eritrea, and Zimbabwe* (pp. 9-33). Codesria.

Friedrich Ebert Stiftung. (2014). *Les jeunes et l'engagement politique.*

Gicquel, J. (1993). *Droit constitutionnel et institutions politiques* (12e éd.). Montchrestien.

Guimdo Dongmo, B-R. (2014). Fondements constitutionnels et statut juridique de l'opposition politique. Dans F. Eboussi Boulaga et al. (Dir.). *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise. Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 85-100). Terroirs.

Human Rights Watch. (2021, 22 septembre). Cameroun : un an après la répression de manifestations, l'intransigeance continue. Les autorités devraient libérer les prisonniers politiques et respecter le droit de réunion pacifique, https://www.hrw.org/fr/news/2021/09/22/cameroun-un-apres-la-repression-de-manifestations-lintransigeance-continue

Jeune Afrique. (2019, 2 juin). Cameroun : Plusieurs militants du MRC blessés au cours d'une marche à Douala. https://www.jeuneafrique.com/716261/politique/cameroun-plusieurs-militants-du-mrc-blesses-au-cours-dune-marche-a-douala/ (consulté le 15 juin 2024)

Kamto, M. (1993). Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun. Dans G. Conac (dir.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique* (pp. 209-236). Economica.

Kojoué, L. (2020). La continuité autoritaire. L'action publique contre le sida comme révélateur des (non) transformations de l'État au Cameroun. *Revue internationale de politiques de développement, 12*(1). Url: http://journals.openedition.org/poldev/3276. DOI: https://doi.org/10.4000/poldev.3276

Konings, P. (1985). *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire.* L'Harmattan.

Konings, P. (2005). Anglophone university students and Anglophone nationalist struggles in Cameroon. Dans G. J. Abbink & I. van Kessel (dir.), *Vanguard or vandals : Youth, politics and conflict in Africa* (pp. 161-188). Brill.

Konings, P. (2009). University crisis and student strikes in Africa: The case of the University of Buea (Cameroon). *Journal of Higher Education in Africa, 7*(1-2), 213-235.

Le Monde Afrique. (2023, 24 janvier). Cameroun : Après l'assassinat du journaliste Martinez Zogo, colère et peur chez ses pairs. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/24/cameroun-apres-l-assassinat-du-journaliste-martinez-zogo-colere-et-peur-chez-ses-pairs_6159081_3212.html (consulté le 13 juin 2023)

Loumou Mondoléba, A.-P. (2020a). Crise des politiques publiques et désaffection à l'égard des élites politiques dans la ville de Ndikinimeki : Plaidoyer pour retour à la politique de présence et de proximité. Dans P. Batibonak (dir.), *Développer et relooker Ndikinimeki. Quand vient l'heure du décollage* (pp. 117-130). Monange.

Loumou Mondoléba, A.-P. (2020b). Jeunes, chômage, frustrations et extrémisme violent en Afrique. Dans *Actes du colloque international «Extrémismes, guerres, paix et développement en Afrique depuis les indépendances»* (pp. 27-39). Université protestante d'Afrique centrale.

Machikou, N. (2024). Un monde abîmé comme occasion épistémique : quel engagement pour le chercheur dans la cité. *Sociologies.* http://journals.openedition.org/sociologies/23592.

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly, C. (2001). *Dynamics of Contention.* Cambridge University Press.

Mbembe, A. (1996). *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960) : Histoire des usages de la raison en colonie.* Karthala.

Mbembe, A. (2006). Nécropolitique. *Raisons politiques, 21,* 29-60. https://doi.org/10.3917/rai.021.0029

Mbembe, A. (2016). *Politiques de l'inimitié.* La Découverte.

Mbembe, A. (2020a). *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine.* Karthala.

Mbembe, A. (2020b). *Brutalisme.* La Découverte.

Mokam, D. (2012). Les associations estudiantines face aux stratégies étatiques d'approvisionnement de la jeunesse universitaire, 1961-2005. *Les Cahiers d'histoire et d'archéologie, 12,* 281-294.

Morillas, C. (2015). *Individualisation versus démocratisation ? Conditions et formes du militantisme étudiant en situation autoritaire (Cameroun, 1962-2014)* [Thèse de doctorat, Sciences Po Bordeaux].

Morillas, C. (2018). Domination et résistance étudiante au sein d'un « lieu clos et apolitique » : L'université camerounaise (1962-2014). *L'Espace politique, 35*(2), 36-59.

Ouambo Ouambo, J. P. (2020). *La participation politique des jeunes à la vie publique au Cameroun.* Nkafu Policy Institute. https://nkafu.org/wp-content/uploads/2020/06/Participations-des-jeunes.pdf

Owona Nguini, M. É. (2004). Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale : Le temps politique présidentialiste entre autoritarisme et parlementarisme dans la Cemac. *Enjeux, 19,* 9-14.

Owona Nguini, M. É., & Menthong, H.-L. (2018). « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018). *Politique africaine, 150*(2), 97-114.

Polet, F. (2016). Entre révoltes populaires et restaurations autoritaires. https://www.academia.edu/34620505/Entre_r%C3%A9voltes_populaires_et_restaurations_autoritaires (consulté le 13 juin 2024)

Pommerolle, M.-E. (2007). Routines autoritaires et innovations militantes : Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun. *Politique africaine, 108,* 155-172.

Pommerolle, M.-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun : Entre régime postautoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale, 40,* 73-94.

Programme des Nations unies pour le développement. (2017). *Vers l'extrémisme en Afrique : Facteurs, motivations et éléments déclencheurs du recrutement.* Bureau régional pour l'Afrique.

Sindjoun, L. (2003). Ce qu'être opposant veut dire : L'économie des échanges politiques. Dans L. Sindjoun (dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire.* Codesria.

Sourna Loumtouang, E. (2015, 26-27 février). Chômage des jeunes et stabilité sociopolitique au Cameroun de 1990 à nos jours. Communication présentée à la conférence internationale sur « le chômage des jeunes en Afrique »Harare, Zimbabwe.

Talla, J.-B. (2014). L'opposition face aux défis de l'alternance. Dans F. Eboussi Boulaga et al. (dir.), *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise : Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 27-52). Terroirs.

Zélao, A. (2003). Démocratisation passive et gouvernance politique dans les États de l'Afrique centrale. *Revue internationale des sciences humaines et sociales, 5*(5), 97-130.

Zélao, A. (2005). Les élections en territoire post-monolithique : La transfiguration du champ politique camerounais au détour du renouveau démocratique. *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie, 2*(1), 97-130.

What "Wanting to See One's Children Grow Up" Means for Youth Engaged in Cameroon's Authoritarian Political Field

Prisca Hélène Assiene Bissossoli
PhD in Political Science
University of Yaoundé II, Cameroon
assieneprisca@gmail.com

Alain-Patrick Loumou Mondoleba
PhD in Political Science
University of Yaoundé II, Cameroon
loumoupatrick16@gmail.com

How to cite this paper:
Assiene Bissossoli, P. H., & Loumou Mondoleba, A.-P. (2025). What "Wanting to See One's Children Grow Up" Means for Youth Engaged in Cameroon's Authoritarian Political Field. *Global Africa*, (11), pp. 217-229.
https://doi.org/10.57832/1nbh-cn37

Received: October 28, 2024
Accepted: September 1, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Abstract

Drawing on the now-famous phrase by artist Longué Longué, "I want to see my children grow up", this article examines the conditioning logics of actors involved in Cameroon's political arena, with the aim of shedding light on the mechanisms of perceived risk associated with political engagement. It analyzes how these dispositions reflect an internalization of the threats associated with partisan engagement, revealing a habitus shaped by a culture of fear, where the cost of participation becomes a structuring factor in the trajectories of mobilization or demobilization, particularly among young people. Understanding the substance of this position in relation to political competition provides an important entry point for continuing the debate on what it means for young people to be part of the opposition. By analyzing these complex realities through the lens of the social construction of the political field, the article seeks to offer an in-depth perspective on the political socialization of youth in Cameroon. Methodologically, the article is grounded in documentary research and digital archival work on major events likely to shed light on the political repression of opponents, as well as media testimonies. It also draws on interviews conducted between March and May 2024 with young political opponents.

Keywords

Youth, political repression, political field, political socialization, political opposition, Cameroon

Introduction

In the Cameroonian political field, the phrases such as “What can we do?” and, later, “I want to see my children grow up”, has become part of everyday popular language in the public sphere. Understanding this latter expression, made famous on April 28, 2019, by activist musician Longué Longué, who publicly apologized before a global audience and confessed submission to political power, has reinforced interest in this phrase, which reflects a political stance already widespread in the popular imagination and now generalized in the discourse of political actors. The phrase “I want to see my children grow up” here symbolizes hesitation, even fear, among those who, while acknowledging that the situation is unjust, nevertheless choose not to engage concretely in political[1] life. Like the previous expression “What can we do?”, it conveys a sense of powerlessness and fear in those who employ it. Whereas Calixthe Beyala interprets it as a form of cowardice, selfishness, and self-centeredness[2], Valore Bessala[3] sees it simply as a refusal to oppose the ruling regime and a resignation to participate in the political game. Therefore, the purpose of this study is to analyze how the traumatic experiences of politically engaged actors influence the political socialization of young people in Cameroon’sauthoritarian context.

Indeed, the phrase “to see one’s children grow up” is rooted in the legacy of authoritarian tendencies and political violence (Enoh Meyomesse, 2016), as well as the use of repression against activists since colonial times. These tendencies, already visible during the construction of the Cameroonian state and nationalist independence struggles, have left a deep mark on collective memory. The assassination on September 13, 1958, of Ruben Um Nyobè, under brutal repression in the forests of Sanaga-Maritime[4], turned him and his political works into objects of “immense popular admiration” (Deltombe, 2008). He became a symbol simply because he denounced the fate of the indigenous population, along with the corruption and baseness of those who chose to side with political adversaries rather than join the struggle for national sovereignty and social justice. More recently, the case of Martinez Zogo, a committed journalist kidnapped on January 17, 2023, and found dead on January 22 of the same year, constitutes in popular memory a striking example of political reprisals for speaking out and denouncing too much. These events are not isolated. As with many other instances of violence in the political field; they illustrate the use of force as a structural lever of political order. This power play determines young people’s reluctance to become politically active. Felix Nyeck, a member of the political bureau of the Cameroonian Party for National Reconciliation (PCRN), corroborates this hypothesis when he states that:

> It is true that we do not have exact figures, but I can assure you that the number of our members dropped considerably after the 2018 elections. At first, the youth did not know what difficulties awaited them. As soon as they were intimidated, they deserted the party ranks[5].

The literature on the relationship to politics in the Cameroonian context, described as “post-authoritarian” (Pommerolle, 2008), “post-monopolistic” (Owona Nguini, 2004; Owona Nguini & Menthong, 2018), “post-monolithic” (Zélao, 2005), or “authoritarian” (Mbembe, 2000), highlights the oscillation between inclusion and exclusion, mistrust and defiance in the political arena. This

1 Interview with Kamche Wappi Célin, Doctor of Political Science, young activist with the Movement for the Renaissance of Cameroon (MRC) “from its very inception,” Deputy Secretary General for Youth, April 30, 2024, in Baganté.

2 https://web.facebook.com/100087601764175/posts/je-veux-voir-mes-enfants-grandir-ou-du-nombrilisme-super-mis%25C3%25A9rable-%25C3%25A0-la-cameroun/165784486351609/?_rdc=1&_rdr, consulted June 13, 2024

3 Valère Bessala is the “Guide” of the Jouvence party.

4 Robert Um Nyobe was a Cameroonian politician and a major figure in the independence movement in Cameroon. Born on September 13, 1913, in Sangmélima, in southern Cameroon, Robert Um Nyobe is considered the founder and leader of the Cameroonian nationalist movement, the Union of the Peoples of Cameroon (UPC). In 1948, he co-founded the UPC, a political party that sought to fight for Cameroon’s independence and promote the rights and interests of Cameroonians. The UPC, led by Um Nyobe, adopted nonviolent methods of struggle in its early years, organizing demonstrations, strikes, and awareness campaigns to mobilize the Cameroonian population against French colonialism. However, brutal repression by the colonial authorities led to a gradual radicalization of the movement. His nationalist rhetoric and efforts to unite the different ethnic groups and regions of Cameroon made him a charismatic and respected figure. On September 13, 1958, Robert Um Nyobe was killed during a military operation carried out by the French army. His death was a blow to the Cameroonian independence movement, but his legacy as a visionary leader and defender of the rights of the Cameroonian people lives on.

5 Interview with Félix Nyeck, member of the political bureau of the Cameroon Party for National Reconciliation (PCRN), Soa, May 1, 2024.

context is often described as an environment in which "(…) politics today makes the murder of one's enemy its primary and absolute goal, under the guise of war, resistance, or the fight against terror" (Mbembe, 2006, p. 26). The liberalization of the political arena, hoped for in the aftermath of the 1990 Tripartite Conference, unfortunately did not take place. Instead, we have witnessed the rise of "passive" (Zelao, 1998; 2003) and "authoritarian" (Kamto, 1993) democratization that is not conducive to free political action. Repeated violations of rights and freedoms, several assassinations that cast suspicion on the ruling order, arbitrary arrests and detentions (Amnesty International, 2023-2024), as well as unemployment, embezzlement scandals, and inflation, have thus led to "a tense relationship with the authorities" (Pommerolle, 2008, p. 74). The identification or framing of the opponent as an "enemy" (Mbembe, 2016) or a "human waste" (Mbembe, 2020) serves to justify the many forms of violence inflicted upon them. Taking this reality into account, Fabien Eboussi Boulaga (2014, p. 15) already recognized that the term "opponent" carries a heavy pejorative charge and even suggested that "it is hardly intelligible to proclaim oneself an 'opponent' when, opposite you, there is no "proponent".

According to Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008, p. 74), the ongoing standing repression of those who dared to invest boldly in political opposition has diminished the militant aspirations of successive generations. The desire to "perpetuate oneself" makes intimidation, censorship, repression (Ela, 1990), and "assimilation" (Bayart, 1979) the preferred tools for managing political otherness in the current order. The latter "tends to exist by dispossessing people of themselves; it finds its nature and consistency in the void it creates around itself" (Ela, 1990, p. 58). Speaking out or engaging in politics with a critical view of what the existing political order exposes subjects to complex realities, especially when they refuse compromise (Sindjoun, 2003), in a context where constitutional law does not confer any status on the figure of the political opponent (Guimdo Dongmo, 2014). The lies of the elites, their "moribund promises" (Talla, 2014, p. 29), and electoral fraud (Eboussi Boulaga, 1998, p. 41) all contribute to disenchantment with politics in Cameroon. The state has inherited from the colonial order its ways of administering violence and repression. Thus, socialization into political violence and mistrust of institutions are deeply rooted in colonial history and the post-independence political dynamics marked by the rise of nationalist movements (Deltombe et al., 2011; Mbembe, 1996). This legacy has shaped political institutions, elite behavior, and the interactions between the state and citizens in general, and youth in particular. The political violence observed in Cameroon's political field today is one of the pillars upon which the postcolonial Cameroonian state was built.

However, the literature on young people's relationship to politics largely contrasts youth with the perpetuation of authoritarian governance. (Owona Nguini & Menthong, 2018). The one that highlights the authoritarian continuity (Kojoué, 2020), that reinforces them through policies dedicated to youth, their social exclusion, and their precariousness (Amougou, 2016) as an unshakeable condition[6]. The crisis of public governance and public policy has led to disaffection among young people toward institutions and political elites (FES, 2014). This disaffection has a direct impact on their perception of politics (Eboussi Boulaga, 2011; Loumou Mondoléba, 2020), for which the majority now expressing disinterest. The study conducted by Fabien Eboussi Boulaga (2011) on young people's perceptions and attitudes toward politics, as well as their dynamics of political engagement and disengagement, reveals that although youth constitute the majority of Cameroon's population (65%), they paradoxically represent a political minority.

Perceived as the future rather than the present, young people are judged as not yet possessing "the qualities of maturity" (De Bonneval, 2011, p. 18) and therefore lacking the skills necessary to speak about politics or engage in it. From a disparaging standpoint, the older generation frequently associates youth with irresponsibility, frivolity, madness, etc. (De Bonneval, 2011, p. 18). According to De Boeck and Honwana (2000), young people in Africa are often seen as being on the margins of

6 These lyrics, taken from one of the songs by the famous Cameroonian rapper and activist, General Valsero, illustrate this point: «This country is killing its young people! The old guard won't let go. Fifty years in power, and they still won't let go. The country is corrupting. Young people are slowly dying, while the old, behind their fortresses, get drunk on firewater.» Available at: https://www.youtube.com/watch?v=Q-nUfznDIIkA

society, both economically and politically. In reality, they embody multiple facets. Depending on the circumstances, young people are perceived sometimes as targets and victims, sometimes as fighters, activists, entrepreneurs, or rebels, outlaws, and criminals. Their position and role in society are therefore complex and ambivalent.

On closer inspection, the literature on young people's relationship to politics focuses more on their political participation and representation than on their political socialization. This study seeks, modestly, to fill this gap. Its central problem is built around a central issue: how does the desire to "see one's children grow up" shape the political engagement of young people in authoritarian Cameroon? This question makes it possible to explore several other aspects, particularly the realities concealed by this phrase. It highlights the emotional and moral dilemmas these individuals face, notably their responsibility toward their families and their desire to fight for justice and democracy.

In addition to documentary research and the collection of digital archives on major events shedding light on the political repression of opponents and media testimonies, this study relies on semi-structured interviews conducted with young activists from opposition parties (PCRN, SDF, MRC) concerning the everyday nature of their political engagement. Priority was given to sharing experiences within their political movements and the collection of their accounts of political reality. An analysis of these narratives provides a valuable source for understanding political dynamics and the risks associated with political engagement in a repressive context.

By analyzing these complex realities through the lens of the social construction of the political field, the article seeks to offer an in-depth perspective on the political socialization of youth in Cameroon. The theory of the social construction of reality (Berger & Luckmann, 1966) offers an important theoretical foundation, as it reminds us that the positioning of young people in their interaction with politics is itself a social construction. Dispositions linked to risk and to the fear of political engagement are therefore internalized as social norms, shaping their relationship to the political order as subordinate actors.

Repressive Logics and the Political Socialization to fear

Repressive logics refer to the different methods used by the ruling order to suppress dynamics of resistance or political subversion. More precisely, repression is understood, in the sense of McAdam, et al. (2001), as the set of "efforts to suppress any act of protest or any group or organization responsible for them" (p. 69). In the Cameroonian context, this includes the use of police violence, arbitrary arrests and imprisonment, censorship, surveillance, economic repression, and even death, along with other measures aimed at deterring, controlling, or eliminating individuals or movements perceived as a threat to the established order (DIDR-OFPRA, 2022). Political violence is understood here as a resource of power involving the threat or effective use of physical coercion (Braud, 2002). As a resource, it can be mobilized either in the context of protest or for the maintenance of power. Repressive practices are also characterized by restrictions on civil and political liberties[7] as well as constant violations of civic rights. In Cameroon, the socialization of young people to violence and to fear of the political field finds its roots in history and is transmitted within the social fabric through identifiable historical events. From the colonial period to the fight for independence, and through contemporary political conflicts and security challenges, Cameroon has been the stage for violence and fear that have shaped the perceptions and behaviors of youth.

Inherited Fears, Transmitted Fears

Several major historical moments have instilled, at different times, in young Cameroonians, the fear of denouncing, protesting, and demonstrating. The literature on student movements in Cameroon (see Fokwang, 2009; Konings, 2005, 2009; Mokam, 2012; Morillas, 2009, 2010, 2018; Pommerolle, 2007) shows that in the past, youth mobilized repeatedly for social and political causes. Chronologically, the first youth mobilizations date back to 1963, when a student strike was organized at the Federal

7 In concrete terms, this translates into restrictions on freedoms (freedom of expression, freedom to protest, freedom of association), as well as strict controls on the media and political activities.

 https://doi.org/10.57832/1nbh-cn37

University of Cameroon. Students, grouped under an association called the National Federation of Students of Cameroon (FENEC), demanded scholarships and better academic supervision (Mbia, 2011). In 1969, another student strike was organized and was met with "rapid and effective" repression. Striking students were sent back to their villages (Bayart, 1970, p. 701). Between 1979 and 1981, several student strikes highlighted economic and social grievances rather than political ones. Students at the University of Yaoundé demanded that scholarships be granted to all students and increased at the same rate as salaries. They also demanded better quality of meals in university restaurants, state coverage of rents for students living in university mini-cities, as well as reduced rents in university residences. Despite the purely corporatist nature of their demands, these strikes were violently repressed by the security forces (Morillas, 2018).

On December 18, 1986, another major student mobilization took place both within and outside the university. More than 300 students were arrested (Amnesty International, 1987). Among them, some student leaders were expelled from the university. In May 1991, the Student Parliament, also known simply as the "Parliament," became associated with the National Coordination of Political Parties and Associations. This coalition launched the "dead cities" operation in several towns across the country in April 1991. The political repression faced by demonstrators led them to rethink their modes of action. In this context, the strategy of "dead cities" emerged as a way to defuse police violence and minimize physical risks.

The "Parliament," led by three students from the University of Yaoundé, Corantin Talla, nicknamed General Schwarzkopf, Waffo Wanto Robert, alias Colin Powell, and Yimga Yotchou Blaise, alias Abou Nidal, organized a protest against the deterioration of study conditions caused by the economic crisis and structural adjustment measures, as well as against the cancellation of student elections (Morillas, 2018). The Parliament organized demonstrations and boycotted classes to demand genuine multipartyism and to oppose the 1993 university reform, which abolished scholarships and raised tuition fees. The movement resurfaced between April and June 1996 to protest against tuition fees and additional charges. Estimates suggest that around one hundred students died during these strikes (Eteki-Otabela, 2001, p. 375), although the then-Minister of Communication, Augustin Kontchou Kouomegni, claimed there were "zero deaths".

Students involved, directly or indirectly, in the various strikes were accused of offenses such as disobedience toward university authorities and participation —direct or indirect —in subversive activities. The penalties provided for in the legislation in force, both under the single-party regime and under multiparty regime, were similar. They included warnings, reprimands, bans on sitting exams, temporary exclusions for one or two years, or even permanent exclusion from national universities. Many young people today lived through these horrific times, marked by public assassinations, and some lost their parents. Most of them emerged from this experience traumatized (Ouambo Ouambo, 2020).

Three other episodes contributed to instilling in young Cameroonians the fear of political engagement. First, the 2008 "hunger riots", during which many young people lost their lives, some drowned in the Wouri River, others shot dead. Labeled as "apprentice sorcerers" by President Paul Biya, the repression of demonstrators was unrestrained. More than 1,500 youths were arrested and imprisoned for vandalism, theft, and disturbing public order (Sourna Loumtouang, 2015). Secondly, the post-electoral crisis of 2018 was characterized by severe repression of pro-MRC demonstrators who took part in the "white marches" organized by the party. Several activists were injured during these marches (Jeune Afrique, 2019). More than a hundred demonstrators were arrested and "arbitrarily detained, simply for exercising their rights to freedom of expression and peaceful assembly" (Amnesty International, 2019). The charges leading to their detention ranged from "insurrection", "rebellion", and "complicity in secession," to "compromising state security" (Amnesty International, 2019).

Thirdly, the assassination of journalist Martinez Zogo, who had just denounced corruption and profiteering on December 22, 2022, shocked the nation. On his show "Embouteillage", Martinez Zogo regularly denounced acts of corruption and social ills. He was abducted on January 17 in the suburbs of the capital, in front of a gendarmerie post, and was found dead five days later. His body was in a

state of decomposition and bore signs of torture. The announcement of his death provoked national and international outrage, denouncing a clear sign of the regime's decay (Le Monde, 2023). "It is the reign of terror. It feels like if a journalist speaks, he will die", declared Prince Nguimbous (Le Monde, 2023). What later became known as "the Martinez Zogo affair" reinforced representations of political power as a "hungry snake," (Alexandre, 2021), a "Moulinex ready to grind the condiments[8]," or a "swarm of bees" (Atanga Nji, 2021).

Indeed, this representation, echoing the discourse of the Minister of Territorial Administration, sheds light on the nature of the State's relationship to all opposing dynamics, considered subversive and identified here as "egg sellers" (Alexandre, 2025). Politics is therefore seen as the business of corrupt men, mafia-like figures who have "dabbled[9]" in "bad things[10]". For young people who witness these realities, repression and restrictions on freedom of expression normalize fear and limit the possibility of expressing dissenting opinions. Moreover, they fear the social consequences of their political engagement, since it is often disapproved of, suppressed, and isolated by families. Politics is generally perceived as dangerous. The stigma attached to joining the opposition does not stop at the individual; it also extends to their family and community.

Faced with this generalized fear, which characterizes the majority of young people[11], Mebene, a young MRC activist, asks: "Can we really say that our children will grow up well in this environment where corruption, nepotism, and arbitrariness reign? Will they grow up well if they risk being assaulted and dying needlessly in hospital for lack of 5,000 FCFA?" For him, the answer cannot be yes. Youth political engagement and their determination in the face of such challenges are essential conditions if they are to hope to see their children grow up tomorrow.

The Perception of Young People's Political Engagement by Their Families

The emotional and moral dilemmas faced by politically active youth often begin within the family[12]. Indeed, when young people become involved in politics, their family members are the first to remind them, hoping to dissuade them, of the dangers of the Cameroonian political field. A young person's political engagement also places their entourage (friends, family) at risk. As a result, they often express their disapproval of their children's political involvement, out of concern for protecting them and themselves. Family members may be subjected to social judgment and disapproving looks from employers and communities[13]. Corinne Atima, a graduate of the International Relations Institute of Cameroon (IRIC) and a young MRC activist, recounts:

> At first, my commitment was perceived as a huge risk I was taking. It was not, in any case, the thing to do. Everyone around me was afraid… afraid that I would be threatened, assaulted, imprisoned, or, in the worst case, killed. Especially since, even mystically, in our political universe, deaths are legion in my locality [Yokadouma][14].

On the other hand, another difficulty young people are frequently confronted with when joining the opposition is the ideological divide between them and family members who are "traditional supporters" of the ruling party. These ideological rifts and divergent perceptions of politics create

8 The Minister of Territorial Administration, Paul Atanga Nji, described certain motorcycle taxi drivers, held responsible for assaults, rapes, accidents, and route diversions in Yaoundé, as "condiments". Excerpts from his speech can be consulted at the following link: *Actu Cameroun*, "Paul Atanga Nji: 'Maintaining public order is the Moulinex and wrongdoers are condiments'," 2023, https://actucameroun.com/2023/09/27/paul-atanga-nji-le-maintien-de-lordre-cest-le-moulinex-et-les-malfaiteurs-sont-des-condiments/

9 Interview with Amélie Mouandjo, a young student at the University of Douala, June 2, 2024, in Douala.

10 This refers here to magico-religious, sectarian, and mystical practices.

11 As part of a recent study on the political participation of youth in Cameroon, we recorded that 94 out of the 100 young people with whom we conducted a focus group indicated that they were not prepared to denounce the flaws observed in society for fear of reprisals.

12 Interview with Célin Kamche Wappi, April 30, 2024, in Baganté; Interview with Félix Nyeck, Soa, May 1, 2024; Ismael Mbock, young UPC supporter, Yaoundé, May 12, 2024.

13 Interview with Célin Kamche Wappi, April 30, 2024, in Baganté.

14 Interview with Corrine Atima, graduate of the International Relations Institute of Cameroon (IRIC) and young MRC activist, Douala, May 10, 2024.

deep disagreements and family tensions, leading to situations of isolation and even rejection[15]. They may also provoke ruptures and divisions that put family bonds to the test. This is the case of young MRC activist Jean-Paul Mouaffi, who recounts:

> I am one of those young people who have long been active in the RDPC (…). From the beginning of my involvement, my family was afraid; it is not easy to be an activist in the opposition in Cameroon. I come from a family where several people are members of RDPC. The first people to intimidate me were my own family members, but as soon as I was arrested and imprisoned, RDPC activism took a huge hit in my family. I forbade family members who were with the RDPC from visiting me in prison. I even asked my own father, who was president of an RDPC sub-section, not to send me a letter unless he resigned from the RDPC[16].

Out of mistrust, some families exclude or ostracize young political opponents from family events, fearing they might be interpreted by those in power as opposition political meetings. However, the persistence of young people in their activism, combined with the deterioration of public governance in Cameroon, eventually leads families to accept their political choices and support them in their struggle. This is shown in this testimony of Corinne Atima:

> But little by little, as I reassure them with my tenacity, my motivation, and my gradual results, each one brings me their support. Very few remain skeptical. Many encourage me to move forward and now believe in my capacity to do greater things[17].

In the same vein, Jean-Paul Mouaffi adds:

> I believe that today, given the gradual deterioration of every sector of our society, we no longer need to make much effort for people, even within my family, to understand that the fight we are leading is a noble one. There is even something like a contagious effect in my family; my activism inspires those close to me[18].

"I Want to See My Children Grow Up": An Indicator of the Vulnerability of Young Politicians

"I want to see my children grow up" reveals the concrete challenges and risks faced daily by young people engaged in Cameroon's political field, especially when they choose to militate within the opposition. This vulnerability is first and foremost linked to the precarious legal status of the opposition in Cameroon (Guimdo Dongmo, 2014).

The Legal Precariousness of the Status of Young Political Opponents

In Cameroon, the absence of a legal status granted to the political opposition makes the figure of the opponent a vulnerable one. While in Western democracies, criticism, denunciation, and protest constitute the very essence of political opposition (Gicquel, 1993), in other contexts, as is relatively the case in Cameroon, "there are political systems in which those in power seek to suppress protest and, ultimately, to annihilate it" (Gicquel, 1993, p. 23). Textual recognition of the opposition's status would imply acceptance of dissent, denunciation, and contestation, which are the pillars of liberal societies (Donfack Sokeng, 2003). Granting a legal status to the political opposition necessarily requires at least two things: On the one hand, the recognition of bodies authorized to speak and act on behalf of the opposition, and on the other hand, the establishment of a legal and political framework that promotes the free expression of opponents and protects them. In Cameroon, "although the constitutional rules provide conditions for the emergence of political opposition status, they neither enshrine nor guarantee recognition of such a status" (Guimdo Dongmo, 2014, p. 87).

15 Interview with Félix Nyeck, Soa, May 1, 2024; Ismael Mbock, May 12, 2024.
16 Phone interview with Jean Paul Mouaffi, young MRC activist, June 27, 2024.
17 Interview with Corinne, young MRC activist, Douala, April 12, 2024.
18 Phone interview with Jean Paul Mouaffi, June 27, 2024.

The precariousness of this legal status exposes young people involved in the opposition to multifaceted political violence. In this context, it is important to note that the challenges they face are not limited to opposition activists alone. Even among supporters of the ruling party, the Cameroon People's Democratic Movement (RDPC), young people encounter particular difficulties. Within the RDPC, an authoritarian mode of socialization prevails. Young party members face pressure from elders, who constantly demand that they wait for their turn without showing impatience, frequently invoking a widely used phrase: "Wait for Your Turn" (WYT). This expression embodies an attitude of domination and control exercised by elders over young party members, relegating them to a subordinate role and preventing active participation in political decision-making. This way of operating undoubtedly limits youth participation, keeping them in a position of perpetual waiting, where their aspirations and ideas are systematically sidelined. This generates, among some young *"rdpcistes"*, feelings of frustration and marginalization, as they feel excluded from the decision-making process and see their perspectives and voices suppressed. Moreover, this authoritarian socialization reinforces existing power structures within the party, thereby perpetuating a hierarchical system where elders hold absolute control. This results in a lack of generational renewal and political stagnation, where innovative ideas struggle to emerge.

Overcoming Fear

Despite the considerable risks they face, some young people manage to overcome their fear of reprisals and actively engage in the opposition. Motivated by "the strength of convictions, the awareness of the necessity to commit oneself to transforming a society that goes beyond [selfish interests]"[19] they are committed to fight for justice and democracy. Fully aware of the many dangers to which they expose themselves, some young people have told us that simply getting involved is already an act of bravery, a first step toward overcoming fear.

Another strategy used by young opponents to overcome fear is the formation of support and solidarity networks. These networks provide a space for sharing experiences, fears, and hopes with others who share the same ideals. They create an environment of emotional support and mutual reinforcement, enabling young people to draw strength collectively to confront adversity. However, what emerges from discussions with these politically engaged youth is that fear is never completely overcome. It remains a constant reality.

"I Want to See My Children Grow Up": A Marker of Disillusionment, Determination, and Radicalization

The political violence inflicted on young people who attempt to engage actively in politics can paradoxically produce, for some, a sense of disillusionment that leads them to disengage, while for others, it sparks determination and radicalization. This slogan expresses a deep concern for the future, but it also reveals the effects of political oppression on the perceptions and actions of political actors. When young people languish in unemployment and poverty and feel powerless and frustrated in the face of political oppression, some may be driven to adopt extreme positions to fight against the system in place (Loumou Mondoléba, 2020). Radicalization can take different forms, ranging from participation in demonstrations and violent protest movements to adherence to extremist ideologies or acts of political violence (UNDP, 2017).

A Marker of Disillusionment and Political Disengagement

"Opposition activism is akin to defiance of the established political system[20]". For this reason, young people associated with it are perceived as troublemakers and subversives to the established order. This perception of youth activism appears to be widely shared. During our interview with Félix Nyeck, he confessed that, faced with brutality and violence experienced in the political arena, many young

19 Interview with Kamche Wappi Célin, Baganté, April 30, 2024.
20 Phone interview with Jean-Paul Mouaffi, June 27, 2024.

militants of the PCRN party questioned their political engagement, either after intimidation or after renouncing their membership to join the ranks of the ruling party. "Very few young activists and supporters, despite having been highly engaged in 2019 as part of the 11 Million Citizens Movement, dare to declare their allegiance today, let alone show their support or associate themselves with the party's activities since the last elections[21]".

This disengagement is therefore based on the observation that, from the authoritarian period to the so-called post-authoritarian period, the resources provided by the opposition to deal with repression of the dominant political order have remained stable and unchanged. The opposition is still the dominated group, whose avenues for redress in cases of rights violations remain unheard. Following the repressed protests of 2019 and 2020, Human Rights Watch (2021) reported that about 124 political prisoners were being held.

It is this uncompromising violent response to peaceful opposition protests, despite denunciations by Human Rights Watch, that partly explains the disillusionment and disengagement of most young people. This disillusionment stems from the political powerlessness of youth and from ignorance of the consequences, which can be prohibitive. Being an activist in the opposition therefore means exposing oneself to the violence of the political field, preventing them from seeing their children grow up. This confession of powerlessness does not call into question the political failures or poor governance that prevail, rather, out of fear of reprisals, many opt for resignation from their political commitments. This formula, used in the sociopolitical arena, is thus "the consecration of the brutalization of the Cameroonian political scene, where militating against the regime is synonymous with political defiance[22]". Similarly, for Célin Wappi[23], "wanting to see one's children grow up" is an ironically used formula that means choosing silence out of fear of reprisals, rather than risking one's life and that of one's loved ones for a just political cause or a public denunciation of those in power[24].

Indeed, democracy in a post-authoritarian context, as Rousseau already reminded, is only suitable for the gods. This aporia is reinforced when we interrogate the *"what can we do?"*, which already recalls the desolation of youth in a context where engaging in politics is above all dangerous. A danger which survival depends partly on acts of submission and obedience to the dominant power. These acts are primarily cognitive and contribute to the creation of a collective memory that works toward the expansion of categories of perception aimed at demystifying the "spirit of the State" in its role of structuring competition in the political field. Consequently, doing politics also means refraining from reporting on political reality as it is perceived, and instead representing it as one would like it to be. For young people, this constitutes above all a survival mode. Thus, reporting on these silences in the political arena, from the level of youth investment in the social imaginary, marks the process of transformation of society itself. Promoting a comprehensive analysis of the events that characterize regressive transitions makes it possible to gradually account for the emergence of an authoritarian symptomatic malaise, which adapts and manifests itself to society through formulas such as those highlighted here.

Radicalization and Determination: Over-Engagement as the Opposite Effect of Political Violence on Youth

Political violence produces contradictory effects on politically engaged youth. While on the one hand, it generates feelings of fear and uncertainty regarding their safety and that of their families; on the other hand, it sometimes strengthens their determination to oppose the oppressive regime and fight for justice and democracy. To speak of youth political engagement is above all to account for new forms of political expression (Assiene Bissossoli & Salla Bezanga, 2023), as well as (in) formal behaviors and dispositions (Fillieule et al., 2017) that they mobilize and which reflect this radicalization. This over-commitment, rooted in radicalization, can go as far as threatening to take one's own life for one's convictions and becoming a martyr to join the ranks of prominent

21 Interview with Félix Nyeck, Soa, May 1, 2024.
22 Drawn from the interview conducted with Jean-Paul Mouaffi, June 27, 2024.
23 A young activist of the opposition party MRC.
24 Interview with Célin Kamche Wappi, Baganté, April 30, 2024.

figures of Cameroon's struggle for independence and political liberation. The radical nature of this positioning also lies in the fact that self-concern and self-esteem feed into engagement for others and the collective (Machikou, 2024).

The letter written on May 9, 2019, by Jean-Paul Mouaffi and published on May 10 of the same year illustrates the forms radicalization can take in the political field. Detained at the central prison of Yaoundé at the time, he promised to commit suicide during the national unity celebration on May 20, 2019, as a way make his voice heard. Excerpts from his letter clearly show this over-engagement:

> "Despite my political sequestration, the daily torture and the constant threats inflicted by Mr. Biya's regime, I feel freer today within the MRC";
>
> "Like the other fighters taken hostage and kept here with me at the central prison of Yaoundé, I am neither a terrorist, nor hostile to the fatherland, nor a destroyer of public property, nor a rebel, nor…"
>
> "If Biya's regime persists in its logic of political savagery and indifference to the social degradation it has created and maintains, I will take my own life on May 20, 2019, in the name of the liberation of the Cameroonian people".
>
> "Nothing will prevent me from offering myself as the ultimate sacrifice on that day, if nothing is done to improve the sociopolitical climate in Cameroon. Even bound, I will succeed in crossing over to the beyond, to remain alongside Um Nyobe, Ouandjie, and the others[25]".

The treatment of opposition political actors constitutes a primary marker of rupture with the political order. The imposition of political authority in a post-authoritarian context involves several mechanisms, depending on the experiences and the level of accountability among young opposition members. The price of this activism for young opposition members is paid through arrests, death threats, imprisonment under serious legal and criminal charges, and even death. Félix Nyeck's discourse is in line with that of Jean-Paul Mouaffi when he states:

> I remind my wife every day that I could leave home one morning and never return because of my political positions. I walk with my coffin on my head because I am ready to die for my convictions and political engagement; my wife knows it[26].

Young people in the political field are, as shown here, the product of a learned and lived experience of their relationship to politics, within opposition parties and on the broader political scene. While they re-appropriate the values, operating norms and ways of thinking of the parties they militate in, this transmission is reflected in the denunciatory discourses they mobilize in the public and media spheres. There is therefore a real socialization linked to the statement made by young "career" politicians (Combes & Fillieule, 2011). These factors allow us to view activism as a resource for positioning and classifying oppositions in the political arena. Based on the re-appropriation and use of this formula, we can measure the level of political commitment of actors in defending their positions. It is therefore an interesting discursive lever that serves both the opposition and the dominant order. It opens up the possibility of analytically arranging the reasons young people act, thereby providing them with the means to forge their determination and demonstrate political ingenuity in order to make their voices heard on the cause they are defending for change. This is the result of their socialization into a difficult relationship with power. Just as for the ruling party, "wanting to see one's children grow up" can serve as a lever for measuring the submission of political opponents to the will of the ruling order they embodies.

Indeed, the engagement of young people in the political field depends on the motivations that accompany them. The careers of young people in politics reveal the adaptations and reconfigurations of agents in their relationship to activism. They shed light on the logics of action through which young people situate their projects at specific moments in time and the degree of adherence to the principles that govern them. Political action thus raises questions about their awareness of their

25 Drawn from the letter of Mouaffi Djeukou Jean Paul, published May 12, 2019, by *Cameroon-info.net*, www.Cameroon-info.net
26 Interview with Félix Nyeck, Soa, May 1, 2024.

own participation trajectory and the symbolic rewards (Fillieule et al., 2017). It is worth considering here that youth participation itself enables us to grasp the meaning they attach to their engagement on the ground, as well as the institutional barriers that accompany them depending on the context.

Bibliography

Alexandre, L. (2021). Atanga Nji à propos des auteurs de violences contre les agents de police : « Un serpent affamé viendra vous chercher dans votre cachette », *Actu Cameroun*. https://actucameroun.com/2021/09/12/atanga-nji-a-propos-des-auteurs-de-violencescontre-les-agents-de-police-un-serpent-affame-viendra-vous-chercher-dans-votre-cachette/

Alexandre, L. (2025). Paul Atanga Nji aux promoteurs des médias : « Celui qui vend des oeufs ne cherche pas la bagarre », *Actu Cameroun*. https://actucameroun.com/2025/07/17/paul-atanga-nji-aux-promoteurs-des-medias-celui-qui-vend-des-oeufs-de-cherche-pas-la-bagarre/

Amnesty International. (2019). *Libérez les personnes détenues pour avoir exprimé leurs opinions au Cameroun.* https://www.amnesty.org/fr/petition/liberez-les-personnes-detenues-pour-avoir-exprime-leurs-opinions-au-cameroun/ (Retrieved June 15, 2024)

Amnesty International. (2023/2024). *Cameroun 2023. Rapport sur la situation des droits de l'homme au Cameroun.* Amnesty International. https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/

Amougou, G. (2016). Jeunesse entreprenante et processus d'auto-prise en charge au Cameroun. *Revue Jeunes et Société, 1*(2), 79-97.

Assiene Bissossoli, P. H., & Salla Bezanga, E. V. (2023). Rumeurs sur la mort du président Paul Biya et usages politiques des réseaux sociaux. *Communication, technologies et développement, 202.* https://doi.org/10.4000/ctd.8943

Atanga Nji, P. (2020). Press conference, August 24, Yaoundé.

Bayart, J.-F. (1979). *L'État au Cameroun.* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Berger, P., & Luckmann, T. (1966). *La construction sociale de la réalité.* Méridiens Klincksieck.

Codaccioni, V. (2013). *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962).* CNRS Éditions.

Combes, H., & Fillieule, O. (2011). De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : modèles structuraux et interactions stratégiques. *Revue française de science politique, 61*(6), 1047-1072.

De Boeck, F., & Honwana, A. (2000). Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique. *Politique africaine, 80*(4), 5-11.

De Bonneval, E. (2011). *Contribution à une sociologie politique de la jeunesse : jeunes, ordre politique et contestation au Burkina Faso* [Doctoral dissertation, université Montesquieu – Bordeaux IV / Sciences Po Bordeaux].

Deltombe, T. (2008, 13 septembre). Cameroun, il y a cinquante ans, l'assassinat de Ruben Um Nyobe. *Le Monde diplomatique.*

Deltombe, T., Domergue, M., & Tatsitsa, J. (2011). *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971).* La Découverte.

Donfack Sokeng, L. (2003), L'institutionnalisation de l'opposition : une réalité objective en quête de consistance, In L. Sindjoun et al. (dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? : Politique parlementaire et politique autoritaire*. Codesria Books Publication System.

Eboussi Boulaga, F. (1998). *Lignes de résistance.* Clé.

Eboussi Boulaga, F. (2011). *Les jeunes et la politique au Cameroun : Quelles perceptions pour quelle participation ?* Friedrich Ebert Stiftung.

Eboussi Boulaga, F. (2014). L'opposition, immobile à grand pas ? In F. Eboussi Boulaga et al. (dir.), *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise : Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 11-26). Terroirs.

Ela, J.-M. (1990). *Quand l'État pénètre en brousse : les ripostes paysannes à la crise.* Karthala.

Enoh Meyomesse. (2016). *L'État et la répression de la démocratie au Cameroun.* CreateSpace Independent Publishing Platform.

Eteki-Otabela. (2001). *Le totalitarisme des États africains : le cas du Cameroun.* L'Harmattan.

Fillieule, O. et Al. (2017). *Sociologie plurielle des comportements politiques*. Presses de Sciences Po, 398 p.

Fokwang, J. (2009). Student activism, violence and the politics of higher education in Cameroon: A case study of the University of Buea (1993-2003). In *Youth and higher education in Africa: The cases of Cameroon, South Africa, Eritrea, and Zimbabwe* (pp. 9-33). Codesria.

Friedrich Ebert Stiftung. (2014). *Les jeunes et l'engagement politique.*

Gicquel, J. (1993). *Droit constitutionnel et institutions politiques* (12e Ed.). Montchrestien.

Guimdo Dongmo, B-R. (2014). Fondements constitutionnels et statut juridique de l'opposition politique. In F. Eboussi Boulaga et al. (Dir.). *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise. Questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 85-100). Terroirs.

Human Rights Watch. (September 22, 2021). Cameroun : un an après la répression de manifestations, l'intransigeance continue. Les autorités devraient libérer les prisonniers politiques et respecter le droit de réunion pacifique, https://www.hrw.org/fr/news/2021/09/22/cameroun-un-apres-la-repression-de-manifestations-lintransigeance-continue

Jeune Afrique. (June 2, 2019). Cameroun : Plusieurs militants du MRC blessés au cours d'une marche à Douala. https://www.jeuneafrique.com/716261/politique/cameroun-plusieurs-militants-du-mrc-blesses-au-cours-dune-marche-a-douala/ (Retrieved June 15, 2024)

Kamto, M. (1993). Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun. In G. Conac (dir.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique* (pp. 209-236). Economica.

Kojoué, L. (2020). La continuité autoritaire. L'action publique contre le sida comme révélateur des (non) transformations de l'État au Cameroun. *Revue internationale de politiques de développement, 12*(1). DOI: https://doi.org/10.4000/poldev.3276

Konings, P. (1985). *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire.* L'Harmattan.

Konings, P. (2005). Anglophone university students and Anglophone nationalist struggles in Cameroon. In G. J. Abbink & I. van Kessel (dir.), *Vanguard or vandals : Youth, politics and conflict in Africa* (pp. 161-188). Brill.

Konings, P. (2009). University crisis and student strikes in Africa: The case of the University of Buea (Cameroon). *Journal of Higher Education in Africa, 7*(1-2), 213-235.

Le Monde Afrique. (January 24, 2023). Cameroun : après l'assassinat du journaliste Martinez Zogo, colère et peur chez ses pairs. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/24/cameroun-apres-l-assassinat-du-journaliste-martinez-zogo-colere-et-peur-chez-ses-pairs_6159081_3212.html (Retrieved June 13, 2023)

Loumou Mondoléba, A.-P. (2020a). Crise des politiques publiques et désaffection à l'égard des élites politiques dans la ville de Ndikinimeki : plaidoyer pour retour à la politique de présence et de proximité. In P. Batibonak (dir.), *Développer et relooker Ndikinimeki. Quand vient l'heure du décollage* (pp. 117-130). Monange.

Loumou Mondoléba, A.-P. (2020b). Jeunes, chômage, frustrations et extrémisme violent en Afrique. In *Actes du colloque international « Extrémismes, guerres, paix et développement en Afrique depuis les indépendances »* (pp. 27-39). Université protestante d'Afrique centrale.

Machikou, N. (2024). Un monde abîmé comme occasion épistémique : quel engagement pour le chercheur dans la cité. *Sociologies.* http://journals.openedition.org/sociologies/23592.

McAdam, D., Tarrow, S., & Tilly C. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge University Press.

Mbembe, A. (1996). *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960) : histoire des usages de la raison en colonie.* Karthala.

Mbembe, A. (2006). Nécropolitique. *Raisons politiques, 21,* 29-60. https://doi.org/10.3917/rai.021.0029

Mbembe, A. (2016). *Politiques de l'inimitié.* La Découverte.

Mbembe, A. (2020a). *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine.* Karthala.

Mbembe, A. (2020b). *Brutalisme.* La Découverte.

Mokam, D. (2012). Les associations estudiantines face aux stratégies étatiques d'approvisionnement de la jeunesse universitaire, 1961-2005. *Les Cahiers d'histoire et d'archéologie, 12,* 281-294.

Morillas, C. (2015). *Individualisation versus démocratisation ? Conditions et formes du militantisme étudiant en situation autoritaire (Cameroun, 1962-2014)* [Doctoral dissertation, Sciences Po Bordeaux].

Morillas, C. (2018). Domination et résistance étudiante au sein d'un « lieu clos et apolitique » : l'université camerounaise (1962-2014). *L'Espace politique, 35*(2), 36-59.

Ouambo Ouambo, J. P. (2020). *La participation politique des jeunes à la vie publique au Cameroun.* Nkafu Policy Institute. https://nkafu.org/wp-content/uploads/2020/06/Participations-des-jeunes.pdf

Owona Nguini, M. É. (2004). Le gouvernement perpétuel en Afrique centrale : le temps politique présidentialiste entre autoritarisme et parlementarisme dans la Cemac. *Enjeux, 19,* 9-14.

Owona Nguini, M. É., & Menthong, H.-L. (2018). « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018). *Politique africaine, 150*(2), 97-114.

Programme des Nations unies pour le développement. (2017). *Vers l'extrémisme en Afrique : facteurs, motivations et éléments déclencheurs du recrutement.* Bureau régional pour l'Afrique.

Polet, F. (2016). Entre révoltes populaires et restaurations autoritaires. https://www.academia.edu/34620505/Entre_r%C3%A9voltes_populaires_et_restaurations_autoritaires (Retrieved June 13, 2024)

Pommerolle, M.-E. (2007). Routines autoritaires et innovations militantes : le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun. *Politique africaine, 108,* 155-172.

Pommerolle, M.-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun : Entre régime postautoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale, 40,* 73-94.

Sindjoun, L. (2003). Ce qu'être opposant veut dire : l'économie des échanges politiques. In L. Sindjoun (dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire.* Codesria.

Sourna Loumtouang, E. (February 26-27, 2015). Chômage des jeunes et stabilité sociopolitique au Cameroun de 1990 à nos jours. Communication présentée à la conférence internationale sur « le chômage des jeunes en Afrique », Harare, Zimbabwe.

Talla, J.-B. (2014). L'opposition face aux défis de l'alternance. In F. Eboussi Boulaga et al. (dir.), *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise : questions sur la quête de sens et la subjectivation politique* (pp. 27-52). Terroirs.

Zélao, A. (2003). Démocratisation passive et gouvernance politique dans les États de l'Afrique centrale. *Revue internationale des sciences humaines et sociales, 5*(5), 97-130.

Zélao, A. (2005). Les élections en territoire post-monolithique : la transfiguration du champ politique camerounais au détour du renouveau démocratique. *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie, 2*(1), 97-130.

© Présidence du Bénin

Diamniadio smart city : entre concept et réalité

Cheikh Cissé
Urbaniste-géographe, consultant et chargé d'enseignement à l'École supérieure des professions immobilières (Espi), Paris (France)
c.cisse@groupe-espi.fr

How to cite this paper:
Cissé, C. (2025). *Diamniadio smart city* : entre concept et réalité. *Global Africa*, (11), pp. 232-240. https://doi.org/10.57832/mkz5-7456

Received: September 15,, 2024
Accepted: September 2, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Résumé

Le concept de « ville intelligente » est largement promu à l'échelle mondiale comme une marque de modernité et d'innovation, en particulier en Afrique, grâce à des campagnes de marketing comme celle d'IBM. Cette idée séduit les décideurs africains en quête de développement futuriste, attirant ainsi touristes et investisseurs avec la promesse de solutions technologiques avancées et d'une qualité de vie améliorée. Toutefois, la définition et l'application de ce concept varient considérablement, englobant diverses initiatives utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour optimiser la gestion urbaine, la mobilité, l'efficacité énergétique et la qualité de vie des citoyens. L'article se focalise sur Diamniadio, une nouvelle ville en construction à 30 kilomètres à l'est de Dakar, au Sénégal, qui illustre l'ambition de créer une cité moderne intégrant les dernières technologies pour devenir un modèle de développement urbain durable. La démarche se distingue par une analyse croisée mobilisant à la fois la littérature internationale sur les smart cities dans les pays du Sud global et un matériau empirique original résultant d'entretiens semi-directifs individuels entre 2017 et 2020. L'objectif est non seulement de documenter l'expérience sénégalaise en démontrant les défis, les progrès et les perspectives de cette initiative, mais également d'interroger les conditions de viabilité et d'appropriation locale d'un modèle largement façonné par des logiques globalisées.

Mots clés

Ville intelligente, technologie, innovation urbaine, développement durable, Diamniadio.

Introduction

L'expression « ville intelligente » ou « smart city » est désormais un concept largement promu à l'échelle mondiale, et particulièrement en Afrique, par une campagne de marketing orchestrée par l'entreprise américaine IBM. Ce terme, souvent attribué à la modernité et à l'innovation, a séduit de nombreux décideurs africains qui l'ont adopté pour façonner leurs villes. Dès lors, le concept devient presque une panacée pour attirer les touristes et les investisseurs étrangers, souvent avec des promesses de solutions technologiques avancées et d'un cadre de vie amélioré.

L'idée de smart city s'est rapidement imposée dans les discours politiques et économiques, bien que la définition et la mise en œuvre de ce concept varient d'un endroit à un autre. Elle englobe une multitude d'initiatives visant à intégrer des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la gestion urbaine, la mobilité, l'efficacité énergétique et la qualité de vie des citoyens. Cependant, cette vision souvent idéalisée des smart cities se heurte à une réalité complexe en Afrique où les défis urbains sont nombreux. ll s'agit alors de distinguer la smart city comme horizon politique et discursif, de sa matérialisation opérationnelle. De nombreuses recherches soulignent que, dans les pays du Sud, la transposition de modèles importés doit composer avec des cadres juridiques, des capacités techniques et des cultures de gouvernance très spécifiques (Söderström et al., 2014 ; Odendaal, 2016).

La question n'est donc pas seulement de savoir « comment » intégrer la technologie dans la ville, mais « pour qui », « à quel rythme » et « selon quelles priorités » cette intégration doit se faire. Ainsi, comment peut-on réellement comprendre le concept de smart city, et quelles sont ses implications concrètes sur le terrain ? L'exemple de Diamniadio, une nouvelle ville en construction à 30 kilomètres à l'est de Dakar, au Sénégal, constitue un terrain d'observation privilégié pour traiter cette question. Diamniadio illustre, depuis 2014, une ambition nationale de l'État du Sénégal de créer une cité moderne intégrant les dernières technologies pour devenir un modèle de développement urbain durable. Ce projet, soutenu par des partenariats publics-privés nationaux et internationaux, aspire à transformer une zone autrefois rurale en un pôle urbain de référence.

L'article commence, après avoir expliqué la méthodologie employée, par une revue de la littérature scientifique et historique pour définir précisément ce qu'est une smart city en analysant ses différentes dimensions et ramifications. Ensuite, il étudie comment ce concept se traduit concrètement dans le cadre de la création de la ville nouvelle de Diamniadio, en exposant les défis, les avancées et les perspectives de ce projet.

Méthodologie

Une approche méthodologique systématique a été employée, articulant une revue de la littérature et des entretiens pour analyser le projet de smart city à Diamniadio. La recherche bibliographique a été réalisée via des bases de données telles que Google Scholar, Scopus, en utilisant des termes de recherche comme « ville intelligente », « smart city », « transformation numérique urbaine », « Diamniadio »… Les critères de sélection concernaient des publications académiques récentes, des études de cas africaines et internationales, et des articles traitant des infrastructures de base, des défis de réalisation et des impacts socio-économiques des technologies intelligentes. Cette recherche bibliographique a permis d'avoir un ancrage théorique autour des principales dimensions constitutives du concept de smart city et les critiques récurrentes émises à son sujet, notamment dans les contextes du Sud global.

En complément de la revue documentaire, nous avons conduit des entretiens semi-directifs entre 2017 et 2020, dans le cadre de nos recherches doctorales, avec des acteurs clés du projet, notamment des responsables de la Délégation générale des pôles urbains (DGPU). Ces entretiens visaient à recueillir des visions spécifiques sur les défis et les avancées du projet. Les données collectées, croisées avec des documents institutionnels ont été analysées qualitativement à l'aide de la méthode d'analyse de contenu, permettant de confronter les ambitions initiales du projet à l'état réel de sa mise en œuvre. Cette confrontation a également permis d'identifier des points de convergence et de divergence entre le discours officiel, les observations de terrain et les réalités constatées dans d'autres villes intelligentes africaines et internationales.

Enfin, la posture réflexive adoptée au cours de la recherche a conduit à interroger les conditions mêmes de production des données et les biais possibles liés à la temporalité des entretiens, réalisés dans un contexte où le projet Diamniadio connaissait des avancées mais aussi des incertitudes politiques et financières (liées au temps des acteurs institutionnels). Cette prudence interprétative vise à garantir que les résultats trouvés et les conclusions avancées restent contextualisés et évitent toute généralisation.

Définition du concept de « smart city »

La définition de smart city est complexe et varie selon les contextes. Selon Albino et al. (2015), il existe au moins vingt-trois (23) définitions différentes de ce concept. Cette pluralité de perception du concept découle de la multidisciplinarité inhérente à la smart city englobant divers domaines de recherche (Angelidou, 2015).

Initialement, cette notion évoque une ville « connectée », en faisant référence à l'accès au numérique, à la technologie et à l'Internet. Dupuy (1992) évoque même « l'informatisation de la ville » pour décrire ce lien entre la ville et la technologie. Cette relation entre les deux semble évidente, bien qu'elle puisse englober une multitude d'utilisations et de niveaux d'appropriation (Douay & Henriot, 2016). Ainsi, la smart city véhicule un discours normalisé, une sorte « d'imaginaire socio-technique » (Jasanoff & Kim, 2015 ; Datta, 2015) forgée par des entreprises technologiques afin d'attirer des acteurs urbains et de conquérir de nouveaux marchés (Hollands, 2015 ; Sadowski & Bendor, 2019 ; Wiig, 2015), valorisant la connexion numérique, la fluidité des mobilités, l'efficacité énergétique et la compétitivité économique comme critères centraux de modernité. Toutefois, cette projection idéalisée tend à invisibiliser les contraintes récurrentes des villes africaines : déficits d'infrastructures de base, inégalités socio-spatiales, faiblesse de la planification participative (Watson, 2014 ; Robinson & Parnell, 2019). En ce sens, la smart city, en tant que « label » (Vanolo, 2014), renvoie au marketing territorial qui ne garantit pas sa traduction effective en bénéfices tangibles pour les populations locales.

La smart city, en réponse à divers défis démographiques, économiques et environnementaux, est désormais perçue comme un système devant être optimisé pour mieux fonctionner. Pour relever ces défis, les entreprises technologiques se positionnent comme des « points de passage obligés » (Söderström et al., 2014), offrant des solutions technologiques pour relier les systèmes urbains à travers la collecte, l'usage et l'analyse des données. Cette vision repose sur l'hypothèse que l'augmentation de la quantité et de la qualité des données disponibles permet systématiquement une amélioration de la gouvernance urbaine (Shelton et al., 2015). Or, plusieurs travaux insistent sur le fait que les données ne sont pas neutres : elles sont produites, sélectionnées et interprétées dans des cadres politiques, économiques et culturels spécifiques (Kitchin, 2014). Dans les contextes africains où la capacité de traitement et de mise à jour des données est souvent limitée, le risque est de reproduire des inégalités ou de privilégier des secteurs déjà bien dotés au détriment d'autres, moins connectés mais tout aussi stratégiques pour la vie urbaine.

En outre, la réalité dépasse le cadre de la technologie pour englober plusieurs autres éléments : loisirs, habitat, transports, accès aux services de base comme l'eau, l'électricité et plus récemment l'Internet. Les différentes composantes urbaines sont des éléments d'un ensemble de systèmes qu'il faut considérer pour répondre aux principaux enjeux urbains. L'entreprise IBM est à l'origine de la conception de smart city, articulée autour de la planification, de la gestion des services, des infrastructures et des aspects humains. Ces piliers constituent des systèmes individuels, la ville étant un « système de systèmes » (Söderström et al., 2014). Cette idée d'IBM est ensuite érigée en modèle, diffusée et adoptée par des villes du monde entier, servant d'argument politique, jusqu'à devenir une image de marque (« urban labelling » pour certains [Albino et al., 2015]). Selon IBM, « la ville doit être appréhendée comme le lieu de l'intégration, de la collaboration et de la gestion de systèmes multiples interdépendants… » (Guérin-Jabbour & Bauchot, 2016, p. 6) offrant des techniques de gestion des infrastructures urbaines grâce aux données collectées.

De plus, le paradigme systémique rappelle la pensée urbaine de la « cybernétique » des années 1950-1970, où la ville était envisagée comme un système d'information. Cette vision se concentre sur l'interconnexion des éléments urbains à travers des boucles de rétroaction (Townsend, 2013). Dans cette perspective, Giffinger et al. (2007) identifie six dimensions pour définir la smart city : une économie, une administration, un environnement, une mobilité, habitat intelligent et des habitants intelligents. En d'autres termes, une ville intelligente harmonise plusieurs sous-systèmes autour des thématiques économique, sociale et environnementale, avec les usages numériques comme outils.

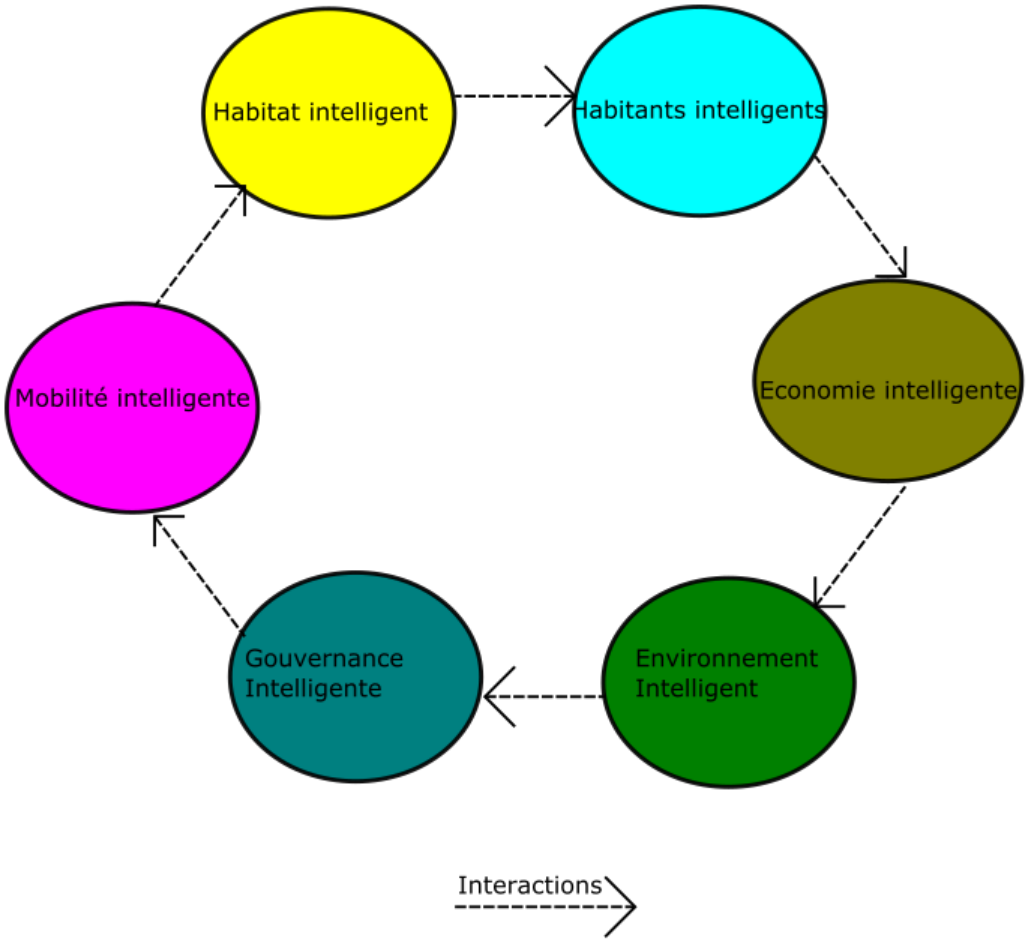

Figure 1 : Fonctionnement globalisant de la smart city

Figure réalisée par Cheikh Cissé, 2022, inspirée de Giffinger et al., 2007

Toutefois, dans le cadre des pays du Sud, plusieurs auteurs (Watson, 2014 ; Datta, 2015 ; Odendaal, 2016) évoquent l'importance d'une adaptation contextuelle. Il ne s'agit pas seulement de transposer des technologies « prêtes à l'emploi », mais de penser la smart city comme un processus incrémental et hybride, capable de combiner infrastructures modernes et pratiques informelles. La « smartness » ne se limite pas aux technologies avancées ; elle repose surtout sur la capacité à les adapter aux réalités sociales et culturelles locales, de façon à être réellement utiles aux habitants et à répondre à des besoins urbains concrets comme l'accès à l'eau, la gestion des déchets ou l'organisation du transport artisanal.

Plusieurs États africains, dans une course effrénée à la création de villes nouvelles en périphérie de leurs grandes villes capitales, cherchent à s'inscrire dans une dynamique internationale d'innovation, de technologie, de modernité et de durabilité. L'économie numérique est au cœur de leurs stratégies avec un accent sur les villes intelligentes. Des exemples tels que Konza Technology City, Smart city Kwame Nkrumah, dans les périphéries respectives de Nairobi et d'Accra, Eko-Atlantic City, dans le Grand Lagos, ou encore l'initiative de l'Alliance Smart Africa, sous présidée par le président rwandais Paul Kagamé en 2014, et le New Deal Technologique lancé par le Sénégal en 2025 dans tous les secteurs urbains, illustrent cette tendance. Si la progression de l'accès au numérique et à l'Internet est considérée comme un atout, voire un argument, par les politiques pour communiquer sur la smart city, la fracture numérique et l'accès limité aux services de base, comme l'électricité, persistent en Afrique et posent des défis pour la concrétisation des villes intelligentes. En réalité,

l'Afrique est l'un des continents les moins raccordés à l'électricité, avec un taux d'électrification de 43 % en 2016. Or, on ne peut pas penser à une smart city, telle que définie communément, sans un accès suffisant à l'électricité. Chenal (2020) souligne que l'électrification demeure le principal défi pour les villes connectées, puisqu'une meilleure connexion Internet est corrélée à la croissance économique (Tchounand, 2020).

Modélisation de « Diamniadio smart city »

Dans la ville nouvelle de Diamniadio, le premier des quatre arrondissements prévus est spécifiquement réservé au pôle numérique (le parc numérique) pour instaurer une gestion « intelligente » de la ville. Diamniadio a été sélectionnée, en 2016, comme « ville affiliée » dans le cadre du concours dit « I3E » qui vise à soutenir la création de villes intelligentes axées sur les usages numériques, surpassant ainsi Casablanca, Tunis et Buenos Aires[1].

Ainsi, le parc numérique de Diamniadio, conçu comme une oasis s'étendant sur 25 hectares, a vu le jour en 2016. Cette course à l'innovation a conduit à l'installation d'infrastructures orientées vers les technologies de l'information et de la communication au sein de la nouvelle ville. L'État du Sénégal, avec l'ambition de positionner Diamniadio en tant que première technopole du pays, voire de toute l'Afrique de l'Ouest, similaire à d'autres nations ayant déjà pris une avance dans ce domaine comme le Nigéria, l'Afrique du Sud ou le Maroc, a prévu des infrastructures numériques de pointe. Celles-ci concernent, d'après la responsable de la smart city de la ville nouvelle, « le haut débit et le très haut débit Internet, des {datacenters} destinés au stockage de données numériques, ainsi que des efforts visant à optimiser les flux énergétiques au niveau des bâtiments pour réduire la consommation d'énergie et répondre aux besoins contemporains des habitants ».

Au moment de nos recherches, le projet de la smart city de Diamniadio, en plus d'être considérée « ville affiliée », bénéficie d'un financement partiel de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 71 millions d'euros. D'abord simple concept, la smart city de Diamniadio devient une préoccupation des autorités sénégalaises, pilotée par l'organisme d'aménagement, la Délégation générale à la promotion des pôles urbains (DGPU). La responsable de la gestion du projet et de la smart city nous a précisé, lors de notre entretien en 2019, que celui-ci reposait sur trois grands axes : « une performance énergétique avec des techniques d'isolation thermique efficaces, la construction de bâtiments intelligents avec des capteurs et l'introduction de diverses solutions numériques ».

1 Information recueillie lors de notre entretien, à Ouakam, avec la responsable de la smart city de la Délégation générale des pôles urbains du Sénégal (DGPU) en 2016.

Figure 2 : Projet de datacenter à Diamniadio

Source : Magazine *Nouvelle Horizon*, spécial Diamniadio, nouvelle ville hors-série n° 8 couplé à l'édition n° 1021 du 5 au 11 janvier 2017.

Parmi les orientations, le numérique occupe une place prépondérante, en tant que levier d'amélioration des conditions de vie locales. Au moment de nos enquêtes, le pôle numérique commençait déjà à attirer des entreprises et des start-up spécialisées dans l'innovation technologique, avec la présence d'opérateurs de télécommunications tels qu'Orange, Tigo, Expresso, de grands groupes informatiques comme Atos, ainsi que d'agences du secteur énergétique telles que l'Ademe.

Ce positionnement s'inscrit dans un contexte politique dominé par le plan Sénégal émergent (PSE), adopté en 2014 sous la présidence de Macky Sall, qui faisait de la création de pôles urbains (Diamniadio, lac Rose, etc.) un outil de décongestion de Dakar et de stimulation de l'investissement privé. Dans cette logique, Diamniadio n'a pas été conçue uniquement comme une zone résidentielle, mais comme un hub multifonctionnel regroupant des espaces administratifs, des centres de conférence, des zones commerciales et des industries légères. L'objectif affiché est d'attirer non seulement de nouveaux habitants, mais aussi des entreprises et des institutions internationales.

La conception de Diamniadio emprunte beaucoup aux logiques « greenfield cities » analysées par Watson (2014), c'est-à-dire des projets urbains aménagés *ex nihilo* sur de vastes terrains vierges afin d'incarner une vision urbaine futuriste. Cependant, ces initiatives sont régulièrement critiquées pour leur orientation vers une clientèle solvable, excluant de fait les populations modestes. Cette sélectivité socio-spatiale alimente le caractère impopulaire et élitiste de la démarche (Moser, 2015).

Concrètement, la planification de Diamniadio repose sur trois étapes successives : la phase d'émergence (2014–2019), la phase de développement (2020–2025) et la phase de finition (2025–2035). Si les services numériques (notamment les réseaux de télécommunications) figurent bien dans le plan directeur de planification de Diamniadio, leur déploiement n'a pas été considéré comme une priorité, lors des premières phases de la ville nouvelle. Le lancement du déploiement numérique était ainsi attendu seulement à partir de la deuxième phase. Lors de notre entretien, mené en juillet 2019, le chargé du déploiement du pôle numérique de la DGPU déclarait que « le numérique est encore perçu comme un bonus, pas une nécessité. Aucun délai précis n'a été fixé pour son déploiement définitif », le projet se trouvant alors encore en phase diagnostique.

Or, en 2025, le phasage de la planification de la ville nouvelle n'est pas scrupuleusement respecté : certaines tâches relevant des premières étapes, telles que l'assainissement, restent inachevées. Ce décalage s'explique en partie par l'alternance politique de 2024, qui a conduit à l'arrivée d'un nouveau président : Bassirou Diomaye Faye. Ses priorités urbaines ne coïncident pas nécessairement avec celles de son prédécesseur, Macky Sall, principal initiateur du projet Diamniadio selon son programme politico-économique d'alors.

Par ailleurs, la dépendance aux financements extérieurs rend le projet vulnérable aux fluctuations de l'aide internationale et aux conditions fixées par les bailleurs. Si la BAD soutient une partie du projet, d'autres composantes reposent sur des partenariats public-privé dont les négociations se révèlent longues et complexes. L'expérience d'Eko Atlantic City, au Nigéria, illustre bien les risques liés à ce type de montage : le projet y a permis la réalisation d'infrastructures de très haut standing, mais sans véritable intégration au tissu urbain existant (Grant, 2015). Diamniadio, encore en construction, conserve donc une marge de manœuvre pour éviter un tel écueil.

Discussion

L'analyse de la smart city de Diamniadio montre un écart entre les ambitions technologiques et les réalités pratiques. Les discours qui ont été portés par l'État à son lancement peinent à se concrétiser sur le terrain, comme l'illustrent le retard du déploiement numérique et la faible implication des populations locales. En réalité, la ville nouvelle attend toujours ses habitants ; elle n'est pas encore suffisamment habitée. Le projet, bien qu'ambitieux, est freiné par des défis logistiques et financiers ainsi que par l'inadéquation des infrastructures de base, notamment l'électricité. Ces contraintes soulignent la nécessité d'une approche progressive et réaliste, prenant en compte les conditions locales pour assurer un arrimage entre vision et pratique.

La situation observée à Diamniadio n'est pas isolée ; elle s'inscrit dans une tendance plus large concernant les projets de smart cities en Afrique. Ainsi, Konza Technopolis au Kenya, annoncé en 2008 comme la « Silicon Savannah », connaît encore aujourd'hui de nombreux retards. Ces difficultés s'expliquent par des problèmes de gouvernance, la complexité de la mobilisation des financements, un manque de clarté quant aux besoins réels des usagers, mais aussi par une incohérence spatiale liée à sa proximité avec Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique. De même, Eko Atlantic City au Nigéria, bien qu'avancée sur le plan immobilier, fait l'objet de critiques en raison de son caractère élitiste et de son absence d'intégration aux réalités socio-économiques de Lagos, où persiste le bidonville de Makoko. Ces exemples soulignent qu'un projet de smart city qui ne s'ancre pas dans le contexte local risque de se réduire à un projet vitrine, sans réelle capacité de transformation urbaine intégrée.

Pour réussir une transition vers une véritable smart city, le développement technologique doit s'accompagner d'une amélioration des infrastructures de base. L'implication des entreprises technologiques locales et le recours à une approche participative intégrant les habitants et leurs aspirations quotidiennes apparaissent comme des conditions nécessaires pour stimuler l'innovation et garantir l'acceptabilité sociale des solutions proposées.

Un autre enjeu réside dans la fracture numérique. Comme le rappellent Söderström et al. (2014), une ville ne peut être qualifiée d'« intelligente » si une partie importante de sa population est exclue de l'accès aux infrastructures numériques. Dans le cas du Sénégal, où l'accès à Internet reste marqué par de fortes disparités régionales et sociales, la priorité devrait s'orienter vers l'élargissement de l'offre de services numériques abordables avant de déployer des technologies de pointe, concentrées dans un espace restreint comme Diamniadio.

La gouvernance du projet révèle par ailleurs un paradoxe : bien que smart city Diamniadio soit présentée comme un projet novateur et tourné vers l'avenir, son processus décisionnel reste largement top-down, piloté par l'État, via un aménageur, la DGPU, et ses partenaires internationaux, sans véritable mécanisme de participation citoyenne. Cette absence de consultation formalisée limite les possibilités d'appropriation sociale des infrastructures et peut nourrir des résistances implicites. Or, des expériences menées à Kigali (Kigali Innovation City) ou Cap démontrent que l'intégration de dispositifs participatifs comme des ateliers communautaires, des enquêtes locales et des plateformes de cocréation, contribue à renforcer la pertinence et la durabilité des solutions urbaines (Odendaal, 2016 ; Robinson & Parnell, 2019).

Enfin, l'articulation de Diamniadio avec le reste de la région métropolitaine de Dakar est une vraie préoccupation. Si le projet évolue comme un îlot high-tech isolé, il risque de renforcer les contrastes spatiaux et économiques avec les villes périphériques déjà existantes, accentuant ainsi les inégalités. À l'inverse, une intégration fonctionnelle via des réseaux de transport efficaces, des complémentarités économiques et des échanges de services pourrait transformer Diamniadio en un moteur de développement au bénéfice de l'ensemble de la métropole dakaroise.

Conclusion

L'ambition de faire de Diamniadio une « ville intelligente » traduit une volonté d'innovation, intégrant des avancées technologiques dans le projet de ville nouvelle. Toutefois, l'adaptation de ces dispositifs aux besoins locaux demeure un défi constant. L'écart entre la conceptualisation idéale et la concrétisation invite à adopter une approche plus réaliste, attentive à la complexité des pratiques et des réalités locales.

La trajectoire actuelle du projet montre qu'une smart city ne se réduit ni à des infrastructures numériques ni à des bâtiments connectés. Elle doit s'inscrire dans une vision systémique qui articule impératifs sociaux, économiques et environnementaux, en veillant à ce que les innovations technologiques répondent à des besoins concrets plutôt qu'à des objectifs symboliques ou promotionnels.

L'équilibre entre vision et contraintes pratiques suppose d'orienter le projet vers une forme urbaine réalisable, tenant compte de l'hybridité des pratiques formelles et informelles. Concrètement, la transition vers une smart city exige une intégration harmonieuse des technologies avec les modes de vie, les besoins et les spécificités culturelles des habitants, et repose d'abord sur le renforcement de l'accès universel à l'électricité et aux infrastructures de base, condition préalable à tout déploiement numérique.

Sur le plan opérationnel, cela consiste à mettre en place des mécanismes institutionnels de participation citoyenne à toutes les étapes du projet ; d'impliquer les start-up et PME locales dans la conception, l'exploitation et la maintenance des services numériques afin de renforcer le tissu économique national ; de planifier l'intégration fonctionnelle de Diamniadio dans la métropole

dakaroise par des liaisons de transport performantes et accessibles ; et d'adopter une démarche progressive, avec des évaluations régulières de la cohérence entre objectifs initiaux et réalisations effectives.

À plus long terme, une évaluation comparative avec d'autres villes nouvelles africaines et asiatiques permettra d'identifier les conditions de réussite d'une smart city dans le Sud global, en soulignant le rôle des politiques publiques, des partenariats stratégiques et d'une gouvernance multiniveaux.

Bibliographie

Albino, V., Berardi, U., & Dangelico, R. M. (2015). Smart cities: Definitions, dimensions, performance, and initiatives. *Journal of Urban Technology, 22*(1), 3–21. https://doi.org/10.1080/10630732.2014.942092

Angelidou, M. (2015). Smart cities: A conjuncture of four forces. *Cities, 47*, 95–106. https://doi.org/10.1016/j.cities.2015.05.004

Datta, A. (2015). A 100 smart cities, 100 utopias. *Dialogues in Human Geography, 5*(1), 49–53. https://doi.org/10.1177/2043820614565750

Douay, N., & Henriot, C. (2016). La Chine à l'heure des villes intelligentes. *L'Information géographique, 80*(3), 89–102. https://doi.org/10.3917/lig.803.0089

Dupuy, G. (1992). *L'urbanisme des réseaux: Théories et méthodes*. Armand Colin. https://www.armand-colin.com/lurbanisme-des-reseaux-9782200211035

Giffinger, R., Fertner, C., Kramar, H., Kalasek, R., Pichler-Milanović, N., & Meijers, E. (2007). *Smart cities – Ranking of European medium-sized cities*. Centre of Regional Science (SRF), Vienna University of Technology. https://www.smart-cities.eu/download/smart_cities_final_report.pdf?utm_source=perplexity

Grant, R. (2015). Sustainable African urban futures? Stocktaking and critical reflection on proposed urban projects. *American Behavioral Scientist, 59*(3), 294–310. https://doi.org/10.1177/0002764214550301

Guérin-Jabbour, M., & Bauchot, F. (2016). Les technologies de l'information au service des villes intelligentes. IBM.

Hollands, R. G. (2015). Critical interventions into the corporate smart city. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 8*(1), 61–77. https://doi.org/10.1093/cjres/rsu011

Jasanoff, S., & Kim, S.-H. (Eds.). (2015). *Dreamscapes of modernity: Sociotechnical imaginaries and the fabrication of power*. University of Chicago Press. https://doi.org/10.7208/chicago/9780226276663.001.0001

Kitchin, R. (2014). The real-time city? Big data and smart urbanism. *GeoJournal, 79*(1), 1–14. https://doi.org/10.1007/s10708-013-9516-8

Lazzarotti, O. (1994). Le ventre de la ville: Dupuy G., *L'informatisation des villes*. *Annales de Géographie, 103*(577), 329–330. https://doi.org/10.3406/geo.1994.13795

Moser, S. (2015). New cities: Old wine in new bottles? *Dialogues in Human Geography, 5*(1), 31–35. https://doi.org/10.1177/2043820614565867

Odendaal, N. (2016). Getting smart about smart cities in Cape Town. In C. McFarlane & O. Söderström (Eds.), *Smart urbanism: Utopian vision or false dawn?* (pp. 143–160). Routledge. https://www.routledge.com/Smart-Urbanism-Utopian-vision-or-false-dawn/Marvin-Luque-Ayala-McFarlane/p/book/9781138844230

Robinson, J., & Parnell, S. (2019). African urban fantasies: Dreams or realities? *International Development Planning Review, 41*(2), 107–119. https://doi.org/10.3828/idpr.2019.7

Sadowski, J., & Bendor, R. (2019). Selling smartness: Corporate narratives and the smart city as a sociotechnical imaginary. *Science, Technology, & Human Values, 44*(3), 540–563. https://doi.org/10.1177/0162243918806061

Shelton, T., Zook, M., & Wiig, A. (2015). The "actually existing smart city." *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 8*(1), 13–25. https://doi.org/10.1093/cjres/rsu026

Söderström, O., Paasche, T., & Klauser, F. (2014). Smart cities as corporate storytelling. *City, 18*(3), 307–320. https://doi.org/10.1080/13604813.2014.906716

Tchounand, R. (2020). L'Afrique à l'ère des « smart cities ». *La Tribune Afrique*. https://afrique.latribune.fr/journalistes/ristel-tchounand-269b

Townsend, A. (2013). *Smart cities: Big data, civic hackers, and the quest for a new utopia*. W. W. Norton & Company. https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=2170534

Vanolo, A. (2014). Smartmentality: The smart city as disciplinary strategy. *Urban Studies, 51*(5), 883–898. https://doi.org/10.1177/0042098013494427

Watson, V. (2014). African urban fantasies: Dreams or nightmares? *Environment and Urbanization, 26*(1), 215–231. https://doi.org/10.1177/0956247813513705

Wiig, A. (2015). IBM's smart city as techno-utopian policy mobility. *City, 19*(2–3), 258–273. https://doi.org/10.1080/13604813.2015.1016275

Diamniadio Smart City: Between Concept and Reality

Cheikh Cissé
Urban Planner/ Geographer, Consultant, and Lecturer at ESPI (École Supérieure des Professions Immobilières), Paris, France
c.cisse@groupe-espi.fr

Abstract

The concept of smart city is strongly promoted on a global scale as a symbol of modernity and innovation, particularly in Africa, thanks to marketing campaigns by companies like IBM. This idea appeals to African decision-makers seeking futuristic development, attracting tourists and investors with the promise of advanced technological solutions and an improved quality of life. However, the definition and implementation of this concept vary considerably, encompassing a range of initiatives that leverage information and communication technologies (ICT) to optimize urban management, mobility, energy efficiency, and citizens' quality of life. This article focuses on Diamniadio, a new city under construction 30 kilometers east of Dakar, Senegal, which exemplifies the ambition to build a modern city integrating the latest technologies to serve as a model for sustainable urban development. The approach is distinguished by a cross-analysis that draws both on international literature concerning smart cities in the Global South and on original empirical data collected through semi-structured individual interviews conducted between 2017 and 2020. The objective is not only to document Senegal's experience by highlighting the challenges, progress, and prospects of this initiative, but also to examine the viability and local ownership of a model largely shaped by globalized logics.

Keywords

Smart city, technology, urban innovation, sustainable development, Diamniadio

How to cite this paper:
Cissé, C. (2025). *Diamniadio Smart City: Between Concept and Reality*. *Global Africa*, (11), pp. 241-249.
https://doi.org/10.57832/hadj-3913

Received: September 15,, 2024
Accepted: September 2, 2025
Published: September 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0

Introduction

The term "smart city" has become a strongly promoted concept on a global scale, and particularly in Africa, through a marketing campaign orchestrated by the American company IBM. Often associated with modernity and innovation, this concept has attracted many African decision-makers, who have incorporated it into their urban planning. As a result, the concept (of the smart city) has almost become a panacea for attracting tourists and foreign investors, often accompanied by promises of advanced technological solutions and an enhanced living environment.

The idea of the smart city has quickly taken hold in political and economic discourse, even though its definition and implementation vary from one place to another. It encompasses a wide array of

initiatives aimed at integrating information and communication technologies (ICT) to improve urban management, mobility, energy efficiency, and citizens' quality of life. However, this often idealized vision of smart cities clashes with a complex reality in Africa, where urban challenges are numerous. It is therefore crucial to distinguish the smart city as a political and discursive horizon from its practical implementation. Numerous studies emphasize that, in countries of the Global South, transposing imported models must contend with specific legal frameworks, technical capacities, and governance practices (Söderström et al., 2014; Odendaal, 2016).

The issue, then, is not only about "how" to integrate technology into the city, but also "for whom", "at what pace", and "according to which priorities" this integration should take place. How, then, can the concept of the smart city truly be understood, and what are its concrete implications on the ground? The case of Diamniadio, a new city under construction 30 kilometers east of Dakar, Senegal, provides a privileged site for exploring these issues. Since 2014, Diamniadio has represented a national ambition by the Senegalese state to create a modern city incorporating the latest technologies, envisioned as a model for sustainable urban development. Supported by both national and international public-private partnerships, the project aims to transform a previously rural area into a benchmark urban hub.

After having explained the methodology used, the article begins with a review of the scientific and historical literature to define precisely what constitutes a smart city by analyzing its various dimensions and ramifications. It then examines how this concept is concretely implemented in the creation of the new city of Diamniadio, outlining the challenges, progress, and future prospects of the project.

Methodology

A systematic methodological approach was employed, combining a literature review with interviews to analyze the smart city project in Diamniadio. The literature review was conducted via databases such as Google Scholar and Scopus, using search terms such as "smart city," "urban digital transformation," "Diamniadio," ... The selection criteria involved recent academic publications, African and international case studies, and articles addressing basic infrastructure, implementation challenges, and the socio-economic impacts of smart technologies. This literature review provided a theoretical foundation centered on the main dimensions constituting the concept of the smart city, as well as recurring criticisms, particularly within the contexts of the Global South.

In addition to the literature review, we conducted semi-structured interviews between 2017 and 2020, as part of our doctoral research, with key stakeholders of the project, notably key representatives of the General Delegation for the Promotion of the Urban Poles (DGPU). These interviews aimed at gathering specific insights into the challenges and progress of the project. The data collected, cross-referenced with institutional documents, was qualitatively analyzed using content analysis methods, allowing for comparing of the project's initial ambitions and the actual state of its implementation. This comparison also made it possible to identify points of convergence and divergence between official discourse, field observations, and realities observed in other smart cities, both in Africa and internationally.

Finally, the reflexive stance adopted throughout the research led us to critically examine the very conditions under which the data was produced, as well as potential biases linked to the timing of the interviews, conducted during a period when the Diamniadio project was experiencing both progress, and political and financial uncertainties (related to institutional timelines). This interpretive caution aims to ensure that the findings and conclusions remain contextualized and avoid overgeneralization.

Definition of the Concept of « Smart City »

The definition of "smart city" is complex and varies depending on the context. According to Albino et al. (2015), there are at least twenty-three (23) different definitions of the concept. This plurality of interpretations stems from the inherently multidisciplinary nature of "smart city", which spans various fields of research (Angelidou, 2015).

Initially, the concept evokes a "connected" city, referring to digital access, technology, and the internet. Dupuy (1992) even speaks of the "digitization of the city" to describe this connection between the city and technology. This relationship between the two seems obvious, although it can encompass a wide range of uses and levels of appropriation (Douay & Henriot, 2016). In this sense, "smart city" conveys a standardized discourse, a kind of "socio-technical imaginary" (Jasanoff & Kim, 2015; Datta, 2015), crafted by tech companies to attract urban stakeholders and expand into new markets (Hollands, 2015; Sadowski & Bendor, 2019; Wiig, 2015), promoting digital connectivity, seamless mobility, energy efficiency, and economic competitiveness as core criteria of modernity. However, this idealized projection often conceals the recurring constraints of African cities: deficits in basic infrastructure, socio-spatial inequalities, and weakness of participatory planning (Watson, 2014; Robinson & Parnell, 2019). In this sense, a smart city, as a "label" (Vanolo, 2014), refers to territorial marketing that does not guarantee its actual translation in tangible benefits for local populations.

The smart city, as a response to various demographic, economic, and environmental challenges, is now perceived as a system that must be optimized to function more effectively. To address these challenges, technology companies position themselves as "obligatory passage points" (Söderström et al., 2014), offering technological solutions that connect urban systems through the collection, use, and analysis of data. This vision rests on the assumption that increasing the volume and quality of available data will systematically lead to better urban governance (Shelton et al., 2015). However, numerous studies emphasize that data is not neutral: it is produced, selected, and interpreted within specific political, economic, and cultural frameworks (Kitchin, 2014). In African contexts, where the capacity to process and update data is often limited, there is a risk of reproducing inequalities or favoring already well-equipped sectors to the detriment of others, less connected but equally strategic for urban life.

Moreover, the reality goes beyond the technological framework to encompass many other elements: leisure, housing, transportation, and access to basic services such as water, electricity, and, more recently, internet connectivity. The different urban components are elements of a broader set of systems that must be considered collectively to address major urban challenges. The company IBM pioneered the design of smart cities, structured around planning, service management, infrastructure, and human factors. These pillars form individual systems, as the city functions as a "system of systems" (Söderström et al., 2014). This idea from IBM was then established as a model, disseminated globally, and adopted by cities around the world, serving as a political argument and evolving into a form of brand ("urban labelling", according to some [Albino et al., 2015]). According to IBM, "the city must be approached as a place of integration, collaboration, and management of multiple interdependent systems…" (Guérin-Jabbour & Bauchot, 2016, p. 6), offering infrastructure management techniques thanks to the collected data.

Furthermore, this systemic paradigm echoes the urban thinking of "cybernetics" from the 1950s to 1970s, when the city was conceived as an information system. This vision focuses on the interconnection of urban elements through feedback loops (Townsend, 2013). In this perspective, Giffinger et al. (2007) identifies six dimensions to define a smart city: a smart economy, smart governance, a smart environment, smart mobility, smart living, and smart people. In other words, a smart city harmonizes multiple subsystems around economic, social, and environmental issues, using digital technologies as tools.

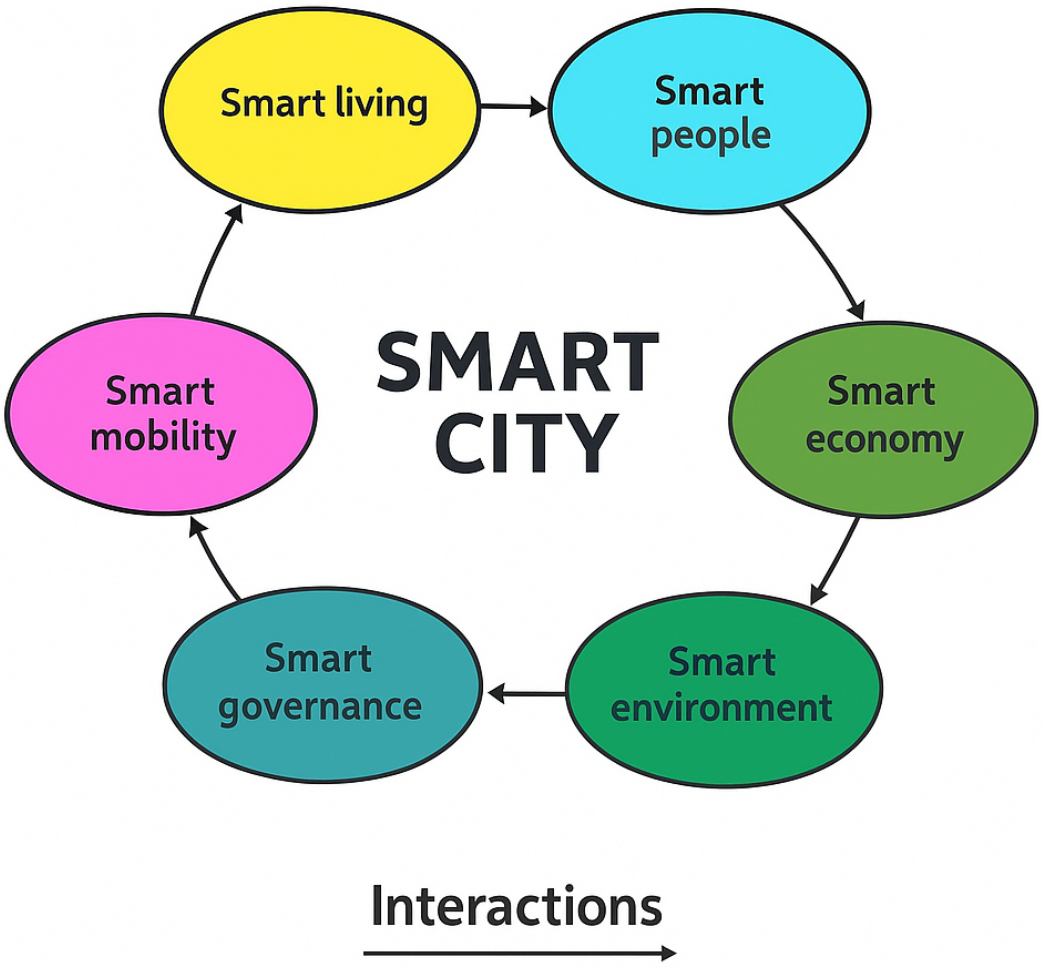

Figure 1: Global Functioning of the Smart City

Figure created by Cheikh Cissé, 2022, inspired by Giffinger et al., 2007

However, in the context of countries in the Global South, several authors (Watson, 2014; Datta, 2015; Odendaal, 2016) emphasize the importance of contextual adaptation. It is not only about transplanting "ready-to-use" technologies, but about conceptualizing the smart city as an incremental and hybrid process, one capable of combining modern infrastructures with informal practices. "Smartness" is not limited to advanced technologies; it lies above all in the ability to adapt these technologies to local social and cultural realities, making them genuinely useful to residents and responsive to concrete urban needs such as access to water, waste management, or the organization of informal transport.

Several African states, in a race to build new cities on the peripheries of their capital cities, are striving to position themselves within an international dynamic of innovation, technology, modernity, and sustainability. The digital economy is at the heart of their strategies, with a strong focus on smart cities. Examples such as Konza Technology City and Smart City Kwame Nkrumah, on the peripheries of Nairobi and Accra respectively, Eko Atlantic City in Greater Lagos, or the Smart Africa Alliance initiative, chaired by Rwandan President Paul Kagame in 2014, and Senegal's New Deal Technologique (Technological New Deal) launched in 2025 across all urban sectors, all illustrate this trend. While increased access to digital technologies and the internet is seen as an asset, and

even a selling point, by policymakers when promoting the smart city, the digital divide and limited access to basic services such as electricity remain persistent challenges across Africa, and present major challenges for the implementation of smart cities. In reality, Africa remains one of the least electrified continents, with an electrification rate of just 43% in 2016. However, one cannot envision a smart city, as it is commonly defined, without sufficient access to electricity. Chenal (2020) highlights that electrification remains the main challenge for connected cities, as better internet connectivity is correlated with economic growth (Tchounand, 2020).

Modeling of Diamniadio Smart City

In the new city of Diamniadio, the first of the four planned districts is specifically dedicated to the digital hub (the digital park), aimed at establishing a "smart" management system for the city. In 2016, Diamniadio was selected as an "affiliated city" within the I3E competition, which aims to support the creation of smart cities focused on digital applications, thereby surpassing Casablanca, Tunis, and Buenos Aires[1].

The Diamniadio Digital Technology Park, envisioned as an oasis spanning 25 hectares, was established in 2016. This race for innovation led to the deployment of infrastructure centered on information and communication technologies within the new city. With the ambition of positioning Diamniadio as the first technology hub in Senegal, and potentially in all of West Africa, similar to other nations that have already taken the lead in this field, such as Nigeria, South Africa, and Morocco, the Senegalese state planned for cutting-edge digital infrastructure. According to the head of the smart city project in Diamniadio, this includes "high-speed and ultra-high-speed internet, "data centers" for digital data storage, as well as efforts to optimize energy flows in buildings to reduce energy consumption and meet the current needs of the population."

At the time of our research, the Diamniadio smart city project, in addition to be considered as an "affiliated city," receive partial funding from the African Development Bank (AfDB), amounting to €71 million. Initially just a concept, the Diamniadio smart city has become a priority for Senegalese authorities and is led by the urban development agency, the General Delegation for the Promotion of the Urban Poles (DGPU). The Project and Smart City Lead explained to us during an interview in 2019 that the initiative was based on three main pillars: "energy efficiency through effective thermal insulation techniques, the construction of smart buildings equipped with sensors, and the introduction of various digital solutions."

1 Information gathered during our 2016 interview in Ouakam with the Smart City Lead the General Delegation for the Promotion of the Urban Poles (DGPU) in 2016.

Figure 2: Diamniadio Datacenter Project

Source: Magazine *Nouvel Horizon*, Special Issue on Diamniadio, New City, Special Edition No. 8 paired with Issue No. 1021, January 5–11, 2017.

Among the priorities, digital technology occupies a central role as a lever for improving local living conditions. At the time of our fieldwork, the digital hub was already beginning to attract companies and start-ups specialized in technological innovation, including the presence of telecommunications operators such as Orange, Tigo, Expresso, major IT firms like Atos, as well as agencies from the energy sector such as ADEME.

This positioning aligns with a political context shaped by the *Plan Sénégal Émergent* (PSE), adopted in 2014 under President Macky Sall, which promoted the creation of urban hubs (Diamniadio, Lac Rose (Pink Lake), and so on), a tool to reduce congestion in Dakar and stimulate private investment. In this vein, Diamniadio was not designed solely as a residential area but rather as a multifunctional hub comprising administrative spaces, conference centers, commercial areas, and light industry. The stated goal is to attract not only new populations but also businesses and international institutions.

The design of Diamniadio heavily draws from the logic of "greenfield cities", analyzed by Watson (2014), i.e., urban development projects built *ex nihilo* on vast, undeveloped land, designed to embody a futuristic urban vision. However, these initiatives are frequently criticized for targeting a financially solvent clientele, effectively excluding lower-income populations. This socio-spatial selectivity fuels the unpopular and elitist nature of the approach (Moser, 2015).

In concrete terms, the planning of Diamniadio is structured around three successive phases: the emergence phase (2014–2019), the development phase (2020–2025), and the completion phase (2025–2035). Although digital services (especially telecommunications networks) are included in Diamniadio's master plan, their deployment was not prioritized during the new city's early stages. The launch of digital infrastructure was only scheduled to begin in the second phase. During our interview conducted in July 2019, the Project Lead for the deployment of the digital hub at the DGPU stated that: *"Digital technology is still perceived as a bonus, not a necessity. No specific timeline has been set for its full deployment,"* as the project was still in the diagnostic phase at that time.

However, as of 2025, the planning phasing of the new city has not been strictly followed: some tasks from the initial stages, such as sanitation, remain incomplete. This lag is partly explained by the political transition in 2024, which brought a new president, Bassirou Diomaye Faye, to power. His urban priorities do not necessarily align with those of his predecessor, Macky Sall, the principal initiator of the Diamniadio project as part of his former politico-economic agenda.

Moreover, the project's dependence on external funding makes it vulnerable to fluctuations in international aid and the conditions imposed by donors. While the African Development Bank (AfDB) supports part of the project, other components rely on public-private partnerships, whose negotiations are often long and complex. The experience of Eko Atlantic City in Nigeria illustrates the risks associated with such arrangements: while the project succeeded in delivering high-end infrastructure, it lacked true integration into the existing urban fabric (Grant, 2015). Still under construction, Diamniadio retains some room to maneuver to avoid a similar pitfall.

Discussion

The analysis of Diamniadio's smart city reveals a gap between technological ambitions and practical realities. The promises made by the State at its launch have struggled to materialize on the ground, as evidenced by delays in digital deployment and low involvement of the local population. In fact, the new city is still waiting for its populations; it is not yet sufficiently inhabited. Although ambitious, the project is hindered by logistical and financial challenges, as well as inadequate basic infrastructure, particularly electricity. These constraints highlight the need for a gradual and realistic approach that takes local conditions into account to ensure alignment between vision and practice.

The situation observed in Diamniadio is not an isolated case; it fits within a broader trend affecting smart city projects across Africa. For instance, Konza Technopolis in Kenya, announced in 2008 as the "Silicon Savannah", still faces numerous delays today. These difficulties stem from governance issues, the complexity of securing financing, a lack of clarity about the real needs of users, and spatial incoherence due to its proximity to Kibera, the largest slum in Africa. Similarly, Eko Atlantic City in Nigeria, while advanced in real estate development, has been criticized for its elitist nature and lack of integration with the socio-economic realities of Lagos, where the Makoko slum persists. These examples highlight that a smart city project that is not rooted in the local context risks becoming simply a showcase with no real capacity for integrated urban transformation.

To successfully transition to a truly smart city, technological development must be accompanied by improvements in basic infrastructure. The involvement of local tech companies and the use of a participatory approach, including the local population and their everyday aspirations, are essential conditions to promote innovation and ensure the social acceptability of proposed solutions.

Another key issue lies in the digital divide. As Söderström et al. (2014) point out, a city cannot be considered "smart" if a significant portion of its population is excluded from access to digital infrastructure. In Senegal's case, where internet access remains marked by significant regional and social disparities, priority should be given to expanding affordable digital services before deploying cutting-edge technologies concentrated in a limited area like Diamniadio.

The project's governance also reveals a paradox: although Diamniadio smart city is presented as an innovative, forward-looking project, its decision-making process remains largely top-down, led by the State through a planning agency DGPU and its international partners, without any real mechanism for citizen participation. This lack of formal consultation limits the potential for social appropriation of infrastructure and may lead to latent resistance. Nevertheless, experiences in Kigali (Kigali Innovation City) or in Cape Town show that integrating participatory mechanisms such as community workshops, local surveys, and co-creation platforms helps enhance the relevance and sustainability of urban solutions (Odendaal, 2016; Robinson & Parnell, 2019).

Finally, the connection between Diamniadio and the rest of the Dakar metropolitan area is a real concern. If the project develops as an isolated high-tech enclave, it risks exacerbating spatial and economic disparities with already existing peripheral urban areas, thus reinforcing inequalities. Conversely, functional integration through efficient transport networks, economic complementarities, and service exchanges could turn Diamniadio into a driver of development, benefiting the entire Dakar metropolitan region.

Conclusion

The ambition to make Diamniadio a "smart city" reflects a desire for innovation, integrating technological advances into the new city project. However, adapting these technologies to local needs remains an ongoing challenge. The gap between the ideal conceptualization and actual implementation calls for a more realistic approach, one that pays close attention to the complexity of local practices and realities.

The project's current trajectory shows that a smart city is not simply about digital infrastructure or connected buildings. It must be part of a systemic vision that integrates social, economic, and environmental imperatives, ensuring that technological innovations address concrete needs rather than symbolic or promotional objectives.

Balancing vision with practical constraints requires steering the project toward an achievable urban form, taking into account the hybrid nature of formal and informal practices. In concrete terms, the transition to a smart city demands the harmonious integration of technologies with the lifestyles, needs, and cultural specificities of the local population, and it primarily depends on strengthening universal access to electricity and basic infrastructures, a prerequisite for any digital deployment.

On an operational level, this means establishing institutional mechanisms for citizen participation at every stage of the project; involving local start-ups and SMEs in the design, implementation, and maintenance of digital services to strengthen the national economic fabric; planning for Diamniadio's functional integration into the Dakar metropolitan area through efficient and accessible transport connections; and adopting a gradual approach with frequent evaluations to ensure coherence between initial objectives and actual outcomes.

In the longer term, comparative evaluations with other new cities in Africa and Asia will help identify the key conditions for a successful smart city in the Global South, highlighting the roles of public policy, strategic partnerships, and multi-level governance.

Bibliography

Albino, V., Berardi, U., & Dangelico, R. M. (2015). Smart cities: Definitions, dimensions, performance, and initiatives. *Journal of Urban Technology, 22*(1), 3–21. https://doi.org/10.1080/10630732.2014.942092

Angelidou, M. (2015). Smart cities: A conjuncture of four forces. *Cities, 47*, 95–106. https://doi.org/10.1016/j.cities.2015.05.004

Datta, A. (2015). A 100 smart cities, 100 utopias. *Dialogues in Human Geography, 5*(1), 49–53. https://doi.org/10.1177/2043820614565750

Douay, N., & Henriot, C. (2016). La Chine à l'heure des villes intelligentes. *L'Information géographique, 80*(3), 89–102. https://doi.org/10.3917/lig.803.0089

Dupuy, G. (1992). *L'urbanisme des réseaux: Théories et méthodes*. Armand Colin. https://www.armand-colin.com/lurbanisme-des-reseaux-9782200211035

Giffinger, R., Fertner, C., Kramar, H., Kalasek, R., Pichler-Milanović, N., & Meijers, E. (2007). *Smart cities – Ranking of European medium-sized cities*. Centre of Regional Science (SRF), Vienna University of Technology. https://www.smart-cities.eu/download/smart_cities_final_report.pdf?utm_source=perplexity

Grant, R. (2015). Sustainable African urban futures? Stocktaking and critical reflection on proposed urban projects. *American Behavioral Scientist, 59*(3), 294–310. https://doi.org/10.1177/0002764214550301

Guérin-Jabbour, M., & Bauchot, F. (2016). Les technologies de l'information au service des villes intelligentes. IBM.

Hollands, R. G. (2015). Critical interventions into the corporate smart city. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 8*(1), 61–77. https://doi.org/10.1093/cjres/rsu011

Jasanoff, S., & Kim, S.-H. (Eds.). (2015). *Dreamscapes of modernity: Sociotechnical imaginaries and the fabrication of power*. University of Chicago Press. https://doi.org/10.7208/chicago/9780226276663.001.0001

Kitchin, R. (2014). The real-time city? Big data and smart urbanism. *GeoJournal, 79*(1), 1–14. https://doi.org/10.1007/s10708-013-9516-8

Lazzarotti, O. (1994). Le ventre de la ville: Dupuy G., *L'informatisation des villes*. *Annales de Géographie, 103*(577), 329–330. https://doi.org/10.3406/geo.1994.13795

Moser, S. (2015). New cities: Old wine in new bottles? *Dialogues in Human Geography, 5*(1), 31–35. https://doi.org/10.1177/2043820614565867

Odendaal, N. (2016). Getting smart about smart cities in Cape Town. In C. McFarlane & O. Söderström (Eds.), *Smart urbanism: Utopian vision or false dawn?* (pp. 143–160). Routledge. https://www.routledge.com/Smart-Urbanism-Utopian-vision-or-false-dawn/Marvin-Luque-Ayala-McFarlane/p/book/9781138844230

Robinson, J., & Parnell, S. (2019). African urban fantasies: Dreams or realities? *International Development Planning Review, 41*(2), 107–119. https://doi.org/10.3828/idpr.2019.7

Sadowski, J., & Bendor, R. (2019). Selling smartness: Corporate narratives and the smart city as a sociotechnical imaginary. *Science, Technology, & Human Values, 44*(3), 540–563. https://doi.org/10.1177/0162243918806061

Shelton, T., Zook, M., & Wiig, A. (2015). The "actually existing smart city." *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 8*(1), 13–25. https://doi.org/10.1093/cjres/rsu026

Söderström, O., Paasche, T., & Klauser, F. (2014). Smart cities as corporate storytelling. *City, 18*(3), 307–320. https://doi.org/10.1080/13604813.2014.906716

Tchounand, R. (2020). L'Afrique à l'ère des « smart cities ». *La Tribune Afrique*. https://afrique.latribune.fr/journalistes/ristel-tchounand-269b

Townsend, A. (2013). *Smart cities: Big data, civic hackers, and the quest for a new utopia*. W. W. Norton & Company. https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=2170534

Vanolo, A. (2014). Smartmentality: The smart city as disciplinary strategy. *Urban Studies, 51*(5), 883–898. https://doi.org/10.1177/0042098013494427

Watson, V. (2014). African urban fantasies: Dreams or nightmares? *Environment and Urbanization, 26*(1), 215–231. https://doi.org/10.1177/0956247813513705

Wiig, A. (2015). IBM's smart city as techno-utopian policy mobility. *City, 19*(2–3), 258–273. https://doi.org/10.1080/13604813.2015.1016275

©Présidence du Bénin

Reconnaissance du travail des évaluateurs de *Global Africa*

Chères évaluatrices, chers évaluateurs,

L'équipe éditoriale de *Global Africa* souhaite exprimer sa profonde reconnaissance pour le rôle essentiel que vous jouez dans le processus de publication scientifique. Votre expertise, votre temps et votre engagement contribuent à améliorer la qualité des manuscrits que nous recevons et à renforcer l'attractivité et la réputation de notre revue.

Nous savons que l'évaluation par les pairs est une tâche bénévole particulièrement exigeante, qui demande rigueur et disponibilité. Grâce à vos retours et recommandations, nous pouvons assurer la publication de contributions originales et pertinentes, répondant aux standards scientifiques internationaux.

Nous tenons donc à vous remercier chaleureusement pour votre travail patient et attentif, ainsi que l'accompagnement exceptionnel que vous offrez à vos pairs. Votre contribution reste indispensable au succès collectif de *Global Africa.*

Dans un souci de reconnaissance et de valorisation, la revue a décidé de publier chaque année la liste des ses évaluateurs et évaluatrices.

Merci, thank you, asante, shukran (شكراً), jërëjëf,, adiarama, obrigado, gracias…

L'équipe éditoriale de Global Africa et l'ensemble des auteur.e.s

—----------

Acknowledgment of the Contributions of Global Africa Reviewers

Dear Reviewers,

The editorial team of *Global Africa* would like to express its profound gratitude for the crucial role you play in the scientific publishing process. Your expertise, time, and dedication contribute to improving the quality of the manuscripts we receive and to strengthening the attractiveness and reputation of our journal.

We are aware that peer review is a demanding voluntary task requiring both rigor and availability. Thanks to your feedback and recommendations, we can ensure the publication of original and relevant contributions that meet international scientific standards.

We therefore extend our warmest thanks to you for your patient and attentive work, as well as for the exceptional guidance you provide to your peers. Your contribution remains vital to the collective success of *Global Africa*.

As part of our commitment to recognition and appreciation, the journal will publish annually the list of its reviewers.

Merci, thank you, asante, shukran (شكرا), jërëjëf, adiarama, obrigado, gracias…

The Editorial Team of Global Africa and all the Authors

GLOBAL AFRICA

www.globalafricasciences.org

Indexée sur /Indexed on

AJOL DOAJ Scopus

LASPAD
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIETES ET POUVOIRS / AFRIQUE - DIASPORAS

IRD
Déployer la recherche
Partager la science
Transformer l'avenir

LASDEL
Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local

UR